



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

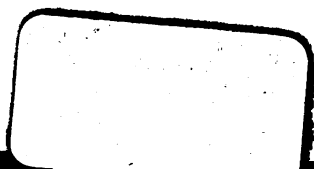
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

3 3433 00364203 4



MA
B. 11. 11. 11.

~~325~~

Bulletin

KAA - ~~1307~~

Digitized by Google

~~1307~~

BULLETIN
DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES,
ÉCONOMIE PUBLIQUE, VOYAGES.

TOME XXV.

LISTE
DE MM. LES COLLABORATEURS
DE LA VI^e SECTION
DU BULLETIN UNIVERSEL DES SCIENCES
ET DE L'INDUSTRIE (1).

Rédacteur principal: M. THOMAS.

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET POLITIQUE. *Collab. :* MM. Augoyat, Bottin, Coquebert de Montbret (C. M.), Denaix (DEN.), Depping (D-G.), de Férussac (F.), L. de Freycinet, Dezos de la Roquette, Larenaudière, Levillain, Lourmand, Sueur-Merlin, Walckenaër, Warden.

GÉOGRAPHIE ANCIENNE ET COMPARÉE. MM. Barbié du Boccage, Bottin, Champollion-Figeac, Depping (D-G.), Alexandre de Laborde, Letronne, Abel Rémusat, Walckenaër (W-R.).

TOPOGRAPHIE, GÉODÉSIE, PLANS, CARTES de toute nature. MM. Augoyat, Brué, Denaix (DEN.), de Férussac (F.), Francœur, L. de Freycinet, Levillain, Sueur-Merlin, Walckenaër (W-R.).

STATISTIQUE, ARITHMÉTIQUE POLITIQUE, ÉCONOMIE PUBLIQUE, ET COMMERCE. MM. Aubert de Vitry, Azévédo, Benoiston de Châteauneuf, Bottin, Coquebert de Montbret (C. M.), A. Delambre, Depping (D-G.), Baron Ch. Dupin, de Férussac (F.), Guillemot, Edme Héreau, Jolivot, Alexandre de Laborde, B. Laroche, Levillain, Lourmand, Ch. Lucas, le baron de Malchus, Mauroy, de Pétigny, Rodet, Riva, Tardif, Villard, Villermé, Villot, Warden.

VOYAGES. MM. Aubert de Vitry, Coquebert de Montbret (C. M.), A. Delambre, Depping (D-G.), Dezos de la Roquette, de Férussac (F.), L. de Freycinet, Edme Héreau, Larenaudière, Lesson, Albert-Montémont, Riva, Roulin, Sueur-Merlin, Walckenaër, Warden.

(1) Ce Recueil, composé de huit sections, auxquelles on peut s'abonner séparément, fait suite au *Bulletin général et universel des annonces et des nouvelles scientifiques*, qui forme la première année de ce journal. Le prix de cette première année (1823) est de 40 fr. pour 4 vol. in-8°, ou 12 cahiers, composés de 10 feuilles d'impression chacun.

PARIS. — IMPRIMERIE DE AMB. FIRMIN DIDOT,

RUE JACOB, N^o 24.

BULLETIN

DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES, etc. ;
ÉCONOMIE PUBLIQUE, VOYAGES,

RÉDIGÉ PAR M. THOMAS.

VI^e SECTION DU BULLETIN UNIVERSEL,

PUBLIÉ

Sous les auspices de Sa Majesté,

PAR LA SOCIÉTÉ

POUR LA

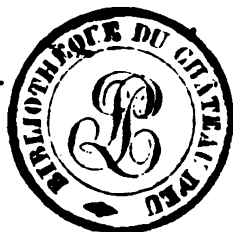
PROPAGATION DES CONNAISSANCES

SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES,

ET SOUS LA DIRECTION

DE M. LE BARON DE FÉRUSSAC.

TOME VINGT-CINQUIÈME.



A PARIS,

AU BUREAU CENTRAL DU BULLETIN, rue de l'Abbaye, n° 3,

Et chez ARTHUS BERTRAND, rue Hautefeuille, n° 23.

Paris, Strasbourg et Londres, chez MM. TREUTTEL ET WURTE;

Leipzig, chez MM. BROCKHAUS.

1831.

BULLETIN

DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES,

ÉCONOMIE PUBLIQUE, VOYAGES.

GÉOGRAPHIE ET STATISTIQUE.

1. DICTIONNAIRE CLASSIQUE ET UNIVERSEL DE GÉOGRAPHIE MODERNE, contenant la description succincte des pays et principaux lieux du globe, d'après un nouveau plan pour les généralités ou grands articles décrits sous les deux grandes divisions de la géographie physique et politique, avec leurs subdivisions par ordre de matières : extrait et traduit des meilleures autorités dans les principales langues de l'Europe, avec les sources citées à chaque article; le tout rédigé et mis en ordre par Hyacinthe LANGLOIS; précédé d'une Introduction très-étendue, et terminé par un *Index* des noms de la *Géographie ancienne* comparée avec la géographie moderne; par des *Tableaux* des poids, mesures et monnaies des divers États de l'Europe, des changes des principales places de commerce, etc., etc. Tome II et dernier, en 2 parties, Q-Z, ensemble de 1,770 pages; prix, 12 fr. pour les souscripteurs. L'ouvrage complet en 4 vol., gr.-8°, *grand raisin vélin*, de 8 à 900 pages chacun, avec un atlas de géographie ancienne et moderne, in-4° de 22 cartes, par Arrowsmith et d'Anville, se vend br. 36 fr.
- Idem* avec un atlas petit in-fol. de 41 cartes par les mêmes auteurs. 45
- Idem* in-4° sur carré vélin, avec le petit atlas. 54
- avec l'atlas petit in-fol. 65
- En ajoutant 5 fr. aux prix ci-dessus, on expédiera franco par diligence pour toute la France.

« De toutes les sciences qui ornent l'esprit humain, la géogra-
F. TOME XXV. — JANVIER 1831. 1

phie est une des plus utiles et des plus agréables. Parmi les savans, comme dans les hautes classes de la société, on reconnaît son importance et sa nécessité. Elle plaît, satisfait et instruit tout à la fois : quelle plus belle et plus noble étude, après celle du ciel, que la connaissance de notre globe ! Fidèle compagne de l'histoire, la géographie guide partout ses pas. « La géographie est l'œil de l'histoire », a dit Cicéron, et rien n'est plus exact.

« Empiétant sur le domaine de son aînée, la géographie ne vit que de faits. Elle s'associe à l'astronomie pour établir le véritable système du monde, et représenter la correspondance que les parties de notre planète ont avec celles des corps célestes, les effets qui en résultent, et les divisions mathématiques transportées du ciel sur la terre. Cette science, maintenant très-étendue, et qui a dépassé de beaucoup ses limites, embrasse tous les principaux événemens physiques et politiques : elle dit les bouleversemens de notre globe opérés par le déluge universel, les tremblemens de terre, les éruptions des volcans, les écroulemens des montagnes, les envahissemens de la mer : elle dit les changemens opérés sur la surface de la terre par la main des hommes ; l'origine, les progrès, les révolutions et les chutes des royaumes et des empires ; les pays ravagés par les fléaux de la guerre, de la peste et de la famine ; les sièges et les batailles mémorables, les villes détruites par le fer et la flamme des conquérans. Elle immortalise les savans, les grands-hommes, en citant leur patrie ; elle trace une esquisse des mœurs et des usages des peuples, de leurs religions, de leurs lois, de leurs forces, etc. Elle indique au commerce les pays des cinq parties du monde qui fournissent les productions des trois règnes de la nature, les lieux où ces produits prennent mille formes diverses sous la main créatrice de l'industrie, leurs exportations, avec les retours en échange. En nous reportant aux temps anciens, on verra les poètes et historiens célèbres versés dans cette science : chez les Grecs, le divin Homère, Hérodote, Thucydide, Xénophon, Denys d'Halicarnasse, etc. ; chez les Romains, le prince des poètes, Tite-Live, Tacite, etc., ont su allier la géographie à l'histoire.

« C'est d'après ce vaste plan, que ce nouveau Dictionnaire géographique a été conçu et rédigé. Pour donner une idée de son étendue, il suffit de dire qu'il renferme plus de 100,000 articles.

Voici les grands et nombreux avantages qu'il offre sur les lexiques géographiques récemment publiés :

1° De présenter un grand ensemble et un ordre invariable, étant revu et rédigé en entier par une seule main, et d'être proportionné dans toutes ses parties, à raison de leur importance : on n'a pas sacrifié tous les autres pays à la France, qui occupe la plus grande place dans presque tous les dictionnaires géographiques ;

2° De donner des descriptions étendues des principaux pays du globe par ordre de matières ;

3° D'être uniforme dans l'orthographe des noms propres, qu'on maintient partout strictement, tels qu'ils s'écrivent dans leurs langues ;

4° De renfermer l'analyse succincte des dictionnaires géographiques étrangers, statistiques, voyages, au nombre de plus de 10,000 volumes ;

5° De donner, pour tous les états de l'Europe et des autres parties du monde, des distances exactes et orientées des chefs-lieux de leurs provinces, en lieues de poste de France, d'après les itinéraires connus ; enfin les tableaux des divisions politiques de tous les pays du globe. » (*Extrait du Prospectus.*)

A Paris, chez Hyacinthe Langlois père, éditeur, rue de Bussy, n° 16, et chez les principaux libraires de la France et des pays étrangers.

2. ZEITSCHRIFT FÜR DIE ALLOEMEINE GEOGRAPHIE. — Journal pour la Géographie générale, publié, avec un collaborateur, par Ch. HOFFMANN, lieut. d'artill. pruss. Tom. IV, cah. 35-50. In-8°. Breslau ; Gruson ; les 1^{ers} cahiers sont de 1823.

Nous avons rendu compte des trois premiers volumes de cet ouvrage, Tom. VII, n° 242. Nous avons annoncé, Tom. XIII, n° 7, les 34 premiers cahiers du 4^e volume ; les 16 cahiers que nous signalons aujourd'hui le terminent. Après avoir épuisé tout ce qui concerne la topographie de la Prusse, l'auteur donne le tableau du commerce de cette puissance, la répartition des habitans par mille carré en 1807 ; nous ne la rapporterons point, ayant donné la statistique de ce royaume à une époque plus récente. Ce 4^e volume est terminé par un exposé de la situation des manufactures de la Prusse, qui sont

représentées dans un état florissant attribué aux encouragemens que cette industrie reçoit du gouvernement. Cette continuation justifie ce que nous avons dit de l'ouvrage.

3. DU GOLFE DU LION, improprement appelé *de Lyon* ou *de Lion* par quelques géographes.—Réponse à une réclamation de M. Cortambert.

Je lis dans le *Bulletin des sciences géographiques*, T. XXIII, n° 172, p. 356, une réclamation de M. E. Cortambert, sur laquelle je crois devoir vous adresser quelques observations qui me paraissent de nature à être insérées dans votre recueil.

Ce géographe annonce que, dès 1825, et, par conséquent, antérieurement à la publication du Tome VIII du *Précis de la géographie universelle* (1), dont il a été rendu compte dans le Tome XXII du *Bullet.*, il avait répandu, dans différens écrits, et notamment dans le *Dictionnaire universel de géographie*, la véritable orthographe du *Golfe* improprement appelé *de Lyon*.

Il est vrai que feu Malte-Brun, dans le Tome IV, p. 471-2, du *Précis*, après avoir cité un passage d'Ératosthène, qui affirme que la ville d'Héroopolis est située sur le Nil, ajoute ces lignes, dont les dernières contiennent une erreur : « On nous dit que le golfe Héroopolite tire son nom de cette ville, qui en est voisine, mais il ne faut pas presser le sens de ces paroles, pour les mettre en contradiction avec d'autres expressions plus positives ; d'ailleurs, l'exemple du golfe de Lyon prouve qu'il n'est pas nécessaire qu'une ville soit précisément sur les bords même du golfe auquel elle donne son nom. »

Mais cette erreur ou cette inadvertance du célèbre géographe danois est toute moderne, et n'a point été commise par nos anciens géographes. En effet, l'abbé Nicole de la Croix, dans l'édition de sa *Géographie* revue par Barbeau de la Bruyère, et publiée en 1773, s'exprime ainsi, en parlant du golfe qui fait le sujet de cette lettre : « Ce n'est pas la ville de Lyon qui lui a donné ce nom, étant à plus de 60 lieues de là ; mais c'est parce qu'on éprouve de violentes tempêtes dans cette plage, qu'on l'a appelée *golfe de Lion*, en latin *sinus Leonis*. Les Espagnols le nomment *golfo Leone*. »

(1) Malte-Brun n'a composé que les cinq premiers volumes et une partie du sixième ; il n'a coopéré en aucune manière à la composition des Tomes VII et VIII.

Fleurieu, dans ses *Observations sur la division hydrographique du globe*, lues à l'Institut, les 22 et 27 floréal an VII, et dont il n'est pas permis à un géographe instruit d'ignorer l'existence et le contenu, dit, en parlant de la Méditerranée : « Cette mer est bornée à l'orient par la portion de l'Asie qui vient s'enclaver entre l'Europe et l'Afrique ; mais, avant que d'y parvenir, les eaux creusent dans le nord le *golfe du Lion* (*sinus Leonis*), ainsi nommé parce que la traversée de ce golfe est périlleuse pour les petits bâtimens, lorsque le vent du nord-ouest, le *mistral*, souffle avec impétuosité. Les Anciens comparaient la force de ce vent à celle du lion. »

J'ajouterai que, dans sa carte d'Europe, publiée en 1754, d'Anville écrit *golfe de Lion* (il aurait dû mettre *du Lion*) ; mais qu'on ne peut tirer aucune conséquence de ce fait, puisqu'il donne absolument la même orthographe à la ville de ce nom. M. Brûé, géographe consciencieux, et presque toujours si exact, écrit, comme Fleurieu, *golfe du Lion*, dans plusieurs des cartes de son bel atlas ; et dans celle de l'Espagne et du Portugal, publiée en 1821, il ajoute entre deux parenthèses *sinus Leonis*, afin de témoigner qu'il connaît l'étymologie, en laissant au chef-lieu du département du Rhône l'orthographe reçue (Lyon).

Si l'on doit quelques éloges au continuateur de Malte-Brun, pour avoir écrit le nom du golfe dont il s'agit avec sa véritable orthographe, et pour en avoir donné l'étymologie, il faut reconnaître en même temps, qu'avant lui *La Croix* et *Fleurieu* avaient indiqué l'étymologie de ce nom ; que ce dernier avait aussi avant lui, et peut-être le premier, fait concorder l'orthographe avec l'étymologie, et qu'enfin M. Brûé l'avait également devancé.

Il résulte de ce que je viens de dire, que la prétention de M. Cortambert n'est aucunement fondée, puisque, dans l'article inséré par lui dans le *Dictionnaire géographique universel*, il écrit *golfe de Lion*, et non *golfe du Lion*, ne faisant en cela que copier *La Croix*, qu'il aurait peut-être dû citer dans sa réclamation.

Je me propose, dans un autre article, d'ajouter aux *Bévuës historiques, statistiques et géographiques* (*Bulletin*, T. XXIII, n° 7, p. 9), que l'*Hesperus* reproche aux derniers volumes du *Précis de la géographie universelle*, composés avec trop de pré-

cupitation pour ne pas fournir ample matière à la critique; et je vous engage, dans l'intérêt des personnes qui aiment et qui cultivent la géographie, à vouloir bien accorder une place dans votre *Bulletin*, aux remarques des journaux italiens sur plusieurs articles du *Précis*, relatifs à la Lombardie. Cet ouvrage, malgré ses nombreuses erreurs et ses lacunes, n'en est pas moins encore le meilleur que nous possédions sur la géographie. Il est probable qu'on en portera un autre jugement, lorsque M. Adrien Balbi aura fait paraître le traité qu'il prépare en ce moment, et dont nous avons eu occasion de parcourir quelques parties.

DE LA ROQUETTE.

Paris, le 6 mars 1831.

4. RECTIFICATION DE LA TOPOGRAPHIE DU BOSPHORE CIMMÉRIEN, ET D'UNE PARTIE DU LITTORAL DE LA MER NOIRE.

L'empereur de Russie ayant égard aux représentations de M. le comte Vorontsof, a ordonné l'impression d'un écrit de M. de Blaramberg, offrant le résultat des investigations topographiques effectuées par lui, sur la rive européenne du Bosphore cimmérien et sur la partie du littoral de la mer Noire, la plus voisine de ce détroit. Ce travail est accompagné d'une carte particulière et de 6 plans et tracés approximatifs des vestiges d'établissements anciens dont la position, déterminée en partie par Strabon, par Scymnus, l'auteur anonyme du périple du Pont-Euxin, et par quelques autres géographes de l'antiquité, a été placée erronément ailleurs, par divers écrivains anciens et modernes (1).

Cette confusion a produit dans les cartes géographiques de la Tauride, à commencer par celle de *Formaleoni*, des inexactitudes qu'il importait de rectifier : c'est dans ce but que l'auteur, en se conformant aussi strictement qu'il lui a été possible aux données des géographes précités, a procédé aux recherches locales dont l'exposé est sur le point de paraître. (*Journal d'Odessa*, du 15 févr. — *Journal de St.-Petersbourg*; du 11 mars. 1729.)

5. NOUVEAU RECENSEMENT. Tableau in-fol. grand-raisin. Paris, 1830; Binet, propriétaire, rue Aubry-le-Boucher, n° 5.

Ce tableau indique les jours de départ et d'arrivée des dili-

(1) Voy. *Bulletin*, Tom. XXIII, n° 1.

gences, voitures publiques, courriers, coches, bateaux à vapeur, ainsi que leurs adresses; tout ce qui concerne le service des postes; l'indication des théâtres, bibliothèques, musées, académies, sociétés scientifiques, établissemens commerciaux, ministères, administrations civiles et militaires, prisons, hôpitaux, écoles, etc. C'est un travail commode et utile à consulter.

6. I. PRÉSENTATION DES COMPTES DES MINISTRES, et proposition de loi pour le réglemeut définitif du budget de 1828. In-4°, 113 pag.

7. II. COMPTES DES MINISTRES DE LA GUERRE ET DE LA MARINE, exercice 1828. In-4°, 265 pag.

8. III. COMPTES DES MINISTRES DE LA JUSTICE, DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DES AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DE L'INTÉRIEUR, DU COMMERCE ET DES FINANCES, exercice 1828. In-4°, 522 pag.

9. IV. COMPTE DU SERVICE DES POUDRES ET SALPÊTRES, année 1828. In-4°, 37 pag.

10. V. COMPTE RENDU DE LA DOTATION DES INVALIDES DE LA GUERRE. In-4°, 22 pag.

11. VI. COMPTE RENDU DE L'ÉTABLISSEMENT DES INVALIDES DE LA MARINE. In-4°, 55 pag.

12. VII. RAPPORT ET PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION CHARGÉE DE LA VÉRIFICATION DES COMPTES DES MINISTRES pour 1828. In-4°, 25 pag.

13. VIII. RAPPORT AU ROI SUR L'ADMINISTRATION DES FINANCES, du 15 mars 1830. In-4°, 204 pag., avec 38 états et 180 pag. de pièces à l'appui.

14. IX. RAPPORT AU ROI SUR LES IMPOSITIONS COMMUNALES, exercice 1828. In-4°, 55 pag.

Tous ces comptes sortent de l'Imprimerie royale et ne se vendent pas.

Les volumineuses publications dont on vient de lire les titres composent les comptes rendus par les ministres, de l'administration des finances de l'État pendant l'année 1828 et le

compte provisoire de l'année 1829. Ainsi, ce sont des rapports au Roi, des comptes détaillés des opérations de recette et de dépense des divers services généraux, des arrêts de la cour des comptes, des rapports de la commission supérieure chargée de vérifier les comptes sur les livres.

Nous ne rapporterons pas tous ces détails; ce serait sans utilité au moment où un nouveau budget est présenté; nous nous bornerons à quelques citations qui peuvent intéresser la statistique ou l'économie publique.

Nous avons remarqué les dispositions destinées à compléter celles qu'on avait adoptées précédemment afin de simplifier et de rendre plus claires toutes les mesures prises jusqu'alors sur la comptabilité. On avance d'un pas ferme et assuré dans la route tracée depuis plusieurs années, et l'on peut, avec fondement, espérer que sous très-peu de temps, il n'y aura aucune comptabilité plus simple, plus nette, plus positive que celle des finances de la France. C'est un avantage immense, qui rendra plus faciles toutes les mesures à prendre soit pour améliorer les recettes, c'est-à-dire, pour faire en sorte qu'elles pèsent également sur tous les citoyens, et que le montant des impôts mesurés, comme disait Montesquieu, non sur ce que le peuple peut donner, mais sur ce qu'il doit donner, rentre intégralement au trésor; soit d'autre part pour réduire les dépenses à ce juste nécessaire qu'elles ne devraient jamais dépasser.

Sans nous embarrasser de chiffres, qui, pour des années déjà éloignées, seraient sans intérêt, nous relèverons deux faits principaux, c'est que, d'une part, les impôts ont été acquittés avec une grande exactitude, tandis que d'autre part le trésor met une grande célérité à solder les engagements de l'État envers ses créanciers. Une conséquence naturelle, c'est que l'État traitera à des conditions meilleures.

Les recherches entreprises pour arriver à une assiette juste et exacte de la contribution foncière ont fait connaître qu'en 1829 le nombre des habitans de la France était de 31,657,429. Celui des maisons habitées, de 6,396,408, qui présentaient 33,949,468 ouvertures imposables, et dont les valeurs locatives, non compris celles affectées à l'industrie, étaient évaluées pour les villes à 211,806,483 f., et celles des campagnes à 172,201,642.

Le nombre des individus patentés dans les villes de 5,000

âmes et au-dessus était de 285,000, et dans les villes au-dessous de 5,000 âmes, de 815,000.

M. Necker énonçait, dans son rapport du 1^{er} mai 1789, que le produit brut des impôts était de 544,145,000, le produit net de 468,171,000, et que les frais de perception étaient de 13,96 p. $\%$. Nous voyons par les comptes dont nous nous occupons maintenant que le produit brut des impôts recouvrés en 1828 a été de 1,032,782,145. Quant aux frais de perception, il n'est pas mal d'en consigner la quotité. Elle est pour les 4 contributions directes de..... 5 $\frac{1}{10}$ p. $\%$.

L'enregistrement de..... 5 $\frac{2}{5}$

Les forêts 5 $\frac{1}{10}$

Les douanes, y compris le service actif..... 16 $\frac{1}{6}$

et non compris le service..... 4 $\frac{6}{10}$

Les droits sur les boissons..... 15 $\frac{2}{10}$

Sur les tabacs en poudre..... 14 $\frac{3}{10}$

Les postes..... 53

La loterie..... 20 $\frac{1}{4}$

On a dit souvent que le produit de l'enregistrement était la marque certaine de la prospérité d'un état, en ce sens que les transactions ne sont fréquentes que quand il y a sécurité pour tous. Alors il ne faut considérer que le produit de l'enregistrement des actes volontaires. Il n'est pas dès lors sans intérêt de noter ici que les ventes d'immeubles qui avaient produit en 1828 une perception de 68,639,793 fr., en ont produit en 1829 une de 70,816,042. Déjà 1828 avait surpassé 1827.

Le rapport du ministre contient un état dont nous présentons le sommaire (*Voyez à la fin de l'article*). La différence entre les importations et les exportations est en faveur des premières de 176,948,001. Ce qu'il est plus important de remarquer, c'est le montant total des valcurs sur lesquelles ont porté les opérations du commerce: il est de 1,453,936,393 fr. C'est du double mouvement dont se forment ces opérations que résultent les bénéfices, c'est là réellement ce qui concourt à l'augmentation de la richesse nationale. Il est bien d'avoir divisé la nature des envois et des retours, d'avoir fait ainsi connaître la valeur des matières premières nécessaires à l'industrie qui ont été importées: cela servira à faire juger de l'importance du commerce extérieur, sous ce rapport du moins. Il est bien aussi d'avoir noté les sommes en monnaies introduites et sorties.

Cela donne tout de suite à savoir de quel côté a été l'avantage du change. Nous engageons à consulter ce tableau détaillé par états; on verra d'ailleurs quels sont ceux qui ont donné ou reçu le solde en argent, ce qui indique quelquefois qu'ils manquent de produits pour acquitter leurs échanges, ou qu'ils n'ont pas besoin des nôtres, circonstances dont il est utile de se rendre compte pour diriger convenablement ses opérations ultérieures.

Le travail a été plus considérable en 1828 que l'année précédente.

La comparaison des entrées et des sorties qui ont eu lieu par les frontières de terre et de mer mérite d'être signalée. La somme perçue par celles-ci s'est élevée à 114,642,783 fr., tandis que celles qu'ont reçues les bureaux des frontières de terre n'a monté qu'à 15,678,903 fr.

Nous regrettons de manquer de semblables documents sur les opérations de 1829. Seulement nous voyons sous ces rapports que la perception, qui a en 1828 produit 105,612,041 fr., n'a donné que 101,028,086 fr. en 1829. Il y aurait donc eu réduction dans le mouvement commercial. Le moyen d'accroître les perceptions, c'est de diminuer les droits, vérité devenue presque triviale à force d'être démontrée. Abaissez donc les tarifs pour élever les recettes.

Le ministre a adopté les principes qui constituent la véritable économie publique sur ce point, et qui sont tout-à-fait en harmonie avec ceux que professent les économistes. Il dit :

« Le travail est la source de toute richesse; c'est lui seul qui crée les profits et les salaires, qui élève les revenus à la valeur des denrées, et qui fonde l'aisance et la prospérité des peuples. Le tarif des douanes a donc pour principal objet d'entretenir son activité en le mettant à l'abri de toute atteinte, et de lui ménager l'importation facile des matières qu'il emploie; mais ce tarif doit veiller avec sollicitude à ne point lui faire dépasser les limites de la consommation par des faveurs irréfléchies, et à ne pas lui fermer ses débouchés par des prohibitions exagérées et imprévoyantes. » Si ces principes sont suivis, une ère nouvelle commencera pour le commerce, qui se trouvera dégagé des filets dont l'administration des douanes l'enveloppe maintenant, grâce à un système dont le mauvais effet est démontré depuis long-temps.

Après avoir parlé de l'impôt sur les boissons, le rapporteur mentionne quelques documens statistiques sur la culture et les produits de la vigne. Nous les consignons.

	Hectares.
Nombre d'hectares plantés en vignes en 1788..	1,555,475, 54
— 1829..	1,993,307, 17
Augmentation...	437,831, 63
Nombre d'hectares plantés depuis la récolte de	
1827.....	21,401, 69
— arrachés depuis cette époque.....	19,672, 50
Augmentation...	1,729, 19
Exportation de vins en 1788.....	915,874 hectol.
— 1829.....	1,136,010
Augmentation...	220,136
Exportation d'eau-de-vie en 1788.....	234,500
— 1829.....	321,202
Augmentation...	86,702

Quant à cette dernière liqueur, il faut remarquer qu'en 1788, l'exportation ne comprenait que des eaux-de-vie simples, et qu'en 1829, c'étaient des esprits aux degrés les plus rectifiés, ce qui élève le chiffre comparatif de cette dernière période.

Pour bien juger de l'augmentation qu'a prise la culture de la vigne, il faudrait avoir égard à l'étendue du territoire, moindre aujourd'hui qu'en 1788, à l'accroissement de la masse et de l'aisance de la population, à l'amélioration qu'a dû apporter dans la culture des terres, la division des propriétés dites nationales, ou qui appartenaient en 1788 à la noblesse et au clergé, et qui depuis sont mieux cultivées qu'elles ne l'étaient à cette époque. Peut-être trouverait-t-on ainsi que cette augmentation de la culture de la vigne n'est qu'apparente, et qu'au lieu d'une progression, il y a rétrogradation. On ne peut s'en rapporter à un chiffre isolé, quand plusieurs forment les élémens nécessaires des comparaisons.

Des améliorations importantes ont été apportées dans le ser-

vice des postes, telles qu'une plus prompte distribution des lettres et une plus grande célérité dans le transport. Il en est résulté nécessairement un accroissement dans les recettes. Par exemple, au lieu de 28,000 lettres qui étaient distribuées dans Paris, il en est distribué maintenant 43,000; au lieu de 65,000 dans les départemens, le nombre actuel est de 118,000. Le transport de Paris à Bordeaux qui se faisait en 86 heures, se fait actuellement en 45 h.; celui de Paris à Brest, qui exigeait 87 h., a lieu en 62 h.; enfin, la distance de Paris à Toulouse, qui exigeait 110 h., est franchie en 72 h. Il est résulté des dispositions adoptées, une augmentation dans le produit du port des lettres, de 1,833,231 fr., non compris le port des journaux. Si celui-ci a été plus élevé, cela est dû à l'élévation de la taxe.

Le nombre des voitures publiques s'est augmenté de 287 pendant 1828, ce qui en porte le nombre à 8,301. La perception du fisc a présenté une augmentation de 174,454 fr.

Ces perceptions plus élevées prouvent que l'activité des communications et les rapports commerciaux intérieurs ont reçu un nouvel accroissement.

Nous ne parlerons de la loterie que pour faire remarquer que sur les 86 départemens, il en est 9 qui ne se livrent point à ce jeu ruineux (1); sur 910 bureaux, 470 ont été supprimés dans 28 départemens; il n'en existe plus que 440. Le produit des mises ayant été de 49,344,970 fr. et celui des lots gagnans de 36,567,442 fr., les joueurs ont été en perte de 12,772,527 fr. Quand cet article cessera-t-il de figurer dans les recettes du trésor public?

Le chapitre des monnaies fait connaître les quantités de celles qui ont été frappées suivant le système décimal. Celles en argent, au type d'Hercule, ont donné une somme de. . . 106,237,255

Celles aux types de Bonaparte, soit comme 1^{er} consul soit comme empereur, de Louis XVIII et de Charles X, montent en or à 947 millions, en argent à 2,040,700,000, en tout. 2,987,700,000

Total. 3,093,937,255

(1) Ce sont ceux des Hautes et Basses-Alpes, de l'Aveyron, du Cantal, de la Corrèze, de la Creuse, de la Corse, de la Lozère et des Hautes-Pyrénées.

De 1725 à 1789, on avait fabriqué en		
or.....	751,000,000	2,798,000,000
En argent.....	2,047,000,000	

Ainsi la somme des monnaies frappées suivant le système décimal, excède de..... 295,137,255 celle qui l'avait été suivant le système duodécimal. Il ne s'ensuit pas d'ailleurs, qu'il y ait actuellement 3 milliards de monnaies françaises, puisqu'on ne peut évaluer la quantité qui est continuellement retirée pour être fondue en lingots ou ouvrée en bijoux.

La dette inscrite était, au 1 ^{er} janvier 1830, constituée en rentes 5 p. % portant un intérêt de.....	163,857,078
— 4 1/2.	1,029,237
— 4.	44,800,000
— 3.	39,810,144
	<u>249,496,459</u>

représentant un capital de.....	4,705,392,043
auquel il faut ajouter le montant des caution- nemens.	226,483,973
et celui des fonds des communes, des hospices et autres établissemens de bienfaisance.	<u>56,862,000</u>

D'après cela, le montant total de la dette était, au 1^{er} janvier 1830, de..... 4,988,738,016

M. Dufrène St-Léon a calculé, il y a quelques années, que la dette totale des gouvernemens européens était de 44 milliards, dont l'Angleterre supportait les 3/4. D'après les chiffres portés ci-dessus, la France en supporte à peu près 1/9. Il n'est pas question ici de la dette flottante, ni de la dette viagère.

Le dernier rapport est celui du ministre de l'intérieur sur les impositions communales. La question de savoir s'il est avantageux de centraliser dans ce ministère les dépenses qu'elles sont destinées à acquitter, ou s'il ne convient pas mieux d'en laisser le soin aux communes, va être décidée par le pouvoir législatif. Il ne serait pas opportun de s'en occuper ici. Nous dirons seulement que ces impositions locales ont pour objet de pourvoir à l'insuffisance des revenus, au service du culte paroissial, au salaire des gardes-champêtres et forestiers de la commune; ce sont

les dépenses ordinaires. Les dépenses extraordinaires sont déterminées par des acquisitions ou des constructions nécessaires, par l'entretien des ponts, des routes, des chemins départementaux et vicinaux, par les secours aux indigens, etc. Leur quotité est donc essentiellement variable pour chaque département et pour chaque localité. Aussi se trouve-t-il des départemens qui y figurent pour zéro, celui des Vosges est dans ce cas, ou pour de faibles sommes, comme celui de la Haute-Saône qui n'est porté que pour 783 fr. 16 c., tandis que d'autres sont chargés de sommes considérables, par exemple celui du Nord 733,532 fr., de Seine-et-Oise 446,881 fr., Pas-de-Calais 426,005 fr., Seine-et-Marne 383,020 fr., Oise 377,661 fr., Aisne 343,321 fr., Gironde 289,210 fr., Marne 288,863 fr., Somme 266,729 fr., Isère 259,415 fr., Manche 258,710 fr., Yonne 212,409 fr., Drôme 205,032. Ces 13 départemens supportent donc ensemble un impôt additionnel aux charges publiques de 4,590,788 fr., sur lesquels 1,152,594 fr. sont destinés à des acquisitions, constructions et réparations extraordinaires relatives au culte, et 379,188 fr. au service extraordinaire des ponts, routes et chemins dont la dépense est à la charge des départemens et des communes.

Comme la totalité de ces impositions locales s'élève, dépenses ordinaires à.....	4,551,998 fr. 45
dépenses extraordinaires.....	5,516,551 77

Total..... 10,068,550 22

Et que le produit des contributions publiques est, comme nous l'avons vu plus

haut, de..... 1,032,782,145

Il s'ensuit que les charges supportées par la masse de la nation sont de..... 1,042,850,695

De semblables travaux sont du plus haut intérêt. Si les ministres continuent de présenter de semblables documens, l'administration de l'État y trouvera l'extrême avantage de porter le plus grand jour dans ses opérations, de se concilier la confiance des contribuables, de s'entourer de plus de lumières par l'ensemble des observations auxquelles ils donneront lieu, de remédier à quelques vices qui échappent à la meilleure intention, de rencontrer enfin moins d'embarras, moins d'obstacles dans sa marche.

TH.

15. RÉSUMÉ EN VALEURS DU COMMERCE DE LA FRANCE AVEC SES COLONIES et les puissances étrangères pour 1828. (*État n° 10 joint au rapport au roi sur l'administration des finances*).

IMPORTATIONS. Valeurs entrées soit pour la consommation, soit pour l'entrepôt, ou le transit.

ÉTATS d'où LES MARCHANDISES sont venues.	MATIÈRES PREMIÈRES nécessaires à l'in- dustrie.	OBJETS DE CONSOM- MATION		NU- MÉRAIRE.	TOTAL.
		naturels.	fabriqués.		
Europe.....	249,396,704	85,307,303	64,764,333	156,363,269	565,821,603
Afrique.....	9,358,772	490,544	47,546	3,209,170	13,106,032
Amérique.....	81,224,400	19,747,235	1,012,280	46,937,209	148,921,624
Asie.....	18,163,405	5,883,001	1,625,135	141,800	25,818,341
Colonies françaises.	6,221,806	56,289,930	335,613	1,343,633	64,191,182
Pêche française...	2,069,982	5,493,433	"	"	7,583,415
	366,460,569	173,211,546	67,774,807	207,995,275	815,442,197
EXPORTATIONS. Valeurs sorties quelle qu'en soit l'origine.					
ÉTATS où les marchandises ont été envoyées.	PRODUITS naturels.	PRODUITS fabriqués.	NU- MÉRAIRE.	TOTAL.	
Europe.....	266,667,487	205,506,999	27,030,564	439,205,050	
Afrique.....	2,114,525	4,338,376	232,800	6,685,700	
Amérique.....	31,005,363	92,448,979	620,000	124,074,342	
Asie.....	7,542,499	6,332,239	381,400	14,256,138	
Colonies françaises.....	19,716,399	34,018,622	306,800	54,041,821	
Pêche française.....	225,038	6,107	"	232,145	
	267,271,311	342,651,321	28,571,564	638,494,196	
IMPORTATIONS..... 815,442		197	TOTAL.		
EXPORTATIONS..... 533,494		196	1,452,936,393		

IMPORTATIONS.					
	MATIÈRES nécessaires à l'industrie.	OBJETS DE CONSOM- MATION		NUMÉ- RAIRE.	TOTAL.
		naturels.	fabriqués.		
Europe.....	247,934,038	79,853,565	61,790,354	113,080,723	502,658,680
Afrique.....	8,065,963	51,393	74,953	3,116,065	8,298,314
Amérique.	104,855,119	22,125,429	1,437,406	31,137,591	159,555,544
Asie	17,903,344	5,164,253	1,535,841	136,812	24,740,250
Colonies françaises.	4,636,932	59,680,731	191,373	1,004,150	65,513,186
Pêche française...	1,864,348	3,818,450	40	"	5,682,838
TOTAL...	380,249,644	170,693,821	66,029,966	148,475,281	764,148,712
EXPORTATIONS.					
	PRODUITS	OBJETS ma- nufacturés.	NU- MÉRAIRE.	TOTAL.	
					naturels.
Europe.....	169,169,671	210,553,392	54,738,399	434,461,462	
Afrique.....	2,429,300	7,462,728	2,509,440	12,401,468	
Amérique.....	28,409,608	107,826,064	669,122	136,904,794	
Asie.....	8,464,441	6,434,691	516,800	15,415,932	
Colonies françaises.	21,835,398	44,960,796	140,820	66,937,014	
Pêche française.....	268,455	3,954	"	272,409	
TOTAL.....	230,576,873	377,241,025	58,574,581	666,393,079	
IMPORTATIONS.....				764,148,712	1,430,541,791
EXPORTATIONS.....				666,393,079	

16. BUDGET DES DÉPENSES ET DES RECETTES DE L'ANNÉE 1831.
in-4° de XXIV et 672 p. Imprimerie royale.

Cette publication importante comprend l'exposé des motifs sur le budget des dépenses et des recettes, le discours qui accompagnait la présentation du projet de loi concernant la création de 200 millions d'obligations du trésor public et l'aliénation de 300,000 hectares de bois; puis les deux projets de loi accompagnés des états et mémoires propres à justifier les prévisions qu'ils énoncent, la comparaison des crédits alloués pour 1830 et demandés pour 1831.

Il est difficile de présenter un travail plus détaillé et qui présente mieux les espérances sur lesquelles on fonde les recettes, c'est-à-dire les moyens de satisfaire aux dépenses. Quant à celles-ci, ne sont-elles que ce qu'elles devraient être,

ce n'est point ici le lieu de l'examiner, ce n'est point d'ailleurs, l'objet du Bulletin.

Nous nous bornerons à rapporter les évaluations. Le ministre des finances distingue avec raison les dépenses sur lesquelles aucune discussion ne peut s'élever, telles que la liste civile, la dotation de la légion d'honneur, les pensions pour anciens services, la dette inscrite et la dette flottante. Cette portion s'élève à 358 millions. On doit encore ranger dans cette classe les remboursements de parties d'impôt perçues en trop, de droits d'entrée sur matières brutes, restitués quand elles sortent ouvrées, et qui font une somme de 42 à 43 millions. C'est donc un montant de 400 millions environ à déduire de celui auquel s'élève le projet de dépense qui ne présente plus alors que 555 millions pour faire face aux services généraux de l'État. Après cette distinction vraiment nécessaire, le ministre examine les dépenses de chaque ministère, il explique celles qui ont pu être ou supprimées ou réduites, celles qui ont dû être maintenues. Cette partie de son discours est appuyée d'ailleurs des mémoires des autres ministres. Dans un état aussi vaste que la France, des réductions ne peuvent être sensibles qu'autant qu'elles portent sur le nombre des agens; et dans la position où nous placent les mœurs actuelles, il est difficile d'en faire de bien grandes sur les traitemens. Pour arriver à un résultat frappant, il y aurait ainsi un changement tout entier de système à faire d'une part, et de l'autre, à réformer les mœurs, à obtenir des citoyens qu'ils attachassent la considération moins à l'argent qu'à l'honneur. Mais ce vœu que forment tous les hommes de bien, quand pourra-t-il être réalisé? Quoi qu'il en soit, le budget de 1830 avait été évalué à 976,575,379 f.; celui de 1831 devra être de. 957,377,335.

différence..... 19,198,044.

Quant aux recettes, le ministre les évalue à 973,101,894 fr. ce qui donne un excédant de recettes de..... 15,724,559.

Ceci est le budget ordinaire.

Pour le budget extraordinaire, le ministre demande 219,773,700. fr. répartis entre les ministres de la guerre, de la marine, des affaires étrangères et de l'intérieur. Il propose de pourvoir à cette dépense par les 3 millions de rentes accordés par la loi du 5 janvier 1831 (le disponible sur le milliard d'in-

démunité), ce qui donne un capital de 60 millions, et par une aliénation de bois évaluée à 200 millions, en tout 260 millions. Ainsi il y aurait sur le budget extraordinaire un excédant de 41 millions.

Réunissant les deux services, on aurait,

Service ordinaire Service extraordinaire, Total.

Dépenses.....	957,377,335	219,773,700	1,177,151,035.
Recettes.....	973,101,894	260,000,000	1,233,101,894.
Excès des recettes	15,724,559	40,226,300	55,950,859.

Tel est le sommaire des projets présentés par le ministre des finances pour le service de 1831.

TH.

17. TABLEAU DE TOUS LES SALAIRES ET TRAITEMENS PAYÉS PAR L'ÉTAT, d'après le Budget de 1830; par un membre de la *Soc. de statist. de France*, Paris, 1831; Hauteœur-Martinet.

Tout ce qui présente un grand développement de moyens, un grand ensemble, une grande puissance, intéresse, attache l'esprit. En voyant les vastes arsenaux de Rochefort, de Brest et de Toulon, les magasins immenses de voiles, d'ancres, de poulies, de cordages; les pyramides énormes de boulets, de bombes, de canons; les nombreux vaisseaux dont les uns encore inachevés élèvent leurs flancs arrondis au-dessus des chantiers de construction; dont les autres, déjà munis de tous leurs agrès, se balancent sur les eaux, parés de leurs voiles et de leurs brillans pavillons, on prend de la puissance de la France une idée plus vive, plus vraie que ne pourraient la donner les plus éloquentes pages. C'est qu'il y a dans la vue des choses elles-mêmes une puissance d'effet que toutes les paroles ne sauraient produire.

Mais un grand état n'a pas seulement à entretenir des flottes qui protègent son commerce et ses côtes, il lui faut encore solder de nombreuses armées qui défendent son territoire et ses habitans; il lui faut payer des magistrats qui rendent la justice; des agens qui surveillent la levée des impôts, le paiement des droits, la conservation des forêts, qui répriment la fraude, entretiennent la sûreté des communications, qui assurent enfin à tous, à toute heure et partout l'exécution des lois et la tranquillité des citoyens.

Il a paru curieux de rechercher qu'elle était la quantité de personnes que la France payait pour les différentes fonctions, ou, en d'autres termes, quel était le nombre d'individus qui recevaient de l'État, à un titre quelconque, un traitement ou un salaire quelconque.

Le budget en donnait les moyens. On en a extrait avec soin tous les renseignemens qu'il présentait à cet égard, et l'on est ainsi arrivé au résultat que l'on publie aujourd'hui.

Ce résultat embrasse tous les rangs, toutes les conditions, depuis le mousse jusqu'à l'amiral, depuis le soldat jusqu'au maréchal de France, depuis l'humble desservant jusqu'au prince de l'église, depuis le simple ouvrier jusqu'au souverain; tout est là, c'est la société tout entière.

Ce travail montre que, sur une population de 32 millions de citoyens, dont il faut retrancher seize pour les femmes et les trois cinquièmes pour ceux qui sont au-dessous de vingt ans, il y a en France un individu sur 10 payé par l'État; et que sur un total de 616,000 personnes qui reçoivent en traitemens ou salaires une somme de 353 millions, 2,300, placées à la tête de l'administration, de la magistrature, du clergé, des finances et de l'armée, en touchent à elles seules 32, ou le onzième.

Une autre observation s'offre encore. Après avoir examiné ce tableau, on demeure convaincu qu'aucune économie importante n'est plus possible en France, à moins de réduire à moitié ou de supprimer des services entiers de dépense, et cela tient bien moins à un mauvais système d'administration qu'à l'étendue d'un royaume qui a trois cents lieues de long sur deux cent vingt-cinq de large, et cent cinq millions d'arpens de superficie. Quand il faut développer toutes les branches de l'administration jusqu'aux derniers points d'une si vaste surface, leur multiplicité devient immense. C'est ainsi que, pour rapprocher autant que possible le juge du plaideur, on a été obligé d'élever près de 400 tribunaux, et de nommer 3,540 magistrats qui coûtent 10 millions.; que, pour empêcher la fraude et la contrebande, il faut entourer nos frontières d'une armée de 25,000 douaniers qui touchent 16 millions; et que pour faire desservir par un simple pasteur chaque église de nos nombreuses communes, on paie 31 millions à 47,000 ecclésiastiques.

Mais aussi la France a 900 villes et 38,000 villages, et plus de onze cents habitans par lieue carrée qui couvrent son sol. Elle est libre, industrielle, commerçante et riche, et elle entre à elle seule pour un milliard dans le budget général de tous les états de l'Europe, qui est de trois.

Toutefois, on est loin de penser qu'à côté du nécessaire, il faille laisser le superflu, et qu'il n'y ait rien de superflu dans les 35 millions que touchent 2,000 personnes.

Si l'on divise les 321 millions restans par les 607,800 individus qui restent également, on trouve que chacun en obtient pour sa part, une modique somme de 528 fr., et que cette somme se place précisément entre celles que coûtent à l'État l'entretien d'un galérien et celui d'un soldat. Il est vrai que la modique paie de ces derniers contribue à baisser le terme moyen. Mais on gagne peu de chose en retranchant l'armée du calcul (1), et l'on arrive seulement à élever de 528 à 650 la part de chacun. Ce n'est pas encore là l'aisance, c'est à peine le nécessaire.

Les réformes, la mort et d'autres causes font varier chaque année ces nombres de quelques milles, et les sommes de quelques millions. C'est ainsi que 113,000 ecclésiastiques, inscrits au grand-livre des pensions en 1791, sont réduits aujourd'hui à 26,800; qu'il ne reste plus, de 24,000 anciens employés des fermes et des aides, que 2,000; qu'au moment où ce tableau paraît, des économies nombreuses, qui portent en grande partie sur le personnel, ont réduit les sommes de près de 20 millions; réduction qu'il est utile de constater, parce qu'étant le résultat de la suppression de dépenses qui ne doivent plus désormais se reproduire, elle établit ainsi une ligne de démarcation et comme une sorte de point de départ entre le budget de 1830 et celui de 1831 et des années suivantes. Mais la guerre augmente prodigieusement tous ces chiffres. Tels qu'ils sont, ils montrent que la France paie en traitemens ou salaires de toute espèce une somme égale aux revenus réunis de l'Espagne, du Portugal et de la Prusse.

Malgré les nombreuses critiques dont le budget est chaque année l'objet, on reconnaîtra qu'il contient encore une assez grande quantité de renseignemens, puisqu'il a donné les moyens d'arriver à un pareil résultat. Toutefois il serait à désirer qu'on ne trouvât jamais porté dans les comptes de l'État un salaire ou un traitement, sans y voir inscrit aussi le nombre de ceux qui le touchent.

On finit en réclamant l'indulgence du lecteur pour des erreurs ou des oublis presque inévitables dans un pareil travail. Ces erreurs ne sauraient modifier sensiblement les résultats. Au reste, on aurait été plus exact, si, dans beaucoup d'endroits, le budget eût été plus clair.

(1) Les sous-officiers, et soldats de toutes armes, au nombre de 197,500, touchant par an 54 millions de paie.

DANS LA MAGISTRATURE (*Ministère de la justice*).

28	Premiers présidents de cours royales et de cassation.	506,000fr.
96	Présidents de chambres.	451,840
841	Conseillers et conseillers-auditeurs.	3,031,300
28	Procureurs généraux de cours royales.	506,000
28	Premiers avocats généraux.	131,600
45	Avocats généraux.	253,300
63	Substituts.	207,900
361	Présidents de tribunaux de première instance.	814,800
89	Vice-présidents.	243,000
1,192	Juges d'instruction et autres.	2,140,800
361	Procureurs du roi.	814,800
461	Substituts.	700,400
388	Greffiers.	507,200
592	Commis assermentés.	520,800
29	Secrétaires de la présidence et du parquet des cours royales, et du tribunal de 1 ^{re} instance à Paris.	113,900
"	<i>Id.</i> des tribunaux de première instance, chefs-lieux des cours d'assises.	38,400
	Indemnités aux conseillers délégués pour présider les cours d'assises.	186,800

CONSEIL ET MINISTRES D'ETAT.

34	Conseillers d'état.	460,000
30	Maîtres des requêtes.	150,000
"	Ministres d'état.	100,000

COUR DES COMPTES.

1	Premier président.	30,000
3	Présidents.	60,000
1	Procureur général.	25,000
18	Conseillers référendaires de première classe.	108,000
62	<i>Id.</i> de 2 ^e classe, y compris l'indemnité de 400,000 fr.	548,800
18	Conseillers maîtres.	270,000
1	Greffier en chef.	15,000
7	Secrétaires et commis du parquet.	20,800
"	Vérificateurs.	14,700

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

213	Greffiers de tribunaux de commerce.	172,300
-----	-------------------------------------	---------

TRIBUNAUX DE POLICE.

104	Greffiers de police.	62,400
2,846	Juges de paix.	2,325,400
2,846	Greffiers de justices de paix.	775,100

COMMISSION DU SCAU.

9	Membres formant la commission.	39,000
1	Commissaire du roi.	16,000

10,796

16,434,400(1)

DANS LA DIPLOMATIE (*Ministère des affaires étrangères*).

9	Ambassadeurs; traitemens et frais d'établissements.	2,140,000
18	Ministres plénipotentiaires.	1,015,000
1	Auditeur de rote.	20,000
51	Secrétaires d'ambassade et de légation.	342,000
1	Introduitcur des ambassadeurs.	18,000
1	Secrétaire du roi à la conduite des ambassadeurs.	8,000
21	Consuls généraux.	587,000
56	Consuls.	804,000
23	Vice-consuls.	163,000
2	Agens à Marseille avec un adjoint.	19,000
183		5,116,000fr.

* Le nombre n'en est pas porté au budget.

(1) Dans cette somme, il y a erreur d'une quinzaine de mille.

Note du Réd.

report. 183		report. ...	5,116,000 f.
1	<i>Id.</i> au Havre.....		10,000
3	Interprètes du roi.....		28,000
35	Drogmans.....		148,000
13	Éléves vice-consuls.....		26,000
15	<i>Id.</i> des écoles de lang. orient. à Paris et à Constantinople		28,000
11	Courriers.....		14,900
	Frais de voyages, etc.....		400,000
261			5,770,900
DANS LE CLERGÉ (Affaires ecclésiastiques.)			
51	Cardinaux.....		150,000
14	Archevêques.....		425,000
66	Évêques.....		990,000
1	Vicaire général à Paris.....		4,000
15	Vicaires généraux de métropoles, à 3000 francs ...		45,000
158	<i>Id.</i> généraux, à 2000 francs.....		316,000
15	Chanoines à Paris, à 2400 francs.....		36,000
8	<i>Id.</i> évêques au chap. roy. de S.-Denis.....		76,800
14	<i>Id.</i> du 2 ^e ordre, <i>ibid.</i>		42,000
41	Doyen, dignitaire, supérieur des clercs, chanoines, enfants de chœur, etc., <i>ibid.</i>		54,100
645	Chanoines à 1500 francs.....		967,500
3,300	Curés de 1 ^{re} et 2 ^e classe.....		3,973,800
26,624	Desservans de succursales.....		17,606,000
4,790	Vicaires.....		1,335,800
	Binage dans les paroisses vacantes.....		586,500
	Prêtres auxiliaires.....		89,200
11,025	Séminaristes (bourses).....		2,400,000
527	Pasteurs des cultes chrétiens non catholiques.....		618,000
90	Bourses.....		24,000
	Indemnités à d'anciens religieux et religieuses.....		1,240,000
	<i>Id.</i> aux archevêques et évêques pour visites diocésaines.....		119,300
47,338			31,096,800
INSTRUCTION PUBLIQUE.			
(1)	Professeurs, censeurs, proviseurs de 38 collèges royaux.....		927,700
1,891	Bourges dans les mêmes collèges.....		837,900
1,891			1,765,600
DANS L'ARMÉE (Ministère de la guerre).			
605	Maréchaux de France, lieutenans-généraux maréchaux de camp, colonels, lieutenans-colonels, chefs de bataillon, capitaines, lieutenans, élèves, composant l'état-major en activité.....		5,622,400
329	Lieutenans-généraux, maréchaux de camp, colonels, lieutenans-colonels, chefs de bataillon, capitaines d'état-major, en disponibilité.....		2,337,600
189	Intendans, sous-intendans militaires et adjoints.....		1,404,900
34	<i>Id.</i> en disponibilité.....		112,000
750	Lieutenans de roi, majors, aumôniers, adjudans, secrétaires-archivistes, portiers-consignes, composant l'état-major des places.....		1,546,700
391	Colonels, lieutenans-colonels, chefs de bataillon, capitaines, élèves sous-lieutenans, composant l'état-major de l'artillerie.....		1,557,500
123	Contrôleurs et réviseurs d'armes.....		205,400
401	Maîtres-artificiers, gardes d'artifices.....		511,000
28	Examineurs.....		84,600
410	Colonels, lieutenans-colonels, chefs de bataillon, capitaines, élèves sous-lieutenans, composant l'état-major du génie.....		1,499,500
10	Examineurs et professeurs.....		33,300
504	Gardes du génie, géographes, etc.....		614,700
24	Ingénieurs-géographes.....		330,000
3,852			15,864,600

* Le nombre n'est pas indiqué.

ANNÉE.

rapport.		report...	
3,852		15,864,800	
6,840	Officiers d'infanterie de tous grades.....	14,330,100	
2,492	<i>Id.</i> de cavalerie.....	6,080,300	
1,131	<i>Id.</i> d'artillerie.....	2,948,300	
234	<i>Id.</i> du génie.....	606,100	
220	<i>Id.</i> des compagnies sédentaires.....	414,300	
587	<i>Id.</i> de gendarmerie.....	1,482,600	
49	<i>Id.</i> du train et des équipages.....	133,000	
16	<i>Id.</i> des bataillons de voltigeurs corses.....	37,900	
109,104	Sous-officiers, caporaux, soldats et enfans de troupe formant 63 régimens d'infanterie de ligne, 19 d'infanterie légère, 4 compagnies de fusiliers de discipline, 4 compagnies de pionniers <i>id.</i> , 1 régiment étranger de Hohenlohe.....	22,146,900	
28,679	Sous-officiers, brigadiers, cavaliers et enfans de troupe formant 2 régimens de carabiniers, 10 de cuirassiers, 12 de dragons, 18 de chasseurs, et 6 de hussards.....	6,511,200	
14,399	Sous-officiers, brigadiers, soldats et enfans de troupe composant l'artillerie.....	4,139,700	
4,639	Sous-officiers, caporaux, soldats du génie.....	1,271,000	
5,480	Sous-off. et soldats, formant 10 comp. sédentaires de sous-offic., 32 de fusiliers et 13 de canonniers.....	1,171,300	
9,600	Sous-officiers, brigadiers et gendarmes à cheval....	7,308,400	
2,500	Sous-officiers, brigadiers et gendarmes à pied.....	1,458,000	
676	Sous-officiers, soldats, gardes du train.....	193,800	
403	Sous-officiers et voltigeurs corses.....	231,660	
256	Directeurs, agens comptables et employés des vivres.....	562,600	
28	Agens princ., gardes-magas. et commis des campemens.....	68,400	
160	Offic. d'administ., adjud., sous-adjud. des hôpit. milit.....	278,000	
566	Officiers de santé.....	1,014,300	
729	Infirmiers de tous grades.....	165,000	
39	Aumôniers.....	38,000	
6	Offic. et command. des dépôts de remonte (indemnité.).....	86,000	
40	Élèves entretenus à l'école d'Alfort.....	30,000	
	Frais de poste des inspecteurs-généraux, intendans militaires et officiers de tous grades.....	1,460,000	
8	Employés, archiviste, architecte et artificier des directions d'artillerie.....	14,800	
92	Gardiens de batteries de côtes.....	29,900	
43	Concierges, portiers et garçons de bureau.....	15,000	
	Employés et dessinateurs du dépôt central d'artillerie.....	49,600	
363	Caserniers et hom. de peine employés dans les casernes.....	110,600	
	Employés du dépôt des fortifications et de la galerie des plans en relief, etc.....	60,000	
14	Employés au dépôt de la guerre.....		
27	Dessinateurs et graveurs <i>id.</i>	119,700	
10	Hommes de service.....		
28	Employés, graveurs, dessinateurs et hommes de service à la carte de France.....	72,700	
ÉCOLES MILITAIRES.			
162	Administrateur, trésorier, secrétaire, directeur, professeurs et maîtres, aumôniers, médecins, sœurs hospitalières, adjudans-sous-officiers et employés de tout grade à l'école de La Flèche.....	191,000	
225	Élèves à la charge de l'état.....	250,000	
168	Administrateur, trésorier, secrétaire, directeur, professeurs, aumôniers, médecins, sœurs, et employés de tous grades à l'école de St.-Cyr.....	233,800	
87	Élèves aux frais de l'état.....	396,600	
14	Écuyers, professeurs, maîtres et employés à l'école de cavalerie.....	36,400	
96	Surveillans, palfreniers, portier, hommes de peine.....	74,300	
5	Professeurs à l'école spéciale d'état-major.....	10,000	
6	Hommes de peine, concierge, tambour, etc.....	4,000	
194,073	* Le nombre n'en est pas indiqué.	51,699,200f.	

report. 194,073		report.	91,999,200 f.
11	Professeurs, bibliothécaire, trésorier, etc., à l'école d'artillerie de Metz.....	29,300	
29	Employés de tous grades.....	20,300	
1	Professeur de topographie à l'école des ingénieurs géographes.....	2,400	
	Indemnités et frais de poste des examinateurs, inspecteurs-généraux, etc.....	68,000	
	POUDRES ET SALPÊTRES.		
1	Directeur.....	6,000	
13	Commissaires comptables, adjoints et entreposeurs.....	49,100	
59	Chefs et ouvriers, portiers.....	35,600	
15	Commissaires comptables, adjoints et élèves de la fabrication des poudres.....	79,600	
273	Ouvriers, portiers, id.....	183,400	
194,475			92,172,900
	A déduire pour les hommes à l'hôpital, les vacances, les congés.....	3,824,200	
			88,348,700
	DANS LA MARINE (<i>Ministère de la marine</i>).		
1,423	Officiers de vaisseau.....	3,035,000	
3,461	Soldats de marine.....	1,271,700	
5,841	Id. d'équipages de ligne.....	1,687,700	
67	Officiers du génie maritime.....	230,900	
8	Officiers supérieurs composant le conseil maritime.....	197,400	
7	Secrétaires, commis et huissier.....	3,800	
5	Préfets maritimes.....	136,000	
82	Employés de tous grades dans les directions forestières.....	255,300	
72	Id. de l'administration de la marine.....	306,000	
23	Inspecteurs.....	89,700	
366	Commis de l'administration, inspecteurs et directeurs des ports.....	739,000	
393	Employés dans l'administration des quartiers maritimes.....	376,500	
11	Aumôniers.....	19,400	
10	Juges des tribunaux maritimes.....	21,400	
367	Officiers de santé.....	553,900	
49	Examinateurs et professeurs d'hydrographie.....	145,700	
323	Maîtres de toutes professions et agents divers.....	364,200	
100	Élèves de l'école royale d'Angoulême.....	48,000	
7	Gouverneur, sous-gouv., aumônier, médecins de l'école.....	15,000	
13	Professeurs et maîtres d'étude.....	27,600	
1,489	Gardiens de magasins, portiers, rondiers, canotiers.....	605,700	
1,067	Sous-officiers des chiourmes, sous-officiers et gardes.....	345,800	
66	Administrateur, directeur, chef de comptabilité, garde-magasin, commis, médecin, garçons de bureau des usines et forges de l'artillerie.....	148,500	
	SOLDAT À LA MER.		
16	Officiers d'état-major.....	126,900	
11,703	Soldats et marins.....	5,262,700	
	HÔPITAUX.		
10	Employés.....		
98	Hospitalières.....		
10	Jardiniers, garçons de pharmacie, herboristes.....	140,000	
467	Infirmiers de tous grades.....		
20	Gardiens et portiers.....		
	VIVRES.		
22	Administrateur et employés de tous grades à l'administration centrale.....		
659	Directeur, sous-directeur, commis, gardes-magasin, commis embarqués.....	469,800	
43	Gardiens et portiers.....		
13,762	Ouvriers civils, militaires, et condamnés travaillant pour le service de la flotte.....	4,044,000	
42,070			21,564,000

report. 42,070	report..	21,564,000 f.
34	Officiers, employés, contrôleurs des armes et conducteurs des travaux d'artillerie dans les ports...	67,100
	Journées d'ouvriers dans les fonderies.....	300,000
146	Inspecteur-général, ingénieurs, et autres employés pour les constructions hydrauliques et les bâtiments civils.....	238,000
42,250		(1) 22,369,100 f

DANS LES FINANCES (*Ministère des finances*).

48	Inspect. génér.....	336,600
94	Payeurs.....	780,500
86	Recev. gén. des fin. (remises, indemnités, frais de service).....	5,600,000
	* Recev. des fin. (traitem. et rem.).....	2,315,000

DANS L'ADMINISTRATION DES MONNAIES.

7	Commissaires et agens principaux.....	74,000
19	Employés des bureaux, du laboratoire des essais, etc.	48,700
13	Commissaires du roi près les hôtels des monnaies..	70,000
13	Contrôleurs au change.....	38,000
13	<i>Idem</i> au monnayage.....	32,800
5	Employés près des commissaires.....	6,800
1	Inspecteur des bâtiments.....	1,200
1	<i>Idem</i> des bureaux de la garantie.....	4,000
103	Essayeurs de la garantie.....	23,000

ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.

86	Directeurs.....	424,500
80	Inspecteurs (frais de tournée compris).....	336,600
700	Contrôleurs (frais, etc., compris).....	1,534,300
8000	Percepteurs (remises et taxations).....	9,855,000

ADMINISTRAT. DE L'ENREGISTR. ET DES DOMAINES.

2	Inspecteurs-généraux.....	24,000
86	Directeurs de département.....	972,000
210	Inspecteurs particuliers.....	1,285,000
239	Vérificateurs.....	861,000
87	Premiers commis de direction.....	152,000
1	Garde des anciens registres à Paris.....	2,500
2565	Receveurs (pour taxations et remises).....	5,160,000

ADMINISTRATION DU TIMBRE.

167	Contrôleurs, timbreurs, gardes-magasins.....	244,800
-----	--	---------

ADMINISTRATION DES FORÊTS.

20	Conservateurs.....	160,000
1	Vérificateur des arpentages.....	380,000
83	Inspecteurs.....	322,500
123	Sous-inspecteurs.....	462,300
357	Gardes généraux.....	205,600
256	<i>Idem</i> à cheval.....	1,003,100
3100	<i>Idem</i> à pied.....	310,000
	Gratification aux gardes généraux et à pied.....	

ÉCOLE FORESTIÈRE.

1	Directeur de l'école.....	7,000
3	Professeurs.....	7,700
1	Maître de langue allemande.....	700
3	Préposés au service de l'école.....	1,800

ADMINISTRATION DES DOUANES.

4	Inspecteurs généraux.....	48,000
2	Inspecteurs généraux adjoints.....	20,000
6	Secrétaires des inspecteurs généraux.....	12,000
27	Directeurs de départements.....	234,000

16,619

33,326,800

* Le nombre n'en est pas indiqué. (1) Erreur de 200,000 en plus.

report. 16,619		report....	83,326,800
87	Inspecteurs divisionnaires et sédentaires.....		429,400
96	Sous-inspecteurs, <i>idem</i>		301,000
165	Commis de direction.....		254,500
131	Receveurs principaux.....		401,500
38	Contrôleurs aux entrepôts.....		104,500
32	Commis principaux à la navigation.....		78,500
682	Vérificateurs et visiteurs.....		1,059,100
144	Receveurs aux déclarations.....		276,400
728	Receveurs particuliers.....		807,300
32	Contrôleurs des sels.....		36,000
561	Commis aux expédit., aides-vérificateurs et autres.		772,900
SERVICE ACTIF.			
229	Contrôleurs et capitaines de brigades.....		483,000
92	Lieutenants de brigades.....		116,800
340	<i>Idem</i> d'ordre.....		344,500
11	Commandans de brigades à pied.....		13,400
51	Lieutenants et sous-lieutenants <i>idem</i>		60,900
275	Préposés à cheval.....		333,200
502	Lieutenants et sous-lieut. de brigades ambulantes...		390,500
1641	Préposés de brigades <i>idem</i>		1,074,100
5128	Lieutenants et sous-lieut. de brigades à pied.....		3,411,200
15489	Préposés à pied, peseurs, emballeurs, gardes-mag.		9,230,000
55	Commandans, lieut. et sous-lieut. d'embarcations...		46,800
162	Lieutenants et sous-lieutenants pilotes.....		101,800
162	Maîtres d'équip., patrons, maîtres-canon. et tonneaux.		115,900
1060	Matelots.....		613,500
33	Novices et mousses.....		15,500
ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.			
84	Directeurs de départemens.....		854,000
253	<i>Idem</i> d'arrondissemens.....		1,100,000
84	Contrôleurs de comptabilité.....		295,000
200	<i>Idem</i> ambulans.....		797,500
302	<i>Idem</i> de ville.....		685,000
278	Commis de directions.....		468,400
1350	Receveurs à cheval.....		2,986,300
132	<i>Idem</i> à pied.....		217,800
1354	Commis adjoints, à cheval.....		2,502,000
130	<i>Idem</i> à pied.....		175,900
97	Contrôleurs, vérificateurs, surveillans à la navigat.		102,500
2935	Commis aux exercices, contrôleurs, employés de la garantie.....		3,559,100
338	Receveurs principaux.....		982,600
100	<i>Idem</i> particuliers sédentaires.....		238,400
137	<i>Idem</i> de la navigation.....		149,000
45	<i>Idem</i> des droits de marque et de péage des ponts et canaux.....		67,400
9000	Receveurs buralistes (pour complément de traitem.)		125,000
	Taxations et remises aux employés de tous grades		2,861,200
ADMINISTRATION DES TABACS.			
6	Inspect. de la culture et des magasins.....		42,000
25	Gardes-magasins des feuilles.....		116,800
26	Contrôleurs des magasins.....		104,200
15	Commis <i>idem</i>		27,500
2	Inspect. généraux des magasins de tabacs en feuilles.		24,000
9	Inspecteurs de la fabrication.....		58,000
9	Régisseurs.....		92,700
14	Contrôleurs et sous-contrôleurs.....		73,900
9	Gardes-magasins.....		41,400
58	Commis et élèves de la fabrication.....		119,500
14	Contrôleurs de 1 ^{re} classe.....		38,500
7	<i>Idem</i> de seconde.....		15,400
118	Commis de 1 ^{re} et de 2 ^e classe.....		88,700
14	Inspecteurs et brigadiers à cheval.....		49,700
193	Commis et sous-brigadiers à cheval.....		800,800
61,873			73,508,300

report. 61,873	ADMINISTRATION DES POSTES.	report.. 73,509,300
32	Inspecteurs dans les départements.....	202,000
122	Sous-inspecteurs.....	231,900
400	Employés et facteurs à Paris.....	384,100
316	Commis des directeurs dans les départements.....	435,600
443	Facteurs <i>idem</i>	225,700
602	Bouffiers, entrepreneurs, distributeurs.....	80,300
87	Portiers, bateliers.....	25,900
190	Directeurs à Paris et dans les départements.....	484,100
1229	<i>Idem</i> des bureaux à taxations.....	1,082,000
	Courriers (pour salaires des).....	286,200
	Maîtres de postes, en raison du nombre de chevaux.....	515,000
	Capitaines et équipages des paquebots.....	46,300
ZOTERY.		
5	Inspecteurs en chef.....	21,000
27	<i>Idem</i> ordinaires.....	85,500
26	Sous-inspecteurs.....	50,800
	Agens de l'inspection (pour gratifications).....	10,500
590	Receveurs (pour remises).....	2,300,000
BALINES ET MINES DE L'ÉTR.		
1	Commissaire général.....	15,000
1	<i>Idem</i> à l'usage.....	6,000
1	<i>Idem</i> à Salins.....	6,000
65945		80,611,200

DANS LE MINISTÈRE DU COMMERCE.

7	Membres du comité consultatif des manufactures.....	15,000
3	Secrétaire, employé et garçon de bureau.....	5,400
3	Commissaires experts.....	9,000
1	Secrétaire du conseil supérieur des colonies.....	18,000
1	Agent à Londres.....	4,000

15 52,000

DANS L'ADMINISTRATION CIVILE (Ministère de l'intérieur).

4	Membres du conseil des bâtiments civils.....	44,000
2	Inspecteurs des ouvrages dramatiques.....	12,000
4	<i>Id.</i> de la librairie.....	20,000
5	Inspecteurs généraux des eaux minérales.....	33,500
2	<i>Id.</i> des bibliothèques.....	11,000
2	Directeurs des maisons centrales de détention.....	20,000

PORTS ET CHAUSSEES.

6	Inspecteurs généraux.....	72,000
1	Secrétaire du conseil.....	6,700
	Frais de mission et autres.....	12,000

ÉCOLE DES PORTS ET CHAUSSEES.

1	Professeur.....	2,400
1	Médecin.....	800
5	Employés, garçons de salle et portier.....	7,700
21	Élèves appointés.....	23,000
8	Dessinateurs et employés du bureau des cartes et plans.....	19,300
456	Ingénieurs en chef, inspecteurs divisionnaires, aspirans et élèves en campagne, voyage compris.....	2,151,000
390	Conducteurs embrigadés, officiers et maîtres de port.....	402,000

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES.

1	Administrateurs.....	
2	Adjoints.....	36,000
14	Employés.....	
6	Hommes de peine.....	
	Stationnaires des télégraphes.....	581,000

MINES ET ÉCOLE DES MINES.

3	Inspecteurs généraux, membres du conseil.....	36,000
1	Secrétaire du conseil.....	8,000

633 3,490,400f.

Le nombre n'est pas indiqué au budget.

report. 933	report.	3,490,400 f.
6 Inspecteurs divisionnaires.....		44,700
57 Inspecteurs, ingénieurs en chef, ordinaires.....		218,000
30 Élèves-aspirans.....		14,000
TRAVAUX PUBLICS.		
7 Inspecteurs et sous-inspecteurs.....		10,700
6 Employés.....		9,000
24 Agens, gardes-magasins, portiers.....		17,000
1 Verificateur.....		1,800
Indemnité aux architectes.....		8,000
ÉGLISE DE LA MADELAINE.		
9 Architecte, sous-inspecteurs, dessinateurs, conduc- teur, commis, garçon de bureau et gardien.....		10,000
Indemnité et honoraires à l'inspecteur-général et aux architectes.....		19,200
ARC DE TRIOMPHE DE L'ÉTOILE.		
11 Architecte, inspecteur, conducteur, commis, gar- çons de bureau, et gardiens.....		13,400
Indemnité à l'inspecteur et honoraires des architectes.		15,000
ÉGLISE DE SAINTE-GENEVIÈVE.		
3 Architecte, inspecteur et gardien.....		3,500
ÉGLISE DE ST-DENIS.		
7 Administr., archit., inspecteur, conducteur et gardiens.		12,100
JARDIN DU ROI.		
1 Inspecteur.....		1,800
BIBLIOTHÈQUE DU ROI.		
1 Gardien.....		700
ÉCOLE DES BEAUX-ARTS.		
4 Inspecteur, sous-inspecteur, commis et gardien...		5,000
PONT LOUIS XVI.		
4 Sous-inspecteur, conducteur, commis et gardien...		4,000
MONUMENT DE LOUIS XVIII.		
3 Architecte, sous-inspecteur, gardien.....		2,800
STATUE DE LOUIS XIV.		
2 Inspecteur et gardien.....		3,000
MONUMENS DE LOUIS XV ET LOUIS XVI.		
4 Architecte, inspecteur, conducteur et gardien....		5,100
INSTITUT DES SOURDS ET MUETS.		
3 Inspecteur, conducteur et gardien.....		3,600
ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT.		
4 Architecte, inspecteur, sous-inspecteur et gardien..		4,800
Honoraires d'architectes.....		26,900
BIBLIOTHÈQUES.		
50 Conservateurs, sous-bibliothécaires et employés à la bibliothèque du roi.....		125,500
14 Id. à la bibliothèque mazarine.....		29,000
14 Id. à celle de l'arsenal.....		27,200
14 Id. à celle de Ste-Geneviève.....		32,000
ARCHIVES DU ROYAUME.		
1 Garde général.....		10,000
ÉCOLE POLYTECHNIQUE.		
3 Sous-gouverneur, aumônier et inspect. des études.		25,000
• Examinateurs, professeurs et répétiteurs.....		84,300
• Employés de l'administration.....		30,900
• Gardiens, hommes de peine.....		15,900
ÉCOLE DES LANGUES ORIENTALES ET DES CHARTES.		
8 Professeurs.....		30,000
1 Secrétaire.....		2,400
1 Professeur d'arabe, à Marseille.....		4,000
1 Professeur à l'école des chartes.....		1,500
1 Id. aux archives du royaume.....		1,500
ÉCOLE DES BEAUX-ARTS A ROME.		
2 Directeur, secrétaire.....		7,500
Autres personnes attachées à l'établissement.....		5,500
Frais de table et de représentation.....		5,700
20 Élèves.....		17,200
ÉCOLE DES BEAUX-ARTS A PARIS.		
23 Professeurs de peinture, sculpture et architecture..		47,800
2 Secrétaire et agent comptable.....		6,000
18 Surveillans, modèles, gardiens et gens de service...		15,900

1293 * Le nombre n'est pas indiqué au budget.

4,483,300 f.

report. 1293	ÉCOLE GRATUITE DE DESSIN, A PARIS. <i>report.</i>	14,483,300
2	Directeur et adjoint.....	6,000
9	Professeurs.....	10,100
3	Inspecteurs et gagiste.....	2,800
	<i>Idem, DES JEUNES DEMOISELLES.</i>	
1	Directrice.....	1,500
2	Professeurs.....	1,500
	<i>Idem, A LYON.</i>	
8	Professeurs et un concierge.....	6,900
	<i>Idem, A DIJON.</i>	
8	Professeurs et trois gagistes.....	8,400
	INSTITUT.	
	<i>Académie française.</i>	
40	Membres : indemnités, droit de présence et commis- sion du dictionnaire.....	73,700
	<i>Académie des inscriptions.</i>	
40	Membres : indemnités, droit de présence, commission des médailles et continuation de l'hist. de France.....	84,700
	<i>Académie des sciences.</i>	
60	Membres : indemnités et droit de présence.....	110,400
	<i>Académie des beaux-arts.</i>	
38	Membres : indemnités, droit de présence et diction- naire des beaux-arts.....	75,000
12	Bibliothécaires, secrétaire, employé, huissiers et autres agents.....	29,500
	COLLÈGE ROYAL DE FRANCE.	
21	Professeurs.....	106,000
6	Secrétaires-préparateurs.....	8,900
	MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE.	
12	Professeurs.....	59,700
10	Employés à la bibliothèque et aux galeries.....	18,100
18	<i>Id.</i> dans les divers laboratoires.....	32,500
12	<i>Id.</i> au jardin et à la ménagerie.....	17,000
9	<i>Id.</i> aux ateliers et aux bureaux de l'administration.....	15,300
	Employés supplémentaires et hommes de peine.....	44,500
12	Voyageurs naturalistes (traitements et indemnités).. <i>ACADÉMIE DE MÉDECINE.</i>	26,500
1	Secrétaire perpétuel.....	3,000
4	Commis.....	6,000
1	Garçon de bureau.....	800
	CONSEIL SANITAIRE.	
1	Secrétaire.....	5,000
1	Rédacteur.....	2,400
1	Employé.....	1,600
	BUREAU DES LONGITUDES.	
16	Membres.....	68,800
5	Employés et agents.....	8,000
	OBSERVATOIRE A MARSEILLE.	
3	Directeur, adjoint et concierge.....	5,100
	CONSERVATOIRE DES ARTS ET MÉTIERS.	
2	Directeur et sous-directeur.....	
3	Professeurs de cours publics.....	
3	<i>Id.</i> d'école.....	50,500
8	Secrétaire et employés.....	
10	Gardiens, portiers, hommes de peine.....	
	ÉCOLE DE CHALONS.	
2	Directeur et administrateur.....	
3	Chef des travaux, maître d'études et aumônier.....	
9	Employés.....	78,400
6	Chefs d'ateliers.....	
13	Sous-chefs.....	
9	Surveillants.....	
	Employés du service, d'équipement, domesti- ques, officiers de santé.....	12,300
	ÉCOLE D'ANGERS.	
5	Directeur, administrateur, chef des travaux, maître d'étude et aumônier.....	
6	Employés.....	
6	Professeurs et maîtres.....	44,200
8	Chefs d'ateliers et sous-chefs.....	
4	Surveillants des élèves.....	
	Employés du service d'équip. et de santé.....	

report. 1746		ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT.	report.	5,506,300 f.
1	Inspecteur général.....		8,000	
1	Directeur.....		7,000	
5	Professeurs.....		17,000	
1	Régisseur.....		4,000	
10	Proposés à la surveillance.....		16,000	
7	Falfréniers, hommes de peine.....		5,600	
50	Élèves à la charge de l'état.....		16,800	
ÉCOLE DE LYON.				
1	Directeur.....		6,000	
4	Professeurs.....		16,000	
1	Régisseur.....		4,000	
8	Chefs de service.....		12,500	
3	Falfréniers, portier.....		3,600	
50	Élèves.....		16,200	
ÉCOLE DE TOULOUSE.				
1	Directeur.....		5,000	
2	Professeurs.....		6,000	
1	Portier.....		300	
ÉCOLES D'ÉQUITATION.				
A Paris, Bordeaux, Caen, Rennes et Toulouse....				41,500
INSTITUTION DES SOURDS-MUETS A PARIS.				
33	Directeur et autres employés.....		26,360	
90	Élèves.....		46,700	
A BORDEAUX.				
15	Directeur et employés.....		26,300	
60	Élèves.....		29,000	
MARAS.				
* Officiers et employés.....				412,000
* Inspecteurs généraux, agens des remontes (frais de tournée).....				88,000
BERGERIES ROYALES.				
* Employés.....				6,900
1	Inspecteur des bergeries.....		8,000	
DÉPENSES DIVERSES.				
90	Littérateurs et artistes (indemnité de l'agent)....		50,000	
* Encouragemens à des gens de lettres.....				44,300
* Colons réfugiés.....				1,021,000
2182				7,449,300
HAUTE ADMINISTRATION.				
9	Ministres et ministres d'état.....		1,180,000	
8	Directeurs généraux.....		300,000	
1	Président de la Chambre des députés.....		150,000	
2	Questeurs id.....			
86	Préfets.....		2,052,000	
86	Secrétaires-généraux de préfectures.....		296,000	
277	Sous-préfets.....		831,000	
296	Conseillers de préfecture.....		452,400	
765				5,261,400
EMPLOYÉS DANS LES DIFFÉRENS MINISTÈRES				
ET AUTRES ADMINISTRATIONS SECONDAIRES.				
87	Employés de tous grades à la justice.....		292,100	
23	Id. au conseil d'état.....		74,100	
11	Id. de la commission du sceau.....		33,400	
40	Id. à la cour des comptes.....		22,500	
88	Id. aux affaires étrangères.....		489,400	
48	Id. aux affaires ecclésiastiques.....		176,900	
71	Id. de l'instruction publique.....		207,600	
182	Id. à l'intérieur.....		598,400	
54	Id. aux manufactures et commerce.....		201,200	
57	Id. aux ponts et chaussées.....		176,700	
5	Id. à la direction des mines.....		25,000	
381	Id. à la guerre.....		1,045,000	
14	Directeur et employés de tous grades des poudres et salpêtres.....		43,300	
70	Id. aux subsistances de la guerre.....		94,000	
141	Id. à la marine.....		521,300	
1,047	Id. aux finances.....		2,780,000	
9319	" Le nombre n'en est pas indiqué,			6,794,900

report. 2319		report.	
19	Id. et essayeurs à la commission des monnaies.....	6,781,800	
394	Id. aux domaines et à l'enregistrement.....	48,700	
117	Id. au timbre.....	619,700	
65	Id. à l'administration des forêts.....	156,300	
158	Id. aux douanes (gratifications comprises).....	254,000	
320	Id. aux contributions indirectes.....	472,800	
41	Id. à l'administration des tabacs.....	1,009,200	
603	Id. aux postes.....	158,400	
208	Id. à la loterie.....	1,731,400	
20	Id. au Bureau du commerce et des colonies.....	233,200	
60	Id. à la chambre des pairs.....	74,000	
80	Id. à la chambre des députés.....	"	
20	Id. aux archives du royaume.....	119,500	
2675	Id. dans les préfectures et sous-préfectures (par approximation.....	70,900	
1000	Id. chez les receveurs et payeurs généraux (compris dans leurs frais de service).....	3,000,000	
8080		"	
673	Huissiers, garçons de bureau, portiers, surveillans, hommes de peine des différens ministères et administrations.....	14,788,500	
		741,800	
PENSIONNAIRES DE L'ÉTAT.			
2,100	Pensionnaires anciens employés des fermes et des aides.....	1,600,000	
973	Id. de toute espèce, veuves et autres.....		
13,800	Militaires au-dessus de 900 francs.....	45,800,000	
107,000	Id. au-dessous de 900 francs.....		
13,300	Veuves de militaires.....	2,914,000	
3,000	Docteurs.....	1,510,000	
500	Vétérans des camps de Juliers et d'Alexandrie.....	122,000	
26,900	Ecclesiastiques.....	5,450,000	
156	Pensionsariales, veuves de pairs, et anc. sénateurs.....	2,200,000	
11,700	Id. de la liste civile.....	5,368,300	
27,560	Membres de la légion d'honneur touchant un traitement.....	3,400,000	
11,000	Anciens militaires des armées de l'ouest.....	680,800	
1,000	Chevaliers de St-Louis.....	485,000	
7,712	Officiers en demi-solde.....	850,000	
3,156	Id. en réforme.....	1,580,000	
10,500	Employés en retraite (subvention).....	2,145,300	
	Id. payés sur le budget du ministre de l'intérieur.....	84,300	
70	Anciens ministres.....	332,000	
25	Pensionnaires du service de la chambre des députés.....	54,400	
44	A d'anciens magistrats, sur la caisse du sceau.....	32,800	
234,196		74,528,400	
IMPRIMERIE ROYALE.			
1	Directeur.....	12,000	
	Chefs et employés de tous grades.....	33,300	
	Chefs de services et employés des ateliers.....		
	Agens comptables du matériel et de la caisse, et leurs employés.....	132,700	
	Ouvriers (salaires et travaux extraordinaires).....	402,000	
		840,000	
SERVICE DES COLONIES.			
933	Convertisseurs, administrateurs et employés de tout genre.....	3,838,700	
MAISON DU ROI (liste civile).			
• Pour mémoire.....			
RÉCAPITULATION.			
	Individus.	Sommes.	
Justice.....	10796	—	16,434,400
Affaires étrangères.....	261	—	5,770,900
Idem ecclésiastiques.....	47338	—	31,098,800
Instruction publique.....	1891	—	1,708,000
Guerre.....	194475	—	88,318,700
	254,761		143,416,400

	report.	251,761		143,416,400
Marine.....	42250	—	22,309,100	
Finances.....	65945	—	80,611,200	
Manufact. et commerce.....	15	—	52,000	
Intérieur.....	2183	—	7,449,200	
Haute administration.....	765	—	5,261,400	
Employés de toute espèce.....	8096	—	14,788,500	
Huissiers, etc.....	673	—	741,800	
Pensionnaires.....	234198	—	74,328,400	
Imprimerie royale.....	1	—	640,000	
Maison du roi.....	"	—	"	
Colonies.....	933	—	3,338,700	
		608807	—	352,696,700
Et pour obtenir une somme ronde.....	193	—	3,300	
		610000	—	353,000,000

* Le nombre n'est pas indiqué.

N. B. La garde royale, les régimens suisses, la maison militaire du roi, présentant ensemble un effectif de 31,885 hommes et une somme de 16,502,400 francs, n'ont point été compris dans ce tableau.

18. **ATLAS DU DROIT COMMERCIAL**; par M. **POUX-FRANKLIN**, avocat à la cour royale, professeur de législation commerciale à l'école spéciale de commerce et d'industrie. 4^e à 11^e livraisons gr. in-fol., composées chacune d'un tableau. Paris, 1829; Malher et Compagnie.

Nous avons annoncé les trois premières livraisons de cet atlas, *Bulletin*, Tom. XIII, n^o 272. Celles-ci contiennent les titres suivans: 1^o des navires et autres bâtimens de mer; 2^o du capitaine; 3^o des propriétaires, des affréteurs, des gens de l'équipage; 4^o des assurances et des contrats à la grosse; 5^o droits dérivant du contrat d'assurance en faveur de l'assuré; 6^o des faillites et des banqueroutes; 7^o de la faillite; 8^o procédures et poursuites accessoires à la faillite.

Ces 8 livraisons justifient ce que nous avons dit des trois premières. Les matières y sont divisées suivant des idées générales qui rendent les recherches faciles; la variété des couleurs et des nuances fait ressortir l'analogie ou l'isolement de ces matières. Cet atlas est utile surtout pour les élèves qui y trouvent non-seulement les dispositions du code commercial, mais aussi celles des autres lois qui s'y rapportent; il peut l'être aussi, comme nous l'avons dit, aux citoyens intéressés plus ou moins à connaître les principes de la législation du commerce.

TH.

19. PRODUITS ET CONSOMMATION DES GRAINS EN FRANCE.

(*Le Temps*, mardi 8 février 1831, n° 6716).

La Société statistique de France, parmi les questions d'économie publique qui occupent ses membres, a porté son attention sur un objet de haute importance, et qui, dans les circonstances où se trouve le pays, réclame vivement la sollicitude des hommes éclairés : nous voulons parler de la production en céréales dans ses rapports avec la consommation. M. Benoiston de Châteauneuf a lu le travail suivant à la séance du 26 janvier, présidée par M. le Comte de Mosbourg, un des vice-présidents.

Il y a aujourd'hui 50 ans qu'un des administrateurs les plus éclairés et les plus vertueux que la France ait eus, Turgot, écrivait au plus décrié des ministres, l'abbé Terray : « La France, dans les temps ordinaires, rapporte du blé pour treize mois, ou un mois de plus que l'année (380 jours), et pour dix mois seulement (304 jours) dans les années faibles. Les bonnes assurent la subsistance de 450 jours, ou trois mois de plus que l'année; mais je sais, ajoutait-il, combien, dans ce cas, l'abondance amène promptement le besoin par le gaspillage qu'elle permet et la négligence qu'elle entraîne. »

Ainsi la différence des bonnes aux mauvaises années ou de l'abondance au besoin variait, suivant Turgot, de deux mois au moins à trois mois au plus.

Vingt ans après, les calculs de Lavoisier vinrent justifier ceux de Turgot. Lavoisier, dont l'esprit était juste et le savoir profond, établissait, d'après sa propre expérience et les renseignements nombreux qu'il s'était procurés, que 28 millions d'arpens seulement étaient mis chaque année en rapport sur toute l'étendue de la France, et que leur produit ne s'élevait pas au-delà de 14 milliards de livres de grains propres à la nourriture de l'homme, blé, seigle, orge, ou 58 millions de setiers (90,480,000 hectolitres). Il en retranchait un sixième pour les semences; puis divisant le reste par 25 millions d'habitans, dont il ôtait le cinquième pour les enfans au-dessous de dix ans, il trouvait que chaque individu avait une livre neuf onces de pain à manger par jour.

Depuis les travaux de cet illustre et malheureux savant, le produit des récoltes en France a occupé les recherches de plus d'un administrateur et d'un économiste. En 1795, les auteurs d'une feuille intitulée le *Cultivateur* élevaient ce produit à 112 millions d'hectolitres. Vingt-cinq ans plus tard, M. le comte Chaptal le portait à 94 millions; M. Depping, après lui, à 110; un autre écrivain à 120; M. Straforello, en 1827, à 150; et enfin le *Moniteur*, dans un article officiel, à 82 millions seulement en 1829. Ces évaluations si différentes montrent assez que la véritable est inconnue.

Cependant il est possible d'obtenir des calculs plus rigoureux un résultat plus exact. Nous allons essayer de le faire, et nous puiserons ces mêmes calculs dans un excellent mémoire dont nous regrettons vivement que l'auteur retarde si long-temps la publication,

Le produit moyen des récoltes de la France calculé sur quatre années (de 1825 à 1828) a donné :

En froment 60,533,000 hectolitres,

En autres grains 114,738,000 *idem*.

Total 175,271,000 *idem*.

Sur cette quantité de grains, il faut prélever :

1° 16 pour 0/0 nécessaires à l'ensemencement;

2° 19 pour 0/0 pour la nourriture des animaux domestiques;

3° 2 pour 0/0 pour la distillation et les brasseries.

Total 37 pour 0/0 ou plus du tiers de la récolte.

Ainsi il ne reste à chaque habitant pour sa consommation que

238 kil. 63 en blé,

44 kil. 17 en d'autres substances farineuses.

Total 282 kil. 80

Mais il convient de retrancher de cette part de chacun à la récolte, 33 à 36 pour cent pour déchet de toute espèce causé par les animaux rongeurs au grenier, pour la conversion du grain en farine au moulin, pour la perte sur les transports, l'emmagasinage, l'altération des farines, etc. De sorte que tout calcul fait, il ne reste, en définitive, au consommateur que 182 kilog. de substance alimentaire, de toute espèce,

pour sa nourriture habituelle, ou une livre de pain à peu près par jour; et comme dans cette évaluation, le froment n'entre que pour 62 kilog., il en résulte que la France ne récolte pas assez pour que tous ses habitans puissent en manger, et qu'ils sont forcés d'y suppléer par d'autres grains, dont la farine moins nourrissante concourt encore à diminuer la ration de ceux qui sont réduits à en faire usage.

L'auteur du mémoire pense que l'excédant de la récolte sur les besoins ne peut alimenter la France au-delà de quinze jours dans les années ordinaires, de 27 jours dans les bonnes années, et de 56 jours ou 3 mois dans les années très-abondantes.

Il établit le produit moyen d'un hectare de terre à blé à 12 hectolitres et demi de grains, pesant 75 kilog. ou 150 livres, et il place les extrêmes de cette moyenne, pour le maximum, dans le département du Nord, où l'hectare rapporte 20 hectolitres, et, pour le minimum, dans le département de la Dordogne, où l'on n'en récolte que 4 hectolitres et $\frac{2}{3}$. Du reste, il n'estime pas à plus de 14 millions d'hectares, ou 28 millions d'arpens, la quantité de terres ensemencées en blé et autres grains, dans toute l'étendue de la France. Il est remarquable que cette estimation soit la même que celle donnée par Lavoisier, il y a 40 ans.

La sévérité du calcul ne saurait se plier à aucune complaisance, et rien n'est moins flatteur qu'un chiffre. Ceux-ci sont encore moins favorables que les estimations de Lavoisier et de Turgot. Mais il en ressort du moins une vérité qu'il est bon de répandre, parce qu'elle tend à détruire une erreur trop généralement accréditée. C'est que toutes les fois que des hommes intègres et instruits se sont occupés d'évaluer les récoltes en blé de la France, ils sont toujours arrivés à ce dernier résultat, *qu'elle ne produit guère, année commune, au-delà de ses besoins*, résultat confirmé par les états des douanes, qui montrent que depuis un siècle nos exportations en grains ont toujours été balancées par les importations.

C'est un mal de n'avoir pas à discrétion l'aliment le meilleur et le plus nécessaire à l'homme; c'est un grand mal d'avoir un pain mauvais, mélangé de substances qui déplaisent au goût et nourrissent mal le corps; mais le pire de tous les maux, c'est

de manquer trop souvent d'un tel pain, et plus de 400 millions, dépensés depuis 1715 par le gouvernement pour les achats de blés et de farines à l'étranger, prouvent que la France est trop souvent réduite à cette cruelle extrémité; et pourtant que de changemens favorables à l'agriculture ont eu lieu depuis 40 ans!

Les corvées et les dîmes ont été supprimées; les grandes propriétés, autrefois l'apanage d'un seul, ont été divisées entre plusieurs; des desséchemens, des défrichemens considérables ont eu lieu; des communications nouvelles ont été ouvertes; des méthodes de culture meilleures ont été enseignées, pratiquées; eh bien! malgré tant d'avantages, si le ciel cesse seulement une année ou deux d'accorder à ces champs d'abondantes récoltes, la France voit aussitôt la disette menacer ses habitans consternés. La disette! dans un pays essentiellement agricole, qui possède 28 millions d'arpens de terre d'une nature telle, que dans beaucoup d'endroits on n'en trouverait pas de meilleures dans toute l'Europe. La France manque-t-elle donc de bras ou de lumières?

Quant à la consommation de la capitale, elle était en 1817 de 1405 sacs de farine par jour. Elle est aujourd'hui de 1800, ce qui donne à raison de 102 pains de 4 livres par sac, 734,400 livres de pain pour 816,000 habitans.

Mais, bien que le dernier recensement ait indiqué ce nombre de citoyens, tous n'ont point part à ce vaste approvisionnement. Le malade, le soldat, le détenu, sont nourris d'un pain qui n'est plus celui de l'habitant. Il faut donc les retrancher de la consommation générale.

On compte en ce moment à Paris :

Garnison.....	16,000
Garde municipale.....	1,400
Sapeurs pompiers.....	500
Invalides vétérans.....	4,000
Malades dans les hôpitaux et hospices.....	19,000
Détenus dans les diverses prisons.....	3,400
Total.....	44,600
à déduire de.....	816,000

Reste, pour la population effective de Paris, 771,400 indivi-

du, entre lesquels il faut répartir 734,000 livres de pain, ce qui donne à chacun moins d'une livre.

Si l'on admet maintenant que la consommation journalière des casernes, des hôpitaux et des prisons se monte à 500 sacs de farine par jour (elle ne va pas à moins), et si l'on estime à une centaine environ celle des pâtisseries, darioleurs, fabricans de colle, d'amidon, etc., on verra pour total général de la consommation de Paris, en farine, 2,400 sacs, et c'est à ce nombre, en effet, qu'il convient de la fixer quand on veut se garantir également d'une exagération ridicule ou d'une appréciation trop au-dessous des besoins.

Nous ne tenons pas compte ici du pain qui se vend dans les marchés; comme il est en très grande partie fourni par les boulangers de Paris, il rentre dès lors dans la consommation générale.

Nous ajoutons seulement que la quantité de blé nécessaire à l'approvisionnement annuel de la capitale, entretient dans les provinces qui l'avoisinent, l'Ile-de-France; la Brie; la Beauce, le Berry, la Champagne, la Picardie, la culture de 300,000 arpens de terres (150,000 hect.), et un mouvement d'argent de 30 à 35 millions.

Tous ces faits sont curieux, intéressans à connaître; ils plaisent à l'imagination comme à l'esprit: les gens du monde en occupent un moment leurs loisirs, les hommes d'état en font le sujet de leurs méditations.

20. A GENERAL, MEDICAL AND STATISTICAL HISTORY OF THE PRESENT CONDITION OF PUBLIC CHARITY IN FRANCE, ETC. — Histoire générale, médicale et statistique de l'état présent de la charité publique en France; contenant un compte détaillé de tous les établissemens destinés aux malades, vieillards, infirmes, enfans et aliénés; avec un aperçu de l'indigence et de la mendicité, et des moyens maintenant en vigueur pour leur soulagement et leur répression. Par David JOHNSTON, D. M. In-8°. Édimbourg, 1825. (*Westminster Review*; av. 1830, p. 449.)

Nos voisins de l'autre côté de la Manche nous ont devancés sur plus d'un point dans la carrière des améliorations et de la civilisation. En chimie, et peut-être à un degré plus éminent dans les sciences mathématiques, ils sont de plusieurs années

devant nous. Et dans une autre science qui, chose étrange, peut être considérée comme d'origine anglaise et dont l'illustre fondateur vit encore en ce pays, ils auront bientôt, suivant toutes les vraisemblances, une égale supériorité. En France, la législation commença à être envisagée et enseignée comme une science. Le nom du grand philosophe qui a su l'élever à ce rang, est environné du respect et de la considération dus à un homme qui donna à l'esprit humain une impulsion que dans l'espace de plusieurs siècles il ne reçoit pas une fois; tandis que, dans sa terre natale, ce nom est livré aux dédains des petits esprits incapables de le comprendre.

Bien qu'il soit difficile d'admettre avec le D^r Johnston la supériorité du système français dans tous les cas, il est aisé d'indiquer dans ce livre instructif plusieurs exemples de ses avantages dans les améliorations auxquelles nous faisons allusion. Cependant une difficulté se présente; c'est l'absence de toute méthode dans la disposition des nombreux matériaux réunis par le docteur. Il est vrai que cette confusion apparente peut être attribuée à la nature même du sujet, amas de faits et de chiffres chargés de répétitions.

Aussi, au lieu de tenter l'analyse de l'ouvrage, nous citerons un ou deux cas où le D^r Johnston réussit à démontrer la supériorité du système d'administration française.

L'introduction contient des faits curieux.

Ancienneté des hôpitaux en France et dans plusieurs autres pays, mais différens dans l'origine de ceux de nos jours. Appartemens réservés dans plusieurs églises de la chrétienté pour les pauvres malades; les maisons des évêques dans les premiers âges de l'église ayant tout l'aspect d'hôpitaux. St-Basile dans le IV^e siècle fonde à Césarée le premier établissement digne de ce nom; exemple suivi par St-Chrysostome à Constantinople. Dans les siècles suivans et à l'apparition de la lèpre à la suite des croisades, on multiplia ces établissemens nommés en France Léproseries et Maladreries. A la fin du règne de Louis VIII ils sont au nombre de deux mille dans ce royaume, et suivant Mathieu-Paris, au nombre de 19 mille à la fin du XIII^e siècle dans les différens pays de l'Europe.

Fondation du Mont-de-Piété.

Dès le XVII^e siècle, tentatives pour former à Paris des éta-

blissemens destinés aux prêts sur gage; en 1643 privilège accordé dans ce but à un particulier, mais sans succès. Le premier Mont-de-Piété fondé à Paris date de 1777. Il fut créé pour le compte de l'hospice général, à l'instar des établissemens déjà existans en Italie, en Flandre et dans le Hainault.

Le Mont-de-Piété est administré par un conseil composé du préfet du département, du préfet de police et de quatre membres du conseil général des hôpitaux. Il produit par an 400,000 f. Comme source de revenus pour les hôpitaux, ces établissemens doivent être encouragés, mais non comme utiles à la masse du peuple. Ils offrent trop de facilité et de secret aux emprunteurs sur gage, et sont par là des sources de paresse, de dissipation et de ruine.

Les mêmes objections se présentent contre les maisons de jeu qui, comme le disait La Place, ne font que susciter des espérances trompeuses et imaginaires de fortune.

Au commencement du dernier siècle on essaya sans succès l'établissement d'un Mont-de-Piété à Londres. Sa banqueroute le discrédita.

Sources des revenus qui entretiennent les hôpitaux en France.

- 1 Biens-fonds, soit en terres, maisons, etc.
- 2 Legs et donations.
- 3 Argent payé par des personnes reçues dans les hôpitaux et hospices.
- 4 Mont-de-Piété.
- 5 Théâtres et autres lieux d'amusement.
- 6 Vérification publique des poids et mesures.
- 7 Confiscation et amendes.
- 8 Droits d'accise.

(Un cinquième du prix des terrains au Père la Chaise appartient aux hôpitaux de Paris.)

Les donations et legs jusqu'à 300 fr. sont acceptables par le sous-préfet; au-delà on a besoin de l'autorisation du roi. Le D^r Johnston donne le tableau suivant des legs faits en France aux hôpitaux et aux pauvres pendant une série d'années.

1814	812,805 francs.
1815	1,341,885
1816	1,725,537
1817	1,837,054

1818	2,876,146
1819	3,213,915
1820	2,416,816
1821	6,668,810
1822	2,770,493
1823	3,846,802

27,510,263 francs.

Les sommes payées par les personnes admises dans les hôpitaux s'élèvent à un capital de 400,000 fr.

Sont prélevés dix pour cent sur les recettés des théâtres, et un quart du produit net des bals, jardins publics, etc.

Déduction faite du dixième du produit net de la vérification des poids et mesures, le reste est destiné aux hôpitaux et aux communes.

Un quart des objets confisqués par la police municipale.

Un tiers des confiscations faites par la police correctionnelle. Les amendes pour contraventions aux réglemens de l'Université et de la loterie; pour manque de discipline dans la garde nationale.

Résumé des revenus pour Paris en l'année 1822. Ces revenus peuvent être divisés en fixes, variables, supplémentaires et extraordinaires.

Revenus fixes..... 1,935,247 francs.

Variables..... 2,056,167

Supplémentaires... 5,164,000

Extraordinaires.... 39,521

9,194,935 francs.

Les principales sources de ces revenus sont :

Loyers..... 243,834

Marchés..... 311,409

Interêts des sommes placées.. 707,158

Mont-de-Piété..... 455,652

Donations, legs..... 78,351

Théâtres et lieux d'amusemens 616,598

Filatures..... 303,552

Ces fonds sont placés entre les mains d'une administration composée de six membres salariés à Paris seulement. Ils sont perçus par un *receveur* qui, dans les six premiers mois de cha-

que année, est obligé de rendre ses comptes de l'année précédente.

Il reçoit 40,000 fr. pour lui et ses frais de bureau. Dans les grandes villes où les dépenses excèdent 100,000 fr., il y a un *contrôleur* chargé de tenir un journal exact des recettes et des dépenses; traitement 4,400 fr. Sont aussi attachés aux établissemens des *architectes*, des *vérificateurs* chargés d'inspecter les ouvrages ou réparations commandés par l'administration. Dans les maisons de la Salpêtrière, Bicêtre et l'Hôtel-Dieu, il y a un *piqueur* chargé des précautions à prendre contre les incendies, etc.

Le comité consultatif composé de cinq avocats est chargé de la défense gratuite des intérêts des pauvres.

L'*ordonnateur* signe toutes les pièces qui ont rapport aux détails pécuniaires.

Le D^r Johnston donne de grands éloges aux soins et à la précision minutieuse qui règnent dans la tenue des comptes; il en fait ressortir tous les avantages, tant pour l'intérêt du pauvre que pour l'instruction du public.

En comparant les hôpitaux de France et d'Angleterre, il montre ceux-ci indépendans de tout contrôle supérieur, livrés aux abus, aux contestations et querelles d'individus d'opinions opposées. Il insiste sur les avantages d'une administration placée entre les mains de l'État et présente comme modèles les établissemens du continent.

L'expérience, il est vrai, dit le critique anglais, a prouvé que le gouvernement français était digne de diriger les institutions qui ont l'intérêt des sciences pour objet, et par là l'intérêt général et le bonheur de l'humanité. Mais l'expérience ne nous offre rien de semblable dans le gouvernement anglais. Au contraire, nous le voyons sans cesse sacrifier l'intérêt de la science, des hommes en général, à celui de quelque rejeton de l'aristocratie, ou de quelque valet et parasite de grand seigneur qui soutient le ministre du jour. En cas de centralisation entre ses mains, le gouvernement se hâterait de créer le plus grand nombre possible d'honorables sinécures à l'usage de l'arrière ban de l'aristocratie.

Le système d'administration française, quoique supérieur au mode anglais, n'est pas parfait. Le D^r Johnston lui fait deux objections importantes; le nombre immense des employés,

et la nécessité fatigante de s'adresser au ministère de l'intérieur pour obtenir les détails les plus futiles.

D'après le tableau du D^r, l'administration des hospices sans compter son nombreux personnel, est composée de 19 personnes qui reçoivent 32,000 fr. sur un revenu général de 700,000 fr. Et nous dirons au D^r, d'après de bonnes autorités, que la dépense d'une administration de charité en Angleterre, dont le revenu est de 30,000 fr., n'absorbe pas moins de 23,500 fr., les trois quarts.

Le D^r observe que les visites se font de bonne heure en France et sur le reste du continent; en général, à six heures dans l'été et à sept dans l'hiver; système supérieur à celui des Anglais qui ne visitent les malades qu'à midi; car, à cause de l'irritation qui accompagne si fréquemment la maladie durant la nuit, on doit considérer comme très-importante l'observation des progrès et symptômes déterminés par la manière dont la nuit a été passée. En France, les visites des médecins sont plus longues. En outre, les internes doivent une visite dans leurs salles respectives entre quatre et huit heures du soir.

Il y a une classe particulière d'étudiants dans les hôpitaux français, les élèves. Ils sont divisés en élèves de médecine, de chirurgie et de pharmacie. Les deux premières classes sont divisées en deux autres, internes et externes; les premiers habitent l'hôpital. Ils concourent publiquement. Ces concours sont ouverts à tout le monde, et libres de toutes les misérables restrictions de pays; de provinces ou de croyance. Un Anglais, M. King, fut reçu le second sur 130 candidats pour le poste d'interne en 1822. En 1825 il obtint une médaille d'or. De telles récompenses, décernées au mérite d'un étranger, sont également honorables au talent qui les a remportées et à la sévère impartialité qui les a conférées.

Le système des élèves est excellent, dit le D^r, et parfaitement adapté à l'instruction pratique; il est à la portée de toutes les fortunes. Les élèves sont logés, souvent nourris et chauffés, et reçoivent une modique somme. Avantage réel dans un pays où les cours sont gratuits.

Le critique anglais termine par quelques réflexions amères sur l'amour du gain, et l'ostentation de ses compatriotes. Sa dernière phrase est honorable pour la nation française et pleine d'indépendance philosophique. En France, dit-il, les

hommes sont estimés, non pas d'après leurs richesses ou l'éclat qu'ils en font, mais d'après leurs talens et leur sagesse; au lieu qu'en Angleterre, talens et sagesse, sans l'éclat des richesses, sont dédaignés.

O.

21. DESCRIPTION DU DÉPARTEMENT DU NORD; par F. GRILLE, d'Angers. In-8° de xvi et 368 pages. Paris, 1825-1830; Dondey-Dupré.

Depuis long-temps la statistique de la France est commencée, et sans compter les mémoires des anciens intendants de province et les in-folio des préfets de départemens, nous avons vu de temps à autre, apparaître des travaux plus ou moins étendus, plus ou moins satisfaisans, et spéciaux à certaines localités. Nous avons successivement rendu compte de ceux qui sont venus à notre connaissance. Souvent réduits à n'annoncer que les titres des ouvrages, nous avons exprimé le regret de ne pouvoir faire plus. On ne se sera pas mépris sur cette expression, et on l'aura sans doute bien regardée comme celle du vœu que nous formions d'être à même de consigner dans le *Bulletin* tous les élémens d'une bonne statistique de la France.

Le département du Nord est un de ceux sur lesquels il a été le plus écrit. Nous avons consigné tout ce qui nous est parvenu, notamment dans le XVI^e volume. Nous avons donné une longue liste d'ouvrages, et surtout indiqué l'excellente statistique en 3 vol. in-8°, publiée par le préfet, et dont M. Bottin, alors secrétaire général, a fait la plus grande partie.

M. Grille vient après ces publications, et sa description du département du Nord concourra à compléter ce qui concerne ce département, un des plus riches et un des plus industrieux de la France. Ce travail a été commencé il y a plus de 5 ans. A une époque, qui semble déjà loin dans ce siècle où tout va si vite, son auteur avait en l'intention de donner une description complète de la France. Le projet fut approuvé par le ministre, chargé alors du département de l'intérieur; des fonds furent faits pour une opération utile que devait diriger M. Delaborde. Mais les ministres ne restent pas toujours au pouvoir, et il est rare que les successeurs continuent l'œuvre de ceux qui les ont précédés : l'entreprise projetée fut indéfiniment suspendue, autant vaudrait dire qu'elle fut mise de côté. Cependant M. Grille avait parcouru le département du Nord, réunissant

partout les renseignemens que plus tard il a mis en œuvre. Son travail ne devait pas être perdu, et le publier, c'était donner un échantillon de ce qu'aurait pu être l'ouvrage complet. C'est le parti auquel M. Grille s'est arrêté.

Il commence par jeter un coup-d'œil sur l'histoire du pays et le régime de son administration, puis il examine séparément chacun des arrondissemens, et décrit la plupart des communes.

Avant 1789, Lille était le chef-lieu d'un gouvernement militaire composé, 1° de la Flandre, 2° du Hainaut, et 3° du Cambrésis. Sous les rapports administratifs, le Hainaut était une intendance, ainsi que la Flandre; le Cambrésis était un pays d'états.

En 1790, le département du Nord fut formé des mêmes pays auxquels on réunit quelques communes de l'Artois et quelques villages du Vermandois. Lille en resta le chef-lieu. Il est actuellement divisé en 7 arrondissemens. En 1792, le recensement de la population l'avait établie à 828,000 âmes; en 1802, elle n'était que de 795,000, elle était remontée en 1816 à 808,000; en 1820 à 905,000; et en 1825 à 911,000, répartis comme suit entre les arrondissemens.

	CANTONS.	HABITANS.
Dunkerque.....	7	91,000
Hazebrouck.....	7	102,000
Lille.....	16	263,000
Donay.....	6	90,000
Cambray.....	7	134,000
Avesnes.....	10	115,000
Valenciennes.....	7	116,000
		911,000

Le mouvement moyen annuel de cette population, est ainsi indiqué :

NAISSANCES....	ENFANS LÉGITIMES.	mâles... 15,500	» 15,000	30,500
		femelles. " 15,000	" 15,000	
	ENFANS NATURELS..	mâles... 1,700	» 1,600	3,300
		femelles. " 1,600	" 1,600	
		17,200	16,600	33,800

DÉCÈS....	HOMMES..	12,500	24,500
	FEMMES.....	12,000	
			24,500

Excédant des naissances..... 9,300

MARIAGES..... 7,000

En 9 ans, de 1815 à 1823, le nombre des enfans trouvés a été de 27,117, ce qui donne par an 3,019, c'est à peu près 10/11 de la totalité des enfans naturels.

M. Grille ne dit pas comment il a obtenu ces chiffres, ce qui serait indispensable à connaître pour savoir quel degré de confiance on peut leur donner. C'est un soin que doivent prendre tous ceux qui recueillent des documens statistiques. Nous regrettons d'autant plus qu'il ait été négligé par M. Grille, que M. Durozoir, dans la relation qu'il a publiée en 1827, rapporte que la population du département du Nord était en 1826 de 962,648, et l'excédant des naissances sur les décès de 6,156. Il y a erreur chez l'un ou l'autre auteur. (*Voy. Bullet., Tom. XVI, pag. 212.*)

La superficie du département est de 581,424 hectares. Le sol est riche et varié, la culture en est portée à un haut degré de perfection. Il est arrosé par 24 rivières, des ruisseaux, des torrens, des lacs, des fontaines. En quelques endroits, il a fallu construire des digues pour contenir les eaux au-dessus du sol qu'elles inonderaient. On y compte 15 canaux de navigation, et beaucoup d'autres employés aux communications vicinales ou qui servent au dessèchement. Les routes de 1^{re}, 2^e et 3^e classe qui le sillonnent, forment, réunies, un développement de 584,377 mètres : 15 d'entr'elles sont pavées. Le département du Nord est un de ceux où l'industrie a pris le plus d'essor. De nombreuses fabriques y sont répandues. Il s'y tient 380 foires dans 50 communes, sans parler des marchés qui ont lieu sur plusieurs points 2 et 3 fois par semaine. Un collège royal, 15 collèges communaux, 16 écoles du 2^e et du 3^e degré, 873 écoles primaires dont 24 d'enseignement mutuel et 8 tenues par les frères de la doctrine chrétienne, y procurent l'instruction.

Les recouvremens qui y sont faits par le trésor sont classés ainsi qu'il suit, année commune :

Contributions directes.....	7,991,158	Postes.....	697,713
Impôts indirects.....	7,000,000	Loterie.....	432,516
Enregistrement, timbre, do- maines.....	4,900,579	Coupes de bois.....	1,006,267
Douanes et sels.....	10,740,053	Produits divers.....	80,173
Boissons, tabacs, poudre...	8,753,720	TOTAL.....	36,601,988

Le nombre des animaux utiles est de

Chevaux.....	60,000	Moutons.....	150,000
Bœufs.....	500	Porcs.....	50,000
Veaux.....	36,000	Chèvres.....	1,000
Vaches.....	130,500	Volailles.....	740,800
Anes et mulets...	6,000	Chiens.....	90,000.

En général tous ces chiffres diffèrent de ceux présentés par M. Durozoir, qui est postérieur d'une année au travail de M. Grille.

Suivant celui-ci, on a évalué la consommation dans les campagnes, comme suit :

Fermiers. Domestiques.

Pain.....	450	450
V viande.....	200	150
Beurre.....	100	75
Bière.....	250	175.

Après avoir donné ces résultats généraux sur l'ensemble du département, M. Grille passe à la description de chaque arrondissement; nous ne le suivons pas dans ces détails, dont nous avons cherché à extraire quelques documents propres à figurer dans cet extrait. Le département du Nord par ses ports sur la Manche, par son voisinage de l'Angleterre et de la Belgique, doit avoir avec l'étranger un commerce actif. Le nombre de routes et de canaux qui le traversent et facilitent ses communications, contribue à cette activité. Nous aurions désiré trouver des détails sur l'importance du commerce français et étranger; savoir sur quelles denrées et sur quels produits il porte; quelles en sont les quantités et les valeurs; combien d'hommes et de navires lui sont affectés. M. Durozoir nous a fait connaître le mouvement du port de Dunkerque, depuis 1755 jus-

qu'à 1826. Dans la première de ces années, il en était sorti 235 bâtimens et 1341 dans la seconde. Ces détails peuvent à la vérité présenter peu d'agrément, mais ils offrent une grande utilité; et ce n'est pas assez pour nous de savoir que Gravelines expédie chaque semaine pour Douvres et Londres, des bateaux de 30 à 40 tonneaux chargés de fruits, de beurre et d'œufs dont on estime que le département fournit par an 53 à 54 millions, il faudrait savoir qu'elle est la valeur moyenne de cette exportation. Ce n'est point assez d'être informé que, depuis la paix, la pêche de la morue, florissante autrefois, mais presque nulle pendant les 30 dernières années, commence à reprendre un peu d'activité, que 10 bâtimens d'abord, puis 25, puis 50, puis 100 en 1824, s'y sont livrés; il faudrait connaître le tonnage de ces bâtimens, le nombre d'hommes qui y sont embarqués, la quantité et la valeur des produits, pour juger de l'importance de cette branche de l'industrie. On peut juger du dommage que les corsaires ont fait éprouver à l'ennemi, quand on lit que de 1778 à 1784 le port de Dunkerque en arma 146, de 9000 hommes d'équipage, qui firent 1200 prises évaluées 24 millions, et à bord desquelles étaient 10,000 prisonniers dont la moitié paya une forte rançon; et que dans la guerre de 1793, 150 corsaires armés de 800 canons et pierriers, et de 4 à 5000 hommes d'équipage, firent 5 à 6000 prisonniers sur un grand nombre de prises qui furent vendues en Hollande et en Norvège.

Quant aux manufactures, nous avons regretté de ne point trouver dans ce livre des tableaux qui eussent mis sous les yeux les diverses espèces de manufactures, le nombre d'ouvriers qu'elles emploient, leurs produits en quantité et en valeur; à des époques diverses. C'est ainsi seulement qu'on peut connaître la situation de l'industrie, les améliorations qu'elle reçoit, les progrès qu'elle fait, et son influence sur la prospérité d'un pays. Par exemple, il est bon d'examiner comment il arrive que, lorsque partout dans ce département l'industrie a pris un essor remarquable, elle reste stationnaire à Valenciennes, où l'on s'obstine à se livrer, suivant les vieilles routines, à des travaux qui ne produisent plus, et où le commerce qui a eu une grande activité dans les temps les plus reculés, est actuellement languissant. La fluctuation de la popu-

lation de cette ville, qui a été en 1724 de 25,000 âmes, en 1770 de 17,000, en 1789 de 22,000, en 1801 de 18,500, et en 1824 de 20,000, a-t-elle eu pour cause la fluctuation que le commerce a éprouvée ? Quelles conséquences peut-on tirer de la comparaison de la population de Lille, qui, en 1724, était de 50,000 individus logés dans 6,000 maisons presque toutes en bois ou en terre, et en 1824 de 62,000 habitans occupant 8,000 maisons en pierres et en briques ? Cette influence de l'activité du commerce sur la population pourrait tirer une nouvelle évidence de la situation passée et actuelle de Honschotte. Quand on fabriquait dans cette petite ville une grande quantité d'étoffes de laine, elle comptait plus de 20,000 habitans, réduits à 3 ou 4000 aujourd'hui que son industrie a souffert de la jalousie de ses voisins qui ont, à deux reprises, incendié ses métiers. Il est vrai, quant à cette dernière ville, que les maladies qui y règnent, ont un caractère tellement pernicieux, que les décès surpassent constamment les naissances; mais Bergues était dans une position semblable, et les mesures hygiéniques qui ont été prises y ont apporté remède et la proportion a changé.

Au surplus, l'ouvrage de M. Grille contient beaucoup de détails historiques, des descriptions de mœurs et d'usages de localités très-agréables et fort intéressans, mais qui ne peuvent trouver place dans cette section du Bulletin, et nous renverrons pour en prendre une idée, à ce qui en sera dit dans la 3^e section, ou plutôt à l'ouvrage lui-même.

TH.

22. I. MÉMOIRE SUR LE CHEMIN DE FER DE LA LOIRE, D'ANDREZIEUX A ROANNE; par MM. MELLET et HENRY, anciens élèves de l'Ecole Polytechnique, concessionnaires de l'entreprise. Broch. in-8° de xij—52 pag., avec un plan. Paris, juillet 1828; impr. de Huzard-Courcier.

23. II. RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA LOIRE. Broch. in-8°. Paris, déc. 1829; impr. de Huzard-Courcier.

24. III. RAPPORT SUR LE TRACÉ DU CHEMIN DE LA LOIRE, depuis Roanne jusqu'au chemin de fer de St.-Etienne à Andrezieux; par MM. MELLET et HENRY. Broch. in-8° de 19 pag. Paris, 1830; impr. de Chassaignon.

25. IV. INSPECTION DU CHEMIN DE FER DE LA LOIRE, faite par le baron Charles DUPIN. Broch. in-8° de 27 pag., avec une carte. Paris, 20 oct. 1830; impr. de Huzard-Courcier.
26. V. RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA LOIRE, d'Andrezieux à Roanne, à l'assemblée générale des actionnaires du 15 déc. 1830, et Délibération de cette assemblée. Broch. in-8° de 51 pag. Paris, 15 déc. 1830; impr. de Guiraudet.
27. VI. RAPPORT FAIT AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA LOIRE, d'Andrezieux à Roanne, à l'assemblée générale des actionnaires du 6 février 1831, et Procès-verbaux de cette assemblée. Broch. in-8° de 28 pag.; impr. de Guiraudet.

Au moment où deux systèmes de communication, les canaux et les chemins de fer, sont en présence et se disputent pour ainsi dire une prééminence vivement contestée; lorsque les premiers réunissent des avantages solides garantis par une expérience séculaire et une perfection qui ne laisse plus compter sur de nouveaux progrès; mais lorsqu'aussi d'un autre côté les chemins de fer naissans semblent promettre des succès plus brillans, et rendre des services plus étendus au commerce et à la civilisation, il n'est peut-être pas sans intérêt de tracer l'historique d'une entreprise faite dans une contrée qui a été témoin d'une lutte de ce genre, et qui, par une coïncidence remarquable, réunit sur un sol tantôt uni, tantôt fortement accidenté, toutes les facilités ou tous les obstacles que la nature peut offrir ou opposer aux travaux de l'homme dans l'établissement des chemins et des canaux.

Le chemin de fer dont nous allons parler, et qui présente une solution particulière de ce grand problème, a pour objet de faciliter l'exportation des houilles de St.-Etienne vers le Nord, et jusque sur le marché de Paris, éloigné de plus de 120 lieues. L'abondance et la bonne qualité des houilles de l'arrondissement de St.-Etienne en ont fait répandre l'emploi dans la majeure partie de la France, et, depuis Marseille jusqu'à Rouen, les forges ne consomment presque pas d'autre combustible.

Une autre circonstance heureuse du gisement du terrain

houiller de St.-Étienne, c'est que situé entre la Loire et le Rhône, au point où ces deux fleuves, coulant en sens contraire, se rapprochent le plus, et où la chaîne de montagnes qui les sépare s'abaisse subitement, il semblait appeler l'établissement de la communication la plus courte entre les deux fleuves les plus importants pour le commerce de la France.

Mais cette idée d'un intérêt plus général ne devait naître que long-temps après celle d'ouvrir un débouché aux produits des mines de St.-Etienne.

Il ne paraît pas qu'avant le XVIII^e siècle on se soit occupé de rendre la Haute-Loire navigable pour la faire servir aux transports de la houille : ce commerce devait même alors être inconnu sur ce fleuve, puisque le tarif du canal de Briare, qui énumère scrupuleusement les droits à imposer sur les carpes et brochets de diverses dimensions, ne fait nulle mention du charbon de terre.

Ce ne fut que vers la fin du règne de Louis XIV que la compagnie connue sous le nom de Lagardette exécuta des travaux entre St.-Rambert et Roanne, pour rendre cette partie du cours de la Loire praticable aux bateaux d'un faible tonnage. Ces travaux consistèrent à extirper quelques rochers, à faire un balisage régulier, et à nettoyer annuellement le lit des obstructions accidentelles amenées par les crues.

Ces améliorations de détail suffirent pour procurer une navigation descendante, et quoiqu'elle fût dangereuse, et pour ainsi dire éphémère, puisqu'elle n'était encore possible que lors des crues et pendant quelques jours de l'année, cependant l'importance de cette navigation s'est accrue au point que le nombre des bateaux descendants s'est élevé progressivement jusqu'à 4,000, portant 100 à 110 mille tonneaux de houille.

Ce succès dut faire désirer de voir cette navigation liée à celle du Rhône : en effet, vers le milieu du 18^e siècle, un ingénieur, nommé Alléon de Varcourt, proposa la jonction des deux fleuves entre St.-Rambert et Givors, par les vallées des Furens et du Gier, dont les sources sortent de la même montagne (le mont Pilat.)

Ce projet n'eut d'abord aucune suite ; mais il fut repris en 1760 par Zacharie, qui ne put exécuter qu'une lieue de canal ; et mourut de chagrin, par suite des obstacles et des procès

qu'on lui suscita. Ses successeurs, plus heureux, parvinrent à terminer la partie du canal de Givors jusqu'à Rive de Gier, qui fut ouverte en 1781, après 7 ans de travaux et une dépense de 6 millions pour 4 lieues de longueur.

Quant au reste de la ligne de Rive de Gier à la Loire, elle fut abandonnée comme présentant trop de difficultés.

Le canal de Givors ainsi borné au service des houillères de Rive de Gier eut cependant un succès prodigieux. Aussi renouvela-t-on à plusieurs reprises le projet de le prolonger jusqu'à la Loire, et d'effectuer enfin la jonction tant désirée du Rhône à ce fleuve; mais des obstacles invincibles en arrêtrèrent toujours l'exécution.

Pour nous faire une idée de ces obstacles, rappelons que bien que St-Étienne se trouve dans une dépression très-prononcée de la chaîne de montagnes qui sépare les versans des deux mers: cependant cette ville est encore élevée à 550^m au-dessus de l'Océan, à 300^m au-dessus de Rive de Gier, et 150^m au-dessus de la Loire à Andrieux. Ainsi un canal de Rive de Gier à ce dernier port, sur 10 lieues de longueur qui restaient à faire, aurait eu à racheter 450^m de pente par 180 écluses espacées seulement de 170^m, aurait dû traverser le faite de la chaîne par un souterrain de 2,000^m de longueur, et enfin eût exigé des réservoirs immenses et des rigoles prolongées sur le revers méridional du mont Pilat, pour y recueillir à grands frais les eaux de la Semène et autres affluens de la Loire.

Les dépenses qu'eût exigé la construction du canal, évaluées en prenant pour base celles du canal de Givors, eussent été d'environ 31 millions.

L'énormité de cette dépense était un obstacle insurmontable, et tous les efforts des personnes qui ne se rendaient pas compte des difficultés de l'entreprise devaient échouer contre cet écueil inévitable. Le projet de jonction des deux mers par cette voie, ou même l'exportation de la houille de St-Étienne par une branche de canal sur l'un ou l'autre des deux versans, devint donc un projet chimérique.

Heureusement, pendant qu'on discutait vainement sur ce système, il se développait un nouveau moyen de communication

qui devait suppléer en cette circonstance, comme en beaucoup d'autres, à l'impuissance de l'art hydraulique.

Au retour d'un voyage en Angleterre, où M. de Gallois avait été étudier la métallurgie et les chemins de fer, cet ingénieur proposa en 1818 d'effectuer la communication de Saint-Étienne à la Loire, au moyen d'un chemin de ce genre. Cette idée fut mise à exécution de 1822 à 1827 par la compagnie Beaunier, Boignes, Milleret, etc. La ligne principale, depuis les environs de St-Étienne jusqu'à Andrezieux sur la Loire, a 17 kilomètres de longueur, et a coûté 1,500,000 francs.

Peu de temps après, MM. Séguin frères et Ed. Biot, à la suite d'un concours qui eut lieu en 1826, se chargèrent d'exécuter un chemin de fer de St-Étienne à Givors et à Lyon, lequel assurait le débouché des houilles de St-Étienne vers le Rhône, et complétait en même temps la communication de ce fleuve avec la Loire. La construction de ce chemin qui est très-avancée peut être évaluée à 10 millions, dont 4 millions pour la partie de Rive de Gier à St-Étienne; et le surplus de Rive de Gier à Lyon.

Il résulte de là que le chemin de fer de Rive de Gier à Andrezieux, remplaçant le canal dont nous avons parlé, aura été construit moyennant le 5^e seulement de la dépense de ce dernier. Il était difficile de débiter par des applications plus heureuses des chemins de fer.

Nous signalerons à cette occasion l'origine de deux opinions que les premiers emplois des chemins de fer ont dû fortifier. La première c'est que ces chemins ne sont bons que pour les pays de montagne, et que hors de là ils doivent coûter plus que les canaux.

Si l'on remarque qu'en Angleterre les chemins de fer n'ont commencé à être bien connus qu'après la canalisation à peu près complète du pays, et qu'alors ils n'ont pu être employés que dans les lacunes de canaux occasionées par des obstacles naturels que l'art hydraulique ne pouvait surmonter, on verra que ces chemins de fer ont dû d'abord être réservés pour ces localités difficiles et montueuses, mais que cette destination est résultée de la nécessité, et non d'un choix, et qu'en conséquence l'exemple de l'Angleterre ne prouve rien en faveur de

la convenance absolue de ces chemins pour les pays de montagne.

Sans doute, en France, on a fait sagement de ne projeter d'abord des chemins de fer que dans les localités où ils avaient une plus grande supériorité sur les canaux, puisque cela mettait tout-à-fait de côté la possibilité de la concurrence de ces derniers, et cet avantage se trouve surtout dans les pays de montagne.

D'un autre côté, l'application presque exclusive qu'on a faite des chemins de fer dans ces localités difficiles, a dû occasionner dans leur construction des dépenses excessives, et quelquefois supérieures à celles qu'exigent les canaux qui sont généralement en plaine : de là l'opinion que les chemins de fer doivent coûter plus que les canaux : préjugé parfaitement conséquent avec l'opinion précédente.

Quoi qu'il en soit, la construction des deux chemins de fer de St-Étienne à la Loire et au Rhône présenta une solution inespérée du problème de la jonction entre ces deux fleuves ; il restait à examiner si la navigation de la Haute-Loire était en rapport avec l'importance de cette nouvelle communication, et s'il n'y aurait pas lieu de prolonger la ligne de chemin de fer latéralement à ce fleuve, jusqu'au point où il est facilement navigable.

Nous avons vu en effet que la compagnie Lagardette n'avait établi qu'une navigation précaire, périlleuse, et impossible à la remonte ; ce ne fut qu'un siècle plus tard que l'importance croissante de cette navigation provoqua de nouveaux efforts pour l'améliorer.

Pour bien comprendre la nature des obstacles qui s'opposaient au perfectionnement de cette navigation, et les moyens proposés pour les lever, il importe de prendre une idée générale de la topographie du pays.

Depuis sa source et dans toute la partie non navigable de son cours, c'est-à-dire entre le mont Gerbier et St-Rambert, la Loire coule resserrée entre des montagnes escarpées, où les eaux ont profondément sillonné leur lit sur le terrain primitif. A St-Rambert, ou à quelques kilomètres seulement au-dessus d'Andrezieux, la vallée s'ouvre et se transforme en une vaste plaine, connue sous le nom de *plaine du Forez*. Bornée de tous côtés par de hautes montagnes, tout annonce que cette

plaine a été autrefois le réceptacle d'un grand lac alimenté par les eaux de la Loire, comme le lac de Genève l'est encore par le Rhône. La digue naturelle qui formait ce barrage se voit dans la chaîne transversale qui unit le faite d'entre Saône-et-Loire à celui d'entre Loire-et-Allier, ou les montagnes du Beaujolais aux cîmes de la Madelaine. Le fond du bassin, enrichi des alluvions du fleuve, fut mis à nu lorsque la Loire se fut creusé un passage étroit dans la chaîne granitique, coupée à pic sur 3 à 400 mètres de profondeur; c'est sans doute à ce dénivellement des eaux que la plaine du Forez doit son existence et sa fertilité.

En entrant dans cette plaine, la Loire perd son impétuosité primitive, et se promène dans un lit devenu quatre ou cinq fois plus large, entre des bancs de sable et de gravier, où elle filtre presque inaperçue dans les basses eaux. Les affluents non moins incertains dans leur direction, lui versent tranquillement leurs eaux.

Mais à la limite de la plaine, les affluents qui prennent naissance dans la chaîne transversale descendent en torrens impétueux en sens contraire du fleuve principal, et la Loire elle-même, à partir de Balbigny, reprend sa rapidité primitive; elle traverse le long défilé qui conduit à la plaine de Roanne, de même qu'elle avait traversé celui qui précédait la plaine du Forez, c'est-à-dire dans un lit resserré et parsemé de roches, entrecoupé de catractes, et brisé brusquement dans sa direction par des pointes ou des anfractuosités sans nombre.

Ce n'est qu'à Commière, à 3 kilomètres au-dessus de Roanne, que la vallée s'ouvre de nouveau, et la plaine se prolonge alors indéfiniment, non-seulement jusqu'à Roanne et Digoin, mais sur presque tout le cours du fleuve, sauf quelques escarpemens peu prononcés sur la rive droite.

Des obstacles de nature opposée entravent donc la navigation de la Loire, entre Roanne et Andrezieux. Était-il possible de les lever en améliorant la navigation en lit de rivière, ou de les éluder en établissant un canal latéral? C'est ce qu'il y avait lieu d'examiner.

Nous avons vu que d'Andrezieux à la rivière d'Aix, la Loire serpente dans un lit de quelques cents mètres de large, entre des bancs de sable ou de gravier qui changent à chaque crue.

Dans cette partie de 40 kilomètres de longueur il eût été possible de tracer un canal latéral qui eût racheté par 20 écluses la pente de la Loire, et eût coûté environ 5 millions. De Balbigny jusque près de Roanne, l'encaissement du fleuve et sa pente prononcée donnent à ses eaux un cours si rapide, qu'il eût été nécessaire de le modérer par des barrages établis de distance en distance, et auxquels on eût accolé des écluses submersibles pour le service de la navigation. Mais ces constructions résisteraient-elles à l'impétuosité d'un fleuve dont les crues s'élèvent en cet endroit à 15 et 20 mètres de hauteur au-dessus des eaux ordinaires? En les faisant assez fortes, on pourrait à la rigueur l'espérer, puisqu'on voit subsister dans le lit même du fleuve les assises d'un pont très-ancien, quoique attribué mal à propos aux Romains, et les restes d'une digue de 17^m de hauteur, construite sous Louis XIV. Mais il faut convenir que les dépenses de construction et les frais d'entretien d'aussi grands travaux d'art seraient excessifs et le succès de l'entreprise tout-à-fait incertain.

En effet, la pente de la Loire dans cette partie étant de 52 mètres, il ne faudrait pas moins de 40 barrages et autant d'écluses que l'on devrait fonder dans le lit du fleuve, et rendre capables de résister à son impétuosité; il faudrait établir un chemin de halage que l'on serait exposé à voir détruire à chaque inondation, ainsi que les maisons d'éclusiers. Il serait superflu de calculer combien de millions pourraient coûter de premier établissement et d'entretien des ouvrages aussi considérables.

On dut donc abandonner aussi l'idée d'établir dans cette partie la navigation en lit de rivière, et recourir au système de canal latéral ou de dérivation.

Quant à la possibilité d'établir ce canal dans le défilé ou plutôt dans la déchirure profonde et sinueuse à laquelle se réduit le vallon de la Loire, l'inspection seule des lieux permettait de décider la question. Comment, sur une longueur de dix lieues, et le long d'un torrent dont les eaux s'élèvent jusqu'à 21 m. de hauteur, adosser un canal sur les flancs abruptes, et quelquefois verticaux, de montagnes granitiques d'une hauteur prodigieuse? Comment trouver la place pour un canal, ses

digues et son chemin de halage, là où la Loire elle-même ne trouve qu'un débouché insuffisant.

Ces obstacles portèrent alors les ingénieurs à examiner un autre projet qui consistait à éloigner le canal de la Loire, et à le reporter au moyen d'un point de partage sur la chaîne transversale qui sépare la plaine de Roanne de celle de Feurs.

Ce projet était préférable au précédent en ce qu'il était moins sujet à des éventualités incalculables ; toutefois il présentait encore d'immenses difficultés.

Ce canal, continuant le canal latéral tracé dans la plaine de Feurs jusqu'à Balbigny, eût remonté, à partir de ce point, le vallon de Bernard jusqu'à St.-Marcel, en rachetant 60 m. de pente par 24 écluses ; il eût traversé le faite de la montagne de St.-Marcel à St.-Symphorien, par une galerie de 10,000 m. de longueur, et fût descendu ensuite dans le vallon de Gand jusqu'à la plaine de Roanne, en rachetant par 44 écluses 110 m. de pente. La longueur eût été d'environ 30 kilomètres, et la dépense estimée à 21 millions (1).

Dans l'intervalle de la rédaction de ces projets, ou de 1822 à 1826, la connaissance des chemins de fer s'étant introduite et se répandant en France, on rechercha si leur application dans cette localité ne fournirait pas enfin une solution heureuse de toutes les difficultés. Par suite d'explorations faites dans ce but, M. Cormier, inspecteur divisionnaire, se prononça hautement sur la préférence à accorder en cette circonstance aux chemins de fer ; mais son avis fut combattu par des ingénieurs du département, et par le directeur des mines de Firmini.

Tandis qu'on discutait ainsi la question, MM. Mellet et Henry, vers la fin de 1827, prirent le parti de la trancher ; et soumissionnèrent directement l'exécution du chemin de fer d'Andrézieux à Roanne. La concession leur fut accordée au mois d'août 1828 ; ils procédèrent immédiatement à la rédaction du tracé et des plans, qui furent remis à l'administration

(1) Établissement du canal dans un pays aussi accidenté que	fr.
la vallée du canal de Givors.....	4,000,000
Souterrain de 10,000 m.....	8,000,000
68 écluses à 75,000 fr.....	5,100,000
Réservoirs, rigoles alimentaires.....	3,900,000
Total.....	21,000,000

en juin 1829, et les travaux d'exécution commencèrent dans le mois d'octobre suivant.

Ce chemin, exécuté aujourd'hui à peu près à moitié, après seize mois de travaux effectifs, se compose de trois parties.

1^o Une partie en plaine, d'Andrezieux à Balbigny. 40 kil^{tres}.

2^o Une partie en montagne, de Balbigny à l'Hô-

pital..... 20 *id.*

3^o Une partie en plaine, de l'Hôpital à Roanne... 8 *id.*

Total..... 68 kil^{tres}.

La dépense évaluée d'après les travaux déjà faits, sera, non compris le matériel des transports,

1^{re} partie.,..... 2,000,000 fr.

2^e *id.*..... 1,500,000

3^e *id.*..... 400,000

Ensemble..... 3,900,000 fr.

Cela porte la dépense moyenne à 57,000 fr. par kilomètre.

Nous avons vu que le projet de canal latéral exigeait une dépense de 26 millions; ou de plus que le chemin de fer, 22,100,000 fr.

La proportion en faveur de ce dernier n'est pas aussi avantageuse pour la partie en plaine d'Andrezieux à Balbigny.

Canal de la plaine de Feurs..... 5,000,000 fr.

Chemin de fer de *id.*..... 2,000,000

Économie du dernier..... 3,000,000 fr.

L'avantage est cependant encore très-sensible.

Si maintenant nous comparons les parties du chemin de fer exécutées en plaine avec celles en montagne, nous trouvons qu'à égalité de longueur, la dépense pour celles-ci surpassera de moitié la dépense qu'exigent les premières, et que dans des localités pareilles, la construction d'un chemin de fer peut être évaluée à raison de 50,000 fr. par kilomètre en pays uni, et de 75,000 fr. en pays accidenté.

Contre l'opinion commune, les chemins de fer seraient donc encore plus avantageux dans les pays de plaine que dans les pays de montagne.

Contrairement à la même opinion, les chemins de fer seraient aussi moins coûteux que les canaux dont la dépense

s'est élevée jusqu'à présent à 100 ou 140 mille francs par kilomètre, même dans les localités faciles, et a dépassé 200 ou 250 mille francs dans les contrées montagneuses.

Le chemin de fer de la Loire, au degré d'avancement où sont parvenus les travaux, peut être terminé en quinze mois, de sorte que moins de trois ans auront suffi à son complet achèvement, et que l'époque de l'ouverture sera avancée de trois années.

Ce chemin et celui de St.-Étienne à Lyon une fois terminés, le riche bassin houiller de St.-Étienne aura enfin des débouchés assurés vers le nord et vers le midi; le commerce jouira aussi de la communication la plus courte entre le Rhône et la Loire, entre Marseille et Paris, entre la Méditerranée et la Manche.

Remarquons encore que des projets nouveaux pourront venir ajouter à l'importance de cette première ligne, et la rendre pour ainsi dire plus homogène; c'est ce que produiraient l'exécution du chemin de fer latéral au Rhône, réclamée, dès 1826, par la chambre du commerce d'Avignon; le chemin de fer latéral à la Loire de Roanne à Digoin, soumissionné par plusieurs capitalistes, et ceux de Digoin à Orléans, et d'Orléans à Paris, soumissionnés aussi par plusieurs compagnies.

Ce qui doit assurer le succès de ces nouvelles entreprises, c'est que d'une part, elles se feront dans des pays beaucoup moins difficiles que les premiers chemins de fer établis en France, et que, d'un autre côté, elles profiteront de tous les progrès et de toutes les économies que fait sans cesse un art naissant.

Disons à cette occasion quelques mots sur les derniers perfectionnements apportés aux chemins de fer.

La résistance des chariots sur les rails qu'on évaluait en général, en 1826, à 1/100 de la charge, a été réduite des 3/4 ou à 1/400. Il en résulte qu'un cheval peut traîner sur ces chemins une charge de 30 tonnes au lieu de 7 à 8 qu'on admettait il y a quelques années.

Il en résulte aussi que les convois peuvent descendre seuls, sans le secours des moteurs, sur la faible pente de $2\frac{1}{2}$ millimètres par mètre, pente que l'œil ne peut apprécier.

L'emploi des machines locomotives perfectionnées, outre qu'il a diminué notablement les frais de traction sur les che-

mins, a imprimé une telle célérité aux convois que le trajet, par exemple, de Liverpool à Manchester s'est effectué en une heure et un quart, ou à raison de 10 lieues à l'heure. Dès lors, les chemins de fer, déjà si propres au transport économique des produits du commerce, sont devenus du plus haut intérêt pour le transport rapide des voyageurs, et l'on peut prévoir dès aujourd'hui que ce service seul suffira, dans beaucoup de cas, pour déterminer l'établissement de nouvelles lignes de chemin. Ainsi, on a calculé qu'une communication de ce genre établie entre les deux villes les plus peuplées de la France (Paris et Lyon), et desservant par jour 200 voyageurs, donnerait un revenu de 4,320,000 fr., et permettrait d'effectuer en moins de 24 heures un voyage qui dure maintenant 3 journées (1).

Il est facile de pressentir les avantages que recueilleraient d'une circulation aussi rapide le commerce et le public, et l'espèce de révolution que cette célérité amènerait dans les rapports des particuliers, des provinces, et même des peuples.

28. ESSAI HISTORIQUE, GÉOGRAPHIQUE ET STATISTIQUE SUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS; par MM. AD. BALBI et de LA ROQUETTE. Tableau gr. aigle, colorié. Paris, 1830; Renouard, Treuttel et Würtz, Arthus Bertrand, Delaunay. — Bruxelles, à la librairie parisienne.

Ce nouvel ouvrage de M. Balbi ne pouvait paraître dans des circonstances plus opportunes. Au moment où deux pays qui, malgré les différences de mœurs, de langue, de commerce, de politique, avaient été réunis sous un même sceptre, se séparaient violemment, pour rester divisés comme ils l'avaient toujours été, il est intéressant d'en connaître l'histoire et la situation. M. de La Roquette s'est chargé des détails historiques, M. Balbi a traité tous les autres points. Nous allons donner une idée de ce tableau.

Au centre de la partie supérieure sont placées des observations préliminaires expliquant les différences qui ont été reconnues entre plusieurs indications portées aux précédents tableaux de M. Balbi et celles qu'il a adoptées pour celui-ci. Il

(1) Rapport au conseil d'administration du chemin de fer de la Loire, p. 19, 1830.

rapproche, par exemple, les élémens de population puisés dans des documens publiés par divers ministères et qui ne concordent point ensemble, et fait connaître les motifs qui lui ont fait donner la préférence aux nombres qu'il a consignés dans son essai. La gauche et la partie inférieure coloriée en jaune contiennent le précis historique conduit jusqu'à la fin de 1830. La droite coloriée en vert présente l'aperçu géographique divisé sous les titres Confins, Pays, Gouvernement, Ethnographie, Religion, Finances, Armée de terre, Armée navale, Navigation commerciale, Division administrative, Colonies. Dans l'article Finances, nous signalons l'observation relative aux différentes parties de la dette du royaume des Pays-Bas, qui, suivant le gouvernement, ne s'élèverait qu'à 1,664,669,000 francs, montant de la *dette inscrite*, mais à laquelle il faut ajouter une autre dette dite *différée*, s'élevant à la somme énorme de 1,146,304,061 florins, et admise à faire partie de la dette inscrite à mesure que le fonds d'amortissement diminuerait cette dernière. La dette différée est donc une dette réelle qui ne saurait être différée, et, en admettant que les rachats annuels aillent à 4,000,000 fl., il ne faudrait pas moins de trois siècles, pour voir passer toute la dette différée sur le grand livre de la dette inscrite. Ces considérations ont déterminé l'auteur à maintenir le chiffre 3,800,000,000 fr. pour exposer la totalité de la dette du royaume des Pays-Bas.

Enfin, le milieu de l'espace est occupé par l'essai sur la statistique physique, morale et politique du royaume des Pays-Bas. La 1^{re} partie de cet essai, coloriée en bleu, fait connaître la surface et la population des provinces septentrionales et méridionales, ce qui met à même de reconnaître celles qui appartiennent à la Hollande et à la Belgique. On a eu le soin de rapporter les noms qu'elles portaient comme départemens pendant leur réunion à l'empire français. A côté est une colonne intitulée *Topographie*, et qui fait connaître les villes principales et les lieux remarquables. Les villes qui appartenaient à l'ancienne république des Provinces-Unies sont marquées d'une *; celles qui faisaient partie des Pays-Bas autrichiens, de **, et celles qui ont été détachées de la France, le sont de ***. Ces renseignemens seront consultés avec fruit lorsqu'on

règlera la question encore controversée de la délimitation du nouvel état belge.

Vient ensuite l'indication du nombre d'animaux domestiques, puis celle des revenus, l'instruction publique, le nombre des pauvres, et enfin le nombre des crimes et délits commis en 1827 contre les personnes et les propriétés.

Ce tableau est la suite et le complément de ceux qu'a déjà publiés le savant géographe italien. Tκ.

29. BEMERKUNGEN UEBER DIE GEWAESSER, DIE OSTSEEEKÜSTE, etc.

— Observations sur les eaux de la Prusse, la nature de son sol et les côtes de la Baltique; par WUTZKE, avec une préface et un appendice de WREDE, et avec une carte hydrographique. In-4° de xvi et 160 pages. Königsberg, 1829; Bornträger.

L'auteur a voulu donner non pas une description physique, mais seulement des observations sur la superficie et les eaux de la Prusse, de sorte qu'il ne faut point attendre un travail complet et systématique. La préface du professeur Wrede, mort depuis la publication de l'ouvrage, fixe l'attention du lecteur sur plusieurs points importants de la géographie physique. Le corps de l'ouvrage lui-même est divisé en 8 sections. La 1^{re} traite des changemens que la surface de la terre a subis par l'action des eaux et des tremblemens de terre. Le contenu de cette section n'est pas généralement satisfaisant, et les connaissances de l'auteur ne paraissent pas être au niveau de la science. Dans la 2^e section, on parle des inondations qui ont égalisé la superficie de la terre. Viennent ensuite les indications des principales chaînes de montagnes de la Prusse, avec la nature des terrains. Les observations de la préface sur les fragmens de rochers qui recouvrent le sol prussien dans certaines contrées, sont très-curieuses. On trouve ces débris surtout dans le voisinage des lacs, où ils forment des lignes qui s'étendent comme des rayons vers les eaux.

Parmi les nombreuses notes que l'auteur donne sur les sources, quelques-unes sont très-instructives pour l'explication de la formation de ces sources; elles détruisent l'opinion erronée, que leur niveau était le même que celui des fonds des lacs, rivières, etc. Les observations sur les aqueducs et conduits dans

les villes du royaume de Prusse sont également précieuses ; la construction de la plupart de ces aqueducs appartient à Copernic. Le nombre de ces conduits d'eau est plus considérable que l'on ne devrait l'attendre d'un pays où on trouve de l'eau à presque toutes les profondeurs. La 3^e section comprend le dessèchement du sol tant par la nature, que par les moyens de l'art. Un registre de tous les moulins à eau, des moulins à foulon, des huileries, des papeteries et des fonderies de fer et de cuivre, dans l'arrondissement de Königsberg, fait l'objet de la 4^e section. Des observations sur les fleuves et les rivières de la Prusse remplissent la 5^e section. Dans la 6^e partie, on trouve l'énumération des bateaux employés à la navigation intérieure, et puis la description des rivières navigables, suivant leur étendue, leur pente, leur largeur et leur profondeur ; enfin, une notice sur les ponts en Prusse. Il y a dans l'arrondissement administratif de Königsberg, 8,579 ponts, tant petits que grands. Le plus grand de tous est celui qui passe sur la Pregel, et qui a 891 pieds de long. Ils sont généralement construits en bois. Enfin, la 8^e partie contient les élévations des principaux points de la Prusse au-dessus du niveau de la mer, avec l'indication des points culminans du globe. Plusieurs des hauteurs ont été déterminées par le moyen du niveau d'eau, et la Baltique a servi de point de départ dans cette opération. Le Haasenberg, au nord du château de Wildenhof, a 615 pieds d'élévation : c'est le point le plus élevé qui ait été déterminé.

Une carte hydrographique est annexée à cet ouvrage, qui doit simplement être considéré comme un recueil de bons matériaux.

M-L-S.

30. DIE PREUSSISCHE MONARCHIE IN HINSICHT IHRER BEWOHNER, etc. — La monarchie prussienne, considérée sous le rapport de la population et de la richesse nationale ; avec un exposé de l'économie politique, de l'organisation judiciaire, ecclésiastique, financière, militaire, etc., de ce pays ; par J.-D.-F. RUMPF. 2^e édit., augmentée d'un appendice jusqu'à l'année 1830 ; x et 531 p. in-8°. Appendice 1-52. Berlin, 1830 ; Recht.

L'auteur a en vue de faire connaître l'état actuel de la législation, en tant qu'elle se rapporte à l'organisation judiciaire et

à l'économie nationale. Outre cela, il tâche de mettre en évidence les bienfaits du gouvernement de la Prusse, et, sous ce rapport, l'ouvrage est complet. D'après l'aveu de l'auteur, son livre remplace un opuscule qui a paru en 1805, sous le titre de *Matériaux pour servir à la connaissance de l'administration publique dans l'État prussien*. Quelques objets auraient peut-être dû être traités avec moins de prolixité, et d'autres avec plus d'extension. Ainsi, par exemple, il est surprenant que l'auteur n'ait point parlé de la situation actuelle de la représentation nationale, qui exerce cependant une influence, à la vérité très-bornée, sur l'administration; ensuite, il nous semble que l'on aurait pu adopter un autre ordre pour l'exposé de l'économie intérieure. Malgré ces défauts et d'autres semblables, l'ouvrage ne manque pas de mérite, et l'auteur a à-peu-près atteint le but qu'il s'est proposé.

Nous nous contenterons d'indiquer ici les sections principales, qui comprennent : 1° les habitans du royaume, divisés d'après les races, langues, religions et conditions. 2° Les autorités, leur action; l'organisation ancienne, et notamment l'administration centrale et provinciale. 3° L'organisation et l'administration judiciaires des provinces. 4° Les différens établissemens administratifs. 5° Les lois qui régissent l'économie nationale, tant sous le rapport de l'agriculture, que sous celui des établissemens industriels. 6° Les sources des revenus de l'État; des indications générales sur l'agriculture, l'élevage des bestiaux, les fabriques, le commerce, et les lois qui régissent ces différentes branches. 7° L'organisation judiciaire exceptionnelle. 8° La police. 9° L'administration ecclésiastique. 10° Les établissemens scientifiques. 11° Les lois sur les finances. 12° L'organisation militaire. 13° Les postes. 14° L'organisation des ordres royaux.

L'appendice contient des notes insérées durant ces derniers temps dans la *Gazette d'État*, sur la population et le commerce des bestiaux; des extraits de plusieurs ordonnances, et enfin le budget de 1829.

M-L-S.

31. *BETRACHTUNGEN UEBER DIE FINANZEN UND DIE GEWERBE, etc.*

— Considérations sur les finances et l'industrie de l'État prussien, occasionées par l'écrit de M. Ferber sur l'état in-

dustriel et commercial de la Prusse. In-8°, 77 pag. Berlin, 1830; Logier.

L'auteur s'est proposé d'examiner l'influence que la législation financière de l'État prussien a exercée sur le commerce et l'industrie; ces considérations le conduisent à démontrer la nécessité d'une modification du tarif des douanes, et surtout des tarifs qui dépassent pour les produits de l'industrie un demi-thaler. (1 fr. 85 c.) Pour atteindre son but, l'auteur a divisé les articles qui sont ainsi favorisés en deux catégories, dont l'une comprend ceux qui peuvent être produits et fabriqués dans l'intérieur, et l'autre les articles qui viennent absolument du dehors. Le nombre de ces derniers n'est pas grand; celui des premiers, au contraire, est d'autant plus considérable. L'auteur donne une attention spéciale aux impôts des produits suivans: à l'impôt sur les sucres raffinés étrangers, sur le vin, sur le tabac exotique; sur les tissus étrangers en coton, laine, soie, lin et chanvre; sur les quincailleries, les cuirs, les poteries et la bière. L'impôt sur le café et le riz rentre dans la seconde catégorie. Les motifs que l'auteur donne à l'appui de ses opinions sont généralement ceux que l'on fait valoir contre ces sortes d'impôts. Il appuie surtout sur la circonstance que, depuis la publication du tarif, les prix de plusieurs articles, tels que le sucre et le café, ont considérablement baissé, et que l'impôt s'est, par conséquent, accru.

Cette baisse a sans doute eu lieu, mais les conséquences que l'auteur en déduit ne nous paraissent point exactes. La baisse du prix d'achat ne diminue-t-elle pas la charge de l'impôt, et ne détruit-elle pas le mauvais effet qu'il pourrait faire sur la consommation?

En général, l'auteur ne paraît pas avoir assez tenu compte des motifs qui ont guidé le gouvernement dans l'établissement des principes pour le tarif des douanes et de la législation qui régit cette matière. Nous renvoyons pour cela à l'ouvrage de M. Ferber.

L'auteur a annexé aux explications sur le tarif des douanes, des observations sur les autres impôts directs et indirects; ce sont de simples notes qui ne méritent point une attention par-

ticulière. Il s'arrête surtout à l'impôt qui se perçoit pour l'entretien des routes, au monopole du sel, et au revenu produit par les postes. En 1828, il y avait, dans le royaume, 1063 lieues de routes à chaussées, dont 840 au compte de l'État, et le reste à la charge des provinces ou de quelques compagnies. 540 lieues de ces chaussées ont été établies depuis 1817. Le gouvernement a fait des emprunts considérables pour leur établissement; ces dettes s'amortissent par des paiemens annuels. D'après le budget de 1829, l'intérêt de cette dette, les frais d'amortissement et l'entretien des routes occasionent une dépense annuelle de 1,374,000 thalers, et l'impôt pour l'entretien des routes ne rapporte que 573,000 thalers, de sorte que l'État est obligé d'accorder une subvention de 800,000 thalers. L'auteur ne calcule pas juste, lorsqu'il fait monter les frais de perception à 25 pour cent, et qu'il part de là pour manifester le désir de voir cet impôt supprimé et remplacé par un autre, si le gouvernement ne peut se passer de ces sommes. Ce déficit serait, dans les circonstances actuelles, d'un grand inconvénient, et le remplacer serait fort difficile. Il est évident que, si l'on voulait remplacer l'impôt qui est actuellement compris dans le prix de vente du sel, il dégénérerait en une espèce de capitation très-onéreuse. L'auteur a calculé que, pour obtenir l'impôt de 4,983,000 thalers, chaque individu paie 11 groschens 2 kreuzers, en supposant une consommation de 20 livr. de sel. Cette moyenne est d'abord trop élevée, et puis l'auteur n'a pas fait attention que les frais de production, de fabrication, de transport, etc., sont fondus dans le prix de débit. Quant aux postes, l'auteur pense que l'État devrait se contenter des rentrées des déboursés, sans faire des bénéfices sur cette branche de l'administration. Le désir de voir supprimer la loterie est basé sur des motifs connus.

La fin de l'ouvrage contient l'exposé d'une série de moyens propres à réduire et supprimer plusieurs impôts; ils consistent dans des économies, dans la création de nouveaux impôts, etc. Nous ne parlerons point de quelques particularités qui terminent le travail, et qui n'ont aucune importance. M-L-S.

32. ERSTER BERICHT DES VEREINS FUER DIE BESSERUNG DER STRAFGEFANGENEN.—Premier rapport de la Société pour l'a-
F. TOME XXV. — JANVIER 1831. 5

mélioration (du sort) des prisonniers condamnés dans les provinces orientales de la monarchie prussienne. 140 pag., in-8°; prix, 19 gros d'argent. Berlin, 1830; Reimer.

En 1830, la Société établie depuis peu à Berlin pour l'amélioration du sort des prisonniers, dans l'est du royaume, a tenu sa première séance générale. Le rapport qui vient d'être imprimé, est le compte rendu des opérations de la Société pour la première année; 331 personnes ont, à Berlin seulement, coopéré par des cotisations aux opérations de la Société, et si l'on joint à ce nombre celui des bienfaiteurs dans les provinces, il y a en tout 1068 personnes qui y ont pris part. La recette pour l'année 1829 a été de 4380 thalers, dont près des trois quarts ont été fournis par les habitants de Berlin. La Société s'est mise en rapport avec celle qui existe à Dusseldorf pour les provinces du Rhin. Une association de dames charitables la seconde pour soulager les femmes détenues. La Société a des associations affiliées dans les provinces, et même dans les subdivisions de ces provinces.

Son premier rapport contient des données de statistique, qu'il sera utile de consigner ici. Nous regrettons de n'y pas trouver un aperçu général des enquêtes et des condamnations qui ont lieu dans toute la monarchie prussienne. La Société avoue que l'augmentation progressive des procès de justice criminelle à la cour de Berlin est un triste témoignage de la démoralisation d'une grande partie des habitants. En voici le chiffre :

Année.	Arrestations.	Enquêtes.	Observations.
1825	1049	1335	
1826	1248	1611	
1827	1923	1932	Ces données sortent de la ligne ordinaire à cause de la misère produite par la disette.
1828	1392 plus de 2000		
1829	1457	1888	

A la vérité la population de Berlin a beaucoup augmenté depuis 1824. Cependant l'accroissement du nombre des délits n'est pas en proportion avec celui des habitants. Un autre fait qui témoigne contre les Berlinoïis, c'est la quantité de prisonniers de cette capitale repris en justice. Ainsi la prison de

Brandebourg en 1829 comptait 358 détenus, dont 171 de Berlin seulement ; parmi ceux - ci il y avait 111 Berlinois repris de justice, tandis qu'il n'y en avait que 31 de la province. Parmi les *récidifs* berlinois 41 avaient été repris une fois, 36 deux fois, 18 quatre fois, et 6 cinq fois. Nous allons donner en tableaux un extrait du grand état ajouté au rapport, et concernant le nombre des détenus dans les grandes prisons de Spandau, Brandebourg et Landsberg à la fin de l'année 1829.

PRISONS.	Total des détenus à la fin de 1829.		Sexe.		Religion.				Âge.				Durée de la détention.					
			hommes.	femmes.	chrétiens.	catholiques.	protest.	juifs.	non enrégimentés.	de 17 à 25 ans.	de 25 à 50 ans.	au-dessus de 50 ans.	pour la vie.	plus de 10 ans.	de 6 à 10 ans.	de 2 à 5 ans.	de 6 mois à 2 ans.	sans jugement.
Spandau,....	616	521	95	578	27	1	8	2	8	112	439	57	38	198	141	146	73	17
Brandebourg.	358	289	96	340	8	..	10	..	3	85	225	45	3	10	31	146	113	9
Landsberg,...	153	117	38	137	9	..	7	..	4	31	27	21	4	25	15	46	39	6
Total...	1127	900	227	1066	44	1	27	2	15	228	701	128	45	233	187	338	225	32

GENRE DES DÉLITS.

ARRÊTÉS POUR LA

PRISONS.

PRISONS.	ARRÊTÉS POUR LA										GENRE DES DÉLITS.																									
	1 ^{re} fois.	2 ^e fois.	3 ^e fois.	4 ^e fois.	5 ^e fois.	6 ^e fois.	7 ^e fois.	8 ^e fois.	9 ^e fois.	10 ^e fois.	assassinat.	législative de parricide.	crime de lèse-majesté.	voies de fait contre les parents.	brigandage.	vol.	fausses monnaies.	fraude.	parjure.	violation des devoirs de fonctionnaire.	incendie.	infanticide.	mauvais traitements contre les enfans.	grosses et accouchement cachés.	délits charnels.	lésions et résistance.	calomnie.	fausse accusation.	évasion.	délits forestiers.	dommages à la propriété.	corruption.	fraude en matière d'impôt.	trouit illégitime en Prusse.	écrits clandestins.	
Spandan.....	267	116	110	73	36	10	1	2	1	..	23	..	..	..	19	489	9	12	2	..	19	11	..	5	4	12	..	1	14	..	1	2	1	8	6	1
Brandebourg.....	219	51	45	24	8	4	1	2	3	1	1	1	2	2	1	233	10	27	6	2	7	2	2	4	14	14	12	..	..	..	1	2	1	8	6	1
Landaberg.....	113	17	9	9	2	2	1	..	..	..	5	..	..	..	11	83	6	15	2	..	7	3	..	3	3	..	16	..	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL....	599	194	164	106	48	16	3	4	4	1	34	1	2	2	31	805	24	54	9	2	33	16	2	12	21	26	28	1	14	1	2	1	8	6	1	

Au premier rapport de la Société des prisons est joint un cahier lithographié contenant une série de questions relatives aux prisons, que la Société a adressées à tous ceux qui sont à même de lui fournir des éclaircissemens utiles. D.

33. MAINZ GESCHICHTLICH TOPOGRAPHISCH UND MALERISCH, etc.
— Description historique, topographique et pittoresque de Mayence; par Henry BRÜHL, profess. au Gymnase de cette ville. In-8°. P. x et 372, avec une carte et une vue gravée. Mayence, 1829; Kupferberg.

L'histoire de Mayence occupe près de la moitié de cet ouvrage. Nous voyons d'abord, dans un intervalle de 465 ans, la ville de Magontiacum (Mayence), élevée par Drusus Germanicus, subir toutes les chances de fortune des Romains; puis elle est successivement envahie et ravagée par les Vandales, les Quades, les Sarmates, les Alains, les Gépides, les Hérules, les Saxons, les Bourguignons, les Allemani et les Suèves. Crocus en fit la conquête le dernier jour de l'an 406, et y fit périr des milliers d'habitans; les fortifications furent rasées, la ville ruinée et la domination romaine abolie. Quelques années plus tard, au moment où elle s'éleva de nouveau de ses débris, Attila vint avec les Huns et, comme un ouragan furieux, y porta de nouveau la dévastation; cette fois, le petit nombre des habitans qui avaient échappé au carnage, se dispersa en renonçant à jamais au sol natal. Cependant Majorien, et après lui, le préfet Tonnantius Ferreolis, essayèrent de relever les murs de la ville. Après la victoire de Clovis à Tolbiac, Mayence fut comprise dans le pays de la Nahe.

Dans la 2^e période qui dura 928 ans, le fils de Clovis, Théodebert, donna une nouvelle existence aux vestiges de Mayence, et la ville acquit, sous l'empire des Francs, une grande importance religieuse; des archevêques y exercèrent quelquefois une influence sans bornes, et plus tard, ils eurent la souveraineté sous l'égide des empereurs. Le commerce et l'industrie prirent de l'extension, les croisades imprimèrent un mouvement nouveau à la population commerçante; l'année 1255 vit la formation de la confédération des villes du Rhin, et en 1398 naquit le célèbre Guttenberg, le premier imprimeur. Mayence conserva son indépendance pendant deux siècles; sa liberté municipale fut

menacée par les prétentions d'une caste patricienne, et on vit dans la ville des luttes de partis, semblables à celles des Guelfes et des Gibelins en Italie. Mayence était parvenue à conquérir des franchises politiques malgré les protestations des évêques ; mais en 1462 l'électeur Adolphe prit la ville d'assaut, la réduisit en cendres, en déclina la population, et lui ravit tous ses privilèges.

La 3^e période comprend l'histoire de Mayence pendant les guerres religieuses, ses accroissemens et embellissemens successifs, les institutions dues aux derniers électeurs, son siège pendant la révolution française, la suppression de l'électorat, l'incorporation de Mayence à la république française, les dispositions prises par Napoléon pour en faire un des boulevardiers de l'empire, les scènes déplorables dont la ville fut témoin lors de la retraite de sa grande armée de Russie, la prise de la ville par les alliés, et sa réintégration dans la confédération germanique.

Mayence est située sous 49° 59' 50" de latitude N., et son élévation au-dessus de l'Océan est de 71 mètres 465 millimètres. Les maladies qui s'y manifestent le plus fréquemment, sont : au printemps, les inflammations de poulmons et les fièvres intermittentes ; en été, les fièvres bilieuses et gastriques ; en automne, les dysenteries ; enfin en hiver, les catarrhes.

La population de la ville se monte actuellement à 28,439 habitans qui sont répartis en 2167 maisons. En y ajoutant la garnison, forte de 6000 hommes, et les étrangers, on a un total de 36,000. âmes, accroissement sensible depuis 1814, époque à laquelle il ne restait plus que 23,006 habitans. Le typhus venait de faire périr 18,000 hommes, tant militaires que civils.

Parmi les 28,439 habitans, en 1818, il y en avait 7,547 au-dessous de 14 ans et 16,183 au-dessus de cet âge ; à l'égard du sexe, on comptait 13,586 mâles et 14,853 femmes ; sous le rapport de la religion, ils se divisaient en 24,279 catholiques, 2,545 protestans et 1612 juifs. On comptait 301 domestiques mâles et 2,268 domestiques femelles. Le tableau suivant fera voir le mouvement de la population dans 4 années différentes.

Années.	Naissances,	dont Viginités.	Décès.
1819	2,686	802	790

1822	1,095	775	950
1825	1,001	843	818
1828	979	665	921

Selon le calcul de l'auteur, on compte à Mayence un enfant illégitime sur 6 nouveau-nés ; il fait observer qu'il ne faut pas se hâter de tirer de cette donnée, une conclusion trop défavorable aux mœurs des habitans ; en effet, dit-il, beaucoup de femmes du dehors, au moment d'accoucher, viennent chercher dans la ville des secours et le secret, et elles repartent après être relevées de couches.

La ville est administrée par un bourguemestre, un adjoint, 2 commissaires de police et un conseil municipal de 36 membres. L'auteur ne nous apprend rien sur le mode d'élection et sur les attributions de ce corps. Les revenus de la ville consistent principalement dans les octrois et les droits du port : on les évalue à 150,000 florins. Le chapitre de la cathédrale, jadis opulent, ne compte plus que 4 chanoines. La ville est divisée en 7 paroisses ; un conseiller ecclésiastique a la charge de la communauté évangélique. A la place de l'université, qui existait du temps des électeurs, et du lycée du temps du régime français, le grand-duc de Hesse a établi un gymnase avec un directeur et 15 maîtres ; il est divisé en 6 classes auxquelles se joignent 2 cours préparatoires. Pour pouvoir passer à l'académie, il faut avoir étudié 8 ans au gymnase : on y compte maintenant 170 élèves. Un gymnase particulier est attaché au séminaire catholique, qui entretient 32 jeunes théologiens. La ville a 5 écoles primaires pour les garçons et 4 écoles de filles, indépendamment d'une grande école pour les enfans indigens, qui est établie dans l'ancien couvent des Carmélites. Cette institution charitable pourvoit non seulement à l'entretien et à l'éducation des enfans, mais elle se charge aussi de les mettre en apprentissage ; elle compte 116 garçons et 128 filles. Ses dépenses sont d'environ 28,000 florins ; on y pourvoit en partie par des fonds fournis par la ville et en partie par des souscriptions volontaires. Le grand hôpital de St-Roch reçoit, outre les malades, les orphelins, et prend soin de l'éducation de 30 à 100 enfans trouvés.

L'industrie de Mayence se distingue particulièrement dans la carrosserie, l'ébénisterie, la lutherie, la fabrication des fausses

perles, la gravure de la musique, la tannerie. Il y a 4 librairies et autant d'imprimeries. La ville expédie annuellement environ 30,000 quintaux de grains, 16,000 q. d'huile et de légumes, et 40,000 q. de vins. Si le Rhin était affranchi des entraves qu'opposent au commerce les puissances riveraines, Mayence ferait des affaires de transit brillantes. Dans l'état actuel même, son commerce est assez important. D'après un terme moyen des 14 dernières années (1815-1828), il est entré chaque année dans le port de la ville 1,385,132 quint. 16 kilog. de marchandises, et il en est sorti 1,348,664 q. 14 kil. Autrefois les transports par eau occupaient un grand nombre de navires et de bateliers; en 1825, on comptait encore sur la partie navigable du Rhin, longue de 280 lieues, 1229 navires et bateaux et 944 bateliers, dont 320 étaient inscrits dans les corporations de Mayence et de Cologne.

A l'extrémité septentrionale de la ville, on voit les restes de l'ancien château électoral, avec une vaste place d'armes. A 65 mètres de là est situé le palais grand-ducal, qui appartenait autrefois à l'ordre teutonique. Une galerie le met en communication avec l'arsenal, qui n'est pas très-éloigné du quai et du pont de bateaux sur le Rhin. Napoléon avait projeté un pont en pierre sur ce grand fleuve; et, en 1818, on a découvert une pile de l'ancien pont romain: c'est la 18^e qu'on ait trouvée jusqu'à présent. Le pont de bateaux a 523 mètres, et comme l'octroi de la ville perçoit un impôt sur le passage des piétons, des voitures et des navires qui traversent le pont, ce pont lui vaut un revenu de 40,000 florins, mais dont 18,000 sont absorbés par les frais d'entretien. Auprès de ce pont est le port de charge et de décharge pour les navires venant du Haut-Rhin et du Main, et pour ceux qui sont destinés pour le Bas-Rhin. Parmi les derniers, il y en a qui transportent 11,000 quintaux. De vieux murs avec des plates formes et des batteries flottantes, protègent la ville du côté du fleuve. Du côté de la terre, Mayence est ceint de vastes fortifications que l'on améliore sans cesse; elles se lient à la citadelle, dont un bastion renferme un vieux monument appelé en allemand *Eichelstein*, pierre du gland; on en attribue la construction aux Romains. Du haut de cette masse de pierres, qu'on trouve représentée dans la gra-

vure du frontispice, on jouit d'une belle vue sur le cours du Rhin.

Dans l'intérieur de la ville, on remarque l'église de St-Pierre, rebâtie au milieu du dernier siècle; la fontaine des blanchisseuses; la bibliothèque, qui possède beaucoup de livres des premiers temps de l'imprimerie; une collection de médailles, d'antiques et de tableaux; l'église de St-Étienne, avec une tour octogone; l'ancien collège des jésuites; un marché pour les fruits; et la cathédrale appelée le *Dôme*, qui, ravagée dans le bombardement de 1793, a été restaurée peu-à-peu; dans l'intérieur, on voit plusieurs tombeaux ornés de sculptures. Une autre église gothique, celle de Notre-Dame, ravagée également lors du siège, a été démolie sous le régime français. Sur la place où étaient situées les deux églises, on construit maintenant une salle de spectacle, une halle aux fruits et une église pour le culte évangélique.

Mayence est, comme on sait, le berceau de l'imprimerie, inventée par Guttenberg, de la famille des Gensfleisch qui s'était distinguée par son opposition aux prétentions hautaines des patriciens. M. Brühl indique la situation de la maison de Guttenberg qui depuis quelques années est marquée par une inscription, ainsi que les maisons où furent établies les premières imprimeries; l'auteur raconte à ce sujet l'histoire de cette invention importante, sur laquelle il annonce en note la publication prochaine d'un ouvrage d'un mayençais, M. Schaab, juge, qui se propose de revendiquer pour sa ville, en 3 volumes enrichis de documens inédits, l'honneur de la découverte de l'imprimerie. Une société d'abonnés qui s'assemble dans un local qui a remplacé l'ancienne maison de Guttenberg, lui a érigé une statue, ouvrage du sculpteur Scholl. Auprès de là, on voit le ci-devant lycée et l'église de St-Christophe. Au marché au lin, on distingue le palais de justice. L'auteur signale d'autres édifices moins importants, et fait ensuite des excursions aux environs de la ville.

Depuis l'établissement des 3 bateaux à vapeur dont il part un chaque jour de Mayence, à dater du mois de mars jusqu'à celui de novembre inclusivement, l'occupation des bateliers a beaucoup diminué. Dans les 9 mois navigables de 1828, les bateaux à vapeur ont chargé à Mayence 26,463 quint. 49 kilog.

de marchandises; et ils en ont déchargé 53,030 quint. 37 kff.

On sait que Mayence reçoit aussi les trains de bois qui, charriés sur le Haut-Rhin, sur le Neckar et sur le Main, descendent le Rhin jusqu'en Hollande, du moins en partie. Voici le mouvement de ce commerce à Mayence pendant 6 années consécutives.

Années.	Chêne et autre bois dur.	Sapin et autre bois léger.
1820	49989, 71	166561, 72 mètr. cub.
1821	51536, 61	172682, 95
1822	38389, 10	167205, 47
1823	45724, 96	153886, 09
1824	70160, 19	191737, 72
1825	59036, 71	185271, 18

Dans la dernière de ces années, Mayence a perçu en impôts sur ces trains la somme de 177,765 francs 81 cent. Une partie de ce bois est destinée pour les pays riverains : ainsi sur les 185,271 mètres cubes de bois blanc, expédiés pour le Bas-Rhin, il n'est arrivé en Hollande qu'environ 100,000 m. c.

Nous ajouterons, d'après M. Brühl, l'état de la navigation des rivières qui se jettent dans le Rhin.

Rivières.	Bateliers.	Bateaux.
Neckar	225	240
Main	287	667
Lahn	110	157
Sarre	26	53
Moselle	227	492
Ruer	63	165
Espe	17	30
	<hr/> 955	<hr/> 1,804

L'auteur a joint à son ouvrage, qui est plein d'intérêt, une belle carte topographique qui contient à la fois le plan de la ville et des fortifications, ainsi que les environs. D.

34. CATALONIEN IN MAHLERISCHER, ARCHITECTONISCHER, etc.

La Catalogne sous le rapport pittoresque, de l'architecture et des antiquités, décrite par Henry SCHAEFFER. In-4°, 120 pag., avec un atlas in-fol. de 30 pl. grav. Darmstadt; Leske.

Cette compilation paraît avoir pour but de reproduire en

Allemagne les principales vues de la Catalogne, qui se trouvent dans le *Voyage pittoresque d'Espagne*, du comte de Laborde. Le texte est à la fois historique et géographique; cependant les événemens des temps modernes y sont entièrement passés sous silence, et l'auteur ne dit pas un mot des changemens qui se sont opérés dans le pays depuis l'invasion de l'armée de Napoléon.

Le premier paragraphe de cet ouvrage comprend la description de Barcelone et de ses environs. L'observateur qui voudra suivre sur les lieux ces indications, devra se placer au pied du Mont-Joni, d'où il pourra découvrir toute la plaine dans laquelle est située Barcelone. L'exposé de l'histoire et de l'ancienne constitution de Barcelone, la description de l'intérieur de cette ville, de la cathédrale, des bains arabes, de plusieurs bas-reliefs, des mosaïques, et des notes sur le caractère et les plaisirs des habitans, sont le sujet des sept paragraphes suivans.

S'éloignant de Barcelone par la route du Mont-Serrat, l'auteur nous conduit par le village de Feliu vers le pont de Molinos-del-Rey, qui a 540 pieds de long et qui passe pour être le plus solide de l'Espagne. Bientôt on aperçoit l'arc de triomphe du pont de Martorel, chef-d'œuvre d'architecture. La planche V donne une idée de ce pont et de la région pittoresque dans laquelle il se trouve. Le nom d'Annibale se rattache à cette antique construction.

Après 9 lieues de marche, on se trouve au Mont-Serrat, montagne unique par sa forme, sa position, sa puissante végétation et ses habitans cloîtrés. Elle s'élève, d'après Méchain, à 643 toises au-dessus de l'ermitage de St-Jérôme; son ombre se projette à 7 lieues dans la mer. Une description étendue de ce magnifique cône et du couvent qui le surmonte, ainsi qu'un exposé historique de cet établissement monastique, terminent ce chapitre. La 7^e feuille de l'atlas nous donne une idée de cette contrée. Les feuilles suivantes présentent les ermitages de St-Trinidad, de St-Dimas, l'intérieur de celui-ci; l'ermitage de St-Onofre; les cavernes de stalactite du Mont-Serrat et l'ermitage de St-Bemito. La 13^e feuille de l'atlas nous donne une idée des norias (machines d'irrigation) qui sont très-nombreuses en Catalogne. Ce dessin est dû à M. Jambert de Pansa.

L'histoire et la description d'Ampurias, autrefois *Emporium* (colonie grecque), remplissent deux chapitres, et la 14^e feuille nous donne le dessin de 5 pièces de monnaies antiques de cette ville. En quittant Ampurias, l'auteur nous conduit par Girona, où il nous fait remarquer des bains arabes (16^e feuille), par Manreza, Cardona, Lerida, Poblet, et nous fait arriver à Tarragone, ville dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Les chefs-d'œuvre antiques et modernes sont nombreux dans cette cité. On y trouve les restes des anciens murs de Tarragone, ceux d'un aqueduc romain, des monnaies antiques, une fenêtre arabe dans le couvent de la cathédrale, des sculptures romaines, le palais d'Auguste, etc. Tous ces objets sont représentés sur un grand nombre de feuilles de l'atlas. La description de la route du col de Balaguer et des tombeaux d'Olérdola précèdent celle de Tortose, où l'on remarque surtout des coffres arabes avec des inscriptions. L'auteur, avant de quitter la Catalogne, nous donne une idée du magnifique tombeau du duc Raymond de Cardona; un sommaire de l'histoire de cet illustre personnage, qui fut la terreur des Vénitiens, termine l'ouvrage dont nous venons de rendre compte.

Les 30 vues sont généralement bien copiées; celles des cavernes de stalactites, de la cathédrale de Tarragone, du palais d'Auguste de cette même ville, des boîtes antiques, bas-reliefs et anciennes inscriptions mauresques, se distinguent dans le nombre.

Th. Fix.

35. EAST INDIA REGISTER AND DIRECTORY FOR 1831. — Annuaire de l'Inde orientale pour l'année 1831, contenant la liste complète des employés de la Compagnie, etc.; rédigé d'après les renseignements officiels, par G. H. BROWN et F. CLARK. Londres.

Ne contenant que des noms propres, cet annuaire ne nous fournit malheureusement aucune donnée de statistique. Seulement il peut servir à faire voir quel nombre étonnant de personnes dépendent de la Compagnie des Indes, et quelle quantité de familles en Angleterre et en Asie sont intéressées au maintien du monopole de cette Compagnie. Ce sont d'abord des bureaux montés comme ceux d'un ministère, une longue liste d'officiers en retraite, un collège où se forment les jeunes employés ou

écrivains, une institution pour les cadets militaires, puis l'énorme liste des fonctionnaires et employés de toute espèce dans le Bengale, Madras et Bombay, à Ste-Hélène, à Singapore, à Canton. Dans le Bengale nous trouvons énumérés 74 régimens d'infanterie indigène. A la fin de l'annuaire du Bengale se trouve une table des distances entre Calcutta et les principales places de l'Inde. D'après cette table, Bombay est à 1301 milles, Caboul à 1815, Cachemire à 1564, Candahar à 2047, Delhi à 976, Goa à 1300, Madras à 1030, Pondichéry à 1130, Pounah à 1208 et Séringapatam à 1170. On trouve une table semblable à la fin des annuaires de Madras et de Bombay, qui sont paginés séparément et peuvent se détacher.

D.

ECONOMIE PUBLIQUE.

36. ESSAI SUR L'HISTOIRE DE L'ACTION PUBLIQUE ET DU MINISTÈRE PUBLIC, par M.-J.-A. DELPON. 2 vol. in-8°. de 528 et 472 p.; prix 15 f. Paris, 1830; Achille Desauges.

Sous le titre modeste d'Essai, cet ouvrage est un traité approfondi, une histoire à peu près complète des institutions des temps modernes les plus fécondes en conséquences heureuses sur l'administration de la justice. Tout attentat contre l'existence, la sûreté d'un citoyen ne blesse pas seulement l'individu qui en est l'objet, il menace la société entière. L'offensé peut d'ailleurs manquer de la force ou de la volonté nécessaire pour demander et obtenir le châtiment du coupable; il peut apporter dans cette poursuite des passions, des ressentimens qui nuisent à l'équité du jugement. Si les lois sont impuissantes pour assurer, dans tous les cas, la punition impartiale de l'agresseur, la victime ou sa famille rentrent alors dans le droit naturel, qui consiste à se défendre ou à se venger de l'injustice par la violence. C'est ainsi que chez les peuples sauvages, et parmi ceux où l'empire des lois est affaibli, s'éternisent les haines, les querelles, les vengeances privées. L'idée de confier à une magistrature spéciale le soin de provoquer la punition des crimes; non seulement dans la vue de défendre ou de protéger celui

qui a souffert ; mais dans un intérêt public et pour prévenir qu'il ne diminuer les désordres, paraît si simple et si naturelle qu'on doit s'étonner qu'elle ne se soit pas présentée à l'esprit des législateurs de l'antiquité.

L'ouvrage que nous annonçons fait voir pour quelles causes cette magistrature leur fut inconnue, par quelles institutions analogues elle fut précédée. Il ne passe pas seulement en revue sous ce rapport, les lois, les usages de la Grèce et de Rome ; mais l'Égypte qui faisait subir, après leur mort, à ses monarques l'épreuve d'un jugement public ; la Perse dont la sagesse antique était passée en proverbe, et dont les lois flétrissaient l'ingratitude comme un crime public ; l'Inde plus renommée encore par la douceur de ses mœurs que par la beauté de son ciel et la fécondité de son sol ; les Hébreux au contraire, où des mœurs dures et rebelles avaient appelé une législation impitoyable, toute théocratique, et qui regardait le crime comme une souillure que le peuple entier devait expier, fournissent à l'auteur des remarques précieuses sur l'origine de l'action publique sous le double rapport de la poursuite des coupables et de la conservation des richesses de l'état.

Dans les républiques anciennes qui admettaient tous les citoyens à l'exercice direct et immédiat de la souveraineté, l'action publique appartenait à tous. Chacun pouvait intenter, à ses risques et périls, une accusation, et si le magistrat intervenait, c'était pour en régler les formes, non pour la restreindre ou la diriger. Quelquefois un patriotisme ardent et désintéressé, souvent aussi une basse jalousie portaient les orateurs à s'emparer de cette arme puissante. L'exil d'Aristide, la condamnation de Phocion, celle de Socrate furent provoqués par des accusateurs sans caractère public.

Chez les Romains, peuple plus grave et plus difficile à émouvoir, l'accusation publique laissée aux citoyens n'offrait pas les mêmes dangers. L'auteur relève ici une erreur dans laquelle sont tombés quelques écrivains. Il démontre, avec des textes de lois romaines et le témoignage des historiens, que les questeurs étaient chargés de rechercher et de poursuivre d'office devant le tribunal du préteur plusieurs sortes de crimes. Mais cette attribution conférée à une classe de magistrats n'excluait pas le

droit des citoyens de se rendre accusateurs de tous les délits publics.

Sous les empereurs, qui réunirent en leur personne tous les pouvoirs de l'état, le système de l'accusation publique fut entièrement dénaturé. Les délateurs, dont le nom a été justement flétri par le pinceau énergique de Tacite, devinrent l'instrument le plus actif de la tyrannie. En même temps, comme la confiscation des biens des condamnés formait une des principales branches des revenus du prince, il fallut établir des agens connus sous le nom d'*avocats du fœs*, de *procureurs de César*, et, chose monstrueuse ! ces officiers ne furent pas seulement chargés de veiller au recouvrement des impôts, à la conservation des propriétés acquises par la confiscation ou par la conquête, mais des lois de Claude, de Septime Sévère, de Constantin et de ses successeurs les investirent du droit de décider eux-mêmes les contestations qui pouvaient s'élever à cet égard : ce qui les rendait juges et parties, et ne laissait aucun recours contre l'oppression.

La plupart des institutions de l'empire romain survécurent à sa chute. Elles durent cependant subir une grave altération ; par le mélange des coutumes particulières aux conquérans. Ainsi le système des compositions en argent pour réparation des crimes privés devint un usage général, et forma pendant plusieurs siècles le droit public des peuples nouveaux. Ces compositions variaient suivant le rang de la victime et la dignité de l'auteur de l'offense. A ce système succéda celui plus barbare des épreuves par l'eau, par le fer et le feu, par le combat judiciaire dont l'issue servait à distinguer l'innocent et le coupable.

Nous ne suivrons pas l'auteur dans ses savantes recherches sur les diverses magistratures désignées dans nos premiers historiens sous les dénominations de *Sajons*, de *Schuttenes*, de *Grafions*, de *Defensores civitatis*, de *Missi dominici*.

L'établissement des baillis et des sénéchaux, au commencement de la 3^e race, d'abord dans les domaines du roi, ensuite dans les terres des seigneurs, fut le premier pas qui conduisit à la séparation des fonctions militaires et des fonctions judiciaires. Ce n'est qu'à la fin du XIII^e siècle qu'on voit auprès de ces officiers des agens chargés, sous le titre d'*actores regis* ou de

procureurs du roi, de soutenir les droits de l'état, et de se rendre demandeurs dans l'intérêt du prince.

L'auteur cite à ce sujet un arrêt du premier parlement tenu à Toulouse en 1280, sous le roi Philippe-le-Hardi, dans lequel il est fait mention d'un procureur du roi de la sénéchaussée de Carcassonne.

Philippe-le-Bel, en ordonnant que le parlement de Paris serait sédentaire, donna le signal d'une complète révolution dans l'ordre judiciaire. L'ordonnance de ce monarque de 1319 créa dans ce parlement un office de procureur du roi. Celui d'avocat du roi était antérieur de peu d'années. Le pouvoir de ces officiers, borné d'abord à soutenir les causes dans lesquelles le roi était intéressé, s'étendit bientôt à la poursuite de tous les délits, à la répression de toutes les offenses. On les voit figurer en cette qualité dans plusieurs procès criminels, entre autres sous Philippe de Valois, dans le fameux procès entre Robert d'Artois et la comtesse Mahault.

Une ordonnance du roi Jean, d'octobre 1351, en fit de véritables magistrats, en leur interdisant de plaider pour des particuliers, excepté pour leurs proches.

Depuis cette époque, l'histoire du ministère public en France est celle de toute la législation. Il faut voir dans l'ouvrage annoncé quelles sages précautions avaient été prises pour que cette institution fût garantie des abus qui en auraient altéré la bonté, pour qu'elle devint ce qu'elle devait être, une magistrature aussi redoutable au crime que rassurante pour l'innocence, chargée de veiller à la conservation des droits du monarque, d'être son organe dans les cours de justice et d'y protéger les intérêts des mineurs, des femmes, des absents, des interdits, des établissemens publics, de tous ceux, en un mot, qui sont incapables d'agir seuls et par eux-mêmes.

La défense de la religion, le maintien de la pureté du culte entraient aussi parmi leurs attributions, et l'auteur ne dissimule pas les actes de sévérité outrée, les écarts de zèle auxquels se laissèrent aller, sous ce prétexte, des officiers du ministère public. Mais ces reproches, qu'il serait injuste de leur faire sans tenir compte des préjugés du temps, sont peu de chose auprès des immenses avantages de cette magistrature.

Les droits du domaine maintenus contre l'avidité des cour-

tisans et la prodigalité des rois, les prétentions usurpatrices de la cour de Rome repoussées avec une constance et une fermeté non démenties depuis Pierre de Cugnieres, revêtu le premier du titre d'avocat-général en 1329, jusqu'au célèbre d'Aguesseau et aux magistrats du dernier siècle, voilà une partie des services rendus par ces hommes éminens. Quand on les étudie, on ne sait ce qu'on doit le plus admirer en eux, le vaste savoir, l'intégrité de mœurs, le patriotisme éclairé. On peut dire de beaucoup d'entre eux ce qu'un des hommes les plus vertueux et les plus éloquens de notre siècle (1) a dit de M. l'avocat-général Séguier : qu'ils furent *les hommes de la loi et les orateurs de la patrie*.

Tels se montrèrent les Juvénel des Ursins, les Achille de Harlay, les Molé, les Talon, et tant d'autres dont le souvenir est une des gloires de la France. L'auteur n'a eu garde d'oublier ce courageux La Chalotais, victime de son zèle pour le bien public et de la haine d'une corporation trop fameuse, à qui il ne craignit pas d'arracher le masque dont elle se couvrait. C'était aussi de la magistrature, et par l'organe d'un digne successeur du procureur-général du parlement de Bretagne, que devait partir de nos jours le premier cri d'alarme contre les envahissemens de cette société pernicieuse (2).

Peut-être l'auteur aurait-il pu justifier les éloges qu'il donne à notre ancien ministère public par un plus grand nombre d'applications particulières. Son ouvrage n'en eût pas été moins instructif, et l'intérêt s'en serait accru. Il est vrai que son plan, dont il n'a pas voulu s'écarter afin de le remplir dans toute son étendue, était surtout de faire connaître l'organisation intérieure du ministère public sous l'ancienne monarchie.

Il suit cette institution à travers les orages de notre révolution qui, dans son fol amour des nouveautés, en avait comme brisé les ressorts en séparant des attributions dont la réunion seule faisait la force.

Il flétrit avec la juste indignation d'un ami de la liberté les excès commis en son nom, et qui devaient, comme il arrive toujours, nous faire tomber plus tard dans le despotisme. Il

(1) M. Portalis père.

(2) L'ancien régime, avec les jésuites de plus et les libertés de l'église gallicane de moins.

peint le monstre qui remplit les fonctions d'accusateur public auprès d'un tribunal de sang, surpassant l'astuce et la férocité des plus odieux instrumens employés par les Tibère, les Néron et les Domitien. Alors les crimes réels, le vol, l'homicide, les attentats contre la pudeur n'attiraient plus l'attention de l'autorité. L'action publique n'avait de force que pour anéantir la civilisation et seconder d'exécrables plans d'extermination.

Lorsque le mal s'arrêta, l'organisation de l'action publique était trop faible pour présenter un remède efficace.

Une conséquence plus salubre devait cependant sortir de tant de ruines, c'est le principe nettement posé par l'Assemblée constituante, de la séparation entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir administratif : le premier redevint ce qu'il aurait dû être toujours, une branche de la puissance exécutive, mais une branche indépendante, chargée de l'application des lois, et étrangère à leur confection.

Il fut dès lors plus facile, après des essais infructueux, de fonder notre système judiciaire, tel qu'il existe aujourd'hui, sur des bases assez larges pour qu'il offrît toute garantie à l'ordre public, en le renfermant néanmoins dans des attributions mieux définies, et par là sans danger pour les autres pouvoirs de l'État. En même temps, le ministère public recouvra l'unité et l'ensemble dont il a besoin pour agir utilement.

Notre Code d'instruction criminelle paraît à l'auteur conçu dans l'intérêt d'une domination ombrageuse. Il blâme le droit de lancer des mandats d'amener confié aux procureurs du roi. Il reconnaît cependant qu'on ne leur a guère reproché d'abuser de cette faculté, bornée aux cas de flagrant délit et fort limitée par le concours des juges d'instruction.

L'inamovibilité des juges est la principale garantie des justiciables : c'est dans l'intérêt de ceux-ci qu'elle a été établie et qu'elle doit être maintenue, sous peine de tomber dans une désorganisation complète. Il n'en est pas de même des membres du ministère public. Inamovibles, ils annihileraient l'autorité, sans fruit pour les particuliers. L'exercice de leurs fonctions est un mandat, et il ne peut y avoir de mandat irrévocable : ce serait aliéner les droits du mandant. Leur indépendance doit donc résider dans leur caractère personnel, dans leur refus de concourir à des actes qui répugnent à leur conscience. Soumis

à la direction du gouvernement, c'est en se retirant et en préférant toujours une destitution qui les honore à une obéissance avilissante, qu'il leur est permis de faire de l'opposition. *Fais ce que dois, advienne que pourra*, doit être leur devise.

Malgré l'asservissement des consciences tenté sous le dernier gouvernement, malgré l'influence illégale exercée sur les élections et les complaisances déplorables de plusieurs magistrats entraînés par un faux zèle ou de tristes calculs d'ambition, d'honorables exceptions ont noblement protesté contre ces excès d'un pouvoir qui se précipitait vers sa ruine.

L'auteur termine par des considérations pleines de sagesse et d'élevation sur les modifications que l'action publique a reçues de la liberté des cultes.

Un essai sur cette liberté complète le 2^e volume, et contient des développemens non moins dignes de l'attention du jurisconsulte, du philosophe, du législateur.

L'ouvrage que nous venons d'analyser est un travail de conscience, plein de cette érudition qui devient plus rare de jour en jour, et de ces vues applicables dans tous les temps, parce qu'elles sont le résultat de l'expérience, de l'observation, et non de ces vagues théories dont le vide se fait sentir dès qu'on vient à la pratique. Nous mêlerons pourtant une critique à nos éloges. Une lacune nous a frappés. Nous aurions voulu que l'auteur étendît ses regards au-delà de la France, qu'il signalât la différence entre l'action publique, telle qu'elle existe parmi nous et telle que la connaissent quelques-uns de nos voisins. La législation anglaise, par exemple, qui laisse la poursuite des délits privés uniquement à la charge et à la discrétion de la partie plaignante, qui ne punit le vol que sur la requête du volé, qui permet aux agens de la couronne de plaider pour des particuliers, et qui ne les investit pas, au même titre, du caractère dont ils se glorifient parmi nous, d'être les hommes de la loi et les défenseurs de la société, pouvait présenter des points utiles de comparaison (1). En bon citoyen, l'auteur y aurait puisé des raisons de plus pour nous faire aimer notre pays dont nous sommes trop portés à déprécier les lois, les usages. Peut-être aurait-il tiré de ces comparaisons la conséquence que l'institu-

(1) V. Hallam, *Hist. const. of England*, Meyer, *Inst. jud. des principaux pays de l'Europe*

tion du jury, empruntée aux Anglais, s'est améliorée parmi nous, et que, de tous les pays de l'Europe, la France est celui où la répression des délits contre les personnes et les propriétés est le mieux garantie par les lois, lorsqu'elles sont exécutées avec franchise et fermeté. ***

37. COURS DE DROIT PUBLIC INTERNE ET EXTERNE; par le commandeur Silvestre PINHEIRO-FERREIRA. 2 vol. in-8° de VIII-440 et VIII-500 pag. Paris, 1830; Rey et Gravier.

En attendant que nous puissions nous livrer à un examen approfondi de cet ouvrage, nous en donnerons un précis à nos lecteurs. L'ouvrage est divisé en deux sections formant deux volumes.

La première section traite du droit public interne ou droit constitutionnel.

Art. 1. Notions préliminaires.

Art. 2. Du pouvoir législatif.

Art. 3. Du pouvoir exécutif.

Art. 4. Du pouvoir judiciaire.

Art. 5. Du pouvoir électoral.

Art. 6. Du pouvoir conservateur.

La deuxième section est consacrée au développement du droit public externe ou droit des gens.

Art. 1. Introduction.

Art. 2. De l'indépendance des nations.

Art. 3. Du droit de transit et de séjour.

Art. 4. Des traités d'alliance et de commerce.

Art. 5. Des confédérations.

Art. 6. De la propriété territoriale et de la fixation des limites.

Art. 7. De la liberté des mers.

Art. 8. Des droits et des devoirs des nations en temps de guerre.

Art. 9. De la conclusion de la guerre.

Art. 10. Des fonctions et des droits des agents diplomatiques.

38. I. CRÉDIT PUBLIC, pétition aux chambres; par M. le vicomte de BOTHAEL. Broch. in-8° de 40 pages. Paris, 1830; Aug. Auffray.

39. II. PROJET D'UNE NOUVELLE ORGANISATION FINANCIÈRE, extrait d'un ouvrage intitulé : de l'Institution d'une mandataire publique; par M. GODEFROY D'ORVILLIERS. Broch. in-8° de 24 p. Paris, 1830; chez l'auteur, rue des Marais St.-Germain, n° 18.

Nous nous imaginions, en voyant le titre du premier de ces ouvrages, que nous allions y trouver d'importantes considérations sur le crédit public; nous nous trompions. C'est simplement un mémoire contre un projet de loi récemment soumis à la discussion des chambres (1). Nous nous abstenons d'en parler davantage, il nous faudrait discuter les raisons pour et contre l'opinion soutenue. Ce n'est point l'affaire du *Bulletin*, qui, avec grande raison, a mis les discussions politiques hors de ses limites.

II. La seconde brochure a un autre caractère. C'est un mode nouveau de recouvrement des impôts, au moyen de banques départementales, organisées et opérant comme la banque de France. L'auteur y trouve 4 principaux avantages, l'un en faveur des contribuables, le second en faveur de l'industrie, le troisième relatif au gouvernement, le dernier relatif à la banque elle-même.

Le premier de ces avantages ne nous semble pas aussi clair qu'à l'auteur. Au lieu que chaque contribuable acquitte, comme à présent, son impôt par 12^{mes}, ce qui n'a jamais lieu que pour des cotes un peu fortes, il devrait souscrire au commencement de chaque année un mandat payable fin d'année, en ajoutant à la somme l'intérêt légal des 12 mois. Nous ne voyons autre chose à cela qu'une augmentation à la cote contributive sans que rien la balance, car il ne faut pas faire entrer en ligne de compte les visites que les contribuables font au percepteur pour s'acquitter. Et rien ne remplacerait pour eux la faculté de s'acquitter par petites portions, ce qui, pour la plupart des contribuables, est sans doute moins vexatoire que de payer une seule fois.

Quant au second avantage, il est hors de doute que l'établissement de banques départementales serait d'une grande

(1) Sur la destination à donner aux sommes restées libres sur les 30 millions de rente alloués en indemnité aux émigrés par la loi du 27 avril 1825.

utilité pour l'industrie ; mais il les faudrait alimenter autrement qu'avec les mandats des contribuables. A coup sûr ce ne serait pas soulager ceux-ci que d'augmenter leur cote de 5 p. $\frac{1}{2}$, et nous doutons qu'il résulte de cette surcharge, qui peserait sur tous, un avantage pour un grand nombre de ceux-là même qui profiteraient de la circulation nouvelle qui serait peut-être imprimée à certains capitaux.

Le gain pour le gouvernement résulterait de la suppression des frais de perception, c'est-à-dire de 12 millions $\frac{1}{2}$, car, en ce moment, il ne s'agit d'opérer que sur les contributions directes. Mais plus 5,400,000 fr. d'intérêt seraient supportés par les contribuables ; donc, en leur ôtant la faculté de s'acquitter par 12^{mes} et les obligeant à ne s'acquitter qu'à fin d'année, on les impose plus fortement. Je crois bien qu'il pourrait entrer ainsi une plus forte somme dans les coffres de l'État, mais je vois que cette somme sortirait de la poche des contribuables ; et puis, au bout de l'an, si le contribuable n'acquittait pas son mandat, le mode de poursuite serait-il le même ou différent ? Il est vraisemblable que les poursuites de la régie des contributions seraient remplacées par celles de la banque. L'origine de la dette serait la même, la nature en serait changée, les poursuites ne seraient plus du même ordre.

Ce que je conçois de plus clair c'est le bénéfice des banques. 1^o 2 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$, moitié de l'intérêt stipulé par les mandats ; 2^o 5 ou 6 p. $\frac{1}{2}$ sur chaque négociation. Qui le supportera ? Qui en profitera ? A la 1^e question je réponds, le contribuable, car son impôt sera augmenté de 5 p. $\frac{1}{2}$, dont l'État ne recevra que la moitié, tandis que la banque prendra l'autre. A la 2^e question, je dis la banque, qui cependant ne court point de risques ; car l'escompte n'étant que l'intérêt payé d'avance, et le recouvrement des mandats étant assuré, il n'y a aucun risque. D'ailleurs le contribuable, celui qui paiera l'intérêt, ne profitera pas, ou du moins tous ne profiteront pas de l'utilité des banques. Pourquoi donc les faire concourir à des charges quand ils ne concourent pas aux bénéfices ?

Au surplus, il est difficile, comme dit l'auteur, de juger un plan tout entier de finances, d'après un aussi court exposé que celui qui est sous nos yeux. Peut-être dans l'ouvrage qu'il annonce devoir publier incessamment trouverions-nous la réponse

à nos objections. Si, comme nous avons lieu de l'espérer, cet ouvrage nous parvient, nous ne manquerons pas d'en rendre compte. TH.

40. I. L'AGONIE DE LA LOTERIE; par C. H. BAYON, ingénieur topographe. In-4° de 21 pages. Paris, 1830; Gaultier-Laguyonie.

41. II. PROJET D'AMÉLIORATION DANS LA LOTERIE ACTUELLE; par Fr. Ch. C****. In-8° de 11 pages. Paris, 1830; Chassaignon.

Depuis long-temps, à chaque session des deux chambres on entend exprimer le vœu de la suppression de cet impôt immoral, on le ruineux, qui, sous le nom de jeu, semble ne résister aux plus vives attaques que par le produit qu'il fait entrer dans les caisses de l'État. Nous avons déjà signalé les discours de plusieurs membres des deux chambres, parmi lesquels on a vu sans étonnement figurer celui du respectable premier président de la Cour des comptes. Depuis lors quelques mesures ont été adoptées pour diminuer le nombre des bureaux, et augmenter la quotité des mises; ce qui doit avoir pour résultat d'en diminuer le nombre; espérons qu'elles sont le prélude de celles qui arrêteront en entier le mouvement de ce qu'on appelle si improprement *la roue de fortune*. Ce mouvement durait au surplus; car en 1828 le produit des mises avait été de 53,179,503 90, et en 1829, il était de 49,340,387 85. Déduction faite des lots gagnans, le bénéfice avait été, en 1828, de 14,866,047 50 c.; en 1829, il a été de 12,773,445. Il est remarquable que tandis que les roues de Paris, Strasbourg, Lyon et Bordeaux ont diminué dans le rapport de 58 : 54, de 23 : 13, de 28 à 21, de 19 : 14, celle de Lille au contraire a augmenté dans le rapport de 18 à 23. Cette augmentation ne serait-elle pas la conséquence de la suppression de la loterie à Bruxelles?

Des deux ouvrages que nous annonçons, le premier a pour objet de faire connaître par quelles combinaisons on peut se rendre le jeu profitable, c'est-à-dire faire que les pertes soient le moins possible dommageables aux joueurs, et conséquemment que les bénéfices de la loterie soient le plus possible diminués, ce qui

conduirait inévitablement à la suppression, puisqu'on ne la maintient que parce qu'elle procure des profits au trésor.

Le but du second est de restreindre encore davantage le nombre des mises, en ne les permettant que par abonnement d'une année, et pour un seul billet, qui ne présenterait que la chance du quaterne. Suivant les vues de l'auteur, le nombre de chances favorables est considérablement augmenté; celui des joueurs réduit à ceux qui peuvent disposer d'une somme plus forte que la mise actuelle, la classe indigente éloignée, enfin, le profit du trésor augmenté de 30 millions, défaction faite des frais d'administration et du paiement des gagnans. Ce projet aurait besoin d'être développé. Tel qu'il apparaît, il pourrait diminuer quelques-uns des inconvéniens dont on se plaint avec si juste raison, et qui ne seront détruits que lorsque la cause cessera d'exister.

• TH.

42. GRUNDSAETZE DES WECHSELRECHTS, etc. — Principes du Droit en matière de change, exposés d'après M. de Selchow, et conférés avec le code prussien et le code français; par DANIELS, conseiller d'état, premier président de la Cour d'appel des provinces rhénanes. In-8° de 393 pages. Cologne, 1827; Bachem.

L'auteur remonte à l'origine du *change* : il trouve, chez les Grecs et les Romains, des vendeurs d'argent, des changeurs de monnaies. Ces professions soumises à des conditions particulières et jouissant de certains privilèges, ont existé dans toutes les villes commerçantes. Une ordonnance de Philippe IV (1304) avait prescrit de tenir le *change*, pour Paris et sa banlieue, sur le pont qui est encore désigné par ce mot. Dans d'autres villes l'autorité assignait aux changeurs certaines rues ou places; elle prenait des précautions contre la fraude, et quelquefois elle obligeait les négocians étrangers à porter leurs espèces à la monnaie.

Comme il pouvait convenir à l'une des parties de recevoir ou de payer à une époque plus ou moins éloignée ou dans un lieu autre que celui dans lequel l'opération se faisait, la tradition immédiate des espèces fut suppléée par une obligation qui stipulait la somme, l'époque et le lieu du paiement. Ce fut la lettre de change.

Autrefois tout débiteur pouvait être soumis à la contrainte par corps : ce mode d'exécution n'a pas été imaginé dans la vue d'assurer le paiement des effets de commerce ; mais lorsqu'on l'abandonna successivement dans les matières civiles, on le laissa subsister dans les affaires commerciales où son utilité a toujours été reconnue.

Après avoir donné quelques détails historiques sur le droit du change ; l'auteur traite (2^e section) des effets de commerce et des personnes qui peuvent s'obliger sous cette forme. Il établit (section 3) la distinction entre les lettres de change et les billets à ordre, caractérise ceux-ci et leurs effets. La section 4^e est consacrée aux traites, et la 5^e expose les formes et les circonstances de la négociation.

Les sections suivantes font connaître les divers contrats contenus dans la lettre de change ou qui en sont les conséquences, ainsi que les personnes qui interviennent dans ces contrats, savoir : le tireur, le donneur, le preneur, le porteur, l'accepteur, le recommandataire. On y trouve les règles du protêt, de l'acceptation par intervention, des poursuites, de l'ordre des créances dans les faillites, et de l'extinction des obligations par le paiement, la confusion et la prescription.

La 14^e et dernière section, qui traite de la procédure devant les arbitres, des citations, des défauts, des jugemens et de leur exécution, se termine par la citation de la loi du 15 germinal an 6 sur la contrainte par corps et les alimens des débiteurs.

L'auteur, se renfermant dans ce qui est de pure jurisprudence, n'a pas discuté les questions, si controversées dans nos assemblées, de la nécessité de la contrainte, de la durée de l'emprisonnement suivant la nature et la quotité de la dette, et des alimens que le créancier doit fournir à son débiteur.

Nous possédons, sur toutes ces matières, un ouvrage beaucoup plus complet, c'est l'Exposition raisonnée de la législation commerciale par E. Vincens (1).

43. ON COMMERCIAL ECONOMY IN SIX ESSAYS. — De l'économie commerciale en six essais sur les machines, l'accumulation des capitaux, la production, la consommation, le numéraire

(1) Paris 1821.

et la liberté du commerce; par E. S. CAYLEY, esq. 260 p. in-8°. Londres, 1830; James Ridgway.

Une espèce de révolution semble menacer l'économie politique. Les premiers maîtres de cette science ont joui long-temps d'une autorité absolue; leurs axiômes étaient des lois fondamentales qu'on ne permettait plus de discuter; le doute paraissait une hérésie et la contradiction un blasphème. Tel est même encore à peu près l'état de l'opinion en France; mais en Angleterre, des études plus fortes ont introduit dans la science avec l'esprit d'examen la diversité des systèmes, et les faits observés avec soin ne s'étant pas toujours trouvés d'accord avec les théories, on a été conduit à penser qu'elles ne sont pas infaillibles, et qu'une infinité de circonstances peut les modifier dans l'application.

L'ouvrage de M. Cayley est un exemple assez curieux de l'indépendance avec laquelle les systèmes des économistes modernes sont appréciés dans le pays qui fut leur berceau. Cet ouvrage est divisé en six chapitres dans lesquels sont développées les six propositions suivantes qu'il nous suffira d'énoncer pour montrer combien elles sont peu conformes aux principes généralement admis dans l'économie politique.

L'auteur a voulu démontrer :

1° Que la quantité de machines existant actuellement dans la Grande-Bretagne fait un tort réel à la population ouvrière en diminuant la demande du travail;

2° Que la masse des capitaux accumulés est trop considérable pour les besoins du pays, et qu'il en résulte une baisse désastreuse dans les profits des producteurs;

3° Que la production est depuis un certain temps trop forte pour la consommation;

4° Que la consommation soit nationale, soit étrangère des produits de l'industrie anglaise, tend à diminuer plutôt qu'elle n'augmente;

5° Que le seul moyen de remédier à la crise actuelle serait d'altérer la valeur des monnaies ou de réduire au préjudice du créancier de l'État une partie du capital et de l'intérêt de la dette publique;

6° Que la liberté du commerce n'est avantageuse que là où

elle donne les moyens d'occuper un plus grand nombre de bras avec plus de profit, et que dans tout autre cas elle ne peut être que préjudiciable.

Voyons maintenant sur quels argumens l'auteur appuie ces propositions; car il ne faut jamais repousser une opinion sans examen par cela seul qu'elle ne s'accorde pas avec les idées reçues.

Les machines, dit M. Cayley, ont été inventées pour faciliter le travail de l'homme; mais à force de les perfectionner et de les multiplier, on en est venu au point de substituer presque entièrement leur action à celle de la main-d'œuvre. Aujourd'hui un seul ouvrier aidé par les machines peut faire dans un temps donné autant d'ouvrage que 200 ouvriers privés de ce secours il y a cinquante ans. On a calculé que 350,000 personnes sont actuellement employées dans les manufactures de coton de la Grande-Bretagne, et que sans l'assistance des machines, il faudrait 53 millions d'hommes pour obtenir la même somme de produits. M. Ch. Dupin estime que les machines à vapeur seules donnent une force égale à celle de 6,400,000 hommes. Lorsqu'une aussi grande quantité de bras ont été remplacés par des agens mécaniques, il faut, pour que le travail humain ait conservé quelque valeur, que la production et la demande se soient accrues dans une énorme proportion.

C'est en effet ce qui a eu lieu. De 1770 à 1780, la quantité du coton brut importé annuellement en Angleterre n'était estimée qu'à 5,735,000 livres; de 1780 à 1790 elle a été de 18,000,000; de 1790 à 1801 de 32,000,000; de 1801 à 1814 de 75,000,000; enfin, de 1814 à 1823 elle s'est élevée au terme moyen de 123,000,000 de livres. La valeur totale des exportations de l'Angleterre, en étoffes de laines, n'était en 1776 que de 3,868,000 l. st.; en 1790 après l'invention de la machine à carder de Cartwright, cette même valeur s'éleva à 5,190,637 l. st.; en 1800 elle était de 7,876,000 l. st. En 1740 tout le fer fabriqué dans la Grande-Bretagne se montait à 17,000 tonnes; dès 1788 on en fabriquait annuellement 68,000 tonnes, 250,000 en 1806, et 690,000 en 1827. Ces chiffres prouvent assez que dans la première période de l'invention des mécaniques de 1760 à 1790, le déplacement du travail humain par la substitution des forces matérielles aux forces vivantes ne fut qu'une source

de prospérité. L'économie que les manufacturiers obtenaient sur les frais de fabrication leur permettant de livrer leurs produits à beaucoup meilleur marché, la consommation et le commerce extérieur prirent un immense développement. Si un certain nombre de bras étaient laissés sans emploi par l'introduction des machines dans une manufacture, ils ne tardaient pas à trouver de l'occupation dans les nouvelles fabriques qui s'élevaient en foule pour prendre part aux gains considérables des premiers inventeurs, et ces gains quoique réduits par la concurrence se soutenaient toujours à un taux avantageux, parce que la consommation tant nationale qu'étrangère croissait en proportion des progrès de l'industrie. La guerre de trente ans que la révolution française alluma en Europe, loin d'ébranler la prospérité commerciale de la Grande-Bretagne, lui fit prendre au contraire un nouvel essor en rendant la marine anglaise maîtresse absolue des mers, tandis que tous les états du continent, dévastés par des invasions étrangères, ou déchirés par des discordes intestines, ne pouvaient suivre dans la carrière des perfectionnemens industriels, le seul peuple dont les capitaux n'avaient pas été entamés, le seul chez qui l'ordre social n'avait souffert aucune atteinte.

Les événemens de 1815 et le rétablissement de la paix générale en Europe ont changé subitement cet état de choses. Délivrés des maux de la guerre, les peuples du continent ont pu tourner toute leur activité vers les améliorations intérieures; ils se sont particulièrement appliqués à se créer chacun chez eux une industrie nationale, et comme il est toujours plus facile d'imiter que d'inventer, il ne leur a fallu que peu d'années pour s'emparer de ces découvertes merveilleuses qui avaient coûté à l'Angleterre un demi-siècle de tâtonnemens et d'efforts. C'est en vain que le Parlement britannique a tenté d'interdire par des lois rigoureuses l'exportation des machines et l'émigration des ouvriers. Ces lois ont paru remplir leur but tant que l'industrie du continent est restée stationnaire; mais dès que l'Europe a senti le besoin de se servir des mécaniques anglaises, rien n'a pu l'empêcher de se les procurer. Partout, jusqu'en Sibérie, on a fait venir des métiers et des artisans de Manchester ou de Birmingham, et ne pouvant plus garder le secret de

ses machines, l'Angleterre a fini par en faire elle-même un objet de commerce.

Aujourd'hui la plupart des nations européennes ont des fabriques qui suffisent à tous les besoins de leur consommation intérieure, et qui rivalisent avec l'industrie anglaise pour le bon marché et la qualité des produits. Il en est résulté que depuis 1815, la Grande-Bretagne au lieu d'acquérir les nouveaux débouchés que réclamaient ses forces productives toujours croissantes, a vu son commerce extérieur se restreindre progressivement. Une dépréciation générale des produits de ses manufactures en a été la suite, et l'on peut voir par le tableau suivant emprunté à l'ouvrage de M. Cayley, que la valeur des principaux articles a baissé de moitié depuis quinze ans.

Taux de la dépréciation des principaux articles de l'industrie anglaise de 1814 à 1828.

Quincailleries.....	34 pour %
Lainages.....	40 —
Toiles.....	42 —
Soieries.....	52 —
Cotons.....	56 —

En présence d'une pareille baisse, les producteurs n'ont pu continuer à travailler avec quelque profit qu'en diminuant considérablement les frais de fabrication. De nouveaux efforts ont été tentés pour réduire encore l'emploi de la main-d'œuvre, toujours plus chère que les agens mécaniques, et l'on y est parvenu en perfectionnant et en adaptant à mille usages divers la puissance illimitée de la vapeur. Mais les progrès de la consommation n'étant plus proportionnés aux progrès de l'industrie, le travail humain, ainsi déplacé, n'a plus trouvé à s'employer ailleurs; un grand nombre de bras sont restés inutiles, les salaires ont baissé, et comme, suivant l'expression triviale, mais énergique de M. Cayley, les machines ne mangent pas et empêchent les hommes de manger, les ouvriers sont tombés, avec leurs familles, à la charge de la charité publique, et la taxe des pauvres, qui n'était que de 6 millions sterl. de 1811 à 1815, s'est élevée jusqu'à 7 millions sterl. de 1818 à 1821.

Les économistes répondront qu'il fallait quitter les branches d'industrie qui cessaient de donner des profits suffisans, et reporter sur d'autres spéculations la main-d'œuvre et les capitaux.

Mais le tableau ci-dessus montre que la dépréciation a frappé presque également les divers produits des manufactures anglaises, et tous les canaux du commerce étant ainsi engorgés en même temps, on ne voit pas de quel côté les forces surabondantes de la production auraient pu trouver une issue.

Dans cette situation, il n'est plus possible à l'industrie britannique d'accroître la masse de ses produits sans en diminuer encore la valeur, et si l'on continue à augmenter la puissance des agens mécaniques, les salaires baisseront dans la même proportion; car, lorsque la consommation et la production ne peuvent plus faire de progrès, l'emploi des machines n'a plus pour but de produire davantage avec le même nombre d'ouvriers, mais seulement d'obtenir la même quantité de produits avec un nombre d'ouvriers beaucoup moindre. Alors le travail humain se trouve déplacé sans compensation, et les classes de la société qui vivent de ce travail tombent nécessairement dans l'inaction et la misère.

Cependant M. Cayley reconnaît avec raison qu'il serait absurde de vouloir s'opposer à l'emploi et au perfectionnement des machines; car, suivant l'observation très-juste de M. Ricardo, si l'on réussissait à arrêter ces progrès dans un lieu quelconque, on ne pourrait y mettre en même temps obstacle dans les contrées voisines, et alors tout ce qu'on aurait obtenu serait d'avoir placé le pays retardataire dans un état d'infériorité relative qui précipiterait sa ruine.

L'accumulation des capitaux produit des résultats assez semblables à ceux de l'emploi des machines, ou plutôt ces deux faits sont intimement liés l'un à l'autre. Tout capital provient originellement de la culture du sol. Tant que l'homme ne cultive la terre qu'autant qu'il est nécessaire pour sacrifier à ses premiers besoins, il n'y a pas de capital accumulé. Mais aussitôt que l'agriculteur commence à produire plus qu'il ne peut consommer, il lui reste un superflu qu'il emploie à se procurer des objets de commodité ou de convenance, et par suite des objets de luxe. Ces objets lui sont fournis par l'industrie manufacturière qui absorbe ainsi les capitaux accumulés par l'agriculture, et au moyen des profits qu'elle fait sur ces capitaux en accumule elle-même de nouveaux. Tout cela ne peut avoir lieu qu'autant que l'ordre social est constitué de manière à ce qu'il

y ait sécurité pour les propriétés et les personnes. Car l'accumulation du capital ayant pour principe la substitution d'une jouissance éloignée à une jouissance présente, il faut, pour se résoudre à ce sacrifice momentané, qu'on ait à-peu-près la certitude d'en recueillir plus tard les fruits. De là vient que chez les peuples peu avancés dans la civilisation, ou agités par des révolutions et des guerres, les capitaux ne s'accumulent point, et que l'industrie ne peut se développer. Car l'industrie est à la fois la conséquence nécessaire et le signe infaillible de l'accumulation des capitaux. Les nations qui n'ont point de capitaux accumulés sont forcées de vendre les produits bruts de leur sol aux peuples capitalistes, qui seuls peuvent les mettre en œuvre. C'est ainsi que dans le moyen âge les villes commerçantes de la Flandre et de l'Italie achetaient les laines de l'Angleterre pour en fabriquer du drap qu'elles revendaient à toute l'Europe, et aux Anglais eux-mêmes. C'est ainsi qu'aujourd'hui les Anglais achètent aux Indiens et aux Américains des cotons bruts qu'ils leur revendent manufacturés.

Lorsqu'un peuple jouit pendant plusieurs années d'une paix non interrompue, l'accumulation des capitaux s'opère avec une rapidité étonnante. L'Angleterre doit à cette cause l'essor prodigieux que son commerce et son industrie ont pris dans la dernière moitié du XVIII^e siècle. Depuis l'entière destruction du parti des Stuarts en 1745, jusqu'à la déclaration de guerre contre la France en 1793, pas un coup de canon n'a été tiré sur le territoire de la Grande-Bretagne, et aucune révolution n'a compromis sa tranquillité intérieure. Aussi a-t-elle accumulé d'immenses capitaux qui se sont encore grossis des dépouilles de l'Inde conquise dans cette même période. Pendant les guerres de la révolution française, le gouvernement britannique a dépensé 40 milliards pour l'entretien de ses armées, pour les subsides payés à ses alliés et pour le déploiement de forces maritimes qu'exigeait le blocus de l'Europe. Les capitaux accumulés par la nation ont suffi à toutes ces dépenses; ils ont même continué à s'accroître par les bénéfices du commerce que la situation déplorable des autres peuples livrait sans concurrence aux négocians anglais, et la Grande-Bretagne est arrivée ainsi à la fin de la guerre en 1815 avec une masse énorme de capitaux accumulés dans les fonds publics, et une autre masse

plus considérable encore engagée dans les manufactures et le commerce extérieur.

Dès les premières années de la paix, la cessation des dépenses qu'entraînait l'état de guerre rendit une partie de ces capitaux inutile; ils se reportèrent sur l'industrie, et y occasionnèrent un encombrement d'autant plus fâcheux que, loin de pouvoir s'ouvrir de nouveaux débouchés, elle commençait à rencontrer sur le continent, par les causes que nous avons indiquées plus haut, une rivalité de plus en plus redoutable.

Pendant dix ans de paix générale, l'accumulation des capitaux continua avec plus d'activité que jamais, non-seulement dans la Grande-Bretagne, mais dans l'Europe entière. Tous les documens statistiques rassemblés dans le Bulletin des Sciences, depuis son origine, sont autant de preuves de l'essor imprimé à l'industrie et au commerce sur tous les points du continent, de la baisse de l'intérêt de l'argent, de la hausse simultanée de tous les fonds publics dans cette période. Nous citerons seulement l'exemple de la France où les richesses accumulées par la nation de 1815 à 1825 ont couvert des émissions successives de rentes s'élevant en capital, d'après le taux moyen des cours de la bourse, à plus de 2 milliards, ont porté ces rentes au pair, et ont en outre doublé les produits de toutes les manufactures et augmenté la valeur de tous les genres de propriétés.

En Angleterre, la masse des capitaux était devenue si considérable en 1825, qu'après avoir couvert une dette publique de 20 milliards, après avoir fourni à tous les besoins d'une industrie et d'un commerce dont le mouvement annuel embrassait pour 95 millions st. (deux milliards environ) de valeurs exportées ou importées, ils se précipitaient pour trouver de l'emploi dans des entreprises de toute espèce, dont la plupart offraient peu de chances de succès. On vit alors se former 22 compagnies pour les chemins de fer, 12 pour l'éclairage par le gaz, 18 pour l'exploitation des mines étrangères, 8 pour l'exploitation des mines de l'Angleterre, et 53 pour divers objets, dont les capitaux réunis montaient à 120,000,000 st., ou 3 milliards de francs; une compagnie ayant demandé 2,000,000 st. pour un chemin de fer, les offres dépassèrent en deux jours 16,000,000 st. On vit aussi ce que nous avons vu en France à

la même époque, les constructions de bâtimens se multiplier au-delà de toute proportion raisonnable, et de nouveaux quartiers s'élever comme par magie dans les grandes villes, pour rester ensuite presque inhabités. Enfin, toute cette activité intérieure ne suffisant pas encore pour absorber la totalité des capitaux disponibles, ils émigrèrent, et allèrent chercher hors du pays les spéculations les plus hasardeuses et les plus lointaines. En quelques années, l'Angleterre fournit 16 millions st. (400,000,000 fr.) pour l'exploitation des mines de l'Amérique, et 47,815,000 st. (1,195,000,000 fr.) pour les emprunts étrangers. Les Grecs sous le sabre des Turcs, les Cortès sous le canon de la France, le Cacique des Poyais lui-même, trouvèrent des prêteurs qui s'empressèrent d'échanger des valeurs réelles, mais inactives, contre des espérances illusoires. Ces opérations extravagantes ont eu le sort auquel on devait s'attendre. Dans presque tous ces emprunts, les prêteurs ont perdu plus de 50 pour $\%$ sur le taux de l'émission primitive; dans quelques-uns même, ils n'ont retiré ni capital, ni intérêt, et des centaines de millions ont ainsi disparu de la circulation non-seulement sans laisser de vide, mais même sans que l'encombrement en ait été aucunement diminué. Il semble qu'en présence de ces faits, il faudrait nier l'évidence, pour ne pas admettre que, depuis 1825, la masse des capitaux en Angleterre a été trop considérable pour les besoins du pays.

M. Cayley prétend que les progrès de la richesse publique doivent amener assez promptement ce résultat, toutes les fois qu'ils ne sont pas interrompus par les révolutions ou les guerres. Car les capitaux doublent en 20 ans, avec l'intérêt légal de 5 pour $\%$, et en 10 ans, avec les profits ordinaires de l'industrie et du commerce, tandis que, d'après une moyenne prise sur tous les grands états de l'Europe, la population ne double que dans l'espace de 60 ans. Il est donc impossible qu'en temps de paix l'équilibre ne soit pas bientôt détruit entre les besoins de la population et la masse des capitaux destinés à y satisfaire.

M. Cayley fait observer, en outre, que la substitution des machines au travail humain est très-favorable à l'accumulation des richesses. En effet le capital circulant, employé à payer la main-d'œuvre, se consomme à mesure qu'il est déboursé, tandis que le capital engagé dans la construction des machines se conserve

tant qu'elles ne sont pas détruites. D'un autre côté, plus les capitaux s'accumulent, plus l'usage des machines devient nécessaire; car l'effet inévitable de l'accumulation des capitaux est la baisse des profits; cette baisse force les producteurs à chercher tous les moyens possibles de produire davantage avec moins de frais, et ces moyens consistent toujours à remplacer les forces vivantes, qu'il faut nourrir, par les forces matérielles, qui ne consomment point. Ainsi, la puissance des capitaux et celle des agens mécaniques réagissant l'une sur l'autre, doivent finir par amener un encombrement général; dont le résultat est la baisse irrémédiable des profits et des salaires, ou la gêne pour les riches et la misère pour les pauvres. M. Cayley a voulu prouver que tel est l'état actuel de l'Angleterre, et il nous paraît y avoir assez bien réussi.

Dans le 3^e chapitre de son ouvrage, il s'est proposé de démontrer que la production des objets manufacturés dans la Grande-Bretagne est actuellement trop forte pour la consommation. Cette proposition a beaucoup de points de contact avec les deux premières; elle en est même inséparable. En effet, si l'on ne pouvait jamais produire trop, la multiplication des machines et l'accumulation des capitaux ne pourraient jamais être poussées trop loin. M. Cayley combat l'objection des économistes, qui prétendent que l'on ne peut produire trop, parce que, si la production dépasse les besoins, il n'y a plus de profits pour les producteurs, et qu'alors ils cherchent un autre emploi pour leur industrie et leurs capitaux. M. Cayley reconnaît qu'il est effectivement impossible qu'on produise long-temps au-delà des besoins; mais il soutient que, dans ce cas, la production surabondante cesse plutôt par l'entière destruction des capitaux, que par leur transport d'un emploi à un autre. Cela est vrai, surtout d'un pays où le travail se fait en grande partie par les machines; car le capital circulant employé en salaires peut indifféremment être appliqué à toute espèce de travail, tandis qu'on ne peut donner aux machines une autre destination que celle pour laquelle elles ont été construites. Ainsi, les capitaux engagés dans leur construction périssent entièrement, si le manufacturier abandonne la branche d'industrie à laquelle il s'était voué. De là vient qu'on voit souvent des fabricans travailler pendant long-temps sans profit ou même avec perte, parce

qu'ils ne pourraient cesser tout-à-fait leurs travaux sans une ruine complète, et que l'espérance, si profondément enracinée dans le cœur de l'homme, les porte à redoubler d'efforts pour retarder au moins l'instant de leur chute, de même qu'un matelot naufragé au milieu de l'Océan, lutte contre les flots tant qu'il lui reste des forces, quoiqu'il n'ait aucune chance d'atteindre le rivage.

M. Cayley nie d'ailleurs qu'il soit toujours possible aux producteurs en changeant d'industrie de trouver une branche nouvelle qui leur offre des profits avantageux. La preuve en est que souvent les capitalistes, après avoir épuisé toutes les ressources de l'intelligence humaine pour trouver un emploi profitable de leurs fonds, finissent par les porter à l'étranger, ou par les risquer dans des spéculations extravagantes, comme ils ont fait en Angleterre et même en France en 1825 (1); ce qui n'arriverait sûrement pas s'il y avait un moyen quelconque d'employer avantageusement dans l'intérieur du pays cet excédant de forces productives.

Il n'est donc pas vrai qu'une production surabondante trouve toujours son remède en elle-même. Au contraire, lorsque les producteurs voient leurs profits diminuer, ils sont obligés de chercher à produire davantage pour compenser par la quantité ce qu'ils perdent sur la valeur. Si le prix des tissus de coton, par exemple, vient à baisser de moitié, les manufacturiers seront forcés d'en fabriquer deux fois plus pour réaliser la même somme d'argent. Ainsi, la dépréciation des objets manufacturés nécessite dans les fabriques un redoublement d'activité qui avilit encore la marchandise, et la baisse se précipite avec une intensité toujours croissante, comme le mouvement des corps pesans dans leur chute.

Lorsque les choses en sont à ce point, on conçoit qu'il peut arriver que les produits de l'industrie dépassent de beaucoup les besoins de la consommation, et un grand nombre de faits récents ne permettent pas d'en douter.

Le même encombrement ne peut exister au moins pendant

(1) La Hollande a éprouvé la même chose dans le cours du 18^e siècle. En 1778 les capitaux surabondans ne trouvant plus d'emploi avantageux dans le pays, étaient passés à l'étranger, et les Hollandais avaient pour 62,000,000 st. de fonds placés en Angleterre et en France.

long-temps pour les produits de l'agriculture, surtout pour ceux de première nécessité, tels que le blé, parce qu'ils créent eux-mêmes leurs consommateurs. Si la production du blé double dans un pays, la population ne tardera pas à y doubler également. Mais l'Angleterre pourrait produire quatre fois plus de tissus de coton qu'aujourd'hui, sans que le pays pût nourrir un homme de plus, et, par conséquent, sans que le nombre des consommateurs y fût augmenté. Cette observation nous conduit à la quatrième proposition de M. Cayley, qui n'est que la troisième reproduite en d'autres termes, savoir, que la consommation n'a pas été dans ces derniers temps proportionnée à la production.

A ce sujet, M. Cayley combat encore un axiôme des économistes, qui ont posé en principe que la consommation se met toujours au niveau de la production, parce qu'à mesure que les produits deviennent plus abondans, leur prix baisse, et que la facilité qu'on trouve à se les procurer permet d'en consommer davantage. Cela peut être vrai lorsque la baisse des prix n'est pas accompagnée de celle des salaires. Dans ce cas, l'ouvrier recevant la même somme, et achetant à meilleur marché, peut accroître sa consommation. Mais, quand la baisse des prix est occasionnée par la diminution des salaires et des profits, alors quelle que soit la dépréciation qui en résulte, la consommation ne peut pas en être augmentée, parce que les producteurs qui forment partout la grande masse des consommateurs, se trouvent appauvris dans la même proportion. Ainsi, supposons que l'invention d'une nouvelle machine permette de diminuer le prix des tissus de coton d'un tiers, en baissant également d'un tiers le prix de la main-d'œuvre; il est évident que l'ouvrier ne sera pas pour cela en état de se procurer une chemise de plus, puisque, s'il peut acheter à meilleur marché, il aura aussi moins d'argent à dépenser pour ses besoins. Cette cause d'appauvrissement finit même par atteindre les possesseurs de revenus improductifs, ces revenus étant toujours prélevés sur les profits des producteurs. Quant aux agriculteurs, leurs récoltes étant consommées en grande partie, surtout chez les nations industrielles, par la classe ouvrière, si les salaires de cette classe baissent, elle est moins en état de payer les produits du sol à un taux élevé, et le cultivateur perd plus par la diminution du

prix des grains, qu'il ne gagne par le bon marché des objets manufacturés.

Il serait intéressant de rechercher s'il est vrai en fait que la consommation des produits de l'industrie en Angleterre n'ait pas augmenté en proportion de la baisse qui a frappé ces produits. Il paraît que les élémens ont manqué à M. Cayley pour résoudre la question sous ce point de vue; il s'est borné à donner un tableau des variations survenues depuis trente ans dans la consommation des objets soumis à l'accise. Ce tableau présente pour trois époques, avant, pendant et après les guerres de la révolution française, la consommation moyenne de dix mille personnes, calculée en tenant compte de l'accroissement de la population.

CONSOMMATION MOYENNE de 10,000 personnes prise sur trois années finissant en			
	1791.	1803.	1828.
Tabac.....	8,800 lb.....	10,630.....	9,200
Vin.....	6,650 gallons.....	6,530.....	4,540
Eau-de-vie.....	2,060 gallons.....	2,480.....	1,090
Rhum.....	2,300 gallons.....	2,780.....	2,750
Sucre.....	1,490 cwt.....	1,970.....	2,050
Thé.....	14,770 lb.....	19,300.....	16,700
Café.....	980 lb.....	782.....	9,450
Drèche.....	3,920 quarters.....	3,150.....	2,750

Il résulte de ce tableau que la consommation du vin, du tabac, de l'eau de vie, du thé et de la bière, a sensiblement diminué dans la dernière période. Mais il est juste de remarquer que cette diminution paraît correspondre à l'augmentation des taxes dont chacun de ces articles a été grevé. Néanmoins M. Cayley en tire la conséquence qu'en augmentant la valeur du travail, on donne à la classe laborieuse les moyens de consommer une plus grande quantité de produits impossibles, et qu'au contraire en diminuant la valeur du travail, on ôte à la même classe les moyens de consommer ces produits. Il ajoute que, si la baisse des salaires tend à diminuer la consommation, elle a en même-temps pour effet d'augmenter la production. Car l'ouvrier qu'on paie moins, est obligé de travailler davantage pour subsister, et par conséquent de produire plus à propor-

tion qu'il est moins en état de consommer. Il suit de là que les maux résultant de l'excès de production, s'aggravent par leurs conséquences même, en sorte qu'une crise générale semble pouvoir seule en arrêter les progrès.

En résumant les quatre premiers chapitres de M. Cayley, on peut conclure des raisonnemens et des faits qu'ils contiennent, que l'Angleterre se trouve actuellement dans un état de malaise qui la menace de grands désastres et que cet état provient du développement exagéré donné aux forces productives de la nation pendant vingt-cinq années de guerre qui ont exigé le déploiement de toutes ses ressources et qui lui ont livré sans concurrence le commerce de l'univers. En 1815, la paix ayant été rétablie en Europe, et la demande des produits des manufactures anglaises ayant été successivement restreinte par les progrès rapides que les autres peuples ont faits dans l'industrie, l'Angleterre a éprouvé une sorte de pléthore qui a toujours été en s'aggravant et qui a donné naissance à tous les maux dont le corps social a souffert dans cette période. Les capitaux et les forces productives de la nation ont dépassé les besoins de sa consommation et de son commerce; de là une baisse dans les profits qui a diminué l'opulence de la classe riche, et une baisse des salaires qui a réduit la classe pauvre au dernier degré de misère. Ce double résultat est constaté par les deux tableaux suivans dont l'un montre l'accroissement du nombre des banqueroutes, et l'autre celui de la taxe des pauvres de 1815 à 1821.

Taux moyen annuel de la taxe des pauvres.

de 1811 à 1815.....	6,123,178 st.
de 1815 à 1818.....	6,844,290
de 1818 à 1821.....	7,273,229

Nombre annuel des faillites déclarées.

1814.....	1893	1818.....	3484
1815.....	2886	1819.....	3352
1816.....	3263	1820.....	4012
1817.....	3548	1821.....	5299

On peut joindre à ces deux indices de l'appauvrissement général la baisse des fermages qui a réduit de près de moitié les revenus des propriétaires fonciers.

M. Cayley, voulant chercher un remède à ces souffrances, a pensé qu'elles provenaient en grande partie des changemens

opérés dans la circulation monétaire par le bill dit de M. Peel en 1819. Ce bill statuait qu'à l'avenir les offres légales de paiement ne pourraient se faire qu'en monnaie d'or ; son objet était de retirer de la circulation le papier monnaie dont elle était surchargée, et d'y faire rentrer les espèces métalliques qui avaient presque entièrement disparu. En effet, pendant les guerres de la révolution, l'Angleterre s'était trouvée sous ce rapport, dans une position très gênante. D'une part, elle était obligée d'exporter une grande quantité de numéraire pour les subsides qu'elle payait aux puissances du continent ; de l'autre, l'essor imprimé à son commerce et à son industrie entretenait dans l'intérieur du pays une circulation très active et un besoin pressant de signes d'échange. De là résulta la nécessité de suppléer à la rareté des espèces métalliques par du papier monnaie que fournirent en abondance les banques nombreuses qui s'établirent sur tous les points du territoire. Mais lorsqu'on emploie un signe d'échange aussi facile à fabriquer que le papier, il est impossible qu'il ne se multiplie pas au delà des besoins de la circulation, et cette cause jointe aux demandes toujours croissantes de la guerre et du commerce, occasiona un renchérissement général de tous les produits de l'agriculture et de l'industrie, ou, pour mieux dire, une dépréciation du numéraire telle que les prix furent doublés, et qu'il fallut deux onces d'argent pour acheter le boisseau de blé qui depuis un siècle représente à peu près en Europe la valeur d'une once d'argent. (1)

Cet état de choses fut sans inconvénient tant que durèrent les circonstances qui l'avaient amené. Mais lorsque ces circonstances changèrent tout-à-coup par la pacification de 1815, il s'opéra une réaction inévitable. La liberté des communications étant rétablie, les Anglais ne purent conserver à leur numéraire une valeur échangeable si différente de celle qui était admise par les autres peuples. La même quantité d'or et d'argent qui

(1) Avant la guerre de 1787 à 1792, le prix moyen du boisseau de blé était de 6 sh. 5 d. ; pendant la guerre de 1809 à 1813, le prix moyen fut de 14 sh. 4 d. ; après la guerre, en 1820, ce prix redescendit à 8 sh. 6 d. Les prix de toutes les denrées suivirent à peu près la même progression. On trouve dans l'ouvrage de M. Cayley un tableau fort curieux des variations des prix de 1803 à 1822.

n'achetait en Angleterre qu'un boisseau de blé, pouvant en acheter deux sur le continent, rien ne put empêcher les métaux précieux de sortir du pays et d'aller chercher ailleurs un emploi plus profitable. Le peu d'or qui restait dans la Grande-Bretagne acheva de s'écouler. La nation découvrit avec effroi que son système de circulation intérieure reposait sur une fiction qu'il était impossible de soutenir plus long-temps, et que le papier devenu l'unique instrument de ses échanges ne représentait plus aucune valeur réelle. La panique se prononça; on se crut menacé d'une banqueroute générale; l'édifice social parut ébranlé. Ce fut alors que pour prévenir un désordre imminent et pour calmer l'effroi public, le Parlement adopta le bill de M. Peel, qui supprimait la circulation en papier et rétablissait la circulation en or.

Mais ce grand changement ne put s'opérer sans trouble et sans secousses. Un signe d'échange rare et cher se trouvait substitué tout-à-coup à un signe abondant et sans valeur. A la dépréciation succéda la rareté du numéraire; tous les prix baissèrent en même-temps; les fermages, les profits des capitaux, les salaires diminuèrent de moitié; les revenus des propriétaires, des producteurs et des ouvriers, furent réduits dans la même proportion. Une seule classe, celle des rentiers, possesseurs de revenus fixes, s'enrichit au milieu du désastre général. Les gains que fit cette classe ne doivent pas se mesurer seulement sur l'élévation du prix des fonds publics; ils se grossirent encore de toute la différence survenue dans la valeur échangeable du numéraire par suite de la baisse générale du prix des objets de première nécessité. Ainsi un capitaliste avait acheté en 1813 une rente 3 pour 100 au prix de 57 l. st. 7 sh; cette même rente valant en 1821 72 l. st. 17 sh, il avait gagné 14 pour 100 sur le capital déboursé par lui huit ans auparavant. Mais son bénéfice ne se bornait pas là; le blé valant en 1813 14 sh 4 d. le boisseau, les 57 l. st. 7 sh., prix de la rente à cette époque, représentaient seulement 80 boisseaux de blé, et le blé étant tombé à 6 sh. 6 d. le boisseau en 1821, le prix de 72 l. st. 17 sh. que la rente avait alors atteint, représentait 224 boisseaux de blé. Le rentier avait donc gagné par le fait près de 200 pour %. Quant aux capitalistes qui avaient prêté à des particuliers, la valeur nominale de leur capital ne pouvait être

augmentée, puisque cette valeur est ordinairement fixée par le contrat. Mais en recevant en apparence la même somme, ils recevaient réellement une valeur échangeable double de celle qui leur avait été empruntée dix ans auparavant. Ces bénéfices ne purent être réalisés par les possesseurs de revenus improductifs, sans augmenter considérablement les charges des producteurs. D'abord, pour payer les intérêts de la dette publique, on fut obligé de maintenir après la paix les impôts au même taux que pendant la guerre, quoique par la baisse de tous les produits du sol et des fabriques, les ressources des contribuables eussent été diminuées de moitié. En second lieu les propriétaires dont les biens étaient grevés d'hypothèques, ne purent s'acquitter de leurs obligations qu'en payant une valeur double de celle qu'ils avaient reçue. De là les souffrances de la propriété foncière, la diminution de la consommation, la baisse des profits, des salaires, des fermages, et, par suite, l'état de gêne et de misère dont se plaignent aujourd'hui toutes les classes de la nation.

M. Cayley ne balance pas à attribuer tous ces maux au bill de M. Peel, et propose en conséquence de rétablir la circulation légale du papier de banque, ou, ce qui reviendrait à peu près au même, d'altérer le titre des monnaies, soit par l'alliage, soit par la réduction du poids, de manière à ce que l'once d'argent monnayée valût 8 sh. 6 d. au lieu de 5 sh. 2 d. qu'elle vaut aujourd'hui; et l'once d'or 6 l. st. au lieu de 3 l. st. 17 sh. 10 d.

Par ce moyen il est évident que les impôts, la dette publique et les charges de la propriété, en conservant le même taux nominal, seraient par le fait réduits à moitié, et que les revenus des capitalistes et des rentiers seraient diminués d'autant. M. Cayley a lui-même si bien prévu ce résultat qu'il présente, comme l'équivalent de ses deux premières propositions, un troisième projet consistant à réduire de moitié, par une loi, la valeur nominale de l'intérêt et du capital de la dette publique, et même des dettes particulières contractées avant la paix; ce qui en effet produirait absolument les mêmes conséquences que le changement opéré dans le rapport du numéraire avec toutes les autres valeurs, par l'altération des espèces mé-

talliques ou par l'émission subite d'une grande masse de papier monnaie.

On s'étonnera peut-être qu'un homme honorable, un publiciste éclairé ait mis en avant et soutenu, avec une chaleur et une puissance de logique très-remarquables, de pareilles propositions; qui ne tendraient à rien de moins; il faut le dire, qu'à conseiller aux gouvernemens et aux particuliers, pour rétablir leurs finances, de se faire banqueroutiers ou faux monnayeurs. Nous n'avons pas la prétention d'énoncer une opinion sur le bill de M. Peel au sujet duquel les meilleurs esprits de l'Angleterre sont encore divisés. Seulement il nous semble que ce bill ne peut être accusé d'avoir été la cause unique du renchérissement du numéraire. Probablement, lorsqu'il fut adopté, le ministère et la majorité du parlement britannique pensèrent que la circulation du papier monnaie ne pouvait plus se soutenir, parce que les espèces métalliques qui lui servaient de garantie s'étaient rapidement écoulées hors du pays aussitôt que la liberté des communications leur avait permis de se porter sur les marchés où elles trouvaient un emploi plus avantageux. Ceux qui déplorent aujourd'hui les changemens opérés par le bill de M. Peel auraient voulu que la valeur échangeable du numéraire continuât à être, en Angleterre, différente de ce qu'elle était dans le reste de l'Europe ou, en d'autres termes, qu'il fallût toujours deux onces d'argent pour acheter, en Angleterre, le boisseau de blé, qui n'en valait qu'une sur le continent. C'était désirer l'impossible; quelques efforts qu'on fasse pour s'y opposer, la valeur échangeable du numéraire doit nécessairement finir par prendre à peu près le même niveau chez tous les peuples qui ont ensemble des relations habituelles. Pendant les guerres de la révolution, l'Angleterre n'ayant presque plus de rapport avec le continent, avait pu se créer un système de circulation monétaire à part et se servir d'un signe d'échange déprécié. Mais dès que la paix eut rendu les communications libres, la hausse factice occasionnée par l'abondance du papier monnaie ne put se maintenir, et les prix de toutes les marchandises durent tendre à se rapprocher du taux ordinaire des marchés européens. On peut même dire que l'équilibre n'est pas encore tout-à-fait rétabli, puisque les choses nécessaires à la vie se vendent aujourd'hui même dans la Grande-Bretagne à

un prix plus élevé que sur le continent; que les Anglais trouvent de l'économie à dépenser leurs revenus hors de leur pays; et que l'or est moins cher à Londres que sur toutes les autres places de commerce (1).

Le bill de M. Peel a été plutôt l'effet que la cause de la réaction qui a frappé depuis 1815 le commerce et la richesse de l'Angleterre. Peut-être a-t-il seulement contribué à en aggraver les conséquences en substituant brusquement à un papier abondant et sans valeur le plus rare et le plus cher des signes d'échange, l'or, à l'exclusion de l'argent qui joue le principal rôle dans le système monétaire de tous les états du continent (2). La monnaie d'or se prête moins facilement que celle d'argent aux transactions multipliées d'un commerce actif; elle offre plus d'appât à la fraude et il est plus aisé de la dénaturer ou de l'exporter. Sous tous ces rapports l'argent mérite la préférence qui lui a été accordée dans l'Europe entière, et lorsque l'Angleterre reprit, en 1819, les paiements en numéraire métallique, sa situation semblait lui commander, au moins, de choisir pour principal agent de circulation un métal qui s'offre comme intermédiaire naturel entre le papier et l'or.

Quoi qu'il en soit, il nous paraît douteux que le retour au papier monnaie suffît pour arrêter aujourd'hui dans la Grande-Bretagne la baisse générale des valeurs dont les grandes et véritables causes ont été parfaitement développées dans les quatre premiers chapitres de l'ouvrage que nous analysons.

Plus la monnaie est abondante, dit M. Cayley, relativement à la quantité de produits en circulation, plus le prix de ces produits est élevé. Cela est vrai si l'on ne veut parler que du prix nominal, de la valeur estimée en numéraire; mais la valeur réelle, la valeur échangeable des marchandises n'augmente nullement par l'abondance de la monnaie.

Si la proposition de M. Cayley était accueillie, si le gouvernement altérait le titre légal des espèces métalliques, ou, ce qui revient au même, s'il dépréciait le numéraire par une émission

(1) A la fin de 1829, d'après les chiffres extraits du *Times* par M. Cayley, l'or était plus cher à Paris d'1 pour 0/0; à Amsterdam d'1 3/4 pour 0/0, et à Hambourg de 2 1/2 pour 0/0 qu'à Londres.

(2) Les offres légales ne sont admises en argent dans la Grande-Bretagne que pour les sommes inférieures à 40 sh.

de papier monnaie, il en résulterait sans doute que le blé se vendrait au prix nominal de 14 sh. le boisseau au lieu de 7 sh. ; mais la valeur réelle du blé ne changerait pas pour cela ; on n'aurait pas pour un boisseau de blé une plus grande quantité d'étoffes, de bois, de viande ou d'autres produits du sol et de l'industrie. Le prix de tous ces produits hausserait dans la même proportion et leur valeur relative resterait la même qu'auparavant. Il n'y aurait de changé que le rapport du numéraire avec toutes les autres valeurs, et à la faveur de ce changement les débiteurs pourraient s'acquitter envers leurs créanciers en leur payant une quantité d'or moitié moindre que celle qu'ils auraient empruntée.

C'est ce qui est arrivé en France au temps des assignats, et au moyen âge, lorsque les rois cherchaient une ressource précaire dans l'altération des monnaies. L'expérience a toujours prouvé que cette altération ne peut avoir d'autre effet que de légitimer la banqueroute, et M. Cayley l'a si bien compris qu'il présente lui-même comme l'équivalent de ses deux premières propositions celle de réduire à moitié les dettes publiques et particulières contractées avant la paix.

La question ainsi simplifiée est plus facile à résoudre ; il s'agit seulement de savoir s'il peut être avantageux pour une nation dans un cas quelconque de manquer à ses engagements. M. Cayley paraît croire que le gouvernement britannique pourrait, sans mauvaise foi, réduire arbitrairement l'intérêt ou le capital des rentes possédées par ses créanciers nationaux, parce que cette réduction équivaldrait à une taxe sur les revenus des possesseurs de rentes, et que tous les sujets d'un état doivent être également taxés pour les besoins publics. En même temps il convient qu'on devrait, dans tous les cas, respecter intégralement les droits des créanciers étrangers. Nous ne pensons pas que la morale ni la politique puissent justifier une pareille distinction. Lorsqu'un gouvernement contracte un emprunt, les capitalistes qui traitent librement et de gré à gré avec lui n'agissent pas comme sujets ; ils imposent ou acceptent des conditions que les deux parties contractantes s'engagent à observer religieusement et que l'une n'est pas plus fondée à violer que l'autre. Les gouvernemens lèvent des impôts sur leurs sujets ; lorsque ces impôts ne leur suffisent pas, ils empruntent ; mais

alors ce n'est plus de leur autorité qu'ils se servent pour se procurer de l'argent ; ce n'est plus à l'obéissance qu'ils en appellent, ils ne font valoir que leurs titres à la confiance. Le prêteur est, à proprement parler, une puissance étrangère qui traite avec l'état sous la protection du droit des gens, et lorsque ce prêteur est un simple particulier qui n'a pas d'armées à ses ordres, le droit des gens doit être aussi respecté en sa personne que dans celle d'un souverain dont les prétentions seraient appuyées sur la force des armes. Il est facile sans doute à une nation de dépouiller un individu en refusant d'exécuter les conditions sous lesquelles elle a contracté avec lui. Mais ces spoliations, en tarissant les sources du crédit, tournent toujours au détriment des peuples ou des rois qui se permettent un aussi honteux abus de la force.

La mauvaise foi ne serait pas moins évidente si on levait un impôt sur les revenus des rentiers. Car, lorsque l'état s'est engagé à payer 5 fr. de rente à un capitaliste, il lui fait exactement le même tort, soit qu'il réduise cette rente à 3 fr. (1) ou qu'il en retranche 2 fr. à titre d'impôt.

Quant aux taxes qu'on pourrait établir sur les revenus des capitaux prêtés aux particuliers, ce ne serait qu'une nouvelle charge imposée à la propriété, puisqu'il en résulterait seulement que toutes les fois que l'on contracterait un emprunt, le prêteur aurait soin d'ajouter aux intérêts exigibles le montant de la taxe.

M. Cayley s'appuie fortement, pour justifier ses propositions, sur les profits énormes que les capitalistes ont faits depuis la paix par le renchérissement du numéraire. Mais les propriétaires avaient fait, pendant la guerre, des gains non moins exorbitans par la dépréciation du papier monnaie, et si leurs immenses revenus sont maintenant réduits par suite de la baisse des prix qui tendent à se rapprocher du taux commun des marchés de l'Europe, c'est une réaction inévitable à laquelle les mesures proposées ne remédieraient pas. Car la banqueroute peut être profitable à des individus ou à des classes privilégiées ;

(1) Il est inutile de dire qu'il ne s'agit ici que de la réduction arbitraire du taux de la rente et non de la réduction avec offre de remboursement, cette dernière étant un droit qui appartient à tout débiteur à moins de stipulations contraires.

mais elle n'est jamais utile à la masse d'une nation ; elle n'augmente pas les richesses ; elle les déplace et ce déplacement ne s'opère pas sans des perturbations funestes.

Ce chapitre de l'ouvrage de M. Cayley est extrait en grande partie d'un exposé qui avait été rédigé en 1821 par M. Thomas Attwood pour être mis sous les yeux d'un comité chargé de faire une enquête sur les souffrances de l'agriculture, et que l'auteur a publié lui-même en 1829, n'ayant pu obtenir de le faire insérer dans les procès-verbaux de l'enquête. Cet exposé est très-intéressant et très-riche en faits. Mais ce qui nous a surtout frappé dans cette longue série de raisonnemens et de chiffres, c'est de voir deux écrivains anglais aussi distingués s'attacher à démontrer que, dans la situation actuelle de la Grande-Bretagne, il ne lui reste plus qu'à choisir entre une banqueroute et une révolution. On ne saurait présenter un tableau plus effrayant de l'état politique et financier d'un grand peuple.

La dernière question traitée par M. Cayley est celle de la liberté du commerce. Il regarde comme trop absolue l'opinion des économistes qui veulent qu'on achète toujours aux étrangers ce qu'on ne peut produire à meilleur marché qu'eux. Il fait observer qu'il n'est pas impossible qu'une nation se trouve dans le cas de ne pouvoir rien produire qu'avec plus de frais et de difficulté que ses voisins ; telle est même en général la condition des peuples peu avancés dans la civilisation. Dira-t-on donc que ces peuples doivent rester indéfiniment dans cet état d'inertie et ne jamais tenter de s'approprier les procédés et les bénéfices de l'industrie étrangère ? L'axiôme des économistes pourrait être vrai s'il ne s'agissait que des produits agricoles qui sont des dons naturels du sol et du climat. Ainsi ce serait une extravagance que de chercher à récolter du sucre ou du vin en Russie au lieu d'acheter ces denrées en France ou aux Antilles. Encore l'application du principe est-elle restreinte par la possibilité de naturaliser les animaux et les végétaux sur des points du globe souvent fort éloignés du lieu de leur origine. Cette possibilité peut recevoir une grande extension dans l'état actuel des sciences, et il serait absurde de ne pas en profiter. La France, par exemple, aurait-elle mieux fait d'acheter toujours des pommes de terre en Amérique que d'en essayer la culture sur son propre territoire ? Mais le cas est bien différent

pour tout ce qui concerne l'industrie manufacturière. Là, il n'y a pas de supériorité naturelle d'un peuple sur un autre. Si l'on en voit qui fabriquent mieux et à meilleur marché que leurs rivaux, c'est qu'ils savent mieux tirer parti des forces de la matière et qu'ils possèdent plus de capitaux accumulés, ou, en d'autres termes, c'est qu'ils sont plus avancés en civilisation et en lumières. Dire qu'on devrait toujours acheter les produits manufacturés là où ils sont le moins chers, c'est dire que la nation qui aurait marché la première dans la carrière de la civilisation devrait garder éternellement cet avantage et que les autres devraient rester éternellement en arrière. Si ce principe avait été rigoureusement suivi, l'Angleterre enverrait encore aujourd'hui ses laines en Flandre pour y être converties en draps et revendues ensuite à Londres avec un grand bénéfice pour les Flamands, bénéfice dont jouissent maintenant les fabricans anglais et qui a élevé si haut l'opulence de la Grande-Bretagne.

Il suit de là que la théorie absolue des économistes doit être modifiée dans une infinité de cas, et la meilleure règle pratique à suivre dans cette matière nous paraît être celle de M. Cayley qui soutient que la liberté du commerce n'est avantageuse à un peuple qu'autant qu'elle contribue à donner un emploi profitable aux bras et aux capitaux du pays. Telle est en effet la véritable base de la prospérité publique. Elle ne consiste pas seulement dans l'accumulation des capitaux, dans la multiplicité des produits ni même dans l'accroissement du territoire ou de la population; car toutes ces sources de richesses peuvent devenir dans certains cas des sources de souffrances et de misère. Un pays est prospère lorsque tous les capitaux et tous les bras trouvent à s'y employer avantageusement; ce qui ne peut avoir lieu qu'autant qu'il existe une balance exacte entre la production et la demande.

Pour résumer dans leur application les idées émises par M. Cayley, nous terminerons ce long article en donnant la liste des bills dont il recommande l'adoption au parlement comme devant remédier d'après ses théories à tous les maux de l'Angleterre. Nous nous abstiendrons d'énoncer aucun avis sur cette série de propositions qui sont surtout curieuses en ce qu'elles font bien connaître les vues et les principes politiques de l'aris-

tocratie territoriale de la Grande-Bretagne, dont M. Cayley paraît s'être rendu l'organe.

Les mesures législatives qu'il indique sont, 1^o Une altération des monnaies ayant pour effet d'élever le prix nominal de l'once d'argent à 8 sh. 6 d. et celui de l'once d'or à 6 l. st. 2^o Dans le cas où la première mesure ne serait pas adoptée, une taxe sur le crédit public et privé présentée comme l'équivalent de l'altération des monnaies et ayant pour but de soumettre les capitalistes aux mêmes charges que les propriétaires fonciers. 3^o Un bill qui interdirait l'importation dans la Grande-Bretagne des produits agricoles de l'Irlande, attendu que cette importation tend à faire baisser la valeur de toutes les denrées au préjudice des propriétaires anglais. 4^o Un bill qui restreindrait les effets de la taxe des pauvres en privant de l'assistance des paroisses les ouvriers valides; et, comme complément de cette mesure, afin d'empêcher l'accroissement de la population indigente, un autre bill qui soumettrait tous les mariages à une taxe plus ou moins forte, suivant l'âge des époux, et dont seraient seulement dispensés ceux dont les âges réunis dépasseraient 70 ou 80 ans. 5^o La création d'une commission chargée de faire des expériences pour la conservation du blé dans les *silos*. 6^o La formation d'un comité qui s'occuperait de changer la nature des impôts et de retrancher les dépenses inutiles, ce qui, avec la taxe sur le crédit proposée plus haut et l'augmentation des taxes sur l'Irlande (que l'aristocratie anglaise ne trouve sans doute pas encore assez misérable), permettrait de soulager les propriétaires de la Grande-Bretagne de 18 millions sterling (450,000,000 fr.) de contributions.

A. DE PÉTIGNY.

VOYAGES.

44. COUP-D'ŒIL SUR LE VOYAGE DE M. PARCHAPPE DANS LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, lu dans la séance mensuelle du comité central de la Société du Bulletin universel, tenue le 25 février 1831.

Douze années de séjour dans la République argentine m'ont procuré les moyens de réunir, sur cette vaste et intéressante

étendue de pays, une foule de notions qui, je crois, peuvent fournir la matière d'un voyage, et faire mieux connaître à l'Europe des régions qui n'ont jamais été que très-imparfaitement décrites.

Les récits des aventuriers qui ont contribué de leur personne à la conquête de cette portion du continent américain, et ceux des jésuites qui y fondèrent, au milieu d'établissements sans nombre, un état presque indépendant, se trouvent ensevelis aujourd'hui dans la poussière des bibliothèques. L'époque d'ailleurs à laquelle ils ont paru, l'exagération et la mauvaise foi qui y règnent presque toujours, les rendent plutôt un objet de curiosité pour ceux qui s'occupent de recherches, qu'un sujet de lecture instructif.

Le premier, et je pense le seul ouvrage publié sur les provinces du Rio de la Plata, qui ait paru digne de fixer l'attention des hommes éclairés, est celui de Don Felix de Azara. Sans autre guide que son zèle, et privé de tous les secours que fournissent les livres et les conseils, cet observateur a recueilli un grand nombre de faits intéressans, et a su se rendre utile même aux sciences, qu'il n'avait pas cultivées. Voyageur consciencieux, Azara mérite presque toujours confiance lorsqu'il rapporte ce qu'il a vu, et il ne présente ordinairement ses conjectures que comme des opinions qu'il livre à l'examen et à la discussion. D'ailleurs ses travaux comme géographe, réunis à ceux des officiers qui, ainsi que lui, faisaient partie de la commission chargée de tracer les limites entre les possessions espagnoles et les possessions portugaises, sont sans contredit ce qui a été fait de plus étendu et de plus important sur la géographie de ces pays.

Mais au milieu des observations curieuses qu'ont fait connaître les travaux d'Azara, se sont glissées quelques assertions inexactes qui ont dû contribuer à répandre ou à confirmer certaines idées très-fausSES que l'on a généralement sur les contrées qu'il a décrites. Ce voyageur n'a bien connu que la province du Paraguay, qui lui échut en partage dans la distribution qui fut faite entre les commissaires, du travail des limites, et c'est la seule qu'il ait parcourue en détail. Pour les autres provinces dont il nous a donné des cartes, il a été obligé de s'en rapporter, la plupart du temps, à des renseignemens verbaux qui sont

presque toujours la source d'erreurs, et qu'il a souvent admis avec trop de légèreté. Ainsi, et ce seul exemple suffira, tous les géographes nous représentent d'après lui la fameuse Laguna Yberá comme s'étendant depuis le 59° jusqu'au 61° degré de longitude, et ils ensevelissent, pour ainsi dire, tout le territoire de la province de Corrientes sous cette vaste inondation, tandis que dans la réalité la vraie largeur de l'Yberá doit être réduite au quart de celle que l'on assigne à ce lac, et que de beaux côteaux, de grandes forêts de palmiers, des champs cultivés et des villages même doivent figurer là où l'on ne nous présente que des terrains marécageux. D'aussi graves erreurs durent nécessairement me frapper dès mes premiers voyages dans l'intérieur de la République.

Les douze années de mon séjour en Amérique ont été entièrement employées à parcourir les provinces qu'arrosent le Paraná et l'Uruguay. Il ne s'en est pas écoulé une dans laquelle je n'aie exécuté un ou plusieurs voyages, et il est telle de ces provinces que j'ai traversée entièrement jusqu'à six fois dans des directions différentes. J'ai dû m'apercevoir que la géographie de ces contrées sortait à peine de l'enfance, et en comparant mes itinéraires avec les cartes les plus modernes, j'ai pu m'assurer de l'inexactitude et de la confusion qui règnent souvent dans celles-ci, et croire que ce serait rendre un éminent service à la science que de recueillir toutes les données propres à les corriger, et à les amener à un état moins éloigné de la perfection.

D'un autre côté, les notes que je prenais sur les mœurs peu connues de peuples dont le caractère et les usages se distinguent d'une manière si tranchée de tout ce que nous avons sous les yeux, s'accumulèrent bientôt au point de me faire penser qu'il ne serait pas impossible d'en former un récit susceptible d'intéresser la curiosité européenne. Mais dépourvu de livres, d'instrumens et surtout des conseils d'hommes éclairés, si nécessaires à tout voyageur qui se propose des recherches ; obligé, d'ailleurs, de m'occuper incessamment du sort d'une famille naissante, je ne pouvais me livrer que d'une manière secondaire à des travaux auxquels j'eusse accordé la préférence, si je n'eusse consulté que mes goûts, et j'étais surtout bien éloigné de penser que je dusse donner de la publicité au résultat de mes voyages.

Cependant la connaissance que je fis à Corrientes de M. d'Orbigny, naturaliste-voyageur du Muséum, l'opinion, trop favorable sans doute, qu'il chercha à me donner de l'importance de mes investigations, et l'offre que me fit ce jeune et infatigable voyageur d'une association de publicité dans laquelle se réuniraient aux branches dont je m'occupais, les nombreux matériaux qu'allait lui fournir l'histoire naturelle de contrées aussi peu connues, furent pour moi un puissant stimulant, et m'engagèrent, quoique sans plan bien arrêté, à me livrer avec ardeur et surtout plus de méthode à mes recherches, et à commencer à réunir les documents qui se trouvent en assez grand nombre éparés et comme perdus dans le pays.

D'autres circonstances vinrent, à la même époque, seconder merveilleusement mes projets. Le gouvernement de la province de Corrientes, que j'habitais alors, résolut de prendre une exacte connaissance des grandes propriétés qui appartenaient à la communauté des Indiens habitant le village d'Itaty, afin de partager en lots, et de vendre ou distribuer les terrains dont elles se composent. Ces terrains occupent, sur les bords du Paraná, une lisière de plus de vingt lieues marines d'étendue, sur une largeur moyenne de trois lieues environ. Le chef du gouvernement jeta les yeux sur moi; et je fus chargé de ce grand travail, qui, réuni avec plusieurs autres opérations partielles, me donna la topographie complète des bords du Paraná dans toute la largeur de cette province et jusqu'à celle des Missions, dont j'ai visité quelques parties dans d'autres excursions.

Ces travaux et les plans dont ils furent accompagnés éveillèrent l'attention des grands propriétaires du pays, et leur inspirèrent le désir de voir fixer d'une manière plus précise les limites de leurs terrains, et de faire cesser ainsi les questions litigieuses qui se renouvellent sans cesse entr'eux. Cela me fournissait l'occasion d'exécuter plusieurs travaux topographiques assez importants par leur étendue et par la situation des lieux. Le plan du Rincon de Luna, par exemple, ancienne propriété des jésuites que l'on voit indiquée par la plupart des géographes, et qui se compose d'une langue de terre d'une quinzaine de lieues de longueur, comprise entre les deux bras du Rio Batel, m'a donné le moyen de déterminer le cours de cette rivière, qui est très-mal tracée ou même entièrement supprimée sur les

cartes. Le gouvernement me chargea aussi de lever le plan de la ville de Corrientes, capitale de la province, et d'en rectifier les alignemens qui étaient très-défectueux. J'eus à faire le même travail pour les villages de San Cosme et Itaty. Enfin je fus chargé du tracé de deux nouveaux villages, San Luis del Palmar et l'Empedrado, dont la fondation fut ordonnée. Toutes ces opérations partielles, et les nombreux voyages auxquels elles donnaient lieu, m'ont conduit à une connaissance parfaite du territoire de la province de Corrientes, et m'ont permis de couvrir de détails une grande superficie qui, jusqu'à présent, avait été considérée comme inondée.

Mais ce n'est pas seulement sous le rapport géographique que j'ai pu étudier complètement cet intéressant pays. M'étant livré simultanément à l'agriculture et au commerce, je m'y suis trouvé en relation intime avec toutes les classes de la société, et forcé de m'occuper attentivement de son climat, de ses productions et de ses ressources. Je crois être en état d'en retracer fidèlement les mœurs, et d'en établir une statistique aussi exacte qu'il est possible de le faire pour des états qui viennent de naître.

La province de Corrientes fait partie de cette grande et belle contrée qui se trouve comprise entre les deux fleuves Paraná et Uruguay, et qui renferme en outre la province de Misiones et celle d'Entre-Rios, dont le nom indique la situation dans l'angle que forment les deux fleuves à leur confluent (1). On donne le

(1) Le territoire de Corrientes se distingue essentiellement de celui des provinces plus australes. Aspect physique, climat, végétation, habitans, mœurs, langage, tout y est nouveau; et en passant au nord de la rivière du même nom, il semble que l'on entre dans un autre monde. Ce n'est plus la nudité et l'horizon sans bornes des plaines de Buénos-Ayres, ni les beaux côtesaux de la Rande-Orientale et de l'Entre-Rios, dont les ondulations trompeuses font croire, à chaque instant, au voyageur fatigué que le rideau qu'il va franchir cache à ses yeux le ruisseau de la halte ou l'habitation désirée. Le tableau change subitement et présente d'autres formes et d'autres teintes. Un terrain bas et marécageux, hérissé de petites aspérités qui ne permettent point de se dévier de l'étroit sentier que suit le cheval en bronchant, un soleil dont les rayons se réfléchissent plus ardens à la surface de l'inondation, des nuées de montagnes et des hautes futaies qui bornent la vue de toutes parts, telle

nom de province de *Misiones* ou des Missions, à la partie des missions jésuitiques située entre le Parauá et l'Uruguay : tout

est, en général, la contrée dans laquelle on s'enfoncé. Mais bientôt on atteint un sol plus ferme et plus uni. De longues séries de collines sablonneuses déroulent aux yeux un rideau d'un vert pâle et bleuâtre, qui laisse dans le doute sur la nature de cette végétation extraordinaire. C'est le *Palmar* des Espagnols, le *Yataity* des Guaranis, ou en d'autres termes, ce sont d'immenses forêts de palmiers yataïs qui traversent dans toute sa largeur la province de Corrientes, et bornent le cours du Rio Santa-Lucia.

Ces forêts servent d'asile à une population laborieuse qui, armée de haches et de pioches, va déracinant les palmiers, pour déblayer le champ qu'elle doit cultiver. On est agréablement surpris lorsqu'après avoir parcouru plusieurs lieues au milieu d'une interminable colonnade de palmiers, dont l'œil scrute en vain la noire profondeur, on découvre tout-à-coup un beau vallon rafraîchi par les eaux d'une lagune; auprès de celle-ci, un bouquet de bois dont le vert plus sombre tranche sur celui du *Palmar*; puis au milieu d'un grand abatis de palmiers, un champ de canne à sucre, de tabac, de maïs, et non loin de là une case hospitalière, petite, mais bien construite, pauvre et peu ornée sans doute, mais propre et abritée des rayons brûlans du soleil.

A peine êtes-vous aperçu des maîtres de l'habitation que le mari abandonne sa charrue, et sa ménagère ses fromages ou son fuseau. On vous invite à vous approcher et à descendre de cheval. On vous présente à la fois un siège grossier et un cigarre allumé, et lorsque le soleil au plus haut de sa course, interrompt les travaux de la journée, vous vous placez avec le chef de la famille et les plus âgés de ses garçons autour d'une petite table couverte d'une blanche toile d'un coton récolté, filé et tissé sur l'habitation. Un grand plat d'étain suffit à tout le service. Un rôti de vache boucanée, quelquefois d'agneau ou de daim, fait ordinairement le principal du repas; le pain est remplacé par du fromage non salé, du maïs grillé, des racines de manioc ou des patates rôties. Un lait délicieux, servi dans des écuelles d'une terre poreuse, tient lieu de vin et de dessert. Vient ensuite une aiguière où les convives se lavent les mains. La mère de famille mange à part avec ses filles et ses petits enfans. Après le repas, tout le monde se réunit pour répondre en commun à la prière que récite le chef, et qui est suivie de la bénédiction qu'il donne à ses enfans et à ses domestiques.

Ce petit tableau suffit pour indiquer les mœurs patriarcales d'une contrée où l'on trouve encore le costume et les usages du temps de la conquête, et dont la description complète ne peut manquer d'intéresser vivement.

ce qui se trouve sur la rive droite du premier de ces fleuves est considéré comme Paraguay, et les établissemens de la rive gauche du second appartiennent aujourd'hui à l'empire du Brésil.

Les Missions proprement dites ne présentent plus que des ruines et la plus complète solitude. Vingt beaux villages brûlés, détruits de fond en comble, n'offrent que des pans de murailles, des débris de temples et des tas de décombres, parmi lesquels se sont élevés des bois d'orangers et autres arbres fruitiers qui ont envahi les places, les rues et jusqu'à l'intérieur des édifices. Les malheureux élèves des jésuites, arrachés à leurs travaux et à leurs habitudes paisibles par les troubles de la révolution, transformés en soldats ou plutôt en brigands par le fameux Artigas, poursuivis bientôt et impitoyablement massacrés tantôt par les Portugais, tantôt par les troupes du Paraguay, ont été presque entièrement anéantis. Leurs familles chassées du doux et beau pays qu'elles cultivaient, ou transportées violemment sur le territoire brésilien, errent aujourd'hui dispersées, déplorant la perte de leurs montagnes et de leurs ruisseaux, et toujours prêtes à se réunir pour retourner sur les lieux qui les ont vu naître, y relever les restes chancelans de leurs temples et de leurs habitations, et en chasser les tigres et les couguars dont ils sont devenus les repaires.

C'est là que mon savant et malheureux ami M. Bonpland voulut tenter de faire renaître du sein de ses ruines une partie de l'œuvre des jésuites. Le village de Santa Ana lui ayant offert une position avantageuse et des parties d'édifices assez bien conservés, il conçut le projet d'y former un grand établissement agricole, qui servît de point de réunion aux Guaranis dispersés, et surtout à quelques centaines de ces malheureux qui vivaient cachés dans le fond de forêts peu éloignées, s'y occupant de l'exploitation de la *yerba mate* ou herbe du Paraguay. Notre intrépide concitoyen ne se laissa intimider ni par les difficultés de l'exécution ni par les sinistres et prudents avis que nous donnèrent les habitans de Corrientes, qui, connaissant la politique ombrageuse du dictateur Francia, se doutaient bien que cet inflexible vieillard ne tolérerait point une entreprise tellement en opposition avec ses vues. Ayant réuni tous les matériaux nécessaires, et s'étant mis en relation avec les Indiens

cachés dans les bois, M. Bonpland déblaya une partie de l'ancien collège des jésuites de Santa Ana, et s'y installa. Bientôt le fer de la charrue sillonna de nouveau ces champs que la nature a doués d'une inépuisable fertilité, et de nombreuses semailles promettaient déjà les fruits des récoltes qui, sous cet heureux climat, ne sont jamais incertaines, lorsqu'une troupe de soldats farouches franchit tout-à-coup le Paraná, cerne l'établissement naissant, massacre une partie des compagnons de notre trop confiant voyageur, et le fait lui-même prisonnier. L'infortuné Bonpland, transporté sur l'autre rive du fleuve, laisse entre le reste du monde et lui une barrière que son oppresseur a su rendre inviolable, et qui ne s'ouvrira probablement qu'à la mort de ce despote.

Depuis cet événement le dictateur du Paraguay a fait parcourir par ses troupes le territoire des Missions pour chasser des bois les malheureux Indiens qui y avaient trouvé un refuge; et une garde établie vers la *Tranquera de Loreto*, défilé qui offre la seule issue par où l'on puisse y pénétrer du côté de Corrientes, empêche les petites caravanes d'aller, comme auparavant, chercher de la *yerba mate* dans les forêts. Ainsi se trouve condamnée à la stérilité et à une éternelle solitude la plus belle contrée de la République Argentine.

On conçoit que je n'ai pu visiter que la lisière de cette province, et que j'ai dû m'en rapporter pour le reste aux documens que j'ai pu me procurer. Mais ceux-ci sont heureusement en assez grand nombre et très-satisfaisans, car les jésuites nous ont laissé plusieurs cartes manuscrites de leurs possessions, et les mêmes lieux ont été visités par les ingénieurs espagnols de la commission des limites, qui ont fait des observations astronomiques dont les résultats sont consignés dans les tableaux qu'a publiés Azara. J'ai eu d'ailleurs tant et de si longues conversations avec d'anciens habitans des Missions réfugiés sur le territoire de Corrientes, que je crois connaître cette province presque aussi bien que si j'en avais visité les parties les plus intérieures.

Quant à celle d'Entre-Rios, j'ai pour la décrire les mêmes élémens que pour Corrientes. Plusieurs voyages de Montévideo et de Buénos-Ayres à l'Arroyo de la China m'ont rendu la navigation de l'Uruguay aussi familière que celle du Paraná. J'ai

traversé cette province plus d'une fois des rives d'un fleuve à celles de l'autre, et une année de domicile m'a mis à portée d'y recueillir les faits les plus dignes d'être connus (1).

(1) Il faut effacer de nos cartes les chaînes de montagnes qu'elles font figurer dans cette province; car on ne peut donner ce nom à deux séries de collines qui la traversent parallèlement du nord au sud, l'une entre l'Uruguay et le Gualeguay, l'autre entre cette dernière rivière et le Paraná.

A l'époque où je parcourais l'Entre-Rios on y rencontrait deux objets que le voyageur n'y trouvera plus aujourd'hui, et qui étaient bien propres, l'un à piquer sa curiosité, l'autre à exciter ses craintes. Je veux parler des immenses troupeaux de chevaux sauvages qui ont été détruits, et d'une grande bande de malfaiteurs qui infestait la forêt de Montiel.

Lorsque me rendant de la Baxada de Santa-Fé à la Conception de l'Uruguay, je traversais cette forêt avec des charrettes pesamment chargées, cette entreprise paraissait téméraire. Mais mon conducteur avait su me persuader de choisir ce chemin comme plus direct; et, pour bannir toute crainte, il m'avoua qu'il avait des relations avec les brigands qui habitaient ces parages, et qu'au moyen de quelques présents, dont il était toujours muni pour les leur offrir en cas de rencontre, il n'avait à redouter aucun mauvais traitement. Malgré cette assurance, nous cheminions toujours sans bruit; et je vis un moment l'inquiétude se peindre sur le visage de mon guide. Il se penchait à chaque instant sur le cou de son cheval, et ses regards cherchaient à pénétrer dans la sombre épaisseur des futaies. La forêt était silencieuse, et je ne pouvais découvrir aucun indice du moindre péril. Je ne pus m'empêcher de lui en faire l'observation, en lui disant que je ne découvrais pas même un de ces animaux qui étaient si communs à notre entrée dans le bois: « C'est précisément là ce qui m'inquiète, me répondit-il, la forêt est épouvantée, il est passé quelque'un par ici. » Mais bientôt un roulement semblable à celui du tonnerre fit retentir la forêt. Ce bruit étrange qui me causa une certaine émotion, parut, au contraire, rassurer mon conducteur: « Ce sont des chevaux sauvages qui nous ont aperçus et qui s'éloignent de nous, me dit-il, en souriant de ma surprise; s'il y avait du danger ils ne seraient pas par ici. » Effectivement nous rencontrâmes plus loin des bandes d'autruches et de daims paissant paisiblement, et qui témoignaient de la profonde solitude qui régnait dans ces lieux.

Les chevaux sauvages ne se montrent pas toujours si timides. Plus d'une fois, au sortir de la forêt, et avant d'atteindre les rives du Gualeguay, nous en rencontrâmes de grandes troupes, qui s'avançaient au petit trot jusque sur le bord du chemin que nous suivions. Là ils s'arrêtaient quelques instans, dressant les oreilles, ouvrant les naseaux, et

Outre ce que j'ai observé par moi-même dans ces provinces, j'ai profité de tous les renseignemens verbaux et écrits que m'ont permis de réunir un aussi long séjour, la connaissance des langues qui y sont parlées, et les positions simultanées de commerçant, de cultivateur et d'employé ayant la confiance du gouvernement de l'une d'elles. Je crois donc que l'on pourra ajouter foi aux détails que je donnerai tant dans le texte de mes récits que sur les cartes que j'ai dressées des pays compris entre le Paraná et l'Uruguay et des contrées adjacentes. En supposant le cours de ces deux fleuves bien tracé, ce qu'il ne m'a pas été possible de vérifier par défaut d'instrumens, on doit considérer ces cartes comme exactes, ou du moins comme une grande amélioration dans la géographie de cette partie de la République.

Je crois inutile de faire l'énumération des matériaux qui m'ont aidé à les construire, et je me contenterai de dire que j'ai été assez heureux pour me procurer la carte originale dressée par Don Pedro Cerviño, homme de mérite dont Azara cite les travaux, et pour calquer une grande carte manuscrite en quatre feuilles, qui fut prise dans les équipages du général Barbacena après la bataille qui a décidé du résultat de la dernière guerre entre la République et le Brésil. Cette carte renferme, outre tous les travaux de la démarcation des limites sur la partie des frontières qui correspond à l'état de Montevideo et au Paraguay, une foule de détails précieux et qui paraissent tracés avec le plus grand soin. Elle doit avoir été construite par les commissaires portugais, qui y ajoutèrent sans doute les détails de la carte du général Saa y Faria, également cité par Azara.

De retour à Buénos-Ayres en 1827, au moment où le gouvernement de cette province s'occupait du projet de reculer ses frontières vers le sud, afin de repousser les Indiens et de proté-

faisant de notre caravane une reconnaissance attentive. Puis tout-à-coup une pétarade et quelques ruades menaçantes devenaient le signal d'une fuite rapide. La troupe s'éloignait ventre à terre en faisant voler des nuages de poussière, et disparaissait bientôt derrière un rideau de collines.

L'état de misère où les troubles de la révolution ont réduit les habitans de l'Entre-Rios a fait poursuivre sans relâche et disparaître entièrement ces nombreux élèves de la nature.

ger contre eux les nouveaux établissemens pastoraux qui, de jour en jour, gagnaient du terrain sur les plaines désertes, on m'offrit de me charger, en qualité d'ingénieur, de la direction des travaux qui allaient s'exécuter sur divers points. Je saisis avidement une occasion qui favorisait si bien mes vues, et qui devait probablement me fournir les moyens de résoudre plusieurs questions de géographie assez importantes, et regardées jusqu'à présent comme insolubles par les habitans mêmes qui s'en sont occupés.

J'accompagnai d'abord l'expédition, qui se dirigea sur la Cruz de Guerra, point situé au milieu de la vaste plaine des Pampas, à une soixantaine de lieues à l'ouest-sud-ouest de Buénos-Ayres. Après avoir traversé toute la partie habitée de cette province et dépassé les derniers établissemens, on perd bientôt de vue tout objet saillant; l'horizon devient parfait, et l'on se trouve comme au milieu d'un océan de verdure dont rien ne trouble l'uniformité et la monotonie. Enfin l'on s'enfonce dans l'immense désert qui, de là, s'étend jusqu'au pied des Andes, et que l'on désigne ordinairement sous le nom de Pampas. Mais l'acception que l'on donne à ce mot est trop générale, et l'idée que l'on se fait en Europe du défaut absolu d'inégalités sur cette vaste superficie, a besoin d'être rectifiée. Dans le langage des habitans de la campagne, qui ont emprunté ce terme aux Idiens, *pampa* signifie un espace de terrain absolument plat et couvert de pâturages, ce qui équivaut à notre mot prairie; et il ne faut pas croire que telle soit la nature de l'ensemble des Pampas. Tout le pays compris entre la Plata et le Salado présente des ondulations bien prononcées; et quoique celles-ci tendent peu à peu à s'effacer au sud de la dernière de ces deux rivières, on y retrouve encore de longues séries de petits côteaux qui grandissent à l'œil par le contraste qu'ils font avec l'horizontalité du reste de la plaine. Celle-ci se trouve aussi rompue par une multitude de groupes de mamelons sablonneux, couverts d'une végétation plus rare, et dont la teinte jaunâtre tranche avec la couleur foncée de la nappe verte, sur laquelle ils sont comme semés au hasard (1).

(1) Les habitans ont donné à ces mamelons le nom de *Médanos* ou *Dunes*. Leur configuration et leur isolement sont très-singuliers. Quelquefois ils forment de petites chaînes qui n'affectent aucune direction

Ce n'est pas seulement sous le rapport de l'aspect physique que les Pampas sont mal connues : leur constitution géologique n'a pas encore été décrite, et leur étendue a été fort exagérée. Je me suis assuré que le bassin argilo-calcaire, couvert d'une végétation herbacée et presque entièrement dépouillé d'arbres et même d'arbustes, cette grande et fertile plaine, enfin, qui constitue les Pampas proprement dites, est beaucoup plus circonscrite qu'on ne se l'imagine ; et qu'elle est entourée de tous côtés, excepté ceux que baignent les eaux de l'Océan et du Paraná, d'une large zone de terrains siliceux, arides et couverts d'arbres rabougris et épineux qui ne laissent apercevoir entr'eux d'autre végétation que des touffes rares d'une herbe dure et sèche. Les Pampas sont donc entourées de déserts semblables à ceux que Volney a décrits dans ses voyages en Égypte et en Syrie. Elles forment la partie centrale d'un bassin beaucoup plus étendu, au fond duquel s'est déposée cette énorme quantité d'argile qui y compose un lit non interrompu, et dont l'épaisseur varie beaucoup, comme j'ai pu m'en convaincre par diverses sondes et coupes mesurées. Mais le bassin qui entoure celui des Pampas ne s'étend pas non plus, et à beaucoup près, des régions chaudes où croissent les palmiers, jusqu'aux neiges éternelles du détroit de Magellan. C'est une erreur accréditée, il est vrai, par le témoignage d'hommes d'un haut mérite, mais que j'espère dissiper.

Après avoir tracé les travaux qui devaient s'exécuter à la Cruz-de-Guerra, je poussai une reconnaissance topographique particulière, et dont l'étendue dépasse rarement une demi-lieue : ou bien ils s'arrondissent et bordent une anse qui renferme un petit lac d'eau douce qu'entretient la filtration des pluies dans le sable. Enfin, et c'est le cas le plus général, ils donnent lieu à des groupes irréguliers et plus ou moins élevés.

Du haut de ces petites éminences, l'œil parcourt avec une espèce d'effroi la vaste solitude qui les entoure. Dans ce silencieux et morne paysage, pas un arbre, pas un buisson qui vienne se dessiner sur l'azur du ciel. L'oiseau perdu dans l'immensité de la plaine espérerait en vain trouver une branche pour se reposer, ou le plus modeste feuillage qui lui servit d'asile ; et la nature paraîtrait entièrement inanimée, si quelques cigognes ne venaient planer au-dessus de ces campagnes, et si les daims et les autruches ne laissaient de temps en temps apercevoir leur tête au-dessus des pâturages.

jusqu'à quinze lieues marines au sud de ce point. J'eus la satisfaction de découvrir et de déterminer le cours d'une rivière qui n'était encore connue que dans la partie la plus voisine de son confluent avec le Rio-Salado, et qui porte le nom de Saladillo sur la carte de la province de Buénos-Ayres. De plus, m'étant procuré les originaux de l'itinéraire de Don Pablo Zizur et de la carte qu'il a dressée de son voyage à la grande Saline de l'ouest, j'ai comparé et lié le travail de ce marin avec le mien, ce qui m'a donné le cours complet du Saladillo, depuis sa source dans les montagnes Huamini jusqu'à sa chute dans le Salado. Ce n'est pas, au reste, le seul avantage que j'ai retiré de l'examen du travail de Zizur; et les relèvemens que ce voyageur a faits du pic de la Sierra Ventana, auquel j'ai rattaché moi-même mes opérations de la baie Blanche, dont je parlerai plus loin, me présentaient le moyen de lier par un grand réseau plusieurs points très-éloignés de la surface des Pampas.

Mais en voulant coordonner ces matériaux divers, je trouvai une telle discordance, que je fus obligé d'examiner de nouveau et de discuter toutes les données du voyage de Zizur, et je réussis, contre tout espoir, à découvrir la cause de l'erreur. Dès-lors tous mes résultats se sont accordés, et il suit de cette analyse que la longitude assignée à la Laguna de Salinas par les cartes les plus modernes, doit être considérablement diminuée, ainsi que celle de plusieurs lacs et des montagnes connues sous le nom de Sierra Huamini.

La Laguna de Salinas est une de ces nombreuses salines naturelles que l'on trouve dans les terrains sablonneux qui forment lisière autour des Pampas, et dans les parties australes du continent américain. Elle fut visitée par Zizur en 1786, et elle est devenue célèbre dans le pays par les voyages des caravanes qui allaient à cette époque y chercher le sel nécessaire à la consommation de Buénos-Ayres. Zizur en avait levé un plan qui s'est perdu; mais ayant retrouvé toutes les données dans son manuscrit, j'ai pu le reconstruire, et l'on ne lira pas sans intérêt la description de ces grands réservoirs, où les eaux pluviales, après avoir lavé les terrains environnans, viennent se concentrer par l'évaporation, et déposent en grandes masses cristallines le sel dont elles sont chargées.

Je reçus à la Cruz-de-Guerra l'ordre de rejoindre l'expédi-

tion principale, qui allait se diriger sur la baie Blanche, et avant de quitter ce point, j'y déterminai la latitude et la déclinaison de l'aiguille aimantée. J'avais été muni d'un théodolite portant boussole, d'un horizon artificiel et d'un cercle de réflexion : mais ce dernier instrument était dépourvu de sa lunette, ce qui le rendait impropre à des observations de distances, et m'a empêché de m'occuper de la longitude; de plus, sa construction, calculée uniquement pour la mer, ne permettait d'observer les hauteurs, avec horizon artificiel, que jusqu'à une certaine élévation, que dépassait alors la hauteur méridienne du soleil. J'ai donc été obligé, pour déterminer la latitude de la Cruz-de-Guerra, de me servir de hauteurs prises hors du méridien, et je l'ai obtenue par une moyenne entre trois systèmes d'observations.

J'ai renfermé, dans mon itinéraire de Buénos-Ayres à la Cruz-de-Guerra, tous les détails qui m'ont paru intéressans sur les campagnes de cette province et sur ses habitans. Ainsi je fais voir comment se groupent autour de la capitale, d'abord les jardins et les vergers, avec leurs grands bois de pêcheurs, uniquement destinés à fournir le combustible dont ces parages sont dépourvus; puis les fermes, où les grains sont confiés à une terre prodigue, qu'effleure à peine le soc de la charrue, qui jamais ne reçoit d'amendemens, et dont la fertilité paraît fabuleuse; puis enfin ces vastes établissemens où d'innombrables troupeaux se pressent sur des pâturages sans cesse broutés, et dont la nudité laisse à peine concevoir que tant d'animaux puissent y trouver une nourriture suffisante. Je décris la manière de garder, de marquer, de châtrer, de dompter ces taureaux et ces chevaux qui n'ont jamais connu l'étable, et dont l'éducation a été confiée à la seule nature. Je peins leurs maîtres presque aussi sauvages qu'eux; ces hommes demi-nomades, qui passant leur vie à cheval, ne connaissant d'autre aliment que la viande, d'autre siège et d'autre lit que le sol de leurs plaines; qui obligés dès leur enfance à tremper continuellement leurs mains dans le sang des animaux, et à exposer leur vie dans les exercices les plus périlleux et dans les querelles qui naissent presque toujours de leurs réunions; qui habitués à braver la faim, la soif et l'intempérie des saisons, se rendent, pour ainsi dire, insensibles à la douleur, souffrent sans se plaindre, voient.

couler tout leur sang sans s'émouvoir, et reçoivent la mort presque avec la même indifférence qu'ils la donnent. Je les montre entreprenant de longs voyages, et affrontant la solitude et les dangers du désert sans autre compagnon que le coursier qui les porte, sans autre guide que les astres et leur propre sagacité, sans autres provisions qu'un peu de tabac et de *yerba*; bien sûrs que les daims, les autruches, les tatous, les perdrix n'échapperont ni à leur vue perçante ni à leurs boules; que jamais un peu de paille sèche ne leur manquera pour flamber une grillade, ni une touffe d'herbe pour reposer leur tête.

Je revins de la Cruz-de-Guerra à Buénos-Ayres au mois de février 1828, et n'y restai guère qu'une quinzaine de jours, pour prendre un peu de repos et pour faire les préparatifs du nouveau voyage que j'allais entreprendre. Je partis pour le fort de l'Indépendance, situé à environ quatre-vingt lieues au sud de la capitale, au pied des montagnes du Tandil: c'était là le point de réunion de l'expédition pour la baie Blanche. Je traversai donc de nouveau toute la province, qui dans cette direction est peuplée sur un bien plus grand espace, car les *estancias* ou établissemens destinés à la multiplication des troupeaux, s'étendent jusqu'à vingt lieues au sud du Rio-Salado, tandis qu'en remontant cette rivière, ils ne l'atteignent même pas. Au reste il ne faut entendre par population dans ces vastes plaines, que celle qui résulte de maisons ou cabanes éparses et séparées par des intervalles qui augmentent d'autant plus que l'on s'éloigne de la ville. Ces intervalles ne sont pas de moins de quatre à cinq lieues aux approches du désert: ils sont remplis au nord du Salado par d'immenses chardonnières qui bordent toutes les routes, et en font des avenues où le voyageur ne peut soupçonner qu'il passe au milieu de champs couverts de troupeaux, et souvent dans un guet-à-pens qui doit lui coûter la vie.

Au sud du Salado les chardons n'occupent plus que de petits espaces, parce que les habitations sont plus modernes, et que cette plante, l'une de celles qui accompagnent toujours le séjour de l'homme dans les Pampas, et qui croissent spontanément autour de sa demeure, n'a pas encore eu le temps de tout envahir. La vue s'étend donc sans obstacle sur un terrain qui devient plus uni, et dont les ondulations s'effacent presque entièrement. En même temps les endroits marécageux se multiplient,

et l'on rencontre bientôt de grands marais formés par les ruisseaux qui descendent des montagnes du sud, et qui ne rencontrent pas assez de pente pour s'écouler.

Tout le territoire compris entre le Salado et les montagnes du Tandil, les côtes de l'Océan et le Saladillo est un bas-fond qui forme la partie inférieure du bassin des Pampas, et que les eaux semblent avoir plus récemment abandonné. Quelques mamelons groupés dominent seuls cette superficie monotone, et forment de vrais îlots dans les années pluvieuses. L'un d'eux, qui porte le nom de Kaquel, et se trouve sur la route que je suivais, y sert de limite aux terrains habités : au-delà on entre de nouveau dans les Pampas désertes, et l'on n'a plus jusqu'au Tandil d'autres traces de la présence de l'homme, que le chemin frayé qui conduit à ce fort.

Les montagnes du Tandil commencent à se découvrir à une quinzaine de lieues de distance, et leur vue produit une sensation agréable sur l'œil fatigué de l'invariable uniformité des savannes. Après avoir parcouru une centaine de lieues sans rencontrer non-seulement de pierres, mais pas même le plus petit caillou, on considère avec plaisir ces masses de roches, qui viennent enfin montrer quelques dentelures sur l'horizon des Pampas, et l'on jouit bientôt des contrastes que font la couleur rougeâtre de leurs sommets granitiques avec la tendre verdure qui entoure leur pied, et le courant tumultueux des ruisseaux qui s'échappent de leurs gorges, avec le silence et l'immobilité des eaux stagnantes de la plaine.

Les montagnes du Tandil sont peu élevées ; elles composent avec celles dites du Volcan à l'est et celles de Tapalquen à l'ouest, une série de groupes, qui ne forme évidemment qu'un même système avec la Sierra de la Ventana et la Sierra Huamini. Cette chaîne souvent interrompue vient mourir au cap Corrientes, et termine au sud le bassin des Pampas. Le fort de l'Indépendance est construit au pied et au nord du mont Tandil, à l'entrée d'une gorge de laquelle sort une petite rivière qui porte le même nom.

Je trouvai l'expédition réunie, et n'attendant plus que l'arrivée d'un convoi de charrettes pour se mettre en marche. Je reçus du chef qui la commandait l'ordre de prendre les devants, afin de reconnaître les environs de la baie Blanche, et de choisir le lieu propre à l'établissement qu'on voulait fonder. On ne

m'accorda que deux jours de repos au Tandil; et j'en profitai pour y déterminer la latitude et observer la direction et la texture des montagnes.

La reconnaissance préliminaire que j'allais faire de la baie Blanche n'était pas sans danger; car nous allions nous éloigner de plus en plus des établissemens des Blancs, et parcourir une région entièrement au pouvoir d'Indiens, qui ne pouvaient voir de bon-œil que les Chrétiens cherchassent à empiéter continuellement sur un territoire dont ils se regardent avec quelque raison comme les légitimes possesseurs. Il était surtout téméraire de s'enfoncer vers le sud, avec une force aussi peu respectable que celle qui devait m'accompagner, à une époque où la horde du fameux Pincheira parcourait le désert en vainqueur de toutes les peuplades des Pampas, portant l'extermination et l'effroi aussi bien au milieu des habitations civilisées que des camps indiens. Cependant le chef de l'expédition regardait avec raison comme très-important que la position de la nouvelle colonie fût déterminée avant l'arrivée sur les lieux du nombreux convoi de charrettes qui suivait la caravanne, et il comptait d'ailleurs pouvoir me suivre à très-peu de journées d'intervalle. Du succès de ma mission paraissait dépendre celui de l'entreprise; je partis donc, et avec l'escorte la plus singulièrement composée qui ait jamais accompagné voyageur.

À l'avant-garde, et à environ une demi-lieue en avant, marchait le *vaquero* ou guide, le personnage le plus important de toute la caravane, puisque c'est lui dont l'expérience la conduit à travers champs, lui fait éviter les obstacles, et calcule la direction et les haltes d'après la nécessité de l'eau. L'art de se guider au milieu de déserts dont l'aspect uniforme n'offre aucun objet qui puisse laisser de profondes traces dans la mémoire, exige une sagacité dont nous nous faisons difficilement une idée, et que l'on ne peut trouver que chez les sauvages, ou chez des peuples comme les pâtres de l'Amérique du sud, dont l'éducation et les mœurs se rapprochent de l'état de nature. Cet art, quoique généralement répandu parmi ceux-ci, constitue néanmoins une profession; et le guide qui nous conduisait était, en cette qualité, à la solde du gouvernement.

Il était accompagné d'une douzaine de vauriens qui, sous le titre de volontaires, et sans autre espoir que celui de faire

partie de quelque échauffourée où il leur serait permis d'enlever des chevaux aux Indiens, abandonnaient gaiement les lieux habités, pour souffrir toutes les incommodités et les privations de la vie errante. Ces aventuriers appartenaient à la classe d'hommes qui dans le pays portent le nom de *gauchos*; gens sans aveu et sans domicile, vivant sur le commun, abusant de l'hospitalité si générale dans ces contrées, partageant leur vie entre le jeu et les cabarets, et ne louant leurs services qu'à la dernière extrémité. C'est le vrai type des mœurs agrestes et du caractère indépendant des habitans dans les provinces où domine la vie pastorale, et je ne pouvais souhaiter une plus favorable occasion de les étudier.

Quelques-uns des volontaires marchaient groupés autour du *vaqueano*; d'autres, placés par ses ordres à une demi-lieue sur les flancs de la colonne, servaient d'éclaireurs, et scrutaient d'un oeil attentif les hautes herbes qui couvrent une grande partie de la surface des plaines. Venaient ensuite une trentaine d'Indiens Aucas, de la tribu des Pehuénches, qui habite les vallées des Andes, vers le volcan et col d'Antuco, en face de la Conception du Chili. Ils accompagnaient leur cacique principal, qui était venu solliciter le secours de Buénos-Ayres contre la horde de Pincheira. Ces fiers et indomptables guerriers marchaient épars, traînant d'une main leurs longues lances, et épiant continuellement les daims et les autruches que nous trouvions à chaque instant sur notre passage, et qui échappaient rarement au tir de leurs boules. Leurs femmes et leurs enfans conduisaient derrière eux les bêtes de somme et les chevaux de rechange, galopant à droite et à gauche pour chasser les bêtes paresseuses, qui dans ces longs voyages s'arrêtent à chaque instant pour brouter. Enfin l'arrière-garde était formée par un détachement de vingt cuirassiers avec leur officier. Ces militaires étaient spécialement chargés de veiller sur ma personne : ils emmenaient aussi des chevaux de rechange et un troupeau de jumens destiné à l'approvisionnement de la caravane, car on n'emporte jamais d'autres vivres dans des marches aussi rapides, et l'on avait seulement préparé pour moi un peu de viande de vache salée et séchée à la manière du pays.

Telle était la distribution de notre caravane, qui offrait à mes observations trois classes d'hommes distinctes, et une suite

de tableaux piquans dans la marche, la chasse, les haltes, la manière de camper et de se garder, les alertes, etc. Les Indiens surtout, dont plusieurs s'exprimaient très-bien en espagnol, me fournissaient une foule de détails curieux, et répondaient avec une complaisance qui leur est peu ordinaire, aux intarissables questions que je leur faisais sur les lieux qu'ils avaient traversés dans leur long voyage de la Cordillère aux côtes de l'Atlantique.

Après avoir laissé derrière nous les sommets nus et déchirés des montagnes granitiques du Tandil, nous tombâmes dans une belle vallée où prend naissance la petite rivière Chapaleufu, et nous atteignîmes une seconde chaîne de montagnes calcaires, dont les flancs, coupés à pic, présentent comme une grande et longue muraille d'une hauteur uniforme. Elles portent le nom de Sierra de la Tinta (des couleurs), à cause des ocre qu'y viennent chercher les Indiens pour peindre leur corps et leurs pelletteries.

Au débouché des montagnes on retrouve de nouveau des plaines qui forment un bassin argilo-calcaire entièrement semblable à celui des Pampas, quoique beaucoup moins étendu. Ce bassin est traversé par plusieurs petites rivières qui y perdent leur rapidité, et y acquièrent une salure plus ou moins prononcée. Bientôt on atteint de beaux coteaux argilo-sablonneux, et à peine perd-on de vue la Sierra de la Tinta au nord-est, qu'on découvre celle de la Ventana au sud-ouest, ce qui m'a permis de faire des relèvemens assez précis et de donner une certaine exactitude à l'itinéraire que j'ai construit (1). Les

(1) Nous venions d'atteindre le sommet de l'un de ces coteaux lorsque nous aperçûmes à l'horizon des groupes d'objets confus, auxquels le mirage, qui s'observe presque continuellement à la surface de ces grandes plaines, donnait mille formes fantastiques. Mais bientôt nous pûmes distinguer des cavaliers qui couraient à toute bride, puis revenaient sur leurs pas et se croisaient en tous sens. Nos éclaireurs prirent les devants, et avant qu'ils fussent de retour, nous nous trouvâmes sur le théâtre de cette joûte inattendue. C'était une chasse d'Indiens Auca, Les daims, les antruches, les tatoua qui de toutes parts gisaient égorgés sur l'herbe ensanglantée, prouvaient qu'elle avait été très-abondante; et non loin de là les femmes et les enfans, restés au camp établi sur les bords d'un lac, étaient occupés à dépecer et à boucaner le gibier de la veille.

terrains argileux que nous traversons ont pour limite une petite rivière à laquelle son extrême salure a fait donner le nom malheureusement trop multiplié de Salado; elle les sépare des grands bancs calcaires qui s'appuient sur les montagnes primitives de la Ventana, et que recouvre une couche très-mince de terre formée d'un mélange de sable et d'argile, dans lequel le sable domine d'autant plus qu'on s'avance vers le sud. Passé l'Arroyo Salado, le sol devient de plus en plus montueux, et les rivières que l'on rencontre coulent au fond d'étroites et

L'unique arme dont se servent ces peuples pour atteindre leur proie se compose de trois pierres arrondies, de la grosseur d'un boulet de quatre livres, et revêtues d'une bourse de peau qui a été harnachée pour cet effet, de manière qu'en sechant elle a pris exactement, par le retrait, la forme de la boule. Chacune de ces bourses est suspendue à une forte courroie qui a environ quatre pieds de longueur, et les courroies sont réunies par leur autre extrémité. Le cavalier tient l'une des boules et le point de réunion dans la main droite, et il imprime aux deux autres boules un mouvement de rotation au-dessus de sa tête. Lorsqu'il juge ce mouvement assez rapide, il lâche le point centrique auquel viennent se réunir les trois courroies, et il continue à faire tourner tout le système jusqu'à ce qu'il soit à portée du but qu'il veut atteindre. Alors il lance le tout. Les boules s'échappent en tournoyant sur la centre qui leur sert d'attache, et vont s'entortiller autour de l'objet frappé. L'animal qui en est atteint reste empêtré et soudainement arrêté dans sa fuite. Le chasseur est aussitôt à terre, armé du couteau qu'il porte à la ceinture, et en un clin d'œil il égorge sa proie et la place sur son cheval.

Lorsque les Indiens des Pampas veulent faire une grande battue, ils vont passer la nuit sur le point où elle doit commencer, et se placent sur une grande ligne arrondie en forme de demi-cercle. Ces préparatifs sont faits dès le soir et chacun dort à son poste, de manière qu'au point du jour, ils n'ont qu'à monter à cheval et à s'avancer lentement dans cet ordre. Ils surprennent ainsi, sur tout le front qu'ils embrassent, tous les animaux endormis ou qui attendent pour paître que la rosée soit dissipée. Quelquefois ils forment deux ou trois lignes concentriques, de sorte que l'animal qui a échappé aux chasseurs de la première, tombe infailliblement sous les coups de ceux qui la suivent.

On conçoit qu'avec un pareil système de chasse, une contrée est bientôt dépeuplée, et que la tribu est obligée de lever le camp pour aller chercher fortune ailleurs. Celle que nous venions de rencontrer faisait alors des provisions pour plusieurs semaines. Elle nous fit très-bon accueil, et nous nous séparâmes d'elle chargés de gibier.

profondes vallées, bordées de falaises verticales entièrement composées de calcaire. La dernière et la plus considérable de ces rivières, avant d'atteindre la baie Blanche, est le Rio Sauce Grande, ainsi nommée à cause des beaux saules dont ses rives sont bordées. C'est là qu'on trouve le premier arbre qu'ait planté la nature sur cette longue route; là aussi commencent les terrains siliceux dont j'ai déjà parlé, et qui continuent presque sans interruption jusqu'à l'extrémité australe du continent.

Nous arrivâmes à la baie Blanche le 21 mars, et le gros de l'expédition ne nous rejoignit que le 9 avril. Notre petite avant-garde passa donc une vingtaine de jours isolée, et ce furent autant de jours de détresse et d'alarmes, par le dénuement absolu de vivres et les alertes continuelles de nos Pehuenches, qui à chaque instant croyaient découvrir les traces d'ennemis aux aguets, et se voir assaillir par la horde de Pincheira. Je parcourus néanmoins les alentours de la baie, qui sont en général assez arides, excepté sur les bords de deux petites rivières qui s'y déchargent, et dont l'existence n'était pas encore connue. Je fixai sur la rive gauche de l'une d'elles le lieu du nouvel établissement, à cinq quarts de lieue de son embouchure, au milieu d'une plaine dont la fertilité décida mon choix.

L'existence de la baie Blanche a été ignorée jusqu'à une époque très-récente; aussi ne la voit-on figurer sur aucune des cartes marines publiées jusqu'à ce jour; et parmi les cartes géographiques, je ne connais que celles de M. Brué où elle soit indiquée. Elle a été découverte par les pêcheurs qui poursuivent les amphibiens sur ces côtes; et la première reconnaissance qui en ait été faite a eu lieu en 1804 et 1805, époque à laquelle un brick de guerre y fut envoyé par le vice-roi de Buénos-Ayres. J'ai eu entre les mains le plan hydrographique qui en fut dressé alors: c'est un ouvrage grossièrement exécuté; mais malgré les inexactitudes dont il abonde, son ensemble donne une idée assez juste de la forme de la baie, et il n'a rien été fait postérieurement qui puisse améliorer les détails de la partie extérieure de ce vaste port.

Dès que j'eus tracé le fort et autres travaux qui devaient s'exécuter pour l'établissement de la nouvelle colonie, je m'occupai de la topographie des alentours de la baie. Je relevai une partie du cours des deux rivières qu'elle reçoit, et je dressai un

plan que je liai au sommet principal de la Ventana par un triangle dont la base mesurée a près de huit lieues marines. Je ferai remarquer, en passant, que ce sommet, qui se découvre à la mer d'une assez grande distance, et qui a reçu des navigateurs le nom de Monte Hermoso, est placé sur toutes les cartes au bord même de l'Océan, tandis que dans la réalité il en est éloigné de plus de douze lieues, et qu'il n'est point, comme on nous le représente, une montagne distincte et séparée de la Sierra Ventana. J'ai corrigé cette erreur et indiqué son origine. Des hauteurs méridiennes du soleil prises à diverses époques, toutes rapprochées du solstice, m'ont donné avec précision la latitude du nouveau fort; et en admettant la longitude assignée par toutes les cartes marines au Monte Hermoso, j'ai eu tous les élémens nécessaires pour construire géographiquement mon travail de la baie Blanche, et pour le rattacher aux travaux dont j'ai parlé plus haut.

Quatre mois de séjour dans ces parages m'ont permis d'en tracer une description exacte, à laquelle j'ai joint les observations météorologiques que j'y ai faites journellement, et l'analyse chimique des efflorescences salines qui y couvrent de grands espaces de terrain. De plus, les relations que nous ne tardâmes pas à établir avec la colonie du Rio-Negro, situé à quarante lieues au sud du nôtre, me procurèrent l'occasion de réunir sur les parties plus australes du continent tous les renseignemens qui m'étaient nécessaires pour rendre complètes les notions que j'ai acquises sur ces régions désertes et stériles. Je me suis servi avec avantage de ceux qui m'ont été fournis par deux voyageurs, M. Cramer et M. Jones. Le premier, ancien officier français au service de la république Argentine, a fait et dressé, par ordre du gouvernement de Buénos-Ayres, une reconnaissance de la baie de Todos-Santos, des dix premières lieues du cours du Rio Negro, et de la péninsule de San José. M. Jones est un Anglais qui a eu pendant plusieurs années un établissement de pêche à la baie de San Blas, et qui a parcouru en détail toutes les côtes de la Patagonie, non-seulement par mer, mais aussi par terre; car ayant naufragé dans le golfe de San Jorge, il fut obligé de se frayer un chemin jusqu'au Rio Negro, après avoir séjourné au milieu des Indiens Patagons, et avoir essuyé des fatigues incroyables. Cet intrépide et malheu-

reux pêcheur a fait aussi le voyage de Patagones à Buenos-Ayres, à travers les Pampas. Je lui dois beaucoup de renseignemens intéressans.

Parmi un grand nombre de matériaux importans que j'ai réunis sur les contrées australes, tels que les calques des plans originaux des principaux ports de la Patagonie, dressés par la marine espagnole, le document le plus précieux est la carte et le manuscrit de Don Basilio Villarino, officier de marine, qui en 1784 a remonté le Rio Negro depuis son embouchure jusqu'à sa source au milieu des Andes. Il est vrai qu'il s'est glissé dans le travail graphique de ce voyageur une erreur considérable sur la longitude; mais par un examen attentif et la discussion des données que renferme son manuscrit, j'ai pu rétablir les calculs sur leurs vraies bases, et parvenir à un résultat très satisfaisant. Ainsi nous avons en entier le cours du Rio-Negro, et la description des terrains qu'il arrose.

Ce fleuve, le plus considérable de ceux qui se trouvent du Rio de la Plata au détroit de Magellan, a quelque analogie avec le Nil, quoique sur un plus petit développement. Comme le fleuve égyptien, il prend sa source dans de hautes montagnes, et coule dans une vallée qu'il arrose par ses inondations périodiques; ainsi que lui, il parcourt une vaste étendue de pays sans recevoir aucun affluent, et il traverse de grands déserts arides qui ne présentent d'habitable que la zone étroite baignée par ses eaux. Mais ce qui rend surtout ce fleuve remarquable, c'est qu'il est le seul qui puisse servir à établir par eau une communication directe avec le Chili, et qu'il conduit à ce fameux col des Andes que les neiges ne ferment en aucun temps, et auquel aboutissait, dans les premières années de la conquête, un chemin frayé qui conduisait de Buenos-Ayres à Valdivia et autres villes australes du Chili. Les traces de ce chemin sont aujourd'hui entièrement perdues, et la tradition seule en a conservé le souvenir.

La connaissance exacte du cours du Rio Negro peut être considérée comme une découverte importante en géographie. Elle aide à résoudre la grande question qui, dans le pays même, partage tous les esprits sur les affluens de ce fleuve, sur l'origine et le cours du Rio Colorado, et sur celui des rivières qui descendent de la Cordillère aux environs de Mendoza pour se

diriger vers le sud. Elle fait disparaître enfin cet enchaînement de rivières et de grandes lagunes dont nos géographes composent le cours du Rio Negro et de ses affluens ; enchaînement tout-à-fait idéal, et qui fait un vrai chaos de la géographie de ces contrées. Au reste, le voyage de Villarino n'est pas le seul document qui m'ait aidé à éclaircir cette confusion, et j'ai été favorisé par plusieurs conjectures très-heureuses.

A peine fûmes-nous établis à la baie Blanche, que les diverses peuplades d'Indiens Aucas, qui se trouvaient éparses dans les environs, vinrent asseoir leur camp autour de nous. La nation Puelche abandonna aussi les bords du Colorado, où elle séjourne habituellement, pour venir visiter ses nouveaux voisins. Enfin le corps des Pehuenches, dont un détachement m'avait servi d'escorte, vint augmenter cette réunion déjà considérable, et solliciter d'elle sa coopération à l'attaque de la horde de Pincheira. On savait que cette horde était campée au confluent du Colorado et d'une autre rivière considérable qui vient du nord, et dont les eaux sont salées. L'expédition fut résolue. Un détachement de nos troupes en fit partie; et je chargeai l'officier qui le commandait de me rendre compte des distances parcourues, et de tous les détails qu'offrirait son voyage sur le cours du fleuve dont il allait suivre les bords. Il résulte de l'itinéraire de cette expédition, que le Rio Colorado se compose de deux branches principales, dont l'une vient directement de l'ouest et l'autre du nord; et que par conséquent c'est ce fleuve, et non le Rio Negro, qui reçoit le Rio Diamante et autres rivières du versant des Andes au pied duquel se trouve la ville de Mendoza.

Ce fait, méconnu jusqu'à ce jour, est pleinement confirmé par un autre voyage aussi long et non moins intéressant que celui de Villarino. C'est celui qu'entreprit, en 1806, Don Luis de la Cruz, de la Conception du Chili à Buenos-Ayres par le volcan et col d'Antuco. Je me suis procuré le manuscrit de ce voyageur; et, quoique son itinéraire ne renferme d'autres données que les aires-de-vent et les distances, et qu'il n'ait pas, comme celui de Villarino, l'avantage d'offrir des observations de latitude, je suis parvenu par un examen critique et des réductions convenables à en construire tous les détails; et il ne me reste plus aucun doute sur l'origine et la distribution des

cours d'eau qui traversent cette vaste région. Je crois que la solution de cette question ne sera pas considérée comme la partie la moins importante de mes investigations dans l'Amérique du Sud.

J'ai profité de mon séjour au milieu d'une nombreuse réunion de tribus indiennes, pour recueillir sur les mœurs de ces peuples guerriers et sauvages, tout ce qui m'a paru digne d'intérêt. Je suis parvenu à connaître d'une manière positive le nombre de nations distinctes qui habitent les contrées australes, et qui ont été multipliées sans fondement par les écrivains. Ceux-ci ont pris pour des noms de peuples différens ceux de tribus de même origine, qui se distinguent entr'elles par le nom des lieux qu'elles habitent, en y ajoutant la terminaison *che*, qui signifie *homme*. Enfin, j'ai cherché à calculer, aussi exactement que possible, le nombre d'habitans que composent ces nations, et l'on sera effrayé du résultat que j'ai obtenu, en voyant le petit nombre d'êtres humains qui se trouvent comme perdus dans une aussi vaste étendue.

De retour à Buenos-Ayres vers la fin de 1827, je n'ai plus entrepris de longs voyages, mais j'en ai faits de fréquens dans l'intérieur de cette province, où j'ai exécuté diverses opérations d'arpentage et plusieurs travaux topographiques pour le compte du gouvernement. Les données que m'ont fournies mes recherches et mes voyages dans le Sud, réunies à l'espèce de cadastre qui a été dressé par le bureau topographique de Buenos-Ayres, me permettent de publier de cette partie considérable de la république Argentine une carte très-détaillée et beaucoup plus exacte qu'aucune de celles qui ont paru jusqu'à ce jour.

Possesseur de nombreux matériaux dont une partie se trouve indiquée dans cet exposé, il devenait indispensable de les classer et d'adopter un plan de rédaction. Voici comment j'ai conçu le cadre dans lequel on pourrait leur faire occuper une place, et les présenter sous un ordre à la fois agréable et instructif.

Après avoir donné une idée générale de la république Argentine, de ses anciennes comme de ses nouvelles limites, et du nombre de provinces qu'elle renferme, je diviserai celles-ci, ainsi que l'a fait la nature, en littorales et intérieures, en pastorales et agricoles. A la tête des premières se trouve la province de Buenos

Ayres dont la capitale, qui lui a donné son nom, peut être considérée comme celle de toute la république. Sa situation maritime qui la rend l'entrepôt du commerce de tout l'état, et lui donne l'avantage exclusif de se mettre en contact immédiat avec les nations étrangères, son rôle politique, sa population plus nombreuse, sa civilisation plus avancée, tout concourt à lui assigner le premier rang; et c'est elle dont il convient de s'occuper d'abord. A la province de Buenos-Ayres se rattachent naturellement toutes les contrées désertes qui l'entourent; ainsi sa description doit être accompagnée de celle des Pampas et de la Patagonie, et cette première division renferme tout l'espace compris entre le trente-quatrième parallèle et l'extrémité australe du continent.

Le Rio de la Plata, sur la rive duquel est bâti Buenos-Ayres, se forme de la réunion des grands fleuves navigables qui arrosent les provinces de Santa Fé, Entre-Rios, etc. Ce sont celles que j'ai désignées sous le nom de pastorales, parce que l'éducation des troupeaux y constitue l'occupation principale de leurs habitants. Elles forment avec celle de Buenos-Ayres un groupe dans lequel les mœurs ont la plus grande analogie; leur description doit par conséquent suivre celle du territoire de la capitale. Ce groupe d'ailleurs, renfermant toutes les provinces que baignent les eaux de l'Océan et de grands fleuves, et que, pour cette raison, j'ai nommées littorales, il ne reste plus à s'occuper que des provinces intérieures.

Ces dernières composent elles-mêmes d'autres groupes tels que celui des trois provinces de Cuyo, qui sont Mendoza, San Juan et San Luis, et qui présentent entr'elles la même analogie que les provinces littorales. Viennent ensuite celles qui s'éloignent du bassin des Pampas, et qui, plus ou moins hérissées de montagnes, offrent à l'observation un sol et des mœurs toutes différentes.

En décomposant ainsi le vaste territoire de la république Argentine, on est conduit à décrire successivement toutes ses parties, dans l'ordre où elles se présentent naturellement au voyageur; il est facile ensuite de bien juger de l'ensemble, de faire ressortir dans des aperçus généraux ce qu'ont de commun les diverses provinces qui le composent, et de rendre

saillantes les différences notables qui les distinguent les unes des autres.

Mais pour procéder à ces descriptions partielles, il paraît indispensable de présenter une suite de cartes particulières, construites sur une assez grande échelle pour renfermer la plupart des détails que l'on supprime ordinairement dans les cartes, et que l'on réserve pour les plans topographiques.

Les contrées de l'Europe sont tellement peuplées que les géographes doivent se borner à y signaler les principaux lieux habités, les moyens de communication, les amas et les cours d'eau les plus considérables, et les grandes inégalités de la surface terrestre. Des détails plus minutieux seraient superflus, et ne feraient que surcharger des cartes que la multiplicité des noms ne rend déjà que trop confuses. Les travaux de l'homme, d'ailleurs, dans une longue suite de siècles, ont rendu, pour ainsi dire, artificielle la surface d'un sol devenu entièrement productif, et ont fait disparaître les inondations, les forêts immenses et tous les grands accidens d'une nature agreste.

Mais il en est tout autrement dans les vastes contrées dont je m'occupe. Le rapport de la population à la superficie sur laquelle elle est répandue est tellement faible, qu'il s'anéantit, si je puis m'exprimer ainsi, et que l'on peut considérer l'ensemble de la république Argentine comme un grand désert, dans lequel se trouvent disséminées quelques oasis habitées.

Ce serait par conséquent réduire à un vrai squelette, et rendre très-peu dignes d'intérêt les cartes particulières des provinces, que de se borner à y tracer le petit nombre de points habités et de chemins qu'elles renferment, et les principales rivières qui les arrosent. Il m'a paru au moins aussi important de chercher à faire connaître la nature des terrains, les grands végétaux et les eaux stagnantes qui couvrent leur surface, et tous les accidens qui rendent celle-ci plus ou moins propre au séjour de l'homme et aux travaux de l'agriculture. C'est pour cela que je n'ai omis aucun des détails et des signes conventionnels qui m'ont paru propres à faire juger, autant que possible, au premier coup-d'œil, de l'aspect physique du pays et des ressources qu'il peut offrir. C'est aussi par la même raison que dans la partie statistique, en évaluant la superficie de chaque province, je me propose de faire connaître l'espèce des

différens terrains qu'elle comprend, et la proportion dans laquelle chacun d'eux concourt à l'évaluation totale.

J'adopte pour les cartes particulières la projection de Mercator, parce qu'elle facilite beaucoup la construction des itinéraires, en permettant de tracer immédiatement les aires-de-vent suivies et les relèvemens faits par les voyageurs. Mon cadre d'ailleurs ne dépassant pas le quarante-troisième parallèle, ne renferme que des latitudes sous lesquelles cette projection n'altère pas d'une manière trop sensible la configuration des régions qui y sont situées. Je réserve la projection conique pour la carte générale.

Je me suis fait une règle de n'employer dans la nomenclature géographique que le langage parlé sur les lieux que je décris. Car si une carte peut être considérée comme un instrument destiné au voyageur qui veut parcourir le pays qu'elle représente, il paraît essentiel que les noms dont elle est couverte soient ceux qui sont en usage dans le pays même; et j'étends cette règle non seulement aux noms propres de lieux, mais encore aux termes génériques qu'emploie le langage local, me réservant d'en donner l'explication dans une synonymie dont j'accompagne chaque carte.

J'évite ainsi les erreurs graves où sont tombés les géographes qui lisant, par exemple, dans les originaux qu'ils ont consultés, le mot *montes* sous lequel les habitans, dans leur espagnol corrompu, désignent les bois, l'ont traduit par montagnes, et ont fait figurer des monts où il n'existe pas la moindre colline, en les substituant à de grandes forêts qui s'élèvent dans des lieux bas et inondés. C'est encore par une fausse interprétation de termes locaux, que nos meilleures cartes nous montrent au milieu des Pampas le mot *torrens* sur un terrain dont l'horizontalité transforme en marais toutes les rivières qu'il reçoit des montagnes qui le circonscrivent. Je pourrais citer une foule d'erreurs semblables.

Je me suis aussi attaché scrupuleusement à conserver leur orthographe à tous les noms propres, ayant pu me convaincre que pour avoir négligé ce soin important, nos cartes sont souvent inintelligibles pour les habitans même des pays qu'elles représentent, et que c'est une des causes qui contribuent le plus à la confusion qui règne dans la géographie des contrées

encore peu connues. Qui reconnaîtrait, par exemple, le mot *lavquen*, lagune, dans *lyquen* qui ne signifie rien? *bebedero*, lieu qui boit, qui engloutit l'eau qu'il reçoit, dans *bebeden* qui ne veut rien dire? *Curamatal* est le nom d'une montagne; il se compose de deux mots de la langue Anca qui expriment une enceinte de rochers, et peignent le lieu auquel ils sont appliqués: nos cartes le transforment en *caranuala*, mot vide de sens. Enfin, sans étendre plus loin cette critique, je me contenterai de demander s'il n'est pas triste de voir le nom d'un fleuve aussi considérable et aussi connu que l'Uruguay, estropié et changé en Uraguay? J'espère que mes cartes et les recherches que j'ai faites sur l'étymologie d'un grand nombre de noms propres, contribueront à faire disparaître ces imperfections.

Chacune de mes cartes particulières est accompagnée d'un mémoire géographique destiné à faire connaître les données qui ont servi à la construire, et surtout les régions qu'elle retrace. Il m'a paru naturel de décrire le pays avant de m'occuper de ses habitants et de leur organisation sociale; d'après ce principe, que les localités sont la première des causes qui influent sur les mœurs et le caractère des peuples. Aussi ne placée-je qu'à la suite de cette description géographique, les itinéraires des divers voyages qui m'en ont fourni les matériaux. Je conserve à ceux-ci la forme de journal, parce qu'il m'a semblé que c'était le meilleur moyen d'entrer dans une foule de détails minutieux sur les usages des habitants. De cette manière, je traite de ces objets au fur et à mesure que les diverses circonstances de mes voyages font naître l'occasion d'en parler. Le mouvement et la variété de cette espèce de narration m'ont paru préférables à un exposé méthodique, qui probablement serait très-fastidieux.

Enfin, après la description géographique qui fait connaître une province, et les tableaux animés des itinéraires qui mettent en action ses habitants, de manière à peindre leurs mœurs et à faire ressortir les principaux traits de leur caractère, il devient plus aisé de tracer son histoire et de donner une juste idée de sa situation actuelle. Je me propose, en conséquence, de placer à la suite des deux premières parties indiquées, l'abrégé historique de la fondation de chaque province et de ses

progrès jusqu'à l'époque présente, avec tous les détails statistiques que j'ai pu me procurer.

Le résumé de tous les faits qui constituent la description géographique, historique et statistique de chacune des parties intégrantes de la république Argentine, fournira un tableau général propre à compléter et terminer l'ouvrage destiné à la faire connaître.

Tel est le cadre dont les matériaux que j'ai recueillis peuvent remplir une partie. Son étendue est vaste, sans doute; et pour le rendre complet, il serait nécessaire qu'un nouveau voyage me permît de visiter les provinces que je n'ai pas parcourues moi-même, et sur lesquelles je n'ai que des renseignemens plus ou moins positifs. Si ce voyage était entrepris dans ce seul but, avec les instrumens et autres secours qui m'ont manqué dans le premier, je crois que les sciences pourraient en attendre des résultats intéressans. Il n'est pas douteux, au moins, qu'une longue habitude du pays et les notions déjà acquises ne me donnassent un grand avantage sur les voyageurs qui entreprennent la description de régions où leur apparition momentanée ne leur permet que des observations rapides, et les place sous l'influence de mille impressions du premier moment, dont le temps fait bien souvent reconnaître la fausseté. C'est, à mon avis, une cause d'erreurs à laquelle n'ont pu se soustraire quelquefois les hommes les plus distingués, et que mon long domicile en Amérique me donnerait plus de chances d'éviter.

Je souhaite que la lecture de cet exposé confirme l'opinion que je viens d'émettre, et que mes travaux sur les provinces australes et orientales de la république Argentine soient assez importans pour faire naître le désir de les voir s'étendre au reste de cette grande et intéressante contrée. Remplir cette tâche fait toute mon ambition, et mon zèle n'attend que les moyens.

45. VOYAGE DE PRÊTRES BOUDDHISTES CHINOIS EN 399.

Dans la séance de l'Académie des inscriptions et belles-lettres du 29 octobre 1830, M. Abel-Rémusat a lu un mémoire sur la découverte d'une relation de voyage d'un genre assez extraordinaire, quant à l'époque, au but et à l'étendue des contrées parcourues. Des prêtres bouddhistes, partis de la Chine l'an 399, traversèrent la Tartarie, le pays des Ouigours,

les monts Himalaya, l'Indus, visitèrent les hautes régions de la Perse orientale, repassèrent l'Indus, atteignirent le Gange, visitèrent les pays les plus célèbres de l'Inde centrale, descendirent jusqu'au lieu où est maintenant Calcutta, s'embarquèrent pour l'île de Ceylan, et revinrent dans leur pays en touchant à Java. Cette course de plus de 1,500 lieues par terre et de 800 lieues par mer, les occupa 15 ans. Leur but était d'apprendre le sanscrit, de copier les livres sacrés de leur religion, et de s'instruire dans ses dogmes les plus secrets. Ils visitèrent dans cette intention les lieux réputés saints, les temples fameux, les monastères. Chemin faisant, ils recueillirent des notions très-curieuses sur la géographie de régions très-peu explorées, et sur l'histoire de plusieurs États de l'Inde, que les indianistes ne nous ont pas encore fait connaître, tels que Oudiana, le pays de Kandara et des Beloutches; sur la rive droite de l'Indus, le Koushala, le Kapila et plusieurs autres dans l'Inde moyenne. Le laborieux académicien a découvert cette relation singulière dans une collection de la bibliothèque royale, que ses prédécesseurs, qui ne regardaient pas de très-près, avaient pris pour un recueil de traités sur la magie et la pierre philosophale. Il l'a traduite en entier du chinois, et s'est appliqué à en éclaircir toutes les particularités. La chose était d'autant plus importante, que le récit de ces voyageurs fixe enfin les idées sur les lieux où le bouddhisme a été prêché primitivement, et place incontestablement dans le nord de l'Inde, du côté de Nepal, le berceau du fondateur de ce culte, qu'on avait jusqu'ici placé au sud du Gange. Il est assez remarquable que les livres chinois fassent résoudre ainsi des problèmes historiques et géographiques que les efforts des indianistes auraient sans doute laissés long-temps encore dans l'obscurité. (*Le Temps*; 31 oct. 1830, p. 4669.)

46. GUIDE CLASSIQUE DU VOYAGEUR EN EUROPE, comprenant, etc.; par RICHARD, ingénieur géographe employé aux postes. 2 vol. in-12, ensemble de 51 feuilles 5/6, plus 7 planches ou cartes. Paris, 1828-1829; Audin.

47. MÉMOIRES DES VOYAGES, ou Lettres écrites à diverses époques, pendant des courses en Suisse, en Calabre, en Angleterre et en Écosse; par M. DE CUSTINE. 2 vol. in-8°, en-

semble de 56 feuilles. Paris, 1830; Alex. Vezard, passage Choiseul, n° 46, et Lenormand père.

48. EXPÉDITION ET NAUFRAGE DE LA PEYROUSE. Recueil historique de faits, événemens, découvertes, appuyés de documens officiels, avec un état nominatif des officiers, savans, artistes, marins embarqués sur *la Boussole* et *l'Astrolabe*, et l'énumération authentique de tous les débris du naufrage; par A. HAFDÉ. In-8° de 5 feuilles 1/2. Paris, 1829; Delaunay.

TABLE

DES ARTICLES DU CAHIER DE JANVIER 1831.

Géographie et Statistique.

Pages.

Dictionnaire classique et universel de géographie moderne; Langlois.	1
Journal pour la géographie générale; Hoffmann.	3
Observations sur l'orthographe du golfe de Lyon; de la Roquette.	4
Rectification de la topographie du Bosphore Cimmérien.	6
Présentation des comptes des ministres et proposition de loi pour le règlement définitif du budget de 1828. — Comptes des ministres de la guerre et de la marine. — Comptes des ministres de la justice, des affaires étrangères, des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, de l'intérieur, du commerce et des finances. — Compte du service des poudres et salpêtres. — Compte rendu de la dotation des invalides de la guerre. — Compte rendu de l'établissement des invalides de la marine. — Rapport et procès-verbal de la commission chargée de la vérification des comptes des ministres. — Rapport au Roi sur l'administration des finances. — Rapport au Roi sur les impositions communales.	7
Résumé en valeurs du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères, pour 1828.	15
Budget des dépenses et des recettes de l'année 1831.	16
Tableau de tous les salaires et traitemens payés par l'État.	18
Atlas du droit commercial; Poux-Franklin.	32
Produits et consommation des grains en France.	33
Histoire générale, médicale et statistique de l'état présent de la charité publique en France; Johnston.	37
Description du département du Nord; Grille.	43
Mémoire sur le chemin de fer de la Loire, d'Andrézieux à Roanne;	

Mellet et Henry. — Rapports du conseil d'administration de la Compagnie du chemin de fer de la Loire. — Rapport sur le tracé du chemin de fer de la Loire, depuis Roanne jusqu'au chemin de fer de St-Etienne à Andrezieux; Mellet et Henry. — Inspection du chemin de fer de la Loire; Ch. Dupin.....	49
Essai historique, géographique et statistique sur le royaume des Pays-Bas; Balbi et de la Roquette.....	59
Observations sur les eaux de la Prusse, la nature de son sol et les côtes de la Baltique; Wutzke.....	61
La monarchie prussienne considérée sous le rapport de la population et de la richesse nationale; Rumpf.....	62
Considérations sur les finances et l'industrie de l'état prussien...	63
Premier rapport de la Société pour l'amélioration du sort des prisonniers condamnés dans les provinces orientales de la monarchie prussienne.....	66
Description historique, topographique et pittoresque de Mayence; Brühl.....	69
La Catalogne, sous le rapport pittoresque, de l'architecture et des antiquités; Schæffer.....	74
Annuaire de l'Inde orientale pour l'année 1831.....	70

Économie publique.

Essai sur l'histoire de l'action publique et du ministère public; Delpon.....	77
Cours de droit public interne et externe; Pinheiro-Ferreira.....	84
Crédit public, pétition aux Chambres; de Botherel. — Projet d'une nouvelle organisation financière; Godefroy d'Orvilliers.....	85
L'agonie de la loterie; Bryon. — Projet d'amélioration dans la loterie actuelle.....	87
Principes du droit en matière de change; Daniels.....	88
De l'économie commerciale en six essais: sur les machines, l'accumulation des capitaux, la production, la consommation, le numéraire et la liberté du commerce; Cayley.....	90

Voyages.

Coup-d'œil sur le voyage de M. Parchappe dans la République Argentine.....	112
Voyage de prêtres bouddhistes chinois en 339.....	
Guide classique du voyageur en Europe.....	142
Mémoires des voyages; de Castine.....	<i>ib.</i>
Expédition et naufrage de La Pérouse; Hapdé.....	143

ERRATA.

Tom. XXIV (Cahier de novembre 1839), Page 356, ligne 25; elle, lisez : *qu'elle*. Pag. 364, ligne 8; il pent, lisez : *il ne pent*.

Pag. 368, manque cette 1^{re} ligne: La réunion de ces connaissances est nécessaire pour obtenir.

PARIS. — IMPRIMERIE DE A. FIRMIN DIDOT,

RUE JACOB, N^o 24.

BULLETIN

DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES,

ÉCONOMIE PUBLIQUE, VOYAGES.

GÉOGRAPHIE ET STATISTIQUE.

49. **STATISTIQUE ANNUELLE DE L'INDUSTRIE. ALMANACH** du Commerce de Paris, des Départemens de la France et des principales villes du monde, de J. DELATYNNIA, continué et progressivement amélioré par Séb. BOTTIN. Année 1831, xxxiv^e de la publication. Un gr. vol. gr. raisin, de 1304 ; prix, 12 fr. br., et 14 fr. rel. Paris, au bureau, rue J.-J. Rousseau, n^o 20.

L'Almanach du commerce, que publie M. Bottin, en est à sa trente-quatrième année.

Il n'est pas relatif à Paris seulement, il comprend aussi tous les départemens de la France et les principales villes du monde. Seul ouvrage de ce genre qui soit rédigé sur une aussi grande échelle, il est probablement aussi le plus vaste indicateur commercial annuel qui soit annoncé en Europe.

Le succès toujours croissant de l'Almanach du Commerce a éveillé l'émulation et par suite la concurrence, et c'est en partie à cette concurrence même, et surtout à la manière dont elle a été exercée dans les dernières années, que le livre de M. Bottin doit l'avantage de se trouver aujourd'hui sur tous les comptoirs de la capitale, d'être connu des commerçans de tous les pays, et de se voir admis dans les bibliothèques, comme une bonne *Statistique annuelle de l'industrie*, qui a valu à son auteur un prix décerné par l'Académie des sciences de l'Institut, en 1824.

L'Almanach du Commerce est formé de trois grandes divisions principales.

La première, qui concerne Paris, occupe seule la moitié du volume. Cette première division donne le tableau le plus com-

plet, en même temps le plus sûr qu'on ait encore offert au public, du mouvement annuel, de la situation de l'industrie et du commerce à Paris ; l'indication de ses établissemens en tous genres, les noms, qualifications et adresses de tout ce que cette grande capitale compte de dignitaires, de magistrats, de fonctionnaires, d'employés et de principaux habitans, propriétaires, fabricans et commerçans.

La seconde division comprend les quatre-vingt-six départemens de la France. On y apprend à connaître tout ce qu'il est utile au commerce de savoir, sur les productions territoriales et manufacturières de chaque département.

On trouve à s'y faire, pour chaque ville, pour chaque localité, une idée sommaire des produits du territoire, de l'industrie, des objets du commerce. On y connaît par leurs noms les banquiers, armateurs, négocians, manufacturiers et fabricans, les commissionnaires en tout genre ; les fonctionnaires principaux dans l'ordre administratif et commercial. On y trouve la nomenclature, par chefs-lieux de département et d'arrondissement, d'un nombre choisi d'avocats, d'avoués, de défenseurs, agens près les tribunaux de commerce, de notaires, d'huissiers ; et dans chaque chef-lieu de canton et autres moindres localités, autant qu'il est possible, le nom d'un notaire et d'un huissier.

Par ce moyen, du fond de son cabinet, de son comptoir, de son atelier, le banquier, le commerçant, le fabricant qui a des actes conservatoires à faire exercer, à quelque distance que ce soit de chez lui, trouve sur le champ les noms d'officiers ministériels auxquels il puisse s'adresser sans être obligé de se déplacer.

Des détails de la même nature sont donnés dans la troisième division, sur les principales villes d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et de l'Océanie. Cette grande division des pays étrangers est bien améliorée cette année ; elle est surtout rédigée avec plus de méthode.

D'autres indications non moins utiles sont répandues dans tout le livre : celle des bureaux de poste aux lettres pour chaque localité, de la distance au chef-lieu de sous-préfecture ; celle des diligences, messageries, coches d'eau.

Un des moyens les plus puissans d'émulation que l'Europe doive au mouvement éclairé du siècle est la distribution des distinctions qui terminent chacune des expositions publiques de

l'industrie nationale. Dans l'Almanach du Commerce, depuis onze ans, des signes, inventés par M. Bottin, sont ajoutés au nom des fabricans qui ont obtenu des médailles d'or, d'argent, de bronze, les recommandant ainsi à la confiance des acheteurs et des consommateurs. Les chevaliers et grands officiers des ordres royaux de S^t. Louis, de la Légion-d'Honneur, sont aussi distingués par des signes particuliers, différens pour chaque ordre.

Enfin les sciences, les lettres, l'agriculture, la bienfaisance, la sécurité publique, toutes les parties, en un mot, de l'économie générale ont aussi leur part dans l'Almanach du Commerce. Ainsi la Société royale centrale d'agriculture, la Société d'encouragement pour l'industrie nationale s'y voient, chaque année, annoncées avec détail; le programme des prix qu'elles ont proposés dans l'intérêt de l'économie publique, moyen bien autrement efficace pour donner une publicité continue à des programmes, que la voie dispendieuse des journaux quotidiens, puisque l'annonce en est faite dans un livre qui va dans tous les recoins de la France, y reste ouvert toute l'année dans huit à dix mille comptoirs ou ateliers; tandis que l'annonce dans un journal, même le plus répandu, est fugitive comme la feuille qui l'a reçue, feuille que le lendemain manque rarement de faire oublier, quand il ne l'a pas détruite.

A la suite du précis statistique de chaque département, et pour le compléter, se trouvent les listes, si flatteuses pour les localités, de ceux des fabricans qui sont membres ou correspondans du Conseil général du commerce, de celui des manufactures, du Conseil d'agriculture, de la Société royale centrale d'agriculture; de la Société royale des antiquaires, des différentes académies de l'Institut.

L'indication des différens établissemens publics d'instruction, de secours, de sûreté, de finances, d'économie rurale.

L'indication des sociétés s'occupant des sciences, des arts, des bibliothèques, musées, jardins publics, pépinières, haras, édifices, établissemens, objets dignes de fixer l'attention des voyageurs.

Le nombre des foires.

Ce précis statistique ainsi complété, et qui occupe toujours moins d'une page, est revu avec un soin tel, que, par exemple, un préfet qui doit se rendre pour la première fois dans le départe-

tement qu'il est appelé à administrer, peut y puiser une idée première et déjà suffisante de ce qu'est ce département sous le rapport des hommes et sous celui des choses.

Deux grandes tables terminent l'Almanach: la première est une table géographique des villes et des communes dont la situation industrielle et commerciale est détaillée dans le livre.

La seconde est une table complète des matières qui manquait dans les premières éditions, et dont la grande utilité est de plus en plus sentie. L'*Almanach du Commerce*, comme toutes les choses dont la grande utilité assure le succès, a eu ses envieux.

Déjà, de son vivant, M. Delatynna avait obtenu jugement contre un contrefacteur.

En 1819, la première année de sa rédaction, M. Bottin a rencontré un *Annuaire de l'Industrie*, composé sur l'échelle et le plan de son Almanach; mais cet Annuaire de M. Bresson n'a paru qu'une fois. La même année, l'auteur de l'*Almanach des 25,000 Adresses* a cru pouvoir aussi publier un *Almanach des Commerçans*. Les 25,000 Adresses subsistent encore; mais l'Almanach des Commerçans a cessé de paraître depuis plusieurs années.

Après l'Almanach des Commerçans, publié chez M. Panckoucke, on a vu paraître un *Dictionnaire général du Commerce*, ou *Tableau industriel et commercial de Paris*, par un sieur Petitjean; mais cette spéculation de l'ancien huissier n'a pas été plus heureuse que celle de l'auteur de l'*Annuaire de l'Industrie*, malgré l'énormité du volume et les efforts faits par un imprimeur estimable, créancier de l'auteur. Le Dictionnaire de M. Petitjean, après s'être glissé furtivement chez un assez grand nombre d'anciens souscripteurs de l'*Almanach du Commerce*, qui avaient été surpris par la similitude du format et du prix, est venu expirer sur le pavé de Paris, à l'énorme rabais de 75 et 80 pour %.

Une mésaventure à peu près semblable paraît être réservée à un *Répertoire du Commerce de Paris*, ou *Almanach des Commerçans*, publié en 1828 et 1829, et qui ne paraît plus.

Aujourd'hui c'est un *Parfait indicateur*, ou *Almanach commercial de Paris et la Banlieue*, par M^{rs} Pointel et Cambon, anciens recenseurs (de M. Petitjean), qui est annoncé d'abord au prix de 4 fr. 50 c^s, puis à celui de 6 fr. 50 c^s, et que quelques personnes, d'après des insinuations peu délicates, croyaient être le véritable *Almanach du Commerce* de M. Bottin. Mais

cette compilation, qui est-annoncée pour la seconde fois seulement en 1831, ne saurait être (format même à part) confondue avec l'*Almanach du Commerce*, qui compte trente-quatre années d'existence, puisqu'on n'y trouve, ni les *départemens de la France*, ni les *pays étrangers*, ni même la *liste générale des habitans de Paris*, tous articles qui donnent un si grand intérêt à l'*Almanach du Commerce* de M. Bottin, soit qu'on envisage ce livre comme production statistique, soit qu'on n'y cherche que des adresses; qu'on n'y trouve que les listes des professions empruntées à M. Bottin, mais avec cette particularité que, pour rendre la besogne plus facile et moins coûteuse, les honnêtes compilateurs paraissent avoir adopté le plan de donner comme le véritable état des choses, au 1^{er} janvier de chaque année, les listes qu'ils trouvent sur l'*Almanach du Commerce* Bottin de l'année précédente, sans se mettre en peine des nombreuses mutations qui peuvent être survenues de janvier à janvier. Ainsi pour 1831, les listes de l'*Indicateur*, que ses auteurs qualifient de *parfait*, en supposant le nombre de 40,000 adresses qu'ils annoncent, contiennent environ 7,000 adresses fausses.

50. MESURE DE LA RICHESSE FRANÇAISE. Discours prononcé par M. le Baron Ch. DUPIN, de l'Acad. des sciences, dans la séance publique des 4 académies de l'Institut de France, le 30 avril 1831.

La plupart des sciences fondées sur des faits ont commencé par des observations plus ou moins vagues, et peu propres à fournir une exacte connaissance des choses et de leurs rapports.

Par degrés on a compris qu'il est impossible d'arriver à des vérités certaines et de saisir les lois scientifiques d'un ordre élevé, si, pour chaque espèce de phénomènes, on n'établit pas un instrument de mesure qui puisse rendre comparables des faits étudiés en des lieux différens, à des époques différentes, par divers observateurs.

Ainsi les phénomènes de la chaleur n'ont pu nous révéler les lois qui les régissent qu'avec le secours de l'instrument propre à mesurer les divers degrés de chaleur; ainsi, pour arriver à la loi qui régit la force du magnétisme et de l'électricité, il a fallu

créer une balance qui fit connaître la raison suivant laquelle ces forces varient en fonction des distances.

Les besoins de la vie civile ont fait imaginer, dans les monnaies métalliques, un instrument de mesure pour la valeur des objets utiles à l'homme, c'est-à-dire, pour la valeur des richesses.

Mais cet instrument est imparfait; il ne présente pas une unité qui soit invariable, comme celle du thermomètre ou des électromètres.

Chez un même peuple, les monnaies n'ont pas toujours contenu, pour une unité donnée, la même quantité de métal. Ce métal, tantôt plus rare, et tantôt plus commun, a produit une unité plus grande ou moins considérable dans sa valeur intrinsèque. Comment obvier à ces difficultés, et pouvons-nous espérer d'y parvenir?

Je crois possible de résoudre ce problème, lorsqu'il s'agit d'évaluer la richesse d'un peuple nombreux.

Imaginons un recensement qui constate pour une même année le revenu complet de chaque individu; faisons la somme de tous ces revenus, elle constituera ce que j'appelle la richesse annuelle du peuple dont toutes les existences individuelles ont été recensées.

Imaginons ensuite qu'on évalue le prix moyen du travail purement manuel, celui que produit le simple exercice de la force physique de l'homme, chez le peuple qu'on dénombre. Ce travail journalier sera notre unité de mesure.

Concevons que ce peuple, conservant le même ordre social, la même industrie et les mêmes richesses individuelles, double, triple, quadruple sa population de chaque classe et de chaque condition; évidemment, sa richesse totale doublera, triplera, quadruplera, etc. Par conséquent la population forme un premier facteur de la richesse annuelle.

Concevons maintenant que le prix de la force physique double, triple, quadruple, etc., tout restant d'ailleurs invariable dans l'état social; le prix des fruits du travail doublera, triplera, quadruplera, etc. Ainsi le prix de la force physique est un autre facteur de la richesse annuelle.

Il est un troisième facteur, que j'appellerai le *multiplicateur de la richesse*, et qui joue le rôle le plus important dans la

théorie de la richesse des peuples. J'en donnerai l'idée par la définition suivante :

Le nombre qui, multipliant le prix de la journée du travail physique, donne le revenu moyen de chaque individu, et qui de plus, multipliant le nombre des habitans, donne la richesse annuelle de la France entière, c'est le multiplicateur de la richesse nationale. Deux divisions successives suffisent pour le déterminer.

Éclaircissons par un exemple ce que ces notions renferment d'abstrait.

32,640,000 Français ont en 1830 pour revenu total 8,800,000,000 fr. ; à parts égales ce serait 269 fr. 60 c. pour la portion de chacun. Le prix moyen de la journée purement manuelle est de 1 fr. 25 c., contenu 215 69/100 fois dans cette portion : 215 69/100 est le multiplicateur de la richesse française pour l'année 1830.

Vous voyez d'abord que, si l'on voulait altérer les monnaies et changer la valeur de l'unité, pourvu qu'en réalité la richesse annuelle restât la même, quoiqu'elle ne fût plus exprimée par le même chiffre, non plus que le prix du travail, le multiplicateur de la richesse resterait invariable.

Admettons que, chez le peuple dont on mesure la richesse, la puissance de l'esprit ajoute par degrés au travail physique de l'homme les secours de l'intelligence, pour produire de nouvelles inventions mécaniques et tous les perfectionnemens que peut procurer l'industrie ; chacune de ces additions accroît la richesse générale, même en supposant que la population et le prix du travail physique restent stationnaires. Par conséquent, chacun de ces enfantemens du génie augmentera le multiplicateur de la richesse ; les accroissemens de ce nombre serviront à mesurer le progrès de l'aisance, de la fortune et de la civilisation.

Examinons ce progrès chez un même peuple, et prenons toujours la France pour exemple favori.

En 1730, la richesse annuelle s'élevait à deux milliards cent vingt-cinq millions ; le multiplicateur de cette richesse était 181 62/100.

En 1780, la richesse annuelle s'élevait à quatre milliards

deux cent soixante millions; le multiplicateur de cette richesse était 194 64/100.

En 1830, la richesse annuelle s'élevait à huit milliards huit cent millions; le multiplicateur de cette richesse était 215 99/100.

Si pour chacune de ces époques on multiplie le prix du salaire manuel par le multiplicateur de la richesse, on obtient pour produit le revenu moyen de chaque individu. Alors on trouve que ce revenu s'élevait,

En 1730 à 107 fr. 98

1780 à 169 38

1830 à 269 61

Lorsque Voltaire écrivit sur l'économie sociale un de ces romans où la raison la plus profonde se cache sous les formes frivoles d'une gaieté pleine de grâces, il admit, pour richesse annuelle de son humble héros, la somme de 40 écus ou 120 fr. Ce revenu, compris entre celui que nous venons de calculer pour 1730 ou 1780, appartient à l'époque intermédiaire dans laquelle fut écrit et publié l'*Homme aux quarante écus*.

Au lieu de cette valeur monétaire, qui ne laisse aucune idée nette quand on compare des époques où les prix de toutes choses présentaient d'énormes différences, les multiplicateurs de la richesse nous offrent une expression plus simple et non moins claire.

En reprenant les trois époques que nous mettons en parallèle, et les trois multiplicateurs de la richesse qui leur correspondent, nous dirons :

Le revenu moyen de chaque Français était égal,

En 1730, au produit de 181 52/100	} journées de travail purement manuel.
En 1780, au produit de 194 64/100	
En 1830, au produit de 215 69/100	

Déjà, Messieurs, vous apercevez le simple progrès du multiplicateur de la richesse, combien le sort des individus s'est amélioré dans notre patrie depuis cent ans, et surtout depuis ses cinquante dernières années: nous reviendrons dans un moment sur cette importante considération.

Les multiplicateurs de la richesse peuvent donner aux citoyens les idées les plus exactes sur les impôts dont ils sont

chargés; en même temps ils fournissent au gouvernement, sur cet objet, des lumières précieuses.

En réunissant les impôts payés par le peuple au gouvernement et au clergé, ces impôts étaient équivalens,

Années.	Journées de travail.
En 1730, à.....	24 4/10
1780, à.....	32 4/10
1830, à.....	22

Le rapport de cet impôt avec le revenu des citoyens était,

En 1730.....	15 pour cent.
1780.....	20 pour cent.
1830.....	11 1/2 pour cent.

Ici, nous découvrons sous un jour nouveau, par le progrès du multiplicateur, et par la réduction proportionnelle des charges publiques, une double cause de prospérité pour le peuple, en comparant les deux époques de 1780 et de 1830.

Ce bien-être croissant du peuple français, depuis cinquante années, nous en reconnaissons l'effet dans l'accroissement de la vie moyenne, laquelle était :

Époques.	Années de vie.
En 1780 de.....	28 44/100
1830 de.....	35 30/100

Voilà donc, en un demi-siècle, la vie moyenne des Français augmentée de sept ans, c'est-à-dire du quart de l'existence moyenne en 1780!...

Sans doute, l'admirable bienfait de la vaccine réclame une part de ce résultat, mais seulement une part : tout le reste est produit par le bien-être croissant dont jouit le peuple français.

Nous exprimons ici le vœu de voir effectuer, chez tous les peuples éclairés, des recherches précises sur leur richesse annuelle, afin de connaître, sinon pour des époques antérieures, au moins pour l'époque présente, le multiplicateur de leur richesse.

Que de lumières précieuses seraient jetées sur l'histoire, si nous avions la série des multiplicateurs de la richesse, pour Athènes, Rome et Carthage, pour l'Égypte et les grands États de l'Asie, dans les principaux siècles de leur grandeur et de leur décadence! Quelques chiffres en diraient plus que des volumes

de récits et de fictions, où la peinture usurpe la place du calcul, et l'imagination celle de la raison,

En nous bornant, puisqu'il le faut, au siècle où nous vivons, si nous pouvions avoir une simple table des multiplicateurs de la richesse pour les principales nations qui se partagent l'Univers, quelles conséquences profondes n'en pourrait-on pas tirer sur le sort de l'espèce humaine dans chaque partie du Monde; combien d'illusions seraient détruites; combien de puissances qui nous éblouissent par le faux reflet de leur menongère prospérité nous révéleraient la misère de leurs sujets; combien nos idées changeraient sur l'opulence de l'Orient, qui, depuis quatre mille ans, apparaît aux nations occidentales comme le réceptacle des trésors de l'Univers!

Lorsqu'on mettrait en parallèle la mesure précise de la richesse chez les différents peuples, avec leurs lois, leurs connaissances et leurs mœurs, il résulterait des vérités fondées sur les plus grandes expériences que l'état social des différents peuples puisse offrir à la civilisation.

Les observations faites pour une première époque, il faudra les continuer, sinon chaque année, au moins de cinq en cinq ans, ou de dix en dix années. Alors on connaîtra les variations de la richesse et de son multiplicateur chez les diverses nations; alors on pourra mesurer la vitesse avec laquelle chaque peuple s'enrichit ou s'appauvrit. Cette vitesse, très lentement variable, réglera les prévisions de l'avenir le plus prochain. Voilà les quelques oracles que puissent rendre avec certitude les modernes augures de la fortune publique.

En attendant les travaux dont nous sollicitons l'entreprise, faisons avec nous-mêmes des comparaisons que nous ne pourrions faire avec l'ensemble des autres peuples.

Notre richesse nationale, plus que doublée dans l'avant-dernier siècle, et plus que quadruplée dans le siècle dernier, cette richesse qui depuis 3 siècles s'est accrue avec une invincible puissance, malgré 150 années de guerres, dont 50 années de guerres civiles, malgré les massacres anti-religieux du 16^e siècle, malgré les persécutions et les exils du 17^e, enfin, malgré les 8 révolutions ensanglantées que renferme la longue période révolutionnaire de 1790 à 1830; cette richesse serait-elle arrivée au der-

nier terme de son agrandissement ? Comme en géométrie on voit certaines courbes parcourues par un point qui s'élève de plus en plus vite , pour rebrousser subitement et parcourir une nouvelle route invariablement descendante, la richesse française doit-elle ainsi rebrousser et redescendre ? Il faudrait donc alors repasser par ces états de pénurie et de souffrance qui pèseraient sur nous comme la décadence sur une maison dépouillée par degrés de l'opulence, de l'aisance et du nécessaire ; tandis que parcourues dans un ordre inverse, les variations de la richesse s'offraient à nos pères comme les passages heureux d'une existence, humble d'abord et nécessaire, à des degrés plus doux de bien-être et de fortune ?

Si nous examinons les causes du progrès de la richesse nationale, depuis trois siècles, il nous sera facile de répondre à ces questions.

Commençons par remarquer que l'origine de ce progrès des fortunes privées remonte à la même époque que la renaissance des lettres, des sciences et des arts au sein de la France. Cette coïncidence n'est pas l'effet du hasard.

Lorsqu'un premier duc d'Orléans eut ramené la paix, l'ordre et la liberté dans le sein de la patrie ; lorsque les États constitutionnels de son royaume, le remerciant du repos et du bien-être dont il faisait jouir les citoyens, le saluèrent du beau nom de *Père du peuple*, ses premiers loisirs et cette félicité préparèrent la renaissance des travaux intellectuels. On vit en même temps la langue française devenir l'idiôme des lettres et des sciences ; ce qui les rendit populaires, et propagea leurs bienfaits. Cette propagation, moins rapide et moins fructueuse dans le siècle de Louis XII, le devint davantage dans le siècle de Louis XIV. L'Académie des sciences, instituée il y a cent soixante-cinq ans, concentra, dirigea les travaux de l'esprit humain vers le but constant de l'utilité publique. Elle embrassa dans ses études les diverses connaissances qui peuvent servir à l'accroissement de la richesse nationale. L'agriculture, les arts mécaniques et chimiques, la navigation, tout reçut le bienfait de ses recherches, de ses découvertes et de leurs applications. Elle conçut la pensée d'étudier chacun des arts dont se composait notre industrie nationale, comme les naturalistes étudient chacun des genres qui composent un règne de la nature. Elle ne trouva presque par-

tout que des métiers bornés à des pratiques aveugles, à des routines trop souvent déraisonnables. Les Réaumur, les Duhamel et leurs illustres émules descendirent, avec une patience inépuisable, dans les détails des professions les plus brillantes et les plus humbles, pour en donner la description. Chacun d'eux ajouta quelque présent de la raison aux procédés qu'il décrivit, ou du moins il en signala les parties encore imparfaites. Grâce à ces travaux, les arts ne furent plus entourés de mystère ; ouverts à toutes les intelligences, chaque année ils furent étudiés et perfectionnés par un plus grand nombre d'esprits cultivés. Les applications de la science entrèrent par degrés dans l'industrie ; la connaissance et la pratique de ces applications forma les ingénieurs, qui se partagèrent la direction des diverses espèces de travaux publics. De grands établissemens particuliers réclamaient des directeurs de travaux également instruits ; ces directeurs exigèrent un autre degré d'instruction chez leurs subordonnés immédiats. Enfin, l'on a conçu la pensée de faire descendre les notions scientifiques les plus utiles jusqu'aux simples ouvriers, qui, par le développement et l'habile direction de leur intelligence, sont les premiers et les plus puissans promoteurs de la richesse nationale.

Je viens d'indiquer en peu de mots les causes du progrès de cette richesse. Pour qu'elle rétrogradât, il faudrait que l'autorité persécutât les sciences, au lieu de les protéger ; il faudrait qu'elle mît des entraves à l'enseignement supérieur, et qu'elle étouffât l'enseignement populaire.

Mais l'enseignement populaire est plus que jamais protégé ; durant quinze années de restauration, il n'avait reçu qu'un million de francs du Trésor public ; il reçoit maintenant un million par année, c'est-à-dire quinze fois davantage.

Nos écoles supérieures voient accroître les connaissances utiles dont elles offrent l'enseignement. Un moment, après des journées de triomphe, le nombre des auditeurs a diminué ; mais aux premiers temps d'effervescence, excusables seulement durant l'ivresse de la victoire, succède aujourd'hui pour la jeunesse distinguée qui fréquente les plus célèbres écoles, le temps habituel du calme, de la méditation et des heures solitaires, passées loin de la place publique, dont le tumulte convient mal au recueillement que nécessite le succès de fortes études.

Cette jeunesse, fière à juste titre d'avoir pris part à la conquête de nos libertés agrandies et consolidées, appelons-la maintenant à d'autres conquêtes qui demandent aussi du courage : le courage de la pensée et celui de la constance dans les plus pénibles travaux.

Quels que soient l'avancement de nos sciences et la perfection de nos arts, nous ne connaissons aucune science, aucun art qui n'offre au génie de l'homme un vaste champ de découvertes et de perfectionnemens. Que la génération nouvelle avance à son tour, et prenne son rang dans l'échelle glorieuse des générations qui, depuis trois siècles, ont augmenté la fortune de la patrie, et, par des travaux applicables à tous les temps, à tous les lieux, à tous les peuples, ont accru l'héritage du genre humain.

Sans rien préjuger sur les inventions que la postérité pourra devoir aux esprits supérieurs qui ne manqueront pas plus à la jeune France qu'ils ne manquèrent à la France de nos pères, si la jeune France les égale en études fructueuses, contemplons seulement les applications possibles des inventions déjà connues. Tout marche à pas de géans dans nos arts, et pourtant on dirait que nous sommes encore aux premiers pas. Jugeons-en par le seul examen des forces que l'homme s'adjoint pour enfanter la richesse. Il met à contribution le travail des animaux : eh bien ! ces animaux, en trop petit nombre, appartiennent encore à des races appauvries et faibles ; la science agricole lutte partout avec l'ignorance et les préjugés, pour multiplier par le secours de l'art la nourriture des animaux utiles, en accroissant par des combinaisons ingénieuses les produits qui nourrissent l'homme. Cette autre science qui transforme en quelque sorte les animaux en variant les conditions de leur existence et de leur génération, de manière à modifier le volume, la forme, la consistance et la vigueur de chaque partie du corps, suivant les commandemens de l'intelligence, cette science, prodigieusement avancée chez nos voisins, commence à peine à s'introduire parmi nous.

Et pour l'homme, n'avons-nous rien à faire d'analogue ? Dans un grand nombre de nos villes et de nos campagnes il est faible, petit et trop souvent mal conformé ; parce qu'en beaucoup de contrées il est encore mal nourri, mal logé, mal soigné dans l'enfance et mal guidé dans l'âge mûr. Appliquons à ces

contrées; à ces villes, tout ce que le génie des sciences naturelles a révélé sur les moyens d'augmenter la force de l'homme.

Si nous passons aux forces inanimées, elles ouvrent le champ à des progrès plus grands encore. La nature a tout fait pour les donner à la France. Voyez la force des eaux ! elles offrent à la navigation, au flottage 2759 lieues; mais presque partout cette navigation, ce flottage sont intermittens; dans beaucoup d'endroits ils sont dangereux ou difficiles : l'art peut vaincre tous ces obstacles.

Cette navigation fluviale, confinée par la nature dans les bassins que séparent nos chaînes de montagnes, peut, au moyen des canaux, s'étendre à toutes les parties du royaume et joindre les deux mers. La canalisation de la France, qui présentait au plus 150 lieues navigables avant 1730, et qui maintenant en présente six cents complètement navigables, en présentera mille avant six années, si nous voulons achever les travaux dont la dépense est aux trois quarts accomplie.

Pour suppléer aux voies commerciales des rivières et des canaux, nos routes royales dont l'ensemble comprend 8,632 lieues d'étendue, avant la révolution présentaient dans leur tracé, dans leur structure, des imperfections, des lacunes, qu'on fait disparaître par degrés, mais avec une lenteur désespérante pour l'industrie française. Il faut donc, même aujourd'hui, plus de chevaux et de voitures pour transporter les produits de l'agriculture et des arts, par des voitures complètement terminées et complètement améliorées.

Nos routes départementales ne sont pas aux deux tiers achevées, et nos chemins vicinaux sont dans un état que ne désavouerait point la barbarie du moyen-âge.

Les chemins de fer compléteront le système des grandes lignes de transport, partout où l'abondance des produits permettra d'en faire la dépense première. Bientôt nous aurons cinquante lieues de routes en fer; mais déjà les Anglais en ont mille : voyez donc si de ce côté nous sommes au terme de nos progrès.

Deux grandes cités, Manchester et Liverpool, comptent ensemble 350 mille habitants; de nombreuses voies en fer établies côte à côte unissent les deux cités. Telle est aujourd'hui la rapidité, la puissance des moyens de communication, qu'un navire de 300 tonneaux, sa charge déposée sur le quai de Liverpool,

les 300,000 kilog. dont elle se compose, sont enlevés, chargés sur les chariots, lancés sur la route en fer, et le même jour, peu d'heures après, le chargement entier est arrivé dans Manchester.

En un mot, les transports par terre et par eau, qui fécondent la richesse, comme les arrosements fécondent l'agriculture, ces transports, loin d'avoir atteint chez nous le dernier terme du perfectionnement, exigent encore des travaux immenses pour atteindre un terme que nos rivaux en industrie dépassent avec une vitesse toujours croissante.

Il reste à parler d'une dernière force qui depuis cinquante années a produit les plus grands miracles de l'industrie. On a calculé que la force de la machine à vapeur, dans les royaumes britanniques, surpasse le travail de sept millions d'hommes; en France, elle n'a pas encore atteint le travail de 500 mille hommes. Vous jugerez combien est récente l'introduction de cette force, par l'exemple de la cité la plus manufacturière du royaume: c'est Paris.

De 1778 à 1817, en 39 ans, Paris n'acquiert que neuf machines à vapeur; de 1817 à 1831, en 14 ans, Paris acquiert 149 machines à vapeur, et, malgré cette immense acquisition, nous en sommes encore au quatorzième de la force de vapeur accumulées par l'Angleterre pour seconder la force de l'homme.

Dans les manufactures, la vapeur rivalise de puissance avec l'homme; sur les routes, pour le transport des effets et des voyageurs, elle rivalise avec les bêtes de somme et de trait; sur les mers elle rivalise avec la force du vent, partout elle finit par remporter la victoire.

Sur les routes, une voiture à vapeur servie par deux hommes peut transporter cent voyageurs, à raison de sept lieues par heure; c'est deux fois la vitesse d'un cheval au galop ordinaire.

Sur la mer, deux machines et quatre hommes représentent l'action de 600 chevaux, ou la voiture d'une corvette: ces quatre hommes font naviguer un bâtiment de 600 tonneaux contre le vent et la marée, dont les obstacles disparaissent devant l'industrie humaine.

Voilà par quels prodiges, des forces nouvelles s'ajoutent sans cesse aux forces de l'homme, afin d'accroître le multiplicateur des richesses nationales.

Mais qu'avons-nous fait pour avancer dans cette carrière ? A peine commençons-nous l'essai de quelques voitures à vapeur, à peine possédons-nous une quarantaine de navires à vapeur, et les Anglais en possèdent plus de quatre cents.

Voyons comment cette avance de nos rivaux est mesurée par le multiplicateur de la richesse, chez l'un et chez l'autre peuple.

Ce multiplicateur était :

Pour la France de 1730..... 161 52/100

de 1830..... 215 69/100

Pour l'Angleterre de 1830..... 250

Accroissement du multiplicateur français en un

siècle 34 17/105

Avance du multiplicateur anglais sur le multipli-

cateur français..... 34 31/100

Ce serait donc un siècle de distance à parcourir, si nos efforts ne surpassaient ceux de nos pères.

Je n'offre point ce parallèle pour révéler une infériorité d'industrie que chaque jour nous travaillons à faire disparaître. Je n'ai qu'un but : c'est de montrer à mon pays que, malgré le rapide accroissement de la richesse nationale, nous sommes très-éloignés d'avoir atteint le terme au-delà duquel nos voisins voient d'immenses progrès à réaliser ; c'est de montrer à mon pays qu'il peut trouver dans ses ressources acquises, dans ses lumières, son activité, son énergie et sa persévérance, d'immenses moyens d'amélioration pour la fortune publique et pour le bien-être de l'universalité des citoyens.

Si donc, au milieu de prospérités toujours croissantes, la richesse nationale semble tout-à-coup ébranlée ; si la confiance, irréfléchie d'abord, fait place à la méfiance, à la peur, encore plus irréfléchies, il appartient à la théorie dont j'expose aujourd'hui quelques résultats de montrer la vérité ; elle seule peut faire voir sur quels fondemens inébranlables repose la fortune française. Sans doute, ses prospérités ne sont pas à l'épreuve de tout ce qu'on pourrait tenter pour en ralentir, pour en suspendre le cours ; il suffirait pour cela de la troubler avec une infatigable constance. La richesse d'un Etat, capitalisée par l'industrie nationale, est comparable à ces dissolutions préparées par l'industrie du chimiste : il n'en peut rien

tirer tant qu'il agite le liquide; mais, s'il laisse en repos ce qu'il avait troublé, bientôt il voit des cristaux, imperceptibles d'abord, se déposer sur les parois du vase, une couche nouvelle couvrir la première, une troisième couvrir la seconde, et l'édifice de la nature grandir avec régularité.

Ainsi, la condition sans laquelle la richesse d'un peuple ne saurait, passez-moi le mot, déposer, cristalliser, consolider ses trésors; c'est le repos de la société. Ce repos, il ne peut naître que de l'ordre; et l'ordre, c'est un bon gouvernement, qui peut seul le procurer à la patrie.

Ces vérités sont comprises surtout par le prince, ami des sciences et des arts, qui, porté sur le trône pour satisfaire aux besoins de la civilisation chez un peuple éclairé, nous garantit la liberté, si nous lui permettons de nous garantir aussi l'ordre.

Formons le vœu pour que le concours de tous les cœurs généreux et de tous les esprits justes prête au Roi de notre choix une puissance morale, plus nécessaire que la force physique, afin d'accomplir cette œuvre qui sera la gloire du nouveau règne.

Puisse un jour quelque membre de l'Académie des sciences, continuant et perfectionnant l'étude dont nous offrons quelques ébauches, mesurer les bienfaits d'un règne fortuné par l'accroissement inespéré qu'aura pris durant ce règne le multiplicateur de la richesse nationale, c'est-à-dire le multiplicateur des moyens d'existence et de bien-être chez la généralité des familles françaises!

Au sein d'un peuple antique et célèbre, les prospérités et les désastres de l'empire sont étudiés dans le cours des planètes et des comètes. Au lieu de chercher si loin du Globe les élémens de la fortune du peuple français, il suffira qu'on apprenne à calculer, pour les époques principales qu'offriront les annales de la patrie, ces élémens numériques de la richesse croissante ou décroissante des citoyens et de l'État. Alors les règnes prospères ou désastreux, appréciés par des nombres qui ne sauraient flatter ni calomnier, seront soumis, plus véridiquement en France qu'à la Chine, au tribunal des mathématiques.

51. COMPTE GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE EN FRANCE, pendant l'année 1829, présenté au Roi

F. TOME XXV. — FÉVRIER 1831.

II

par le garde des sceaux. In-4° de xxviii et 281 p. Paris, 1830; imprimerie royale (1).

Ce compte est le cinquième de la collection. Il se compose d'un rapport, de 161 tableaux contenant des renseignemens sur l'ensemble du royaume, et d'un appendice de cinq tableaux relatifs au département de la Seine.

En 1829, la justice répressive a poursuivi 339,514 individus, savoir :

1. Inculpés en police municipale.....	135,984
2. Déchargés de poursuites par les chambres du conseil.....	17,877
Dont 8,733 étaient arrêtés.	
3. Prévenus jugés en police correctionnelle.	178,257
4. Mis hors de cause par les chambres d'accusation.....	1,277
Dont 719 étaient arrêtés.	
5. Accusés jugés par les cours d'assises..	8,119 (2).
	<hr/>
	339,514

JUSTICE CRIMINELLE.

Sur 8,119 accusés 7,373 (2) étaient présens, 746 absens.

Il y a eu 236 accusations et 23 accusés de moins qu'en 1828 (4); l'excédant du 1^{er} de ces nombres sur le 2^e, montre que, si les crimes ont été moins fréquens, le penchant à s'associer pour les commettre s'est accru. Des 7,373 individus jugés contradictoirement, 1,791 l'ont été pour crimes contre les personnes, et 5,582 pour crimes contre les propriétés. Il y a eu 957 acquittemens dans la 1^{re} catégorie, et 1,941 dans la 2^e, ensemble 2,898. Des 746 absens, 727 ont été condamnés et 17 acquittés. Ceux qui ont été repris et jugés contradictoirement, au nombre de 286, ont donné lieu à 142 acquittemens

(1) Voy. pour les années antérieures le *Bulletin* de janvier 1830, p. 43

(2) Y compris les contumax.

(3) Il y a 64 jugemens qui font double emploi comme se rapportant à des individus déjà jugés, en sorte que le nombre réel des accusés présens n'est que de 7,309.

(4) Le rapport dit 53; mais le nombre total ayant été, pour 1828 de 7,396, et pour 1829 de 7,373, la différence se réduit à 23.

et 144 condamnations, et sont comptés entre les accusés présents.

PEINES PRONONCÉES.

	CONDAMNÉS	
	PRÉSENTS.	CONTUMAX.
Peine de mort.....	89	46
Travaux forcés à perpétuité.....	273	73
Travaux forcés à temps (de 5 à 20 ans).....	1033	291
Réclusion à perpétuité.....	1	"
Réclusion à temps (de 5 à 12 ans).....	1221	310
Carcère.....	1	1
Dégradation civique.....	1	"
Bannissement.....	3	"
Emprisonnement (de 1 à 20 ans).....	1004	8
Idem (moins d'un an).....	202	"
Amende.....	19	"
Enfants au-dessous de 16 ans placés pour un temps dans une maison de correction (1).....	28	"
	4475	729

(1) 21 enfants déclarés coupables, mais sans discernement, ont été remis à leurs parents.

Le rapport des accusés présents à la population était, pour 1828, de 1 à 4,307; il est, pour 1829, de 1 à 4,321. Cette année présente, comparativement à la précédente, une diminution de 55 accusés de crimes contre les personnes, et une augmentation de 30 accusés de crimes contre les propriétés.

Le département de l'Ain a eu 1 accusé sur 15,529 habitants.

La Creuse..... sur 14,052

La Haute-Loire..... sur 10,988

La Loire..... sur 10,437

La Corse..... sur 1,403

La Seine..... sur 1,116

Mais cette proportion change si l'on restitue à chaque département les individus qui lui appartiennent par la naissance, et qui ont été jugés dans un autre ressort : ainsi le rapport sera, pour le département de l'Ain, $\frac{1}{1,190}$, et, pour la Seine, $\frac{1}{1,116}$.

Le tableau suivant donne le résultat des poursuites criminelles par âge et par sexe.

		CONdamnÉS.									
		Nombre des accusés.	Acquittés.	Morts.	Travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à temps.	Réclusion.	Carcan.	Banissement.	Dégradation civique.	Peines correctionnelles.
HOMMES.											
Au-dessous de 16 ans.....		96	57	»	»	»	»	»	»	»	21
de	16 à 21.....	1042	326	9	24	167	173	»	»	»	367
	21 à 25.....	944	358	11	26	136	165	»	»	»	248
	25 à 30.....	1029	390	18	48	172	147	»	»	»	258
	30 à 35.....	913	361	11	60	124	151	»	»	»	304
	35 à 40.....	561	210	9	33	105	92	»	»	»	111
	40 à 45.....	484	198	5	26	69	72	»	»	»	94
	45 à 50.....	345	141	7	19	66	47	»	»	»	65
	50 à 55.....	319	94	3	11	35	33	»	»	»	43
	55 à 60.....	126	66	3	6	13	14	»	»	»	30
	60 à 65.....	95	49	1	5	12	15	»	»	»	22
	65 à 70.....	50	23	1	»	10	5	»	»	»	11
	70 à 80.....	41	22	1	1	»	9	»	»	»	8
	80 et au-dessus.....	6	2	»	»	»	2	»	»	»	2
		5931	2282	79	258	909	925	1	3	1	1449
FEMMES.											
Au-dessous de 16 ans.....		21	14	»	»	»	»	»	»	»	3
de	16 à 21.....	134	71	1	»	13	86	»	»	»	61
	21 à 25.....	239	93	4	»	9	60	»	»	»	73
	25 à 30.....	248	123	»	2	14	48	»	»	»	63
	30 à 35.....	227	90	3	3	28	49	»	»	»	54
	35 à 40.....	173	81	»	5	16	31	»	»	»	40
	40 à 45.....	123	51	1	1	12	29	»	»	»	29
	45 à 50.....	92	30	»	1	17	19	»	»	»	25
	50 à 55.....	58	32	»	2	3	12	»	»	»	9
	55 à 60.....	32	8	»	1	7	4	»	»	»	12
	60 à 65.....	25	14	»	»	4	2	»	»	»	5
	65 à 70.....	8	5	»	»	1	1	»	»	»	1
	70 à 80.....	11	5	1	»	»	4	»	»	»	1
	80 et au-dessus.....	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»
Femmes.....		1442	616	10	15	124	297	»	»	»	376
Hommes.....		5931	2282	79	258	909	925	1	3	1	1449
Pour les deux sexes.....		7373	2898	89	273	1033	1222	1	3	1	1825

Les crimes qui ont donné lieu aux condamnations capitales contre des accusés présents, sont :

Assassinat :	condamnés 40,	dont exécutés 35
Tentative d'assassinat..	8,	6
Empoisonnement.....	7,	5
Parricide.....	3,	3
Meurtre accompagné d'un autre crime ou délit.	7,	4
Tentative de meurtre..	2,	»
Fausse monnaie.....	6,	»

Incendie.....	15,	6
Vol avec violence, en		
récidive.....	1,	1
	<u>89</u>	<u>60</u>

Ont obtenu commutation de la peine de mort en peines per-	
pétuelles.....	21
En peines temporaires.....	2
Acquitté après cassation du 1 ^{er} arrêt.....	1
Condamnés deux fois et formant double emploi.....	2
Se sont tués dans la prison.....	3

29

État civil des accusés.

Célibataires.....	4,171
Mariés ou veufs avec enfans.....	2,625
— sans enfans.....	571
— D'état inconnu.....	6

7,373

Origine des accusés.

Nés et domiciliés dans le département où ils ont été	
jugés.....	5,210
Nés dans le département et domiciliés ailleurs.....	86
Domiciliés dans le département et nés ailleurs.....	1,128
Nés et domiciliés hors du département.....	444
Sans domicile fixe.....	251
Étrangers.....	251
Lieu de naissance et domicile inconnu,.....	3

7,373

ÉTAT INTELLECTUEL DES ACCUSÉS.

	NOMBRE TOTAL.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS
Ne sachant ni lire ni écrire.....	4523	1696	2827
Sachant lire ou écrire imparfaitement.....	1947	787	1160
Sachant bien lire et écrire.....	729	325	404
Ayant une instruction supérieure.....	170	89	81
	<u>7369</u>	<u>2897</u>	<u>4472</u>
Dont l'état intellectuel n'a pas été reconnu...	4	1	3
	<u>7373</u>	<u>2898</u>	<u>4475</u>

Les accusés sachant lire sont au nombre de 68 sur 100 dans

le Bas-Rhin, 65 dans la Seine, 64 dans le Haut-Rhin et la Meuse, 60 dans le Doubs, les Ardennes; le Jura, la Haute-Saône. A l'autre extrémité de l'échelle, on trouve les départemens des Côtes-du-Nord, de la Sarthe, de l'Allier, où la proportion est de 12, 9, et 8 sur 108, et enfin le département de Tarn-et-Garonne qui a eu 34 accusés, dont pas un ne savait lire.⁽¹⁾

POLICE CORRECTIONNELLE.

Sur 176,257 (2) prévenus, 25,584 ont été acquittés. Les autres ont été condamnés aux peines suivantes :

Emprisonnement d'un an et plus.....	6,505
————— de moins d'un an.....	21,635
Amende.....	122,243
Démolition de constructions.....	10
Enfans de moins de 16 ans placés dans des maisons de correction.....	250
	<hr/> 150,643

Les 28,390 individus condamnés à la prison, comprennent 22,221 hommes et 6169 femmes.

Les délinquans forestiers, détenus en vertu de la contrainte par corps, ont été au nombre de 2,843, dont 643 ont acquitté les condamnations pécuniaires. Les autres, dont l'insolvabilité a été reconnue, sont sortis après le temps fixé par la loi.

Les tribunaux ont jugé, en 1829, 149 procès pour délits de la presse et de la librairie; ces procès concernaient 253 prévenus : 123 ont été acquittés, 47 condamnés à l'amende seulement, et 83 à l'emprisonnement avec amendé.

Juridiction civile.

C'est pour la première fois que le ministre fait connaître le nombre des faillites et celui des commerçans faillis qui ont été réhabilités. Il y a eu, en 1829, 1659 déclarations de faillites, et seulement quatre demandes en réhabilitation, dont trois ont

(1) On voit dans le dernier compte rendu des opérations du recrutement, que, dans l'Allier, sur 537 conscrits, 413 ne savaient ni lire ni écrire; dans Tarn-et-Garonne, sur 455, 299. Le conseil général de l'Allier a demandé (séance de 1829) des encouragemens pour l'instruction élémentaire; mais celui de Tarn-et-Garonne, satisfait sans doute de l'état des choses, n'a voté que des augmentations de revenus pour le clergé.

(2) Dans ce nombre sont compris 109,762 délinquans forestiers.

été admises. Les départemens qui ont eu le plus de faillites sont :

Bouches du-Rhône..	42,	chef-lieu, Marseille.
Rhône.....	54,	Lyon.
Gironde.....	87,	Bordeaux.
Seine-Inférieure !..	163,	Rouen.
Seine.....	500 (1),	Paris.

Les départemens des Basses-Alpes, des Pyrénées-Orientales et de la Vienne n'en présentent aucune.

Il semble que c'est été ici le lieu de faire connaître les effets de la contrainte par corps en matière de commerce. Dès 1817, le gouvernement a présenté un projet qui modifiait la législation ancienne sur cette partie. Les orateurs qui ont pris part aux discussions renouvelées en 1818, 1821, 1829, 1830, à l'occasion de la contrainte, ont regretté sans doute de n'avoir pas sous les yeux l'état des débiteurs incarcérés (a).

Nous reportons ici, comme addition à l'article des faillites, les renseignemens relatifs aux banqueroutes qui ont donné lieu à des poursuites criminelles ou correctionnelles.

1^o *Banqueroutes frauduleuses.*

Accusés 95, acquittés 61, condamnés 34.

Condamnations.

Aux travaux forcés à temps.....	21	} 34
A la réclusion.....	2	
A des peines correctionnelles....	11	

2^o *Banqueroutes simples.*

Prévenus 162, acquittés 52, condamnés 110.

Condamnations.

A l'emprisonnement d'un an et plus...	16	} 110
De moins d'un an.....	94	

Les individus jugés pour banqueroute sont compris dans

(1) Je trouve dans la statistique de Paris les renseignemens suivans :

ANNÉES.	FAILLITES	ANNÉES.	FAILLITES	ANNÉES.	FAILLITES	ANNÉES.	FAILLITES
1815..	107.	1818..	254.	1821..	285.	1824..	268.
1816..	121.	1819..	337.	1822..	280.	1825..	325.
1817..	146.	1820..	216.	1823..	386.	1826..	663.

(2) Au mois d'avril 1826 le nombre des débiteurs détenus était, dans l'empire britannique, de 3,820; en France, de 830.

les nombres des accusés et des prévenus portés au commencement de cet article.

RÉCIDIVES.

Le ministre attache une grande importance aux recherches concernant les récidives, « objet digne de la plus sérieuse attention, si la loi, en infligeant des peines, doit vouloir qu'on ne perde jamais de vue l'amélioration morale des condamnés. » C'est depuis 1819, époque de l'établissement de la Société des prisons, qu'a été propagée l'opinion que les maisons de détention pouvaient devenir des écoles de bonnes mœurs; c'est dans les années suivantes que l'on a rendu le régime alimentaire plus nourrissant, favorisé l'instruction religieuse, et récompensé, par des réductions de peines, les condamnés qui se montraient assidus aux exercices pieux.

Les états officiels portent le nombre des accusés en récidive

pour 1826 à	756
1827 à	893
1828 à	1182
1829 à	1334

Ce dernier nombre se subdivise ainsi :

Accusés ayant subi une condamnation.....	967
Deux.....	259
Trois	76
Quatre	17
Cinq	11
Six	2
Sept	1
Huit	1
	<hr/>
	1334
Acquittés	261
	<hr/>
Condamnés.....	1073

Ces accusés avaient encouru précédemment les peines indiquées ci-après, savoir :

Hommes.	Femmes.	Peines.	Les nouvelles peines prononcées ont été
177	5	travaux forcés.	La mort contre..... 20
94	22	réclusion.	Les travaux forcés à perpétuité..... 129
886	150	emprisonnement	Les travaux forcés à temps..... 331
1157	177	ou amende.	La réclusion..... 297
			Le bannissement..... 1
			L'emprisonnement d'un an et plus..... 279
			L'emprisonnement de moins d'un an.... 12
			L'amende..... 4
1334.			1073 (1)

(1) Ces condamnés sont compris dans le nombre total de 4475, dont ils forment près du quart. Des 20 condamnés à mort, 7 étaient libérés des travaux forcés, 3 de la réclusion, 13 des peines correctionnelles.

Sur les 1334 accusés en récidive, 1084 étaient poursuivis pour vol, et 942 d'entre ceux-ci avaient été condamnés précédemment pour le même crime.

Le garde des sceaux dit : « Pour certains individus, le vol est un métier, et loin de s'amender par les châtimens qui leur sont infligés, leur perversité s'accroît et se propage dans les prisons où ils sont détenus. » Mais si l'on considère que, sur 1334 individus jugés en récidive, 1036 n'avaient subi qu'une ou plusieurs peines correctionnelles, ne serait-on pas en droit de demander si le simple emprisonnement, pour un temps ordinairement assez court, et avec tous les adoucissements que la philanthropie a introduits dans nos maisons de détention, est un moyen suffisant pour réprimer le vol, lorsqu'il est constant que, dans beaucoup de lieux, le sort de l'ouvrier libre est au-dessous de celui du condamné ?

Les récidives des accusés ont eu lieu : Pendant la durée de la peine ou après évasion.....	97
Dans la première année de la libération.....	446
Dans la 2 ^e	242
Dans la 3 ^e	139
Dans la 4 ^e	91
Dans la 5 ^e	62
Après la 5 ^e	257

1334

Les tribunaux correctionnels ont jugé 3467 hommes et 958 femmes en récidive. De ces 4425 prévenus, étaient libérés des travaux forcés 227, de la réclusion 187, de peines correction-

nelles 4011, avaient été condamnés une fois... 3,242

Deux.....	727
Trois.....	260
Quatre.....	94
Cinq.....	41
Six.....	13
Sept.....	14
Huit.....	9
Neuf.....	3
Dix.....	3
Douze.....	2
Treize.....	1
Quatorze.....	1
Seize.....	1
Vingt-une.....	1
Quarante-sept.....	2
Cinquante-sept.....	1

4425

Acquittés..... 335

Condamnés..... 4090

Les récidives en matière correctionnelle ont eu lieu :
Pendant la durée de la peine ou après :

Évasion.....	285
Dans la 1 ^{re} année.....	1747
Dans la 2 ^e	724
Dans la 3 ^e	418
Dans la 4 ^e	295
Dans la 5 ^e	198
Après la 5 ^e	754
Époque inconnue.....	24

4425

Le nombre total des condamnations antérieures s'élève, pour tous ces prévenus, à 6662, entre lesquelles il y en avait 6237 de purement correctionnelles. Il est à remarquer que, des quinze prévenus qui ont récidivé plus de huit fois, pas un n'avait subi de peine infamante; que l'un de ceux qui avaient été condamnés 47 fois, a été acquitté; qu'un autre

condamné pour l'onzième fois a été puni d'une simple amende; dix ont été condamnés à moins d'un an de prison, deux à un an, et un (pour sa 14^e condamnation) à plus d'un an.

Des recherches sur le nombre des condamnés qui sortent annuellement de chaque bague et de chaque maison centrale de détention, comparé aux récidives, font connaître que les bagues donnent, terme moyen, 33 récidives sur 100 libérés, et les maisons centrales 38. En rapprochant ce renseignement de ceux qui précèdent, on est conduit à cette conclusion, que le penchant à récidiver est en raison inverse de la sévérité du châtiment.

Les proportions des récidives sont très-diverses, relativement aux lieux de détention considérés séparément. Ainsi :

Le bague de Rochefort donne 25 récidives sur 100 libérés.

— Lorient. — 27

— Brest. — 35

— Toulon. — 35

Les maisons centrales et les quatre prisons que le ministre considère, par erreur, comme leur étant assimilées, donnent les proportions suivantes :

1 ^o Maisons centrales.		
Cadillac.....	14 récidives sur 100 libérés.	affectés exclusivement aux femmes.
Clermont.....	19	
Montpellier.....	23	
Embrun.....	24	
Saguenau.....	24 ne contient que des femmes.	
Mont-Saint-Michel.....	25 ne contient que des hommes.	
Nîmes.....	25 ne contient que des hommes.	
Limoges.....	27	
Beaulieu.....	28	
Fontevraud.....	30	
Clairvaux.....	31	
Eysses.....	27	
Riom.....	28 ne contient que des hommes.	
Ensisheim.....	40 ne contient que des hommes.	
Rennes.....	41	
Gallien.....	43	
Loos.....	50	
Melan.....	57 ne contient que des hommes.	
Peissy.....	99 ne contient que des hommes.	
2 ^o Grandes prisons départementales.		
Bellevaux.....	23 récidives sur 100 libérés.	
Saint-Lazare (Paris).....	38 ne contient que des femmes.	
Soissons.....	46	
Bicêtre (Paris).....	106 ne contient que des hommes.	

Le ministre de la justice semble attribuer ces différences à l'incurie du ministre de l'intérieur, lorsqu'il dit, dans son rapport,

que « l'administration éclairée par les renseignemens recueillis en 1828 et 1829, s'empressera sans doute de vérifier et de faire cesser les causes de différences si graves, dans des établissemens soumis au même régime et où l'amélioration morale des condamnés doit être l'objet d'une attention sérieuse et persévérante. »

Connait-on un moyen de réformer le caractère des condamnés ? Jusqu'à présent personne ne peut se flatter d'une si belle découverte. Le ministre de l'intérieur doit faire exécuter les lois ; et les lois, en infligeant des peines, ont voulu que la souffrance fit impression sur les coupables. Depuis dix ans on s'applique à diminuer les peines, sans avoir rien imaginé qui pût y suppléer efficacement. Les récidives doivent donc se multiplier.

Quant à l'inégalité que présentent, sous ce rapport, les maisons centrales, il serait facile, avec quelques recherches, de les expliquer par des causes différentes de celles que suppose le ministre. Sans entrer dans une discussion qui nous mènerait trop loin, nous ferons observer, 1° que les femmes donnent moins de récidives que les hommes ; 2° que les récidives sont nécessairement plus nombreuses dans les lieux où les délits sont plus fréquens ; 3° que la Capitale et ses environs donnent le plus grand nombre de délits contre les propriétés, et renferment le plus de ces voleurs de profession que le ministre regarde comme incorrigibles. Nous négligeons beaucoup d'autres considérations.

Revenons maintenant aux maisons centrales. Nous trouvons, aux deux extrémités de l'échelle, pour le *minimum* des récidives, trois établissemens qui ne contiennent que des femmes, pour le *medium* ceux qui renferment les deux sexes, et pour le *maximum*, deux établissemens peuplés uniquement d'hommes et recevant les condamnés de Paris, savoir : Melun les criminels et Poissy les *correctionnels*. Poissy réunit donc toutes les conditions qui doivent multiplier les récidives, et ces conditions sont des faits que le pouvoir administratif ne saurait modifier.

POLICE MUNICIPALE.

Sur 135,984 inculpés, 20,461 ont été acquittés, 108,705 condamnés à l'amende, et 5,382 à l'emprisonnement. Il y a eu

déclaration d'incompétence à l'égard de 1,436. Les contraventions à la loi de 1814, sur l'observation des dimanches et fêtes, ont appelé devant la justice 2,661 personnes. Le tribunal de simple police s'est déclaré incompétent à l'égard de 5, en a condamné 2,215 à l'amende, et 9 à l'emprisonnement, et en a acquitté 432 (1). Le naturel querelleur des populations se dévoile dans le tableau intitulé : Injures verbales. Le département du Bas-Rhin a eu 161 condamnations pour ce fait, celui du Haut-Rhin 150, celui de la Lozère 5, et celui du Finistère 2.

ARRÊTS DE LA COUR DE CASSATION.

Les arrêts et jugemens cassés pendant l'année 1829 ont été au nombre de

55 sur 1,128 pourvois en matière criminelle.

121 sur 423 pourvois en matière criminelle.

63 sur 120 pourvois en matière de simple police.

RENSEIGNEMENTS SUR LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

4,657 affaires ont été portées au petit parquet; des inculpés au nombre de 6,114, 2,221 ont été mis en liberté sur le champ ou après une instruction sommaire; 3,893 ont été retenus en vertu de mandats de dépôt.

La Cour d'assises de la Seine a jugé 908 accusés, dont 604 ont été condamnés.

Le tribunal correctionnel a jugé... 5,916 prévenus, dont 4,204 ont été condamnés.

Les tribunaux de police ont jugé 18,261 inculpés, dont 14,652 ont été condamnés.

Les accusations de vol jugées par la Cour d'assises de Paris se classent ainsi :

Vols dans les églises, affaires	3	accusés	11.
— sur un chemin.....	4	—	12.
— domestiques.....	198	—	219.
— autres.....	342	—	538.
	<hr/>		<hr/>
	547		780.

(1) Le département de Tarn-et-Garonne est du petit nombre de ceux qui n'ont pas eu de contraventions de cette espèce. Le département de l'Ain, au contraire, qui a le moins de criminels, présente 25 condamnations à l'amende pour inobservation des fêtes.

Accusations de vol portées contre un seul individu	300
contre deux	108
trois	22
quatre	10
cinq	2
six	1
sept	2
huit	1
neuf	2

547.

Le tribunal correctionnel a prononcé sur 1,095 vols imputés à 1,305 individus.

En terminant son rapport, le ministère annonce l'intention d'augmenter encore l'intérêt des comptes suivans par le développement de quelques branches de la statistique judiciaire. V.

52. SUR LA LOI ÉLECTORALE.

Renseignemens sur la composition des collèges électoraux en 1830.

Classification des Électeurs, quant à leur profession. — 1830.

Ecclesiastiques	403
Fonctionnaires de l'ordre judiciaire	3,308
Fonctionnaires de l'ordre administratif, non compris les membres des conseils administratifs	9,921
Fonctionnaires et employés des administrations financières	2,137
Notaires	2,206
Hommes de loi	2,806
Commerçans et patentés	17,793
Propriétaires et individus des professions autres que celles désignées ci-dessus	56,114
TOTAL	94,187

Résumé. — Sur 1000 électeurs :

Le clergé en fournit	4	Le notariat	24
L'ordre judiciaire	36	Les hommes de loi	24
L'ordre administratif	106	Les commerçans et patentés	191
L'administration financière	23	Les propriétaires et professions diverses	592

TOTAL... 1000

Division des Électeurs, suivant le cens. — 1827.

de 300 à 400 fr.	34,594	de 1000 à 1500 fr.	8,634
de 400 à 500	17,028	de 1500 à 2000	3,313
de 500 à 600	9,997	de 2000 à 2500	1,561
de 600 à 700	6,309	de 2500 à 3000	832
de 700 à 800	4,254	de 3000 à 4000	861
de 800 à 900	3,044	de 4000 à 5000 fr. et au-des-	
de 900 à 1000	2,495	sus	929

NOMBRE TOTAL... 93,831

ÉLIGIBLES... 16,140

(Le Globe; 5 janv. 1831).

**53. STATISTIQUE CURIEUSE SUR LES CIMETIÈRES DE LA CAPITALÉ ;
par M. MARCHANT DE BEAUMONT.**

Voici la recette moyenne d'une année pour la location de corbillards.

Corbillard de 1 ^{re} classe, sortant 51 fois par an, pour 200 fr. chaque fois.	10,000
Celui de 2 ^e classe, payé 150 fr., sortant 311 fois par an.	46,630
Celui de 3 ^e classe, payé 48 fr., sortant 1085 fois par an.	51,600
Celui de 4 ^e classe, payé 36 fr., sortant 871 fois par an.	31,356
Celui de 5 ^e classe, payé 30 fr., sortant 1531 fois par an.	45,930
Celui de 6 ^e classe, payé 8 fr., sortant 13,011 fois par an.	104,088
Il faut encore ajouter 8 fr. payés par la ville de Paris pour le transport du corps, déjà payé à l'entrepreneur par les familles.	24,220
Revenu moyen pour les corbillards.	238,524

Depuis le 1^{er} janvier 1821 jusqu'au 31 décembre 1823, les cérémonies religieuses ont rapporté au clergé de Paris une recette moyenne de 347,116 fr. 65 c. par an.

Du 1^{er} janvier 1824 au 31 décembre 1826, recette moyenne, 370,353 fr. par an.

Le produit de la location de tous les objets nécessaires pour la décence, la beauté et la magnificence des funérailles, s'est élevé, du 1^{er} janvier 1821 au 31 décembre 1823, à la somme de 4,813,130 fr., dont la moyenne proportionnelle annuelle est de 1,604,137 fr.

La seule année 1826 a coûté à la ville de Paris, tant pour le service des cultes que pour constructions, réparations et embellissemens d'églises et de presbytères, la somme de 2,145,724 fr. 18 c. (*Nouv. Journ. de Paris*; 2 janv. 1831).

**54. MÉMOIRE AU ROI SUR L'AMÉLIORATION DE L'INSTRUCTION,
DE L'AGRICULTURE ET DE L'INDUSTRIE EN BRETAGNE ; par M. A.
BILLIARD, préfet du département du Finistère. Petit in-ff
de 11 pag. Paris, 1830 ; Firmin Didot. Ne se vend pas.**

M. Billiard, qui a déjà habité la Bretagne et y a exercé quelque temps les fonctions de sous-préfet, a cru devoir profiter du nouveau poste auquel il vient d'être nommé pour essayer de rendre à ce pays un des plus importans services qui soient au pouvoir d'un administrateur.

Après avoir, en peu de mots, exposé quels obstacles seront opposés jusqu'à ce jour aux progrès de l'instruction et de l'industrie en Bretagne, M. Billiard recherche quels sont les moyens de surmonter ces obstacles.

1° L'instruction primaire. Pour cela, il faut se procurer un nombre suffisant de maîtres d'école. Une première condition est qu'ils soient Bretons, habitués aux mœurs et parlant le langage du pays. Mais afin d'en former assez pour les 1449 communes des quatre départemens, on pourrait choisir à Paris cinq instituteurs principaux, qui se rendraient dans chaque département et y présideraient une petite école normale à laquelle les communes enverraient leurs instituteurs.

2° L'industrie agricole. On peut former pour l'ancienne province une vaste école expérimentale, où en même temps que les élèves apprendraient à cultiver la terre, à en accroître les produits, on leur enseignerait l'art d'élever les animaux et d'en perfectionner les espèces. Un vaste domaine, partie en terres cultivées, partie en landes, y serait consacré. Les jeunes gens de 16 à 20 ans, élevés sur cette ferme, reporteraient dans leurs communes les connaissances qu'ils y auraient acquises, et l'on parviendrait ainsi, en peu d'années, à substituer de bonnes méthodes aux habitudes routinières que les Bretons perpétuent sans cesse depuis des siècles, dans l'isolement où ils vivent et l'abandon où ils végètent.

3° Arts et métiers. Les cinq départemens de l'ancienne Bretagne ne sont guère plus avancés, à cet égard, que pour l'agriculture; bien entendu que cela ne peut se dire des villes comme Nantes, Lorient, Brest, Rennes, St.-Brieux, Vannes, St.-Malo et quelques autres, où il y a plus d'instruction sous ce rapport. Mais ce n'est pas des habitans des villes que s'occupe le préfet du Finistère, c'est des habitans des campagnes. Pour répandre parmi eux l'instruction industrielle, M. Billiard voudrait que chacun des 214 cantons des cinq départemens envoyât à une école centrale d'arts et métiers, créée spécialement pour eux, un élève qui, après quelques années, reviendrait dans son pays mettre en action et propager peut-être l'instruction qu'il y aurait acquise.

Le roi a accueilli avec bienveillance un projet si utile à un pays où il possède de grands domaines, sur lesquels il ne paraît

pas éloigné de former l'école d'agriculture. D'autre part, les ministres de l'intérieur et de l'instruction publique sont disposés à encourager l'auteur de la proposition, qui l'a communiquée à ses collègues des Côtes-du-Nord, d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan et de la Loire-Inférieure, en les engageant à se joindre à lui pour l'exécution de ses vues. Pour nous, qui avons aussi habité quelque temps la Bretagne et visité ses campagnes, l'utilité du projet de M. Billiard nous est démontrée; nous regardons son exécution comme devant rencontrer de grandes difficultés parmi des habitans entêtés de leurs anciens usages, et séparés de la France par un langage qui diffère encore plus que les mœurs de ceux des autres départemens. Mais avec une constance qui ne se laissera pas rebuter par les obstacles, avec une persévérance qui saura les vaincre, on pourra espérer le succès, et ce sera sans doute le plus éminent service rendu au pays, le plus beau titre de gloire véritable des administrateurs qui y auront concouru. Nous accompagnons de vœux l'opération par laquelle M. A. Billiard commence son administration du département du Finistère, celui peut-être des cinq qui composent l'ancienne province de Bretagne où elle est le plus utile et où elle présentera le plus d'embarras.

TH.

55. RAPPORT DU CONSEIL CENTRAL DE SALUBRITÉ DU DÉPARTEMENT DU NORD. In-8° de 191 pag., avec un plan lithog. Lille, 1830; Danel.

Il a été établi en 1828 pour le département du Nord un comité central de salubrité, des conseils d'arrondissement dans les villes de Douai, Dunkerque, Cambrai et Valenciennes, et des correspondans dans chaque canton. La brochure que nous avons sous les yeux contient le rapport du comité et ceux des conseils, sur les travaux auxquels ils se sont livrés pendant les deux années qui ont suivi leur installation. Ces travaux ne consistent en grande partie qu'en observations de localité sur les inconvéniens qui peuvent résulter du placement en tel ou tel endroit de certaines fabriques ou manufactures. On y traite de questions générales. Cependant celle de l'adulération du pain par diverses substances y est discutée d'une manière très-étendue. Le conseil de salubrité de la ville de Paris avait craint d'en trop dire sur ce sujet : nous imiterons sa réserve. Une autre

question importante, celle de savoir si l'usage de la viande des bêtes bovines, atteintes d'affections tuberculeuses, pouvait offrir quelque danger, a été résolue négativement; ce qui avait été déjà démenti par M. Payen.

Le conseil central s'occupe avec constance de la rédaction de la topographie médicale du département. Déjà il a réuni quelques renseignemens précieux, et il y a lieu d'espérer qu'il atteindra complètement le but qu'il se propose. Nous aurons soin de faire connaître ce travail quand il sera terminé.

Au rapport du conseil, qui occupe le quart du volume, sont joints plusieurs de ceux des commissions qui ont préparé les délibérations. Nous avons remarqué celui sur les divers modes d'adultération du pain, par M. Kuhlman. Il mérite d'être consulté par les administrations chargées de surveiller une fabrication qui touche de si près à la sûreté publique. TH.

56. POPULATION DE L'ANGLETERRE.

Le royaume uni d'Angleterre et d'Irlande contient 74 millions d'acres, dont au moins 64 millions d'acres peuvent être regardés comme susceptibles d'être cultivés. Un demi-acre, d'une culture ordinaire, donne suffisamment de blé pour la nourriture d'un individu; et un acre suffit pour nourrir un cheval. Conséquemment, le royaume uni contient assez de terres pour nourrir 120 millions d'individus et 4 millions de chevaux. (*Edinburgh new philos. journal*; juillet-septembre 1828, p. 406).

57. ÉMIGRATION DES ANGLAIS AUX ÉTATS-UNIS.

Le nombre des émigrés qui a mis à la voile de Liverpool pour les États-Unis, depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 28 mai de cette année, d'après des informations exactes, se compose ainsi qu'il suit : pour New-York, près de 500; pour Philadelphie, de 5 à 600; pour Boston, de 50 à 100; pour Baltimore, de 5 à 600; pour l'Amérique anglaise, de 6 à 700. Le passage est de 25 à 35 guinées, dans une chambre (où l'on trouve tout ce qu'on peut désirer en voyage), et de 3 liv. st. 10 sh. à 6 liv. st. dans l'emplacement des matelots. (Les voyageurs devront se charger de se nourrir.) Il en coûte 1 dollar pour le débarquement, que tout émigré doit payer au port même de Boston. (*London and Paris Observer*; 10 oct. 1830, p. 665.)

58. DÉNOMBREMENT DES ESCLAVES DANS LES COLONIES ANGLAISES.
(Officiel). (*Columbus* ; nov. 1830).

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAUX.	Année du dénombre- ment.
Antigua.....	14,066	15,773	29,839	1828
Barbades.....	37,691	44,211	81,902	1829
Iles Bahama.....	5,549	5,292	10,841	1829
Berbice.....	11,284	10,035	21,319	1829
Bermudes.....	2,208	2,400	4,608	1827
Démérari.....	37,141	32,326	69,467	1829
Dominique.....	7,362	8,030	15,392	1826
Grenade.....	11,777	12,565	24,342	1828
Jamaïque.....	162,726	168,393	331,119	1826
Montserrat.....	2,867	3,395	6,262	1828
Nevis.....	4,574	4,685	9,259	1828
St.-Kitts.....	9,198	10,112	19,310	1828
St.-Lucie.....	6,280	7,381	13,661	1827
St.-Vincent.....	11,583	12,006	23,589	1827
Tabago.....	5,966	6,757	12,723	1829
La Trinité.....	13,435	11,017	24,452	1826
Iles de Virginie.....	2,505	2,931	5,436	1825
—Maurice.....	47,667	29,117	76,774	1826
Cap de Bonne-Espérance.	21,210	14,299	35,509	1826

59. NOMBRE DE BALEINIERS ANGLAIS QUI SE SONT PERDUS DANS LE
DÉTROIT DE DAVIS, depuis 1819 jusqu'à 1830.

1819	12
1820	3
1821	13
1822	8
1823	3
1824	1
1825	4
1826	8
1827	1
1828	3
1829	4
1830	18

78.

Parmi ce nombre 4 ont péri dans le Groenland. Huit à neuf cents des marins qui montaient ces bâtimens ont été sauvés, et sont de retour en Angleterre (*Columbus* ; nov. 1830).

12.

60. STATISTIQUE DU PARLEMENT D'ANGLETERRE.

COMPOSITION ACTUELLE.		Députés.
87 pairs choisissent en Angleterre et dans le pays de Galles.....		218
21 pairs en Écosse.....		31
36 pairs en Irlande.....		51
		300
90 <i>commoners</i> choisissent en Angleterre et dans le pays de Galles.....		137
14 en Écosse.....		14
19 en Irlande.....		20
		471
Le gouvernement (<i>Treasury, admiralty ordnance</i>) en nomme.....		16
	TOTAL des députés nommés.....	487
Députés élus par le peuple (<i>independent of nomination</i>).....		171
		658
COMPOSITION D'APRÈS LES LOCALITÉS.		
ANGLETERRE.		
Les 40 comtés envoient.....	40 knights (chevaliers).	
Les 25 villes (Londres 4).....	50 citizens (citoyens).	
Les 167 bourgs (boroughs).....	334 <i>burgesses</i> (bourgeois).	
Les bourgs d'Abingdon, Bambury, Bewdley, Higham-ferrers, et Monmouth, envoient chacun 1 <i>burgess</i> , ci.	5 <i>burgesses</i> .	
Les 2 universités.....	2 <i>burgesses</i> .	
Les 5 ports (<i>cinq ports</i>) de Douvres, Sandwich, Romney, Hythe et Hastings, et leurs branches Rye, Winchelsea et Seaford, envoient.....	18 barons.	
PAYS DE GALLES.		
Les 12 comtés envoient.....	12 knights.	
Les 12 bourgs.....	12 <i>burgesses</i> .	
ÉCOSSE.		
Les 33 comtés envoient.....	30 knights.	
Les 12 bourgs.....	15 <i>burgesses</i> .	
IRLANDE.		
Les 32 comtés envoient.....	64 knights. }	} protestans.
Les 34 bourgs et villes.....	36 <i>burgesses</i> .. }	
	658	
D'APRÈS LA CONSTIT. ACTUELLE.		
ANGLETERRE ET PAYS DE GALLES.		
Les comtés envoient.....	94	
Universités.....	4	
Cités et bourgs de plus de 4000 âmes et les districts de Galles.....	202	
Bourgs de plus de 2000 âmes et moins de 4000.....	94	
Bourgs d'environ 2000 âmes.....	119	
	513	
IRLANDE.....	100	
ÉCOSSE.....	45	
	658	
D'APRÈS LE PROJET DE J. RUSSELL.		
Les comtés enverront.....	149	
Les universités.....	4	
Cités, districts métropolitains, districts du pays des Galles.....	243	
Bourgs de 2 à 4000 âmes.....	47	
Bourgs de moins de 2000 âmes.....	»	
	443	
IRLANDE.....	103	
ÉCOSSE.....	50	
	596	

(*Revue brit.*; déc. 1830, pag. 373 et 377).

61. LISTE DU NOMBRE DES CUREÉS DE L'ANGLETERRE.

A St-Asaph. 30; à Bangor 58; à Bath et à Wells 190; à

Bristol 103; à Cantorbery 135; à Carlisle 44; à Chester 158; à Chichester 110; à St-David 194; à Durham 78; à Ély 71; Exeter 256; Gloucester 128; Hereford 153; Llandaff 94; Lichfield et Coventry 268; Lincoln 550; Londres 234; Norwich 473; Oxford 69; Peterborough 116; Rochester 47; Salisbury 174; Winchester 177; Worcester 83; York 260; total 4,254. De ce nombre, 1,393 résident dans la maison curiale, et 805 dans la paroisse; 3,600 sont des curés privilégiés. L'état suivant présente des détails affligeans. 6 curés reçoivent moins de 20 liv. sterl.; 59 moins de 30 liv. sterl.; 173 moins de 40 liv. sterl.; 441 moins de 50 liv. sterl.; 892 moins de 60 liv. sterl.; 300 moins de 70 liv. sterl.; 415 moins de 80 liv. sterl.; 458 moins de 90 liv. sterl.; 156 moins de 100 liv. sterl.; 500 moins de 110 liv. sterl.; 69 moins de 120 liv. sterl.; 207 moins de 130 liv. sterl.; 52 moins de 140 liv. sterl.; 32 moins de 150 liv. sterl.; 162 moins de 160 liv. sterl.; 26 moins de 170 liv. sterl.; 15 moins de 180 liv. sterl.; 5 moins de 190 liv. sterl.; 3 moins de 200 liv. sterl.; 17 moins de 210 liv. sterl.; 2 moins de 220 liv. sterl.; 2 moins de 230 liv. sterl.; 2 moins de 240 liv. sterl.; 3 moins de 250 liv. sterl.; 4 moins de 260 liv. sterl.; 1 moins de 290 liv. sterl.; 2 moins de 310 liv. sterl.; 1 moins de 320 liv. sterl.; et 1 moins de 340 liv. sterl. Il y en a 43 qui reçoivent en entier leurs revenus; il y en a 2 qui n'en reçoivent que la moitié; et l'un d'eux reçoit deux guinées tous les dimanches. Quant aux bénéfices les plus fortement rétribués et où les titulaires ne résident pas, il est avéré qu'il y en a 2,496 au-dessous de 300 liv. sterl. et 1,233 de la somme de 300 liv. sterl. et au-dessus. (*Observer. Galignani's Messenger*; 24 décembre 1830).

62. RELEVÉ DU PRODUIT NET, DU REVENU DE LA GRANDE-BRETAGNE, dans les années et les quartiers qui ont fini le 5 janv. 1830, et le 5 janv. 1831, qui démontre la progression de l'augmentation ou de la diminution sur chacune de ses parties.

	ANNÉES FINIES AU 5 JANVIER		Augmen- tation.	Diminution.
	1830.	1831.		
	l. st.	l. st.	l. st.	l. st.
Données.....	16,023,810	16,343,561	319,701	"
Accise.....	17,749,721	16,895,775	"	853,946
Timbre.....	6,644,635	6,605,291	"	39,344
Poste.....	1,376,000	1,358,011	"	17,989
Impôt-foncier.....	4,896,566	5,013,405	116,839	"
Divers.....	449,091	283,380	"	165,711
	47,139,673	46,499,423	436,540	1,076,990
	Déduction de l'augmentation.....			436,540
	Diminution dans l'année.....			640,450

(*Galignan's Messenger*; 10 janv. 1831).

63. DE LA PRESSE PÉRIODIQUE DANS LES ÎLES BRITANNIQUES AU 1^{er} JANVIER 1831.

L'Angleterre, proprement dite, se compose de seigneurs puissans, d'habiles manufacturiers, de riches commerçans, de fermiers instruits et de malheureux ouvriers qui trop souvent sont réduits à la taxe des pauvres, publie 179 journaux, dont :

- 12 quotidiens,
- 2 qui paraissent trois fois la semaine,
- 9 qui paraissent deux fois,
- 1 qui paraît toutes les trois semaines,
- 155 hebdomadaires.

Total 179

La ville de Londres, habitée par 1,275,000 personnes, en possède 42 sur lesquels 12 sont quotidiens; et les provinces, qui comptent 13,275,000 ames, en ont 137, pour la plupart hebdomadaires. La population de l'Angleterre étant de 15,000,000 d'habitans, c'est un journal pour 83,798 habitans.

L'Écosse, beaucoup moins riche que l'Angleterre, située au-delà du 55^e degré de latitude nord, sillonnée par plusieurs chaînes de montagnes presque incultes, mais peuplée par des hommes laborieux et dirigée par son clergé presbytérien qui a répandu la lumière dans toutes les classes, est de tous les pays civilisés celui qui jouit du meilleur système d'instruction pri-

maire. Aussi n'est-on pas étonné de voir que pour 2,000,000 d'habitans, ce pays compte 41 journaux, parmi lesquels 11 sont publiés à Édimbourg et 30 dans les provinces.

Sur ce nombre on remarque que :

5 paraissent trois fois par semaine,
9 paraissent deux fois,
27 sont hebdomadaires.

Total pour l'Écosse 41, ou un journal pour 48,780 habitans.

L'Irlande, livrée aux extorsions du clergé anglican, dévorée par une misère excessive, déchirée par des divisions intestines, publiait néanmoins, au 1^{er} janvier 1831, 54 journaux, dont :

6 quotidiens,
14 qui paraissaient trois fois par semaine,
23 qui paraissent deux fois,
11 hebdomadaires.

Total 54

Dans ce nombre 17 paraissaient à Dublin, et 37 dans les provinces. Ce pays ayant 6,000,000 d'habitans, c'est un journal pour 111,111.

Maintenant, si nous observons que la population totale des îles britanniques est de 23,000,000 d'habitans, et le nombre total des journaux de 274, nous en concluons que c'est un journal pour 83,941 individus.

On pourra se faire une idée assez exacte de l'importance de la presse, quant au point de vue économique seulement, si l'on remarque, d'après la *Revue britannique*, que le produit du timbre et du droit sur les annonces a donné au gouvernement anglais, en 1830, pour l'Angleterre proprement dite, 14,367,975 fr. ; pour l'Écosse, 1,497,325 fr., et pour l'Irlande, 2,307,373 fr. ; par conséquent, pour le Royaume uni, la somme annuelle de 18,172,673 fr., c'est-à-dire un revenu aussi fort que celui que M. Balbi attribue au royaume de Wurtemberg, au grand-duché de Bade ou aux États de l'Église. (*Le Globe*; 8 juillet 1831).

64. BAPTÊMES ET SÉPULTURES QUI ONT EU LIEU A LONDRES DEPUIS LE 12 OCTOBRE 1829 JUSQU'AU 15 DÉCEMBRE 1830.

Baptêmes. Dans les 97 paroisses de l'intérieur de la ville 997 ;

dans les 17 paroisses de l'extérieur 4,504 ; dans les 29 paroisses de Middlesex et de Surrey 17,452 ; dans les 10 paroisses privilégiées de Westminster 3,790.

Sépultures. Dans les 97 paroisses de l'intérieur 1,117 ; dans les 17 paroisses de l'extérieur 3,714 ; dans les 29 paroisses de Middlesex et de Surrey 13,199 ; dans les 10 paroisses privilégiées de Westminster, 3,615.

On ne comprend pas dans ce calcul les paroisses de Ste-Anne, Westminster, St-George, Hanover-square, et de West Hackney. Les personnes qui en ont la direction n'ont point donné de rapports à cet égard.

Il a été baptisé du sexe masculin, 13,299 ; du sexe féminin, 13,444 ; en tout 26,743.

Il a été enterré du sexe masculin, 11,110 ; du sexe féminin, 10,535 ; en tout 21,645.

De ces derniers il en est mort au-dessous de 2 ans, 6,115 ; entre 2 et 5, 1,837 ; entre 5 et 10, 871 ; entre 10 et 20, 818 ; entre 20 et 30, 1,410 ; entre 30 et 40, 1,759 ; entre 40 et 50, 2,026 ; entre 50 et 60, 2,031 ; entre 60 et 70, 2,055 ; entre 70 et 80, 1,788 ; entre 80 et 90, 815 ; entre 90 et 100, 119 ; 2 à 101 ; 1 à 102 ans. Il y a eu une diminution dans les morts cette année, de 1,879.

(*Courier*.—*Galignani's Messenger* ; 18 janv. 1831.

65. NOTICE SUR QUELQUES CLASSES DE LA POPULATION EN RUSSIE.

(*Journ. de St-Petersbourg* ; 5 nov. 1829).

Suivant les calculs établis à la section de statistique du ministère de l'intérieur, lors des recensements de 1796, 1811 et 1816, le nombre des paysans, bourgeois et marchands du sexe masculin en Russie était comme suit (1) :

	D'APRÈS LE RECENSEMENT DE		
	1796.	1811.	1816.
Paysans de la couronne.....	6,505,702	6,873,185	6,353,467
—des particuliers.....	8,699,790	10,337,271	9,767,762
Bourgeois.....	607,111	620,847	835,071
Marchands.....	143,334	121,121	73,483
	15,855,937	17,952,424	17,029,783

(1) Nous avons donné, d'après le *Temps* (journal de Paris) dans le *Bulletin*,

Les provinces de Belostok, la Géorgie, et autres provinces méridionales du Caucase, qui ont été réunies à la Russie entre les époques de 1796 à 1811, ne sont point comprises dans les quantités ci-dessus, non plus que la Bessarabie, réunie depuis 1811. On n'y a point compris non plus la Sibérie, le territoire des Cosaques du Don, de l'Oural et de la mer Noire, le grand-duché de Finlande, ni la Pologne, au sujet desquels on manque de renseignemens suffisans.

Dans le nombre des paysans de la couronne sont compris des laboureurs libres, paysans émancipés de particuliers, dont le nombre, en 1816, était de 24,344.

On ne doit point avoir égard aux chiffres partiels des classes des bourgeois et des marchands, qui passent sans cesse de l'une dans l'autre. En les comparant collectivement, on verra qu'il y a augmentation.

En comparant la totalité des individus mâles, composant les 4 classes, on verra que dans les 15 ans de 1796 à 1811, dans des circonstances peu favorables à l'accroissement de la population en Russie, par suite des guerres onéreuses et presque continuelles avec la Perse, la Turquie, l'Autriche, la Suède et la France, cet accroissement a été d'environ 13 $\frac{1}{5}$ p. $\frac{0}{0}$, et, que de 1811 à 1816, la dévastation d'un grand nombre de gouvernemens par l'ennemi a causé une diminution de 5 $\frac{1}{7}$ p. $\frac{0}{0}$.

66. LETTRE SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'EMPIRE DE RUSSIE pendant les dix-huit dernières années.

Vous me demandez, mon ami, ce que je pense des causes des progrès de notre industrie nationale et de l'accroissement de notre commerce extérieur, dont on trouve la preuve dans l'augmentation évidente des revenus des douanes. Je m'efforcerai de satisfaire à vos désirs en vous traçant le plus brièvement possible l'historique des événemens les plus importans, afin de vous présenter cet objet sous le seul point de vue d'où l'on puisse et l'on doive le considérer avec justesse; mais je vous prie d'avance de ne point attendre de longues démon-

Tom. XXI, n° 193, les recensemens des paysans de la couronne et des particuliers. Nous ne croyons pas que cela doive nous dispenser de rapporter en entier l'article du journal russe, qui d'ailleurs donne des explications que l'autre n'avait pas rapportées.

strations mathématiques de ma part, car elles existent déjà dans les *Tableaux du commerce extérieur de l'empire*, publiés annuellement par l'administration, et auxquels je me réfère. L'exactitude de ces documens est garantie par leur publication officielle.

La situation de notre commerce extérieur sert de base à mes preuves ; quant au commerce intérieur, je ne pourrai en parler d'une manière aussi positive, n'ayant pas des renseignemens suffisans à ce sujet ; je m'occuperai donc principalement des développemens du commerce extérieur et des mesures adoptées par l'administration supérieure des finances, particulièrement depuis cinq ans, et qui ont plus spécialement concouru à faire prendre une nouvelle activité à nos relations commerciales, tant à l'étranger que dans l'intérieur.

Pour plus de clarté, je crois devoir diviser mes réflexions en générales et en spéciales : les premières auront rapport à la direction du commerce, en général ; les dernières traiteront particulièrement des opérations de la place de St-Petersbourg, principal entrepôt de notre commerce avec l'étranger.

1° *De la direction du commerce de l'empire en général.*

Il n'y a pas de doute que, dans un pays où il existe dans le commerce un papier-monnaie, le prix de toutes les marchandises dépend de la valeur de ce papier relativement à celle du numéraire métallique ; dès que le papier-monnaie éprouve, à de courts intervalles, des fluctuations considérables, le prix de presque toutes les marchandises participe à cette instabilité, et il résulte inmanquablement que la production et le débit des marchandises sont entravés. Les négocians qui s'occupent de l'achat, de la vente, ou de l'échange des marchandises ne peuvent plus en calculer le prix avec exactitude.

L'industrie et le commerce ne peuvent fleurir qu'autant que la monnaie de compte, destinée à fixer le prix vénal de tous les produits du travail de l'homme, conserve autant que possible une valeur constante. Une variation de 10, 20, 30 p. o/o et plus dans la valeur de la monnaie de convention jette une incertitude défavorable sur les prix et donne naissance à un agiotage, tant sur l'argent que sur les marchandises, extrêmement ruineux pour les producteurs et marchands, que l'infériorité de leurs capitaux oblige à baser leurs opérations sur le crédit.

Des fluctuations, du genre de celles indiquées ci-dessus, dans la valeur du numéraire de convention, procurent sans doute aux spéculateurs qui s'adonnent aux affaires de banque la faculté de se livrer à des entreprises avantageuses et de s'enrichir en peu de temps; mais la majeure partie des bénéfices qu'ils réalisent par ce moyen a lieu au détriment du commerce des marchandises et à celui des producteurs. Un commerce solide et régulier de marchandises, dont le véritable but doit être de procurer des débouchés aux produits nationaux et de prêter son appui à l'industrie du pays, ne peut prospérer lorsque le cours du numéraire éprouve de violentes fluctuations; car alors on ne peut se fier au calcul du prix des marchandises, qui lui-même dépend en partie des événemens, et en partie de l'arbitraire des banquiers, dont le crédit étendu leur permet d'entreprendre de vastes opérations qui exercent une influence majeure sur le cours du papier-monnaie. Il résulte de-là que, dans cet état de choses, les achats de marchandises procurent tantôt d'énormes bénéfices, tantôt des pertes considérables, le cours de l'argent, par ses mouvemens subits de hausse et de baisse, opérant dans leurs prix des alternatives aussi peu.... de baisse et de hausse. Les prix des marchandises ne peuvent être calculés avec exactitude que dans le cas où le cours de l'argent se maintient constamment au même taux; alors il s'élève en même temps une plus grande émulation entre les marchands, qui se contentent des bénéfices moindres, mais plus assurés. Les producteurs et les consommateurs trouvent également leur avantage dans la constance du prix des marchandises brutes ou manufacturées; or *l'avantage des uns et des autres forme l'avantage de l'état*. Lorsque les spéculations commerciales sont basées plutôt sur le hasard et le bonheur, que sur le jugement et l'expérience, l'industrie est d'autant plus gênée que la moralité des négocians est éblouie par des entreprises téméraires et hasardées, ainsi que par des succès fortuits, car alors ils se flattent d'améliorer plus tôt leur fortune par d'heureux coups du hasard, que par de sages opérations. Il est de principe absolu en administration, que *plus la valeur du numéraire en circulation est établie et se maintient d'une manière fixe, plus celle de la propriété particulière devient stable, le désir d'en acquérir augmente, et l'avantage des sujets bien intentionnés se lie étroi-*

tement à l'avantage de l'état. D'après ce principe, les plus célèbres économistes ont reconnu, avec beaucoup de justesse, qu'un système monétaire stable et en harmonie avec les besoins de l'époque, ainsi que la régularité dans les affaires de banque et d'argent, étaient les principaux moyens de coopérer à la prospérité d'une nation; tandis qu'ils ont considéré toute irrégularité en ce qui concerne le numéraire en circulation, non-seulement comme nuisible à l'industrie, mais encore comme extrêmement dangereuse pour la moralité de cette nation.

En comparant sous ce rapport l'administration financière des cinq dernières années et de celles qui les ont précédées, on trouve une différence palpable entre les résultats des soins apportés pendant cette période à maintenir à une valeur constante les assignations de banque, c'est-à-dire, la monnaie de compte de l'empire, et le cours de cette même monnaie pendant la période antérieure. Dans l'espace de 42 ans, de 1781 à 1823, la valeur des assignations, comparativement à celle du rouble d'argent et au cours de change en monnaies étrangères, a éprouvé annuellement des fluctuations de 10, 15, 24 et 30 p. o/o. De 1824 à 1828, la différence de cette valeur, relativement à celle du rouble d'argent, a été de $\frac{3}{4}$ à $1\frac{3}{4}$ p. o/o, et relativement au cours du change étranger elle s'est élevée dans une année à 3, dans la seconde à 7, dans la troisième à 9, et dans les deux dernières à 12 p. o/o. Comparativement au cours du rouble d'argent, la fluctuation a donc été peu sensible. La hausse et la baisse de notre monnaie de compte dans le change avec l'étranger ont eu pour cause le plus ou le moins de débit de nos produits au dehors, et dans le courant de cinq années, il n'a pas été possible de faire de grandes opérations de banque, les mouvemens de baisse et de hausse n'ayant eu lieu qu'avec beaucoup de lenteur. Par suite de la règle adoptée dans l'administration financière, d'établir, de la manière la plus stable que possible, la valeur des assignations de banque, le commerce des marchandises a repris de l'activité, tant au-dehors qu'à l'intérieur de l'empire, et les cinq années de succès de notre commerce extérieur qui viennent de s'écouler, sont dues à cette circonstance, et particulièrement à l'ordre bien entendu apporté dans l'exécution des mesures financières adoptées. Les spéculateurs en opérations de banque n'ont plus

trouvé les moyens de faire varier la valeur de la monnaie, ni le prix des marchandises. Grâce à une sorte de stabilité dans les prix, le producteur et le consommateur ont trouvé dans l'achat et la vente des marchandises le bénéfice certain sur lequel ils avaient compté, et rien ne s'est opposé, comme par le passé, à ce que leurs travaux obtinssent leur juste récompense.

Le soin judicieux de maintenir la valeur de la monnaie de compte à un taux uniforme, a mis l'industrie croissante en état d'augmenter ses produits, et proportionnellement leur exportation à l'étranger, ce qui, joint à l'augmentation des produits pour la consommation intérieure, a donné au consommateur la faculté de se procurer en plus grande abondance les marchandises étrangères, et fait prendre, en même temps, un redoublement d'activité à l'importation des articles frappés de droits élevés.

Pendant douze ans la Russie s'est trouvée en état de guerre. L'entretien de nombreuses forces militaires, tant au dehors qu'à l'intérieur, exigeait des efforts et des sacrifices considérables, et pendant tout ce temps il fallut renoncer à tous les avantages dont on jouit ordinairement en temps de paix. Au retour de cette dernière, les dépenses de l'état diminuèrent, et l'on revint aux anciennes habitudes de consommation, dont les besoins n'avaient pu être satisfaits pendant une longue série d'années. Le commerce d'échange des produits nationaux contre les marchandises étrangères prit de l'accroissement, et les revenus des douanes augmentèrent avec lui.

Après les considérations générales sur le commerce et l'industrie de l'empire, que je viens d'exposer, examinons maintenant son commerce extérieur dans ses rapports avec les tarifs des douanes, qui, dans l'espace de dix-huit ans, ont éprouvé des changemens fort sensibles, et comparons l'augmentation des revenus des douanes avec les causes qui ont influé sur cette augmentation. Pendant une période de dix-huit ans, et avec les différentes modifications apportées aux tarifs, les revenus des douanes de l'empire ont offert les quotités suivantes :

ANNÉES.	ROUBLES.	COP.	
1811.....	16,217,619	31 1/2	Dans l'espace de cinq ans les revenus, d'après les tarifs de 1811 à 1815, se sont élevés annuellement à 23,446,161 roubles, terme moyen.
1812.....	19,237,751	74 3/4	
1813.....	31,679,279	11 1/2	
1814.....	25,967,484	90	
1815.....	24,178,674	39 1/4	
TOTAL des 5 années..	117,230,809	47	
1816.....	27,919,574	95 1/2	D'après le tarif de 1816, le terme moyen des quatre années a été de 39,584,947 roubles.
1817.....	43,266,805	67 1/2	
1818.....	44,400,957	81 1/4	
1819.....	42,752,452	38 3/4	
TOTAL des 4 années..	158,339,790	81	
1820.....	52,565,582	3	D'après le tarif de 1820, le terme moyen des 2 années a été de 61,286,218 roubles.
1821.....	50,006,854	42	
TOTAL des 2 années..	102,572,436	45	
1822.....	39,946,752	35 1/4	D'après le tarif de 1822, le terme moyen des deux années a été de 40,266,747 roubles.
1823.....	40,586,743	27 3/4	
TOTAL des 2 années..	80,533,495	63	
1824.....	49,693,084	47	D'après les changements apportés en 1823 au tarif de 1822, le terme moyen des 5 années a été de 56,732,406 roubles.
1825.....	54,920,830	59 1/4	
1826.....	55,867,320	89 1/4	
1827.....	62,084,638	35 3/4	
1828.....	62,124,151	43 3/4	
TOTAL des 5 années..	283,662,025	66	

Il suffit de comparer les tarifs pour découvrir les causes qui ont dû amener une augmentation ou une diminution dans les revenus des douanes. Les revenus se sont accrus ou ont diminué suivant que l'importation d'un plus ou moins grand nombre d'articles a été permise avec des droits plus ou moins élevés, et si le tarif de 1820 a produit, dans l'espace de deux ans, un accroissement de plus de 20 p. 100 dans les revenus des douanes, malgré le taux extrêmement modéré des droits, ce même tarif porterait sans doute actuellement à 70 millions de roubles, au lieu de 51 millions prélevés en 1820 et 1821, la somme annuelle de ces revenus, en supposant que l'on eût établi dès-lors sur toutes les marchandises les droits élevés qui ont été imposés à quelques-unes d'entr'elles, en 1824 (1).

(1) Nous ne saurions partager l'opinion émise ici par l'auteur sur le tarif de 1820, qui a exercé sur l'industrie nationale une influence dont les suites sont assez connues. D'ailleurs, on ne peut assoir un jugement certain en prenant pour base les revenus des douanes pendant les premières années qui ont suivi la mise en vigueur de ce tarif, par la raison que nos ports furent alors inondés de marchandises étrangères.

Le tarif de 1822 prohiba l'importation d'une multitude de marchandises, et les revenus des douanes tombèrent de 20 p. o^{o} .

En 1823, les droits furent considérablement augmentés sur un grand nombre d'articles dont l'importation était fort active; ultérieurement, celle de plusieurs marchandises prohibées fut permise sous d'autres dénominations; avec assimilation à des articles permis par le tarif moyennant un droit élevé.

Les sages mesures adoptées relativement à l'administration des douanes, et particulièrement à celles des frontières de terre, afin d'arrêter la contrebande par une surveillance sévère, ont sans doute contribué à l'accroissement qu'ont éprouvé les revenus des douanes en général, et surtout ceux de la douane de St-Petersbourg. Celui qu'a produit une meilleure organisation des gardes des douanes des frontières a amplement dédommagé l'état des frais d'entretien de cette force armée, preuve que les services des employés deviennent d'autant plus effectifs et utiles, que leur sort est mieux assuré par une rémunération convenable.

Les causes générales de prospérité que j'ai développées, savoir : la sage sollicitude à maintenir, autant que possible, dans les reviremens pécuniaires, la valeur de nos assignations de banque à un taux uniforme; la stabilité qui en est résultée dans les prix de vente des marchandises; l'amélioration croissante en temps de paix de la situation des habitans de la Russie, qui, après une longue période de privations, recouvraient leur ancienne abondance; l'augmentation considérable des droits sur un grand nombre de marchandises dont l'importation était très-active; l'entrée sous d'autres dénominations, et avec assimilation à des articles frappés de droits élevés, de diverses marchandises prohibées; l'accroissement de la consommation et de l'importation des produits étrangers; enfin les perfectionnemens apportés dans l'organisation des douanes, toutes ces causes, dis-je, ont opéré pendant les cinq dernières années une augmentation de 40 p. o^{o} , dans le produit des revenus des douanes.

La conclusion d'une paix glorieuse avec la Perse et la Turquie doit faire espérer de voir prendre une grande extension au commerce de la Russie dans la mer Noire et la mer d'Azoff,

tant par les provinces russes en Asie et en Europe, que par la Turquie asiatique et la Perse avec les contrées les plus reculées de l'Asie. Dans les circonstances actuelles, il serait extrêmement utile de réviser notre tarif, et, sans nuire à notre industrie nationale, d'autoriser l'importation, maintenant prohibée, de diverses marchandises étrangères que l'on pourrait frapper de droits élevés; cette mesure mettrait un terme aux déclamations continuelles contre notre système prohibitif de commerce extérieur, porterait nos fabricans à modérer prudemment le prix de leurs produits, et procurerait à l'état un revenu qu'il ne perçoit pas sur les productions nationales du genre de celles dont l'importation serait autorisée. Quelques personnes semblent craindre que notre industrie en souffrît; mais ces appréhensions même ne paraissent pas fondées, car les manifestations intéressées de quelques fabricans, à ce sujet, ne sont pas de vaines déclamations. Des droits élevés offrent au gouvernement une garantie suffisante contre la concurrence étrangère; il serait injuste de défendre à l'habitant des frontières, éloigné des fabriques, de consommer, en payant le droit d'importation, les productions étrangères qui se fabriquent près du lieu de son domicile, et de le forcer à acheter les produits du pays, apportés de loin et à grands frais. La vaste étendue de l'empire russe ne permet point d'y établir, sans nuire à plusieurs de ses provinces, un système prohibitif embrassant un grand nombre d'objets; il est donc plus utile pour l'état de permettre à ses sujets, moyennant un droit d'entrée, l'usage des productions étrangères qui se fabriquent près d'eux, que de les forcer à se procurer à grands frais des productions nationales, et d'éveiller en eux par cette sévérité la tentation de se livrer à la contrebande. Nul doute que les provinces de ce grand empire, si différentes les unes des autres par le climat, n'offrent une grande variété dans leurs produits; cependant il en est un grand nombre qui nécessitent des transports fort éloignés, ce qui en augmente beaucoup le prix pour les consommateurs. Afin d'obvier à cet inconvénient onéreux pour ces derniers, il serait plus avantageux de ne pas prohiber l'importation de semblables productions, mais de permettre, moyennant un droit, l'entrée des productions, qui, quoiqu'étrangères,

leur reviendrait à meilleur marché, en raison de la proximité du lieu de leur fabrication.

L'établissement d'un droit d'importation, proportionné sur plusieurs marchandises actuellement prohibées, ouvrirait à l'état une source abondante de recettes, et le gouvernement n'imposerait que la classe riche de ses sujets, qui paie volontiers des prix élevés pour satisfaire son goût pour le luxe. En même temps, on gagnerait sur l'industrie étrangère un capital dont le gouvernement pourrait faire usage pour vérifier l'industrie intérieure, suivant qu'il le jugerait nécessaire; il pourrait l'encourager à de nouvelles entreprises par des secours pécuniaires, par l'achat des machines, et en procurant aux fabricans les moyens de les introduire dans leurs fabriques pour diminuer le nombre des ouvriers; en fondant des établissemens d'instruction publique appliqués au commerce et à l'industrie, ce qui a déjà reçu un commencement d'exécution; de cette manière il favoriserait de plus en plus la propagation de l'industrie manufacturière dans l'intérieur de l'empire. Si elle prend de l'élan, la concurrence même des marchandises étrangères ne pourra nuire au débouché des produits russes chez les peuples de l'Asie, et l'on pourra leur laisser toute liberté d'échanger leurs productions contre des marchandises russes, ou européennes ou américaines, par la raison que les marchandises étrangères paient un droit suffisant à leur entrée en Russie. L'ouvrage récemment publié par le conseiller privé du roi de Prusse, M. Ferber, sur l'état de l'industrie et du commerce de la Prusse, ouvrage dont les données ont été puisées à des sources officielles, fournit une preuve brillante de l'influence salutaire que la liberté du commerce et de l'industrie peut exercer sur la prospérité d'un pays, lorsque le gouvernement maintient avec fermeté ses dispositions sagement combinées, qui font naître l'émulation sous plusieurs rapports.

J'ai fait remarquer plus haut à quel point le commerce de Saint-Petersbourg concourt aux revenus des douanes; les produits de ceux de ce port se sont élevés aux quotités suivantes :

ANNÉES.	ROUBLES.	COR.	
1811.....	5,562,332	31 3/4	Dans l'espace de 5 ans les revenus, d'après le tarif de 1811 à 1815, se sont élevés annuellement à 10,730,474 roubles, terme moyen.
1812.....	10,023,966	8	
1813.....	15,475,972	91 3/4	
1814.....	21,805,177	3 1/2	
1815.....	10,684,924	75	
TOTAL des 5 années.	53,652,373	10	
1816.....	13,996,416	56 3/4	D'après le tarif de 1816, le terme moyen des années a été de 19,670,462 roubles.
1817.....	20,986,302	66	
1818.....	23,163,291	44	
1819.....	20,623,839	41	
TOTAL des 4 années.	78,681,850	73 3/4	
1820.....	26,747,994	24	D'après le tarif de 1820, le terme moyen des 2 années a été de 27,727,849 roubles.
1821.....	25,707,705	59	
TOTAL des 2 années..	55,455,699	83	
1822.....	21,656,056	1 1/4	D'après le tarif de 1822, le terme moyen des 2 années a été de 22,024,347 roubles.
1823.....	22,386,579	72 1/4	
TOTAL des 2 années..	44,042,635	73 1/2	
1824.....	27,012,661	26 3/4	D'après les changemens apportés en 1823 au tarif de 1822, le terme moyen des 5 années, a été de 31,936,635 rouble.
1825.....	30,066,764	48 3/4	
1826.....	31,635,835	83	
1827.....	34,509,722	7 1/2	
1828.....	36,474,191	33	
TOTAL des 5 années..	159,683,174	99	

Si le commerce de l'empire en général prend de l'accroissement, celui de Saint-Petersbourg doit nécessairement y trouver de l'avantage. La situation de cette ville et ses nombreux moyens de communication avec les gouvernemens de l'intérieur, le séjour des principaux corps de l'état, la concentration de tous les reviremens financiers de l'empire, toutes ces causes réunies procurent aux affaires et aux spéculations pécuniaires qui s'opèrent à Saint-Petersbourg de si grandes facilités que, sous ce rapport, aucune autre ville de Russie ne peut lui être comparée. Cette capitale possède en outre des avantages particuliers qui ont spécialement concouru à développer son commerce dans les cinq dernières années, et par conséquent à augmenter les revenus de la douane.

1^o Les perfectionnemens apportés à la navigation des rivières et des canaux rendent d'année en année plus faciles les communications par eau de Saint-Petersbourg avec les gouvernemens de l'intérieur, de sorte que le transport des marchandises est devenu moins cher et plus sûr que par le passé.

2° De même, il n'existe nulle part en Russie d'aussi bonnes routes pour le transport des marchandises par terre, avec plus de sûreté et à moins de frais, dans l'intérieur de l'empire, que celles qui conduisent de Saint-Petersbourg particulièrement à Moscou, principal entrepôt du commerce extérieur. Cette route, qui n'a commencé que depuis peu de temps à être fréquentée par le roulage, est une des principales causes de l'accroissement qu'a pris l'importation des marchandises étrangères à Saint-Petersbourg. Tant que la route entre les deux capitales est restée aussi mauvaise que celles qui conduisent à Moscou de Riga, Lebau et Rével, il s'expédiait une grande quantité de marchandises à Moscou par ces trois dernières villes; mais, depuis l'ouverture de la nouvelle route dont je parle, ces expéditions ont lieu par Saint-Petersbourg, d'où l'on doit conclure que l'importation par ce dernier port ne cessera point de prendre de plus en plus d'étendue.

3° La contrebande par les frontières de terre éprouvant depuis quelques temps de puissans obstacles, une grande partie des marchandises destinées pour l'intérieur de l'empire sont expédiées maintenant dans les provinces, et particulièrement à Moscou, par Saint-Petersbourg, ce qui a fait augmenter sensiblement les revenus de la douane de ce port.

4° Par suite de l'interruption qui a eu lieu depuis deux ans dans le commerce de la mer Noire et de la mer d'Azof, par lequel les provinces du midi de la Russie recevaient les marchandises étrangères, elles n'ont pu s'en approvisionner que par le port de Saint-Petersbourg : nouvelle cause de l'accroissement qu'on a remarqué dans le commerce et le revenu de la douane de ce dernier.

Telles sont, mon cher ami, les sources de la prospérité actuelle de notre commerce extérieur. Les plus importantes d'entre elles sont dues aux mesures sages et fixes adoptées par l'administration et suivies avec fermeté dans les affaires financières et de banque. Pendant la durée d'une guerre inévitable avec la Perse et la Turquie, le crédit public s'est élevé, tant au dedans qu'au dehors de l'empire, à un degré qu'il n'avait jamais encore atteint. Le commerce et l'industrie de la nation ont acquis une nouvelle énergie.

Voici les prix auxquels nos fonds publics ont été cotés à la

bourse de Saint-Petersbourg pendant les deux dernières années :

Années.	5 % MÉTALLIQUES.			6 % MÉTALLIQUES.			6 % ASSIGNATIONS.		
	plus bas.	plus haut.	différence	plus bas.	plus haut.	différence	plus bas.	plus haut.	différence
1820...	72	78 3/4	9 %	93	100	14 1/2 %	100	100 1/2	4 1/2 %
1821...	73 3/4	78		87 1/4	94		102	103	
1822...	76 3/4	78 3/8		91	93		98 1/2	103	
1823...	80	82		96 1/2	98		97 1/4	100	
1824...	83 1/4	97 3/4	23 3/4 %	99	112	24 %	100	115	26 %
1825...	88	94		104 1/2	110		107	111 1/2	
1826...	83	87 1/2		103	104 1/2		102	108	
1827...	86 1/2	89 1/2		102 1/2	106		102 1/2	108	
1828...	83	89		102	108		104 1/2	108	
1829...	85	99		102	119		104	122 1/2	

(*Abeille du Nord. — Journal de Saint-Petersbourg*; 21, 22 et 26 janv. 1830.)

67. TABLEAU COMPARATIF DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS DU PORT DE ST-PETERSBOURG, ET DES REVENUS DE LA DOUANE, pendant les 30 dernières années.

	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.	NAVIRES		REVENUS de DOUANES.
			entrés.	sortis.	
	roubles.	roubles.			roubles.
En 1800.....	20,070,935	32,255,354	842	744	4,931,506
En 1810.....	10,068,485	25,798,279	408	512	3,204,847
En 1820.....	168,256,897	106,085,920	1090	1974	29,747,994
En 1829.....	149,135,403	107,428,928	1510	1492	41,184,831

Dans les années 1808 et 1809, pendant la durée du système continental, les importations se sont élevées à 6,612,022 roubles; les exportations à 26,190,302 roubles; le nombre des bâtimens entrés à 436; des bâtimens sortis à 411; et les revenus de douane à 3,195,965 roubles. (*Gazette du Commerce. — Journal de Saint-Petersbourg*; 28 janv. 1830, p. 25.)

68. PRODUITS DES MINES D'OR ET DE PLATINE pendant le premier semestre de l'année 1829.

Le n° 9 du *Journal des mines* donne, ainsi qu'il suit, le relevé des produits des mines d'or et de platine pendant le premier semestre de l'année 1829.

OR.

Mines appartenant à la couronne.

Dans celles d'Ekatherinebourg :			
Produit des sables aurifères.....	13 pouds.	15 livres.	78 zolotniks.
Mines de Zlatoust :			
Produit des sables aurifères.....	27	39	19
Cinq morceaux d'or natif.....	"	5	36 1/4
Mines de Goroblagodat :			
Produit des sables aurifères.....	"	25	5
Mines de Bogoslof, dito.....	4	2	54
TOTAL.....	46	8	1/4

Mines appartenant à des particuliers.

Dans celles de Verkh-Issetsk, appartenant au cornette de la garde, Yakovlef.....	25 pouds.	37 livres.	84 zolotniks.
Dans celles de Nevjansk, aux héritiers du conseiller d'état actuel, Yakovlef.....	8	14	63
— de Nijné-Tagilsk, aux héritiers du conseiller privé, N. Demidof.....	20	"	84
— de Bilimbaïeff, à la comtesse Strogouf.....	1	4	29
— de Verkhné-Oufaléisk, aux marchands Goubine.....	3	26	58
— de Schaitansk, au marchand Yartsof.....	4	10	73
— de Sysertsk, aux héritiers Tourjehani-nof.....	4	27	55
— de Kassline et de Kyschtym, aux héritiers du marchand Rastorgouïef.....	24	35	71
— de Bissertsk, à la comtesse Polier.....	"	21	62
— de Vsevolodoblagodot, au chambellan actuel Vsevolojky.....	1	26	65
Les sables aurifères dans les terres de l'employé des mines, Medger, ont donné..	"	11	59
Ceux du marchand Belandine.....	"	"	7 1/4
TOTAL.....	95	34	46 1/4

TOTAL GÉNÉRAL de l'or exploité. 142 pouds. 2 livres. 46 1/2 zolotniks.

PLATINE.

Mines de la couronne.

Dans celles de Goroblagodat.....	"	15	2 4/6
— de Bogoslof.....	"	"	15 1/6
TOTAL.....	"	15	17 5/6

Mines appartenant à des particuliers.

Dans celles de Verkh-Issetsk, au cornette de la garde, Yakovlef.....	" pouds.	1 livr.	62 2/6 zolotniks.
— de Kassline, aux héritiers Rastorgouïef..	"	1	17 2/6
— de Nijné-Tagilsk, aux héritiers du conseiller privé, N. Demidof.....	43	13	20 2/6
TOTAL.....	43	16	47 2/6

TOTAL GÉNÉRAL du platine exploité. 43 pouds. 31 livres. 22 4/6 zolotniks.

(Journal de Saint-Petersbourg; 9-21 NOV. 1829.)

69. EXPOSITION DES PRODUITS DE L'INDUSTRIE A MOSCOU.

S. M. l'Empereur ayant témoigné, le 10 mars, le désir de

S'assurer par lui-même de l'état de l'industrie nationale à Moscou, le baron de Meyendorff, employé du ministère des finances, organisa en vingt-quatre heures une exposition de ses produits dans les salles du palais impérial. Le 11, les fabricans de Moscou eurent l'honneur de les présenter à S. M. I., et cette brillante exposition, pour laquelle rien n'avait été préparé d'avance, offrit une preuve évidente de la rapidité avec laquelle la Russie avance dans la carrière de l'industrie et de l'instruction. On y voyait des produits de nos filatures de coton, de soie récoltée en Russie, de laine provenant de nos bergeries, des soieries, cotonnades, laineries, du linge de table, des articles en acier, des aiguilles, des gants, des tabatières, de la porcelaine, des bronzes, des schals, des produits chimiques et un grand nombre d'autres objets, dans le détail desquels nous n'entrerons pas dans ce moment. Pour donner une idée des progrès de notre industrie depuis quelques années, nous nous bornerons aux faits suivans. Dès l'année dernière, il a été filé en Russie 55,000 pouds de coton, et cette année il en sera filé une quantité double; sur 32,000 pouds de soie que les fabriques de Moscou emploient annuellement, elles en tirent déjà des provinces russes du Caucase 14,000 pouds, dont 4,000 proviennent des districts cédés par la Perse. En 1803, nous ne possédions point de laine de mérinos; maintenant nous en exportons à l'étranger pour plusieurs millions de roubles, et l'on ne fait aucune différence en Angleterre entre les meilleures laines de Saxe et celles de Russie. Les produits chimiques se fabriquent tous dans le pays, et sont parvenus à un tel degré de perfection que l'on s'étonne de la modicité de leur prix, de sorte que, sous ce rapport, nous n'avons rien à redouter de la concurrence étrangère. L'exposition du 11 mars permettait de reconnaître d'un coup-d'œil et la diversité, et la perfection, et l'utilité des produits de notre industrie. Un grand nombre de fabricans s'y étaient rendus. (*Journal de St-Petersbourg*; 5-15 avril 1830).

70. SUR LA LITHUANIE.

Il paraît que les journalistes allemands ne savent pas ce que c'est que la Lithuanie. D'après leur opinion, ce pays n'était une province polonaise que de nom; cependant il suffit de lire l'his-

toire de Pologne, depuis le XIV^e siècle, pour être persuadé que ce pays était un état fédératif, une république composée de deux états, avec deux couronnes, deux peuples, deux langues, du royaume de Pologne et du grand-duché de Lithuanie. Jamais aucune diète ne s'est regardée comme représentant la seule Pologne, mais comme mandataire des deux nations réunies; c'est sur cette base que reposent même les actes de la diète constituante de 1788-1792, ainsi que ceux de la confédération générale en 1812. Nier à la Lithuanie ses droits à l'indépendance, constatés par un précédent de huit siècles; méconnaître des libertés qu'elle a acquises par son union avec la Pologne, en 1386, et par sa haine pour les institutions tatares des Moscovites; soutenir que cette même Moscovie règne sur ce pays par droits légitimes; enfin se réjouir de l'esclavage d'un peuple polonais de temps immémorial, polonais de cœur, encore polonais aujourd'hui, et détestant jusqu'au nom moscovite, ce n'est point se tromper, c'est mentir.

Or, si une nation lithuanienne a existé jusqu'en 1795, quelle était sa langue? C'était la langue russe, dialecte du slavon, aussi rapproché du polonais qu'éloigné du moscovite ou russe actuel. Toutes les lois, tous les actes politiques, judiciaires et administratifs du grand-duché de Lithuanie, ont été écrits dans cette langue; c'était enfin la langue de l'état, celle des Jagellons véritables pères des peuples de la Pologne et de la Lithuanie. Il existe cependant en Lithuanie une langue lithuanienne, étrangère au slavon, parlée aussi par les véritables Prussiens, aux environs de Königsberg, et appelée tantôt prussienne, tantôt lithuanienne; il faut observer toutefois qu'elle n'est connue que dans la Samogitie, petite partie de la Lithuanie, et jadis duché distinct. C'est du peuple prussien que la Lithuanie slave a tiré sa première origine dans les XI^e et XII^e siècles; mais elle a toujours méprisé son idiôme primitif; et l'usage en est devenu si restreint qu'on trouve à peine 100,000 individus qui parlent la langue prusso-lithuanienne dans la Lithuanie proprement dite tandis que dans la Samogitie, en Prusse à Königsberg, et en Courlande, on en compte plus de 780,000. Enfin, on n'a jamais écrit dans cette langue.

Aussi faut-il considérer comme de véritables Lithuaniens les peuples de la langue russe, ainsi que ceux de la langue

prussienne. Quant au dialecte slave, polonais ou lécchite, il fut de tout temps étranger à la Lithuanie; et, s'il y a aujourd'hui dans ce dernier pays 700,000 individus qui le parlent, ce n'est que par suite de rapports amicaux avec les Polonais. Toutefois, sa suprématie est telle, que près de trois millions d'individus, y compris les Juifs, les Tatars et les Moldaves, emploient ce même idiôme.

Quant à la religion, elle n'entre point dans les considérations politiques là où il s'agit de l'indépendance du peuple lithuanien, qui regarde la constitution du 3 mai 1791 comme son pacte fondamental. Cependant les tsars ne comptent en Lithuanie que 3,410,000 de leurs co-religionnaires, y compris les Roskohniks, tandis qu'il y a dans ce même pays 5,390,000 de catholiques romains, de catholiques grecs, d'arméniens, de mahométans et de juifs.

Si l'auteur de l'article n'avait pas trompé le public allemand, en traduisant le mot *Russiens* par *Kleine-Russen* (petits Russiens), dont il n'est pas question dans mon ouvrage, et qu'il eût vu à côté du mot *Russien* celui de *Russe*, il aurait d'abord reconnu qu'il doit y avoir entre eux une grande différence.

Quant aux plaisanteries que le journaliste allemand se permet contre le dictateur Chlopicki, ce brave guerrier lui a déjà répondu par 40 ans de la plus brillante carrière, et par des talens qui lui ont valu la confiance et l'amour des Polonais.

Léonard CHODZKO.

(*National*; 1^{er} janv. 1831).

71. **LEHRBUCH DES GEMEINEN IN DEUTSCHLAND GÜLTIGEN PEINLICHEN RECHTS.** — Traité du droit criminel commun en vigueur en Allemagne; par le chevalier A. de FEUERBACH. 10^e édit. corrig. Gr. in-8^o de xxii et 426 p. Giessen, 1828; G. F. Heyer.

Ce Traité du droit criminel, depuis long-temps classique en Allemagne, est trop connu, même dans le reste de l'Europe, pour que nous croyions nécessaire d'en faire une analyse étendue, à propos de la nouvelle publication que nous annonçons. Cette 10^e édition diffère peu de la 9^e qui parut en 1825. Mais celle-ci était presque une refonte complète de l'ouvrage primitif qui, publié, pour la première fois, en 1801, avait été

réimprimé huit fois pendant un quart de siècle, sans changements bien remarquables. Mais, en s'occupant de cette 9^e édition, M. de Feuerbach soumit à un nouvel examen toutes les parties de son livre; il abandonna ou modifia plusieurs principes trop absolus et trop tranchans qui avaient été l'objet de justes critiques, notamment sur la présomption de l'intention coupable, sur l'adoucissement de la peine à cause de l'absence de certaines circonstances; il donna plus de développement à certaines doctrines, et refondit même complètement, d'après une comparaison plus attentive des textes, plusieurs de ses théories générales, entre autres celles de la *faute*, de l'*imputabilité*, sans compter une foule de chapitres particuliers, entre autres ceux où il traitait du crime de lèse-majesté, de l'homicide et des blessures, des diverses sortes de vol, de la destruction et dégradation des propriétés, des délits des fonctionnaires publics, etc. La partie qui est relative à la procédure éprouva aussi des améliorations essentielles, notamment la section consacrée à l'*information*, qui fut entièrement refaite.

Après cette indication des avantages que l'édition de 1825 avait sur les précédentes, et qui ont été encore perfectionnés dans celle que nous annonçons, nous allons présenter sommairement les divisions principales de l'ouvrage. Il commence par des prolégomènes sur l'idée qu'on doit se former du droit pénal, sur ses sources, sur les connaissances auxiliaires qui doivent préparer ou accompagner son étude, sur sa bibliographie; sur ce dernier point, on y trouve un catalogue fort étendu d'ouvrages de toutes les nations. L'exposition scientifique est ensuite divisée en trois livres qui comprennent: le 1^{er}, la partie philosophique ou générale du droit pénal; le 2^e, la partie positive ou spéciale; le 3^e, la partie pratique. Dans la partie philosophique, une introduction est destinée à exposer les principes supérieurs qui servent de fondement au droit pénal, et les principes secondaires qui en dérivent; puis l'auteur traite, en trois titres, de la nature du délit, de la nature de la loi pénale et de son application, de la nature des peines et de leurs diverses espèces. Dans le 2^e livre, partie positive, M. de Feuerbach expose les diverses espèces de délits. Il les divise en délits communs et délits propres à certaines classes. Les délits communs sont déterminés ou vagues; les premiers sont distingués en

publics et privés ; les derniers sont ou matériels ou formels. Il y a encore des délits communs qui, sans contenir aucune violation du droit, sont punis par des motifs politiques ; ils sont rangés en quatre classes suivant que les lois qu'ils enfreignent sont relatives à la police criminelle, à la police des biens, à celle des mœurs ou à celle de la population. Les délits propres à certaines classes de personnes sont les délits des fonctionnaires publics et ceux des militaires. Dans le 3^e livre, partie pratique, on trouve d'abord une introduction qui traite de la juridiction criminelle en général, de la justice criminelle, de son exercice, des officiers qui composent un tribunal criminel, de sa compétence, des diverses formes de procédures. Vient ensuite une exposition détaillée des diverses parties de la procédure criminelle et des différents rôles que remplissent les personnes qui y figurent.

C.-A. PELLAT.

172. *UNTER DER LANDWIRTSCHAFT DER RHEINFALL.* — Sur l'état de l'agriculture en Palatinat, et particulièrement dans les environs d'Heidelberg ; par le docteur K. H. RAU, conseiller aulique du grand duc de Bade, et professeur ordinaire à Heidelberg. In-12 de x-102, et 2 pl. Heidelberg, 1836 ; Winter.

M. Rau, dans cet intéressant ouvrage, le seul qui ait paru sur l'état de la science agricole en Palatinat, fait connaître toutes les améliorations qui ont eu lieu en agriculture, et donne sur ce pays des détails d'autant plus curieux qu'ils sont entièrement neufs, et sont dignes de l'attention des économistes, auxquels l'influence précieuse d'encouragemens dispensés à propos, d'exemples salutaires donnés aux cultivateurs par de sages philanthropes, fourniront une foule de remarques utiles et intéressantes.

Le champ que l'auteur a choisi pour ses observations n'est pas vaste : il ne comprend que le pays situé entre Heidelberg et Mannheim, dont l'étendue est de 4 lieues et demi carrées. C'est là, selon lui, que se trouve concentré le plus grand nombre d'habitans dont les ressources n'ont pour base que la culture des terres. Il n'existe pas là de manufactures importantes qui puissent assurer l'existence à un grand nombre d'individus, pas de mines à exploiter, pas de vastes forêts qui emploient beaucoup de bras. L'agriculture, voilà leur seul trésor. C'est à

elle qu'ils doivent le bonheur dont ils jouissent et leur industrie, leur activité, la sagesse du gouvernement, qui sait leur faire les concessions nécessaires pour donner à leurs entreprises et à leurs améliorations l'élan convenable, leur en garantissent la durée. L'accroissement de la population est si rapide que 73,000 âmes vivent aujourd'hui où il n'y en avait que 67,000; il y a 6 ans. Malgré cela, la misère ne s'y pas fait sentir : le prix des denrées est plus bas que jamais; et la classe ouvrière vit avec plus d'aisance. Le cultivateur; néanmoins; a besoin d'activité et d'économie pour faire honneur à ses affaires : car; les impôts; établis dans un temps où le prix des terres était plus élevé qu'il n'est aujourd'hui, sont très-onéreux. Cependant sa position est plus heurée que dans bien d'autres contrées; où les ressources qui abondent chez lui manquent entièrement.

La température y est d'une douceur plus grande que dans toute autre partie de l'Allemagne. En été, le thermomètre monte jusqu'à 16° 32', et en hiver ne descend presque jamais au-dessous de 0° 64'(?); aussi une foule de végétaux y donnent-ils chaque année une récolte précoce et abondante; tandis que dans des pays peu distans, ils ne croissent qu'avec peine. On doit cet avantage à la position de ce cercle qui est peu élevé au-dessus du niveau de la mer, et à l'abri des montagnes d'Odenwald qui le garantissent des vents d'ouest et de nord-ouest.

Le sol, sur lequel le Rhin et le Neckar ont laissé des traces de leur passage est sablonneux, mêlé de bants d'argile ou marécageux dans la partie voisine du Rhin, et est cultivé en prairies, en tabac et en houblon. Dans toute la plaine, il est formé d'argile, dont le fond est garni de bants de sable et de cailloux roulés, mais gisant à d'inégales profondeurs : de sorte que partout où la couche de cailloux se trouve trop près de la surface du sol, la végétation est pauvre, surtout dans les grandes chaumes. La grande culture y est en pratique. On n'y voit pas de prairies, peu de vergers et de jardins maraîchers. Les biens y sont plus vastes, et dans les travaux du labour, on ne se sert que de chevaux. Dans le voisinage des montagnes, les terres sont fortes, et calcaires sur les parties les plus élevées. On y voit beaucoup de vignes, de vergers et de marais. La population est très-forte et les assolemens épuisans.

Du prix du travail.

Quoique le prix du travail soit plus bas aujourd'hui qu'il y a dix ans, la diminution qu'il a subi n'est pas en proportion de celle qu'ont éprouvée les produits agricoles : de sorte que le journalier jouit d'une sorte d'aisance qui lui était inconnue autrefois, et peut, après avoir vécu, faire quelques économies.

Le terme moyen des dépenses qu'exigent le salaire et l'entretien d'un journalier est de 22 kreutzer par jour (79 c. environ). Dans certaines fermes, où l'on occupe toute l'année un grand nombre d'ouvriers, on a la coutume de prendre des familles de journaliers qui reviennent par an, à 146 florins 40 kreutzer (348 fr. 50 c.). Les ouvriers travaillant aux vignes reçoivent un plus haut salaire, parce que ce travail exige plus de force et plus d'adresse.

A Strassenheim et dans le nord de l'Allemagne, on donne aux ouvriers, en outre de leurs gages, une petite portion de terre à cultiver de compte à demi.

Les domestiques coûtent environ 109 florins (245 fr. 25 c. par an, y compris leurs gages qui sont de 48 florins (108 fr.).

Capital et débouché.

Les capitaux employés à la culture des terres produisent des intérêts raisonnables à cause de la proximité des grandes villes, où toutes les récoltes trouvent une vente facile, et du séjour des personnes riches que les agrémens du pays attirent à la campagne. On y voit beaucoup de fermes dont les bâtimens sont construits avec élégance et solidité. A Handschuchsheim, où le morcellement des terres a été porté le plus loin, l'impôt foncier, payé par chaque famille, est de 180 fl. (405 fr. 80 c.). L'éducation des bestiaux et des chevaux est assez considérable, et le rapport du sol au bétail est, selon les cantons, de 3 à 7 arpens par tête.

Les grains, les fruits, le tabac, les plantes économiques, les peaux, se vendent avec facilité. Dans les premiers 5 mois de l'année 1829, on a vendu, sur le marché d'Heidelberg, 31,000 malter (environ 34,000 hectolitres) de grains pour 118,000 flor. (265,500 fr.), et destinés aux approvisionnement de l'Odenwal et du Bas-Rhin.

Considérations générales sur quelques dispositions judiciaires et législatives.

On trouve partout des traces des efforts d'une sage administration, pour assurer le bonheur d'une population laborieuse et industrieuse, en la délivrant des entraves qui l'empêchent de s'élancer dans la vaste carrière des améliorations, et en lui en facilitant les moyens.

Les corvées seigneuriales, si contraires aux intérêts du cultivateur, n'existent plus. Les droits de pacage, auxquels on avait déjà mis des bornes, il y a près d'un siècle, quoiqu'ayant été conservés, n'écrasent plus le pauvre. Les impôts sur les chemins, qui entravaient la circulation, ont été abolis. Le gouvernement s'efforce de faire revivre dans le pays l'éducation des vers à soie, qui, malgré l'extension qu'elle avait jadis, était tellement négligée qu'on n'en retrouvait plus que de faibles vestiges. Les chemins, autrefois nus et mal entretenus, sont maintenant beaux et plantés d'arbres. Les prairies communales ont été changées en terres arables et en forêts; et l'usufruit des premières accordé aux cultivateurs, qui, dans certaines communes, ont jusqu'à $5/4$ d'arpent.

Il y a cependant encore des charges que le gouvernement n'a pu encore diminuer, mais que l'on verra disparaître ou diminuer avec le temps. Tels sont : les impôts fonciers, si exorbitans, ceux mis sur les contrats de vente et d'achat et les successions, la dîme et les corvées établies pour la réparation des chemins.

Une coutume très-préjudiciable au bien-être des familles est la multiplicité des baux emphytéotiques, avec leurs formes variées. Beaucoup de biens sont affermés à trois générations, d'autres ne sont héréditaires que dans la ligne masculine, ou tombent en partage à des collatéraux; et la plupart du temps le testateur a le droit de choisir son successeur. La coutume appelée *Schupflehen*, dans laquelle le bail est héréditaire pour quatre personnes de la famille : le père, la mère et deux enfans, et reste ensuite en dévolution, est encore plus déplorable; mais, comme il sera difficile de jamais pouvoir mettre un terme aux malheurs inhérens à la forme de ces coutumes, le seul remède qu'on y puisse apporter est de faciliter l'allodiation.

De la grandeur des biens.

Partout le terrain est divisé à l'infini. Chaque paysan journalier a un coin de terre qui lui sert à se procurer une existence plus facile. Les petits cantons, portant le nom de Hof, sont di-

visés plus régulièrement et ne sont point morcelés comme les autres. Graenshof, par exemple, qui n'avait autrefois que 4 biens de 300 arpens chacun est aujourd'hui partagé en 16 demi-fermes, ayant chacune 79 arpens de dépendance.

Sur tous les biens, on élève un certain nombre de chevaux. On compte ordinairement un attelage pour trente arpens. La coutume d'avoir des chevaux pour le labour fait que beaucoup de cultivateurs, pour occuper leurs chevaux et en tirer un parti quelconque, font des transports pour le compte d'autrui.

Pour donner une idée de la division du sol, nous allons dresser un petit tableau qui fera voir jusqu'où elle peut s'étendre dans un pays peuplé.

GRANDS BIENS.	HANDSCHUCHENHEIM. NOMBRE D'HABITANS.	NEUENHEIM. NOMBRE D'HABITANS.
Au-dessus de 20 arpens...	12	5
de 15 à 20.....	13	1
de 10 à 12.....	41	5
de 5 à 10.....	34	1
de 3 à 5.....	108	37
de 3 à 1.....	108	73
au-dessous de 1.....	378	121

Les 378 habitants partagent le terrain dans les proportions suivantes :

12 des plus grands biens forment.	504 arp.
7 de 15 à 20 arp.	121 »
13 de 10 à 15 » environ	140 »
41 de 5 à 10 » »	250 »
34 de 3 à 5 » »	120 »
108 de 1 à 3 » »	180 »
183 au-dessous d'1 » »	65 »

Ceux qui marquent les limites des propriétés possèdent..... 20 »

1400 arpens.

A Neuenheim 409 arpens sont partagés de la sorte entre les 121 habitants.

Biens au-dessous de 3 arpens..	116 arpens.
de 3 à 20 » ..	53 »
de 20 à 66 » ..	240 »

On voit, d'après ces calculs, que le quart des terres est divisé en morceaux de moins de 5 arpens; que ceux de 5 à 20 arpens en forment un peu plus du tiers, et que les plus grands en forment autant.

Assolement.

Ce qui s'opposera encore pendant long-temps à l'introduction d'assolements, autres que ceux en pratique, est l'usage des cultivateurs d'une même commune de suivre le même assolement, de diviser les terres en plusieurs sections et d'avoir à peu près parties égales de leurs biens dans chacune de ces divisions. Le seul moyen de porter remède aux inconvéniens qui en pourront résulter par la suite serait d'imiter l'exemple de la commune de Seckenheim qui a, d'un commun accord, fondu en un seul morceau toutes les terres de son territoire, et, après avoir nommé une commission, a procédé au partage qui a eu lieu sans la moindre difficulté.

Dans les communes de Dossenheim, de Schreishelm, de Grotsachsen, de Hochsachsen et de Lützelsachsen, la population est si considérable que l'on est forcé de faire produire à la terre la plus grande quantité possible de plantes alimentaires pour subvenir aux besoins des habitans. Aussi, l'assolement ne dure-t-il que 2 ans, et encore n'est-il pas rigoureusement suivi. Quand la routine cessera de mettre des entraves aux améliorations projetées, on pourra y introduire un genre d'assolement plus convenable au sol et aux besoins; mais ce ne sera qu'avec le temps qu'on pourra tenter de faire adopter des innovations utiles.

Rohrbach, Handschuchsheim, Nenenheim et Ladenburg, moins religieusement attachés aux anciennes coutumes, ont depuis long-temps adopté un système de culture moins régulier; il est vrai, mais plus productif et d'un succès toujours certain. Les terres voisines des villages sont cultivées pendant un an en marais, et produisent une énorme quantité de légumes de toutes sortes. A l'automne, on y sème de l'épeautre, et pendant trois ans elles sont mise en grande culture, puis de nouveau en légumes.

De la moisson.

La moisson est faite dans le Palatinat par des habitans du Wurtemberg et de l'Odenwald, qui profitent de la tardive maturité de leurs récoltes pour descendre dans les plaines. Le prix

donné aux moissonneurs est de 40 k. à 1 fl. (1 fr. 50 à 2 fr. 25), avec la nourriture, et d'un fl. et demi à 2 fl. (3 f. 38 c. à 4 f. 50), avec le pain seulement.

Les grains restent peu de temps en javelle; on les met tout de suite en meule, et on les rentre aussitôt après que la dîme a été acquittée.

Le battage se paie en nature avec un 11^e ou un 12^e du produit, et dans quelques cantons le batteur cultive de compte à demi avec le fermier, quelques arpens de pommes de terre ou de tabac, ou, pour un moindre salaire que les moissonneurs, aide à la moisson et prépare les liens.

Après le battage, les grains sont vannés au tarare, et le déchet sert de fourrage aux bestiaux, ou bien; après un criblage, est réduit en farine pour faire du pain commun.

Vignes et arbres fruitiers.

Des plants mêlés et mal conduits dont les récoltes, abondantes par fois, ne donnent que des vins de basse qualité, faute de savoir les fabriquer: voilà à peu près l'état des vignes dans le Palatinat. Les routines disparaissent peu à peu, mais avec une lenteur incroyable; cependant, on remarque un changement notable dans ce genre de culture: c'est la suppression des hautes vignes pour adopter les basses vignes, dont on se trouve bien mieux: mais c'est le seul pas qu'elle ait fait jusqu'ici; et ce ne sera qu'avec peine qu'on obtiendra du vigneron de quitter la méthode vicieuse à laquelle il est si attaché.

Malgré les améliorations qui pourront encore être introduites dans la culture des arbres fruitiers, l'état dans lequel elle se trouve aujourd'hui est des plus satisfaisants. Le nombre des arbres à fruits s'accroît tous les jours, les chemins même en sont bordés; et déjà les produits qu'on en tire sont considérables. A Handschuchsheim, le produit de la récolte des cerises est monté jusqu'à 30,000 fl. (67,500 fr.).

Education des chevaux.

L'éducation des chevaux convient à ce pays moins qu'à tout autre. Le manque de prairies, qui contraint les fermiers à nourrir les poulains à l'écurie, et le peu de soin qu'ils apportent au perfectionnement des races, s'oppose à ce que leurs élèves soient beaux et bien développés; et leur peu de valeur aurait déjà fait

tomber ce genre d'industrie, si les cultivateurs ne préféreraient employer des chevaux aux travaux des champs.

La nourriture du cheval est fort bon marché, mais ne convient qu'aux élèves faits dans le pays; car les autres ne peuvent s'y faire. Le fourrage d'été consiste en trèfle, en luzerne et en foin, et celui d'hiver en foin, paille d'orge ou d'avoine, et en betteraves, pommes de terre et navets hachés et mêlés à de la paille, qui l'est également.

Education des bêtes à corne.

Le fermier trouve un grand avantage à élever des bêtes à cornes : le lait, le beurre, les peaux, se vendent facilement dans les villes; et les bêtes à abattre sont achetées à un assez haut prix, pour être exportées.

Sur les biens de 2 attelages (environ 60 arp.), on élève fréquemment 4 à 6 vaches, autant de jeune bétail, et 3 ou 4 bœufs engraisés pour les ventes d'automne.

Si des ordonnances n'étaient venues arrêter le mauvais choix des taureaux, les races déjà abâtardies le seraient encore plus. Il n'y a que dans quelques fermes qu'on remarque de beau bétail, et principalement à Strassenheim, où ils en font venir de magnifique du canton de Berne.

Aux betteraves près, la nourriture est la même que celle des chevaux.

Le produit annuel d'une vache, en y comprenant la vente du veau, est de 67 à 68 fl. (83 fr. 50 c. à 85 fr.). Elle donne environ 1161 mesures de lait (la mesure est de 75 pouces cubes) qui produisent 130 livres de beurre.

Les veaux qu'on ne veut pas élever sont vendus à 8 ou 15 jours. Le prix de ceux de 8 jours, pesant 45 liv., est de 5 fl. (11 fr. 25) et plus; et ceux 15 jours, du poids de 50 à 60 liv., sont vendus 6 à 7 fl. (13 fr. 50 c. à 15 fr. 75). On en élève quelques-uns jusqu'à 1 an 1/2 ou 2 ans. Alors les taureaux sont vendus, et les jeunes vaches remplacent les vieilles, qui, après avoir été engraisées, sont vendues au boucher. Le prix d'un jeune taureau est de 30 à 33 fl. (67 fr. 50 c. à 74 fr. 25), et celui d'une vache 50 fl. (112 fr. 50), et plus, selon le poids. En automne, on tire de l'Odenwald et du Wurtemberg des bœufs à engraisser, et leur prix de 6 à 8 carolus (160 à 212 fr.), alors s'élève, après l'engraissement, jusqu'à 10 ou 12 (265 à 318 f.)

La rareté des fourrages force, en hiver, un grand nombre de fermiers à en vendre une partie à bas prix; mais, en été, le prix en est plus élevé, et les vendeurs sont plus récalcitrans.

TABLEAU DU PRIX MOYEN DES TERRES.

TERRES ARABLES.						
	1 ^{re} classe.	2 ^e classe	3 ^e classe.	4 ^e classe.	5 ^e classe.	6 ^e classe.
Neuenheim.....	(1) 869 fl.	765 fl.	714 fl.	528 fl.	400 fl.	80 fl.
Handschuchsheim....	781	629	469	408	—	—
Schwabenheim.....	402	242	104	—	—	—
Dossenheim.....	701	600	581	501	381	280
Schriesheim.....	562	488	397	360	309	—

JARDINS.		
	1 ^{re} classe.	2 ^e classe
Neuenheim.....	1200 fl.	701 fl.
Handschuchsheim....	1200	861
Schwabenheim.....	530	—
Dossenheim.....	800	600
Schriesheim.....	1090	800

VIGNES.						
	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.	4 ^e classe.	5 ^e classe.	6 ^e classe.
Neuenheim.....	1000 fl.	800 fl.	501 fl.	200 fl.	—	—
Handschuchsheim....	1000	901	800	701	600 fl.	400 fl.
Dossenheim.....	1000	669	400	—	—	—
Schriesheim.....	785	661	560	501	461	301

PRAIRIES.						
	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.	4 ^e classe.	5 ^e classe.	6 ^e classe.
Neuenheim.....	93 fl.	—	—	—	—	—
Handschuchsheim....	1000	800 fl.	640 fl.	560 fl.	400 fl.	100 fl.
Dossenheim.....	720	600	501	240	—	—
Schriesheim.....	613	490	445	354	160	80

(1) Le florin du grand duché de Bade vaut 2 fr. 25 c.

G....D.

73. NEUE BEZIRKSEINTHEILUNG DER HERZOGTHUMS GOTHA. —
Nouvelle division communale du duché de Gotha. (*Neue
Allg. geog. und stat. Ephemer.*; XXXI Vol., 3^e livr.; 1830.)

Le duché de Gotha n'avait été formé jusqu'alors que des bailliages de Gotha, Tonna, Volkenrode, Tenneberg, Reinhardsbrunn, Georgenthal, Schwarzwald, Ichtershausen et la chancellerie d'Ohrdruff; et les biens seigneuriaux ne faisaient point, à ce qu'il paraît, partie de ces bailliages.

D'après une ordonnance du 2 janvier 1830 une nouvelle division communale a eu lieu. Le nombre des bailliages est le même, mais celui de Reinhardsbrunn a été supprimé, et un nouveau a été formé sous le nom de Leibenstein, ce qui a exigé une refonte totale de la division ancienne.

Voici un aperçu de cette nouvelle division :

I. Le bailliage de Gotha, qui comprend : la ville de Gotha, dont la juridiction dépend du conseil d'État, 25 villages et 16 juridictions seigneuriales.

II. Le bailliage de Tenneberg, qui renferme : la ville de Waltershausen, celle de Friedrichsroda dont la juridiction est soumise à la cour souveraine, 18 villages, 9 biens seigneuriaux et leurs dépendances qui forment des juridictions particulières.

III. Le bailliage d'Ichterhausen, composé de 18 villages immédiats et 12 biens seigneuriaux.

IV. Le bailliage de Georgenthal, qui ne contient que 13 villages immédiats.

V. Le bailliage de Tenha, renfermant 12 villages et 6 domaines seigneuriaux.

VI. Le bailliage de Leibenstein, formé de 16 villages et de 2 domaines seigneuriaux.

VII. Le bailliage de Zella (autrefois Schwarzwald), composé de 3 villages immédiats, de la ville de Zella (blasii), de la cour des arquebusiers et de deux hôtelleries.

VIII. Le bailliage de Volkenroda (situé entre Schwarzburg-Sonderhausen et la Saxe prussienne), renferme 6 villages immédiats.

IX. La chancellerie d'Ohrdruff, comprenant le comté d'Hohenlohe Obergliechen, qui renferme 1 ville, 6 villages, un moulin et le domaine de Wannigsroda. G...B.

74. FOIRE DE LEIPZIG EN 1831.

La dernière foire de Leipzig (Pâques 1831) a livré au commerce de la librairie 2,920 ouvrages nouveaux, produits du travail des écrivains allemands pendant les six mois précédents, auxquels il faut ajouter 368 articles de librairie étrangère, 360 ouvrages dont la publication est simplement annoncée pour une époque plus éloignée, 114 cartes géographiques, 33 recueils de musique et 6 jeux; pour arriver au total de 3,801 articles

énumérés dans le catalogue (1). Sur les ouvrages véritablement nationaux et littéraires, on compte 128 romans, 32 pièces de théâtre et 109 ouvrages écrits dans les langues étrangères modernes, mais publiés par des éditeurs allemands. Tout en déplorant cette production démesurée de livres, pour la plupart médiocres et sans utilité pratique, un journal allemand, (*Literatur-Blatt*, publié à Stuttgart, par M. Cotta) fait remarquer que, si leur quantité numérique n'a pas diminué d'une manière sensible, ils ont du moins occasionné une moindre consommation de temps, d'esprit et de papier; car les brochures fugitives et les journaux deviennent plus communs, tandis que les lourdes compilations et les ouvrages compacts se présentent en moins grand nombre. Ici, le rédacteur observe que cette surabondance de livres n'est pas un mal par elle-même; qu'en France, en Angleterre et dans les États-Unis, où l'on écrit et où l'on imprime beaucoup, et où les hommes de génie font exception tout comme en d'autres pays, du moins, l'industrie littéraire, si l'on peut s'exprimer ainsi, excitée par l'activité progressive des masses, s'attache à satisfaire des besoins immédiats et réels; tandis qu'en Allemagne, dans ce pays duquel on a dit que les individus y étaient inhabiles à la pratique, la littérature, enfouissant ses trésors dans les bibliothèques, les musées et les cabinets de lecture, où la postérité viendra curieusement les rechercher, reste aujourd'hui sans influence sur les progrès du monde matériel. L'esclavage de la presse, maintenu avec soin par des gouvernements hostiles à toute espèce de liberté, ne serait-il pas l'une des causes principales de ce phénomène?

Parmi les productions énumérées dans le dernier catalogue, les événemens du moment font le sujet de quelques grands ouvrages et d'un plus grand nombre de petits écrits. On a remarqué, entre autres, une traduction du livre de lady Morgan sur la France, et les lettres de Raumer sur Paris; des brochures sur les révolutions de France, de Pologne, de Belgique, de Brunswick, de Saxe, de Hesse et de la Suisse, sur les plaintes qui se sont élevées dans le Hanovre, dans la Bavière et dans le Holstein. Au nombre des meilleurs écrits politiques d'un intérêt général, il faut citer celui de Welker sur la liberté de la

(1) Le catalogue de la foire précédente (Pâques 1830) annonçait 4,900 ouvrages.

presse, la dissertation d'Escheumayer sur la peine de mort, des traductions de l'Économie politique de J. B. Say, et de quelques ouvrages de Benjamin Constant, Dupin etc.

L'histoire compte plusieurs publications importantes, outre les suites ou le commencement de quelques grandes collections, telles que l'Histoire des peuples européens, par Heeren et Ukert; la Bibliothèque des histoires de tous les peuples, publiée par M. Cotta; la Collection des historiens modernes étrangers, recueillie par Pœlitz, etc. On a publié le huitième volume de l'Histoire des Ottomans, par M. de Hammer; le septième de l'Histoire des croisades, par Wilken; l'ouvrage d'Hulmann sur l'origine de la constitution ecclésiastique dans le moyen âge; l'Histoire des Pays-Bas, par Leo; l'Histoire de Ferdinand I^{er}, par Buchholz; la septième édition de l'Histoire universelle de Rotteck; des traductions de Bignon, Michaud, Lingard, Mackintosh et Botta; enfin, pour l'époque actuelle, l'Histoire de la diète hongroise, par Mailath, et l'Histoire de l'année 1829, par Schirach.

La théologie a fourni un abondant contingent de livres mystiques ou dogmatiques, sans parler d'un bon nombre de gazettes et de journaux exclusivement consacrés aux matières religieuses, et d'une quantité plus qu'ordinaire de sermons, où la politique du temps n'est pas toujours traitée avec sagesse et modération.

Pour la philosophie et l'éducation, on remarque la réimpression de la Logique de Hegel; les écrits philosophiques de Frantz de Baader, la Psychologie de Carus, le seconde partie de la Correspondance de Fichte; une nouvelle édition des œuvres de Campe, à l'usage de l'enfance; l'Histoire de la *pédagogique*, par Glanzow; un ouvrage sur la méthode de Jacotot, etc.

Les sciences naturelles se sont enrichies de la traduction du Règne animal de Cuvier et de plusieurs relations intéressantes de voyageurs, originales ou traduites; le Voyage de Crawford à Siam et dans la Corinchine; les Découvertes des Carthaginois et des Phéniciens dans l'Océan Atlantique, par le célèbre polonais Lelewel; la Description des îles Canaries, par Mac Grégor; l'Histoire de l'archipel des Indes occidentales, par Meinicke; les Observations magnétiques d'Erman dans la Russie asiatique; les Souvenirs d'Égypte et de l'Asie-Mineure, par Prokesch; le Voyage de Burger dans la haute Italie, considéré

surtout sous le rapport de l'agriculture; le Voyage de Horn en Allemagne, etc.

Dans les arts et la littérature proprement dite, les productions les plus importantes publiées pendant la même période sont : la quatrième et dernière livraison du grand ouvrage de Boisserée sur le dôme de Cologne; les Recherches faites en Italie par Rumohr; l'ouvrage de Wendt sur les époques principales de l'histoire des beaux-arts; le huitième volume des œuvres complètes de Boerne; les Poésies de Chamisso, de Heine; les Œuvres de madame Schopenhauer; les Nouvelles de Willibald Alexis; une traduction de Rabelais, etc. (*Revue Encyclopédique*, mai 1831, p. 398.) J.

75. COMMERCE AVEC L'ESPAGNE, de février au 1^{er} novembre 1830. (*Gazette de Madrid*; 11 novembre 1830.)

Il résulte des renseignemens que publie cette gazette que l'importation a monté à 43,924,759,19 réaux de vieillon, et l'exportation à 18,589,898,13 $\frac{1}{2}$ idem.

La France a importé en Espagne pour :

29,190	réaux en morue sèche.
7,965,24	— comestibles.
7,160	— épiceries.
390	— vins et liqueurs.
1,200	— peaux préparées.
5,557	— huiles et essences.
1,480	— parfumerie.
21,713	— drogues.
700	— ânes.
21,600	— chevaux.
50	— cochons.
7,230	— bêtes à laine.
116,600	— mules et mulets.
1,187,28	— laines manufacturées.
6,702,21	— draps.
365,795	— Filatures brutes.
16,223	— idem manufacturées.
3,030,22	— meubles et objets en bois.
17,330	— machines et ustensiles.
7,350	— bijoux et argent plaqué.
30,314	— soies brutes et manufacturées.

2,688 — verrerie.

(*Journ. du Commerce* ; 6 déc. 1830.)

76. POPULATION DE MADRAS. (*Asiatic Journ.* ; janv. 1830.)

Dans la Ville noire..... 120,646

A Chindatrepeltah et les villages de

la juridiction de Madras..... 295,105

Khandaus et leurs domestiques..... 46,300

Population totale de Madras..... 462,051

Le nombre des maisons est de 29,612, dont 14,093 dans la ville noire, et 2,826 maisons et huttes appartenant aux Khandaus et a leurs domestiques.

L'excès de la population femelle sur la population mâle est de $\frac{1}{11}$ de la population totale, ce qui est exactement le contraire en Europe, où la population mâle surpasse l'autre d'environ $\frac{1}{21}$ ou $\frac{1}{22}$ de la masse totale de la population.

77. ÉTAT DE LA PRESSE DANS LES INDES. (*East India Magazine* ; n° 1, vol. 1, décemb. 1830.)

Une des plus grandes améliorations que le 19^e siècle ait vu s'introduire dans les Indes est l'établissement de la presse périodique, dont les bienfaits se sont déjà sentir, et qui ouvre à une vaste population, ensevelie depuis des siècles dans l'esclavage, l'ignorance et la superstition, les voies de la civilisation et des lumières.

Calcutta est le foyer d'où partent ces améliorations naissantes; c'est dans cette ville que des écrivains sages et philanthropes enseignent aux peuples des vérités jusqu'alors inconnues parmi eux, et sapent lentement le pouvoir tyrannique d'un gouvernement ambitieux et despotique. Parmi les journaux anglais, quelques-uns, et le nombre en est borné, ont vendu leur plume au pouvoir, et ne parlent que sous l'influence du despotisme; quelques journaux indiens sont soudoyés par les brames et défendent avec chaleur les institutions théocratiques; mais leurs efforts pour s'opposer à la propagation des lumières, ne font que retarder de quelques instans le triomphe de la raison et de la vérité.

Bombay, Madras, Penang, Malacca, Singapore et Ceylan, ont un ou deux journaux seulement, mais sans force ni couleur, parce que le gouvernement les empêche de parler avec franchise et liberté.

JOURNAUX PÉRIODIQUES DE CALCUTTA.

Quotidiens (anglais).

- 1 Le Hurkaru du Bengale. } journaux du matin.
 2 John Bull. }
 3 La Gazette de Calcutta, journal du soir.
 4 La Gazette de la bourse. } petites affiches du matin.
 5 L'Advertiser du bazar de Loll. }
 6 L'Advertiser du bazar de Tulloh. } petites affiches du matin.
 7 — public. }

Hébdomadaires.

- 1 La Gazette du gouvernement, 2 fois par semaine.
 2 La Gazette des Indes. } 3 fois la semaine.
 3 La Chronique du Bengale. }

Hébdomadaires, politiques, littéraires et commerciaux.

- 1 Le Héraut du Bengale, politique et littéraire.
 2 La Gazette littéraire, dramatique et critique.
 3 L'Observateur oriental, politique et littéraire.
 4 Prix courant de la bourse. }
 5 — hebdomadaire. } commerciaux.
 6 — du petit commerce intérieur. }

Mensuels.

- 1 Le Journal de Calcutta, littéraire et politique.
 2 Brillant de science, scientifique.
 3 Le Caléidoscope, littéraire et politique.
 4 Le Nouvelliste chrétien, religieux.
 5 Le Journal mensuel, mélanges.
 6 Army list, forces de la Compagnie.
 7 Exportations et importations de Calcutta, commercial.

Trimestriels.

- 1 Revue et registre oriental, littéraire et politique.
 2 Répertoire anglais-indien, militaire.
 3 Calcutta quarterly, répertoire.
 4 Army list, forces de S. M. dans les Indes.

Annuels.

- 1 Annuaire du Bengale, littéraire.
 2 Souvenir du Bengale.
 3 Almanach du Bengale.
 4 Directoire du Bengale, réglemens, ordonnances, décisions du gouvernement, etc.
 5 Répertoire annuel, dito.
 6 Manuel du cultivateur d'indigo, commercial.

Presses NATIONALE (hébdomadaires).

- 1 Jami Jehan Numa, en caractères persans.
 2 Sumachur Chuandria *Id.* bengalis.
 3 Sungbaud Kowmoody *Id.* bengalis.
 4 Sumbad Temernashuk *Id.* bengalis.
 5 Bunga boot *Id.* bengalis, persans et nagris.
 6 Sumbad Rutnaker *Id.* bengalis.
 7 Sumachur Durpua *Id.* anglais et bengalis.

PAIX, NOMBRE D'ABONNÉS ET COULEUR POLITIQUE DES PRINCIPAUX JOURNAUX DE CALCUTTA.

Quotidiens.

Noms.	Prix par trimestre.	Nombre d'habitans.	Parti
Le Hurkaru du Bengale..	20 roupies.	800	libéral.
John Bull.	24	420	tory.
La Gazette de Calcutta...	8	150	libéral.

Paraissant 2 ou 3 fois par semaine.

La Gazette du gouvernem.	13 roupies.	500	libéral.
La Gazette des Indes.	13	430	libéral.
La Chronique du Bengale.	10	300	libéral.

Hébdomadaires.

Le Héraut du Bengale....	5 roupies.	250	libéral.
L'Observateur oriental...	5	410	tory.
La Gazette littéraire....	5	350	libéral.

Les torys ont en abonnés. 2780.

Les libéraux. 830.

G....D.

78. AEGYPTEN'S EINTHEILUNG, VERWALTUNG, ERTRAG, 1827.
 —Division, administration et revenus de l'Égypte en 1827.
 (*Neue allg. Geog. und Stat. Ephemeriden*; xxx vol. 2^e
 liv. 1829.)

L'ancienne division de l'Égypte en quatorze provinces est encore en usage parmi le peuple; mais le gouvernement, outre sa division naturelle en Haute et Basse-Égypte, l'a partagée en 1826 en 24 naziries, dans la vue de surveiller et d'encourager avec plus de facilité la propagation de l'industrie. Selon quelques géographes, le pays situé entre le Caire et Montsalut porte le nom de moyenne Égypte, mais cette troisième division est inconnue chez eux.

NAZIRIES DE LA BASSE-ÉGYPTÉ.		NAZIRIES DE LA HAUTE-ÉGYPTÉ.	
1 Keliubich.	8 Mechalleh.	14 Deschisch.	20 Montsalut.
2 Belbys.	9 Fua.	15 Atfyeh.	21 Schiout.
3 Schybeh.	10 Melick.	16 Busch.	22 Dschirdscheh.
4 Mit-Kammer.	11 Menuff.	17 Benisouef.	23 Kéne.
5 Mansura.	12 Negyleh.	18 Fayjoun.	24 Esné.
6 Damiette.	13 Damanhour.	19 Minieh.	
7 Tantah.			

Le Caire, Alexandrie et le pays qui les environne forment deux juridictions à part.

Chaque nazirie est sous la surveillance d'un nazir (préfet), et ces fonctionnaires, quoiqu'égaux en pouvoir, ne portent pas partout le même titre : à Damanhour, le nazir est Achmed Pacha, et à Mansoura, Ibrahim Aga. Parmi le peuple ils portent le nom de beys. Ils sont chargés de la police des villes, de l'arpentage et de la division des terres, de la surveillance de la culture, de la perception des impôts, du curage des canaux, de la construction et de l'entretien des digues. C'est du conseil d'état, établi depuis peu, qu'ils reçoivent leurs pouvoirs, et tous les trois mois, ils lui remettent un journal de leurs travaux qui, après avoir été visé, est remis au vice-roi. Le conseil d'état est chargé d'examiner et de discuter les changemens et les améliorations proposées par les nazirs, et il soumet au vice-roi, qui l'adopte ou le rejette, le résultat de leur travail. Selon l'état de la culture des terres, on fixe le taux des impôts (miri), le genre et la quantité des produits qui doivent être livrés au vice-roi.

par les cultivateurs (fellah); et après la récolte, les nazirs en font transporter les produits dans les greniers publics ou tout autre endroit désigné par le conseil d'état, et en paient la valeur au taux fixé par le vice-roi, soit en argent comptant, soit en bons sur le trésor.

Chaque nazirie est divisée en plusieurs cercles soumis à la surveillance d'un kaimakan qui, n'est que l'interprète des volontés du nazir.

Un mubasch (inspecteur), copte de nation, est préposé à l'administration des finances de chaque nazirie; et à sous ses ordres plusieurs employés qu'il choisit ou destitue à son gré. Il place dans chaque canton un receveur des contributions qui perçoit les impôts à l'aide du maire (scheck), et de l'arpenteur, et les envoie au caissier (seraff) qui les fait parvenir au receveur-général de la nazirie; ce dernier acquitte les bons sur le trésor et envoie au Caire ce qui lui reste.

La force armée envoyée dans chaque nazirie, pour prêter son assistance au nazir, est commandée par un kascheff qui distribue ses soldats dans toute la juridiction.

Alexandrie et ses environs sont soumis à la domination d'un gouverneur particulier. Moharem Bey, gendre du vice-roi, est le gouverneur actuel. Sa maison est composée d'une suite nombreuse, et son pouvoir très-étendu; il est à la tête des affaires publiques, surveille la navigation sur le Machmeidich et les approvisionnemens en bois de construction, bois à brûler, vivres, etc. Toutes autorités civiles et militaires lui sont soumises, à l'exception de plusieurs trésoriers et secrétaires qui dépendent du ministère des relations extérieures.

Le Caire, résidence ordinaire du vice-roi, est le siège du gouvernement de l'Égypte.

L'administration civile et le ministère de la justice sont entre les mains du kiaja bey.

La police est divisée en 3 départemens : le 1^{er}, à la tête duquel est l'aga des janissaires, comprend la police militaire; la police intérieure de la ville, confiée au basch aga, chef des patrouilles de nuit, forme le 2^e; et 3^e, dont l'uahli, aga de la police, est le chef, comprend la surveillance des voleurs et des filles publiques.

Chaque quartier de la ville a un maire, choisi parmi les nota-

bles, dont le devoir est de rendre compte à la police de ce qui se passe dans son arrondissement.

Les poids et mesures, le prix courant des denrées et leur inspection sont confiés au mochtareb (aga des vivres.)

L'hasnader (trésorier) est chargé du soin d'administrer les finances, et a sous ses ordres un grand nombre de Coptes, d'Arabes et de Syriens, qu'il divise dans les différens emplois de son administration. Le ministre actuel est Mohammed-Bey, gendre du sultan, qui, en 1820, pénétra à la tête d'une armée jusqu'au centre de l'Afrique, et soumit tout le pays à la domination du vice-roi.

Les rusnamasch est l'administrateur des domaines de l'état; mais sa juridiction est moins étendue depuis que le vice-roi s'est emparé au profit du gouvernement des biens appartenant aux mosquées et aux pauvres; des fondations de toute espèce, et des propriétés foncières; et se borne à tenir le registre des dédommagemens et des pensions, des frais qu'occasionnent les caravanes qui vont à la Mecque, et le cadastre du pays.

Le ministère de la guerre a été long-temps entre les mains de Mohamed Las, ami intime de Mehemed Ali, l'un des ennemis les plus acharnés des Mameloucks qui lui doivent leur ruine. Mechmed-Bey, kiaja du vice-roi, a, depuis 1827, été revêtu de ce poste éminent.

Les affaires étrangères, auxquelles se rattache la direction des affaires commerciales, sont entre les mains d'un Arménien de Smyrne, Boghos Jussuf, homme d'un grand talent administratif et d'un jugement vaste et sain.

Le système judiciaire, intimement uni au Coran d'où il tire son origine, n'a subi que peu de changemens; mais, sous le règne actuel, il a perdu une grande partie de sa rigueur; aussi les habitans se décident-ils avec moins de peine à obéir aux lois. En 1826, Mehemed Ali a fait traduire en turc et en arabe le Code Napoléon, et a ordonné la mise en vigueur du Code de commerce.

L'administration financière, défendue avec un grand acharnement par les gens intéressés à maintenir l'ancien système, a subi beaucoup de changemens, et a, plus que toutes les autres, besoin d'être refondue; mais, malgré le peu de réussite qu'ont obtenue les tentatives du vice-roi, tout fait présager qu'elles finiront par être couronnées de succès.

C'est à tort que les philanthropes se sont déchaînés contre la réunion faite par Mehemet des propriétés foncières aux domaines publics : ils n'y voyaient que de l'arbitraire et ne prévoyaient pas que cet acte d'autorité, si injuste selon eux, devait être pour l'Égypte une source de prospérité. L'Égypte, dans ses temps de prospérité, nous offre un exemple de ce système administratif que Mehemet Ali a fait revivre de nos jours (Genèse 47). Sous les Pharaons toutes les propriétés, à l'exception des biens des prêtres, furent, par ordre du sage Joseph, réunies aux domaines de la couronne. Les cultivateurs, après en avoir reçu les semences, recevaient après la récolte les $\frac{4}{5}$ du produit. Le vice-roi a suivi cette marche, à l'exception qu'il n'a pas plus ménagé les biens des prêtres que ceux des particuliers. Il a déclaré l'état propriétaire de tous les biens fonciers, a assigné l'usufruit aux premiers possesseurs qui en touchent annuellement le produit sur le trésor public. Les fonds venant des mosquées, des mairies et des possessions militaires servent à acquitter ces charges, qu'il a considérées comme rentes viagères. On voit, d'après cette mesure, que le gouvernement est le propriétaire ; les nazirs, les régisseurs ; et les fellahs, les ouvriers. Le gouvernement trouve son compte à faire cultiver le sol par ceux qui en tirent le meilleur parti, et à en éloigner les oisifs ; les fellahs trouvent leur avantage à soigner la culture des terres qui leur sont allouées, en ce qu'ils peuvent souvent les regarder comme des emphytéoses qui assurent l'avenir de leurs enfans, et ils vivent d'autant plus aisément qu'ils travaillent plus.

Les nazirs donnent chaque année avis au gouvernement de la quantité de terres à cultiver, et, après avoir reçu les instructions, les font ensemençer avec les graines et dans les proportions indiquées.

Les nazirs surveillent les cultures, et, aussitôt qu'ils peuvent avoir des données certaines sur l'abondance des récoltes, ils en rendent compte au gouvernement qui fixe le miri (impôt), le genre et le nombre des produits à livrer, et les prix auxquels ils seront vendus.

Le miri est en raison de la fertilité du sol, et n'est exigé qu'après la récolte et la vente des produits ; et, comme le cultivateur peut payer le gouvernement en papier, il n'a pas le

droit de demander de l'argent. Il peut vendre ou employer ce qui lui reste, après avoir fait sa livraison au gouvernement et avoir réservé sa semence.

Partout les impôts sont les mêmes, et, quelles que soient la race et la religion des sujets, ils ont droit à obtenir des terres à cultiver.

En 1826, le miri par feddan de 1^{re} qual. était 36 piast. 20 paras,
 — — de qualité moyenne 36 — " "
 — — de moindre qualité 31 — 20 "

Le nombre des feddans soumis au miri
 s'élevait à..... 1,958, 550 et
 produisit 73,937,925 piastres turques.

Le prix de vente était dans cette même année
 pour le Coton..... 125 à 160 piastres le cantar (110 liv.)
 Céréales... 20 à 24 — l'adeq (envir. 2 bouq.)
 L'orge.... 12 à " — —
 Les fèves... 12 à " — —
 Les pois... 11 à 20 — —
 Le doura.. 9 à " — —
 Le sucre br. 56,10 à 36 — le quintal.
 Le miel... 10 à 11 — —

Le manque d'argent monnayé a empêché que la révolution que devait opérer dans l'agriculture l'assurance d'un débouché certain fût complète. Par besoin d'argent les fellahs escomptent les bons du trésor, sur lesquels ils perdirent, en 1826, jusqu'à 40 p. %; après que le vice-roi eût défendu l'agio-tage, ils se virent forcés de vendre leurs bestiaux et leurs instrumens de labour : ce qu'il interdit également. Cependant, malgré ses efforts, les bons rentrèrent en circulation en 1827.

Le découragement que causa parmi le peuple la position précaire dans laquelle il se trouvait, par suite de cette nouvelle organisation, fit négliger la culture; et, pour les contraindre, le vice-roi ordonna que le receveur des contributions ne baserait ses demandes que sur la quantité de terres arables indiquée par le nazir.

Outre le miri, le vice-roi a encore mis un impôt sur les dattiers et sur les maisons. En 1826, 618,600 maisons étaient imposées et produisaient déjà 24,000,000 de piastres; les dattiers, au nombre de 5 millions, supportaient un impôt de 65

paras par arbre. En 1827, le ministre des finances et les fonctionnaires subalternes approuvèrent le projet de tripler les impôts; mais le conseil d'état s'y opposa et réussit à le faire retirer.

Pour augmenter ses ressources, le gouvernement lève encore des impôts de diverse nature, et se réserve la culture d'un certain nombre de plantes et l'exploitation de certains genres d'industrie. En 1827, les droits régaliens rapportèrent plus de 100,000,000 de piastres, les douanes et les autres taxes plus de 40,000,000.

G....D.

79. DOCUMENTS AUTHENTIQUES SUR LA COLONIE DE SIERRA-LEONE. (*Antislavery monthly reporter*; avril 1830.)

Nous avons inséré dans le *Bulletin* de septembre 1830, page 397, un extrait de la motion faite par M. Hume, dans la Chambre des communes, pour engager le gouvernement anglais à abandonner la colonie de Sierra-Leone, et à transporter sur un autre point les établissemens qui y ont été formés. Cette motion, suivant la louable coutume du parlement d'Angleterre, a donné lieu à une enquête, par suite de laquelle un grand nombre de documens authentiques ont été mis sous les yeux de la Chambre et imprimés par ses ordres. Rien ne peut mieux faire connaître l'état véritable de la colonie qu'une analyse détaillée de ces documens, qui se composent en grande partie de la correspondance officielle des autorités coloniales depuis janvier 1826 jusqu'en septembre 1829.

Dans une dépêche du 25 janvier 1826, le général Turner, alors gouverneur de Sierra-Leone, s'exprimait en ces termes : « Parmi les objets qui ont appelé mon attention dans cette colonie, il n'en est pas qui soient plus dignes de considération que ce qu'on nomme le *département des Africains libérés* (1). Les mesures prises dans l'origine pour le soutien de cet établissement deviennent de jour en jour plus insuffisantes relativement au nombre des nègres capturés. Plus de 20,000 nègres ont

(1) On sait que le gouvernement anglais, en prenant sous sa direction la colonie de Sierra-Leone, fondée par une association privée, a eu pour but d'y placer les nègres pris à bord des vaisseaux négriers par les croiseurs de la marine royale. Il a été formé pour cet objet, dans la colonie, une administration particulière sous le titre de *département des Africains libérés*.

été débarqués dans cette colonie, et dans le cours de l'année dernière 2400 ont été émancipés; si la traite continue à faire des progrès comme dans les deux dernières années, et si l'activité de nos croiseurs ne se relâche pas, on aura bientôt ici une masse de population qui deviendra un sujet d'inquiétude sérieuse. Jusqu'à présent les nègres ont été répartis dans des villages où le gouvernement les entretient quelquefois pendant plusieurs années dans l'oisiveté, en leur délivrant des rations en nature. Mais les montagnes stériles où leurs habitations sont situées ne peuvent plus fournir à leur subsistance, et ils commencent à errer pour chercher de meilleures terres ou des moyens d'existence plus faciles; si cet état de choses continue, ils finiront par s'enfoncer dans les bois pour y vivre en sauvages ou par se livrer au vagabondage dans les environs de Freetown et des villages les mieux peuplés. On a obvié au mal jusqu'à un certain point en les employant aux travaux publics et leur en fournissant la nourriture, le logement et quelques vêtemens aux frais de l'état. J'en ai donné quelques-uns dont j'ai fait enregistrer les noms, à des colons respectables qui les occupent à cultiver la terre ou bien au service domestique. On a reconnu que ceux qui sont ainsi employés dès leur débarquement à un travail facile et régulier, deviennent des ouvriers laborieux et rangés. Mais, lorsqu'ils ont été placés dans les villages et entretenus pendant quelque temps aux frais de l'état, on ne peut plus les faire travailler, même avec de bons gages. On sera toujours désappointé si l'on imagine qu'une masse d'hommes pauvres et ignorans, sans capitaux et sans industrie, pourra se soutenir par elle-même et produire des articles propres à l'exportation sans l'assistance d'un salaire journalier; si un pareil système était praticable, on n'aurait pas besoin en Angleterre de la taxe des pauvres. Pour tenir cette population réunie, l'instruire et la civiliser, douze villages ont été fondés avec des établissemens convenables en apparence, mais par le fait très-insuffisans. Il semble, au premier abord, qu'un ecclésiastique, un maître d'école et un surintendant par village, doivent remplir complètement le but qu'on se propose. Mais par malheur l'insalubrité du climat, les fatigues, les privations et le changement de toutes les habitudes de la vie font décroître rapidement le nombre de ces fonctionnaires. En ce moment

il ne reste plus dans la colonie qu'un missionnaire de l'église anglaise, trois ministres luthériens, cinq maîtres d'école et quatre surintendants; parmi eux il n'y a pas une seule personne qui ait les plus légères connaissances en agriculture, et en général je ne sache pas qu'on ait jamais envoyé dans la colonie un homme ayant des notions quelconques sur l'agriculture européenne ou sur celle des tropiques. Avec de tels désavantages, il n'est pas étonnant que les travaux agricoles aient fait peu de progrès. »

Peu de temps après la date de cette lettre, le général Turner mourut victime de l'influence du climat et des peines excessives qu'il s'était données pour réorganiser une administration dont il avait reconnu les vices. Sir Neill Campbell, son successeur, suivit ses plans de réforme avec persévérance, et fut puissamment secondé par le lieutenant-colonel Denham, qu'une expédition heureuse dans le centre de l'Afrique avec le capitaine Clapperton avait déjà rendu célèbre.

Dès son arrivée dans la colonie, sir Neil Campbell avait reconnu que le système des rations en nature, distribuées aux nègres libérés, était décidément mauvais, et qu'il fallait s'empresser d'y mettre un terme. En conséquence, il établit un nouveau mode par une instruction du 1^{er} décembre 1826, dont voici l'extrait : « Partout, où les Africains libérés recevaient précédemment des rations, il sera payé à chacun d'eux la somme de 3 d. par jour sur les fonds du gouvernement par les mains des régisseurs (*managers*), auxquels l'argent sera remis par le surintendant pour être distribué d'avance, au commencement de chaque semaine, en présence de tous les nègres adultes. Des modèles d'états de payement leur seront adressés à cet effet. »

« Cet arrangement épargnera à l'administration l'embarras et la dépense d'acheter des vivres dans les magasins de Free-town et de les envoyer dans les villages; il sera en même temps plus satisfaisant pour les nègres eux-mêmes, et encouragera les colons laborieux, en faisant circuler le numéraire dans l'intérieur et en leur offrant les moyens de vendre leurs produits sur les lieux. L'allocation ci-dessus sera payée à domicile aux anciens colons chez qui sont logés les nègres nouvel-

lement débarqués, jusqu'à ce que ces derniers aient pu se construire eux-mêmes des habitations. »

La durée de l'allocation sera de trois mois pour les femmes et six mois pour les hommes, à moins qu'une prorogation ne soit accordée pour des cas extraordinaires, avec l'approbation du surintendant. Les garçons et les filles au-dessous de quinze ans, étant réputés incapables de défricher un terrain et de former un établissement, seront répartis chez d'anciens colons désignés par le régisseur jusqu'à ce qu'ils aient atteint leur quinzième année; alors ils seront retirés des mains de leurs parens adoptifs, un lot de terre leur sera concédé, et on leur paiera l'allocation pendant le terme ci-dessus fixé. »

Ici, l'instruction spécifie les habillemens et ustensiles qui doivent être donnés aux colons pour la première année de leur établissement, puis elle continue ainsi :

« Le public est informé que la route de *Freetown* à *Wellington* est parfaitement sûre pour les voitures et les chevaux jusqu'à *Hastings* et *Waterloo*, par le nouveau village d'*Allenton*, qui est à moitié chemin entre *Wellington* et *Hastings*, et à la même distance de *Charlotte*. Dans le cours de la semaine prochaine des auberges seront ouvertes dans les villages de *Wellington*, *Hastings* et *Waterloo*, sous la direction du surintendant; pour prévenir toute fraude à l'égard des voyageurs, les prix seront fixés et portés sur un tableau, qui sera signé par le surintendant et affiché dans la salle de l'auberge. L'école d'*Hastings* sera immédiatement rétablie, et il y sera envoyé un maître choisi parmi les moniteurs des autres écoles. Un comité s'assemblera en temps convenable pour examiner les opérations de M. Cailla, chargé de faire des expériences d'agriculture; les membres de ce comité feront un rapport par écrit sur les résultats de la pratique de M. Cailla et sur les améliorations dont elle leur paraîtra susceptible. Le gouverneur s'attend, lors de sa tournée, à trouver dans chaque village un registre portant les noms de chaque Africain libéré et l'époque de son arrivée, en sorte qu'aucun d'eux ne puisse désormais recevoir des rations ou une paie du gouvernement après le terme ci-dessus fixé, ce que le registre devra indiquer clairement en faisant connaître ce que sera devenu tout Africain libéré qui aura quitté le village. M. Pyne, intendant de la couronne, se rendra

le plus promptement possible dans les villages des Africains libérés, afin de remplir le plus important de ses devoirs en encourageant les nègres à cultiver des portions de terre et en leur inspirant une entière sécurité relativement à la propriété des champs défrichés par eux ; ce qui avait été jusqu'ici totalement négligé, quoique rien ne soit plus indispensable pour donner un but et un intérêt à leurs travaux.

A cet effet, l'intendant fera mesurer un lot de terre pour chaque Africain libéré et un pour chaque régisseur. Les régisseurs doivent veiller à ce que les Africains libérés, placés sous leur surveillance, se conforment strictement au présent règlement pour les heures affectées au travail dans les champs ou à l'instruction dans les écoles. Cependant il n'a pas été fait mention d'heures particulières de travail pour la grande majorité des Africains libérés qui, étant d'un âge mûr à leur arrivée dans la colonie, ne parlent pas un mot d'anglais et ne peuvent suivre les leçons. En aucun temps la contrainte n'a été employée dans cette colonie, et on espère qu'elle sera moins nécessaire que jamais, maintenant qu'on a donné aux Africains libérés pour la possession de leurs lots de terre une sécurité dont ils ne jouissaient pas auparavant. »

Dans ses dépêches subséquentes, sir Neil Campbell signale les bons effets des mesures qu'il avait adoptées, et particulièrement de la substitution d'une allocation en numéraire aux distributions en nature : les Africains libérés, dit-il, paraissent beaucoup plus satisfaits de cet arrangement, qui est en même temps économique pour le gouvernement ; car on achetait fort cher les provisions que les nègres se procurent eux-mêmes à bon marché. Les dépenses pour le département des Africains libérés, non compris les salaires du surintendant en chef et autres à *Freetown*, avaient été, en 1826, de 14,862 liv. st. D'après la proportion des six premiers mois de 1827, ces mêmes dépenses semblaient ne devoir monter, pour l'année entière, qu'à 7687 liv. st., ce qui fait une économie de 6955 liv. st., ou de près de moitié.

Le premier rapport du colonel Denham, daté du 21 mai 1827, cinq mois après son arrivée dans la colonie, contient des détails fort intéressans qui peuvent servir à dissiper beaucoup de préventions injustes. Les partisans de l'esclavage fondent principalement la justification de leurs doctrines sur la

paresse invincible qu'ils attribuent aux nègres. Cette supposition est victorieusement réfutée par l'extrait suivant du rapport :

« Les hommes placés dans les divers établissemens montrent en général une inclination marquée pour l'agriculture. Je n'ai aperçu en eux aucune répugnance pour le travail volontaire. Ce système est parfaitement compris et pratiqué par tous les Africains libérés qui se trouvent ici, et devient d'une exécution plus facile à mesure qu'ils apprécient mieux les avantages du travail par les profits qu'ils en retirent. Si les cultivateurs ont été jusqu'ici, comparativement, en petit nombre, c'est que des centaines d'Africains libérés ont été employés, dans ces dernières années, tant aux travaux du gouvernement qu'aux constructions particulières. Les salaires des ouvriers ont varié depuis un shelling jusqu'à six pences par jour, et cependant on n'a jamais manqué de nègres disposés à se louer. Dans les magasins de la marine que l'on construit en ce moment par entreprise sur la pointe de *Kings Tom*, il y a près de deux cents Africains libérés qui travaillent bien et constamment, à raison de 20 sh. par mois, dont la moitié est payée en monnaie et le reste en marchandises prises dans les magasins des commerçans qui ont l'entreprise des constructions. La durée du travail journalier est plus longue que dans aucune contrée du midi de l'Europe, où généralement toute occupation est interrompue à l'heure la plus chaude du jour. Dans cette colonie les ouvriers travaillent sans relâche depuis six heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, à l'exception d'une heure qui est accordée pour le déjeuner. Ils sentent déjà le prix de l'industrie à mesure qu'ils en recueillent les profits, et les avantages de la propriété leur deviennent chaque jour plus sensibles. Dernièrement, trente Africains libérés qui avaient été employés aux travaux publics ou particuliers et n'avaient pas eu de lots de terre, s'adressèrent à moi pour obtenir des lots à *Campbell Town*, sur la crique de *Calmont*, où le sol est très-fertile, afin, disaient-ils, d'y vivre en repos. Ces hommes ont économisé des sommes considérables pour eux, et seront en état de se bâtir de bonnes maisons et d'acheter tout ce qui leur sera nécessaire, et même quelques objets de luxe ; leur exemple encouragera ceux de leurs compatriotes qui, arrivés

dans la colonie seulement depuis quelques mois, ont été placés dans le même endroit. »

« Depuis les plus anciens colons jusqu'aux Africains libérés arrivés d'hier, tous les habitans des villages souhaitaient vivement de jouir des commodités de la vie civilisée. Les articles d'habillement à l'européenne sont les premiers objets de leurs désirs; hommes et femmes travaillent avec ardeur pour s'en procurer, et ils améliorent graduellement leurs demeures à mesure qu'ils en ont les moyens. Le nombre des maisons en charpente avec des fondations en pierres s'est beaucoup accru dans les villages, et particulièrement dans ceux des montagnes à *Glocester* et à *Regent*. A *Wellington* on compte sept maisons de pierre presque achevées et toutes commencées depuis deux ans. Ces habitations coûtent à leurs propriétaires depuis 100 jusqu'à 200 dollars, et c'est uniquement par leur travail et leur industrie qu'ils ont acquis les moyens de s'établir. Tous, à l'exception de quelques soldats congédiés du 4^e régiment des Indes-Occidentales (1), ont été débarqués ici après avoir été capturés à bord des vaisseaux négriers, et n'ont reçu du gouvernement qu'un lot de terre et des rations pendant quelques mois; ils sont devenus en peu de temps maçons, charpentiers, forgerons et cultivateurs. Un Africain libéré, qui a une excellente maison à *Wellington*, a gagné 20 liv. st. la première année, et autant la seconde, en vendant des *ochros*, légume très-estimé ici et très-rare dans les sécheresses. Un autre doit les améliorations qu'il a faites à son habitation à une bonne récolte de maïs; un troisième au métier pénible, mais lucratif, de chauxfournier. »

« *Regent* et *Wellington* sont les villages les plus riches et les mieux peuplés. A *Regent* la population se compose entièrement d'Africains libérés, aucun soldat libéré n'y ayant été placé. M. Johnston, surveillant, me montra un dimanche, à la sortie de l'église, près de trente habitans qui possédaient chacun plus de 100 liv. sterl. La population de *Regent* est de 1300 âmes, dont trois à quatre cents portés sur la liste des communians; la plupart des habitans sont proprement vêtus à l'européenne.

« Les villages des montagnes fournissent presque exclusivement de fruits et de légumes les marchés de *Freetown*, et tous les jours on voit 80 ou 100 hommes, femmes et enfans, descen-

(1) Ces soldats sont presque tous noirs.

dre la côte qui mène à *Glocester*, en portant dans des paniers, sur leurs têtes, les produits de leurs fermes et de leurs jardins. Dans les terres basses, le long des bords de la rivière de *Bunce* et dans les criques depuis *Allenton* jusqu'à *Waterloo*, et de là jusqu'à la crique de *Calmont*, on pourrait récolter beaucoup de riz si les habitans avaient assez de capitaux pour entreprendre cette culture, et des débouchés assurés pour leurs produits. Le riz cultivé en grand demande un travail et des soins continuels; les rizières les plus productives que j'ai vues étaient, en général, d'une étendue médiocre et exploitées par plusieurs cultivateurs en commun. Le riz africain est le meilleur qu'il y ait au monde. On en fait ici une énorme consommation, excédant probablement 600 tonnes par année. Ce commerce est en grande partie dans les mains des marchands de *Mandingo*, *Sherbro*, *Rio-Pongos* et *Porto-Logo*: ce qui est très-avantageux pour les négocians de *Freetown*, parce que le riz importé se paie presque entièrement avec des marchandises tirées de leurs magasins.

« Le coton pourrait être cultivé avec moins de peine que le riz; il en vient ici naturellement trois espèces, le blanc, le brun et le moucheté; le premier est excellent. Quant à l'indigo, il pousse partout de lui-même et en grande quantité; sa bonté est passée en proverbe. On a essayé avec succès la culture du gingembre, et l'on peut espérer d'en avoir l'année prochaine une récolte abondante; il donne environ 60 pour 1, et est remarquablement fin et parfumé; mais les habitans n'ont point encore les connaissances nécessaires pour le peler et le préparer comme il doit l'être pour les consommateurs européens. Avec quelques encouragemens, les Africains libérés pourraient étendre indéfiniment la culture de ces divers articles. On a l'intention de donner des récompenses aux régisseurs et autres cultivateurs qui produiront à la prochaine récolte la plus grande quantité de café ou de gingembre de bonne qualité; des primes moins élevées seront accordées pour les meilleures récoltes des articles plus généralement cultivés.

« Des marchés sont établis dans chaque village; les maîtres d'école et les régisseurs s'y rendent avec les Africains libérés, qui reçoivent l'allocation du gouvernement pour faire leurs achats aux petits cultivateurs. Ces derniers viennent avec leurs femmes apporter les productions de leurs fermes, et sont payés

comptant en numéraire, qui circule ensuite dans les villages, où il y a ordinairement de une à quatre boutiques. Autrefois toutes les rations étaient fournies par les marchands de *Freetown*, ou par d'autres individus qui accaparaient les récoltes des petits cultivateurs et les payaient en marchandises; ensuite ils revendaient ces provisions en masse aux administrateurs du département des Africains libérés, et l'argent payé en papier du gouvernement ou de toute autre manière sortait de la colonie. On ne voyait presque pas de numéraire en circulation, l'année dernière, dans les villages des Africains libérés; aujourd'hui il y est abondant et sert d'intermédiaire habituel pour toutes les échanges.

Le 15 novembre 1827, le colonel Denham écrivait du village de *Kent*, sur le cap Shilling: « J'ai séjourné pendant vingt jours, tant ici qu'aux îles des Bananiers. Ces établissemens de l'ouest ont eu beaucoup à souffrir de leur éloignement de *Freetown*, le seul marché où ils pouvaient jusqu'à présent placer leurs produits. Aussi n'ont ils guère cultivé au-delà de ce qui était nécessaire pour leur subsistance. Cependant leur commerce avec le Sherbro et l'argent répandu dans le pays pendant la construction des bâtimens de l'état leur ont procuré les moyens d'acheter des vêtemens et d'autres objets de commodité ou de luxe qui leur donnent une apparence très-satisfaisante. Pendant mon séjour à *Kent*, nous avons eu tous les jours en abondance et à peu de frais du lait, des œufs, de la volaille, du mouton; et un buffle sauvage des îles des Bananiers nous a fourni de très-bonne viande. Les fruits et légumes, tels que *yams*, patates, *ochros*, noix de coco, sont très-abondans; il serait difficile de dire ce dont manquent les habitans. Je n'ai jamais vu en Espagne ou en Portugal un village où il fût plus facile, pour un Anglais, de se procurer les choses nécessaires à la vie. *George-Town*, dont j'ai posé la première pierre, ou plutôt la première brique, dans ma précédente visite au cap Shilling, s'élève rapidement. Les habitans ont accueilli avec empressement le projet d'établir une communication régulière avec *Waterloo* par terre. J'espère que dans deux mois la route de *Kent* à ce village, devenu le centre d'un commerce très actif, sera ouverte et praticable pour les chevaux. Les habitans de *Kent* promettent de fournir à ce marché des chèvres, des moutons et du poisson séché, articles que les gens de *Waterloo* sont maintenant obligés

de faire venir à grands frais de *Freetown*. Cette route, avec un pont de bois de 28 pieds de longueur, sera entièrement faite par les Africains libérés, qui reçoivent la paie du gouvernement et sans aucune augmentation de dépenses pour l'état.

« Les produits des îles des Bananiers se sont beaucoup accrus cette année. La partie du nord est couverte de champs de riz prêts à être coupés; on estime la récolte de 20 à 25 tonnes. Il n'y existe qu'un village, nommé *Dublin*, au sud de la plus grande île. A l'extrémité occidentale est une petite île très-fertile et couverte de palmiers. Il y a deux baies très-sûres et un bon ancrage pour les canots, les bateaux et même pour les petits navires. Au nord de cette île se trouve la meilleure pêcherie de toute la côte. J'y rencontrai quelques hommes du Sherbro qui y venaient habituellement et qui, après y être restés le temps nécessaire pour prendre et sécher autant de poisson que leurs canots en pouvaient contenir, allaient vendre leurs cargaisons à *Freetown*. Il paraît qu'un Français, nommé Mieux, a résidé dans cette île pendant trois ans; mais, n'y trouvant point de chances favorables pour son commerce d'esclaves, il en est parti subitement avec ses compagnons qui, pendant leur séjour, n'ont pas été un instant malades. Les chèvres qu'il avait amenées se sont multipliées au point de former un troupeau considérable, qui parcourt librement toute l'île. J'ai résolu d'y créer un établissement en y plaçant quarante Africains libérés et six soldats congédiés, avec un sergent; je ne doute pas qu'ils ne prospèrent; dès la première année, leur commerce en poissons secs et huile de palmier les mettra en état de commencer leurs cultures. Dans ces îles, le riz de la Caroline, au bout de trois ans, a rendu sept ou huit pour un; la qualité en est supérieure à tout ce qu'on peut acheter à *Freetown*; et, comme le riz est ma principale nourriture, mon témoignage, sur ce point, mérite confiance. Il est impossible aujourd'hui de se procurer du riz de la Caroline dans la colonie, et si l'on nous en envoyait deux ou trois tonnes, il serait très-utile comme semence. La petite île est séparée de la grande par un canal profond où les vaisseaux de 200 tonneaux peuvent passer en tous temps. Je l'ai nommée, avec votre permission, l'île de Hay (1).

(1) Ces dépêches sont toutes adressées à M. Háy, secrétaire-d'état de la marine.

Dans une autre lettre, datée de *Charlotte*, dans le district des montagnes, le 3 décembre 1827, le colonel Denham s'exprime ainsi :

« Je me suis arrêté quelques jours ici pour voir les récoltes qui sont en ce moment en pleine maturité, et constater l'accroissement qui a dû résulter de la mise en culture d'un grand nombre d'acres de terre que l'on défrichait pendant mon séjour dans ces montagnes au printemps de l'année dernière. Les Africains libérés qui ont été placés ici ont achevé de bâtir leurs maisons et d'enclorre leurs lots de terres, dont les produits suffisent à leurs besoins. Le gouvernement n'a été que très-rarement obligé de leur continuer l'allocation de 3 pences par jour au-delà du terme de six mois. Les anciens colons ont sensiblement amélioré l'apparence de leurs maisons et la valeur de leurs fermes, et l'argent répandu dans le village, tant par la substitution des allocations en numéraire aux rations en nature que par le paiement des fonds affectés aux écoles, y fait le plus grand bien. Samedi dernier il y avait plus de 200 personnes au marché de *Regent*; on y vendait du bœuf, du mouton, et en général tous les articles nécessaires à la consommation d'une famille honnête dans quelque pays que ce soit. De la manière dont les choses vont maintenant, les habitans pourront, avec le temps, amasser des capitaux, et je crois qu'ils seront disposés à les engager dans toutes sortes de spéculations profitables. Mais ils préféreront sans doute l'agriculture; car ceux d'entre eux, surtout les soldats congédiés, qui ont voulu commercer avec les naturels à Porto-Logo et dans d'autres lieux sur les rivières, ont éprouvé beaucoup de pertes.

« Le district des montagnes est spécialement propre aux plantations de café. Il y a déjà, dans l'espace de deux milles autour du lieu d'où j'écris, 4,000 plans de café, dont 2,000 sont en plein rapport. Malgré l'opinion généralement répandue que la Grande-Bretagne est sur le point d'abandonner cette colonie, plusieurs personnes se sont adressées à moi pour des acquisitions de maisons ou de terres, et trois des Marons (1) les plus riches ont manifesté le désir d'essayer la préparation de l'indigo d'après le mode employé par M. Giles; cet indigo se vendrait

(1) Nègres déportés de la Jamaïque à Sierra-Léone en 1800; ce sont les plus anciens habitans de la colonie.

aux marchands 5 sh. la livre, tant on a une haute idée de sa qualité. »

M. Denham insiste, dans la même dépêche, sur l'avantage qu'on retirerait, pour l'instruction des nègres, de l'application des méthodes suivies à Londres dans les écoles de la première enfance. Ces méthodes, qui ont pour objet de frapper les yeux et d'instruire en amusant, sont parfaitement adaptées au caractère des Africains.

Dans une dépêche du 31 décembre 1827, il fait connaître, par le tableau ci-après, l'économie obtenue sur les dépenses du département des Africains libérés, par suite des nouveaux réglemens :

ANNÉES.	NOMBRE DES AFRICAINS DÉBARQUÉS.	DÉPENSE.
1824	1530	l. st. sh. 31,179 18
1825	2337	18,201 12
1826	2727	17,755 16
1827	2857	10,983 7

La dernière dépêche du colonel Denham est datée du 14 mai 1828, à son retour d'une visite à la Côte-d'Or et à Fernando-Po, où il paraît avoir contracté la maladie qui l'a enlevé au milieu de son utile et bienfaisante carrière.

« Mon intention, dit-il, est que chaque habitant possède en propre un lot de terre dans un village, et un autre à la campagne. Un grand nombre d'Africains libérés ont été jusqu'ici et resteront sans doute artisans, et ce ne seront pas les membres les moins utiles de la communauté. Mais il en résulte que leurs terres demeurent négligées et en friche, au milieu de plantations productives et bien cultivées, tandis qu'ils résident à *Free-town*, ou qu'ils travaillent à l'exploitation des bois sur les rivières. C'est un mal auquel il sera difficile de remédier, ces terres leur ayant été concédées à perpétuité. D'après les nouveaux arrangemens que nous avons pris, nous allouons trois acres de terrain pour un homme seul, 4 et demi pour un homme marié, et un demi-acre de plus pour chaque enfant au-dessous

de deux ans. Les lots ne sont accordés qu'aux habitans qui résident dans les villages et qui s'y sont construits une maison ; par une marque de distinction particulière, ceux qui sont portés sur la liste des communians, par les missionnaires sont toujours mis les premiers en possession des terres qui doivent devenir leur propriété. Il est bon d'observer que les Africains n'ont encore aucune idée de fumer les terres ou d'améliorer le sol de quelque manière que ce soit ; ils se contentent, lorsque les récoltes commencent à manquer, de coucher la paille et de la laisser pourrir sur la terre.»

« Il est moins rare que vous ne croyez de rencontrer des Africains laborieux. J'en ai vu plusieurs qui avaient défriché d'eux-mêmes des pièces de terre de deux ou trois acres autour de leurs villages. Je n'ai pas voulu décourager ces essais, et j'ai promis de leur abandonner temporairement, en sus de leurs concessions, le terrain qu'ils pourraient gagner sur les bois. Ces défrichemens dans les environs de *Freetown* et des villages voisins ont contribué à l'assainissement du pays depuis un an. »

Après la mort du colonel Denham, la tâche de faire des rapports sur l'état de la colonie passa d'abord à M. Smart, puis au major Ricketts ; ces deux fonctionnaires continuèrent à donner les détails les plus satisfaisans sur la prospérité progressive des divers établissemens, et sur l'amélioration physique et morale des Africains libérés. Dans une dépêche du 30 juin 1829, le major annonce que la police des villages est faite par les Africains libérés eux-mêmes, et que dans chaque établissement il y a huit ou dix constables spéciaux, pris parmi eux, et deux payés par le gouvernement. Les régisseurs et les missionnaires remplissent les fonctions de magistrats, et ils consacrent un jour par semaine aux affaires peu importantes ; celles qui paraissent plus graves sont immédiatement déferées aux juges qui doivent en connaître.

On lit, dans un rapport des commissaires nommés en 1825 pour faire une enquête sur l'état de Sierra Leone : « L'institution du jury est très bien appréciée et mise en pratique dans cette colonie. Pendant notre séjour, tous les nègres que nous avons vu siéger comme jurés nous ont paru attentifs et soigneux de vérifier les faits de la cause ; leurs verdicts annoncent une intelligence suffisante pour assurer l'équité des jugemens. On les

choisit principalement parmi les anciens colons (les Marons déportés), et quelquefois parmi les Africains libérés. Le *coroner* de *Freelown* a été tantôt nommé par le gouverneur, tantôt élu par les propriétaires (freeholders). Cette place est maintenant occupée par un maron; deux individus seulement exercent comme procureurs; l'un est un européen qui remplit aussi les fonctions d'avocat du roi et de secrétaire de l'amirauté; l'autre est un commerçant, homme de couleur, mais né et élevé en Angleterre. Le maire et les *aldermen* de *Freelown* sont nommés par le gouverneur en conseil. Le maire actuel est un ancien colon; le premier *alderman* est un maron, le second un homme de couleur né aux Antilles, et le troisième un commis marchand européen. »

Les Africains libérés se montrent très disposés à obéir aux lois. Un règlement, ayant pour but de maintenir en bon état les routes et les ponts, oblige tout individu adulte dans la colonie à consacrer gratuitement à cet objet six jours de travail. L'exécution de cette obligation est ordinairement réclamée vers la fin de novembre, et les Africains libérés abandonnent d'eux-mêmes leur travaux journaliers, au risque de mécontenter ceux qui les emploient, pour s'acquitter de la tâche que la loi leur impose.

De nombreuses factoreries ont été établies par des marchands sur les bords des rivières, pour l'exploitation du bois de *teak* qui est coupé par les naturels et mis en œuvre par les Africains libérés placés comme apprentis chez ces marchands. Ils réussissent si bien à ce genre d'industrie que beaucoup d'entre eux gagnent de 4 à 5 dollars par mois, avec la nourriture et l'habillement. A l'expiration de leur temps d'apprentissage, qui est de trois ans, ils sont établis dans les villages, s'ils le désirent, sans frais pour le gouvernement; mais la plupart aiment mieux rester dans les factoreries et continuer à travailler aux gages des marchands.

L'allocation journalière de 3 d. accordée aux Africains libérés pendant les six premiers mois de leur séjour dans la colonie, a été réduite à 2 pences; on leur fournit en outre des vêtements, des ustensiles de ménage et des instrumens d'agriculture pris dans les magasins du gouvernement; et dont la valeur est estimée à 30 sh. Le montant total de la dépense pour chaque Africain libéré est de 2 l. st., 19 sh. 10 penc. Le major Ricketts ajoute que depuis qu'il a pris le gouvernement de la colonie, il

ne s'est pas trouvé dans la nécessité d'étendre l'allocation au delà du terme fixé, sauf en faveur de quelques individus que leur âge ou leurs infirmités rendaient incapables de se soutenir par eux-mêmes.

A la date de cette dépêche (30 juin 1829), il n'y avait, dans tous les villages, que 53 invalides recevant 2 d. par jour; la plupart étaient aveugles par suite d'ophthalmies contractées à bord des vaisseaux négriers. On comptait dans les hôpitaux 73 malades recevant 3 d. par jour. Environ 800 adultes débarqués récemment, touchaient l'allocation de 2 d., et il y avait dans les écoles 500 enfans, dont la dépense journalière était de 1 d.

Si l'on compare les résultats de ces derniers rapports avec les premiers documens fournis par le général Turner, on verra combien l'état de la colonie s'est amélioré dans un intervalle de trois ans, par le seul effet des réformes opérées dans un système vicieux d'administration.

D'après cette série de communications officielles, il est certain que les établissemens fondés à Sierra-Leone offrent de grands élémens de succès. Cependant le gouvernement anglais a paru disposé à céder aux représentations d'une partie de la chambre des communes en abandonnant une colonie qui a déjà coûté tant d'hommes et tant d'argent, dans le moment peut-être où l'on est prêt à recueillir le prix de ces sacrifices. Les deux motifs allégués pour justifier cette résolution désespérée sont l'excès de la dépense et l'insalubrité du climat. Il est certain que les dépenses de Sierra-Leone ont été dans les commencemens très-considérables et tout-à-fait hors de proportion avec les avantages qu'on pouvait en attendre; mais ces dépenses excessives semblent avoir été occasionnées surtout par le mode défectueux qu'on avait adopté pour l'entretien des Africains libérés, et l'abolition de ce système les a déjà réduites de plus de moitié. Quant à l'insalubrité du climat, elle n'est que trop réelle; l'air y est décidément mortel pour les européens. Tous les gouverneurs qui ont signé les rapports dont nous avons mis les extraits sous les yeux de nos lecteurs ont succombé en peu de temps à sa funeste influence, même le colonel Denham, dont la santé robuste avait résisté à un voyage au centre de l'Afrique. Si tel est le sort des plus hauts fonctionnaires, on peut juger quel est celui qui attend infailliblement les agens inférieurs, et surtout

les matelots et les soldats. Vouloir entretenir une garnison européenne à Sierra-Leone, c'est condamner à mort tous les ans plusieurs centaines d'hommes. Mais ce climat, si funeste aux blancs, ne paraît avoir rien de fâcheux pour les noirs. Ceux même qui y arrivent épuisés par tous les maux qu'ils ont souffert à bord des vaisseaux négriers, s'y rétablissent en peu de temps. Le nombre des Africains libérés habitant les villages, non compris 2562 individus résidant à Freetown ou employés à l'exploitation des bois, était en 1828 de 15,004, savoir :

Hommes au-dessus de 14 ans.....	6294
— au-dessous.....	2813
Total.....	9107
Femmes au-dessus de 14 ans.....	3702
— Au-dessous.....	2195
Total.....	5897

Le nombre des naissances dans la même année, sur cette population, a été de 461 dont 234 garçons et 227 filles; et les décès de 390, dont 233 hommes et 177 femmes. C'est une naissance sur 32 et un décès sur 38 habitants, proportion qui ne diffère pas de celle des pays les plus salubres de l'Europe.

D'après ces données officielles, le rédacteur de l'*Antislavery reporter* demande avec raison pourquoi l'on s'obstine, contre toutes les lois de l'humanité et du bon sens, à envoyer de malheureux soldats blancs périr à Sierra-Leone, tandis qu'une garnison entièrement composée de noirs coûterait beaucoup moins et ferait un bien meilleur service. La plupart des fonctions publiques, à l'exception de quelques places supérieures, pourraient également être confiées à des hommes de couleur; nous avons vu plus haut qu'on a déjà été contraint par la force des choses à leur abandonner divers emplois dont ils s'acquittent d'une manière satisfaisante.

Il est à désirer que le gouvernement anglais s'arrête à ces considérations, et ne se décide pas trop promptement à détruire une colonie qui paraît marcher vers un état florissant, et dont la prospérité pourrait avoir un jour les conséquences les plus importantes pour la civilisation de l'Afrique. De P.

80. DE NOTRE COMMERCE AVEC LES AMÉRIQUES OCCIDENTALES.

(Lettre à M. de Férussac.)

L'ancien gouvernement, en n'accordant qu'une faible pro-

tection à notre navigation, nous a mis jusqu'à ce jour dans l'impossibilité d'entretenir avec les Amériques espagnoles un commerce de quelque importance.

Aussitôt la restauration, une légion de pacotilleurs se répandit dans les nouveaux États d'Amérique. Ne cherchant que les bénéfices du moment, ces prétendus négocians s'inquiétèrent fort peu de discréditer notre commerce : aussi le cuivre et l'étain, désignés encore en plusieurs contrées sous le nom d'*or* et d'*argent français*, prouvent quelle dut être leur délicatesse.

Bientôt nos armateurs hasardèrent quelques expéditions pour la mer du Sud. Mais, dans ces régions lointaines, ayant autant à craindre de la mauvaise foi de leurs compatriotes que de la rivalité des étrangers, les subrécargues se virent dans la nécessité de convertir leurs navires en magasins ambulans, et d'employer plusieurs années à débiter chaque cargaison.

Pour couvrir les frais de ce ruineux cabotage, il fallut composer nos chargemens de marchandises d'un faible volume et d'une valeur considérable, c'est-à-dire d'objets de luxe que le riche seul pouvait acheter.

Ainsi nous ne faisons avec les pays espagnols qu'un commerce précaire, un commerce d'exception, tandis que l'Angleterre et les États-Unis, en possession d'approvisionner ces contrées de tous les articles d'un usage général, s'occupaient sans relâche à y *naturaliser* le goût de leurs produits.

Tel est encore l'état de notre commerce dans la mer du Sud, et il est bien à craindre qu'il ne reste long-temps au même point.

Quelques économistes se sont figuré que le principe professé par notre nouvelle administration allait magiquement changer cet ordre de choses, et qu'il nous devait suffire de reconnaître les Amériques pour être assurés d'y faire d'immenses affaires et d'y primer tous nos concurrens.

Certes personne n'a applaudi plus sérieusement que moi à la sagesse dont a fait preuve le gouvernement en reconnaissant les nouveaux États d'Amérique. Mais je regardais cette reconnaissance comme un acte de justice devant précéder toutes les mesures à prendre dans l'intérêt de notre commerce, et je ne crois point encore qu'il puisse être un moyen de protection en lui-même.

La bienveillance que témoigne le gouvernement français aux républiques américaines nous procurera sans doute l'avantage d'être mieux accueillis des naturels et d'être traités avec moins de rigueur par leurs autorités. Mais pense-t-on que cette circonstance opère un tel changement dans le caractère de nos nouveaux alliés qu'ils aillent rejeter des marchandises anglaises assorties à leurs goûts pour leur préférer les nôtres, qu'ils ont le droit de supposer dénaturées ? Ce serait d'ailleurs une erreur de croire que notre facile amitié parvienne tout-à-coup à persuader au Péruvien et au Mexicain que la mode de Paris et de Bordeaux est la meilleure possible à Lima et à Guadaxara.

Pour assurer la prospérité de notre commerce dans la mer du Sud, il faut avant tout réparer le mal qu'y ont fait nos devanciers. Or, les habitans du Chili, du Pérou, de la Colombie, du Mexique, ne nous rendront leur confiance que lorsqu'ils verront notre commerce représenté chez eux de manière à s'acquérir la considération qui lui est due ; quand, à l'exemple des autres étrangers, les Français élèveront dans leurs places des maisons respectables.

Dès-lors notre commerce avec ces contrées aura éprouvé une révolution complète. L'armateur français pourra adresser son navire directement à son correspondant et recevoir ses retours dans la même année. En rendant nos vaisseaux à leur véritable destination, nous serons à même de tripler le nombre de nos expéditions, et par conséquent de soutenir avantageusement la concurrence étrangère.

Mais que l'on ne s'y trompe pas, nos négocians n'iront s'établir en Amérique qu'autant qu'ils auront la certitude d'y être protégés par le gouvernement ; car l'honnête homme n'est pas destiné à s'exiler sans garantie.

C'est donc en multipliant ses agens consulaires que la France pourra assurer la prospérité de son commerce.

Toutefois le département des affaires étrangères ne paraît point partager cette opinion. Car, d'après le travail qui vient d'être fait, trois consulats seulement seront ajoutés aux deux que nous avions déjà dans la mer du Sud. De sorte que, dans ce nouvel hémisphère, où tant d'obstacles l'attendent à son début, le commerce français ne pourra espérer quelque protec-

tion que sur cinq points : encore sont-ils choisis d'une manière peu judicieuse.

On nous reproche de donner quelquefois à tort dans l'anglomanie ; mais lorsque l'exemple de nos rusés voisins est bon à suivre , il semble que nous nous fassions un mérite d'adopter une marche opposée. Veut-on savoir , par exemple , comment parvient l'Angleterre à faire fleurir son commerce dans l'Océan Pacifique ? C'est en protégeant ce commerce partout où il a quelque chance de succès.

En agissant ainsi , l'Angleterre ne s'expose point à opérer au hasard (comme le prétendent maladroitement nos diplomates), parce qu'elle a dans son administration des hommes capables d'apprécier les renseignemens qui lui sont fournis. Cette sage administration prend toujours l'initiative en matière commerciale , parce qu'elle sait , ce que nous avons déjà dit , que l'homme considérable craint d'aventurer sa fortune , et que le pacotillage est le fléau du commerce.

Je prends la liberté de soumettre ces idées à M. le baron de Férussac , persuadé qu'il partagera mon opinion et qu'il conviendra avec moi que le système suivi par les Affaires étrangères , système qui consiste à restreindre le plus possible notre représentation commerciale , est essentiellement vicieux.

Ainsi je demande que le gouvernement soit prié de placer des agens consulaires dans tous les postes de la mer du Sud où en ont l'Angleterre et les États-Unis.

Je demande que l'on consulte à cet égard les représentans des nouveaux États d'Amérique , et notamment l'ambassadeur du Mexique , en ce moment à Paris.

Si M. le baron de Férussac juge ma proposition de quelque importance , je le prie de vouloir bien la soumettre à l'honorable Comité dont il fait partie , et de me permettre de la développer.

Dans ce cas , je citerais , comme des points importans à la navigation , *Valdivia* ou la *Conception* , au Chili , et *Guaymas* , au Mexique. Mais j'insisterais particulièrement sur la création d'un consulat , avec un poste d'approvisionnement , à *San-Francisco* de Californie ; m'offrant à démontrer que ce port , le meilleur et le plus beau de tout le nouveau continent , est celui dont

l'occupation serait la plus utile à notre marine marchande et militaire.

Je m'abstiendrai de parler de l'utilité d'un établissement aux îles Sandwich, puisque le département des affaires étrangères vient de décider dans sa sagesse qu'il n'était point tenu à créer un consulat sur la demande précise de deux départemens (la Marine et l'Intérieur) étrangers à la diplomatie...

P. DE MORINEAU.

81. *VERSLAG*, etc. — Rapport sur le pays, les habitans et les productions de quelques localités littorales de la Nouvelle-Guinée, qui ont été visitées dans le commencement de l'année 1828 par la Commission d'histoire naturelle dans les Indes orientales, à bord de la corvette royale (des Pays-Bas) le *Triton*, ainsi que sur les objets d'histoire naturelle que cette Commission a rassemblés le long de cette côte et sur la côte même durant un voyage du 20 mai jusqu'au 30 août; présenté à S. Ex. M. le commissaire général des Indes néerlandaises, par M. H. MACKLOT, chef de la Commission. (*Bijdragen tot de nat. wetenschap.*; p. 142-182, 5^e vol., n° 11; 1830.)

Ce rapport comprend plusieurs parties essentiellement distinctes, les unes géographique, géologique et statistique, les autres plus spécialement consacrées à l'histoire naturelle du pays; et parmi celles-ci nous séparerons ce qui a trait à la zoologie de ce qui se rapporte à la botanique. Les lieux visités par la corvette le *Triton* sont : les rivières Dourga, la fausse Oetanata, l'Oetanata, la Wamoeke, l'île Aiduma, le district Lobo et Mowara situé sur la côte de l'Ouest. Du 138° 27', 10" long. E. au 7°, 25' 30" de lat. S., près de la rivière Dourga jusqu'à l'Oetanata, ou du 138°, 9', 20' long. E. et 4°, 32', 20" lat. S., on n'a rien pu connaître du pays, les habitans y sont encore complètement sauvages, et leur abord impossible. De la rivière Oetanata vers l'Est s'étend le district Timoraka et Timakowa, et vers l'Ouest le district Koyway qui, au nord, touche au district Onin. Ces grands districts se subdivisent en plus petits, et de la Dourga jusqu'au 138° 2' long. E. et 5° 143 lat. S., la contrée est basse, et là seulement commencent les montagnes intérieures qui se dirigent plus au nord vers les côtes et s'élèvent de dessus la mer passé Lokaia. Dans la contrée basse, l'abordage ne se fait

qu'à 1 à 3 milles de la côte. L'expédition s'était établie sur les bords de la baie nommée *Baie du Triton*. La côte y est très-boisée. Passé Lokaia, on voit rarement sur le littoral des bancs de sable entre les fentes des rochers, où les indigènes bâtissent des négreties ou plantent des cocotiers. Les montagnes s'élèvent au-dessus de la ligne des neiges perpétuelles. Celles de la baie Triton ne semblent pas excéder 3000 pieds, et l'une des plus hautes a été trouvée de 2650 pieds d'Amsterdam, mesurée trigonométriquement. La chaîne se dirige S.-E.-N.-O. Dans les contrées basses de la Dourga jusqu'à l'Est de Lokaia, le sol est d'une argile bleue ou grise mêlée de quartz et de chaux. Ce que la mer n'inonde pas a une légère couche de terre végétale, le reste est marécageux. Les montagnes de la baie sont calcaires, pleines d'écueils et fort escarpées. La grande masse se compose de calcaire primitif blanc, finement grénu et cristallisé, reposant sur une formation calcaire plus récente. Aux pieds des montagnes, et plus particulièrement à la côte, la roche se fend et se creuse de cavités. M. Macklot y trouva des coquilles pétrifiées et une vertèbre d'un grand animal. Dans l'intérieur il est probable qu'il y a des montagnes à couches d'argile. A l'endroit nommé Lobo par les indigènes, où l'établissement s'était fixé, le terrain est calcaire, mêlé d'argile et de sable quarzeux, avec une couche de terre végétale puissante d'un pied. Huit pieds en-dessous on n'avait point encore trouvé de roches dures. Les petites plaines entre les fentes de rochers abandonnés par la mer et qui sont si communs à la côte de la baie Triton, sont de sable quarzeux ou calcaire, ou bien encore composé de fragmens de coraux blancs et rouges. D'après les rapports des habitans, les montagnes se perdraient au Nord où il y aurait de grandes plaines. Les indigènes de l'Oetanata vont chercher dans les terres intérieures de grands blocs de grès qu'ils emploient à différens usages. Ces blocs font supposer à M. Macklot que des formations de ce genre se trouveraient plus avant; mais je ferai observer que ce pourrait bien être des blocs erratiques. De grandes masses volcaniques et notamment d'obsidienne et de pierre ponce, apportées par le Dourga, prouveraient encore, dit l'auteur, ou qu'il y a des volcans dans la Nouvelle-Guinée, ou, si le Dourga est un détroit, que de telles formations pourraient se trouver aux îles voisines. On n'a pas pu déterminer si

le Dourga sépare effectivement la Nouvelle-Guinée en deux grandes îles ; la connaissance d'un tel fait géographique serait pour le commerce néerlandais d'une grande importance.

Les îles près des côtes sont de la même nature territoriale que la Nouvelle-Guinée.

Nous croyons pouvoir joindre ici quelques détails sur la statistique de ces contrées.

De mai au mois d'août le temps est plus souvent pluvieux et mauvais que beau et le sec : en juin il pleuvait beaucoup et tous les jours ; les montagnes avaient leur sommet perdu dans les nuages. Le vent S.-E. ne changeait que près des montagnes. Tout le temps que l'expédition fut à la baie Triton on vit presque tous les jours des éclairs, et souvent les orages sont très forts. Près de l'Oetanata le thermomètre centigrade donne pour température moyenne, avant le lever du soleil, 25°, à midi de 29° à 29° 5. Au toucher du soleil 26 à 26° 7. A Lobo on avait avant midi 27° 4, à midi 28° 1, au soir jusqu'après six heures 26° 6. Le 14 août on eut à une heure 31° 2. Les nuits sont fraîches et parfois froides. Pendant plusieurs jours, à la Dourga, on n'observa qu'un flux et reflux en 24 heures, et une baisse d'eau de 14 à 18 pieds. A la baie Triton, la moyenne de 4 observations faites aux pleines et nouvelles lunes donne que la haute marée était à 1 heure 8 minutes, la basse 7, à 21 du soir, et la plus grande baisse d'eau de 7 pieds 1 pouce, etc. La Commission fit également ses observations sur les courans. A Lobo le temps où souffle le vent d'Est est le plus mauvais, le bon mousson vient avec le vent d'Orient ; les saisons sont donc l'inverse de celles de Java et s'accordent avec celles d'Amboine et des Moluques. L'influence de la température et du climat sur l'homme varie, dans la Nouvelle-Guinée, selon la nature des lieux ; les régions basses et marécageuses sont naturellement malsaines, mais les contrées plus hautes et plus sèches sont fort favorables à la santé ; la baie Triton est fort salubre, et si quelques hommes de l'équipage y sont morts, c'est indépendamment des influences locales ; les débordemens amélioreraient singulièrement ces contrées.

La collection de roches, rapportée par l'expédition de la Nouvelle-Guinée, se compose de thoneisenstein jaune, de sable et d'argile charriés par la Dourga, de morceaux d'obsidienne et

de pierre ponce. Sur les bords de l'Oetanata on recueille des sables argileux et quarzeux communs, du grès rouge et du grauwacke rapportés par les indigènes. Des districts Lobo et Mowora on rapporta du calcaire primitif (urkalk) et du calcaire de transition (uebergangskalk), des sables quarzeux et calcaires charriés par le Tombona; enfin des morceaux d'argile.

CH. M. . . . N.

82. CONSIDÉRATIONS SUR L'ACCROISSEMENT DES POPULATIONS; par le prof. RAU. (*Jahrbücher der Geschichte und Staatskunst*; juill. 1830.)

Sans suivre dans ses réflexions M. Rau, auteur de cet article, et, comme savent nos lecteurs, professeur d'économie politique à Heidelberg, dans le détail des causes qui influent sur l'accroissement des populations, et comparer son opinion avec celles des autres économistes, nous nous bornerons à donner les résultats statistiques qu'il a obtenus après avoir recueilli et comparé avec une scrupuleuse exactitude une grande quantité de faits, sur l'authenticité desquels on peut entièrement compter.

Il place les États-Unis à la tête de ceux dont la population s'accroît avec le plus de rapidité, et donne pour exemple une période de 45 ans.

	<i>Habitans</i>	<i>Accroiss. annuel.</i>
1780	2,051,000.....	6,2 pour cent.
1790	3,929,326.....	3
1800	5,306,035.....	3,1
1810	7,239,703.....	2,87
1820	9,654,415.....	1,9
1825	10,638,000.....	1,9

De 1790 à 1825, le terme moyen de l'accroissement annuel a été de 2,88 pour cent, y compris les étrangers qui sont venus s'y fixer, et dont le nombre n'est pas appréciable. Les Indiens n'y sont pas comptés. New-York a vu en 30 ans sa population se quadrupler; car, en 1791, elle ne s'élevait qu'à 340,000 habitans, et en comptait, en 1821, 1,400,000. L'État de l'Ohio offre un accroissement plus étonnant encore. En 1791, sa population n'était que de 3000 âmes, et, en 1828, le nombre s'était élevé à 650,000; ce qui fait 216 fois la population primitive.

Les États de l'Europe présentent, dans leur accroissement annuel, une différence bien sensible, et, dans aucun d'eux, on ne voit la population se doubler en un aussi petit nombre d'années.

	Accroissement.	Nombre d'années dans lequel la population se double		Accroissement.	Nombre d'années dans lequel la population se double
	p. cent.			p. cent.	
Irlande.....	2,45	28,6	Canton de Soleure.....	1,02	68,3
Hongrie.....	2,4	29,2(1)	Canton de Glaris.....	0,95	73,3
Illyrie.....	1,9	36,7	Pays-Bas (1815—27)...	0,94	74,8
Moravie.....	1,7	41,1	Tyrol.....	0,93	74,8
Espagne.....	1,66	41,9	Canton de Lucerne.....	0,85	81,8
Angleterre.....	1,65	42,3	Royaume de Naples....	0,83	83,5
Gallicie.....	1,62	43,3	Stirie.....	0,7	99,3
Bade.....	1,6	43,6	Canton de Zurich.....	0,7	99,3
Archiduché d'Autriche..			Canton de Vaud.....	0,69	100,8
Bohême.....	1,4	49,8	France.....	0,63	110,3
Transylvanie.....			Suède.....	0,58	118,
Prusse rhénane.....	1,33	52,33	Canton de Turgovie....	0,50	138,
Autriche.....	1,3	53,6	Canton de Neuchâtel...	0,50	138,
Écosse.....	1,2	57,1	Royaume de Lombardie.	0,45	152,8
Bavière.....	1,08	64,6			

(1) M. Csaplovics donne le terme de 15 années pour celui pendant lequel se double sa population. Il établit son calcul sur une période de 30 ans (1787 à 1817).

Les différentes provinces d'un État donnent des chiffres différents. En Angleterre, l'accroissement de la population dans les divers comtés a été, dans les années 1811 à 21, dans les proportions suivantes :

Launcester.....	2,5 p. cent, <i>maxim.</i>	Stafford.....	1,4 pour cent.
Sarrey.....	2,2 »	Wales.....	1,3 »
Sussex.....	2,1 »	Berks.....	1, »
York (partie est)....	2,1 »	Westmoreland.....	1, »
Warwick.....	1,9 »	York (partie nord)...	1, »
Middlesex.....	1,9 »	Hereford.....	6,8 » (1)
Cambridge.....	1,9 »	Salop.....	0,5 <i>minimum.</i>

(1) N. du réd. Nous croyons que c'est par erreur qu'on a mis le chiffre 6, et que ce doit être 0.

Les États prussiens offrent dans leurs diverses provinces les variations suivantes :

Accroissements.			Accroissements.		
		Population par lieue carrée, en 1827.			Population par lieue carrée, en 1827.
Marienwerder...	2,68 p. cent (maxi.)	1418	Erfurt.....	1,39	4285
Gumbinnen.....	1,92 (num.)	1678	Potsdam.....	1,33	2309
Oppeln.....	1,85	2744	Stralsund.....	1,32	7952
Danzig.....	1,79	2159	Arnsberg.....	1,26	3170
Koenigsberg.....	1,78	1731	Breslau.....	1,26	3826
Köslin.....	1,78	1210	Coblentz.....	1,26	3239
Bromberg.....	1,78	1569	Magdebourg.....	1,19	2636
Stettin.....	1,65	1759	Düsseldorf.....	1,14	6829
Francfort.....	1,57	1876	Liegnitz.....	1,08	2990
Trèves.....	1,54	2990	Cologne.....	1,08	5060
Minden.....	1,47	4091	Aix-la-Chapelle..	1,03	4506
Posen.....	1,45	2199	Münster.....	0,83	2943
Merseburg.....	1,41	3119			

La population par lieue carrée n'est pas en rapport avec la rapidité de son accroissement; car on voit sur la même ligne des pays qui, sur l'échelle de la reproduction, sont placés aux deux extrémités.

L'Irlande a.....	5300 hab. par lieue carrée.
Les Pays-Bas.....	5100
Le royaume lombardo-vénitien.	5000
Le comté d'York.....	4300
La France.....	3200
La Bavière.....	2900
L'Autriche.....	2600
La Prusse.....	2490
Le comté de Westmorland....	1550

Le comté de Lancastre est remarquable et par le nombre d'habitans par lieue carrée (11,800), et par sa position à la tête des comtés dans lesquels la population augmente avec le plus de rapidité.

L'accroissement n'est point en rapport avec la multiplicité des naissances et la durée plus ou moins longue de la vie chez les individus.

En Prusse, on compte.....	1 naissance par 23 hommes.
Dans le canton de Glaris.....	26
Dans le canton de Turgovie...	27
Dans les provinces rhénanes et	

dans les Pays-Bas.....	28
Dans le canton de Soleure.....	29
En Suède.....	30
En France.....	31
En Angleterre et dans le canton de Vaud.....	35

La fréquence des naissances en Prusse est aussi étonnante que leur petit nombre l'est en Angleterre; car, dans le premier de ces pays la mortalité est de $\frac{1}{34}$, tandis que, dans le second, elle est $\frac{1}{58}$; en France et dans les Pays-Bas, $\frac{1}{35}$, et en Turgovie $\frac{1}{31}$.

Le nombre des mariages en Prusse était en 1820, $\frac{1}{103}$, et en 1827, $\frac{1}{118}$ de la population, en Angleterre $\frac{1}{131}$, en France $\frac{1}{111}$, la mortalité était alors de $\frac{1}{39}$, et les naissances $\frac{1}{25}$; aujourd'hui que la mortalité est $\frac{1}{57}$ et les naissances $\frac{1}{11}$, les mariages sont $\frac{1}{133}$; en Suisse, on trouve des cantons où les mariages sont bien moins fréquens; à Neuchâtel, ils sont $\frac{1}{148}$ de la population, et la mortalité $\frac{1}{46}$; et l'accroissement de $\frac{1}{2}$ pour cent en 23 ans; à Lucerne, où la mortalité est $\frac{1}{44}$, et les naissances sont $\frac{1}{32}$, les mariages ne sont que $\frac{1}{219}$.

Le rapport de la mortalité aux mariages est :

En Angleterre.....	2,2
Dans le canton de Vaud....	2,7
En Prusse.....	2,9
Dans les provinces rhénanes.	3,07
Dans les Pays-Bas.....	3,3
Dans le canton de Soleure...	3,3
En France.....	3,53
Dans le canton de Turgovie.	4,06
Dans le canton de Lucerne..	4,5

Il établit de la manière suivante le rapport des mariages à la population :

En Bohême, 1824.....	36,55 pour cent.
Dans le district de Dantzig, 1816-1820.	36,3
En Gallicie.....	35,8
En Prusse, 1822.....	35,7
En Autriche (dans l'Ens) et dans le canton de Berne (1767).....	35
En Moravie.....	34,6
En Wurtemberg (1822).....	32,67

Dans le duché de Nassau..... 32,5 (1)

Dans la Silésie autrichienne..... 32,16

Dans la Prusse rhénane..... 32

On voit par ce tableau que le nombre moyen des mariages est $34 \frac{1}{3}$ pour cent.

Le rapport des naissances aux mariages est d'un par

5,2 mariages en Bohême.

4,7 en Wurtemberg.

4,5 dans la Prusse rhénane.

4,4 en Prusse.

Il donne ces derniers résultats comme péremptoires, et fait observer, avec raison, qu'on peut mieux établir ses calculs après une paix de quinze années, que pendant les guerres sanglantes qui déchiraient l'Europe, et enlevaient chaque année la partie la plus florissante de la population. C'est à ces dernières circonstances qu'il attribue les erreurs qui se rencontrent dans Malthus et dans les autres statisticiens qui ont écrit après cette ère de désolation.

Il conclut des résultats précédens que, si la paix de l'Europe se maintient, on verra la progression décroître de plus en plus, et les mariages, dont la précocité est un germe de mort pour la population, avoir lieu dans un âge plus avancé.

Voici son opinion sur les causes de l'accroissement plus ou moins rapide de la population dans les principaux États qui ont été l'objet de ses observations.

L'Angleterre doit l'accroissement de sa population à ses nombreuses fabriques qui offrent aux habitans des ressources toujours abondantes et sans cesse renaissantes. En 1821, il n'y avait que 33 pour cent des familles occupées du labour, 46 pour cent s'occupait de commerce et d'industrie; en 1811, les premières s'élevaient à 35 pour cent, et les secondes à 44,3. Dans le comté de Lancastre, 75 pour cent des familles vit de commerce et de fabrication.

Si l'Irlande voit le nombre de ses habitans s'accroître avec autant de rapidité, elle ne le doit qu'au morcellement des biens, à la tempérance des habitans de la campagne, et à l'abondance des tourbes dont l'extraction et le commerce facilitent aux jeunes gens les moyens de se marier.

(1) Il y a probablement une erreur typographique, et ce nombre semble devoir être 50 centièmes au lieu de 5 centièmes.

L'Autriche doit sa prospérité à la forme de son gouvernement, et à la protection qu'il accorde au commerce et à l'agriculture. Les pays montagneux font, par leur position, exception à la règle.

L'Espagne est en position de recouvrer ce qu'elle a perdu dans ses colonies, si, par des améliorations soutenues, elle facilite à ses habitans les moyens de tirer parti de leur position favorable.

De tous les États, la Prusse est le plus florissant : la liberté accordée à l'agriculture, l'abolition des maîtrises, la protection dont jouit le commerce, l'active surveillance du gouvernement lui promettent le bonheur et la prospérité.

Les Pays-Bas sont dans une position moins favorable. La révolution a presque miné leur commerce maritime. L'entretien d'une grande armée et une dette publique considérable retardent leur progrès.

On a dû remarquer avec étonnement la lenteur avec laquelle la France voit s'augmenter sa population, et l'on peut s'en rendre compte en considérant l'imperfection de son agriculture, entravée par les droits communaux, les jachères, l'ignorance du peuple des campagnes, etc. ; la grande mortalité qui règne parmi les enfans, que, faute de surveillance de la part de la police médicale, la petite-vérole décime chaque année ; l'importance de la dette publique ; la diminution du débouché des vins ; et la disparition de capitaux immenses employés à soutenir des guerres longues et ruineuses.

La Suède doit la place défavorable qu'elle occupe sur l'échelle d'accroissement, à l'inclémence de son climat, et la Suisse aux bornes mises par la nature au développement de l'agriculture ; à la stagnation de plusieurs de ses branches d'industrie, et aux migrations perpétuelles de ses habitans.

ÉCONOMIE PUBLIQUE.

83. DE LA NÉCESSITÉ D'UN SYSTÈME D'ÉDUCATION POUR LES ADOLESCENS DE LA CLASSE AISÉE ; par BONSTETTEN. (*Bibl. univ. de Genève* ; avril 1828, p. 349.)

L'éducation de l'enfance n'est qu'une partie du grand art de l'éducation. L'enfance a ses lois ; l'adolescence a les siennes,

comme l'âge viril et la vieillesse ont les leurs. Resserrer l'éducation à l'enfance n'est pas accomplir tous les devoirs. Elle est naturelle alors parce qu'elle est le résultat de la faiblesse de l'enfance. Il en est autrement de celle de l'adolescence, parce que cet âge est éminemment celui de la force et souvent de l'opinion exagérée de ses propres forces. Il y a cependant des lois naturelles pour l'adolescence ; mais ces lois, il faut les chercher hors de la famille. L'instruction des parens et des maîtres est tout pour l'enfance ; l'instruction des choses est tout pour l'adolescent. Les seuls moyens d'instruction qu'ait celui-ci, ce sont les maîtres, mais les bons maîtres sont rares ; et si les grandes villes mettent souvent les jeunes gens à portée de causes de désordre, ils y trouvent, et plus encore dans les petites villes, le régime mortel de l'oisiveté qui flétrit à-la-fois les talens et les vertus.

Trois choses sont les moteurs des grandes sociétés : les passions, les habitudes guidées par l'exemple, enfin le raisonnement. Tant que les habitudes ou les passions entraînent, le raisonnement ne fait que s'en suivre. Quand les passions se taisent, quand les habitudes s'arrêtent, le raisonnement commence à nous guider. C'est dans ce cas que se trouve aujourd'hui la classe aisée de presque toute l'Europe. Il résulte de cet état de stagnation que la classe aisée, en apparence la plus heureuse, est la plus désolée par l'oisiveté de la jeunesse. Le premier malheur de l'oisiveté est d'organiser des habitudes qui éternisent l'oisiveté. Mais les sciences ne sont pas seulement bonnes pour savoir telles ou telles choses, mais en entretenant l'habitude de la pensée, elles préviennent la paralysie de la pensée. Quand on parle de science aux oisifs, ils vous disent que tout le monde n'est pas fait pour devenir savant. Ce n'est pas là ce qu'on leur demande, mais l'exercice de l'esprit et cette santé de l'âme, impossible à obtenir sans quelque mouvement spontané. On ne leur dit pas : devenez savans, mais on leur recommande l'exercice de l'esprit pour ne pas devenir impotens d'esprit. La pensée n'est pas plus stationnaire que la vie ; c'est le travail qui donne de l'élan et de la vigueur à nos facultés. On a raison de distinguer l'homme qui cultive les sciences de celui qui cultive son esprit. Le premier ne pense qu'à la science qu'il cultive, il l'agrandit et la développe, il vit tout entier hors

de lui-même. L'homme cultivé, au contraire, ne se sert des sciences que comme moyen de devenir meilleur et plus heureux par la continuelle habitude de penser. Chez le premier, la science est un but; chez le second, un moyen. Il n'appartient qu'au talent ou au loisir parfait, de faire reculer les limites des connaissances humaines; il appartient à tous les hommes d'embellir leur vie, d'agrandir leur âme, de devenir meilleurs chaque jour en multipliant leurs moyens de bonheur et de considération chez les autres. Dans le dénombrement des facultés de l'homme qu'on cherche à exercer dans l'enfance, on oublie la plus importante de toutes, la volonté. Elle a ses lois comme la mémoire, l'intelligence, l'imagination. Elle se fortifie par l'exercice, elle se paralyse par l'inaction, elle se lie plus ou moins intimement avec nos résolutions et nos idées. Rarement on a pris à tâche d'exercer la volonté comme la mémoire, et cependant elle a ses règles, pour ainsi dire, matérielles comme la mémoire, et plus sûres peut-être que celles de nos autres facultés. L'exercice de la volonté tient en quelque sorte aux rapports de la sensibilité avec le système musculaire : on peut s'exercer à vouloir. Si cette faculté avait été exercée dès l'enfance, l'oisiveté cesserait d'exister. Bien faire ce qu'on doit faire d'une manière quelconque est une des premières choses à savoir. Mais pour obtenir les fruits d'un travail quelconque, il faut une seconde éducation ajoutée à celle où l'on n'enseigne que les élémens.

T.

84. WHEATLEY'S LETTER TO THE DUKE OF DEVONSHIRE ON COLONISATION. — Lettre de Wheatley au duc de Devonshire, sur l'état de l'Irlande et les effets généraux de la Colonisation. In-8° de 143 p. Calcutta, 1824. (*Asiat. journ.*; juin 1826, p. 755.)

Après quelques considérations sur l'état fâcheux de l'agriculture en Irlande, attribué au trop de population, l'auteur de cette lettre propose de réduire le nombre des Irlandais à 3 millions, et d'envoyer les 4 millions restans aux établissemens du Canada, c'est-à-dire 200,000 chaque année, jusqu'à exportation totale de ce nombre. Il estime que pendant 5 ans il y aurait pour chacun à fournir à cette colonie 2,625,000 liv. sterl. Les frais de 1^{er} établissement seraient de 1,375,000 liv. sterl.;

on dessécherait les marais de l'Irlande, ce qui rendrait à la culture 5 millions d'acres, qu'il faudrait céder à 10,000 fermes de chacune 500 acres. Nous nous bornons à signaler ce projet que l'auteur développe avec étendue, mais qui trouvera des incrédules. Un autre projet plus rationnel et plus applicable a été conçu par une Société dont nous avons parlé précédemment (voy. *Bull.*, Tom. XXI, n° 83); il consiste à établir en Irlande nombre d'établissmens isolés, à l'instar des Hollandais, pour cultiver de vastes champs.

A. M.

85. I. REPORT FROM THE SELECT COMMITTEE ON EMIGRATION, etc.

— Rapport du Comité spécial de la Chambre des Communes sur l'Émigration du Royaume-Uni, et Minutes des dépositions faites à ce sujet devant le Comité. Imprimé par ordre de la Chambre des Communes du 26 mai 1826. (*Edinb. Review*; déc. 1826, p. 49. — *Monthly Magazine*; oct. 1826, p. 353.)

II. THIRD REPORT FROM THE COMMITTEE, etc. — Troisième rapport, fait en 1827, à la Chambre des Communes d'Angleterre sur les Émigrations et les Colonisations. Un fort vol. in-fol., imprimé par ordre de la Chambre. Londres, 1827. (*Edinb. Review*; janv. 1828, p. 204. — *Rev. Enc.*; fév. 1828, p. 394.)

III. RAPPORTS DU COMITÉ SPÉCIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES SUR L'ÉMIGRATION qui a eu lieu du Royaume-Uni. (*Quarterly Review*; mars 1828, p. 539.)

IV. D'UN ARTICLE de la *Revue de Westminster* SUR L'ÉMIGRATION. (*Le Globe*; 11 juin 1828, n° 66, p. 464.)

V. EMIGRATION. — Encouragemens donnés aux officiers, tant de mer que de terre, qui se proposent d'émigrer de la Grande-Bretagne à la Nouvelle-Galles méridionale. (*Sydney Gazette*; 3 mars 1828.) (*Voy. Bulletin*; Tom. II, n°s 234 et 259; Tom. III, n°s 55, 146 et 349; Tom. IV, n° 22; Tom. V, n° 139; Tom. IX, n° 154; Tom. XIII, n° 48; Tom. XVIII, n°s 156 et 157; Tom. XIX, n°s 104, 325, 335 et 357; et Tom. XX, n° 103.)

VI. IRELAND; ITS EVILS AND THEIR REMEDIES. — Des maux qui accablent l'Irlande, et des moyens de remédier à ces maux; ou Réfutation des erreurs dans lesquelles est tombé le Comité de l'Émigration, relativement à ce pays; ouvrage précédé d'un abrégé d'un traité original sur les lois relatives à la population, dans lequel se trouvent développés les véritables principes sur lesquels il est fondé; par MICHAEL THOMAS SADLER. In-8°, p. 472. Londres, 1828; Murray. (Voir *Literary Gazette*; 3 mai 1828.)

Il est dans l'ordre de la nature que tous les êtres animés ne se procurent que difficilement les moyens de subsistance nécessaires pour la conservation des individus et la propagation des races. En effet, si une espèce quelconque avait à sa disposition des moyens de subsistance indéfinis, sa multiplication serait aussi sans bornes, et bientôt la surface du globe ne suffirait plus pour la contenir. Lorsque la nature a semblé faire exception à cette règle générale en faveur de quelques familles d'animaux, elle leur a donné une existence éphémère, ou les a entourées de tant d'ennemis, que souvent des générations entières sont dévorées avant d'avoir pu se reproduire. Il est même vrai de dire que la difficulté de subsister, commune à tous les êtres, augmente à mesure qu'ils occupent un rang plus élevé dans l'échelle de la création. C'est ainsi que tant de grandes espèces ont déjà disparu de la terre, et que le nombre de celles qui survivent, continue à diminuer sous nos yeux d'une manière sensible.

L'homme est soumis comme tous les êtres vivans à cette inexorable loi de la nature. Grâce à la supériorité de son intelligence, il atteint plus tard peut-être la limite des moyens de subsistance; mais il faut bien aussi qu'il finisse par l'atteindre, lors même que cette limite ne serait pour lui que celle des forces productrices du globe qu'il habite.

Les faits nombreux dont la statistique s'est enrichie depuis quelque temps, paraissent confirmer ce grand axiôme proclamé par Malthus, que partout le genre humain touche de près à la limite des moyens de subsistance. On a fait des recherches dans diverses contrées sur la quantité de substances alimentaires que le travail de l'homme recueille chaque année, et l'on a trouvé que cette quantité, dans les circonstances les plus

favorables, excède à peine les besoins annuels, et reste souvent au-dessous. Il existe donc nécessairement partout une difficulté de subsister que nous nommons pauvreté ou misère suivant le degré auquel elle est portée. Lorsque les nations sont dans l'état sauvage, tous les individus sont pauvres; tous sont obligés à de grands efforts pour vivre, et périssent fréquemment faute de nourriture. Chez les nations civilisées, une portion des membres du corps social se procure sans aucune peine toutes les jouissances de la vie; mais à côté de cette classe, en général peu nombreuse, la grande masse du peuple est réduite à payer de ses sueurs une subsistance toujours précaire, et à lutter journellement contre le besoin. C'est en vain qu'on chercherait sur la terre une nation où il n'y ait pas de pauvres, c'est-à-dire où tous les individus aient à leur disposition des moyens de subsistance assurés et faciles. Si ce phénomène a jamais existé, ce n'a pu être que dans un cercle très-restreint et par l'effet de circonstances locales et passagères. L'égalité même la plus parfaite ne produirait pas ce résultat; rien ne serait plus aisé que de rendre tous les citoyens également misérables; mais il serait impossible de les rendre tous également riches.

Chez les peuples sauvages ou barbares, la pauvreté est un fait général auquel tous les individus se résignent comme à une condition inséparable de la destinée humaine. Mais à mesure que la civilisation fait des progrès, il s'établit entre les habitants d'un même pays une inégalité qui devient de plus en plus choquante; les classes inférieures restent à peu près stationnaires; jamais leur existence matérielle ne s'améliore en proportion de ce que les perfectionnemens des sciences et des arts ajoutent au luxe et aux jouissances des classes privilégiées; elles sont toujours bornées au stricte nécessaire, tandis que les riches augmentent sans cesse leur superflu. D'ailleurs les pauvres, dans les états civilisés, n'ont pas seulement à lutter comme les sauvages contre la nature, ils rencontrent encore à chaque pas des obstacles dans les droits de la propriété, dans les formes du gouvernement, dans tous les détails de l'organisation sociale. Alors on conçoit que l'homme ne puisse plus se soumettre sans murmure à une loi dont l'application a cessé d'être commune à tous ses semblables. On en vient à croire que la richesse est l'état naturel du genre humain et que les souf-

frances de la pauvreté ne sont que de fâcheuses exceptions produites par des causes factices.

L'attention se trouve ainsi fixée sur la situation malheureuse des classes inférieures, et sur les moyens de remédier à cette maladie du corps social qu'on a nommée *paupérisme*. Depuis un siècle, on s'est beaucoup occupé de cet objet, et quelque opinion que l'on se forme sur la possibilité d'atteindre le but de ces recherches philanthropiques, on ne saurait nier du moins qu'elles n'aient produit des résultats fort utiles pour la science et l'humanité. Nulle part elles n'ont été poussées plus loin qu'en Angleterre, parce que nulle part encore le mal ne s'est présenté sous un aspect aussi effrayant. Là se trouve l'aristocratie la plus riche du monde en présence d'une population de prolétaires, dont la plus grande partie ne subsiste que de la charité publique, tandis que le reste s'épuise en efforts inutiles pour conserver par le travail une existence toujours précaire.

Cette situation, à peine supportable dans les temps de prospérité, devient tout-à-fait intolérable dans les crises auxquelles un peuple commerçant est nécessairement exposé à des intervalles presque périodiques. Une circonstance de ce genre ayant, en 1826, ralenti les spéculations de l'industrie et resserré les capitaux, il s'en suivit une baisse dans les salaires qui produisit sur le sort des classes ouvrières les effets les plus désastreux. L'alarme se répandit dans la nation, et, suivint les sages principes du gouvernement anglais, la chambre des communes nomma un comité spécial pour constater l'état du pays, et chercher un remède aux souffrances dont on se plaignait généralement. C'est d'après les rapports de ce comité que nous allons essayer de faire connaître à nos lecteurs la condition des classes pauvres dans les trois royaumes qui composent l'empire britannique.

Lorsqu'on veut observer les effets de la misère, il est naturel de commencer par l'Irlande, dont l'état déplorable est depuis long-temps pour l'Europe un objet d'étonnement et de pitié. Par suite de la conquête et des persécutions religieuses, toutes les terres de ce royaume ont passé successivement dans les mains de familles anglaises qui sont venues s'y établir à des époques plus ou moins reculées. Il y a cent ans, ces immenses domaines étaient presque entièrement livrés au pâturage, et les

bestiaux formaient la principale richesse de l'île qui ne contenait alors que 1,500,000 habitans, vivant misérablement sur un sol à peine défriché. La culture des pommes de terre, introduite vers le milieu du 18^e siècle, changea la face du pays. La pomme de terre se cultive plus facilement et à moins de frais que les céréales, elle exige moins de terrain et est moins exposée aux chances des mauvaises récoltes. Ces avantages si précieux pour une nation dépourvue d'industrie et de capitaux, firent adopter généralement cette culture, et la pomme de terre devint la base de la nourriture du peuple irlandais. Le morcellement des terres et l'accroissement immodéré de la population en furent les conséquences. Les grands propriétaires résidant presque tous en Angleterre, louèrent leurs domaines à des régisseurs qui les sous-louèrent par portions à des fermiers ou gens d'affaires connus sous le nom de *middlemen*, et ces derniers affermèrent enfin à chaque paysan l'espace de terrain nécessaire pour bâtir une cabane, entretenir quelques vaches et récolter la quantité de pommes de terre nécessaire à la nourriture d'une famille. Ces terrains étaient loués très-cher; car la rente payée par le cultivateur devait fournir un profit à cinq ou six agens intermédiaires, avant d'arriver dans les mains du véritable possesseur du sol. Les paysans ne pouvaient payer cette rente sur le produit des portions de terre qui leur étaient affermées, puisque ce produit suffisait à peine à leur propre subsistance. Laissant donc dans le pays leurs femmes et leurs enfans, ils passaient en Angleterre à l'époque de la moisson et y gagnaient en deux ou trois mois de quoi solder le loyer de leur cabane. Pendant le reste de l'année, ils étaient réduits au plus strict nécessaire, vivant de pommes de terre et de lait, n'ayant pour vêtemens que des haillons, pour logement une hutte de tourbe, pour mobilier une marmite et un lit d'herbes sèches.

Il semblait que leur misère ne pouvait aller plus loin, cependant elle s'aggrava encore à mesure que la population s'accroissait. Ne possédant rien en propre, n'ayant aucune espérance d'améliorer leur sort dans l'avenir, les paysans irlandais devaient rester étrangers à ces calculs de prudence, qui dans les sociétés bien organisées mettent obstacle à la fécondité ou à la précocité des mariages, et que Malthus a désignés sous le nom de

moral restraint, frein moral. Ils s'empressaient de chercher une consolation à leurs maux dans des unions prématurées, et voyaient augmenter sans crainte le nombre de leurs enfans, qui à leur tour louaient un coin de terre, y bâtissaient une cabane et y élevaient une nouvelle famille. Loin de s'effrayer de cette multiplication toujours croissante, les propriétaires eux-mêmes avaient intérêt à la favoriser, d'abord par le grand bénéfice qu'ils trouvaient à louer leurs terres ainsi morcelées, et en second lieu par l'influence politique que leur donnaient dans les élections les votes des tenanciers à 40 shellings, auxquels la loi accordait la franchise électorale. On sait quel singulier spectacle présentaient alors les élections irlandaises où l'on voyait arriver les grands propriétaires, pour la plupart Anglais et protestans, traînant à leur suite des troupes de vassaux catholiques en guenilles, qui votaient aveuglément pour les candidats désignés par leurs maîtres.

Sous l'influence de cette réunion de circonstances, la population de l'Irlande s'est élevée à sept millions d'habitans, dont on pense que près d'un million ne subsiste que du vol et de la mendicité, tandis que le reste se compose presque entièrement de pauvres tenanciers qui vivent de la manière que nous venons de décrire. Pour donner une idée de la disproportion du nombre des habitans avec l'étendue et la fertilité du sol, il suffira de citer les faits suivans. Un propriétaire interrogé dans l'enquête déclara qu'ayant fait le recensement des familles de tenanciers établis sur un domaine de 23,000 acres, il y compta plus de 18,000 âmes; dans le comté de Limerick, un *middleman* avait trouvé moyen de réunir 600 tenanciers sur une ferme de 400 acres, dont la plus grande partie consistait en montagnes ou en marais et le reste en mauvaises terres.

Les chîoses étant venues à ce point, les salaires durent baisser considérablement, en même temps que les redevances s'élevaient hors de toute proportion non-seulement avec les produits du sol, mais même avec ce que les paysans pouvaient gagner par leur travail au dehors. On prétend qu'un acre de terre qui, de toute autre manière, n'aurait pas été affermé deux guinées, était souvent loué ainsi jusqu'à dix. Mais il est dans la nature des choses qu'un profit exagéré ne puisse se soutenir long-temps, et finisse même par tourner au détriment de ceux

qui ont cherché à se le procurer. C'est ce que les propriétaires irlandais ne tardèrent pas à éprouver. Leurs tenanciers se virent bientôt dans l'impossibilité absolue de payer les rentes qu'on exigeait d'eux ; il fallut les chasser de leurs cabanes et les remplacer par d'autres qui ne payaient pas mieux et qu'on était obligé de renvoyer encore au bout de l'année. Dans plusieurs districts, les paysans poussés au désespoir formèrent une sorte de confédération tacite pour se maintenir par la force sur les terres qu'ils occupaient, ou pour exercer par l'assassinat et l'incendie de terribles représailles contre les propriétaires et les *middlemen* qui tentaient de les expulser. D'ailleurs cette population dégradée, qui couvrait le sol, ne permettait d'y opérer aucune amélioration. Elle détruisait les plantations, comblait les fossés, arrachait les haies. Il n'y avait plus pour les propriétaires ni agrément, ni sûreté à résider dans leurs domaines. En même temps l'influence politique, que leur donnait dans les assemblées électorales le nombre de leurs tenanciers, commençait à perdre de son importance. L'élection d'O'Connell, où l'on vit les tenanciers du candidat protestant voter eux-mêmes contre leur maître, acheva d'y porter le dernier coup, et une loi récente, en élevant le taux du cens électoral, a détruit tout-à-fait un système qui ne répondait plus au but pour lequel il avait été créé.

Aujourd'hui les propriétaires n'ont plus qu'un seul intérêt, qu'un seul désir, c'est, suivant leur expression, de nettoyer (*clear off*) leurs domaines de ces pestes, de ces êtres nuisibles (*pests and nuisances*) qui s'y sont multipliés comme des lapins (*like rabbits*) : car tels sont les termes dans lesquels l'aristocratie de la Grande-Bretagne parle des classes pauvres. L'enquête contient des renseignemens curieux sur les conséquences qui résultent de cette manière de nettoyer les domaines. « Un pauvre homme, disent les commissaires, ainsi expulsé avec sa famille de la cabane et du champ qu'il occupait, n'a le plus souvent pour tout bien qu'une ou deux vaches, quelques moutons ou un cheval, le tout valant à peine cinq livres sterlings ; son premier soin est de chercher à obtenir un lot de terre de quelque *middleman* du voisinage, qui de son côté a nettoyé sa ferme des tenanciers déjà ruinés par ses exactions, et consent volontiers à prendre un locataire qui possède encore la valeur de cinq livres.

Le taux de la rente est tel qu'il plaît au *middleman* de le fixer, le tenancier étant résolu à promettre tout ce qu'on voudra, plutôt que d'aller à la ville où il sait d'avance qu'il ne trouvera pas d'ouvrage, et ayant au moins l'assurance de subsister un an ou deux sur sa nouvelle habitation. Mais, dès la fin de la première année tout ce qu'il possède est saisi et, chassé de son dernier asile, il se voit enfin forcé de se réfugier dans une ville où la mendicité devient son unique ressource. Encore, dans ce cas, le malheureux a-t-il joui d'une année de répit. Mais il n'en est pas toujours de même. Prenons pour exemple une ferme qui se composait à peine de 500 acres de mauvaise terre, et sur laquelle résidaient 40 familles formant un nombre total de 200 individus. A l'expiration des baux, suivant le système généralement adopté par le propriétaire, trente de ces familles furent expulsées. On leur permit seulement d'emporter les bois pourris et la paille qui formaient les toits de leurs cabanes, et avec ces matériaux ils se construisirent des huttes sur la grande route. Les hommes ne pouvaient trouver d'ouvrage; les femmes et les enfans mendiaient; c'était un spectacle affligeant que de les voir ainsi sur les chemins mourant de faim et ne sachant où aller. »

Le nombre des infortunés réduits à de semblables extrémités doit être très-considérable; le comité cite dans un de ses rapports un domaine du comté de Limerick qui contenait 600 paysans, sur lesquels 339 furent expulsés à la fois; dans le comté de Kerry un seul propriétaire chassa 1100 tenanciers de ses terres en arrivant à sa majorité.

Il est évident qu'une telle masse d'individus ne peut être ainsi privée de tout moyen d'existence sans le plus grand danger pour la sécurité publique. L'impossibilité de leur procurer du travail en Irlande semble généralement reconnue. M. Malthus, interrogé par les commissaires, a même déclaré que, dans son opinion, les travaux publics et les défrichemens, entrepris dans l'unique but de faire vivre les pauvres, deviendraient bientôt insuffisans, et n'auraient pour effet que d'aggraver les maux du pays en favorisant encore l'accroissement de la population.

On avait eu l'idée d'introduire en Irlande les lois anglaises sur la taxe des pauvres, et de nourrir ainsi les classes indigen-

tes aux dépens des classes riches. Mais le comité n'a pu s'empêcher de partager l'avis de M. Malthus qui, consulté sur ce point, a répondu que dans l'état actuel de l'Irlande cette mesure équivaldrait à une confiscation générale, attendu que la taxe absorberait en peu de temps le revenu de toutes les terres du royaume.

L'émigration des pauvres est donc la seule ressource qui reste aux propriétaires irlandais pour conserver leur existence sociale en se débarrassant de cette multitude affamée qui les presse de toutes parts. Aussi tous leurs efforts sont-ils maintenant dirigés vers ce but; et suivant le rapport du comité, la moitié de la population est prête à émigrer si on lui en donne les moyens. A l'aide de souscriptions volontaires on a déjà expédié à plusieurs reprises des cargaisons de pauvres au Canada et aux États-Unis. Il y a quelques années on en avait formé, pour le service de l'empereur du Brésil, des régimens que ce prince a été forcé de licencier après avoir vu la sûreté de sa capitale compromise par leur indiscipline. Mais comme la longueur des voyages rend ces tentatives de colonisation difficiles et très-coûteuses, c'est surtout vers l'Angleterre que le flot de l'émigration s'est porté.

« Autrefois, dit un des témoins interrogés dans l'enquête, les Irlandais ne venaient en Angleterre que pour le temps de la moisson, parce qu'ils avaient dans leur pays des petites fermes où ils retournaient dès qu'ils avaient gagné de quoi payer leur rente; maintenant des familles entières chassées de leurs habitations se réfugient en Angleterre et en Écosse pour s'y fixer s'il est possible. » Ce passage s'opère principalement par trois points, savoir : des comtés du nord de l'Irlande en Écosse, de Dublin à Liverpool, et de Cork à Bristol. La dépense de la traversée aurait pu arrêter les plus indigens, mais l'établissement des bateaux à vapeur a levé entièrement cet obstacle; quinze ou vingt paquebots partent tous les jours des ports que nous venons de nommer. Le prix du passage varie ordinairement de 1 sh. 6 d. à 3 sh. 6 d. (environ 2 à 4 fr.); il a baissé quelquefois jusqu'à 6 d. (60 c.). Il est donc vrai, comme l'a dit un Anglais, que la navigation par la vapeur est un pont jeté entre les deux îles.

Une fois transportés de l'autre côté du détroit, ces bandes d'indigens se répandent dans les comtés situés à l'est de l'An-

gleterre et de l'Écosse, et cherchent à s'y procurer du travail à tout prix, même pour la seule nourriture. S'ils parviennent à se soutenir dans le même lieu pendant un an, ils acquièrent le domicile légal, et dès-lors ils ont le droit de réclamer les secours sur les fonds de la taxe des pauvres ; aussi les administrateurs des paroisses s'empressent-ils de se débarrasser autant qu'ils peuvent de ces hôtes incommodes avant qu'ils n'aient acquis l'année de domicile, en les faisant arrêter comme vagabonds et en payant les frais de leur transport en Irlande. Le comté de Lancastre a dépensé pour cet objet, dans une seule année, 4000 l. st., environ 100,000 fr. Mais souvent ces malheureux sont à peine débarqués, que les propriétaires irlandais, associés pour favoriser l'émigration, les dirigent sur un autre port, et les font déposer de nouveau sur les côtes de la Grande-Bretagne. Aussi, malgré toutes les précautions qu'on prend contre cette espèce d'invasion, le nombre des Irlandais domiciliés en Angleterre augmente avec une effrayante rapidité. La Société pour la répression de la mendicité secourait à la fin de 1826, à Londres, 3,811 Irlandais ; cinq mois après, en mai 1827, ce nombre était déjà porté à 4,287. D'après les registres des chapelles catholiques, le nombre total des Irlandais résidant à Londres et dans les environs était en 1819 de 71,442, et en 1826 de 119,799. A la même époque, la paroisse de Paisley en Écosse comptait plus d'un quart d'Irlandais parmi les pauvres à sa charge.

Si l'on considère que les salaires sont cinq ou six fois plus élevés dans la Grande-Bretagne qu'en Irlande, il est évident que ce flot d'émigrés continuera à se porter d'un pays sur l'autre tant que les salaires n'auront pas été abaissés au même taux des deux côtés du détroit, tant que, suivant l'expression des commissaires, la population nourrie de blé n'aura pas été réduite à l'état misérable de la population nourrie de pommes de terre. Il est donc du plus grand intérêt, non-seulement pour l'aristocratie, mais pour toute la nation anglaise, qu'on trouve un moyen quelconque de transporter loin de l'Europe cet excédant de population indigente qui pèse sur l'Irlande. Toutes les opinions s'accordent à signaler l'urgence de cette opération qu'on regarde comme un préliminaire indispensable à toute

mesure ayant pour but d'améliorer le sort des classes pauvres de l'empire britannique.

L'état de la Grande-Bretagne n'est pas encore aussi désespéré. Pour s'en faire une juste idée, il faut avoir soin de distinguer la population agricole de la population manufacturière. Là, comme en Irlande, les propriétés foncières sont concentrées dans un petit nombre de mains. Quelques grands seigneurs ont jusqu'à 3 ou 4 millions de revenus territoriaux; dans le comté d'*East-Lothian*, il n'y avait en 1824 que 194 propriétaires, et l'on n'en comptait que 294 dans celui de *Berwick*. Mais, comme les fermes sont très-étendues (1) et que les baux sont à très-longes termes, les fermiers forment dans le pays une classe respectable qu'on désigne sous le nom de *Yeomanry*, et qu'on peut assimiler sous beaucoup de rapports à la moyenne propriété de nos provinces de France. Cette classe riche, éclairée et morale, fait la force du gouvernement anglais; elle forme une espèce de garde nationale qui a souvent réprimé les séditions populaires; et, liée à l'aristocrasie par ses habitudes comme par ses intérêts, elle lui assure la prépondérance dans les élections. Les esprits sages s'accordent à signaler comme la principale cause des désordres qui affligent l'Irlande, l'absence d'une *yeomanry* ou d'une classe intermédiaire entre la grande propriété et les prolétaires.

Au-dessous des fermiers sont les ouvriers dont les bras exécutent les travaux agricoles que les premiers se bornent à diriger. Jusque vers le milieu du 18^e siècle, cette classe se composait en grande partie de domestiques des deux sexes vivant chez leurs maîtres et faisant pour ainsi dire partie de la famille. Ce genre de vie est extrêmement favorable au maintien des bonnes mœurs et de l'aisance dans une nation. Les classes ouvrières, placées ainsi sous la surveillance de l'autorité domestique, participent aux habitudes d'ordre, de prévoyance et d'économie qui caractérisent ordinairement la moyenne propriété. Les inconvénients des mariages précoces sont prévenus par la prudence des maîtres; la population ne se multiplie qu'en proportion des ressources, et l'existence n'est pas exposée à ces brusques vicissitudes qui exercent une si terrible influence sur leur bonheur

(1) Il n'est pas rare de voir en Angleterre et en Écosse des fermes de 80, 100 et 150,000 fr. de revenu.

et leur moralité. Si une nation pouvait échapper entièrement au paupérisme, ce serait sans doute celle qui se composerait d'agriculteurs exploitant avec leurs familles et leurs serviteurs le sol dont ils seraient eux-mêmes propriétaires.

Cet état de choses fut changé en Angleterre par les perfectionnemens que les progrès des sciences amenèrent dans l'agriculture. L'exploitation des terres devint alors une industrie, un objet de spéculation. Une foule de capitalistes se firent fermiers ou plutôt fabricans de blé et de bestiaux. L'ancienne méthode d'exploitation ne pouvait s'accorder avec leur nouveau système; ils renvoyèrent les domestiques à gages et les remplacèrent par des ouvriers à la journée. Dès ce moment la population agricole se trouva sujette à tous les inconvéniens qui menacent les populations manufacturières. Les ouvriers nourris chez leurs maîtres souffrent peu des variations qui surviennent dans le prix des denrées; quoique leur salaire soit en apparence toujours le même, comme il est presque tout entier en nature, sa valeur réelle suit la hausse ou la baisse des objets de première nécessité. Le salaire des journaliers, au contraire, n'augmente jamais dans les temps de cherté en proportion des besoins; plus la vie est chère, moins il y a de travail à donner et plus il y a de gens qui en demandent; aussi voit-on souvent la baisse des salaires coïncider avec la détresse; l'ouvrier est alors réduit à consommer le peu d'économie qu'il a pu faire; et, comme ces crises se reproduisent périodiquement, il sent bientôt qu'il lui est impossible d'améliorer son sort d'une manière stable, et cette conviction efface de son âme toute idée de prudence et de dignité personnelle; il se marie sans prévoyance, il se livre sans mesure aux passions du moment, et l'accroissement immodéré de la population vient encore ajouter à la misère publique. La taxe des pauvres, loin d'arrêter ce mouvement de décadence, a dû plutôt en hâter le progrès en achevant de dispenser les ouvriers de tout calcul de prévoyance, puisqu'ils sont assurés, quels que soient leurs malheurs ou leurs fautes, de subsister aux frais du public lorsqu'ils se trouveront réduits à un dénuement absolu. L'effrayante augmentation de cette taxe, qui a plus que doublé en moins d'un demi-siècle, est à la fois la preuve et l'une des causes du mal. Dans certaines contrées elle égale presque le revenu des terres; à la fin de

1826, dans une paroisse du comté de Sommerset, 5,000 personnes sur 13,000 habitans se trouvaient sans ouvrage, et la taxe des pauvres dépassait 1,000 l. st. (25,000 fr.) par mois; dans deux paroisses du comté de Wilts, plus de la moitié des habitans étaient nourris sur les fonds de la taxe; on pourrait en citer beaucoup d'autres dans le même cas. Comme on s'est aperçu que ces secours légaux étaient une prime à la paresse, on a imaginé dans quelques endroits d'en convertir une partie en salaires, en mettant les pauvres à la disposition des fermiers ou en les employant sur les routes. Mais, si ce système était généralement adopté, il pourrait avoir des résultats pernicieux; car il tendrait à substituer le travail forcé au travail libre, et l'exemple des colonies à esclaves a depuis long-temps prouvé qu'il existe une différence énorme entre les produits de ces deux genres de travail. Les fermiers anglais en sont si bien convaincus qu'ils préfèrent, aux pauvres que leur envoie la paroisse, un ouvrier libre avec un salaire double.

Tous ces inconvéniens se font sentir bien plus fortement encore dans les districts manufacturiers. Jusques vers le milieu du 18^e siècle la fabrication des tissus, qui partout est la branche la plus active de l'industrie, était restée entre les mains des habitans de la campagne, auxquels les fabricans confiaient les matières premières pour les tisser et les filer dans les intervalles de loisir que leur laissaient les travaux champêtres. Ce mode de fabrication, encore usité dans plusieurs provinces de France, suffisait à la consommation du pays et aux besoins d'un commerce limité. L'invention des mécaniques opéra à cet égard une révolution complète. Les fabricans cessèrent d'occuper à domicile les habitans de la campagne, qui perdirent ainsi une ressource précieuse pour employer les bras de leurs familles dans les saisons de repos. Ce fut une des principales causes de la misère qui se répandit, à partir de cette époque, dans certains comtés du sud, jadis les plus industrieux du royaume et aujourd'hui les plus accablés sous le poids de la taxe des pauvres. En même temps il se forma dans plusieurs comtés du nord et de l'ouest, dans le voisinage des mines de charbon de terre, une population exclusivement manufacturière, qui s'accrut avec une telle rapidité que des bourgs obscurs devinrent en cinquante ans des villes de 100,000 âmes. L'état de

cette population fut d'abord très-florissant; les mécaniques, en procurant une immense économie de temps et de main-d'œuvre, permirent de multiplier considérablement les produits de l'industrie, et de les livrer à bas prix aux consommateurs. Les relations commerciales s'étendirent en raison de ces avantages; l'activité des fabriques alla toujours en croissant, et, comme le besoin de bras ne cessait point de se faire sentir, les salaires ne cessèrent point de s'élever. Néanmoins cette prospérité n'était pas sans mélange; une production aussi démesurée ne pouvait trouver qu'un débouché insignifiant dans la consommation intérieure. Il fallut étendre le marché dans toutes les parties du monde, et l'existence de cette énorme population industrielle, qui forme près des deux tiers de la nation anglaise, se trouva ainsi reposer sur le commerce extérieur. Or, ce commerce est sujet à une infinité de chances qu'aucune prévoyance humaine ne saurait prévenir. Les guerres, les révolutions, les changemens qui surviennent dans les goûts et les usages des peuples, les progrès même des lumières et des inventions nouvelles amènent presque périodiquement des crises qui suspendent l'activité des fabriques et laissent les ouvriers sans travail et sans pain. Dans une situation aussi précaire il est impossible que l'artisan prenne des habitudes d'ordre et d'économie; lorsque les salaires sont élevés, il les consomme en débauches; lorsqu'ils viennent à baisser, il tombe dans la plus profonde misère et a recours à la charité publique. De là cette dégradation physique et morale qu'on remarque dans la plupart des populations manufacturières, et qui ne les empêche pas de s'accroître rapidement; car plus le peuple se dégrade, plus il secoue le *frein moral* qui seul peut restreindre l'accroissement de l'espèce humaine dans de justes bornes.

En Angleterre, depuis quelques années, deux causes tendent à aggraver encore le sort des ouvriers et à rendre permanente la baisse des salaires, qui jusqu'alors n'était que passagère et accidentelle. Ces causes sont, d'une part, la concurrence des Irlandais émigrés; de l'autre, l'invention et l'emploi des machines à vapeur.

Nous avons déjà retracé les effets de l'émigration des prolétaires irlandais. Quant aux machines à vapeur, on ne manquera pas d'objecter qu'en facilitant la production, elles per-

mettront de l'étendre à tel point que les ouvriers retrouveront par l'activité imprimée aux fabriques plus d'occupation qu'ils n'en avaient auparavant. Cette assertion, comme presque tous les axiômes de l'économie politique, n'est vraie que dans de certaines limites. Pour qu'elle le fût toujours, il faudrait que la production pût s'accroître indéfiniment, et dans la sphère étroite de l'existence humaine tout a des bornes. On a calculé qu'actuellement la Grande-Bretagne possédait 58,000 mécaniques mises en mouvement par la vapeur ou par l'eau, et pouvant fabriquer des tissus en quantité suffisante pour fournir à la consommation de 62 millions d'hommes à raison de six aunes par an. Il faudrait que cette immense production fût à peu près doublée pour rendre à la main-d'œuvre la valeur que l'invention des mécaniques lui a enlevée, et il est difficile de croire que la consommation prenne jamais un tel développement. Loin qu'il se manifeste de nouveaux besoins parmi les nations étrangères, les peuples de l'Europe ont fait depuis quinze ans dans l'industrie des progrès qui commencent à restreindre d'une manière sensible le commerce d'exportation de l'Angleterre. Quant aux autres parties du monde, la plupart des nations y sont encore dans un état voisin de la barbarie et incapables de payer par des retours suffisans les produits qui leur seraient livrés; les Anglais en ont fait la triste expérience dans l'Amérique du Sud. D'ailleurs, à mesure que ces peuples se civiliseront, on doit penser que leur premier soin sera d'élever des fabriques qui fourniront à leurs besoins sans le secours de l'Europe, comme le font déjà les États-Unis.

Il est donc un point où la consommation ne pouvant plus augmenter en raison de l'activité de la production, la puissance des machines tend à amener une baisse permanente dans les salaires, et l'on pourrait croire que ce point a été atteint dans la Grande-Bretagne depuis que l'emploi des machines à vapeur y est devenu général. En effet, nous voyons, dans le rapport du comité, que les tisserands de Glasgow ne gagnent plus aujourd'hui que cinq shillings pour la même somme de travail qui leur était payée 20 sh. il y a vingt ans, et cela, quoique le prix de toutes les denrées ait haussé depuis cette époque. Dans la dernière crise commerciale, les ouvriers des fabriques ne gagnaient dans certains endroits que 6 sh. et même 3 sh. 6 d.

(de 5 à 7 francs) par semaine, en travaillant 16 ou 18 heures par jour. On conçoit aisément que, la main-d'œuvre étant ainsi dépréciée, une population toujours croissante et qui n'a que son travail journalier pour unique ressource, serait réduite à mourir de faim sans le secours de la taxe des pauvres, et les détails presque incroyables que les procès-verbaux de l'enquête contiennent sur les souffrances des districts manufacturiers, en 1826, prouvent que cette taxe elle-même, malgré son effrayante augmentation, n'est qu'un palliatif insuffisant contre un mal incurable.

Ce que nous avons dit des districts manufacturiers de l'Angleterre s'applique à ceux de l'Écosse, où la misère n'est pas moindre. Quant à la population agricole de ce dernier pays, il ne paraît point qu'elle soit dans un état de souffrance inquiétant. Les mœurs patriarcales qui se sont conservées chez les Écossais, et leur excellente administration municipale, en ont fait la nation la plus morale, la plus religieuse et la plus éclairée de l'Europe. La taxe des pauvres, quoique fondée sur les mêmes bases qu'en Angleterre, y est beaucoup plus sagement administrée et ne produit pas les mêmes inconvénients. Les districts manufacturiers seuls sont envahis par la démoralisation, qui est sa conséquence ordinaire, et l'on remarque que ces fléaux s'étendent à mesure que l'industrie fait de nouveaux progrès.

En résumé, les documens officiels dont nous venons de présenter l'extrait, constatent que, dans toute l'Irlande et dans les districts manufacturiers de l'Angleterre et de l'Écosse, une partie considérable de la population se trouve privée de moyens de subsistance, et ne peut plus même s'en procurer par le travail; que, dans les comtés agricoles de l'Angleterre, la classe ouvrière est presque entièrement à la charge des paroisses, et que la population agricole de l'Écosse paraît seule avoir échappé à la misère générale.

L'étendue et la gravité du mal étant ainsi bien déterminées, il s'agissait d'en indiquer le remède, et des opinions très-diverses furent émises à ce sujet. Les publicistes radicaux s'empresèrent d'affirmer que toutes ces souffrances cesseraient aussitôt qu'on aurait proclamé la réforme parlementaire. Mais il est difficile de concevoir comment cette réforme pourrait influencer directement sur la situation des classes indigentes. En général

les changemens opérés à la cime des institutions politiques produisent rarement tout le bien ou tout le mal que les partis en attendent. L'émancipation des catholiques en a offert récemment un exemple; à entendre les défenseurs de cette mesure, elle devait ramener subitement en Irlande le calme et la prospérité. Ce qu'ils demandaient a été accordé; les lois qui excluaient encore les catholiques de quelques emplois ont été abolies; M. O'Connel est venu siéger au parlement britannique; mais la masse du peuple irlandais est restée pauvre, opprimée et turbulente comme auparavant. Plusieurs économistes avaient prétendu que la misère disparaîtrait si l'on supprimait les lois céreales qui tendent à élever artificiellement le prix du pain en prohibant l'introduction des blés étrangers, tant que ceux du pays n'ont pas atteint sur les marchés intérieurs un taux exorbitant. En conséquence, on demanda aux ouvriers de Glasgow si une baisse dans le prix du pain serait pour eux un soulagement efficace; ils répondirent qu'ils n'y gagneraient rien, attendu que dans ce cas leurs maîtres diminueraient les salaires dans la même proportion. Et en effet, lorsque la concurrence a réduit le prix du travail de l'homme au niveau du plus strict nécessaire, il est évident qu'une baisse dans la valeur en numéraire des objets de première nécessité doit amener une baisse correspondante dans le taux des salaires en argent (1). Enfin, quelques partisans exagérés des doctrines de Malthus voulaient qu'on arrêtât forcément l'accroissement de la population indigente, soit en rendant les mariages plus difficiles dans

(1) C'est ce que prouve le tableau suivant du taux des salaires comparé au prix des grains pendant 35 ans dans une des contrées de l'Angleterre.

ANNÉES.	TAUX des salaires par semaine.	PRIX du quarter du froment.	ANNÉES.	TAUX des salaires par semaine.	PRIX du quarter du froment.
	sh.	sh.		sh.	sh.
1790....	10	48	1818....	18	83
1795....	16	71	1819....	16	72
1800....	21	105	1820....	14	65
1805....	19	87	1821....	12	54
1810....	21	105	1822....	10	43
1815....	15	64	1823....	11	51
1816....	16	78	1824....	12	62
1817....	19	94	1825....	14	66

cette classe par des lois restrictives, soit en détruisant les chaumières (*cottages*) qui servent d'habitation aux pauvres. Le premier de ces moyens est impraticable; il n'y a aucune autorité sur la terre qui puisse imposer un frein à la nature; les restrictions apportées aux mariages légitimes ne diminueraient pas le nombre des naissances. On sait qu'en France, dans la capitale et dans les villes manufacturières, l'accroissement rapide de la population est dû surtout au grand nombre des naissances naturelles. Quant au second moyen, nous avons vu que les propriétaires irlandais en ont fait l'essai, et nous avons dépeint les tristes résultats de ce système, qui blesse l'humanité sans aucun profit pour l'ordre social.

Le bon sens public ayant fait justice de la plupart de ces théories, on reconnut généralement que le seul moyen d'obtenir un soulagement immédiat était de débarrasser le pays de la partie surabondante de sa population, en la transportant dans des contrées vierges où le besoin de bras se fait au contraire impérieusement sentir. L'opinion saisit avec ardeur cette espérance de salut: il n'y eut qu'un cri en faveur de l'émigration, non-seulement parmi les riches, mais même parmi les pauvres qui, réduits au désespoir, n'aspiraient qu'à sortir, d'une manière quelconque, de leur affreuse situation. Ce fut donc vers les moyens de favoriser l'émigration des classes inférieures sur une grande échelle, que se dirigea toute l'attention du comité de la chambre des communes. Deux points principaux appelaient son examen; il fallait déterminer vers quelle contrée du globe on dirigerait l'émigration, et comment on ferait face aux dépenses qu'entraînerait une opération aussi vaste.

La *Revue d'Édimbourg* a très-bien exposé les considérations qui doivent guider une population émigrante dans le choix de sa nouvelle patrie. Il s'agit surtout d'éviter les obstacles qui perdent ordinairement les colonies naissantes, et qui viennent de la nature ou des hommes. Les obstacles naturels sont l'insalubrité du climat, la difficulté des communications intérieures ou maritimes, l'éloignement de la mère patrie, la stérilité du sol et la qualité de ses produits qui offrent plus ou moins d'avantages pour les relations commerciales. Les obstacles de la part des hommes sont le voisinage des peuples barbares et hostiles, ou, dans les contrées déjà civilisées, les différences de lan-

gège, de mœurs, de religion, et les vices de l'organisation sociale et politique. Mais qui croirait que, passant à l'application de ses principes, le même journal présente à ses compatriotes, comme le but le plus convenable de leurs émigrations, les nouveaux états de l'Amérique du sud où se trouvent réunis tous les inconvénients qu'il recommande d'éviter, un climat presque inhabitable pour les Européens, des communications plus difficiles que dans aucune autre partie du monde, une anarchie dont rien n'annonce le terme, enfin les mœurs, les idées religieuses et les habitudes les plus antipathiques avec celles des peuples protestans du nord de l'Europe. Le mauvais succès de toutes les tentatives qui ont été faites pour établir des colonies anglaises, françaises ou allemandes dans la Colombie, le Mexique, Buenos-Ayres et même au Brésil, prouve assez la fausseté des brillantes illusions dont ces contrées ont été l'objet.

Au reste, le bon sens populaire, qui s'égare rarement quand on l'abandonne à lui-même, a très-bien su distinguer les points du globe qui réunissent véritablement les conditions définies par la *Revue d'Édimbourg*, et les émigrations volontaires se sont toujours portées de préférence vers les États-Unis, les possessions anglaises de l'Australasie, du cap de Bonne-Espérance, et du Canada.

L'éloignement des colonies australiennes est un inconvénient grave, parce qu'il augmente d'une manière démesurée les frais de voyage des émigrés, leur ôte l'espoir de revoir un jour leur patrie, et ne permet pas d'entretenir des relations suivies avec l'Europe. D'ailleurs, l'habitude de transporter les condamnés dans l'Australie à attaché à ces établissemens une idée d'infamie, qu'il serait difficile d'effacer entièrement de l'esprit du peuple anglais. Le gouvernement a cependant essayé de dissiper ce préjugé en invitant les officiers à demi-solde des armées de terre et de mer, à se fixer dans les colonies de la Nouvelle-Galles du nord et de la terre de Van-Diëmen. Depuis 1827 tout officier ayant le rang de capitaine et comptant au moins sept ans de service peut, en conservant sa demi-solde, obtenir dans ces colonies, une concession gratuite de terres, sous la seule condition d'employer, en défrichement et en amélioration, une somme égale à la moitié de la valeur du fonds. Nous ignorons

si ces offres ont produit l'effet que le ministère en attendait.

Le cap de Bonne-Espérance joint à l'inconvénient de la distance celui de la stérilité du sol et des incursions fréquentes des tribus africaines qui entourent la colonie.

Aucun de ces désavantages n'est à redouter dans le Canada ; le climat y est à peu près le même qu'en Angleterre , et le sol se prête à une culture analogue à celle du nord de l'Europe. La traversée n'est ni longue ni coûteuse ; le prix du passage de Cork à Québec est descendu jusqu'à 50^{sh}. (environ 60 fr.). On calcule que 10,000 personnes , pour la plupart indigènes , passent chaque année de la Grande Bretagne au Canada , et jusqu'à présent cette masse d'individus a trouvé toujours aisément à s'y employer, malgré la suppression des travaux pendant les hivers longs et rigoureux de ce continent. En général les rapports du comité sur cette partie de l'enquête sont très-intéressans : « Que de renseignemens précieux n'y trouve-t-on pas, dit l'auteur de l'excellent article de la *Revue encyclopédique*, non-seulement sur le Canada , mais aussi sur la Nouvelle-Écosse , sur le cap de Bonne-Espérance , la Nouvelle-Galles du sud et la terre de Van-Diemen ? Des habitans de toutes ces colonies , des négocians , des navigateurs sont consultés par le comité ; on apprend quelles sont les ressources qu'offrent ces pays aux personnes qui voudraient s'y fixer , quelles terres sont vacantes dans leur voisinage , quelles productions peuvent y réussir , quelle population on y trouve déjà , ce qu'on peut y vendre et y acheter. Un livre de voyages n'instruit pas à beaucoup près autant ; car un voyage ne présente qu'un seul témoignage, portant presque toujours l'empreinte des opinions et des intérêts de l'auteur , tandis qu'ici les témoignages se corrigent les uns par les autres. Que de ressources de semblables enquêtes offrent à des législateurs ; pourvu qu'ils soient indépendans , et que leurs intérêts individuels se confondent avec les intérêts nationaux ! »

Le comité ayant fixé son choix sur le Canada , il restait encore un problème très-difficile à résoudre ; c'était de savoir comment on y ferait transporter cette population surabondante dont il paraissait si urgent de délivrer le pays. L'émigration devait être entièrement volontaire ; car on ne pouvait songer à violer le principe de la liberté individuelle , qui est la base de la constitution anglaise. Mais , pour cela , il fallait payer le

voyage des émigrés et leur assurer dans leur nouvelle patrie des moyens d'existence suffisans pour les déterminer à s'y rendre. Nous avons vu que des associations s'étaient formées en Irlande pour fournir par voie de souscription aux frais du transport des indigens en Angleterre ou en Amérique ; quelques paroisses anglaises avaient aussi affecté des fonds pour le même objet sur la taxe des pauvres. Le comité conçut le projet de généraliser ces tentatives isolées , et de les étendre à toute la Grande-Bretagne. A cet effet il s'adressa aux membres des administrations paroissiales afin de les engager à former un fonds commun pour transporter à l'étranger les pauvres qui étaient à leur charge, et se débarrasser ainsi une fois pour toutes de l'obligation de les nourrir. Les districts agricoles de l'Écosse et quelques comtés de l'Angleterre se montrèrent peu disposés à adopter cette innovation , ce qui prouve que la plaie du paupérisme n'y avait pas encore fait de grands progrès. Mais tous les comtés manufacturiers et la grande majorité des comtés agricoles anglais, particulièrement ceux du sud , y adhérèrent avec empressement. On ne pouvait douter du zèle avec lequel les propriétaires irlandais coopéreraient à une mesure qu'ils avaient appelée de tous leurs vœux. En conséquence le comité rédigea un plan d'exécution qu'on trouvera peut-être assez bizarre , mais qui repose cependant sur des calculs spécieux.

La population surabondante de la Grande-Bretagne ayant été évaluée , on ne sait trop d'après quelles données , à 140,481 familles , formant à peu près un total de 700,000 individus , le comité proposa de partager ces familles en 26 sections, et d'expédier chaque année pendant 26 ans une de ces sections pour les colonies, savoir : 5000 familles par an pendant les 23 premières années , 7000 dans la 24^e , 8000 dans la 25^e et 10,481 dans la 26^e. La première émigration de 5000 familles serait effectuée au moyen d'un emprunt de 752,500 l. st. (18,812,000 f.) à 4 pour cent, dont le capital et les intérêts seraient garantis sur les fonds des paroisses. Ce ne serait point pour elles une nouvelle charge ; car ces 5000 familles restant dans le pays , leur coûteraient annuellement, par la taxe des pauvres, 200,000 liv. st. , ou quatre fois plus qu'il ne faudrait pour les intérêts et l'amortissement de l'emprunt. On continuerait ainsi chaque an-

née, pendant vingt-cinq ans, à contracter un nouvel emprunt et à expédier au dehors un même nombre de familles.

Une fois arrivés au Canada, les émigrés recevraient du gouvernement des concessions gratuites de terres à défricher, et on leur fournirait, sur les fonds de l'emprunt, les premières mises nécessaires à leur établissement. Pendant trois ans ils seraient dispensés de toute redevance; mais, à partir de la 4^e année, ils devraient payer une rente de 10 l. st. par famille, ce qui ferait, pour 5000 familles, 50,000 l. st., somme égale à l'intérêt de la somme empruntée pour leur émigration. En supposant que ces redevances fussent exactement acquittées, toutes les avances faites par les paroisses, seraient remboursées dès la 25^e année, et l'on aurait encore de quoi fournir, sans contracter un nouvel emprunt, aux frais du transport des 10,481 familles qui devraient composer le dernier envoi. L'émigration commencerait par l'Irlande, dont la situation exige les remèdes les plus prompts; on s'occuperait ensuite des districts manufacturiers d'Angleterre et d'Écosse, et enfin de ceux des comtés agricoles où la gêne se ferait le plus sentir. La direction de cette vaste entreprise serait confiée à une commission centrale, établie à Londres, et aux agens qu'elle entretiendrait dans les trois royaumes et dans les colonies.

Pour que ce plan pût s'exécuter avec succès et répondre aux vues de ses auteurs, il faudrait qu'on fût assuré du maintien de la paix générale et de la prospérité financière et commerciale de la Grande-Bretagne et de ses colonies pendant vingt-six ans. Il faudrait, en second, lieu que tous les défrichemens entrepris par les émigrés présentassent un revenu net dès la 4^e année, tandis que sur dix tentatives de ce genre, on en voit à peine une qui donne des résultats avantageux. Enfin, il faudrait avoir la certitude que la population surabondante de la Grande-Bretagne ne se compose réellement que de 140,000 familles, ni plus, ni moins; que cette population ne s'accroîtra pas pendant les 26 ans consacrés à l'opération, et que les causes qui ont répandu jusqu'ici la misère dans les classes inférieures ne continueront pas à produire les mêmes effets en jettant de nouvelles masses d'indigens à la charge des paroisses à mesure qu'elles croiraient s'être débarrassées de ceux qu'elles nourrissent actuellement.

Pressentant ces objections, le comité d'enquête demanda à M. Malthus si, en supposant qu'un bon système de colonisation enlevât au pays un demi million de ses habitans pour les faire vivre *confortablement* au-delà des mers, le vide ne serait pas bientôt rempli par d'autres prolétaires tout aussi misérables que les premiers. Le savant économiste n'hésita pas à répondre affirmativement à cette question, en sorte que, selon lui, au bout des vingt-six ans, le nombre des pauvres à la charge des paroisses serait, malgré l'émigration, aussi considérable, si ce n'est plus, qu'il ne l'est aujourd'hui, et on aurait ainsi dépensé inutilement les sommes immenses que demande cette opération.

Cette doctrine n'est pas consolante; mais il nous semble difficile de la combattre par des raisons solides. Comment espérer en effet de délivrer l'Angleterre du paupérisme, si on laisse subsister toutes les causes qui ont fait naître et qui entretiennent ce fléau? La question a été traitée sous ce point de vue avec une logique impitoyable dans l'article très-piquant du *Monthly Magazine*. L'auteur de cet article se demande à quel titre l'aristocratie anglaise s'arroge le pouvoir de déclarer *surabondante* une portion quelconque de la population du pays; si tout Anglais né sur le sol de la patrie commune n'a pas un droit égal à y résider et à y vivre en travaillant. Il fait remarquer que les profits de l'industrie et les fermages des terres ont été portés dans la Grande-Bretagne au taux le plus exagéré, que cette exagération a produit les immenses revenus qui élèvent l'opulence de l'aristocratie anglaise au-dessus de celle de toutes les aristocraties de l'univers, mais qui ne peuvent se soutenir qu'en réduisant les classes laborieuses à un degré de misère inconnu aux autres nations. La hausse des fermages a entraîné la cherté du blé, et cette cherté est maintenue par les lois céréales, qui interdisent l'importation des grains étrangers. La hausse des profits a été obtenue par les fabricans en diminuant les frais de production par la substitution des machines au travail de l'homme, et de là est résultée une baisse continue dans les salaires. Ainsi, abaissement des salaires et renchérissement des objets de première nécessité, tels sont les deux fléaux que l'aristocratie anglaise fait peser sur les classes inférieures pour entretenir ces fortunes colossales qui font l'admiration du continent. A force d'ôter aux pauvres leurs moyens d'existence,

elle a fini par être obligée de les nourrir gratuitement ; maintenant elle se trouve en présence d'une masse d'indigènes qui la gêne, et elle voudrait s'en débarrasser en la rejetant sur les côtes sauvages d'un autre hémisphère. Ce projet est contraire à la justice, à l'humanité, à la nature des choses ; il est donc impraticable, et en effet, malgré les efforts de tous les hommes éclairés qui ont concouru aux travaux du comité d'enquête, il ne paraît pas que son plan ait encore reçu aucun commencement d'exécution.

Il serait curieux de comparer aux résultats d'une enquête faite avec tant de soin par ordre du parlement britannique, les mesures prises dans les Pays-Bas par une société formée sous les auspices du prince Frédéric pour la colonisation des pauvres sur les terres incultes dans l'intérieur de ce royaume. Il serait intéressant aussi de rechercher les causes de l'émigration des pauvres paysans de la Suisse et des bords du Rhin, qui, depuis dix ans, ne cessent de traverser la France pour se rendre aux États-Unis ou dans l'Amérique du sud. Au milieu des grands événemens qui ont ébranlé depuis quelques mois les bases même de l'ordre social ces questions ne présentent plus un intérêt pratique, mais en les approfondissant, on y trouverait peut-être en partie, l'explication des mouvemens populaires qui agitent en ce moment tout l'ouest de l'Europe. Dz P.

VOYAGES.

86. NEUE REISE UM DIE WELT. — Nouveau voyage autour du monde, dans les années 1823, 24, 25 et 26, par OTTO DE KOTZEBUE, capitaine de la marine russe. Deux volumes ; 190 et 176 p. in-8°, avec deux planches, trois cartes et un appendix. Weimar, 1830 ; Hoffmann. (*Göttingische Gelehrte Anzeigen* ; juin 1830, p. 961.)

Sous le point de vue de la géographie, de l'ethnographie et de l'histoire naturelle, ce voyage nouveau de M. Kotzebue fournit des matériaux abondans. Le but du voyage n'était pas de faire des découvertes, mais de transporter des provisions au Kamtchatka, et de lutter pendant une année contre le com-

merce de contrebande qui se fait dans les possessions russes, sur la côte N.-O. de l'Amérique septentrionale. Du reste, le commandant avait la faculté de choisir telle route qu'il lui plairait. Il se rendit d'abord par la mer Baltique et la Manche à Rio-Janeiro, puis après un court séjour dans la mer du Sud, en doublant le cap Horn. Après être resté quelques jours au Chili, le navire se dirigea vers les îles de la Société. Et, à cette occasion, M. Kotzebue donne des renseignemens curieux sur l'état de l'île de Taïti. L'aspect de l'île est totalement changé : sans doute le christianisme a triomphé, mais ce n'a pas été sans effusion de sang, puisque cette religion a fait éclater une guerre civile entre les rois Tajo et Pomare.

Après la mort de Pomare, qui finit par se convertir au christianisme, mais qui abrégé ses jours en faisant un usage immodéré des liqueurs fortes, son fils, portant le même nom, lui succéda ; toutefois, comme il était encore dans les langes de l'enfance, les missionnaires gouvernèrent en son nom. Ils ont introduit une discipline rigoureuse. Le dimanche est célébré suivant le rite anglican. La conversion consiste en simples formules. Le culte se compose de prières, genuflexions, etc.

L'ancienne industrie et la culture nationale qui s'y rattachait ont disparu, et l'on ne pourrait affirmer qu'elles aient été remplacées par quelques chose de meilleur. Le capitaine se rendit ensuite aux îles des Navigateurs, et à Manua, où les Cannibales égorgèrent M. Langlès et ses compagnons ; à Pola et aux îles Radak qu'il avait découvertes dans son premier voyage. Le capitaine et ses compagnons y furent reçus avec des transports d'enthousiasme par leurs anciens amis et par les habitans de l'île, qui les portèrent sur les épaules au rivage, aux cris de *totabu*, *totabu*. Il faut lire, dans l'ouvrage même, la description de la réception de l'équipage et de son séjour dans cette île favorisée du ciel, et habitée par des hommes pleins de douceur et de naïveté. Tous ceux qui la liront en seront émus. Le premier volume se termine par le départ de Radak.

Le capitaine continua sa route pour le Kamschatka. Le 8 juillet 1824, on arriva au port de St-Pierre et St-Paul. L'état des choses y a subi peu d'altération depuis le voyage de l'amiral Krusenstern ; la population de la péninsule ne s'élève qu'à 4,500 âmes ; un peu plus de la moitié des habitans sont de véritables

Kamtchadales. Après un court séjour, on fit voile pour la côte Nord-Ouest de l'Amérique. Le 9 août, on aperçut le cap Ed-gecumbe, 57° l. N., et le lendemain on entra dans la baie de Sitka (New Archangel), le chef-lieu russe actuel. A New Archangel, le capitaine apprit qu'il pouvait donner, jusqu'au mois de mars 1825, telle direction qu'il voudrait à son voyage; il résolut, en conséquence, de se rendre à la Nouvelle Californie, et aux îles Sandwich, pour retourner ensuite dans son pays par les Indes orientales et le Cap. Le capitaine donne des renseignements nouveaux sur la colonie espagnole de St-François, dans la Nouvelle-Californie, la plus au nord, appartenant à ce peuple; dans l'Amérique septentrionale. 58° l. N.

Le premier voyage du capitaine Kotzebue a fait connaître l'état de la mission ou des missions dans cette colonie, état qui depuis n'a point éprouvé d'altérations essentielles. Depuis cette époque, les Russes avaient fondé, un peu au Nord, un établissement à Rosf. Ils n'y avaient point attaché de mission; et les colons vivaient paisiblement avec les habitants.

On lira avec intérêt les nouvelles que le capitaine Kotzebue donne sur l'état actuel des îles Sandwich, depuis la mort du grand Tamahama, sous la reine Nomahanna, dont le portrait est joint à l'ouvrage. Le capitaine revint par les îles Mariannes, les îles Philippines, le Cap et Ste-Hélène, à Cronstadt, où il jeta l'ancre le 10 juillet 1826.

C. R.

87, SUCCINTARELAZIONE, etc. — RELATION SUCCINCTE D'UN VOYAGE FAIT DANS L'ABRUZZE ET UNE PARTIE DES ÉTATS ROMAINS, durant l'été de 1829, par M. TENORE. In-4° de 90 p. Naples, 1830; Imprim. de la Soc. philomatique.

Ce voyage, dont le récit ne contient que 40 p., avait pour objet de reconnaître les richesses botaniques de la contrée, et de compléter la collection du Jardin royal de Naples. M. Tenore atteignit le but qu'il s'était proposé, et 50 pages sont remplies de la liste des plantes qu'il recueillit. Il en sera rendu compte sous ce rapport dans la 2^e section du *Bulletin*. Nous allons annoter ici ce que quelques-unes des stations du savant voyageur l'ont mis en état de reconnaître.

Nous avons déjà parlé, *Bull.* VII, n° 204, et XXI, n° 203, du projet de dessèchement du lac Fucino. M. Tenore visita en pas-

sant les travaux commencés sous la direction de M. Campanile, ingénieur des ponts-et-chaussées (architetto di ponti estrade). Le canal, souterrain, a partout une largeur de 9 pieds, sur une hauteur qui varie de 10 à 12 p. On était déjà parvenu à le désobstruer dans une longueur d'un mille, quand les terres fangueuses des champs palentins, qui lui sont supérieurs, se sont ébouloées, ont retardé les opérations, mais ont porté à adopter des moyens sûrs de prévenir un semblable inconvénient.

Arrivé au *Monte-Corno*, qui domine tout le rameau des Apennins, qui, du N.-O. au S.-E., s'étend presque en ligne droite jusqu'au côté septentrional de la vallée d'Aquila, le voyageur rapporte les hauteurs qu'en ont données plusieurs voyageurs. L'un, M. Delfico, a trouvé que la partie la plus élevée de cette montagne est de 9,577 pieds français au-dessus du niveau de la mer. Un autre, Rens, la fixe à 8,255, et un 3^e, Schow, à 9,000 pieds. Adoptant cette dernière mesure, comme approchant le plus de la vérité, le terme de la végétation dans cette région des Alpes napolitaines pourrait être déterminé à 8,500 pieds. Au surplus, la neige recouvre constamment le sommet du *Monte-Corvo*, et s'y conserve d'une année à l'autre.

M. Tenore s'arrête avec complaisance sur le magnifique *Panorama* dont on jouit du haut de cette montagne. La vue s'étend sur un espace d'environ 40 milles carrés.

Continuant son voyage, il arrive sur les confins de la province de Teramo, peinte en 3 mots par les habitants eux-mêmes : *Pietre senza calce, boschi senza frutti, ed acqua senza pesci*.

Peu après, il parvient au village d'Acquasanta, le premier qui, sur cette route, appartient aux états-romains. Il est remarquable par la grande quantité d'eaux sulfureuses qui se trouvent dans une caverne creusée dans les flancs d'une montagne. Cette caverne elle-même présente un spectacle merveilleux. Ses parois sont tapissées d'humides *conserves*, qui contrastent avec les dépôts sulfureux qui en pavent le fond, et avec la lumière réfléchie par l'eau qui en occupe tout le périmètre. Cette espèce de lac est de forme elliptique, et a environ 150 pieds dans son plus grand diamètre. La température de l'eau, dans cette caverne, est de 30°. Il y a assez de profondeur pour que l'on puisse s'y baigner commodément et sans danger. Ces

bains sont très-fréquentés; on a bâti près de la caverne des maisons pourvues de lits et de toutes les commodités que peuvent désirer les baigneurs. Les eaux n'ont point été analysées; mais elles sont très-favorables pour les affections cutanées et les maladies qui proviennent de quelque désordre dans les viscères du bas ventre. Тн.

88. VOYAGE DANS LES ENVIRONS DU MONT ELBROUZ, DANS LE CAUCASE, entrepris par ordre de l'empereur de Russie en 1829, par M. KUPFFER, membre de l'Académie des sciences de St-Petersbourg. In-4° de 126 p. St-Petersbourg, 1830; Graeff, Leipsig, Cnobloch.

Le général Emmanuel, commandant en chef des provinces qui environnent le Caucase, aussi distingué par sa bravoure et son caractère que par la protection qu'il accorde aux sciences, après avoir soumis les Caratchaï, peuple circonvoisin de l'Elbrouz, forma le projet d'une reconnaissance militaire de cette contrée intéressante. Ses victoires l'avaient déjà conduit au pied de cette montagne qu'on avait jusqu'alors crue inabordable; il s'était convaincu que ce mont n'est nullement entouré de mairais comme les montagnards eux-mêmes le croyait, et que les horreurs dont l'imagination de ces peuples l'environnait n'étaient que l'effet de leur superstition.

Le but de cette expédition était de recueillir des renseignements sur la conformation du pays, sur la hauteur des montagnes qui le traversent, sur la direction et la profondeur des vallées, sur leur richesse en bois, en pâturages, en minéraux et autres produits, et de chercher des positions convenables pour une ligne militaire qui mettrait à jamais les habitations de la plaine à l'abri des excursions des montagnards. Sous ce point de vue, l'expédition méritait déjà suffisamment de fixer l'attention du gouvernement; mais le général voulut encore fixer celle de l'Europe en s'adressant à l'Académie pour l'inviter à mettre à profit pour les sciences une occasion qui se présentait pour la première fois et qui ne se présentera plus de sitôt. L'Académie s'empressa de répondre au désir du général. MM. Kupffer, Parrot et Trinius furent chargés de rédiger un projet de voyage. Le premier fut mis à la tête de l'expédition, qui fut composée, avec lui, de MM. Lenz, membre adjoint de l'Académie, Meyer, qui a

accompagné M. de Ledebour dans ses voyages à l'Altaï (1), et Ménétrières, conservateur du cabinet de zoologie de l'Académie. M. Lenz devait être chargé des observations physiques, M. Meyer de la botanique, M. Ménétrières, de la zoologie.

Le rapport de M. Kupffer est partagé en 6 sections : 1 récit historique; 2 géognosie; 3 nivellement barométrique; 4 magnétisme; 5 température du sol; 6 observations astronomiques. MM. Meyer et Ménétrières remettront leur travail sur les sciences dont il se sont occupés.

Nous ne parlerons dans cette section du *Bulletin* que de la 1^{re} partie du rapport de M. Kupffer. Il sera rendu compte des autres dans les sections correspondantes du *Bulletin*.

Les savans voyageurs quittèrent St.-Pétersbourg le 19 juin 1829, et rejoignirent le général Emmanuel à Stavropol. C'est de là que commence le récit du voyage.

A 40 verstes au midi de Géorgievsk, l'uniformité de la steppe qui s'étend au N. de la chaîne du Caucase est interrompue par plusieurs montagnes d'une forme et d'une disposition singulières. Ce sont des hauteurs isolées qui s'élèvent rapidement, tantôt en cônes, tantôt en masses oblongues. L'une d'elles, le Bechtaw (les 5 montagnes), présente un assemblage de 6 sommets, dont le plus élevé atteint la hauteur de 4000 p. au-dessus du niveau de la mer, à peu près la hauteur du Puy-de-Dôme. Une colonie écossaise s'est établie au pied de cette montagne; le sol y est extrêmement fertile et fournit amplement aux besoins de ceux qui le cultivent. Le nûrier et la vigne y prospèrent. On est étonné de trouver au milieu des déserts des indices d'une civilisation avancée, des jardins avec des arbres fruitiers et des allées bien entretenues; des laboureurs et des ouvriers qui tâchent de s'instruire par la lecture.

La plaine qui sépare le Bechtaw de la chaîne du Caucase est élevée de 1200 p. au dessus du niveau de l'Océan. On y rencontre plusieurs collines de 1000 à 1500 p. de hauteur; la plus remarquable est la Machouca. C'est de sa base que jaillissent les sources chaudes du Caucase, si renommées par les effets salutaires qu'elles produisent dans un grand nombre de maladies. La fécondité du sol, la douceur du climat, la variété des sites

(1) Voyez *Bulletin*, T. XXIV.

rendent cette contrée une des plus belles et des plus agréables de la Russie.

La première chaîne du Caucase est un plateau qui s'élève insensiblement jusqu'à 8 ou 900 pieds au-dessus du niveau de l'Océan, déchiré dans toutes les directions par de profondes et étroites vallées; des pâturages immenses sur les hauteurs, sans aucun arbre, sans aucune habitation; des abîmes dont les flancs sont garnis de broussailles et dans le fond desquels on voit de petits torrens se précipiter de roche en roche çà et là dans les crevasses, et à l'ombre quelques parties de neiges qui résistent pendant la plus grande partie de l'été à l'action des rayons du soleil.

La chaîne centrale est un plateau allongé de 8 à 1,000 pieds d'élévation, entrecoupé, comme la première chaîne, de vallées profondes, traversé au milieu et suivant toute sa longueur par une crête de rochers escarpés, d'un aspect pittoresque, dont les sommets sont couverts d'une neige éternelle; cette crête forme à peu près, sur la moitié de la longueur, une excavation très-large et peu profonde, dont le milieu est occupé par un cône à deux sommets, entièrement couvert de neige, et sur laquelle les parties saillantes du roc qu'elle recouvre, paraissent comme de petites taches. Ce cône est l'Elbrouz : sa hauteur surpasse de 3 à 4000 pieds celle des sommités environnantes.

Après avoir attendu quelques jours l'occasion favorable, retenus par des averses continuelles qui faisaient déborder les rivières et rendaient les chemins impraticables, ainsi que par des brouillards épais qui circonscrivaient l'horizon dans des limites fort resserrées, l'expédition put, le 21 juillet, tenter l'ascension de l'Elbrouz, un des buts principaux du voyage. Les savans voyageurs, accompagnés de quelques cosaques et tcherkesses, parvinrent le soir à la limite des neiges. Le lendemain, à 3 heures du matin, ils se remirent en route, et au bout d'un quart d'heure ils étaient déjà sur la neige. Au commencement, la pente n'était pas rapide, mais bientôt la montée devint si difficile qu'il fallut faire pratiquer des gradins dans la neige assez ferme pour porter les explorateurs. Cependant ils avançaient toujours, tantôt en ligne droite, tantôt en zig-zag, selon la difficulté du terrain. La raréfaction de l'air était telle que la respiration n'était plus capable de rétablir les forces perdues ;

le sang s'agitait violemment et causait des inflammations dans les parties les plus faibles. Cependant ils étaient arrivés à 14,000 pieds au-dessus du niveau de la mer, il n'y avait plus que 1,400 pieds pour atteindre le sommet de l'Elbrouz. Extrêmement fatigués, les voyageurs furent contraints de s'arrêter. M. Lenz avança toujours en escaladant l'échelle de rochers ; mais, arrivé au dernier échelon , il se vit encore séparé du sommet par une surface de neige qu'il fallait franchir, et la neige se trouvait tellement ramollie qu'on enfonçait jusqu'aux genoux. Il se décida donc à retourner sans avoir atteint le sommet, qui cependant n'était élevé au-dessus de la dernière station que de 600 pieds à peu près. La descente fut très-pénible et très-dangereuse. Ils rejoignirent le camp le soir même.

Cependant le général Emmanuel suivait avec sa lunette les mouvemens des voyageurs ; il les voit s'arrêter ; il voit M. Lenz se détacher du groupe, et bientôt il aperçoit un seul homme qui a devancé tous les autres, qui a déjà franchi la surface de neige qui sépare du sommet le dernier échelon de rochers ; il s'approche d'un rocher escarpé qui forme le sommet même, en fait le tour, se confond avec la couleur noire, et disparaît derrière les brouillards dont la vallée s'enveloppe de nouveau, et qui interceptent la vue de l'Elbrouz. On distingue, à la couleur de son habit, que c'est un Tcherkesse. Il était 11 heures du matin.

Killar, c'est son nom, avait su profiter de la gelée matinale ; il avait franchi, avant les savans voyageurs, la limite des neiges éternelles, et était déjà de retour du sommet, quand M. Lenz arriva à la dernière station. Chasseur intrépide, il avait souvent parcouru ces contrées, connaissait mieux les localités, s'était élevé à des hauteurs considérables, quoiqu'il n'eût jamais tenté de gagner le sommet. Il arriva au camp une heure avant les Académiciens, et reçut solennellement, à la vue de tout le camp, la récompense de 400 roubles promise à celui qui atteindrait le premier le sommet de l'Elbrouz, à laquelle on ajouta un morceau de drap pour faire un caftan. Une inscription tracée sur l'un des rochers qui environnaient le camp consacra la mémoire de ce jour.

Quoique dans la chaîne centrale du Caucase on rencontre souvent des rochers taillés à pic, des précipices bordés de cre-

vasses dont les bords sont verticaux, toutes ces bizarreries d'un terrain bouleversé, qui, animées par le mouvement des eaux tombant en cascades, forment les élémens les plus distingués d'un beau paysage, le Caucase présente beaucoup moins de sites pittoresques que les Alpes de la Suisse et du Tyrol. L'aridité qui les caractérise, l'uniformité et, l'on peut ajouter, la simplicité des formations géognostiques qui les composent, excluent cette vivacité dans les couleurs, cette variété dans les contours, cette fraîcheur qui donne un charme inexprimable aux vallées riantes de la Suisse. L'œil du voyageur cherche en vain une habitation, un champ cultivé; il ne voit rien qu'un désert de rochers ou de steppes, et cette vue même lui est dérobée par des brouillards qui l'enveloppent presque constamment.

Le 25 juillet, tous les voyageurs quittèrent la chaîne centrale du Caucase. Ils revirent le champ de bataille où, l'année précédente, le général Emmanuel avait livré une bataille aux Caratchaï. En continuant leur voyage et suivant le cours de la Kamara, ils gagnèrent la vallée du Kouban. Les ruines d'églises et de tombeaux dont le fond de cette belle vallée est couvert attestent qu'elle a été habitée autrefois. Ils rencontrèrent souvent des pierres, tantôt couchées, tantôt placées verticalement, sur lesquelles on découvrait aisément les traces d'une croix romaine. D'autres pierres, qui paraissaient d'une date plus récente, portaient des inscriptions en langue arabe. Plus loin, s'élevaient les ruines d'une église bâtie sur la hauteur d'un rocher escarpé. Ces ruines sont bien conservées; elles forment un carré à angles arrondis, surmontés d'une coupole; l'entrée est tournée vers l'O., le fond de l'église vers l'E. De ce dernier côté, elle offrait extérieurement trois tourelles, qui correspondaient sans doute à trois niches intérieures destinées à recevoir autant d'autels.

Avant d'arriver au pont de pierre du Kouban, situé à 10 verstes au-dessus de ces ruines, est une plaine couverte des ruines d'un cimetière nogai. Un village considérable y avait existé autrefois; il a été détruit par les troupes du général Yermoloff, qui a remporté ici une victoire sanglante sur les Tcherkesses. Un des Tcherkesses de l'escorte, qui avait combattu dans cette journée, avait trouvé sur le champ de bataille un sabre qu'il montra à M. Kupffer; il paraissait très-ancien, et

portait l'inscription *Genoa*. Est-ce que les établissemens des Gênois se seraient étendus jusqu'ici ?

L'expédition arriva le 2 avril à Goriatchevodsk, où se termina le voyage au Caucase. MM. Meyer et Ménétrières résolurent de compléter au pied des montagnes leurs collections de plantes et d'animaux. M. Lenz s'arrêta à Nicolaïef, pour faire des observations sur la longueur du pendule à secondes, conjointement avec M. Knorre, directeur de l'Observatoire astronomique à Nicolaïef, tandis que M. Kupffer reprit le chemin de Saint-Petersbourg, où il arriva le 29 septembre. TH.

89. NARRATIVE OF THE LIFE AND ADVENTURES OF GIOVANNI FINATI, etc. — Vie et aventures de Giovanni Finati, de Ferrare, qui, sous le nom qu'il avait pris de Mahomet, fit les campagnes contre les Wahabites pour reprendre la Mecque et Médine, et depuis servit d'interprète aux voyageurs européens dans les parties les moins visitées de l'Asie et de l'Afrique ; traduites de l'indien, telles qu'il les a dictées lui-même, et publiées par W. J. BANKES, esq. Londres, 1830 ; Murray.

Finati est né à Ferrare ; il était destiné à l'état ecclésiastique, et pendant qu'il cherchait les moyens de se soustraire à un état pour lequel il n'avait pas de vocation, Bonaparte se rendit maître de l'Italie. Finati, malgré tout ce qu'il put faire, ainsi que sa famille, pour éviter d'être soumis à la conscription, fut obligé de partir pour l'armée. Le régiment que Finati devait rejoindre fit bientôt après partie de l'armée française, et reçut l'ordre de s'embarquer à Venise pour Spalatro en Dalmatie, près des confins de la Russie, où se trouvaient les quartiers de Marmont. De cet endroit Finati s'échappa avec quinze autres italiens, et se rendit en Albanie, où il lui arriva beaucoup d'aventures plaisantes. Ne se trouvant pas suffisamment en sûreté à Antivari, il s'embarqua sur un vaisseau marchand et se rendit à Alexandrie, où il s'enrôla comme volontaire au service du pacha Mohamed-Ali ; il alla ensuite au Caire où il obtint le grade de caporal de sa garde. Mahomed-Ali était fortement occupé à réprimer la jalousie qui existait entre ses troupes turques et albanaises, mais bien plus encore à exterminer le reste des Mamelouks, qui, en divers endroits de l'Egypte, se livraient à leur ancien usage de piller les naturels. Les armes de Mohamed-Ali

subjuguèrent les Mamelouks; quelques-uns de leurs chefs trouvèrent à se placer au Caire et y devinrent en faveur; mais bientôt ils se mutinèrent et causèrent tant de troubles que le pacha se détermina à les détruire entièrement. Le récit que fait Finati de cette sanglante exécution est d'un puissant intérêt.

Finati fut ensuite employé dans l'expédition que Mohamed-Ali dirigea contre les Wahabites, pour reconquérir Médine. L'expédition manqua, et Finati alla rejoindre son régiment; mais les affaires auxquelles il prit part furent si malheureuses qu'il crut prudent d'abandonner l'armée et d'aller visiter la Mecque. Son voyage à cette ville si renommée fut pénible et dangereux.

De retour au Caire, Finati ayant abandonné toute idée de continuer l'état militaire, fut amené par une suite d'infortunes à servir d'interprète à M. Banks, en 1815, pendant le voyage qu'il fit par le Nil dans la Nubie. Finati fait un tableau extrêmement pittoresque des bords de ce fleuve célèbre, et retrace fidèlement les mœurs des naturels de ce pays. Il se sépara de son maître aux environs d'Antioche, et retourna encore au Caire, où il resta quelque temps dans la garde du bey. A la mort de ce bey, Finati suivit M. Salt, Belzoni et autres, dont il n'avait pu jusque là accepter l'invitation de les accompagner en Nubie, où il leur fut très-utile par les connaissances qu'il avait acquises dans ses précédentes tournées.

M. Banks étant revenu en Syrie et ayant résolu d'employer de nouveau Finati, celui-ci reçut l'ordre de se rendre à Jérusalem, où M. Banks s'était arrêté. Ce voyage fournit à Finati des détails extrêmement piquans. Le style de Finati est nerveux, et les éclairs d'une vive imagination y brillent par intervalles. Une grande partie de ces qualités doit être reportée à M. Banks. L'impression de l'ouvrage est très-belle. Le 1^{er} volume est orné d'une carte de la Basse-Egypte. (*London and Paris Observer*; 19 décembre 1830, p. 817.) L.

90. PERSONAL NARRATIVE OF A MISSION TO THE SOUTH OF INDIA.

— Relation d'une mission dans la partie Sud de l'Inde, de 1820-1828, par Elijah HOOLE; écrite par l'auteur lui-même.

In-8° de 214 p. Londres, 1829.

L'auteur de ce voyage, missionnaire de la Société des métho-

distes de Londres, ne s'occupe guère que de l'état des missions dans l'Inde. Envoyé à la côte de Coromandel, le vaisseau qui le portait fut incendié par la foudre, près de Ceylan; ce n'est qu'avec des peines infinies et en bravant mille dangers qu'il gagna Trinquemaley, d'où il se rendit à Madras. La mission de cette ville a une chapelle; il a aussi été bâti dans la ville Noire une église où l'auteur assista au service divin officié en langue tamoule, devant une nombreuse assemblée de fidèles. De madras il alla en palanquin à Mysore. Ses porteurs, qu'il plaignait d'abord, lui parurent très-contens de leur condition. C'est une classe d'hommes très-doux et qui méritent toute confiance. Il trouva dans les anciennes capitales de Hyder et de Tippou, des barraques à la place des palais qui ornaient ces villes; les mausolées seuls sont restés debout. Il y a une mission et une école à Bangalore. L'auteur visita aussi Pondichéry, Tanjore, Negapatnam, ville encore très-considérable aujourd'hui, et les ruines de l'ancienne Mavalipuram, à 35 milles au Sud de Madras. Les reliefs conservés sur ces ruines représentent les expiations de Rajuna, qui sont tirées du Mahabarat.

Les observations que l'auteur fait sur l'état des missions de l'Inde ne laissent pas beaucoup d'espoir pour l'avenir. Le petit nombre des convertis est peu considérable si on le compare à la masse de la population. On peut en dire autant du nombre des missionnaires; il s'en trouve à peine un pour un million d'individus. On connaît les obstacles que les missionnaires ont toujours rencontrés dans la division des castes, surtout des hautes castes. Ce volume se termine par le retour de l'auteur à Madras. Il en promet un second. (*Goetting. gelehrte Anzeigen*; février 1830, n° 30, 31.) G.

91. THE TRAVELS OF IBN BATUTA. — Les voyages d'IBN BATUTA, traduit sur les copies manuscrites arabes abrégées, qui se trouvent à la bibliothèque de Cambridge, avec des notes explicatives sur l'histoire, la géographie, la botanique et les antiquités; par S. LEX, professeur d'arabe de l'université de Cambridge. In-8° de VIII et 242 p. Londres, 1829. (*Götting. gelehrte Anzeigen*; mars 1830, p. 481.)

Il y a environ onze années, le professeur Kosegarten de Greifswald publia trois fragmens très-intéressans du voyage

d'Ibn Batuta, sur la Perse, les Maldives et le Soudan, accompagnés d'une traduction latine. M. Apety a aussi publié un fragment de ce voyage. L'auteur de la traduction que nous annonçons, a tiré parti de ces fragmens, surtout du premier; la bibliothèque de Cambridge en possède un manuscrit dont elle est redevable au docte Burckhardt. Ce manuscrit coïncide, même pour les variantes, avec celui que les deux savans allemands ont consulté, et qui se trouve vraisemblablement à Gotha. Malheureusement les deux manuscrits ne renferment qu'un fragment de l'ouvrage du voyageur arabe, et même ce fragment est très-inégal dans ses diverses parties. Dans plusieurs sections, on ne trouve que les noms des lieux et les distances. D'autres, au contraire, tels que ceux que Kosegarten a publiés, semblent être complets. Burckhardt assure qu'il existe en Orient des manuscrits complets de l'ouvrage.

Ibn Batuta vivait dans la première moitié du quatorzième siècle. Ses voyages s'étendent de 1324 à 1353. Ils embrassent toute la moitié méridionale de l'Asie, la moitié septentrionale de l'Afrique, et en Europe, l'Espagne. Ibn Batuta doit par conséquent être rangé parmi les plus grands voyageurs du moyen âge, et un pareil voyage ne pouvait se faire qu'à une époque ou que dans un siècle où la domination, la religion et la langue arabes, s'étendaient depuis la mer Atlantique jusqu'à l'Inde. Toutefois Ibn Batuta n'avait pas d'abord l'intention de faire un voyage aussi vaste. Il voyagea comme pèlerin pour visiter les tombeaux des saints, et lorsqu'il quitta Tanger, où il avait établi son domicile, il se proposait de se rendre en Égypte et peut-être à la Mecque. Ce n'est qu'à Alexandrie, où il arriva par Alger, Tunis et Tripoli, qu'il donna des développemens à son plan de voyage. A Alexandrie, il trouva l'iman Oddin el Arai, un saint et un faiseur de miracles. Voici ce que Ibn Batuta dit au sujet de ce personnage. « Étant allé le voir un jour, il me dit : J'apprends que vous avez le désir de visiter beaucoup de pays étrangers. Je lui répondis : Que telle était mon intention, quoique je ne fusse pas encore décidé à aller bien loin. Il me dit alors : Si vous voyez dans l'Inde mon frère Fared Oddin, dans (Sind) le Sind mon frère Kocka Oddin, et en Chine mon frère Borhan Oddin, saluez-les de ma part. Émerveillé de ses discours, je résolus de parcourir ces pays, et j'exé-

cutai mon projet avec une fermeté Inébranlable. » Alors il traversa toute l'Égypte, vit Thèbes, et arriva à Aïdal dans le pays des Bèjah : tout cela n'est rapporté que très-brièvement.

La guerre l'empêcha de se rendre à Jedda. Il retourna au Caire, et partit ensuite pour Jérusalem et la Syrie. Il appelle Tyr une place très-forte, parce qu'elle est baignée de trois côtés par la mer; Biberias était en ruines. Il alla par Baalbek, Damas, et de là, avec les pèlerins, au tombeau du prophète à Médine. On n'apprend rien de plus sur la Mecque.

Accompagné d'Arabes Bedouins il se rendit à Bassora dont les habitans sont si hospitaliers envers les étrangers, que les voyageurs n'ont rien à redouter d'eux. Cette fois il n'alla pas à Bagdad; mais en Perse, suivant le conseil qu'on lui en avait donné. Son principal but était de voir le grand saint Scheck à Chirag, qui avait déterminé le sultan d'Isek Mahomet à passer de la secte des Schutes à celle des Iunnetes, ou des vrais croyans. Ce sultan avait d'abord livré Oddin à ses dogues; mais les dogues, au lieu de le déchirer, le reçurent avec des caresses. Ibn Batuta nomme Chirag une ville grande et bien bâtie. Il ne la trouve cependant pas comparable à Damas. Il n'est pas étonnant que des antiquités, telles que celles de Persépolis, n'aient inspiré aucun intérêt à notre voyageur. Il en est de même à l'égard de Hilla, l'ancienne Babyloue, qu'Ibn Batuta traversa pour se rendre à Bagdad, où il reçut du sultan un habit d'honneur. Voulant terminer son pèlerinage, il se rendit alors à la Mecque, où il resta trois ans. Ensuite il partit avec une caravane de marchands pour l'Yemen, et de là il passa sur la cote orientale de l'Afrique. Ici les extraits deviennent plus étendus, et nous recevons des renseignemens sur les villes et les contrées aujourd'hui les moins connues, telles que Magadacho et autres. Magadacho est une ville très-grande. Lorsque des vaisseaux arrivent, les jeunes gens sortent de la ville et chacun d'eux choisit un marchand pour son hôte. Si dans l'équipage il se trouve des gentilshommes ou des savans, ils reçoivent leurs logemens chez le Kazi (président des écoles). « Lorsqu'on apprit, dit Ibn Batuta, que j'étais arrivé, le kazi vint avec ses étudiants, et m'engagea à l'accompagner. »

Le kazi présenta Ibn Batuta au sultan qui lui fit des présens, et ordonna de le loger dans la maison des études qui était vis-à-

sine du palais. Le kazi Bordan Oddin était un égyptien. Ibn Batuta visita ensuite Zanguebar, Zombasu et Ruila. C'étaient de petits états arabes tels que les Portugais les trouvèrent plus tard. De là le voyageur se rendit par mer à Dhafar, dans l'Yemen, d'où l'on transporte les chevaux dans l'Inde. Il y trouva l'arbre de Betel et (cocos palme) le cocotier dont il donne la description. Il arrive ensuite à Ormus dans le golfe Persique. La nouvelle Ormus était située dans une île, vis-à-vis de l'ancienne Ormus sur le continent. C'est une grande et belle ville; le sultan y réside. Le sol est partout imprégné de sel. Le voyageur donne une description assez exacte des pêcheries de perles. Un cinquième appartient au sultan, le reste passe entre les mains des marchands. La ville de Baharein est grande et belle, mais la température y est très-chaude et le sable si abondant, que les maisons en sont encombrées. Ibn Batuta se rendit de nouveau à la Mecque par l'intérieur de l'Arabie.

Il vit dans le désert une quantité d'autruches. Il alla ensuite par l'Égypte en Syrie, dans l'Anatolie et à Constantinople. Dans les villes de l'Anatolie il y a partout une association de marchands, qui font le commerce de la soie et qui remplissent tous les devoirs de l'hospitalité envers les étrangers. Ils se nomment *les frères* et habitent des cellules. A Berki le voyageur vit un aérolithe de 100 à 120 pieds. Il était noir, ferme et très-dur; le marteau même ne parvenait pas à l'entamer. Le chemin le conduisit alors par Caffa dans le pays des Tatares Usbecks. Il arriva au camp du sultan ou khan, qu'il met au nombre des 7 grands rois du monde. Son camp ressemblait à une ville mobile ou nomade, avec ses rues, ses mosquées, ses cuisines d'où la fumée montait aux cieux. Le voyageur alla ensuite à la ville de Bulgar, sur la frontière de la Sibérie. Il y reçut des renseignements sur les traîneaux tirés par des chiens, et il en donne une description exacte. La ville de Bulgar est fréquentée par des marchands très-riches. Ils ont chacun 100 traîneaux de ce genre sur lesquels ils chargent leurs marchandises. De là il se rendit avec le camp du khan à Astrakhan, et fit avec une princesse bysantine une excursion à Constantinople. Après un séjour d'un mois et 6 jours, il retourna à Astrakhan. Plus tard on le trouve dans l'Inde, où il arrive par Chorasesm, Samarcande, Balk et

Cabul. A cette occasion, Ibn Batuta entre dans quelques détails sur Gengiskan, et les terribles dévastations de ce prince.

Plusieurs villes et Balk même étaient encore en ruines lorsque le voyageur y passa. Il arriva par le Panjab à Delhi, où le sultan l'investit des fonctions de juge; mais il ne les exerça pas long-temps. Il visita la côte de Malabar et le pays du Poivre. 12 rois régnaient sur cette côte, le pays était parfaitement cultivé, et ressemblait à un jardin. Le commerce était concentré dans les mains de marchands mahométans, qui jouissaient d'une grande considération. La place de commerce la plus importante était Calicut, où les marchands arrivaient des régions les plus éloignées. Les marchands mahométans de cette ville sont tellement riches qu'il en est qui frètent des navires entiers. Le voyageur se rendit à Ceylan par les îles Maldives. Il en donne une bonne description ainsi que des habitans. Ils étaient sectateurs de l'Islamisme. Il revint ensuite à Ceylan dont il décrit les produits, tels que la cannelle, les perles, les rubis; et alla en pèlerinage au pic d'Adam. Il se dirigea alors par la côte de Coromandel, vers le Bengale, un des pays les plus riches et les plus fertiles, et par le Tibet vers la Chine jusqu'à Pékin. Il se rendit bientôt après par mer à Java et à Sumatra, et revint plus tard dans la Chine, qu'il parcourut dans tous les sens, et sur laquelle il donne une foule de notices intéressantes. Il y rencontra un de ses compatriotes. « Je lui demandai, dit-il, d'où il était? Il me répondit, de Ceuta : et moi de Tanger. Alors il pleura et moi aussi. Plus tard je rencontrai son frère dans le Soudan. Que les frères sont éloignés l'un de l'autre! » Il nomme Kansa en Chine, l'une des plus grandes villes du monde. Une partie de la ville était habitée par des juifs, des chrétiens et de riches mahométans. Ayant trouvé à Zactun (Canton) des vaisseaux destinés pour l'Inde, il y retourna avec eux. De là il se rendit par l'Arabie en Égypte, et d'Alexandrie par mer à Tanger, à Gibraltar et en Espagne. Mais il n'était pas encore satisfait, il voulut voir le Soudan, traversa le grand désert avec une caravane de marchands, arriva à Mali (Melli), et de là à Timbouctou. Cette ville est habitée en grande partie par des marchands de Melli. Ibn Batuta décrit de la même manière qu'Hérodote l'entrepôt de sel établi à Tagasa. A son retour, il passa de nou-

veau par le désert, arriva à Sagelmessa et ensuite à Fez, où il s'établit et déposa son bâton de voyageur.

D'après cet aperçu général, il est certain qu'Ibn Batuta est le plus grand voyageur du moyen âge, car Marco Polo même ne figure qu'après lui. Le professeur Lee a placé sous le texte le nom des lieux, en langue arabe. Quant à ses remarques, il avoue lui-même qu'il les a faites trop précipitamment. Il ne manque par conséquent pas de matériaux pour un travail scientifique plus consciencieux sur le voyage d'Ibn Batuta.

C. R.

92. ERINNERUNGEN AUS AEGYPTEN UND KLEINASIEN.—Souvenirs de l'Égypte et de l'Asie mineure; par A. PROKESCH. T. I^{er}, 399 p. in-12. Vienne, 1829; Armbruster. Tom. II^e de 377 p., 1830. (*Allgemeines Repertorium der neuest en in und ausländischen Literatur*; Tome I^{er}, 1830, p. 408.)

Ce voyage a été entrepris dans l'automne de l'année 1826, et la description, qui commence à l'arrivée de l'auteur à Alexandrie, est fort intéressante, soit parce qu'elle rappelle d'une manière agréable une foule de choses déjà connues, soit parce qu'elle contient des observations neuves et originales, présentées avec esprit et talent. Après s'être longuement étendu sur le sol d'Alexandrie et les antiquités curieuses dont il est semé, telles que colonnes, pyramides, obélisques, tombeaux, M. Prokesch décrit successivement Assuan la Syene moderne, avec quelques détails sur les ruines de Syene; les carrières de granit qui se trouvent dans les montagnes qui séparent l'Égypte de la Nubie; les cataractes de Syene; l'île Éléphantine (chez les Arabes Dschesnet el Sag; avec deux villages habités par des Nubiens, et quelques ruines autrefois forteresse contre l'Éthiopie); les deux temples de *Kom'-Ombos*. Ces temples sont en ruines, mais leur situation a un caractère pittoresque dont rien ne peut approcher. L'un de ces temples mérite de servir de modèle au voyageur qui ne se borne pas à jeter un coup-d'œil superficiel sur les monumens de l'architecture égyptienne, car le plan en est simple et grandiose ou majestueux, et l'exécution pleine de noblesse. Les deux temples sont de l'époque des Ptolémées; mais il est certain que les Romains y ont travaillé. Dschebel Selseleh (tombeaux taillés dans le roc, sur la rive

gauche, et plusieurs niches taillées dans le roc et soutenues par des colonnes). Ces travaux tombent dans le règne de la dynastie de Ramèses ou Remses.

L'auteur traite avec beaucoup de développemens de la ville de Thèbes.

Les monumens de Thèbes contiennent les travaux d'environ 20 siècles, sans compter les 15 siècles qui se sont écoulés depuis les ouvrages d'architecture romaine les moins anciens. Les ruines donnent à l'ancienne Thèbes un diamètre de 2 lieues d'orient en occident, et à-peu-près autant du nord au sud.

Dans le tome II, on trouve d'abord la description de Tentyre (Denderah). Les ruines sont moins anciennes et mieux conservées que les précédentes, et le temple de Tentyre est l'œuvre d'architecture la plus parfaite que les Grecs et les Romains aient exécutée dans le goût égyptien. Les ruines de Tentyre sont à une lieue du Nil sur la route du désert. Des monceaux de décombres tout noirs indiquent la place où était autrefois la ville. Suivent une foule d'autres curiosités qu'il serait trop long de rapporter ici.

A la page 205, l'auteur donne la division de l'Égypte en 14 provinces sous la domination musulmane, et parle de l'administration ainsi que des revenus du pays. En 1826, Mohammed Ali a divisé l'Égypte en 24 visirats. Le lecteur trouvera des renseignemens très-précis sur l'administration du pays, les autorités, la culture du sol, les produits, les impôts, l'importation et l'exportation, le commerce sur la mer Rouge, les caravanes, le commerce intérieur, la culture du coton dans l'Égypte et le pays situé entre les cataractes, au commencement de l'année 1827; les fabriques, etc. Le consul général de Suède à Alexandrie en a donné la première idée, et en 1816 la première filature de soie fut établie au Caire par des ouvriers que l'on fit venir de Florence. L'auteur parle ensuite de l'armée égyptienne, des écoles militaires et de la marine, qui depuis 1824 a beaucoup augmenté; des Bédouins, de leurs mœurs, de leurs préjugés, de leurs premiers progrès dans la civilisation. On compte dans l'Égypte inférieure 34 races arabes nomades et 16 peuplades de bergers.

Les souvenirs de l'Asie mineure commencent à la page 268.

Voyage de Smyrne à Éphèse, au mois d'avril 1825. Les rui-

nes d'Aisaluk, dit l'auteur, ont été long-temps confondues avec celles d'Éphèse. Aisaluk est postérieure à la décadence d'Éphèse. On a bâti Aisaluk avec les débris de granit et de marbre d'Éphèse, qui se trouvait dans le voisinage. L'auteur décrit les restes de ces deux villes.

Le troisième tome de l'ouvrage paraîtra bientôt.

93. RÉCEPTION D'UNE CARAVANE A ORENBourg. (*Le Temps*;
6 nov. 1830, p. 4766.)

Les ravages exercés l'année dernière par le *cholera-morbus* dans notre gouvernement, où cette épidémie avait été apportée de l'Asie centrale, ont nécessité des mesures de précaution à prendre, tant pour le présent que pour l'avenir. En conséquence, deux caravanes, se rendant de Boukhara et de Khiva à Troïtsk et à Orenbourg, ont été arrêtées à leur approche de la ligne militaire qui fait la frontière, sur les rivières d'Ayati et d'Ilek, entourées d'un cordon militaire et purifiées avec toute la rigueur des réglemens sanitaires.

Pour organiser ces quarantaines, la caravane de Troïtsk, forte de mille chameaux, fut disposée sur les bords [de la rivière de Toousak, à une distance convenable de la ligne; et celle d'Orenbourg, qui comptait 3,145 chameaux et 1,200 marchands Boukhares avec leurs ouvriers, occupa une position non moins avantageuse au confluent de la rivière d'Ak-Boulak, entre le lac des Brochets (Slchoutchié) et la rivière d'Ilek. Tous les marchands et leurs marchandises furent alors purifiées dans de grandes kibitkes ou tentes de feutre empruntées aux Kirghiz, par la coopération de Djantouri, fils de Dokiganghir, premier sultan des Kirghiz orientaux d'Orenbourg; et de Youssouf Nourali, sultan des Kirghiz du centre. C'était pour la première fois que les Kirghiz-Kaïssaks, habitans des Steppes, embrassaient avec chaleur nos intérêts, en se joignant à la garde militaire russe, et en faisant, concurremment avec nos Cosaques, le service du cordon sanitaire.

La position pittoresque des camps de quarantaine et leur organisation même offraient un coup-d'œil aussi curieux qu'intéressant. Au milieu de plusieurs centaines de kibitkes de feutre, entourées d'une garde russe et kirghize, on voyait flotter les plus beaux châles de cachemire et les soieries les

plus brillantes, que l'on avait étendus pour être aérés. Des Boukhares richement vêtus se promenaient ou prenaient le thé; les uns fumaient le kalia, d'autres se livraient à leurs jeux nationaux. Hors du cordon paissaient des troupeaux de chameaux, de chevaux et de moutons; les habitans de la ligne militaire et des Kirghiz à demi sauvages, avec leurs femmes et enfans, se pressaient en foule au milieu des Cosaques armés, et profitaient de l'occasion pour vendre avec avantage des vivres et d'autres objets aux Boukhares.

Après avoir achevé le terme de sa quarantaine, cette riche caravane est entrée, le 25 août, au marché d'échange d'Orenbourg dans l'ordre suivant. En tête s'avançaient les derviches de Boukhara, chantant des cantiques. Les derviches se rendent à la Mecque et à Médine par la Russie; ils préfèrent cette route à cause de la sûreté des chemins, quoiqu'elle soit beaucoup plus longue que celle par la Perse et la Turquie asiatique. Ils étaient suivis par deux pièces d'artillerie qui avaient été envoyées pour garder les camps de la quarantaine. Venait ensuite la nombreuse caravane elle-même, escortée par le détachement de cosaques et par une quantité de Kirghiz, sous les ordres du sultan Youssouf Nourali; 3,143 chameaux attachés l'un à l'autre, et chargés de riches produits de l'Asie, s'avançaient majestueusement vers le marché d'échange, en formant une longue file sur la rive gauche de l'Oural.

Les orientaux établis à Orenbourg, fiers de la richesse de leur commerce, se tenaient immobiles et avec la gravité qui leur est particulière, sur leurs chameaux, et semblaient attendre avec impatience l'arrivée de leurs compatriotes, que les avantages du commerce avaient décidés à venir se fixer dans cette ville; les plus opulens d'entr'eux accompagnaient la caravane, montés sur des chevaux de la fameuse race nommée *Argamak*, et dont les formes peu élégantes sont compensées par leur extrême légèreté à la course, qui les rend célèbres dans toute l'Asie.

Ce spectacle curieux avait attiré une foule immense. Le comte de Suchtelen, gouverneur militaire d'Orenbourg, accompagné d'un nombreux état-major, s'approcha de la caravane au moment où elle allait entrer au marché d'échange, et adressa aux

caravan-bachas, qui vinrent lui présenter leurs hommages, des félicitations sur l'heureuse arrivée de la caravane. Il remercia aussi le sultan des Kirghiz de la part que lui et les siens avaient prise au maintien du cordon sanitaire, et saisit cette occasion de leur faire remarquer les avantages lucratifs et permanens que pouvait offrir à la nation l'escorte des caravanes dans les Steppes, et la fourniture des vivres et d'autres objets indispensables.

Toute la caravane entra dans le marché d'échange, où la douane d'Orenbourg fit déposer les marchandises dans les magasins. La plus grande partie a cependant été expédiée sur le champ pour la foire de Nijni-Novgorod.

94. VOYAGE DE M. MICHAUD EN ORIENT. — Extrait d'une lettre de MM. Stamaty et Collier au général Lachasse de Vérigny.

Thérapie, le 12 août 1830.

Notre séjour à *Smyrne* a été employé à faire un travail comparatif des cartes qui existent sur l'*Asie Mineure*, afin de reconnaître les points qui appelaient d'abord nos recherches dans la *Lydie*, la *Mysie* et la *Bytinhie*. Nous n'avons pas été peu surpris de trouver entre des géographes les contradictions les plus choquantes sur cette région qui sépare les capitales de la *Turquie d'Europe* et de la *Turquie d'Asie*, et qui, par conséquent, étant une des plus fréquentées, doit être du nombre des provinces les mieux étudiées. Les positions géographiques des villes étaient loin de s'accorder : *Thyatir*, ou plus anciennement *Pélapi*, aujourd'hui *Akhissar*, ville considérable de la *Lydie*, était placée par Danville aux sources du *Lycus*, l'un des affluens du *Caïcus*, tandis que le colonel Lick la situait aux sources de l'*Hil-lus*, rivière assez forte qui se jette dans l'*Hermus*, non loin de Magnésie, au pied du mont *Sipylus*. Le colonel Lapie avait choisi une position intermédiaire. *Keilljouk* n'est pas sur le *Caïcus*, ainsi que quelques cartes l'indiquent. *Mundakhora*, à laquelle aucune ville ne paraît avoir correspondu dans l'antiquité, se trouverait, d'après le colonel Lick, sur une rivière assez considérable qui porterait ses eaux au *Caïcus*, et par suite à la *Méditerranée*, tandis que le colonel Lapie donne à cette vallée une pente tout-à-fait opposée; la rivière du colonel Lapie coule vers le Nord-Est, se jette dans le *Macestus*, au-dessus de

Sousguerlé, et les eaux portées au *Rhindanus* arrivent à la mer de *Marmara*. C'est, en un mot, l'*Hippurios* de Danville. Nous ne nous étendrons pas davantage sur ces comparaisons; elles suffisent pour que l'on sente, et notre travail le prouvera d'une manière incontestable, que la route de *Smyrne* à *Constantinople* était à refaire.

Nous nous sommes attachés à déterminer, autant que possible, par des observations astronomiques, les points les plus remarquables; ce n'était pas chose facile dans un pays où les regards soupçonneux des habitans nous suivaient presque au milieu des buissons où nous allions nous cacher pour observer. Plus d'une fois le cava du consulat de France, qui nous servait d'escorte, nous a recommandé de ne pas nous séparer de lui, et nous écarter de la route. Nous sommes parvenus néanmoins à placer onze points et à faire le nivellement de la route; nous n'avons pas négligé les observations géologiques, toutes les fois que le sol nous permettait de reconnaître sa nature et sa structure: des échantillons recueillis sur les lieux accompagneront cette partie du travail, ainsi que les coupes du terrain.

Nous portons également notre attention, mais d'une manière secondaire et autant que nos travaux géographiques nous le permettent, sur les débris que l'antiquité et le moyen âge ont laissés sur cette terre célèbre. Nous recueillons les dessins des monumens et les inscriptions qui peuvent porter quelque lumière sur l'histoire; il est difficile, et bien essentiel pourtant, de se défaire, dans ce genre d'investigations, des illusions que l'on y apporte ordinairement. Un noble voyageur a cru rencontrer Alexandre sur les rives du *Macestus*, qu'il avait changées en celles du Granique; les colonnes antiques de *Mandakkora* se sont transformées pour nous en de modestes débris d'une église du moyen âge. Nous préférons ainsi toujours porter un examen consciencieux dans nos recherches à leur donner des couleurs plus séduisantes et moins vraies.

Nous sommes arrivés à *Constantinople* le 24 juillet, ayant fait moyennement 7 à 8 lieues par jour. Nous avons eu le bonheur de conserver nos instrumens, même nos baromètres, malgré les prédictions qui nous avaient été faites. Nos chronomètres, suivis à *Smyrne* et ici, ont une marche satisfaisante. Nous avons également observé le baromètre sur les bords de la

Méditerranée, trois fois par jour, aux heures auxquelles l'atmosphère est le plus en équilibre, et un travail analogue fait sur la *mer Noire* nous donnera le rapport des hauteurs moyennes. Certes, un mois d'observations ne peut suffire en pareil cas; mais, si d'autres voyageurs prennent le même soin, peut-être pourra-t-on un jour réunir un corps d'observations suffisant, et l'on déterminera la cause à laquelle sont dus les courans qui partent de la *mer Noire*, suivent le *Bosphore*, sillonnent la mer de *Marmara*, et vont se jeter dans la *Méditerranée* devant les *Dardanelles*. (*Bulletin de la Société de géographie*; oct. 1830, p. 194).

95. RETOUR D'UNE EXPÉDITION ANGLAISE ENVOYÉE DANS L'AMÉRIQUE DU SUD.

Les vaisseaux l'*Adventure* et le *Béagle*, employés, sous les ordres du capitaine *King*, à explorer les côtes méridionales de l'Amérique dans les mers Atlantique et Pacifique, viennent de revenir, le premier à Woolwick, le second à Plymouth.

Les brouillards, les rafales de vent, de pluie, de neige, de grêle qui tourbillonnent incessamment autour du cap Horn, les îles flottantes de glace, les vagues, semblables à des montagnes, comme le décrit Anson, qui menacent de briser les vaisseaux audacieux contre des côtes hérissées, ont rendu les observations et les matériaux nécessaires pour dresser les cartes de ces parages difficiles à recueillir. Cependant les contours de la Terre-de-Feu, primitivement dessinés par don Juan de Langaraza, qui avait rassemblé les renseignemens de tous les voyageurs espagnols, depuis le temps de Sarmiento, ont été corrigés sur les observations de Byron, Wallace, Carteret, Bougainville, et enfin don Antonip de Cardova.

Le capitaine *King* a commencé son exploration, principalement dirigée dans les différens canaux du côté oriental des détroits, au port de *San-Felippe*, nommé *Port-Famine* par le voyageur Cavendish, qui y trouva les derniers débris d'une malheureuse colonie espagnole, établie en 1582, dans la vue d'assurer à l'Espagne ce passage, alors le seul connu dans l'Océan-Pacifique. Suivant les rapports de cette dernière expédition, les nombreux détroits qui sillonnent la partie occidentale sont semblables aux longs et étroits canaux reconnus par Vancouver, sur

la côte N.-O. de l'Amérique du Nord. Comme eux, ils sont sans fond, et la difficulté de trouver des ancrages ajoute aux dangers que fait courir aux vaisseaux la violence des vents.

Les navigateurs espagnols ont observé, les premiers, la différence extrême du caractère des Patagons et de celui des misérables natifs de la Terre-de-Feu. Les sales couleurs de ces derniers rendent leur approche insupportable par l'odeur fétide qu'ils exhalent, et les voyageurs les mettent sur le même niveau que les naturels des côtes N.-O. de la Nouvelle-Hollande, race de sauvages placée au plus bas degré de l'échelle humaine. Les Patagons vivent de chasse; les hommes de la Terre-de-Feu se nourrissent de coquillages. Ils s'accroupissent par famille sur la plage où ils trouvent la plus ample moisson de pétoncles et d'autres mollusques, et changent de place seulement quand elle est épuisée. Ils ont peu de rapport avec leurs voisins, que leurs habitudes errantes entraînent plutôt dans l'intérieur des terres que sur des rives stériles. Le capitaine Fitzroy a pris, à bord du *Béagle*, quatre habitans de la Terre-de-Feu, dans des vues philanthropiques; mais l'un d'eux est déjà mort de la petite-vérole.

Le capitaine King a découvert deux lacs étendus dans l'intérieur des terres; il a nommé l'un Atwa et l'autre Skyring. Sur la côte occidentale, parmi les îles Guanaco, on a trouvé des pommes de terre en pleine croissance, à l'endroit même où l'on croit qu'un des vaisseaux de l'escadre de l'amiral Anson fit naufrage, en 1740.

Des détails plus circonstanciés sur cette intéressante expédition sont impatiemment attendus. Elle doit enrichir le musée anglais de nombreux morceaux d'histoire naturelle, et promet de compléter l'hydrographie de l'Amérique-Méridionale. (*Revue encyclopédique*; Tom. 1^{er}, 1831, 1^{re} livraison, p. 215.)

96. REISEN DURCH MEHRERE PROVINZEN BRASILIENS. — Voyages dans plusieurs provinces du Brésil, extraits des documens qu'a laissés M. W. Ch. S. de FELDNER, lieutenant-colonel au service du Portugal. 2 vol., Tom. 1^{er} 182 p., Tom. 2^e 259 p., in-4°. Lignitz, 1828; Léonhard. (*Götting. gelehrte Anzeigen*; février 1830, p. 205.)

L'auteur de cet ouvrage entra, en 1803, dans l'administra-

tion des mines de Portugal, fit la campagne contre les Français, rentra ensuite dans l'administration des mines du Brésil, suivit, en 1821, le roi à Lisbonne, et mourut en 1822.

Quoique son ouvrage ne soit pas très-important, il n'est cependant pas entièrement dépourvu d'intérêt, car non-seulement l'auteur a parcouru des contrées peu connues du Brésil, mais ses études et ses travaux l'ont mis en état de recueillir sur la minéralogie et la géographie du pays des données qui pourront être utilement consultées par quiconque voudrait entreprendre ultérieurement un travail plus étendu sur cette matière. L'auteur se plaint des difficultés et des entraves nombreuses qu'il a éprouvées dans l'exécution des travaux dont il a été chargé par le gouvernement du Brésil, ce qui prouve que l'esprit d'amélioration a beaucoup de peine à se faire jour dans ce pays.

Le tome premier contient un aperçu statistique du Brésil, qui est très-utile. Le second est consacré au récit des voyages de l'auteur, à son séjour et à ses travaux dans les provinces de Rio Grande, do Sul, Porto Seguro et Bahia. On y trouve aussi quelques souvenirs de Rio Janeiro et de Santa Cruz, auxquels se joignent des appendices sur les Indiens machaculi et la langue des Botocudos, ainsi que des observations sur quelques espèces d'animaux que l'on trouve au Brésil. Ce tome 2^e se termine par le rapport de Pedro Vaz de Caminha sur la découverte du Brésil, tiré de la *Corografia Brasilica* qui est très-rare.

C. R.

97. LETTRE D'AIMÉ BOMPLAND, de San-Borja, 28 février 1831,
à M. Dominique Roguin.

Mon cher et vieil ami, convaincu du vif intérêt que vous avez toujours pris à mon sort, je me hâte de vous informer de mon départ du Paraguay. Après un séjour de vingt mois à Ytapua, où j'ai formé et laissé un second établissement agricole, je suis enfin parti pour le Parana par ordre supérieur du 2 février. Le 8 j'étais sur les rives de ce fleuve, et j'arrivai le 15 à San-Borja. Le porteur de ma lettre est M. Araujo, marchand portugais que j'ai connu à Ytapua; je vous prie de lui rendre tous les services qui dépendront de vous. La crue excessive des eaux du Parana ne m'a pas permis de transporter tous mes effets.

Aussitôt que ce transport sera effectué, j'irai visiter les villes des Missions, sur la rive gauche du Curugay; ensuite je me rendrai à Corrientes, où j'espère trouver tout ce que j'y ai laissé, particulièrement mes livres, qui me sont d'autant plus nécessaires que j'ai perdu plusieurs ouvrages dans les premiers mois de mon séjour au Paraguay. De Corrientes, je reviendrai probablement à San-Borja pour arranger mes affaires, puis je me mettrai en route pour Buenos-Ayres, où j'ai tout le désir et le besoin d'arriver. Afin de couper court à toutes les suppositions fâcheuses que vous et mes autres amis avez naturellement formées sur mon existence pendant les neuf années qu'a duré ma détention au Paraguay, je vous dirai que j'ai passé une vie aussi heureuse que le pouvait faire un homme privé de toute communication avec son pays, sa famille et ses amis. La pratique de la médecine m'a constamment fourni les moyens de subsister; mais, comme elle n'occupait pas tout mon temps, je me suis livré, par goût et par nécessité, à l'agriculture, qui m'a procuré des jouissances infinies. J'avais aussi établi une manufacture d'eau-de-vie et de liqueur, un atelier de charpentier et une forge; ce qui non-seulement subvenait aux frais de mon établissement agricole, mais me valait aussi quelque argent par la vente d'objets fabriqués pour les particuliers. De cette manière je vivais dans une grande aisance. Le 12 mai 1829, sans avis préliminaire, les autorités de San-Yago me transmirent l'ordre du Dictateur de quitter le pays. Cette intimation était un mélange de justice et d'injustice que je ne puis encore expliquer d'une manière satisfaisante. Bref, retenu depuis le 12 mai 1829 jusqu'au 2 février 1831, c'est-à-dire pendant vingt mois et vingt jours, j'ai enfin passé le Parana avec tous les honneurs de la guerre. Cette seconde époque de mon séjour au Paraguay a été une vraie punition pour moi. Je n'avais fourni aucun motif de plainte; j'avais essayé de gagner l'estime générale; même le Dictateur, depuis mon arrivée dans la république jusqu'au 12 mai 1829, m'avait accordé la plus grande liberté, et les autorités du département où je résidais me traitaient avec bienveillance. Mais comme toute chose a une fin, le Dictateur a définitivement ordonné mon départ, et il l'a fait de la manière la plus généreuse. Je suis en liberté, et j'espère vous embrasser bientôt.

Rappelez-moi au souvenir de tous mes amis ; je n'ai pas le temps de leur écrire ; mais je n'en ai oublié aucun durant ma détention. Sans carte géographique , j'ai beaucoup voyagé. Pendant neuf années entières , je n'ai pas parlé français une seule fois. J'espère donc que vous me pardonnerez les fautes qui se trouvent dans ma lettre. Adieu ! Je suis impatient de vous voir , et je vais me hâter de terminer les affaires peu importantes qui me retiennent ici.

Votre compatriote et sincère ami ,

Aimé BONPLAND.

MÉLANGES.

98. SOCIÉTÉ GÉOGRAPHIQUE DE LONDRES.

Cette nouvelle Société, dont nous nous promettons des résultats très-avantageux pour la science et pour l'honneur national, a prospéré d'une manière notable pendant l'interruption de ses séances. Nous n'en sommes plus avec elle à des espérances, nous avons des faits accomplis. On y compte maintenant plus de 500 membres, et la Société a déjà reçu tant de documens intéressans que dans deux mois un cahier de transactions pourra être distribué, quoique la première séance ordinaire ait lieu lundi. Tous les membres de la Société recevront ce cahier gratuitement, et d'après ce que nous en connaissons, nous pouvons annoncer, sans crainte d'être démentis, que ce cahier fera honneur à la Société. En acceptant le patronage de la Société, S. M. a mis à sa disposition une somme annuelle de 50 guinées pour fonder un prix.

La première séance ordinaire de la Société royale de géographie a eu lieu le 1^{er} nov. 1830; son président, lord Goderich, a prononcé un discours improvisé peu étendu, mais très-convenable.

Ensuite la Société a entendu la lecture des procès-verbaux des séances précédentes, et de cette manière elle a été informée de tout ce qu'elle a fait jusqu'à présent. Parmi les objets dont il a été fait mention se trouvait une correspondance relative

à une très-ancienne carte du monde conservée dans la cathédrale d'Hereford. Les possesseurs ont offert à la Société de soumettre cette carte à son examen, et leur offre a été acceptée; en même temps on a présenté un fac simile sur une petite échelle, et un mémoire rapide sur ce fac simile a été lu : il est de M. Britton, historien de nos antiquités de cathédrales, qui a considéré cette carte comme le premier essai fait dans la Grande-Bretagne pour la confection des cartes.

Jérusalem est au centre de la carte avec le reste de l'ancien monde qui est assez bien déterminé. L'Angleterre, l'Irlande et l'Écosse sont dessinées d'une manière assez correcte et détaillée pour qu'on puisse reconnaître un grand nombre de lieux et en déchiffrer les noms.

La séance s'est terminée par la lecture d'un catalogue de livres et de cartes dont il a été fait don à la bibliothèque de la Société. M. Murray, libraire, a offert à la Société tous les livres qu'elle voudrait choisir sur la liste de ses publications. Cette offre a été acceptée avec des applaudissemens unanimes.

A la prochaine séance la Société entendra un rapport sur l'établissement de la rivière des Cygnes, (Swan River) rédigé par M. Barrow d'après des documens originaux et authentiques qui lui ont été remis par le gouverneur Stirling.

99. SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT DES ARTS, DES MANUFACTURES ET DU COMMERCE DE LONDRES.

Cette Société a ouvert sa session le 4 novembre 1830, sous la présidence de M. David Pollock. La séance a eu lieu dans le local ordinaire de la Société, un grand nombre de membres étaient présens. Le secrétaire a fait part à la Société des lettres et communications qu'elle a reçues pendant l'interruption des séances : les comités de la Société ont été chargés de les examiner. On a déposé sur le bureau des transactions de sociétés, tant étrangères que naturelles, ainsi que des livres et des objets relatifs aux arts et aux sciences offerts à la Société. Plusieurs membres nouveaux ont été proposés. On a donné lecture d'une lettre accompagnée d'un specimen de soie de l'araignée des jardins, *Aranea diadema*, tirée de l'animal vivant au moyen d'un appareil très-ingénieux. La fibre est plus belle que celle du ver-à-soie, et plus opaque. La couleur en est blanche et bril-

lante, en sorte qu'elle ressemble plus à du fil d'argent qu'à toute autre substance.

On a l'intention de reprendre, après Noël, les séances du soir, que les membres et les personnes introduites par eux ont suivies avec tant de plaisir pendant les deux dernières années. (*Literary gazette*; 6 nov. 1830, p. 722.)

TABLE

DES ARTICLES DU CAHIER DE FÉVRIER 1831.

<i>Géographie et Statistique.</i>	<i>Pages.</i>
FRANCE. — Statistique annuelle de l'industrie, ou Almanach du Commerce de Paris; Bottin.....	145
Mesure de la richesse française; Ch. Dupin.....	149
Compte général de l'administration de la justice criminelle en France, pendant 1829.....	161
Statistique curieuse sur les cimetières de la capitale; Marchant de Beaumont.....	175
Mémoire au Roi sur l'amélioration de l'instruction et de l'industrie en Bretagne; Billiard.....	<i>ib.</i>
Rapport au conseil central de salubrité du département du Nord.....	177
GRANDE-BRETAGNE. — Population de l'Angleterre.....	178
Emigration des Anglais aux Etats-Unis.....	<i>ib.</i>
Dénombrement des esclaves dans les colonies anglaises.....	179
Nombre de baleiniers anglais qui se sont perdus dans le détroit de Davis.....	<i>ib.</i>
Statistique du parlement d'Angleterre.....	180
Liste du nombre des curés de l'Angleterre.....	<i>ib.</i>
Produit net du revenu de la Grande-Bretagne.....	181
De la presse périodique dans les îles britanniques.....	182
Baptêmes et sépultures à Londres.....	183
RUSSE. — Notice sur quelques classes de la population en Russie.....	184
Lettre sur le commerce extérieur de l'empire.....	185
Tableau comparatif des importations et des exportations du port de St-Petersbourg.....	196
Produit des mines d'or et de platine.....	<i>ib.</i>
Exposition de l'industrie à Moscou.....	197
Sur la Lithuanie.....	198
ALLEMAGNE. — <i>Lehrbuch des</i> , etc. — Traité du Droit criminel en vigueur en Allemagne; Feuerbach.....	200

<i>Ueber die Landwirtschaft, etc.</i> — Sur l'état de l'agriculture dans le Palatinat; Rau.....	202
<i>Neue Bezirkseinteilung, etc.</i> — Nouvelle division communale du duché de Gotha.....	210
Foire de Leipzig.....	211
ESPAGNE. — Commerce avec l'Espagne.....	214
ASIE. — Etat de la presse dans les Indes.....	215
AFRIQUE. — <i>Aegypten's Eintheilung, etc.</i> — Division, administration et revenus de l'Egypte.....	217
Documens authentiques sur la colonie de Sierra-Leone.....	222
AMÉRIQUE. — De notre commerce avec les Amériques occidentales.....	237
Océanie. — <i>Verslag, etc.</i> — Rapport sur le pays, les habitans et les productions de quelques localités littorales de la Nouvelle-Guinée.....	241
Considérations sur l'accroissement des populations; Rau.....	244
<i>Economie publique.</i>	
De la nécessité d'un système d'éducation pour la classe aisée.....	249
<i>Wheatley's, etc.</i> — Lettre de Wheatley au duc de Devonshire sur l'état de l'Irlande.....	251
<i>Report, etc.</i> — Rapport du comité spécial de la chambre des communes sur l'émigration du royaume uni.....	252
<i>Third report., etc.</i> — Troisième rapport de la chambre des communes sur les émigrations.....	ib.
Rapport du comité spécial de la chambre des communes sur l'émigration.....	252
D'un article de la <i>Revue de Westminster</i> sur l'émigration.....	ib.
Emigration.....	ib.
<i>Ireland, etc.</i> — Des maux qui accablent l'Irlande.....	ib.
<i>Voyages.</i>	
<i>Neue Reise, etc.</i> — Nouveau voyage autour du monde; Kotzebue.....	275
<i>Succinta relazione, etc.</i> — Relation succincte d'un voyage fait dans l'Abruzzi; Tenore.....	277
Voyage dans les environs du mont Elbrouz, dans le Caucase; Kupfer.....	279
<i>Narrative of the life, etc.</i> — Vie et aventures de Giovanni Finati.....	284
<i>Personal narrative, etc.</i> — Relation d'une mission dans la partie Sud de l'Inde.....	285
<i>The travels, etc.</i> — Les voyages d'Ibn Batuta.....	286
<i>Erinnerungen., etc.</i> — Souvenirs de l'Egypte et de l'Asie mineure; Prokesch.....	291
Réception d'une caravane à Orenbourg.....	293
Voyage de M. Michaud en Orient.....	294
Retour d'une expédition anglaise envoyée dans l'Amérique du Sud.....	295
<i>Reisen, etc.</i> — Voyages dans plusieurs provinces du Brésil.....	298
Lettre d'Aimé Bompland.....	299
<i>Mélanges.</i>	
Société géographique de Londres.....	301
Société d'encouragement des arts, des manufactures et du commerce de Londres.....	402

 IMPRIMERIE DE A. FIRMIN DIDOT,

 RUE JACOB, N^o 24.

BULLETIN

DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES,

ÉCONOMIE PUBLIQUE, VOYAGES.

GÉOGRAPHIE ET STATISTIQUE.

100. HISTORIA STATISTICÆ ADUMBRATA, scripsit Franciscus Josephus MONE, præmissa est oratio de optimo genere tractandæ statisticæ, deque hujus doctrinæ utilitate. 208, p. in-4°. Louvain, 1828. (*Goettingische gelehrte Anzeigen* ; nov. 1830, p. 1822). (*Voy. le Bulletin*, to. XVII, no. 222, où par erreur l'auteur est nommé Monc.)

L'auteur de cet ouvrage expose la méthode suivant laquelle doit être traitée la statistique, et nous voyons avec plaisir que les principes qu'il adopte tendent à faire de la statistique une science qui ne se borne point à grouper des chiffres et à dresser des tableaux. Mais ce qu'il y a de plus intéressant dans ce travail, c'est une esquisse complète de l'histoire de la statistique; qui manquait jusqu'à présent. L'auteur commence par citer et juger les travaux antérieurement faits sur ce sujet. Il distingue dans l'histoire de la statistique deux périodes : l'une où elle ne consistait qu'en une énumération aride de notices, l'autre où elle a été traitée dans une forme systématique. La première remonte jusqu'à l'antiquité; c'est pourquoi la première section de l'ouvrage contient l'histoire de la statistique des peuples anciens, notamment des Juifs, des Persans, des Grecs et des Romains. L'auteur cite les principaux passages des historiens anciens qui contiennent des renseignemens statistiques sur ces nations, les explique et en tire des conséquences relativement à leur population, aux richesses, etc.

La statistique, chez les Juifs, est traitée avec le plus de

développemens , dans le siècle de Moïse et de David. La statistique persane est présentée d'après Hérodote ; celle de la Grèce , d'après Thucydide ; celle de Rome , d'après César et Tacite surtout ; en sorte que l'auteur critique aussi les renseignemens sur les Helvétiens , les Gaulois et les Germains.

De toutes les notions puisées dans les anciens auteurs , M. Mone conclut que , dans l'antiquité , la statistique était fille du besoin , qu'il n'en existait point de théorie , et que par conséquent elle ne méritait point le nom de science.

Dans la seconde section la statistique du moyen âge commence avec le bas-empire , sur lequel toutefois l'auteur est sobre de citations. Il s'étend davantage sur les états de l'Arabie , auxquels succèdent les peuples germaniques , et à ces derniers les états de la Gaule et de l'Italie. Il ne faut pas perdre de vue que l'auteur n'a promis que des esquisses pour en déduire quelques résultats généraux , sur ce qui , dans le moyen-âge , mérite le nom de statistique.

La troisième section contient l'histoire de la statistique dans les temps modernes. L'auteur examine les travaux statistiques des Italiens , des Français , des Allemands , des Belges et des Anglais , avant que la statistique ne fût devenue une science. M. Mone cite les auteurs qui , chez les Perses , se sont occupés de la statistique , et fait des réflexions , tant sur les causes qui ont avancé cette science que sur sa nature. C'est dans la dernière période que l'auteur se livre aux plus longs développemens. Elle commence par Achenwall , auquel nous devons le premier ouvrage systématique sur la statistique , ouvrage publié en 1748. L'auteur divise cette section en statistique générale et en statistique spéciale des divers états ; il cite et juge les premiers auteurs qui ont écrit sur la statistique pendant cette période , parmi eux figure Schlœzer. Toutefois , nous ferons remarquer que le premier mérite de cet auteur consiste moins dans sa théorie incomplète de la statistique , que dans le service qu'il a rendu à la science par ses écrits périodiques en introduisant la publicité , en l'arrachant au mystère ridicule qui , jusqu'à lui , avait pesé sur elle. C. R.

101. VOLLSTAENDIGES HANDBUCH DER MATHEMATISCHEN GEOGRAPHIE. — Manuel complet de la géographie mathématique ;

accompagné d'une courte exposition de la construction des cartes, des globes artificiels, des méthodes de nivellement et de la détermination des hauteurs barométriques, avec l'indication des longitudes et des latitudes géographiques, ainsi que de la hauteur des principaux lieux de la terre; par A. P. REUTER, 1 vol. XXVII et 498 p. in-8°, avec 5 plan. Mayence, 1828, Florian Kupferberg. (*Goettingische gelehrte Anzeigen*; juin 1830, p. 966.)

Cet ouvrage semble contenir, au premier coup d'œil, la plupart des objets qui sont du domaine de la géographie mathématique; mais lorsqu'on le considère de plus près on s'aperçoit bientôt qu'il ne saurait être que d'une utilité bornée, soit parce que les diverses matières y sont présentées avec un esprit peu mathématique, soit parce que l'auteur a employé d'anciennes déterminations des grandeurs. Enfin parce que l'on y trouve des assertions qui manquent entièrement de clarté et de netteté. Nous ne citerons point d'exemple parce que nous serions entraînés trop loin, il nous suffira d'avoir signalé, d'une manière générale, à nos lecteurs, le caractère de l'ouvrage.

C. R.

102. ATTAQUES MALVEILLANTES ET BÉVUES D'UN CRITIQUE ALLEMAND A PROPOS D'UN OUVRAGE FRANÇAIS.

*A Monsieur le rédacteur du Bulletin universel des Sciences :
Section de Géographie.*

Monsieur, le dernier N°. du *Bulletin*, de la Section de Géographie (oct. 1830), contient un article extrait du journal allemand *l'Hesperus* (juin 1830, n°. 132-138), sur le tom. VII du *Précis de la Géographie universelle*, par Malte-Brun, c'est-à-dire sur l'un des deux volumes que j'ai publiés sous le nom de ce savant, pour terminer son ouvrage. L'article en question est tellement empreint de malveillance et de mauvaise foi que j'étais décidé à ne point interrompre mes travaux pour y répondre si quelques amis ne m'avaient engagé à rompre le silence.

Sous le titre de *Bévues historiques, statistiques et géographiques*, le critique allemand signale des erreurs qui seraient en effet de nature à ternir la réputation du *Précis de la Géo-*

graphie universelle, si elles n'étaient évidemment interprétées, grossies, ou supposées avec une prévention qui comprend dans le même anathème tous les géographes français, en avançant qu'il ne faut pas envier à ceux-ci le mérite incontestable qu'ils ont toujours eu, d'accumuler *bévues sur bévues* chaque fois qu'ils ont voulu donner, de leur propre fonds, des renseignemens géographiques ou statistiques sur l'Allemagne.

Puisque les plus savans géographes dont s'honore la France, puisque des noms tels que ceux d'Eyriès, de Walckenaer, de Denaix, de Maccarty, de La Renaudière et de Malte-Brun ne trouvent pas grâce aux yeux du critique allemand, je ne devrais pas me plaindre de me trouver en semblable compagnie. Cependant si j'avais pris à tâche de ne rien tirer de *mon propre fonds* et de tout emprunter, sur l'Allemagne, aux géographes allemands, ne pourrais-je pas dire, en voyant que je n'ai pu éviter de tomber dans quelques erreurs, ce que Malte-Brun disait en tête du VII^e. vol., que l'Allemagne avait souvent été considérée comme *la croix des géographes*? Les noms de Stein, de Hassel, de Fabri, d'Hoffmann, de Kuber, de Liechtenstein, etc., placés si souvent en notes dans notre description de l'Allemagne, n'auraient-ils pas dû prémunir le critique contre l'idée que le Français auquel il voulait adresser ses reproches avait tout donné *de son propre fonds*? Il est vrai que les passages qu'il attaque ne portent pas les citations des autorités allemandes; il n'en fallait pas davantage pour les flétrir.

Examinons cependant les reproches du rédacteur de *l'Hesperus*.

Il s'agit spécialement du grand-duché de Bade : le géographe donne une énumération rapide des produits du sol. Voici tout le passage relatif aux vins et au kirchenwasser :

« La partie de la Forêt-Noire comprise dans le grand-duché de Bade, rivalise, pour la fabrication du kirchenwasser, avec celle qui appartient au Wurtemberg; plusieurs vignobles sont renommés pour la quantité et la qualité du vin qu'on en retire; les plus connus sont ceux de Constance, que l'on récolte sur les bords du lac, et après ceux-ci, les vins de Margraff et ceux de Bergstrasse. »

D'abord nous ferons remarquer que dans ce passage il y a une transposition de mots, une faute typographique; il faut lire : *les plus connus sont ceux que l'on récolte sur les bords du lac de Constance*, etc. Je veux bien croire que le critique ne s'est pas aperçu de cette erreur; mais je demande s'il n'y a pas mauvaise foi de sa part lorsqu'il rappelle *le vin de Constance*, si estimé des gourmets et que l'on récolte au Cap de Bonne-Espérance, et lorsqu'il dit que l'on ignorait que l'on pût mettre ces deux vins sur la même ligne.

A-t-on cherché par la phrase ci-dessus, assez singulièrement interprétée, à donner une idée exacte du mérite relatif des vins du grand-duché de Bade? Certainement non. On a seulement cité trois des vignobles qui paraissent être les plus connus. Un Allemand doit, sur ce point, en savoir plus qu'un Français et pour cause, ce n'est pas là un grand mérite. Le géographe français n'a pas prétendu être plus précis que *Stein* lui-même qu'il avait sous les yeux, et dont voici la traduction littérale.

« Les produits de ce pays fertile et parfaitement cultivé sont : en grande quantité et de très-bonne qualité, des vins (principalement celui de Margraff, près Badenweiler, d'Affenthal, de Steinbach, de Bergstrasse, de Laudénbach, d'Emsbach et d'Ortenbourg, celui du lac près le Bodensee (lac de Constance), celui de Wertheim et celui de Tauber. » (*Stein*, tom. II, pag. 664. — *Leipzig*, 1825.)

Stein met tous ces vins sur la même ligne : nous avons nommé celui du lac de Constance avant ceux de Margraff et de Bergstrasse, sans y attacher d'importance; le critique, qui est probablement un gourmet délicat, s'affecte de cette sorte d'inconvenance, qu'il appelle une *bévue*. Nous aurions du moins désiré savoir de lui à laquelle des trois catégories *historique, statistique et géographique* elle appartient.

L'aristarque allemand reprend en ces termes : « Je lis, page 329, que le Code français a été remplacé, depuis 1828, par le rétablissement des lois romaines et des anciennes coutumes. On voit que M. Malte-Brun est beaucoup plus habile que la commission législative instituée depuis plusieurs années, pour apporter au Code badois les modifications qu'il réclame, et travailler à une nouvelle organisa-

» tion judiciaire ; elle n'a pas encore rempli son importante mission, et M. Malte-Brun tranche la question en peu de mots. »

Nous répondrons à cet étrange reproche que d'abord il est faux que dans la page précitée on lise la date de 1828 : il est question plus haut de la restauration du grand-duché et de la constitution que le prince promet en 1816 par un décret ; c'est donc à cette date que se rapporte *le rétablissement* que nie le critique, et que probablement il nous reproche encore comme une *bévue*. Ce sera au contraire une bévue de celui-ci, ou une erreur de Stein, qui mérite cependant un peu plus de confiance. Voici encore la traduction littérale de ce que dit ce géographe : « Depuis 1815, le Droit romain a été mis » de nouveau en activité comme *droit auxiliaire*, jusqu'à ce » qu'un droit particulier au pays (*eigenes Landrecht*) soit » publié. » (Page 687.)

Il cite notre texte même, et il ajoute : « Voilà une belle » division de la population badoise ! M. Malte-Brun n'a oublié que les *industriels* et les *paysans* !! De cette manière » on peut compter comme paysans tous ceux qui ne sont ni » princes, ni comtes, ni chevaliers, ni propriétaires, ni employés, ni rentiers, enfin ceux qui n'ont rien et ne sont » rien. »

Nous pourrions lui reprocher encore comme *bévue*, de ne pas s'être aperçu que les paysans n'ont point été oubliés.

Il serait trop long de rapporter ce que dit Stein sur la manière dont la population badoise est classée, il faudrait entrer dans des détails sur l'organisation représentative du pays : nous rappellerons seulement que, dans le *Dictionnaire géographique universel*, rédigé par nos meilleurs géographes d'après les renseignemens les mieux choisis, on lit à l'article *Bade* cette phrase qui n'est que le résumé de ce que dit Stein : *Il y a quatre ordres de citoyens : les seigneurs, les chevaliers, les bourgeois et les paysans ; le premier a des privilèges : tous paient l'impôt.* »

Rapportons encore les propres paroles du critique allemand : « On lit (page 335) qu'en 1802 on a découvert, près » d'Ettlingen, les restes d'une cité romaine ; mais qu'on n'a » pas encore décidé si c'était une ville. M. Malte-Brun aurait

» su si c'était une *ville* ou une *villa*, en lisant le *Dictionnaire de la géographie et de la statistique ancienne du pays de Bade*, par Kolb, qui a été publié en 1804.»

Afin de pouvoir faire un reproche, le critique tronque le passage, que voici textuellement : « Entre *Dourlach* et *Ettlin-gen*, on a découvert, en 1802, les restes d'une cité romaine, mais nous ne savons point encore si les antiquaires ont décidé qu'elle était cette ville. » Ce qui est bien différent. Nous ignorons si, dans le *Dictionnaire* de M. Kolb, nous aurions trouvé des détails qui établissent quelle était cette ville antique ; nous n'avons pas cru que ce fût une question bien importante dans un *Précis*, qui n'est point une géographie ancienne, surtout quand Stein lui-même, qui doit connaître l'ouvrage de M. Kolb, dit seulement que près d'Ettlingen il existe des *antiquités romaines*.

Le critique signale encore comme une erreur le passage où le *Précis* donne une école forestière à Fribourg : il ajoute que jamais cette ville n'a possédé un semblable établissement, qu'Heidelberg seul en a un, que nous avons justement mentionné. Il est possible que le rédacteur de l'*Hesperus* ait raison cette fois ; mais qu'il nous soit permis d'en douter lorsque Stein et Fabri disent positivement le contraire. Si ces deux géographes allemands se trompent, nous n'avons pas commis la *bévue* qu'il nous reproche ; s'ils disent la vérité, la *bévue* retombera encore sur l'aristarque, si prévenu contre les géographes français. Eh bien ! Stein et Fabri nos guides, donnent un *Institut forestier* (*Forst institut*) à Fribourg.

Notre infallible critique termine son article par l'arrêt suivant : « On rencontre de pareilles *bévues* à chaque instant » dans les descriptions que l'auteur donne de la Bavière et » du Wurtemberg. »

Nous n'avons certainement pas la prétention de n'avoir commis aucune erreur : on sait que, malgré les soins les plus minutieux et les meilleurs renseignemens, il est impossible d'arriver sous ce rapport à la perfection. Quelque zèle qu'un auteur mette dans ses recherches, il peut arriver qu'il ne trouve pas dans les suffrages de tous les lecteurs la récompense de ses travaux ; mais il est bien à plaindre d'être exposé

à se voir juger par un critique tel que celui dont nous venons de repousser les attaques malveillantes.

Agréé, monsieur, etc.

J.-J.-N. HUOT, *auteur des Tom. VII et VIII de la 1^{re}. édition du Précis de la Géographie universelle.*

103. **ÉTAT DES CONNAISSANCES GÉOGRAPHIQUES des Vénitiens.**
in-8°. d'une feuille. Paris, 1826; Coniam.

104. **UMRISSE NACH DES NATUR.** — *Esquisses d'après nature*, par J.-F.-Louis Hausman. In-8°. de x, et 213 pag. Goettingue, 1831; Dietrich.

M. Hausman a écrit les esquisses contenues dans ce volume à des époques assez éloignées les unes des autres ; malgré cela, elles portent la même empreinte, le même sentiment pour ce qui est beau et grandiose ; on retrouve dans chacune d'elles la même clarté et la même élégance de description des contrées pittoresques que l'auteur a visitées à des intervalles plus ou moins longs.

Le premier Mémoire, déjà publié en 1807, dans le Magasin de Brunswick ; nous présente la Scandinavie avec ses contrastes et cette physionomie unique qui distingue les régions septentrionales des autres parties de l'Europe.

En quittant la Basse-Saxe on perd d'abord de vue les ondulations qui forment les avant-postes du Harz, puis les contours plus saillans des environs du Broken, et enfin on n'aperçoit plus qu'une incommensurable plaine. Dans le voisinage de l'Elbe, de légères ondulations apparaissent et se perdent de nouveau dans le Jutland. Sur Fyen et Seeland, et les autres petites îles danoises, la végétation devient puissante, et de magnifiques forêts de hêtres se produisent de distance en distance. Au 56°. degré de latitude nord l'aspect du pays change totalement et prend le caractère qu'il conserve à travers toute la Suède.

Le roc solide, voilé par une légère couche de terre qui nourrit seulement le sapin et le bouleau, est interrompu alternativement par des lacs et quelques couches de terre plus épaisses. Le Gothland, une partie du Nérike, du Westmannland, de la Sudermanie et de Bleking présentent des terrains fertiles, légèrement tourmentés, où apparaissent néanmoins quelques

roches qui intervertissent ainsi la végétation. Cette disposition a lieu dans les parties les plus éloignées des monts, et se soutient dans toutes les portions cultivées de la Suède. C'est en ceci, et par les nombreux torrens et cataractes, que ce sol diffère du nôtre.

La structure des montagnes de la Suède n'ont pas d'analogie avec les nôtres : le pays est coupé dans les directions les plus diverses et les plus opposées ; des branches secondaires, se détachant des masses principales, forment tantôt des vallées circulaires, des excavations et des cavités, tantôt des défilés et des crevasses d'où se précipitent d'impétueux torrens au bord desquels le roc s'élève perpendiculairement à des hauteurs considérables ; les pentes plus douces sont couvertes d'arbres résineux ; la beauté des forêts suédoises n'est surpassée que par celle des prairies qui les entourent généralement.

Quoique la Suède ne soit réellement qu'une masse immense de rochers, on y trouve cependant, en exceptant Stockholm et Gothembourg, peu de maisons bâties en pierres : elles sont pour la plupart, et surtout à la campagne, construites avec des pièces de bois couchées longitudinalement les unes sur les autres, et dont les bouts sont assemblés dans un poteau vertical. La monotonie des vastes forêts est corrigée par les nombreux lacs qui remplissent les vallées, et dont le silence imposant n'est interrompu que de temps en temps par le son des cloches du bétail.

La Norvège, comparée à la Suède, est une montagne unique et non interrompue, dont les bras renferment de longues et fertiles vallées, parsemées de maisons de campagne et de belles fermes. Les grandes et nombreuses échancrures du littoral sont garnies de mâts qui viennent se confondre avec les habitations des côtes.

L'hiver transforme les régions boréales, et leur donne un aspect bien différent, mais peut-être plus beau : les plaines glaciales contrastant avec les sombres forêts, et les cimes blanches, éclairées par le soleil, présentent un spectacle bien imposant ; et lorsque, dans une belle nuit et par un ciel étoilé, les rayons des aurores boréales s'élèvent vers le ciel l'observateur est saisi d'étonnement.

Le second Mémoire nous donne des descriptions plus spéciales, mais également intéressantes. M. Hausmann visita, en 1816, la vallée de Chamouny en Savoie, et Courmayeur en Piémont.

La partie sud du Mont-Blanc, le col de la Seigne, le col de Vosa, le col de Géant, la vallée de Montjoie ont vu tour à tour l'intrépide voyageur qui a si bien senti et présenté les grands phénomènes des Alpes.

Les excursions faites en 1825 aux environs du Puy en Velay, font l'objet de la troisième esquisse, qui est également riche de détails et d'utiles observations. L'auteur en partant d'Issoire est arrivé par Brioude, en visitant en passant le château de Polignac, au Puy. Après avoir exploré les environs de cette ville ancienne et remarquable sous le rapport géologique, M. Hausmann prit la route du Dauphiné.

Le mémoire suivant, intitulé *Coup-d'œil sur la nature de l'Europe méridionale*, contient un dessin large et rapide du Midi. L'Italie, dont la chaîne des Apennins détermine la forme et la direction, est décrite dans le premier paragraphe. Les données géognostiques et de nivellement que l'auteur donne sur la chaîne qui traverse toute l'Italie, et les comparaisons qu'il établit entre les Apennins et le Jura, décèlent la haute portée de ses vues géologiques.

Les Pyrénées forment le lien qui attache l'Espagne et le Portugal à l'Europe; sans ce mur colossal, l'Atlantique et la Méditerranée se réuniraient, et l'Espagne, au lieu d'être une Péninsule, serait une île. Mais, ce qui est d'une part un lien, est de l'autre côté la cause de la différence la mieux déterminée, tant de la nature, que des hommes.

Après avoir présenté l'aspect général de l'Espagne, la forme extérieure et la structure des montagnes, l'auteur conclut que toutes les parties de cette région n'ont pas le même type. Le nord, qui comprend le revers méridional des Pyrénées, la Galice, les Asturies, les provinces basques, la Navarre, la Catalogne et l'Aragon, a un caractère tout autre que la Castille, le Léon et l'Estramadoure. La partie sud, qui est limitée au nord par la Sierra-Morena, diffère encore de celle-ci.

Un paragraphe de ce quatrième mémoire établit la différence entre la physionomie du sol de l'Espagne et de la

France; et de là l'auteur nous conduit par les provinces basques, dans la Castille, puis dans la Sierra-Morena, la vallée du Guadalquivir, les montagnes de Jaen, dans le royaume de Grenade, la Grenade, la Sierra-Nevada, les Alpujaras, vers la côte méridionale, sur le rocher gigantesque de Gibraltar, d'où il nous fait contempler le littoral d'Afrique et le canal étroit qui laisse échapper la Méditerranée dans l'Atlantique.

TH. FIX.

105. APERÇU STATISTIQUE DE LA FRANCE. — Tableau de sa superficie par nature de culture et des revenus. (*Annuaire du départ. de la Haute-Vienne*; 1831, p. 46.)

Cet aperçu contient, outre quelques données générales sur la situation et la topographie de la France, un tableau de la superficie des différentes natures de culture qui composent le territoire et le chiffre du revenu de chacune de ces cultures. Nous regrettons que l'auteur n'ait point indiqué les sources dans lesquelles il a puisé, ni les documens qui ont servi de base à son travail. Cette précaution nous eût donné les moyens d'apprécier exactement les élémens qu'il nous présente, et leur aurait en même temps assuré une authenticité qui leur manque par leur forme actuelle.

Nous ne connaissons guère que le rapport de M. Hennet sur le cadastre, qui offre quelque chose de complet sur la matière; et, si l'auteur y a puisé ses renseignemens, nous devons avertir qu'ils sont déjà bien surannés; néanmoins, nous croyons devoir les transcrire ici.

La superficie de l'étendue territoriale de la France, qui, non compris le département de la Corse, est de 51, 910, 062 hectares, se trouve répartie entre les diverses natures de propriété, avec l'indication du revenu net de chacune d'elles, ainsi qu'il suit :

Propriétés non bâties, imposables.

	SUPERFICIE. Hectares.	REVENU. Francs.
Terres labourables.	24,825,776	676,377,000
Prés.	3,908,000	212,009,000
Pâtures.	4,025,000	51,721,250
Vignes.	2,227,000	100,215,000
Jardins potagers.	328,000	23,187,000
Oliviers.	43,000	2,977,000
Plants de mûriers.	13,000	780,000
Vergers.	359,000	26,787,000
Houblonnières et chenevrières.	60,000	3,311,000
Châtaigneraies.	406,000	4,410,000
Bois taillis.	7,179,041	64,707,485
Bois futaies.	406,224	5,038,000
Oseraies, aulnaies et saussaies.	53,000	2,009,000
Pépinières.	16,000	519,000
Jardins d'agrémens, parcs, etc.	229,000	19,009,500
Cultures particulières à certaines localités, non comprises dans les précédentes (tabacs, garances, etc.)	930,000	38,990,000
Terres vaines et vagues, bruyères, landes, etc.	4,649,127	8,486,100
Tourbières.	8,000	130,000
Carrières et mines.	38,000	283,000
Étangs.	253,000	3,706,000
Matais.	199,000	3,246,000
Canaux de navigation.	8,000	536,000
Canaux d'irrigation.	3,000	140,000
TOTAUX.	48,257,168	1,248,576,335

Propriétés non bâties, non-imposables.

	SUPERFICIE. Hectares.	REVENU. Francs.
Forêts de l'État.	1,122,832	"
Rues, places, promenades publiques, routes et chemins.	1,370,000	"
Rivières, ruisseaux, lacs.	565,000	"
Glacières, rochers et montagnes stériles.	317,000	"
Cimetières.	6,000	"
TOTAUX.	3,380,832	"

Propriétés bâties, imposables.

	NOMBRE.	SUPERFICIE. Hectares.	REVENU. Francs.
Maisons.	5,431,000	265,062	303,193,000
Moulins.	76,000		18,450,000
Usines et manufactures.	35,000		7,509,000
Bâtimens divers.	14,000		1,671,000
Forges et fournaux.	2,000		2,953,000
TOTAUX.		265,062	333,775,000

Propriétés bâties non-imposables.

	NOMBRE.	SUPERFICIE. Hectares.	REVENU. Francs.
Églises, temples et presbytères.	56,000	3,000	"
Bâtimens de l'État ou destin. au serv. public.	22,000	4,000	"
TOTAUX.		7,000	"

RÉCAPITULATION.

	SUPERFICIE. Hectares.	REVENU. Francs.
Propriétés non bâties imposables.	48,257,168	1,248,576,335
Propriétés non bâties non-imposables.	3,380,832	"
Propriétés bâties imposables.	265,062	333,775,000
Propriétés bâties non-imposables.	7,000	"
TOTAUX.	51,890,062	1,582,351,335

Il résulte du tableau de répartition qui précède, que les quatorze trentièmes environ du sol sont en terres labourables, un quinzième en prés, le douzième en pâture, le vingt-troisième en vignes, le huitième en bois de toute catégorie, dont les futaies occupent environ la quinzième partie; que les jardins et parcs d'agrémens forment le seizième du territoire, les terres vaines et vagues le onzième, les propriétés bâties le deux centième, les rues, places, promenades publiques, routes, chemins, le quarantième; et, enfin, les fleuves, rivières, étangs, etc., environ le cinquantième.

Il résulte encore que, dans le revenu total, les terres labourables entrent pour les trois septièmes, les prés pour un septième, les pâtures un peu moins du trentième, les vignes pour un quinzième, les bois taillis et futaies, exceptés ceux de l'Etat, pour un vingt-cinquième, les propriétés bâties pour un peu plus d'un cinquième, et que les bois de l'Etat augmenteraient environ d'un soixante-dix-neuvième le revenu de total, s'ils y étaient compris.

THE. FIX.

106. ANNUAIRE DU BUDGET, ou Dictionnaire annuel : 1°. Des dépenses générales de l'Etat et des dépenses particulières dans chaque ministère; 2°. des recettes de l'Etat; 3°. des traitemens de tous les employés civils, militaires et ecclésiastiques indiqués dans les développemens du budget; de toute la partie substantielle des discussions de la Chambre des députés, à la suite de chaque article de dépense ou de recette; précédé ou suivi des listes de MM. les députés, des deux lois du budget; des totaux des budgets depuis 1815; du tableau comparatif des crédits demandés et des amendemens proposés ou adoptés; enfin d'une table alphabétique et générale des matières avec les noms des députés qui ont pris part à la discussion, et renvois à leurs discours; par M. ROCH. 2 vol. in-8°. To. I^{er}. A-E; to. II^e. F-Z, ensemble de XLIII et 991 p.; prix : 15 fr. Paris, 1830; Sédillot.

Le titre complet de cet ouvrage que nous transcrivons suffit pour le faire connaître et pour en faire apprécier l'utilité. C'est une heureuse conception que d'avoir distribué ainsi dans un ordre alphabétique toutes les matières que les

députés ou les administrateurs ont chaque année à étudier, il met enfin sous les yeux des contribuables des pièces sur lesquelles les députés ont leur voix délibérative, mais sur lesquelles la France entière a voix consultative. L'Annuaire du budget est aussi un livre précieux à consulter pour tout le monde, pour obtenir promptement la solution d'une foule de questions qui souvent ne sont pas résolues parce qu'elles demandent des recherches que tout le monde ne peut pas faire ou que l'on ne pourrait faire sur-le-champ; on y trouve par exemple à l'instant ce que coûte à l'Etat tel ou tel service public, telle institution, la protection accordée à telle ou telle industrie, ce que rapporte telle ou telle perception; la forme de dictionnaire rend ces recherches aussi promptes que commodes.

Un semblable travail a dû être pénible et fastidieux, on doit savoir gré à l'auteur de l'avoir entrepris; c'est un service réel qu'il a rendu, et il est à désirer qu'il soit assez encouragé dans ses efforts pour l'engager à nous continuer chaque année un travail qui doit éminemment continuer à éclairer le pays, et à faire son éducation administrative. D.

107. DE LA NÉCESSITÉ ET DES MOYENS D'ÉTABLIR EN FRANCE UNE CONSERVATION GÉOMÉTRIQUE ET PERPÉTUELLE DU CADASTRE, suivi de la réfutation d'un projet de règlement pour l'achèvement et la perpétuation du cadastre; par C. GAYARD. In-8°. de 8 pages et un grand nombre de tableaux; Tours, 1830; impr. de Mame.

Pendant long-temps on a considéré la confection d'un cadastre comme un problème insoluble, et tellement hérissé de difficultés que les meilleurs esprits ont blâmé jusqu'aux tentatives qui devaient conduire à un résultat. Il y a en effet tant d'élémens divers qui composent une pareille opération et tant d'obstacles qui s'opposent à la réunion de ces élémens, qu'au premier abord il est permis de croire à l'impossibilité d'un cadastre. L'impéritie et l'incurie avec lesquelles on a entrepris et conduit les cadastres de France, de Prusse, des Pays-Bas, etc., ont corroboré cette opinion erronée.

Les conceptions les plus belles exigent d'ordinaire, quand

il est question de les exécuter, le plus d'étude et de réflexions ; la tâche d'organiser le cadastre et d'en assurer l'exécution d'une manière sûre et utile au pays était de la nature de celles qui demandent de vastes connaissances en économie politique, en administration en statistique et en géodésie. On ne se douta guère de cela, lorsqu'à différentes époques, et notamment en 1800, 1808 et en 1821 on établit le cadastre sur des bases tellement vicieuses, que les premiers résultats furent des productions informes qui ne servirent qu'à fournir de nouvelles armes aux antagonistes de ce grand travail. Quelques améliorations furent néanmoins introduites dans l'exécution et les dispositions qui régissaient la matière ; mais on fut loin d'arriver au point de fournir des données qui fussent en rapport avec les sommes immenses que l'on dépensait pour cet objet ; parce que d'abord on négligea les hautes considérations statistiques et d'économie agricole, qu'on n'eut que des lois et réglemens incomplets pour assurer la marche de l'opération, et qu'on confia généralement les travaux à des agens peu expérimentés et souvent ignorans.

A force d'essais et de mécomptes, on découvrit enfin que le cadastre n'est point une chose impossible ni infaisable ; mais seulement fort difficile et très-ardue. Quelques esprits éclairés indiquèrent les moyens de parvenir à de meilleurs résultats, et pensèrent qu'il ne fallait pas seulement construire, mais conserver.

Cette idée de la conservation du cadastre n'est ni neuve ni transcendente ; le simple bon sens la fit naître, et nous la voyons déjà paraître dans le siècle passé à propos de la formation des terriers. Beuzenberg, savant allemand fort distingué, en signalant dans un ouvrage tous les vices de notre cadastre, place toujours le remède à côté du mal, et il expose, à propos de la conservation, un plan très-lumineux d'une application facile et peu coûteuse.

L'opuscule de M. Gayard, que nous avons sous les yeux, signale de nouveau, et avec force, les immenses avantages des conservations cadastrales. L'auteur indique, dans un système rationnel et très-bien entendu, tous les moyens propres à perfectionner et à maintenir une opération qui a

coûté, jusqu'à présent, environ 150 millions au pays. En prenant la question d'un peu haut, il fait ressortir les avantages politiques qui dérivent de pièces cadastrales rigoureusement exactes, il les présente comme titres garantissant la jouissance des droits politiques. Abordant ensuite les détails, M. Gayard insiste sur la nécessité d'introduire des améliorations dans la tenue des rôles, de détruire la centralisation, d'opérations trop considérables, sur les contrôleurs, de changer de mode suivi actuellement pour constater les mutations; il développe les motifs qui doivent obliger le gouvernement d'instituer, dans le plus bref délai possible, un système complet et régulier de conservation du cadastre.

Les considérations sont suivies par un projet d'organisation du personnel de l'administration départementale du cadastre. Les attributions des agens, le mode de conservation, ses résultats, et les frais qu'entraîneront ces changemens, sont l'objet d'un grand nombre de paragraphes.

Les documens du cadastre, dit ensuite l'auteur, pour faire ressortir d'avantage la nécessité des conservations, peuvent servir à divers services publics. Les ingénieurs du dépôt de la guerre dressent la nouvelle carte de France sur les tableaux d'assemblage des plans cadastraux, qui sont géométriquement réduits des feuilles sectionnaires, et qui présentent toutes les habitations, les routes, chemins, rivières, ruisseaux, ravins, etc. Les ponts et chaussées s'en servent pour les projets d'ouverture de routes, de canaux, etc., qu'ils sont dans le cas de présenter. L'administration des forêts y recourt pour connaître la contenance exacte, la configuration et la situation des bois qui sont sous sa juridiction. L'administration des mines et les compagnies y trouvent les plans des terrains à exploiter.

L'ouvrage est terminé par la réfutation d'un projet de règlement pour l'achèvement et la perpétuation du cadastre, publié dans un ouvrage de M. Decourdemanche, relatif aux améliorations à introduire dans le régime hypothécaire. Les idées de M. Decourdemanche nous paraissent en tout point inférieures à celles de M. Gayard, et nous n'hésitons pas à donner la préférence au système de ce dernier qui, entre autres avantages, a celui d'être infiniment moins coûteux; circonstance qui nous paraît d'une haute importance. TH. FIX.

108. ANNUAIRE DES EAUX MINÉRALES DE LA FRANCE; par M. LONGCHAMP. In-18 de 257 p. ; prix , 2 fr. Paris , 1830 ; Morel.

M. Longchamp, qui s'est occupé particulièrement des eaux minérales de la France , a le projet de publier chaque année un semblable annuaire. Son but est d'offrir aux médecins qui envoient aux eaux , et aux malades qui vont faire usage de ce moyen de guérison , dans un petit volume , tous les renseignemens qu'ils peuvent désirer sur tous nos établissemens thermaux , sur la nature des eaux que chacun d'eux renferme , avec l'indication des principales maladies dans lesquelles on les emploie. En général , l'usage des eaux est très-peu connu des médecins de Paris , et on les ordonne souvent fort légèrement et sans discernement. L'auteur de ce petit ouvrage a eu aussi en vue de suppléer l'ouvrage de M. Alibert qui n'est point entre les mains de tout le monde.

Après avoir dit un mot de l'administration des eaux minérales , l'auteur parle successivement de tous les établissemens d'eaux minérales , puis il examine les eaux minérales sous le rapport de l'économie publique ; cet annuaire est terminé par des tableaux de population , de conversion des mesures , de la force élastique , de la vapeur , et des notices sur divers points de physique utiles aux personnes qui fréquentent les bains.

D.

109. NÉCESSITÉ ET MOYEN d'occuper les ouvriers qui manquent d'ouvrage en France : Mémoire présenté au Roi et aux Chambres ; par Auguste DE LAVELEYE et Ajasson de DE GRANSAGNE. In-8°. de 79 pag. avec une carte. Paris, 1831; impr. de Decourchant.

Cette brochure est divisée en deux parties : 1°. *Nécessité d'occuper les ouvriers qui manquent d'ouvrage* ; 2°. *du meilleur travail à entreprendre pour occuper les ouvriers*. Dans la première partie , on ne pouvait éviter de mettre à découvert un des maux de notre situation , et le plus grand peut-être : cette pénible tâche est remplie avec courage. Les auteurs ont senti qu'il fallait tout dire en peu de mots ; ils se sont hâtés d'exposer le remède , et dans cette partie de leur écrit ils s'adressent au savoir et à l'esprit de calcul ; il

serait donc tout-à-fait injuste de les accuser d'exciter les passions. Quoique fortement occupés du présent, ils ne perdent pas de vue l'avenir; c'est au principe, à la première cause du mal qu'ils s'attachent. « Il faut, disent-ils, créer un travail nouveau. Mais qui fera travailler? — La société, c'est-à-dire le Gouvernement. — Qui fournira les fonds? encore la société. — Mais, ajoutera-t-on, quelle marche faut-il adopter? Jusqu'ici, aucun système général n'a été proposé pour guérir cette plaie de la société: c'est à remplir cette lacune que nous consacrons le reste de ce mémoire. » C'est ainsi que les auteurs arrivent à la seconde partie, dont l'étendue est considérablement augmentée par des notes dont plusieurs auraient pu trouver place dans le texte, car elles y sont nécessaires. Quelques autres ne sont écrites que pour les lecteurs familiarisés avec l'analyse mathématique, et celles-là devaient effectivement être présentées à part, comme elles le sont.

En discutant les conditions auxquelles doit satisfaire un travail entrepris pour donner de l'occupation aux ouvriers, les auteurs déduisent les conséquences suivantes: 1°. « S'il existe une immense quantité de bras à employer, un travail fait sur une vaste échelle est préférable à un grand nombre de petits travaux qui occuperaient, en somme, autant d'ouvriers. » 2°. Il faut que ce grand travail puisse, sans difficulté, être poussé avec plus ou moins d'activité, afin que l'on ait la faculté d'y attacher les ouvriers, à mesure qu'ils se présenteront. 3°. Il doit être productif, et d'une importance générale pour le pays; qu'il favorise toutes les branches du commerce, sans nuire à aucune entreprise particulière. 4°. On demande que les divers degrés d'intelligence puissent y être mis à leur place. 5°. Il serait à désirer que les professions le plus généralement utiles y trouvassent les ressources qui leur sont indispensables, et que les bons ouvriers qui les exercent ne fussent pas réduits à travailler comme simples manœuvres. A plus forte raison, on désirerait que les chefs d'ateliers et les ingénieurs condamnés à l'inaction pussent trouver un emploi convenable à leurs talens. « Un projet qui ne satisferait pas à toutes ces conditions serait néanmoins acceptable, pourvu qu'il réalisât les principales; mais s'il en est un qui

les réalise toutes , c'est par celui-là qu'il faudrait commencer la série des travaux qu'on aurait résolu d'exécuter successivement. »

Selon nos auteurs , il est très-vraisemblable que les moyens de transport des marchandises sont seules susceptibles de tels projets ; et même , ils en retranchent les grandes routes , quelle que soit leur construction. Le choix est donc restreint entre les canaux et les chemins de fer. Un chapitre tout entier est consacré à comparer , sous tous les aspects ; ces deux sortes de moyens de transport , et le calcul prononce en faveur des chemins de fer. Cette question, qui semble n'être que de la compétence des arts , appartient réellement à l'économie publique ; mais elle ne peut être traitée et résolue que par la méthode employée dans cette brochure , par des devis de construction , des calculs de dépenses et de produits ; les méditations de l'homme d'état , sur ces matières , ont besoin des lumières de l'ingénieur.

Un mémoire de M de Laveleye , intitulé : *Considérations sur l'introduction des machines dans les arts industriels*, etc., publié en 1830 , chez Firmin Didot , avait préparé le travail que nos deux auteurs présentent aujourd'hui. Le premier mémoire établissait déjà les avantages qu'on peut retirer d'un chemin de fer joignant la Méditerranée à l'Océan , non-seulement après sa construction , mais dès qu'elle serait commencée , dès qu'elle aurait mis en activité tant de forgerons , de mécaniciens , d'ouvriers dont l'industrie est aujourd'hui réduite à une déplorable oisiveté. La même idée est reproduite ici , avec les développemens nécessaires pour la rendre immédiatement applicable. Sur une carte de France jointe à cette brochure , une ligne presque droite et presque parallèle au méridien part des Bouches-du-Rhône et se dirige vers l'embouchure de l'Escaut , en remontant le bassin du Rhône , puis celui de la Saône , jusqu'à ce qu'elle atteigne la vallée de la Meuse , et ensuite les frontières de la France. « On aurait tracé ainsi , dit l'auteur , une route qui pourrait être regardée comme l'artère principale de tout le système de transport intérieur de la France , et l'on pourrait même dire d'une partie de l'Europe. En effet , sur cette communication du premier ordre , viennent s'embrancher presque

perpendiculairement, à droite et surtout à gauche, les principaux canaux de la France qui serviraient, concurremment avec les fleuves auxquels ils aboutissent, à former des communications du second ordre. A ces dernières viennent aboutir les rivières, les petits canaux et les petits chemins de fer qui formeraient les communications du troisième ordre, et serviraient ainsi à compléter un premier système général de communication que l'on perfectionnerait par des travaux subséquens. Pour mieux en faire saisir la disposition générale, nous avons tracé un canevas de carte de France, dans lequel nous n'avons fait entrer que les données les plus nécessaires à l'intelligence du mémoire; le rouge indique le grand chemin de fer; le bleu, les communications du second ordre déjà établies ou actuellement en construction. » Dans le reste du chapitre, le projet est discuté avec les lumières qu'y répandent la géographie physique et l'hydrographie de la France.

Vient enfin le *plan financier*, et cet objet n'exigeait rien moins qu'un chapitre spécial. Les auteurs se sont attachés à prouver que les dépenses productives d'un revenu méritent, dans tous les cas, d'être préférées à celles qui ne produisent que de l'agrément; ils auraient pu supprimer ces raisonnemens, dont l'évidence ne sera pas contestée, si l'on n'avait pas, malheureusement, la certitude que les considérations de cette nature décident rarement le choix des constructions publiques, et que les monumens où les beaux arts peuvent déployer leur magnificence ont toujours absorbé plus de fonds que les travaux pour des usages populaires. Sachons donc gré à MM. de Laveleye et de Gransagne de ce qu'ils reproduisent des vérités si rarement mises en pratique; il faut les regarder comme neuves aussi long-temps que leur empire ne sera pas solidement établi.

Nos auteurs appliquent la théorie de l'amortissement aux entreprises de travaux productifs faites par le gouvernement. « Les constructions productives, telles que les ponts jetés sur les rivières, les canaux et les chemins de fer réunissant des lieux commerçans, le dessèchement des marais, les travaux hydrauliques pour la distribution des eaux dans les pays secs et arides, etc., sont de véritables propriétés que l'on peut vendre, acheter, etc. La propriété d'un pont ou d'un ca-

nal ne diffère en rien de celle d'une maison ou d'une usine. Cela posé, pour bien comprendre le système financier proposé ici, admettons que nous opérons sur une somme de 100 millions employés en constructions productives quelconques, par exemple, en moyens de transport. Admettons qu'une première construction coûtant 30 millions soit entièrement terminée; le gouvernement la vendra 30 millions à la compagnie qui offrira de percevoir le moindre péage. Les avantages de cette première opération seront : 1°. de remettre encore 100 millions à la disposition du gouvernement, comme au commencement de l'opération; 2°. d'avoir occupé les ouvriers à des travaux qui ont exigé le roulement de cette somme; 3°. d'avoir enrichi la France d'une propriété de 30 millions; 4°. d'avoir favorisé l'industrie, en lui offrant de nouvelles communications qui augmentent les débouchés pour ses produits et contribuent au développement de la propriété générale. »

En continuant de la même manière l'emploi d'un capital de 100 millions, l'Etat se trouverait chargé d'un intérêt annuel de 5 millions; mais le capital pourrait être racheté par un amortissement qui durerait 37 ans, s'il n'était que de 1 pour 100, et de 25 ans, si l'on consentait à payer 2 pour 100, c'est-à-dire 7 millions par an. A l'expiration de ce temps, la nation serait entièrement déchargée, et les 100 millions de fonds de roulement pour occuper les ouvriers lui seraient définitivement acquis. Nos auteurs avouent qu'ils ont puisé ces idées dans une lettre adressée par Napoléon à M. Crétet, alors directeur général des ponts et chaussées, et ils transcrivent en entier cette pièce justificative très-remarquable.

Le résumé de ces importantes discussions est très-court : « 1°. il est absolument indispensable, sous peine des plus grands dangers, de créer des travaux pour le nombre déjà considérable et toujours croissant d'ouvriers qui manquent d'ouvrage, c'est-à-dire de pain; 2°. il faut que le nouveau travail ne nuise en rien, et contribue au contraire au plus grand développement possible des industries particulières; qu'il soit le refuge et la ressource de tout homme de bonne volonté; que le simple manoeuvre et l'homme de génie puissent y consacrer leurs facultés si différentes; que ce soit,

en un mot, le réceptacle où viennent se concentrer toutes les forces physiques et morales qui, isolées, se perdraient inutilement, seraient, pour ainsi-dire, absorbées comme de faibles ruisseaux par le sable, et qui réunies au contraire formeraient un fleuve qui, semblable au Pactole, porterait la richesse et la fortune sur son passage. »

Quand même ce mémoire n'atteindrait pas le but patriotique vers lequel les auteurs ont dirigé leurs efforts, ils serait encore éminemment utile par les lumières qu'il doit répandre, par les vérités qu'il expose, et même par l'exemple encore trop rare de l'association d'une éloquence inspirée par les sentimens les plus généreux et les plus nobles, d'une logique armée de toute l'autorité des mathématiques. Le gouvernement, trop occupé d'autres objets, ne donnera peut-être pas à celui-ci toute l'attention qu'il mériterait : dans les circonstances difficiles où il se trouve, soumis parfois à d'impérieuses nécessités, il est certainement hors d'état d'entreprendre à la fois tout le bien qui peut être fait, ni même de pourvoir à tous les besoins en raison de leur urgence. Les auteurs de ce mémoire l'ont bien senti ; ils ne font point de reproches, et le tableau des souffrances de la classe laborieuse n'est point exagéré ; ils ne montrent pas moins de respect pour les convenances que de zèle pour la vérité. F.

110. STATISTIQUE DE L'ARRONDISSEMENT DE FALAISE ; par MM. F. GALERON, Alph. DE BRÉBISSE, Jul. DESNOYERS, etc., avec des dessins lithographiés, par M. Ch. DE VAUQUELIN, Alb. D'OILLIAMSON, Alph. DE BRÉBISSE, DE BELLY, DULOMBOY, etc. VII^e. cahier, fin du tom. II, commencement du tom. III. Falaise, 1829 ; Brée aîné. (Voy. le *Bullet.*, tom. XVII, n^o 380.)

Les rédacteurs de cet ouvrage le poursuivent avec persévérance ; l'un d'eux, M. Desnoyers, s'est chargé de faire connaître la géologie de l'arrondissement de Falaise, mais son travail ne sera publié qu'à la fin de l'ouvrage. On ne pourra donc éviter quelques répétitions dans les descriptions topographiques de quelques cantons. Le tome 2 passe en revue trois cantons réunissant quatre-vingt-trois communes. Dans l'une de ces communes (Grisy sur la Dive), la culture de la vigne fut introduite autrefois, et s'y maintint assez long-temps.

puisque la carte de Cassini y indique la *maison du vigneron*. Mais on s'en dégoûta peu à peu, et maintenant il ne reste plus que le souvenir de cette expérience agricole.

Les deux cantons de Falaise se distinguent par une industrie assez active : sa population de 25,211 habitans compte 426 ouvriers filateurs, 194 siamoisiers et tisserands, 1610 bonnetiers, 25 toiliers. La bonneterie donne de l'occupation à 500 femmes ; les dentelles et la broderie en emploient le même nombre. La ville a trois imprimeries, sept teintureries, huit tanneries, outre les métiers qu'exigent cette industrie et cette population.

Si les autres arrondissemens du département du Calvados sont décrits avec autant de soins et de détails que celui de Falaise, il ne restera rien à publier de nouveau sur la statistique de cette partie de la France.

III. DICTIONNAIRE TOPOGRAPHIQUE, HISTORIQUE ET STATISTIQUE DU DÉPARTEMENT DE LA SARTHE, suivi de la biographie et de la bibliographie du Maine, du département de la Sarthe et de ses différentes localités ; par J. R. PESCHEZ, membre de la Société royale d'agriculture, sciences et arts du Mans, etc. Liv. VI à XVIII. (Voy. le *Bull.*, tom. XVII, n°. 379.)

Cet ouvrage, dont la publication procède avec sagesse afin qu'il soit possible de lui donner tous les soins qu'elle exige, compose déjà 18 livraisons qui ont fourni aux souscripteurs 36 feuilles du *Dictionnaire*, 14 de la *Biographie*, le *Précis historique* tout entier, une carte du *Blinois*, une autre des petits pays de *Fertais*, de *Vérais* et de *Perche-Gonet*. L'iconographie *cénomane* s'est enrichie de quatre livraisons où d'illustres anciens sont rapprochés de modernes renommés, où Philippe-de-Valois, comte du Maine, figure à côté du docteur Moreau de la Sarthe, où notre aéronaute Coutelle est associé à un maréchal de France du 17^e. siècle. Comme nous reviendrons sur ces dictionnaires, lorsque la publication sera plus avancée, nous nous bornerons, quant à présent, aux justes éloges que mérite le rédacteur. Dans un travail qui exige des recherches aussi pénibles, ni l'aridité des matières, ni les soins minutieux qu'il donne à leur choix et leur exactitude n'ont pu lasser sa patience. On jugera de l'é-

tendue de la tâche qu'il s'est imposée, d'après la méthode uniforme qu'il suit dans le dictionnaire qui contient la statistique de chaque commune. Il procède dans l'ordre suivant : 1°. Histoire civile ; 2°. Description (monumens, églises, etc.) ; 3°. Population, et son mouvement ; 4°. Histoire ecclésiastique ; 5°. Monastères ; 6°. Etablissemens religieux de charité ; 7°. Bureaux de charité ; 8°. Etablissemens d'instruction publique ; 9°. Histoire politique et littéraire ; 10°. Nosologie ; 11°. Biographie ; 12°. Hydrographie ; 13°. Géologie ; 14°. Cadastre ; 15°. Contributions foncières ; 16°. Cultures ; 17°. Commerce ; 18°. Foires et marchés ; 19°. Routes et chemins ; 20°. Edifices les plus remarquables ; 21°. Etablissemens publics ; 22°. Etablissemens particuliers. On ne sera donc pas surpris que l'article de la Ferté-Bernard, ville de 3,200 habitans, occupe 37 pages. Heureusement, les communes rurales peuvent être décrites plus brièvement. F.

112. ANNUAIRE STATISTIQUE ET HISTORIQUE DU DÉPARTEMENT DU DOUBS, années 1830 et 1831 ; publiées par A. LAURENS, in-8°. de 543 — 523 pages avec une planche dans chaque volume. Besançon, impr. de Charles Deis. (Voy. le *Bulletin*, tome XIII, n°. 238.)

C'est toujours avec un nouveau plaisir que nous signalons au public l'Annuaire de M. Laurens, qui est un des plus complets et des mieux faits de ceux qui paraissent dans nos départemens.

Les deux volumes que nous avons sous les yeux contiennent, ainsi que ceux des années précédentes, de nombreux détails sur l'histoire et l'archéologie du département, et plusieurs tableaux pour l'intelligence de la partie administrative.

Nous remarquons d'abord, en tête des deux volumes que nous avons sous les yeux, des tables des principales époques historiques qui correspondent à ces deux années, un résumé rapide de la statistique générale de la France, la Charte constitutionnelle, une liste électorale du département, et les éphémérides franc-comtoises, contenant une foule de détails sur l'histoire moderne du département.

La troisième section de chacun des deux volumes contient des notices historiques sur la ville d'Ornans, sur les sièges

que la ville de Besançon a soutenus, sur les anciennes abbayes du département.

La quatrième section, dans l'un et l'autre volume, est consacrée à des notes sur les antiquités, l'architecture, la sculpture, la peinture et la littérature de la Franche-Comté. Une liste des tableaux appartenant à la ville fait partie de cette section, ainsi qu'un catalogue des ouvrages publiés par des auteurs francs-comtois.

On trouvera, dans ces deux nouveaux Annuaires, que les notices données par les volumes précédens sur la topographie du pays ont été perfectionnées.

Les forêts du Doubs, malgré l'impéritie et l'imprévoyance des communes, sont encore fort belles, et leur étendue est, d'après le mémorial de M. Herbin de Halle, de 130, 312 hect. Depuis 1816 jusqu'en 1827, la marine a fait marteler, dans le département du Doubs, 20,820 arbres pour les constructions navales; ce qui donne pour chaque année un terme moyen de 1,735 arbres.

Une section particulière est consacrée aux observations relatives à la température et au climat. Les détails sur l'agriculture viennent ensuite; nous y remarquons plusieurs tableaux. Pour en donner une idée, transcrivons celui-ci.

	POPULATION.	CONSUMMATION EN	
		VIN.	EAU-DE-VIE.
La consommation de l'arrondissement de Besançon est annuellement de	93,638	litres. 80,000	litres. 800
Celle de l'arrondissement de Baume.	61,265	15,000	500
Celle de l'arrondissement de Montbéliard.	52,703	30,000	400
Et enfin dans l'arrondissement de Pontarlier.	46,708	20,000	900
TOTAUX.	254,314	155,000	2,600

Les neuvième et dixième sections présentent les divisions administratives, et le montant et la répartition des contributions directes.

La population totale du département, contenue dans la onzième section, est de 254,314 individus de tout âge et de tout sexe, d'après le recensement général ordonné par le gouvernement et exécuté en 1826; elle se subdivise ainsi qu'il suit :

	ARRONDISSEMENTS.				
	BESANÇON.	BAUME.	MONTBEL- LIARD.	PONTARLIER.	TOTAL.
Garçons.	26,309	18,365	15,676	14,297	74,647
Filles.	28,554	18,946	16,201	15,074	78,775
Hommes mariés. . . .	15,760	9,800	8,712	7,043	41,315
Femmes mariées. . . .	15,902	9,880	8,718	7,056	41,556
Veufs.	2,006	1,330	1,150	9,983	5,468
Veuves.	4,372	2,515	1,955	1,995	10,807
Soldats sous les drapeaux.	735	429	291	291	1,746
TOTAUX.	93,638	61,265	52,703	46,708	254,314

Il résulte du recensement de 1826 que la population actuelle excède celle de 1820 de 11,851 individus.

Mouvements de la population du département pendant 1829.

NAISSANCES.

Enfans légitimes.	Garçons.	3,916	} 7,513
	Filles.	3,597	
Enfans naturels reconnus. . . .	Garçons.	208	} 374
	Filles.	166	
Enfans naturels non reconnus.	Garçons.	107	} 207
	Filles.	100	
TOTAL des naissances en 1829.	Garçons.	4,231	} 8,094
	Filles.	3,863	

DIFFÉRENCE en faveur des garçons. 368

DÉCÈS.

Garçons.	1,601	} 2,945
Hommes mariés.	982	
Veufs.	360	
Filles.	1,491	} 3,025
Femmes mariées.	915	
Veuves.	519	

TOTAL des décès en 1829. 5,970

MARIAGES.

Entre garçons et filles.	1,563
Entre Garçons et veuves.	73
Entré veufs et filles.	200
Entre veufs et veuves.	50

TOTAL des mariages en 1829. 1,886

Les naissances ont donc excédé les décès de 2,124 individus.

Dans la douzième section nous voyons que le principal commerce du département consiste dans la vente et l'exportation des fers forgés, fils-de-fer, tôles laminées, fers-noirs, fers-blancs, fontes de fer et sableries; dans le placement et l'exportation des nombreux produits de son horlogerie, de ses bonneteries, de ses filatures de coton, et des produits annuels et toujours croissans de ses fromageries; dans le débit de jeunes sujets de la race chevaline comtoise et des bœufs gras élevés dans les montagnes, de ses longues pièces de bois de sapin pour les constructions, et aussi de quelques excédans de ses produits territoriaux.

Besançon est la seule ville du département où le commerce ait quelque importance: elle est l'entrepôt naturel de toutes les marchandises qui se consomment dans le département, et a des relations avec la Suisse pour tous les objets manufacturés ou produits du sol qui s'exportent.

Les mouvemens de sortie et d'entrée de son port du canal, en 1830, se sont faits de la manière suivante :

Blé et seigle, <i>hectolitres</i>	2,095
Fer ouvré en <i>dizaine</i>	2,375
Fer non ouvré <i>id.</i>	10,871
Marchandises encombrantes <i>id.</i>	1,962
Marchandises non encombrantes <i>id.</i>	1,366
Mines et minéraux, <i>mètres cubes</i>	142
Sables <i>id.</i>	15
Moellons et plâtre <i>id.</i>	55
Cendres lessivées et charbon de terre <i>id.</i>	260
Bois de sciage <i>id.</i>	2,749
Bois à brûler <i>id.</i>	150
Bateaux en vidange, quels qu'ils soient.	394
Trains de bois de 27 mètres de longueur.	201
Foin, <i>milliers</i>	60
Tonneaux.	1,729

La treizième et dernière section de la première partie de l'Annuaire de 1831 donne un aperçu général des travaux exécutés en 1830, et de ceux projetés en 1831. Ces travaux regardent d'abord les routes royales et départementales, puis le canal de jonction du Rhône au Rhin par le Doubs.

La partie comprise depuis l'embouchure du Doubs dans la Saône jusqu'à la porte de Malpas de la ville de Besançon

est en pleine navigation sur 73,457 mètr. de longueur. Dans la traversée de Besançon, les travaux ne sont pas encore terminés. Au-dessus de Besançon et jusqu'à l'embouchure dans le Doubs, sous Montbelliard, sur une longueur de 81,000 mètres, la navigation a été livrée au commerce. Depuis l'embouchure du Doubs jusqu'à Mulhausen, sur 64,731 mètr. de développement, les travaux sont à peu près achevés : la navigation a été établie par forme d'essai et d'expérience; mais il reste à terminer les prises d'eau et les rigoles du bief de partage. De Mulhausen à Strasbourg par Neuf Brisack, sur 94,600 mètr., les ouvrages qui restent à faire consistent principalement dans l'étanchement du terrain, dont la perméabilité est excessive.

La seconde partie du travail de M. Laurens contient la nomenclature de tous les fonctionnaires du département, le détail des administrations municipales, l'énumération des établissemens publics, tels que collèges, institutions des sourds et muets, écoles primaires et de dessin, établissemens de bienfaisances, prisons et sociétés savantes. M. Laurens a mis dans cette partie de son travail le même soin et la même netteté que dans le reste de son ouvrage, et nous aimons à le féliciter sur les utiles compositions qu'il fournit chaque année à son département et à la France.

TH. FIX.

113. STATISTIQUE DU DÉPARTEMENT DU LOT, ouvrage couronné par l'Académie des Sciences; par M. J.-A. DELPON, membre de la Chambre des députés et du Conseil-général de département. Tom. I^{er}, in-4^o. de 568 pag. Paris, 1831; Bachelier, Achille Désauges; Cahors, G. Richard.

L'auteur de cet ouvrage a choisi deux épigraphes, dont la première exprime ce que doivent être les lois de la nature, et la seconde, ce qu'est la statistique. Les lois, a dit Newton, sont déduites des phénomènes, et l'induction généralise les rapports que l'observation a fait découvrir. La seconde épigraphe est empruntée à Melchior Gioia, dont une mort prématurée a privé les sciences économiques. « La statistique, dit-il, comprend toutes les connaissances relatives à un pays qui peuvent être utiles aux particuliers pour la direction de leurs affaires, et au gouvernement qui est l'administrateur,

l'agent, le représentant de la nation. » Si l'ouvrage de M. Delpon donne effectivement, sur le département du Lot, toutes ces diverses connaissances, nous ne nous plaindrons point d'en trouver d'autres qui semblent étrangères à la statistique, mais dont l'histoire de notre pays peut faire un bon emploi.

L'auteur commence par la topographie du département du Lot. Cette partie du territoire français renferme la plus grande partie de l'ancienne province de Quercy. Elle s'étend du sud au nord de $44^{\circ} 12'$ à $45^{\circ} 2'$, et de l'ouest à l'est, de $0^{\circ} 2' 45''$ jusqu'à $1^{\circ} 15' 45''$. Sa surface est d'environ 519,300 hectares, dont 18,075 hectares en rivières, ruisseaux et chemins. La plus grande partie de cette étendue est un terrain calcaire *secondaire*, recouvert en quelques lieux par des dépôts argileux. Il forme un vaste plateau, s'appuie à l'est sur le prolongement de la chaîne du Cantal, et disparaît au sud sous un calcaire *tertiaire*, qui porte l'empreinte ou d'une formation tumultueuse, ou de grandes révolutions survenues depuis sa consolidation. Le sol, considéré dans son ensemble, penche sensiblement vers l'océan Atlantique.

La partie orientale du département est granitique; on regrette qu'une carte topographique construite sur une assez grande échelle ne vienne pas au secours du lecteur embarrassé par la multitude des objets que lui présente une description purement verbale. Ceux qui n'ont point observé la structure des terrains granitiques ailleurs que dans les Alpes et ses appendices comprendront difficilement comment un espace dont l'étendue est au-dessous de 80,000 hectares peut renfermer trois chaînes de montagnes séparées par des ravins très-profonds, qui commencent quelquefois à leur cime, et les *plateaux étendus, creusés, d'espace en espace, en vallées étroites et plus ou moins profondes*. Nous ne doutons nullement de l'exactitude de la description faite par M. Delpon; mais l'objet décrit est de nature à ne pouvoir se passer d'un dessin qui mette ses formes sous les yeux, sans l'intermédiaire de l'imagination. Il paraît que l'on manque encore des données nécessaires pour dresser des cartes topographiques où le figuré du terrain soit représenté d'une manière exacte et utile: M. Delpon n'a pu se procurer qu'un très-petit nombre de mesures

de hauteurs et il en faudrait plusieurs centaines pour déterminer avec quelque exactitude le relief d'un terrain aussi varié que celui du département du Lot.

En nous bornant à ce qui appartient à la statistique, sans faire incursion dans les domaines de la géologie, nous regretterons, avec l'auteur, que les antiques forêts de la Gaule disparaissent presque partout, et que leur destruction ait déjà produit, dans le pays qu'il décrit, de funestes effets, dont il sera très-difficile d'arrêter le progrès. « En parcourant le sol calcaire, du nord au midi, et en se dirigeant vers l'ouest, on n'aperçoit que des montagnes à croupes arrondies dont l'uniforme aridité attriste les regards. Jadis couvertes de forêts de chêne (comme l'attestent d'anciennes traditions, l'étymologie attribuée au mot *Quercy*, et les racines qui paraissent çà et là), à peine montrent-elles aujourd'hui les derniers restes d'une végétation épuisée. La funeste manie des défrichemens, après les avoir dépouillées des arbres et des gazons qui protégeaient leur surface, a livré les couches de terre végétale que les siècles y avaient amassées à la terrible action des ouragans, tandis que les assises de chaux carbonatée qui constituent ces montagnes, mises à nu et sans cesse attaquées par l'intempérie des saisons, vont dégrader et encombrer les vallées. » La dégradation des roches calcaires produit ailleurs d'autres résultats; c'est aux dépens de la chaîne du Jura que les bassins du Doubs et de la Saône conservent leur fertilité.

Quelques dépôts argileux, ou argilo-siliceux interrompent la monotonie des contrées calcaires, et se couvrent d'une végétation plus vigoureuse. La minéralogie d'une contrée révèle d'avance au botaniste quelles sont les plantes qui s'offriront à ses herborisations. Mais M. Delpon, abandonnant la surface de la terre, et pénétrant dans l'intérieur, expose les richesses minérales du département du Lot. Elles ne sont pas abondantes en métaux, non plus qu'en houille, et par conséquent l'industrie du département est plus limitée dans ses ressources que celle de plusieurs de ses voisins, et la population semble invitée à s'adonner plus spécialement à l'agriculture.

Les terrains calcaires d'une certaine étendue offrent presque partout des curiosités naturelles, telles que des grottes, des abîmes où des torrens perdent leurs eaux, des ruisseaux

qui s'ouvrent des routes souterraines , etc. : le département du Lot est bien pourvu de toutes ces merveilles , et notre auteur ne les néglige point , sans leur accorder toutefois un nombre de pages que des documens plus essentiels eussent réclamé (1). Les détails hydrographiques dans lesquels il est entré donnent lieu à quelques observations. Les deux principales rivières du département , la Dordogne et le Lot , ont une pente très-considérable , et cependant la vitesse de leurs eaux ne surpasse , en aucun temps , celle du Rhône , dans les temps ordinaires. La Dordogne , dont le lit s'abaisse d'un mètre par kilomètre , ne coule pas plus vite que la Loire entre Blois et Angers , espace où l'inclinaison du fleuve n'est guère que de 2 décimètres par kilomètre. Ainsi les rivières qui traversent le département du Lot sont soumises à des forces retardatrices qui proviennent sans doute des aspérités du fond et de l'inégale distribution de sa pente. La navigation intérieure de ce département exigera beaucoup de travaux , opposera de grands obstacles ; et cependant , cette navigation serait l'encouragement le plus efficace pour l'agriculture du pays.

Neuf ruisseaux qui arrosent une partie de la région calcaire ne portent les eaux à aucune rivière ; ils disparaissent dans des abîmes. Un autre pénètre par une caverne dans

(1) Quoique la statistique n'ait pas besoin de descriptions pittoresques , nous pensons que les lecteurs nous sauront gré d'avoir mis sous leurs yeux celle du gouffre nommé *Puits de Padirac* , que l'on voit sur la route de Figeac à Souillac.

• Qu'on se représente , au milieu d'une pente douce , un espace circulaire de 54 mètres de profondeur et de 35 mètres de large , laissant apercevoir dans le fond d'autres cavités qui offrent à l'imagination frappée les portes du Ténare , et l'on aura une idée de l'effroi que doit inspirer l'aspect de cet abîme. Si on veut en approcher pour en considérer le fond , il faut se coucher à plat ventre pour n'y être pas précipité par le vertige que produit la vue de sa profondeur. Des fentes de ses parois s'échappent des ronces , des lierres , des clématites , qui serpentent en forme de guirlandes de 12 à 18 mètres de circonférence. Ce gouffre est très-nuisible à la contrée où il est situé , parce qu'il est l'asile inattaquable d'une nuée de corneilles , qui de là vont dévaster les récoltes , surtout celles du maïs. Le peuple montre sur ses bords les traces des pieds du cheval avec lequel le diable le franchit , au moment où l'ange Gabriel allait l'y précipiter. •

l'intérieur d'un rocher, et, après un trajet souterrain d'une demi-lieue, une autre grotte du même rocher lui sert d'issue. On soupçonne que ces eaux perdues pour l'irrigation de la surface ont un écoulement vers la Dordogne, et qu'elles alimentent des sources d'une abondance remarquable placées près des bords de cette rivière; plusieurs observations rendent cette opinion assez probable. En général, cette région calcaire présente, dans un cadre assez resserré, toutes les singularités, tous les phénomènes qui caractérisent cette nature de terrain. La distribution des eaux y est très-irrégulière; de grands espaces en sont privés. M. Delpon cite deux lignes, tracées sur la carte de cette région, l'une de 50,000 mètres qui ne traverse aucun ruisseau, et l'autre de 46,000 mètres sur laquelle on n'en rencontre qu'un seul.

Des fontaines intermittentes ne pouvaient manquer à cette réunion de merveilles. A une demi-lieue de Sonillac, les ruisseaux de *Gourg* et de *Bouley* sortent des deux côtés opposés d'une montagne, et vont grossir le ruisseau de Borèze. Le Bouley sort d'une grotte de 9 pieds de profondeur, par deux ouvertures triangulaires. Après des pluies abondantes, il lance deux jets d'eau divergens, qui font avec l'horizon un angle de près de 25 degrés. Son irruption est précédée d'un bruit assez fort pour être entendu du haut de la montagne. L'eau coule ensuite en produisant une espèce de sifflement, inonde le vallon, déracine les arbres et cause les plus grands ravages. Si les pluies sont continues, ou si les parties du département de la Corrèze, voisines de celui du Lot, éprouvent quelques violens orages, la source du Bouley semble presque tarie; mais aussitôt le Gourg grossit, et s'élance avec une telle impétuosité que, dans très-peu de temps, le vallon inondé ne présente plus à la vue qu'une vaste nappe d'eau. L'éruption du Gourg est toujours annoncée par une espèce de bouillonnement que l'on voit à la surface: peu d'instans après, s'élève du centre une colonne d'eau qui forme un jet vertical de 12 pieds de haut et de 3 de diamètre. A peine l'écoulement de cette fontaine a-t-il cessé, que le Bouley commence une seconde fois à vomir ses eaux avec la même impétuosité. Les deux sources s'épuisent enfin, et les ruisseaux rentrent dans leur lit ordinaire. Le temps de

l'écoulement et de l'intermittence de ces deux fontaines n'a rien de fixe, ni de déterminé. Quelquefois, le Bouley lance ses eaux pendant plusieurs heures; d'autres fois, pendant trois, quatre ou cinq jours. Le Gourg sort avec impétuosité pendant 3, 7 et même 10 heures; en 1783, son écoulement dura 17 heures. Le Bouley se montre plusieurs fois l'année, à certaines époques. Ses éruptions alternent avec celles du Gourg, mais de temps à autre son écoulement n'éprouve aucun degré d'augmentation, quoique le Bouley ait beaucoup grossi : mais ce qu'il y a de certain et d'invariable, c'est que l'éruption de celui-ci précède et accompagne toujours celle de l'autre. »

Le physicien parvient à expliquer ces phénomènes, et même à les imiter dans son cabinet, au moyen de quelques appareils : l'historien de la nature se borne à voir et à décrire; son but n'est pas *d'expliquer*. Mais l'économie publique, profitant des lumières de toutes les sciences qui peuvent l'éclairer, ne négligera pas ces observations qui, au premier coup-d'œil, paraissent étrangères à son objet. Lorsqu'on essaiera, dans le département du Lot, de ramener à la surface une partie des eaux souterraines, au moyen de puits artésiens, on s'apercevra certainement de l'influence de l'écoulement par les deux ouvertures dont on vient de parler; le produit des sources artificielles obtenues par le forage de ces puits dépendra plus ou moins des variations du Gourg et du Bouley.

Le département du Lot a des eaux minérales auxquelles on attribue la propriété de guérir les malades atteints de fièvres tierces et quartes et d'autres affections chroniques rebelles aux traitemens ordinaires. Les plus connues sont celles de Miers : elles sont toutes dans les dépôts argilo-marneux superposés au calcaire secondaire.

En traitant de la météorologie du département du Lot, M. Delpon ne fait pas l'éloge du climat de la région supérieure et granitique, ni même de tout le reste de la contrée. Les gelées tardives sont un de ses graves inconvénients; trop souvent, elles viennent désoler le cultivateur, après quelques beaux jours de printemps, et détruire les bourgeons des arbres déjà développés, les tiges des céréales les plus hâtives. C'est principalement dans les parties les plus basses du dé-

partement, dans les grandes vallées, que ces gelées printanières sont à redouter. La grêle est un autre fléau qui détruit annuellement une partie considérable des récoltes : notre auteur estime ce dommage au dix-huitième des moissons et du produit des vignes et des vergers.

Suivant M. Delpon, la température et les cours d'eau du département du Lot ont éprouvé, depuis le milieu du dix-huitième siècle, des changemens très-sensibles. Les saisons sont plus inconstantes; les ruisseaux diminuent de volume dans les lieux où les défrichemens ont mis tout le sol à découvert; les attérissemens continuent à exhausser le lit des rivières et des ruisseaux; mais la température moyenne n'a point changé; seulement, la chaleur et le froid sont plus inégalement répartis, et les variations sont plus subites et plus funestes aux végétaux ainsi qu'à l'homme. La vigne a disparu de quelques cantons où elle était cultivée avec succès; le châtaignier souffre et languit dans des lieux où il végétait avec vigueur. Ce tableau des pertes éprouvées par le département du Lot représente à peu près celles de tout le territoire français, en y changeant seulement quelques nuances locales. C'est mal à propos que l'on impute au déboisement du pays ces pernicieuses altérations du climat : il paraît certain que la Gaule couverte de forêts était comparable, quant à la rigueur de ses hivers, au nord de la Pologne. Il faut cependant ajouter qu'au moyen âge, où presque toutes ces antiques forêts étaient encore debout, où la Seine était couverte annuellement d'une glace assez épaisse pour livrer passage aux chariots, où Gaston Phoebus enseignait aux Français de son temps l'art de chasser le *rangier* (renne), le vin de Surène jouissait d'une haute réputation qu'il méritait sans doute, et qu'il n'a pas conservée. Sur plusieurs points essentiels, les anciennes observations ne sont pas assez instructives, ni pour l'histoire naturelle, ni pour l'économie publique.

Le chapitre suivant est consacré aux plantes du département du Lot. L'auteur a soin de prévenir que la nomenclature qu'il en donne n'est pas complète : en effet, une liste de 1131 espèces végétales ne présente certainement pas toute la flore d'un territoire de plus de 500,000 hectares, dont une

des extrémités approche de régions où les arbres cessent de croître, et l'autre nourrit le pistachier, et permet que le balisier y croisse en pleine terre. Les herborisations y porteraient le nombre des espèces beaucoup au-delà de 4000, et formeraient un catalogue presque complet de toutes les plantes du milieu de la France et d'une grande partie du Nord. Si chaque département s'impose le travail de rédiger sa *flore* particulière sans rien emprunter à ses voisins, il y aura sans doute beaucoup de temps perdu en recherches dont on eût pu se dispenser en consultant des écrits dignes de toute confiance. Cependant il est à désirer que les naturalistes de chaque département se condamnent eux-mêmes à cet isolement ; qu'ils considèrent leur pays comme une terre inconnue où tout doit être exploré, énuméré, classé, et, au besoin, décrit. On apprendra par ce moyen beaucoup de choses qui peut-être n'auraient point été découvertes par une autre voie ; on saura quelles plantes ne se trouvent que dans certains lieux, quelles espèces animales sont confinées entre des limites qu'elles ne franchissent point ; on pourra noter les changemens que ces limites auront éprouvés, les acquisitions ou les pertes de chaque localité, etc. Ces lumières très-précieuses pour l'histoire naturelle ne sont pas sans utilité pour l'économie publique.

Nous venons de parcourir le premier *livre* de cette statistique. L'auteur y a réuni les connaissances du sol et de ses produits ; dans le second livre, ses études ont pour objet les *habitans*, c'est-à-dire les animaux et les hommes. Il commence par les animaux sauvages, et réserve pour la statistique de l'agriculture les détails relatifs aux animaux domestiques. Il se borne à une esquisse de la faune du département du Lot : cette partie de son travail manquait des matériaux nécessaires pour la compléter.

Les faits que nous apprenons ici sur les modifications que l'homme a subies dans la région granitique du département contredisent à quelques égards les observations faites ailleurs sur des sols de même nature. Le froid et l'humidité de l'atmosphère décolorent et rapetissent l'habitant du canton de la Tronquière et d'une partie des cantons voisins ; le gibier même y perd, dit-on, sa saveur. Loin que le séjour dans les

montagnes de ce département contribue à donner à l'homme des facultés physiques et morales d'une plus grande énergie, on l'y trouve au contraire sensiblement dégénéré, si on le compare à l'habitant de la région calcaire placée plus bas. Les femmes subissent encore plus que les hommes l'influence ou contraire ou favorable du climat : sur le sol granitique elles perdent leurs dents de très-bonne heure, et sur le sol calcaire elles les conservent même dans la vieillesse. Par une sorte de compensation elles sont plus sujettes que les hommes à être déformées par des goîtres, mais rarement atteintes des fièvres endémiques qui attaquent les hommes dans les cantons de Condat et de Gavagnac. Notre auteur compare, sous un autre aspect, les habitantes de la haute région granitique à celles du plateau calcaire et des vallées : « Les premières ont rarement le teint embelli par les couleurs de la santé ; les secondes sont presque toutes rembrunies par la nature de leur tempérament, par l'influence du climat, par la nature des travaux auxquels elles se livrent ; une taille bien proportionnée, quoiqu'un peu forte, très-prononcée, se fait remarquer chez les dernières ; des caractères opposés distinguent les autres : toutes montrent une piquante vivacité ; mais dans celles du sol granitique, elle semble principalement venir de l'intelligence ; chez les autres elle paraît émaner de la prédominance des forces physiques sur les forces morales. » On reconnaît ici que ces notices sur la constitution physique de l'homme dans ce département sont dues à un médecin ; on lui saura gré d'y avoir consigné cette observation consolante : « La dysenterie se présentait ici jadis avec les symptômes les plus pernicioeux, surtout parmi la classe que la misère tenait dans une constante malpropreté ; c'est la maladie qui faisait le plus de ravages dans ces contrées : elle est bien moins grave et moins fréquente depuis que le sort du pauvre s'est amélioré. »

Le chapitre sur les mœurs, les usages et les costumes est tellement rempli de faits intéressans qu'il fournirait seul la matière de volumineux extraits non moins curieux qu'instructifs. Deux autres chapitres exposent les changemens opérés par la révolution dans les mœurs et les usages, et quelques particularités morales observées dans des villes ou des com-

munes, sans que le reste du département participe à ces modifications purement locales. Les effets de la révolution sont appréciés avec impartialité, et la mesure du bien l'emporte beaucoup sur celle du mal produit par ce grand événement politique dont l'histoire ne sera peut-être jamais écrite comme elle devrait l'être pour l'instruction de nos descendans.

Les habitans de Figeac pardonneront-ils au député du Lot d'avoir écrit ce que nous allons transcrire sans commentaires ni observations, de peur de nous exposer nous-mêmes à leur courroux, si l'auteur de cette statistique l'avait mérité ? « A toutes les époques, Figeac s'est fait remarquer par un penchant décidé aux plaisirs ou à la gaieté. On dirait que la fraîcheur et la variété de ses rians coteaux exercent une heureuse influence sur les affections de ses habitans, et leur donnent des mœurs douces et sociables. Mais cette facilité de mœurs touche de bien près à la corruption. Lorsque, plusieurs années avant la révolution, Cahors n'avait dans ses hospices qu'un ou deux enfans-trouvés, on en comptait de trente à quarante dans celui de Figeac, quoiqu'alors, comme aujourd'hui, la population de cette dernière ville ne fût que la moitié de celle de Cahors. Toutefois c'est moins à la gaieté qu'à l'oisiveté qu'on doit attribuer cette dissolution. Rapportons aussi à l'oisiveté les scènes multipliées dont le scandale serait encore plus grand si on ne leur trouvait toujours un côté comique, d'après la direction qu'a reçu le caractère des habitans de Figeac. »

Nous ne nous arrêterons pas au chapitre sur la langue, ou plus exactement sur le patois du pays, afin d'arriver plus promptement aux détails sur la population et son mouvement.

Le dénombrement de 1826 assigne au département du Lot une population de 280,515 habitans. D'après un tableau dressé par l'administration départementale, le nombre moyen des naissances, de 1810 à 1829, serait de 7,446 enfans : le nombre des décès, durant le même intervalle de dix-huit ans, serait de 6,127, et celui des mariages de 1,904. Ainsi le rapport des naissances à la population deviendrait donc celui de 100 à 3,980; pour les décès, on aurait le rapport de 100 à 4,578, et pour les mariages, celui de 100 à 14,732. Ces résultats s'éloignent beaucoup des termes moyens auxquels

M. Mathieu est arrivé en appliquant ses calculs à toute la France. En adoptant les données fournies par ce savant, on trouverait, pour une population de 280,515 habitans, 8764 naissances, 7192 décès et 2109 mariages. Ces nombres, quoique plus grands que ceux du résumé des actes officiels du département du Lot, leur sont assez exactement proportionnels; en sorte que dans ce département le mouvement de la population serait plus lent que dans le reste de la France, mais soumis d'ailleurs à la même loi. Il y a dans les chiffres de ce chapitre quelques erreurs qui ont empêché l'auteur d'apercevoir ce résultat qui ne lui aurait certainement pas échappé.

En calculant le progrès de la population d'après le tableau des naissances et des morts, on trouve qu'il est au-dessous du vingtième en dix ans dans le département du Lot. Quoique cet accroissement ne semble pas très-rapide, il doit attirer l'attention des hommes d'état, et leur impose l'obligation de rechercher les moyens de prévenir les maux qui accablent une population trop pressée sur le territoire qu'elle occupe. Si dans l'une de ses divisions où le mouvement de la population est ralenti la France doit s'attendre à voir le nombre de ses habitans augmenté de moitié, en moins d'un siècle sera-t-elle alors en état de les faire subsister, de les maintenir dans une situation tolérable?

Le rapport entre le nombre des enfans légitimes et celui des enfans naturels est à peu près de 20 à 1. On pense bien que dans ce calcul la chasteté des campagnes couvre en partie la dissolution des villes. Selon M. Delpon, les villes du département du Lot renferment le sixième de la population totale, et la proportion entre le nombre des citadins et celui des campagnards n'a pas varié sensiblement par l'effet des commotions politiques.

L'histoire du département et la biographie des hommes célèbres qu'il a produits sont les sujets du troisième livre; le quatrième traite des antiquités, plus nombreuses et plus importantes dans le département du Lot que sa position ne semble le comporter. L'histoire du département n'est pas continuée jusqu'à nos jours; l'auteur a réservé pour les chapitres sur l'administration des faits dont l'exposition éclairera cette importante matière. Quant aux notices biographiques,

on ne sera pas toujours d'accord avec l'auteur sur la part de célébrité qu'il accorde aux hommes dont il parle; mais on y reconnaîtra partout la volonté d'être scrupuleusement impartial, équitable envers tous, malgré les suggestions de l'amour du pays natal. Parmi les monumens dont il est fait mention dans le livre des antiquités, nous devons citer le rocher et les cavernes de Brengues, où des constructions singulières et des amas d'ossemens antédiluviens ont exercé la sagacité des antiquaires et des naturalistes. (*Voyez, sur ce lieu*

La description de ce que l'auteur nomme *fortifications dans des rochers*, telles que celles qu'on voit dans la commune de Bouziès, canton de Saint-Gery, a beaucoup de rapport avec les habitations des Troglodytes, dont on voit encore aujourd'hui en Tauride des bourgades assez bien conservées, quoique l'époque où elles furent habitées soit entièrement oubliée. Les habitans du département du Lot donnent le nom de *Château-des-Anglais* à toutes les constructions de ce genre. « La contrée conserve de vagues souvenirs des maux qu'y répandirent ceux qui occupaient ces repaires. »

Dès que le second volume de cette statistique aura paru, nous nous empresserons d'en rendre compte. Tous ceux qui la consulteront en France et au dehors confirmeront par leurs suffrages l'honorable distinction que l'académie des sciences lui a décernée.

F.

114. QUELQUES OBSERVATIONS SUR L'ÎLE DE TEXEL (*Vaderlandsch Letteroffening*; juin 1830, n°. VII).

L'île de Texel, anciennement *Texlum*, la plus remarquable des îles septentrionales de la Hollande, est située à une lieue environ du Helder. Au nord-ouest elle est environnée d'une chaîne de dunes, et de tous les autres côtés par des digues qui la garantissent contre les flots de la mer. Cette île, réunie maintenant à l'Enjerland qui, suivant l'Histoire, formait encore en 1629 une île séparée, a une superficie de 16 à 18 lieues, y compris les dunes. Les terres cultivées qui sont situées entre les digues ont de 7 à 8,000 arpens (cunderez). Une petite partie est cultivée en bois de construction; tout le reste est en prairies.

On compte dans l'île six villages, dont les noms sont Burg,

Het-oude-schied , Hoorn , Waal , Het-Oosterend et de Koog ; ce dernier village en mérite à peine le nom , car on n'y trouve qu'une église et 15 à 20 maisons ; il y a aussi dans l'île un certain nombre de hameaux qui contribuent à lui donner un aspect vif et varié.

L'île de Texel a une population de 4,800 à 5,000 âmes réparties dans les villages et dans la campagne ; les villages réunis forment une communauté qui est administrée par un bourgmestre assisté d'un secrétaire. Cette population s'occupe particulièrement d'élever des bestiaux , de l'agriculture et de la marine. Les troupeaux se composent surtout de brebis qui sont d'une race excellente et très-recherchée dans le commerce ; leur nombre s'élève à plus de 30,000 ; il faut ajouter 2,000 têtes de gros et de petit bétail à cornes , et de 380 à 400 chevaux.

Chaque année , au mois de mai , 10 à 12 mille agneaux sont transportés au marché de Leide. A la Saint-Jean , on vend la laine des brebis à des commissionnaires qui viennent dans l'île pour faire des achats , principalement pour les manufactures de France où la laine du Texel est considérée comme parfaitement propre à la fabrication d'une certaine espèce de draps. L'exportation de cet article s'élève annuellement à 75,000 flor. de Hollande. On exporte aussi annuellement un certain nombre de vieilles brebis , quelques bêtes à cornes et du fromage vert.

Depuis quelque temps le gouvernement encourage vivement l'éducation des chevaux dans l'île ; elle possède déjà trois étalons de race frisonne , arabe et anglaise. L'espèce des chevaux de Texel est petite , mais assez bien faite , et passablement forte. Que l'on parvienne à inspirer le goût des beaux chevaux , et la race de ceux de Texel en fournira bientôt d'excellens pour la cavalerie légère.

Le bien-être des paysans a beaucoup diminué depuis quelques années par suite de la baisse du prix des laines et des brebis. Cette baisse a exercé une influence funeste sur cette classe d'hommes ; elle se prolongera , parce que l'élévation des droits sur les laines étrangères introduites en France , et les quantités énormes de laine anglaise qui surchargent les marchés en sont la cause déterminante , et cette cause ne cessera pas de sitôt.

La plus grande partie des terres de l'île est cultivée en prés ; mais depuis quelque temps les habitans ont donné plus d'extension à la culture en forêts : ils ont une espèce de pomme-de-terre qui , au printemps surtout , a l'avantage de se conserver long-temps ; ils donnent aussi leurs soins à d'autres productions , mais elles sont insuffisantes pour satisfaire aux besoins de l'île.

La marine est une branche d'industrie très - importante pour les habitans de l'île de Texel , et surtout pour ceux d'*Oude-schied* , de *Hoorn* et de la partie occidentale de l'île ; elle occupe 1500 à 2,000 individus. Autrefois il y avait toujours dans l'île un certain nombre de capitaines de la marine marchande qui y étaient nés , et qui après avoir long-temps navigué venaient y terminer leurs jours , et mettaient dans la circulation les capitaux qu'ils avaient acquis. Aujourd'hui , lorsqu'un marin sort de l'île , il n'y rentre plus. Il est inutile de faire observer que l'île doit nécessairement souffrir d'un pareil état de choses , tant sous le rapport pécuniaire que sous celui des connaissances maritimes.

Il y a dans l'île de Texel près de cent bâtimens caboteurs , et dans ce nombre 14 à 15 (*schooyer-schiuten*) bateaux particulièrement destinés à ce lamanage (*loosden*) , dix barques de pêcheurs , une douzaine de bateaux qui servent aux communications entre Texel et Amsterdam , Harlingen , Alkmaar , etc. ; les autres bateaux vont à la pêche aux huîtres , ou font un service pour le compte des marchands établis dans l'île.

On compte au Texel de 140 à 150 lamaneurs outre un certain nombre d'élèves qui habitent Hoorn et le *Oude-schied*. Les pilotes de Hoorn sont particulièrement chargés du lamanage externe , c'est-à-dire qu'ils vont chercher les navires en pleine mer et les conduisent sur la rade ; les pilotes chargés du lamanage intérieur les conduisent alors à Amsterdam. Ils sont tous placés sous l'inspection immédiate d'un commissaire qui réside dans l'*Oude-schied*.

Les lamaneurs n'ont jamais tiré de grands avantages de leur industrie ; et depuis que l'usage s'est établi de faire conduire les navires à Amsterdam , par les remorqueurs du canal de Nord-Hollande , cette industrie est tombée tout-à-fait. Lorsqu'un lamaneur gagne 200 francs par an , c'est beaucoup pour

lui ; il est étonnant que le gouvernement ne protège pas davantage une industrie si utile au commerce maritime. Toutefois dans les ports méridionaux du royaume le pilotage est mieux organisé.

Les bateaux des pilotes lamaneurs sont en station dans une petite baie de l'île. L'empereur Napoléon avait formé le projet d'y élever une fortification, combinée avec les forts du Helder. Le gouvernement des Pays-Bas réalisera peut-être ce projet, dans l'intérêt de sa politique.

La pêche aux huîtres occupe un grand nombre de bateaux, qui appartiennent presque tous à la partie orientale de l'île. Elle se fait pendant toute l'année. Afin que les huîtres perdent le goût désagréable qu'elles ont, on les place dans certains endroits du rivage préparés exprès, et où il y a de l'eau douce. Le commerce des huîtres est très-étendu. Le canal de Nord-Hollande a porté un coup funeste à l'île de Texel, surtout à l'*Oude-Schied*, qui naguère encore était assez florissante. Autrefois on trouvait toujours dans la rade de Texel, et surtout au printemps et en automne, un grand nombre de vaisseaux de guerre et de navires marchands qui y passaient quelques semaines dans l'attente des vents favorables pour partir. Pendant ce temps les vaisseaux étaient servis par des marins de l'île de Texel, qui fournissaient aux équipages tous les objets de consommation dont ils avaient besoin. Si à cela on ajoute un débit considérable de voiles, d'ancre, de cordages, on concevra aisément que l'industrie était très-active dans l'île. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui, les vaisseaux vont dans le Nieuwe-Diep, passent les écluses et voguent à pleines voiles vers Amsterdam ; ceux venant d'Amsterdam, attendent le vent d'est ; dans le Nieuwe Diep, et, lorsque ce vent souffle, les bateaux à vapeur les transportent en un clin d'œil hors du port ; la physionomie de l'île a par conséquent changé complètement.

Le village de Burg est le chef-lieu de l'île de Texel. Des actes très-anciens lui confèrent des privilèges municipaux. Il était protégé par un fossé et par des portes. On y compte environ 350 maisons, réparties sur 8 ou 10 rues et trois places publiques ; un hôtel de la municipalité, et un autre bâtiment dans lequel la justice de paix tenait ses séances,

et plusieurs autres corporations leurs réunions, une église réformée, une église d'anabaptistes et une grande église catholique. L'église réformée est très-vaste ; on aperçoit ses tours à une grande distance en mer. On y remarque un chœur et un très-bel orgue. Cette église est bâtie dans le style moderne ; le village possède aussi un marché qui se tient sur la place Verte, environnée de maisons et plantée d'arbres. Enfin, les fondations et les établissemens pieux et utiles n'y manquent pas. Telles sont les maisons des Orphelins et celle des secours destinés aux pauvres ; plusieurs sociétés y ont leur siège.

Les autres villages présentent moins de particularités. L'*Oude-Schied* est grand et bien bâti. Les rues en sont pavées en briques, et sous ce rapport l'*Oude-Schied* l'emporte sur tous les autres villages, qui sont en général mal pavés, ce qui provient autant de la grosseur des pierres que l'on emploie que du mode même que l'on a adopté pour le pavement. Celui-ci possède une église réformée et une église catholique. L'*Oosterend* est bâti en forme de carré. L'église et les cimetières sont environnés d'arbres et situés au centre du village. Waal n'est habité que par des laboureurs. Le Hoog, qui n'est aujourd'hui un village que parce qu'il possède une église, est le triste débris d'un lieu autrefois vaste et florissant. On dit même que le Hoog était très-anciennement le chef-lieu de l'île. Il est le seul qui ne soit point pavé. On y trouve encore une école assez bien organisée, pour vingt-cinq à trente enfans. Le seul port de l'île se trouve dans l'*Oude-Schied*. Son bassin est large, mais comme il n'est pas profond les vaisseaux ne peuvent y venir jeter l'ancre. Le soir on allume à l'entrée du port un fanal qui sert de guide pendant la nuit aux navigateurs. C'est le seul qui soit dans l'île. Le long du port il y a quelques magasins appartenant à l'état et un chantier. Toutes les provisions de l'île, à quelques exceptions près, y arrivent. On les expédie ensuite par Buy dans les autres villages. Plusieurs douzaines de voitures traversent, dans le cours d'une année, la grande route entre l'*Oude-Schied*, et la Burg. Ce mode de transport influe beaucoup sur la cherté d'une foule d'articles de consommation dans l'île, parce que les frais de voiture sont

fort élevés. Cette remarque s'applique surtout au combustible qui est importé de la Frise et d'autres contrées.

La superficie de l'île de Texel est divisée en trois parties principales. La première partie, formée de l'ancien Texel, ceinte de digues depuis des siècles, et divisée en dix-sept ou dix-huit polders, est régie par une administration des digues, composée d'un dykgraaf, de conseillers, d'un secrétaire, d'un collecteur de deniers et d'un messenger, et la seconde partie n'a qu'un seul polder, Waalenburg. Ce n'est qu'en 1488 que ce polder a été ceint de digues. Son étendue est de 900 arpens du Rhin (rynl-morgen). Il est soumis à une administration des digues particulières, comme s'il était indépendant. Enfin, le Buttenveld et l'Eijerland, qui était autrefois indépendant, mais qui appartient maintenant à l'île de Texel. Ce territoire dont la superficie est de 4 à 5,000 arpents du Rhin, appartient au domaine. À l'ouest, il est protégé contre les flots de la mer par les dunes et le Sanddijk ; mais il y est tout-à-fait exposé au côté opposé.

Le polder Waalenbourg est, sous le rapport de la forme, le Beemster de Nord-Hollande en petit, il est carré et divisé en chemins réguliers, par des fossés de parallèles. On y trouve un grand nombre de métairies. Les opinions diffèrent sur le prix du terrain. Ce polder est très-bas, et souvent on est obligé de faire travailler un moulin à eau, pour se débarrasser des inondations. Il y a beaucoup de poissons dans les mares du polder, surtout des anguilles et des brochets. Il est pour la plus grande partie cultivé en prés, et c'est sous ce rapport qu'on lui a donné le nom de grenier d'abondance de l'île de Texel : il est fâcheux qu'on ne l'ait pas planté d'arbres comme le Beemster. C'eût été le moyen d'y établir des promenades charmantes.

Les terres du domaine sont affermées en trois portions différentes. Il y a trois grands bâtimens. Le premier est appelé Zanddykhus, le second Kwelder, le troisième, Fermier; celui de l'Eijerland occupe une maison en pierres, très-vaste, qui avait été primitivement organisée pour le service du commissaire (gecommetwerdez) de la partie septentrionale, et qui sert encore occasionnellement aux employés chargés de recueillir les objets que la mer jette sur ces rivages.

Une métairie est attachée à cette maison. Chacun de ces fermiers possède et fait pâturer beaucoup de bétail, et surtout des brebis. On sait que l'Eijerland tire son nom du grand nombre d'œufs que divers oiseaux viennent y pondre. Ces œufs, recueillis aux mois de mai et de juin, sont envoyés par grandes parties à Amsterdam. Il y avait autrefois dans le Buttenveed une grande quantité de lapins, qui formaient une branche importante de commerce pour les fermiers; mais depuis l'arrêté du roi, du 25 novembre 1827, il serait difficile de trouver un seul lapin dans toute l'étendue de l'Eijerland.

Peut-être serait-il utile que l'on examinât s'il est possible de ceindre de digues ces vastes terrains. Pour cela il suffirait de faire un calcul approximatif des frais que nécessiteraient les travaux indispensables pour cette opération. Une grande partie de ces terrains est formée d'une bonne terre argileuse, que l'on pourrait cultiver utilement. Le reste consiste en une terre médiocrement bonne, dans laquelle on trouve parfois du sable. Il est inutile de faire remarquer que cet objet mérite l'attention du gouvernement, à cause de l'accroissement continu de la population.

Il y a dans l'île de Texel sept écoles pour l'instruction primaire. Celles de Burg, de l'Oude-Schied et du Hoorn sont les plus nombreuses. Elles sont fréquentées par 800 ou 900 enfans. Ces écoles sont placées sous la surveillance immédiate d'une commission qui se réunit à certaines époques déterminées, au village de Burg, pour délibérer sur les intérêts qui lui sont confiés. Il n'y a point de taxe pour les écoles comme partout ailleurs dans le pays plat. Les traitemens des maîtres sont intégralement payés par l'autorité locale, et il serait à désirer qu'il en fût partout ainsi. Ces traitemens, en y comprenant les frais d'entretien des salles, et de chauffage, s'élèvent annuellement à la somme de 4,500 francs. Que l'on compare l'instruction primaire dans l'île de Texel, à l'instruction primaire dans plusieurs autres pays, et l'on verra combien le parallèle est favorable à l'île de Texel.

Quant aux habitudes et aux mœurs des habitans, la plus légère attention suffit pour faire voir qu'elles diffèrent suivant les localités et les rapports particuliers qui en dérivent.

Dans le village de Burg , par exemple , où il y a beaucoup d'habitans notables venus du dehors , qui exercent nécessairement une grande influence sur les hommes qui les entourent , on trouve un genre de vie tout opposé à celui que l'on remarque dans l'Oude-Schied , dont les habitans se distinguent par cette franchise et cette gaieté qui forment le trait caractéristique des populations maritimes. Dans l'Oostereind , Waal et le pays plat , règne partout la vie simple et modeste du laboureur. Chaque village a même un caractère spécial qui le distingue des autres et se fait remarquer dans les plus petites choses. Les habitans sont en général doux , polis et hospitaliers.

Dans le village de Burg les habitudes sociales des habitans venus du dehors diffèrent d'une manière notable de celui des indigènes. On y lit la plupart des journaux hollandais , et la correspondance de chaque jour , surtout avec Amsterdam , donne toutes les nouvelles. Les réunions ont lieu dans l'intérieur des maisons.

Les habitans paraissent sains et robustes. Ils sont redevables de leur bonne constitution à l'air pur qui règne dans l'île , à cause de sa situation élevée. C'est surtout dans l'Oude-Schied et dans la partie orientale que l'on trouve des hommes forts vigoureux. Les femmes ne sont pas laides et elles ont la peau très-blanche. Le langage des habitans diffère suivant les localités. Il est en général prompt et accompagné d'une certaine cadence , comme dans presque toutes les grandes villes. Il participe aux caractères généraux du langage dans toute la Hollande septentrionale.

L'île de Texel produit des herbes potagères délicieuses , et des fruits excellens. Le pain , la viande de bœuf , de mouton et d'agneau y sont bons. L'eau est en grande partie de l'eau de pluie recueillie dans des réservoirs. Cependant l'Oude-Schied tire son eau de sources situées à un quart lieue du village , moyennant une somme annuelle qui est payée à la maison des orphelins de l'île de Texel. Cette eau ayant la propriété de se conserver long-temps , on la préfère pour l'approvisionnement des bâtimens destinés à un voyage de long cours. Elle fournit à la maison des orphelins , à qui les sources appartiennent , un revenu considérable. Les habitans

trouvent aussi de grandes ressources dans la chasse et dans la pêche.

Cependant, à quelques exceptions près, tout est fort cher dans l'île, et la vie y est très-difficile pour quiconque ne sait pas s'imposer deux privations, car il faut tirer du dehors la plupart des choses les plus nécessaires; la cherté qui règne doit être attribuée principalement à la paresse et à l'incurie des paysans. Pour que la cherté diminuât il faudrait que les terres fussent mieux cultivées et d'une manière plus variée. Annuellement l'île de Texel exporte une grande quantité de numéraire pour des objets de consommation qu'elle pourrait se procurer elle-même par un travail plus soutenu, mais pour cela il serait nécessaire que les paysans fussent plus actifs. Ils ne manquent pas d'intelligence, mais jusqu'à présent ils n'ont pas voulu en profiter pour améliorer leur position.

C. N.

115. VADE-MECUM, ou Description de Bruxelles et de ses environs, avec des notions sur ce qu'ils'y trouve de plus remarquable; par le capit. D. K. In-8., avec 2 cartes; prix, 1 fl. — f. 2. 11. Bruxelles, C. J. Demat.

116. LARGEUR DU SUND.

Le Sund ayant été totalement occupé par les glaces durant l'hiver de 1829 à 1830, on a eu l'idée de mesurer exactement ces bras de mer, opération qu'on n'avait jamais pu faire durant les 40 dernières années. D'après le mesurage qui a eu lieu les 31 décembre 1829 et 2 janvier 1830, la véritable largeur du Sund est de 4,390 mètres ou aunes néerl., depuis l'extrémité du port d'Helsingberg jusqu'à celui du port d'Elseneur en Danemark, et de 3,957 mètres, depuis les *Steinhallez*, jusqu'à l'extrémité de la forteresse de Cronembourg où ce détroit a le moins de largeur. (*Algemeen Konst en letter-bode*; n. 8. fév. 1830.)

C. R.

117. HISTORISCH POLITISCHE ANSICHTEN UND UNTERSUCHUNGEN.

Vues historiques-politiques, et Recherches sur la question du développement pratique des constitutions des villes de l'Allemagne; par M. H. REICHARD. 1 vol. de XVI, et 564 p. gr. in-8. Leipzig, 1830; Weidmann.

Il n'est pas nécessaire que nous fassions remarquer à nos lecteurs que cet ouvrage a tout le mérite de l'opportunité. La nouvelle forme qu'a prise le système municipal qui en Allemagne avait survécu aux débris du moyen âge, est à l'ordre du jour dans tous les états de ce pays qui en sont encore privés. A cela il faut ajouter que l'exemple de la Prusse a prouvé que l'organisation municipale, qui avait été donnée à cette monarchie dans l'année 1808, exigeait aujourd'hui une foule de changemens et d'améliorations. En effet, le tiers-état a fait de tels progrès dans son développement intellectuel et social que 20 années après on a senti la nécessité de soumettre l'organisation municipale à une révision. De même la lacune qui dérive en France de l'absence d'une organisation municipale vivifiant la Charte constitutionnelle et l'embrassant dans toutes ses parties, est profondément sentie. Cette lacune, le ministre Martignac voulait la combler ; on sait qu'il échoua.

Toutes les fois que de nouvelles constitutions écrites sont mises en vigueur sans être précédées d'une organisation des communes, des villes et des cercles, on se trouve dans la même position que si l'on exigeait des universités sans posséder des écoles savantes bien établies. Toute la vie sociale forme, depuis le dernier échelon jusqu'au sommet un tout organique dont les parties sont étroitement liées. L'organisation communale et municipale en forme la base. Plus les constitutions communales et municipales se rattachent dans les premiers élémens du droit social aux constitutions politiques mises en harmonie avec elles, plus la vie constitutionnelle se développe facilement et énergiquement dans les hautes régions de la société prise dans son ensemble.

L'auteur débute par des considérations préliminaires sur le mérite et l'importance des villes pour la vie politique en général, et pour l'industrie nationale en particulier. Ensuite il divise son sujet en trois sections.

La première section contient des aperçus généraux et des doctrines politiques générales puisées dans l'histoire du droit public de l'Allemagne, et dans les développemens de l'organisation municipale de ce pays. Cinq chapitres sont consacrés à présenter les progrès des constitutions allemandes depuis les temps les plus reculées jusqu'à Charlemagne ; depuis les Car-

lovingiens jusqu'à l'inter règne ; depuis Rodolphe de Habsbourg jusqu'à Maximilien I^{er}. ; depuis les temps de la réforme jusqu'à la dissolution de l'empire d'Allemagne ; enfin le développement des constitutions politiques dans la confédération germanique

La seconde question embrasse l'état actuel du système municipal des villes de l'Allemagne. L'auteur expose dans quatre chapitres l'état où se trouvaient les constitutions municipales lors de la dissolution de l'empire d'Allemagne et les transitions à la législation la plus récente, les traits caractéristiques des constitutions actuelles des quatre villes libres de l'Allemagne. Ceux des constitutions municipales actuellement en vigueur dans les monarchies du corps germanique, viennent ensuite des considérations politiques tirées des vicissitudes qu'ont épouvées les villes allemandes. Au troisième chapitre se rattachent deux appendices importantes : elles sont intitulées : *l'organisation de l'autorité et de l'administration municipale dans les villes de Leipzig et de Hanovre exposées sous un point de vue général.*

Dans la troisième section l'auteur se livre dans neuf chapitres à des réflexions étendues sur la législation future. Il traite de la nécessité et de l'utilité de l'indépendance pour les cercles sociaux dans l'intérieur des états ; il passe ensuite à divers points de vue sur les progrès intérieurs des constitutions municipales en Allemagne, il émet ses idées sur l'organisation du pouvoir exécutif, sur celle de la représentation communale et sur les élections des députés pour les diètes. Enfin, après avoir indiqué d'une manière générale l'utilité de constitutions municipales perfectionnées pour la simplification des impôts, il termine par des considérations générales.

Voici comment l'auteur s'exprime sur la manière dont on doit procéder à la formation de la représentation communale.

L'indépendance des communes relativement au pouvoir exécutif ne peut trouver sa garantie essentielle et efficace que dans l'existence d'une représentation communale librement et sagement constituée par les suffrages des citoyens ; la puissance et l'influence du pouvoir exécutif ont besoin d'une opposition libre pour être maintenues dans les limites légales. Il faut aussi que le pouvoir exécutif soit tantôt contrôlé et

tantôt secondé par les organes capables des communes. Ce n'est qu'au moyen d'une organisation pareille qu'une commune acquiert la faculté d'exercer une influence active et utile sur l'administration de la communauté entière, et pour cela il faut que tous les genres d'intérêts matériels et moraux, du sol et de l'industrie des lettres et des arts, trouvent des défenseurs dans les élus de la commune. C. R.

118. UEBER DIE RESTAURATION DES DEUTSCHEN RECHTS, INSBESONDERE IN BEZIEHUNG AUF DAS GRUNDEIGENTHUM. — De la restauration du droit allemand surtout par rapport à la propriété foncière, par FRIEDRICH LUDWIG BERNHARD. 80 p. in-4°. Munich, 1829 ; Weber.

Cet ouvrage est divisé en deux parties : la première spéculative, la seconde d'application. Dans la première M. Bernhard se livre à de longues considérations sur le développement que le droit éprouve, chez chaque nation, par le progrès de sa civilisation particulière. Il se plaint de ce que les législateurs modernes, en promulguant leur droit positif ou formel, éteignent de plus en plus dans le sein du peuple la conscience de ses institutions originaires, de son droit propre, et il désire que, le législateur se bornant à être l'organe de la haute intelligence nationale, la législation cesse par là d'être arbitraire et devienne l'expression pure de la culture juridique de la nation. Voici maintenant quelques-unes des applications, qu'après ces réflexions générales et quelques autres, notre auteur fait de sa philosophie du droit à des institutions particulières. Grand admirateur de la féodalité germanique, il convient cependant que plusieurs des institutions qui en dépendaient sont inconciliables avec l'état actuel de la civilisation ; ainsi il abandonne la servitude de la glèbe, les juridictions patrimoniales, les corvées ; mais il pense que les besoins du siècle, exigent que l'on resserre les liens qui unissent la terre à l'homme, que l'on reconnaisse que la propriété foncière fait partie de la personnalité du propriétaire. C'est cette liaison intime de la terre au propriétaire qui complète le citoyen ; c'est ce qui constitue la dignité, l'honneur (*die Ehre*) de l'homme libre ; c'est l'élément chrétien du droit germanique, qui s'élève si fort

au-dessus du droit romain, dans lequel la terre ainsi, que tout autre objet de la propriété, est considérée comme une chose extérieure à l'homme, et dont il peut disposer. L'esprit du droit germanique exige que cette liaison de la terre à l'homme soit aussi indissoluble que possible, que la propriété foncière ait aussi une individualité, soit indivisible, que sa jouissance ne soit pas l'objet de contrats temporaires et passagers qui l'assimilent à une marchandise, mais donne lieu, au contraire, à des rapports permanens fondés sur la distinction d'une jouissance médiate appartenant à un individu et d'une jouissance immédiate appartenant à un autre, et que le propriétaire ne puisse pas disposer de sa terre pour la transporter arbitrairement à une personnalité étrangère. Par suite de l'ordre d'idées auquel appartient son système sur la propriété foncière, M. Bernhàrd ne manque pas de proclamer la nécessité de l'asservissement des professions industrielles. Voici ses raisons : « Il y a dans l'objet » extérieur de chaque profession un esprit, que l'esprit » particulier de chaque homme ne produit pas, et qui par conséquent existe indépendant à côté de l'esprit de l'individu. » Dans ce sens on tue ou anéantit les arts et métiers, » quand on les rend *libres* selon nos idées actuelles : l'esprit du droit germanique les veut *non libres* dans ce sens. » Le bien commun exige cette absence de liberté, et » l'organisation des métiers en jurandes et maîtrises. » Il admet, au contraire, la liberté dans les beaux-arts, et voici pourquoi : « Cette vocation qui, sans objet extérieur » pose uniquement sur la personnalité de l'homme isolé, » sur la richesse de son esprit, est la seule qui ait crû » complètement avec sa liberté : c'est ce que la manière de » penser allemande entend par *arts libéraux*. » On ne sera pas surpris de voir qu'avec ces idées sur la propriété foncière, notre auteur déplore profondément la faculté que la loi donne au propriétaire d'hypothéquer ses immeubles : il reproche à l'hypothèque « d'avoir soumis à l'argent, à l'élément le » plus mobile de la richesse, la plus solide, la plus sûre, la » plus noble force de la nation, la propriété foncière, et » de lui avoir surbordonné par conséquent cette haute perfection que reçoit de la propriété foncière la personnalité du

» citoyen. Il n'attribue pas une influence moins funeste au bail temporaire ; la valeur par laquelle la propriété foncière étend la personnalité de l'homme est dépréciée, rabaisée par le contrat de louage qui fait de la jouissance de l'immeuble, l'objet d'un droit passager, d'un droit d'obligation. Nous ne suivrons pas notre auteur dans le détail des moyens qu'il propose, pour remédier aux griefs dont il se plaint, et pour rendre à la propriété immobilière ses quatre qualités essentielles : *individuitas* individualité ; *densitas*, la force d'où découle et où revient aboutir le mouvement de la richesse ; *flexibilitas*, la souplesse avec laquelle elle se prête à la séparation de la jouissance immédiate (propriété roturière) et de la jouissance médiate, (propriété noble) ; *perpetuitas*, son indépendance de la volonté individuelle du propriétaire, c'est-à-dire, son inaliénabilité ; ce sont là, suivant M. Bernhard, les *quatre vertus cardinales* de la propriété foncière allemande qui font que, comme être politiquement organisé, elle est fort au-dessus de la propriété foncière romaine qui n'est qu'une chose.

L'ouvrage est terminé par un tableau synoptique du système du droit privé allemand, tel que notre auteur le conçoit.

C. A. PELLAT.

119. SAMMLUNG SÄMTLICHER GESETZE. — Collection des lois, ordonnances, instructions et décisions relatives à la police de santé ou de salubrité qui ont été publiées dans le grand-duché de Bade, depuis 1803 jusqu'à 1829 ; publié par P. C. BAUR D'EISENECK. Un vol., 905 p. in-8°. Carlsruhe et Bade, 1830. D. R. Marx. (*Gotting. gelehrte Anzeigen* ; septembre 1830, p. 1447.)

L'auteur de ce recueil est le directeur des archives du grand-duché de Bade. On peut donc supposer que son travail est à la fois complet et très - utile dans la pratique ; le recueil est divisé en huit sections.

La première comprend les règles générales des institutions sanitaires.

La seconde embrasse les ordonnances relatives aux études préalables que doivent faire, et aux examens que doivent passer les personnes qui se destinent au service sanitaire.

La troisième contient les dispositions concernant les fonctions des médecins de district.

La quatrième contient les instructions sur les fonctions des chirurgiens de district.

La cinquième celles relatives aux devoirs des médecins accoucheurs en chef.

Dans la sixième on trouve l'ordonnance relative aux apothicaires et pharmaciens, ainsi que celle qui règle les rentes des pharmaciens.

La septième contient les dispositions de la police vétérinaire.

La huitième les instructions sur la manière de traiter les morts.

Lorsque l'on entre dans le détail de ces diverses dispositions, on ne peut s'empêcher d'y reconnaître les efforts que fait un gouvernement éclairé, pour procurer à ses sujets la plus grande somme de bien-être physique, en mettant à profit tous les résultats des sciences et de l'expérience. C. R.

120. AUCHEIN WORT UEBEROEFFENTLICHKEIT UND MUENDLICHKEIT DES GERICHTLICHEN VERFAHRENS. — Encore un mot sur la discussion publique et orale dans la procédure judiciaire et sur le vœu des provinces rhénanes, relativement à l'introduction et à la révision de la législation prussienne; par le Dr. PAUL WIGAND. VI et 200 p., gr. in-8°. Lemgo, 1828; Meyer.

La question de savoir s'il est utile que les débats judiciaires soient publics et oraux, a été vivement discutée en Allemagne ces dernières années; et l'ouvrage le plus important auquel cette question a donné naissance, est celui de M. de Feuerbach, dont le second volume est entièrement consacré à l'examen critique de l'organisation judiciaire et de la procédure en France. Ce célèbre jurisconsulte criminaliste pense que la publicité et l'exposition orale répondent aux besoins du siècle, et doivent être la base d'un bon système de procédure. L'auteur de l'ouvrage que nous annonçons professe l'opinion contraire, et croit que la discussion publique et de vive voix convient mieux dans l'enfance des peuples lorsque le droit est populaire, et que les parties elles-mêmes viennent exposer

leur affaire ; l'exposition écrite est plus conforme à un état de civilisation avancée, où le droit est devenu une science compliquée, qui oblige les parties à avoir recours à des interprètes ; et ceux-ci à employer le mode d'exposition le plus précis, le plus clair, et qui fait moins courir au juge le risque d'oublier et de confondre les points de fait et de droit. Il s'attache particulièrement à réfuter M. de Feuerbach, dont le talent et l'autorité ont tant contribué à conquérir des partisans au système opposé. Voici, en peu de mots, le plan de ce nouvel ouvrage. Pour éclaircir la question de savoir s'il convient d'abolir la législation française dans les provinces du Rhin, M. Wigand expose les traits caractéristiques de cette législation, la compare avec le droit commun allemand, avec le Code prussien, avec diverses législations locales ; il se livre, à ce sujet, à des considérations historiques et philosophiques sur les diverses phases du développement du droit ; ce qui le conduit à rechercher quelle est la forme de procéder qui se rapporte à chacun des états qu'a parcourus la jurisprudence, et quelle est celle qui est le plus en harmonie avec l'état actuel. Il compare la procédure française, la procédure prussienne et la procédure commune germanique, signale leurs mérites et leurs démérites, fait l'histoire des deux grands principes, discussion publique, discussion orale, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, en les considérant chacun séparément. On ne lit pas sans intérêt cette nouvelle pièce du grand procès qui s'instruit chez nos voisins, et qui, décidé chez nous par nos Codes, pourrait bien cependant y être plus tard sujet à une révision dont le résultat serait, nous aimons à l'espérer, en sens inverse du vœu que M. Wigand forme pour son pays, savoir, le complément du mode oral et public par la suppression des requêtes écrites qui, en matière dite ordinaire, grossissent les frais et allongent les délais, sans utilité pour l'instruction du juge, mais non sans profit pour le fisc et pour la bourse des officiers ministériels. C.-A. PELLAT.

121. ENTWURF EINES STRAFGESETZBUCHES FÜR EIN NORDDEUTSCHES STAATSGEBIET, etc. — *Projet d'un Code pénal pour un État du nord de l'Allemagne, nommément pour le duché de Brunswick et les principautés de Waldeck, Pyrmont,*

Lippe et Schaumburg - Lippe ; par *Friedrich-Karl von Strombeck*. XLIX et 290 p. gr. in - 8°. Brunswick , 1829, Vieweg.

Ce projet est dédié à la mémoire de *Léopold II, l'immortel législateur de la Toscane*. C'est indiquer dans quel esprit il est conçu. Les principes exposés par l'auteur dans sa préface, et les citations qu'elle renferme des ouvrages de Beccaria, de Montesquieu, de Destutt-Tracy, etc., montrent qu'il est partisan éclairé de la généreuse école philosophique, à la tête de laquelle brillent ces noms illustres.

M. de Strombeck se déclare pour l'abolition de la peine de mort ; mais , après *l'ouvrage classique et plusieurs fois couronné* de M. Charles Lucas, et tout ce qui a été écrit sur cette question, soit en Allemagne, soit à l'étranger, il croit inutile de développer les motifs de son opinion. Il insiste seulement sur les conséquences épouvantables des erreurs judiciaires sous l'empire des législations qui admettent la peine capitale ; et il montre que ce n'est pas assez, comme se contentent de le proposer quelques criminalistes, et comme l'ont fait quelques législateurs, d'exiger que l'application de cette peine irréparable ne soit faite qu'à une majorité plus forte de voix, et seulement sur l'aveu de l'accusé, ou sur la déposition de témoins, et non sur des indices ou présomptions ; car les preuves résultant de la déclaration des témoins, et même de la confession de l'accusé, ne sont, philosophiquement parlant, que des présomptions quelquefois même moins fortes que celles qui résultent des faits ; puisqu'il n'est pas rare de rencontrer de faux témoins, et qu'on a vu des accusés, par dévouement pour le vrai coupable, ou par dégoût de la vie, avouer un crime dont ils étaient innocents. M. de Strombeck invoque également l'expérience, qui malheureusement n'a pas été faite encore dans un assez grand nombre de pays, et pendant un temps assez long, pour être tout-à-fait concluante ; car je ne puis regarder avec lui, comme une expérience positive, établissant que l'abolition de la peine de mort serait sans inconvéniens, la rareté de plus en plus grande de son exécution chez les peuples qui la conservent encore ; car son effet préventif subsiste, tant qu'écrite dans les lois elle peut être appliquée. Quoi qu'il en soit de cette dernière obser-

vation, les raisons qui militent d'ailleurs pour la suppression de la peine capitale sont assez fortes pour qu'on tente l'expérience, en l'abolissant au moins dans plusieurs des cas auxquels elle est appliquée par le Code actuellement en vigueur. M. de Strombeck propose également l'adoucissement progressif des autres peines. Convaincu que les sauts brusques sont dangereux en législation, et que les améliorations graduelles sont les plus utiles et les plus sûres, il s'est particulièrement attaché à consacrer dans son projet de Code des changemens déjà adoptés dans l'usage, et dont, comme magistrat d'une cour supérieure, il a été à portée d'apprécier les bons effets pratiques. Il offre aux princes et aux peuples du nord de l'Allemagne un Code pénal, où ne figurent ni *l'échafaud*, ni le *pilori*, ni la *marque*, ni le *fouet*. Les peines qu'il admet et qu'il a choisies parmi celles qui sont en vigueur dans le duché de Brunswick, sa patrie, sont, 1°. les grands travaux forcés avec des fers lourds (*Strafe des grossen Karren*); 2°. les petits travaux forcés avec une chaîne légère (*Strafe des kleinen Karren*); 3°. les travaux sans fers dans une maison de correction ou en plein air (*Zuchthaus und Zwangsarbeits-strafe*); 4°. le bannissement; 5°. la destitution d'un emploi avec perte de tous les droits qui y sont attachés (*Dienstentsetzung*); 6°. l'emprisonnement; 7°. le congé d'un emploi public entraînant la perte du traitement, mais non celle du titre et des droits honorifiques (*Dienstentlassung*); 8°. la suspension de l'emploi; 9°. le blâme ou réprimande judiciaire (*der gerichtliche Verweis*); 10°. l'amende qui ne peut excéder 500 *reichstaler* (environ 1800 fr.) Les cinq premières peines sont qualifiées de *graves*, et les cinq dernières de *légères*. Les châtimens corporels (le fouet, par exemple) ne peuvent être appliqués qu'aux jeunes délinquans, et encore avec beaucoup de circonspection. La confiscation n'a lieu que pour les objets particuliers, instrumens ou produits du délit. La perte du métier est ajoutée aux peines ordinaires quand le coupable a abusé deux fois de son art pour commettre un délit.

Ce projet de Code est divisé en deux parties, 1°. la *partie générale* divisée en dix titres, et destinée à exposer les principes sur les peines, la distinction des délits commis avec

intention perverse ou par négligence répréhensible, l'accomplissement et la tentative du délit, la complicité, l'excuse, la proportion de la peine au délit, les circonstances aggravantes ou atténuantes, le droit de grâce; 2°. la *partie spéciale*, qui renferme en seize titres la définition de toutes les espèces de délits.

Ce projet de code est précédé de quelques considérations sur la manière de prévenir les délits, surtout par le moyen de la législation pénale. Il est suivi d'un projet de règlement sur l'admissibilité des indices ou présomptions comme formant preuve complète en matière criminelle quand ils sont graves, précis et concordans. Vient ensuite un appendice composé d'extraits d'un projet révisé du code pénal de la Bavière, et des motifs exposés à l'appui de ce projet lors de sa présentation à la dernière session des états de ce royaume. Cette assemblée n'ayant pas eu le temps de le voter, il lui sera sans doute présenté de nouveau à la prochaine session en 1832. Ces extraits sont relatifs, 1°. à l'ordre des matières de ce code; 2°. et 3°. à l'extinction de la peine par le repentir actif et par la prescription; 4°. au duel, qui n'est pas prévu par les dispositions du code pénal bavarois actuellement en vigueur. Dans le projet de révision, le duelliste est puni d'une peine qui varie depuis l'emprisonnement jusqu'aux travaux publics dans une maison de correction, suivant les circonstances. Les témoins et seconds, ceux qui ont contribué à l'envoi et à l'acceptation du cartel, ceux qui par leur autorité sur les parties auraient pu empêcher le combat, sont punis comme complices. Dans le projet de M. de Stromberg, le duel est aussi considéré comme un délit passible de la peine du meurtre ou d'une peine moindre, suivant les circonstances; la peine la plus forte est applicable à la partie qui a provoqué l'autre. Les autres extraits du projet révisé du code bavarois sont relatifs; 5°. au vol et à la soustraction entre époux et proches parens; 6°. au dol et à l'escroquerie; 7°. à la contrefaçon des écrits et des ouvrages d'arts; 8°. aux infractions concernant le droit de chasse et de pêche. Le volume est terminé par quelques observations et réponse à une critique dont la législation pénale actuelle de la Bavière a été l'objet.

C. A. PELLAT.

122. RAPPORT SUR L'ÉTAT ACTUEL DES PRISONS, maisons de correction et de travail de l'Allemagne, exposé dans une série de faits consécutifs, dont l'auteur du rapport a été témoin oculaire. (*Allgemeine Cameral und polizey Fama*; Août 1830, p. 354 et 381.)

Le duché de Brunswick est un petit pays qui a environ 230,000 habitans, la maison d'arrêt de Wolfenbutell ne saurait dès lors être rangée parmi les plus grandes de l'Allemagne ; le 3 mai il s'y trouvait 145 individus, dont 112 du sexe masculin et 33 du sexe féminin. Dans ce nombre il y avait 108 condamnés, dont 14 aux travaux publics (in dem Karren.), et 37 accusés. Les condamnés sont répartis dans les classes suivantes : condamnés aux travaux publics (Karren gefangene), condamnés pour délits militaires et autres, depuis la peine la moins longue jusqu'aux peines perpétuelles. Les condamnés de la première classe sont seuls chargés de fers. La maison se compose de deux parties, l'une ancienne, l'autre nouvellement bâtie, qui sont jointes ensemble ; l'ancienne partie est plus solidement construite que la nouvelle. La situation du nouveau bâtiment est parfaite. Mais son organisation intérieure est vicieuse, il ne manque pas de chambres spacieuses, hautes et saines ; mais on n'a pas assez séparé les simples accusés des condamnés : souvent quatre ou cinq individus sont enfermés dans la même chambre, et des enfans de 14 à 16 ans se trouvent confondus avec des hommes endurcis dans le vice, en sorte qu'ils ne peuvent profiter en aucune façon du peu d'instruction qu'on leur donne.

Une grande place, qui doit être transformée en un jardin, est immédiatement attenante à la maison. On a aussi l'intention d'élever une maison de travail dans laquelle des tailleurs, des cordonniers, des tisserans et d'autres artisans seront employés ; l'exécution de ce projet est d'autant plus désirable, que le cercle des travaux actuels est très-borné. De tous les condamnés, ceux auxquels a été infligée la peine des travaux publics (Karren gefangene) méritent le plus de fixer l'attention de l'observateur judicieux : la durée de leur détention s'étend depuis dix années jusqu'à la dernière limite de l'existence, et sous plusieurs rapports leur état peut être comparé à celui des

galériens ; ils ont des fers aux pieds et au cou , un anneau par lequel on les attache le soir à une chaîne , ils couchent sur un lit de planches et leur mobilier consiste ou se compose d'un escabeau et d'une armoire en bois ; leur habillement consiste en une veste , un habit et des pantalons de toile grise. En hiver ils reçoivent en outre une camisole de laine ; ils n'ont pas d'autre occupation que de tirer et de conduire une charrette dans laquelle ils enlèvent la boue et la poussière des rues ; ils sont escortés par une garde militaire composée d'un sous-officier et de trois simples soldats. La nourriture de ces condamnés est moins bonne que celle des autres. Ceux-ci reçoivent chaque jour un dîner chaud , tandis que ceux-là sont obligés de se contenter tous les deux jours de pain sec et d'eau. Cependant ils vivent le mieux , car les aumônes qu'ils tiennent de la charité publique , les mettent en état de compléter , par de la viande , de la bière et de l'eau-de-vie , la chétive nourriture que leur donne le gouvernement. Leurs travaux n'exercent aucune influence préjudiciable sur leur santé. En effet , de mémoire d'homme on n'a vu l'un d'entre eux obligé de garder le lit pour maladie. Mais leur état intellectuel et moral est digne de méditations graves et profondes.

Les condamnés pour délits militaires se livrent aussi à des travaux hors de la prison. Ils ont un habillement brun et paraissent en général jouir d'une bonne santé. Les autres condamnés ne se distinguent point par un habit particulier et semblent satisfaits de la manière dont ils sont traités dans la maison. On y voit régner un ordre et une propreté remarquables , et il est vraiment étonnant que l'inspecteur qui est un homme infirme puisse parvenir , avec ses auxiliaires très-âgés , seulement à prévenir , d'une manière si satisfaisante , les désertions et les autres désordres. Mais le droit qu'a cet inspecteur , qui est ordinairement un ancien sous-officier , de faire administrer des coups de bâtons aux prisonniers est très-blâmable ; de pareilles peines devraient être supprimées parce que l'on atteindrait plus facilement et plus heureusement le même but par l'emprisonnement dans un cachot. Du moins ce châtiment ne devrait jamais être infligé qu'avec l'autorisation du gouverneur suprême de la prison. C. R.

123. BEITRÄGE ZUR KENNTNISS DER HANDELS UND GEWERBSVERFAS-
SUNG DES OESTREICHISCHEN KAISERSTAATES. — Documens pour
servir à la connaissance de la constitution commerciale et
industrielle de l'empire d'Autriche , considérées principa-
lement sous le rapport de la législation sur les brevets
d'invention ; par J. HARKUP. 1 vol. xii et 263 p. in-8°.
Vienne , 1829 , Gerold. (*Jahrbucher der geschichte und
staatskunst* ; juillet 1830 , p. 71.)

L'auteur de cet ouvrage , après avoir jeté , dans une intro-
duction , un coup-d'œil historique sur la constitution com-
merciale et industrielle de l'Autriche , examine tous les
décrets , lois et réglemens qui s'y rapportent. Le lecteur peut
ainsi apprécier la relation qui existe entre la législation com-
merciale et industrielle de l'Autriche et le commerce et l'in-
dustrie dans leur forme actuelle. L'ouvrage sera d'autant
plus utile que les notions et renseignemens qu'il renferme ont
été puisés aux archives du gouvernement impérial qui s'est
empressé de les mettre à la disposition de l'auteur.

L'ouvrage est divisé en deux sections :

La première contient des documens historiques sur la consti-
tution commerciale et industrielle de l'Autriche.

La seconde , une collection des lois et ordonnances sur la
concession de privilèges exclusifs pour les nouvelles décou-
vertes, inventions et améliorations dans le domaine de l'indus-
trie. On trouve dans cette section les anciennes prescriptions
sur les concessions de privilèges exclusifs. Le nouveau système
des privilèges de l'industrie , la promulgation de ce système
dans le royaume de Hongrie , sa promulgation dans la Transyl-
vanie , des ordonnances postérieures fixant le sens des paten-
tes portant concession de privilèges , et le mode suivant lequel
les taxes dues pour privilèges doivent être levées , calculées
et contrôlées.

Dans l'appendice l'auteur fait connaître les prescriptions
légales sur la concession des privilèges pour la navigation par
la vapeur , et termine l'ouvrage par un registre alphabétique
sur les ordonnances et réglemens que renferme cette législation.

La collection des lois et réglemens ne commence qu'à l'an-
née 1802 , époque à laquelle l'Autriche adopta un nouveau
système d'économie politique , mais l'introduction historique

remonte jusqu'aux temps de l'empereur Léopold I^{er}. (1657). Ce fut alors que le système mercantile de la France, gouvernée par Colbert, exerça pour la première fois de l'influence sur l'administration intérieure de l'Autriche, car les mesures prohibitives du gouvernement autrichien, à l'égard des produits des manufactures étrangères datent de cette époque; par contre on s'efforça de favoriser la création d'établissements industriels dans le pays, afin de pouvoir rivaliser avec l'industrie étrangère.

Sous le règne de l'empereur Charles VI tous les efforts du gouvernement tendirent à vivifier et à étendre le commerce maritime; les villes de Trieste, Fiume et Porto-Re furent déclarés ports francs; en 1719 une compagnie, composée d'étrangers et de nationaux, se forma sous la dénomination de Compagnie orientale.

Sous le règne de Marie-Thérèse le système de l'industrie éprouva des améliorations essentielles, une foule d'entraves furent supprimées et diverses branches d'industrie devinrent l'objet d'une protection spéciale; le gouvernement abolit plusieurs privilèges anciens et n'en accorda de nouveaux que dans des cas très-rares. En 1775 le système des douanes subit une réforme générale qui avait pour objet de ranimer l'industrie nationale en lui créant de nouveaux débouchés. En 1774 avait été fondé le *Wienergrosshandlungs gremium*.

L'empereur Joseph II supprima la servitude de la glèbe et accorda à tous les sujets de l'empire la faculté d'exercer tel métier et telle industrie qu'ils voudraient. Le 27 août 1784 ce prince, désirant protéger le commerce national contre l'introduction des marchandises étrangères, rendit un décret qui prohiba entièrement l'importation de certains produits des manufactures étrangères, et n'en admit d'autres que moyennant un droit de 60 %. L'auteur assure que cette extension, donnée au système prohibitif, a eu pour but de favoriser le développement des manufactures du pays. En conséquence des secours furent destinés à ceux qui fabriqueraient des marchandises encore peu connues dans l'intérieur de la monarchie et des prix proposés pour le perfectionnement et l'extension de la fabrication nationale.

Mais l'industrie et le commerce devaient prendre une nouvelle forme après les guerres récentes de l'Autriche, et par l'ad-

jonction à la monarchie de plusieurs territoires et domaines nouveaux, car la Lombardie, Venise, le Tyrol, l'Autriche supérieure, provinces acquises au congrès de Vienne, différaient sous ce double rapport d'une manière sensible avec les anciennes possessions. En conséquence une commission spéciale fut chargée, en 1816, de préparer un système industriel et commercial, qui put s'adapter à toutes les parties de la monarchie et de porter particulièrement son attention sur la législation des douanes. Sur la proposition de cette commission et du conseil impérial aulique, le gouvernement publia une suite de tarifs pour régulariser graduellement les droits d'importation et d'exportation, et introduire insensiblement dans toute l'étendue de la monarchie un système uniforme de douanes à mesure que les tarifs se trouvèrent régularisés; pour diverses espèces de marchandises, le libre commerce en fut permis dans l'intérieur de la monarchie et le gouvernement prépara ainsi la grande mesure suivant laquelle les lignes de douanes entre les diverses provinces devaient disparaître, afin que toutes les parties de la monarchie placées en-deçà de la ligne des douanes fussent soumises à un même système. Aujourd'hui le royaume de Hongrie et les pays qui s'y rattachent sont seuls soumis à un système de douanes particulier.

Le nouveau système de douanes est très-favorable à la production et à l'industrie.

En 1822 les droits de transit ont été réglés par un tarif particulier, mais ce tarif a été révoqué par un tarif général applicable à toutes les provinces de la monarchie appartenant au système de douanes établi.

L'auteur termine par des observations sur l'élévation de Vienne au rang de port franc, sur la fondation de l'institut polytechnique à Vienne et les traités commerciaux conclus entre l'Autriche et les pays étrangers.

C. R.

124. GEMAEDELDE VON UNGARN.—Tableau de la Hongrie, par Jean C'saplovies, 2 vol in-8° accompagnés d'une carte ethnographique; Pest, 1829. (*Neue Allg. Geog. und Stat. Ephem.*; xxxi vol. 2^e livr. 1830. (*Voy. le Bullet.*, t. xx, n° 22.)

Quoique digne sous tous les rapports de fixer l'attention des géographes, la Hongrie, néanmoins, n'en est que fort

peu connue, et cela vient de ce que ses liaisons avec les états voisins sont peu étendues et lui donnent peu de poids dans la balance commerciale, et de ce que les savans étrangers qui l'ont voulu visiter ont été arrêtés dans leurs recherches par une foule de difficultés. C'est à M. J. C'saplovies qu'il était réservé de remplir la lacune qui existait dans la géographie de son pays, et c'est avec un plein succès qu'il a rempli la tâche qu'il s'était imposée.

L'aspect de la Hongrie est très varié, et la température, malgré son peu d'étendue, diffère beaucoup dans les divers comtés. On y trouve des montagnes fort élevées, de profondes vallées et de vastes plaines, auxquelles l'industrie des habitans fait produire tous les ans d'abondantes récoltes. C'est la diversité des rapports sous lesquels on peut la considérer qui l'a fait comparer par l'auteur à l'Europe en miniature. Son étendue, y compris l'Esclavonie, la Croatie, les côtes maritimes et les frontieres militaires est d'environ 11,177 lieues carrées.

Les monts Krapacks, qui la séparent de la Gallicie, traversent plusieurs comtés et sont divisés en trois grandes chaînes. La première, dans les comtés de Liptau et de Zips est Tatra; la seconde est Fatra, qui sépare le comté de Liptau de celui de Thurocz, et la troisième Matra, qui se trouve dans celui d'Hever.

Parmi les 160 rivières qui arrosent la Hongrie, l'auteur en cite deux, particulièrement dignes de remarque, ce sont : le Poprad et le Dunajelz. La première forme près de Lubotín un canal qui, par le moyen de la Torissa, de l'Hernad et de la Theiss pourrait établir une communication entre la mer Noire et la mer Baltique; et la seconde, après avoir longtemps serpenté au milieu de rochers escarpés se réunit, au Poprad près de Sandecz en Gallicie et à la Vistule près d'Opalow.

Les lacs les plus vastes que renferme la Hongrie sont : le Hansag, qui présente l'aspect d'une prairie flottante, et dans un espace de 14 lieues carrées n'offre que des joncs et des roseaux.

Le Neusiedler, qui se réunit au Hansag près d'Esterhaz et couvre une immense étendue de terrain. Sa longueur, de Schrollen jusqu'à Gois, est de 11 lieues et sa largeur de 7 à 2 lieues.

Le Balaton ou platensee, qui a 22 lieues de longueur et de 2 et demi à 5 lieues de largeur. Sa profondeur, dans beaucoup d'endroits, est de 36 pieds.

Le lac Vert (grune see), dans les Alpes Karpathiques.

La masse prodigieuse d'eaux stagnantes qui se trouve en Hongrie fait regarder ce pays comme malsain ; cependant l'on n'y voit jamais de maladies endémiques ; les montagnes seulement ainsi que l'île Csallokoez, dans le comté de Presbourg, et les Wendes, dans celui de Szalad, offrent un grand nombre de goîtreux, ce qui lui est commun avec d'autres pays.

Elle est divisée en 52 comtés, y compris l'Esclavonie et la Croatie, 3 districts séparés et 14 frontières militaires. La population s'élève à 9,036,665 habitants chrétiens et 149,313 juifs.

Nulle part autant qu'en Hongrie la population est variée. Les Magyares, les Russes ancêtres des Ruthines, et les Kumanes sont les peuples qui dans un temps déjà fort loin de nous vinrent s'établir dans le pays. Malgré les liaisons qui se formèrent entre eux les races ne se sont pas mêlées et chacune d'elles a conservé ses mœurs, son industrie, son costume et son rit particulier.

De la multiplicité des races, a résulté la diversité des langues, et aujourd'hui encore plusieurs sont en usage dans le pays. Le latin est la langue usuelle, cependant en 1805 les gouverneurs ont commencé à correspondre en hongrois avec les membres du gouvernement ; les directeurs des mines et des postes correspondent en allemand, et c'est en cet idiome qu'est le règlement militaire et qu'on commande aux soldats : pourtant dans la haute classe il perd beaucoup de son crédit.

La religion dominante est la catholique apostolique, mais on y trouve le culte réformé, celui de la confession d'Augsbourg, le rit grec et le judaïsme.

Comme l'économie rurale offre aux Hongrois des ressources assez grandes pour les empêcher de chercher à augmenter leurs relations commerciales, l'industrie y est généralement peu répandue. Les Magyares, qui habitent ordinairement de vastes villages, s'occupent presque exclusivement de l'agriculture et de l'éducation des bestiaux, le mode de culture parmi eux est l'asiatique ; les Allemands s'occupent du commerce, de l'exploitation des mines et de la culture ; les Vala-

ques sont anbergistes et quelques-uns mineurs ; les Esclavons et les Croates cultivent et font du commerce ; les Ruthènes cultivent et vivent misérablement ; les Juifs et les Arméniens trafiquent et prennent à ferme ; les Bohémiens travaillent le fer , jouent du violon et font le commerce de mauvais chevaux ; les Slovakes font toutes sortes d'états ; ils sont surtout excellens mariniers, chasseurs et voituriers très-adroits.

Quoique la Hongrie ne soit pas un pays de fabrique , elle suffit à ses besoins , et on en exporte chaque année plusieurs millions d'aunes de toile très-estimée. La fabrication de cet article y est tellement répandue , que dans certains comtés les hommes même mettent la main au fuseau. Les objets de luxe y sont fabriqués aussi , mais en petite quantité. Les Slovakes travaillent avec beaucoup de succès le rajezzer rouge et jaune (faux maroquins), dont les jeunes filles se font faire des bottines. A Pest, on fait des pipes d'écume de mer , et à Debreczin des pipes de terre connues sous le nom de Makra, et fort estimées. La culture des plaines livre en abondance du riz, du tabac, du chanvre, du houblon, du safran, des fruits délicieux et principalement des pastèques et des prunes très-renommées. Leurs coteaux produisent des vins exquis, et leurs mines, dont l'exploitation occupe plus de 30,000 ouvriers, fournissent du fer, du cuivre, de l'argent et même de l'or. La fabrication du sel et de l'alun, et l'extraction de la soude des marais salans, offrent encore des ressources à plusieurs comtés.

De grands canaux et de belles routes facilitent le transport dans l'intérieur du pays.

Les canaux les plus remarquables sont : celui qui facilite la navigation de la Tuth ; celui d'Albrechts Karasicza, dans le comté de Barany, qui a 18,813 toises de long, de 10 à 18 de large, et de 5 à 6 pieds de profondeur ; le canal de Nagy-Lucska, dans le comté de Beregh, qui préserve des inondations périodiques du rapide Latorcza 10,000 arpens de terre à blé, et le grand canal de Bacser qui joint le Danube à la Theiss près de Fildvar ; il a 34 lieues de long ; sa chute du Danube à la Theiss est de 27 pieds, et divisée en 5 écluses.

La grande route, appelée Luisenstrasse, qui conduit de Karlstadt à Fiume, est de la plus grande beauté. Sa longueur

est de 48 lieues, et sa pente de 4 pouces par toise (?), ce qui rend le roulage si aisé, qu'avec quatre chevaux on peut transporter 40 quint. (charge ordinaire sur les routes de France.)

La littérature y est polyglotte; la magyare y est la plus répandue: vient ensuite l'allemande et la slowake, qui cependant est assez rare. Quant aux autres peuples, ils n'écrivent point.

Les arts commencent à faire sentir leur influence: déjà la musique compte des amateurs d'un talent distingué, la sculpture et la gravure ont fourni des artistes, et le goût de l'art dramatique se répand dans les grandes villes.

La haute classe ne manque pas d'instruction, mais le peuple est encore plongé dans l'ignorance et la superstition; le gouvernement cependant fait tous ses efforts pour propager l'instruction publique, qui a ses établissemens séparés pour chaque religion, et qui voit chaque année augmenter le nombre des étudiants.

Le haut clergé catholique, les magnats, les gentilshommes, et les villes libres; les districts des Jazyg et des Kusmanes, les villes des Heidukes, les cantons maritimes et la noblesse juropolienne forment les différentes divisions de la Hongrie. Le paysan n'y est pas serf, il est sous la protection des lois: on le divise en deux classes, les pérennal-contractualistes, attachés à la propriété par un contrat perpétuel, et les urbarialistes, dont les charges ont été fixées par l'urbarium de Marie-Thérèse.

Les autorités chargées de l'administration des affaires publiques sont: la chancellerie hongroise de Vienne, le conseil royal du gouvernement à Osen (*consilium regium locum temintale*), le conseil du gouverneur royal formé par 25 conseillers, et la chambre des finances. La réunion des décrets de la diète forme le code civil et criminel. L'ouvrage, publié par Stéphan Werbicz en 1514, et connu sous le nom de Tripartitum, est un code systématique, d'après lequel la justice est rendue. Pour certains cas particuliers, les tables des lois des districts (*districtualtafeln*) prononcent des peines.

L'armée active est d'à peu près 100,000 hommes en temps de paix et de 232,000 en temps de guerre. Les frais d'entretien de l'armée sont couverts par un impôt particulier appelé kreigssteuer, impôt de guerre. Les charges du pays s'élèvent annuellement à 11,383,695 fr. 51 c.

L'auteur termine son ouvrage par des détails fort curieux sur les mœurs des différentes races.

Tableau de la division politique de la Hongrie et de sa population.

DISTRICTS SÉPARÉS.			
COMTÉS S.		Chrétiens.	Juifs
53	Jazyger et Rumanes.....	88,693	148
54	Heidugues.....	27,732	20
55	District maritime.....	31,360	
non compr. la nobl.			
147,805			168
Frontière militaire de Croatie, les régimens.			
1	Falka.....	52,967	
2	Okobach.....	49,467	
3	Ogulin.....	47,465	
4	Izulin.....	43,708	
5	1er. Banat.....	46,561	
6	2e. Banat.....	49,730	
7	Waradiner Kreuz.....	53,196	
8	Waradiner Saint-George..	54,393	
397,477			
Frontière militaire d'Esclavonie, les régimens.			
9	Gradiscan.....	59,124	
10	Boder.....	62,481	
11	Peterwaradin.....	88,614	
12	Bataillons des Cassalutine.	22,032	
232,251			
Frontières militaires du Banat, les régimens.			
13	Allemande banat.....	93,317	
14	Valaque illyrien.....	81,727	
175,044			

COMTÉS.		NOMBRE D'HABITANS.		SURFACES en lieues carrées.	
Chrétiens.	Juifs.	Chrétiens.	Juifs.	Chrétiens.	Juifs.
1	Prebours.....	236,321	11,264	181,73	4,332,879
2	Nyitra.....	319,117	15,466	200,883	200,883
3	Trenchin.....	257,413	6,850	18,945	136,831
4	Arva.....	86,848	1,320	27,16	18,945
5	Liptau.....	95,90	847	123,30	134,244
6	Zoly.....	116,90	79,715	352,95	150,833
7	Thuroos.....	49,70	34,266	246,93	206,773
8	Bars.....	114,80	105,266	137,19	84,251
9	Honh.....	107,80	95,956	157,90	91,562
10	Neograd.....	180,80	186,480	415,41	120,852
11	Gran.....	48,80	51,651	52,81	40,645
12	Pesth.....	446,50	324,738	270,60	180,710
13	Bacs.....	338,10	386,178	466,41	126,918
14	Oedenbourg.....	134,60	172,963	153,46	117,673
15	Mosony.....	85,66	89,322	145,53	93,879
16	Raab.....	66,03	87,677	69	47,577
17	Komorn.....	125	119,454	256,10	195,136
18	Barany.....	212,14	218,573	352,93	196,864
19	Tolna.....	152,50	161,641	271,76	250,473
20	Somogy.....	286,40	175,856	309,86	249,512
21	Szalad.....	233,87	229,708	428,66	223,663
22	Eisenbourg.....	126,10	300,314	101,56	104,859
23	Westprimmer.....	173,80	117,835	106,93	185,304
24	Stahlweissenbourg.....	175,26	171,664	80,29	168,402
25	Zipr.....	155,16	128,436	70,46	66,834
26	Cemer.....	177,33	132,050		8,181,788
		4,332,879	84,269	149,145	

DISTRICTS SEPARÉS.

COMTES.

Chrétiens.

Juifs.

1	Falka.	52,967		
2	Okoobach.	49,467		
3	Ogulin.	47,465		
4	Izulin.	43,708		
5	er. Banat.	46,561		
6	Waradiner Kreuz.	53,196		
7	Waradiner Saint-George.	54,393		

Frontière militaire de Croatie, les régiments.

1	Falka.	52,967		
2	Okoobach.	49,467		
3	Ogulin.	47,465		
4	Izulin.	43,708		
5	er. Banat.	46,561		
6	Waradiner Kreuz.	53,196		
7	Waradiner Saint-George.	54,393		

Frontière militaire d'Esclavonie, les régiments.

1	Falka.	52,967		
2	Okoobach.	49,467		
3	Ogulin.	47,465		
4	Izulin.	43,708		
5	er. Banat.	46,561		
6	Waradiner Kreuz.	53,196		
7	Waradiner Saint-George.	54,393		

Frontières militaires du Banat, les régiments.

1	Falka.	52,967		
2	Okoobach.	49,467		
3	Ogulin.	47,465		
4	Izulin.	43,708		
5	er. Banat.	46,561		
6	Waradiner Kreuz.	53,196		
7	Waradiner Saint-George.	54,393		

Récapitulation de la population.

	Chrétiens.	Juifs.
Les 52 comtés.	8,181,788	149,145
Les 3 districts séparés (non compris la noblesse). . .	147,805	168
Les 8 régimens de la frontière militaire de la Croatie.	397,477	"
Les 3 régimens et le bataillon de la frontière militaire d'Esclavonie.	232,251	"
Les 2 régimens de la frontière militaire du Bannat.	175,044	"
	<hr/> 9,136,765	<hr/> 149,313
	G—D.	

125. POLEN, EIN HISTORISCH-GEOGRAPHISCH-STATISTISCHES TASCHENBUCH. — La Pologne, manuel historique, géographique et statistique pour les voyageurs, les hommes d'affaires et ceux qui lisent les gazettes; par L., baron de ZEDLITZ. 126 p. in-8°. Berlin, 1831; Duncker et Humblot.

L'auteur commence par donner un catalogue des ouvrages qui ont été publiés sur la Pologne jusqu'à l'époque où il a publié le sien; il donne ensuite un aperçu chronologique de l'histoire de la Pologne et le tableau des souverains qui y ont régné. Après cette courte introduction de 20 pages, l'auteur s'occupe de la statistique, ou d'une partie de la statistique, car nous n'y trouvons rien sur le commerce et l'industrie, sur l'instruction publique, sur l'administration, etc. L'auteur décrit Varsovie, et fait connaître les itinéraires de Varsovie aux chefs-lieux des sept palatinats et aux capitales des états voisins; il termine par des renseignemens sur les postes, les poids et mesures, les gazettes (19, y compris les écrits mensuels), et par une indication de tous les relais de poste. Ce petit ouvrage paraît avoir en général pour but moins de donner une topographie ou une statistique de la Pologne, que de fournir aux voyageurs un guide peu embarrassant.

D—G.

126. OBSERVATIONS BAROMÉTRIQUES DE M. LE COLONEL TERLETSKY, pour déterminer l'élévation des points culminans de la chaîne de l'Oural. (Extrait de l'*Abeille du Nord*, n°. 82.)

Dans la direction du sud au nord, depuis la forteresse

d'Orsk jusqu'à la mer Glaciale, la chaîne de l'Oural offre deux groupes de montagnes qui s'élèvent fort au-dessus des autres : l'un de ces groupes est situé au sud de Catherinenbourg, par $56^{\circ} 45'$ de lat. ; l'autre, au nord de cette ville, s'étend entre les 61° . et 68° . deg. de lat. D'après ces nouvelles observations, en prenant dans la ville de Catherinenbourg, pour point d'intersection, la cathédrale sur la place principale près de l'hôtel des monnaies, on trouve que cette ville est située au $56^{\circ} 22'' \frac{2}{10}$ lat. nord, et $30^{\circ} 14' 49'' \frac{4}{10}$ long. Est du mérid. de St.-Petersbourg. Toutes les autres branches qui forment la chaîne de l'Oural se rattachent à ces hautes montagnes primitives, et s'abaissent d'une manière très-sensible dans la direction de Catherinenbourg vers la mer Glaciale et vers le sud-ouest, où elles reçoivent le nom de grande et petite *Syrte*.

Les sources de l'Oural (l'ancien Yaïk), de la Bélaïa, de l'Aï, de l'Ouï et autres rivières qui coulent dans diverses directions, dessinent le groupe méridional de la montagne d'Irmel, dont l'élévation au-dessus du niveau de l'Océan est de 4,450 pieds anglais.

La Petchora, la grande et la petite Sosva, et d'autres rivières, déterminent les points les plus élevés du nord de l'Oural, qui n'égale point en hauteur l'Irmel, mais dont quelques-uns arrivent au niveau du grand Tanagaï et de l'Ourena, qui ont jusqu'à 3,500 à 4,000 pieds d'élévation.

Au reste, la différence des niveaux des points les plus élevés de la chaîne de l'Oural peut être appréciée facilement au moyen des résultats publiés précédemment et de ceux qu'on trouvera ci-après ; toutes ces mesures ont été calculées au moyen d'une nouvelle formule barométrique extrêmement exacte, ayant pour base des observations météorologiques faites par le colonel Terletsky sur les lieux mêmes, et vérifiées avec le plus grand soin.

Elévations
en pieds anglais.

Niveau des eaux de la rivière Isète, près de l'hôtel des monnaies de Catherinenbourg, à un point dont la longit. et la lat. ont été déterminées avec exactitude.

887

Lieu des exploitations des sables aurifères de Bé-

rézoff (appartenant à la couronne), et de M. Yakovleff, près des sources de la Pyschma.	937
Niveau de l'Aï, à l'écluse de l'usine de Zlatoust (Kossotoursk).	1,517
Niveau de la Miæss, à l'écluse de l'usine de Miask.	861 $\frac{1}{2}$
Gisement des sables aurifères tres-riches près de la source de la petite rivière de Taschkou-Targanka.	889 $\frac{1}{2}$
Centre de la chaîne de l'Oural, pris sur la grande route qui joint l'Europe à l'Asie, à environ trois verstes de l'usine de Bilimbaïeff, appartenant à mad. la comtesse de Stroganoff.	1,336 $\frac{1}{2}$
Niveau des eaux du Schischine méridional, trouvé près de l'usine de mad. la comtesse de Stroganoff, pour le lavage des sables aurifères à l'ouest de la chaîne de l'Oural.	1,285
Hauteur moyenne de la chaîne de l'Oural.	2,200
(Journ. de St.-Petersbourg, $\frac{19}{31}$ } juillet 1830, p. 339.)	

127. SUPLEMENTO AL DICCIONARIO GEOGRAFICO, etc.— Supplément au Dictionnaire géographico-statistique de l'Espagne et du Portugal, par le Dr. don Seb. de MINANO To. XI. pet. in-4°. de VIII et 528 p. sur 2 col. Madrid, 1829; impr. de Moreno.

Ce supplément ne nous est parvenu que long-temps après sa publication, ce qui excuse le retard que nous apportons à le signaler à nos lecteurs.

Ce supplément est spécialement destiné à corriger les erreurs inévitables dans l'exécution d'un pareil ouvrage, surtout en Espagne. L'auteur expose, dans une préface, les causes de ces erreurs, surtout en ce qui touche la population des lieux que de nouveaux et meilleurs renseignemens lui ont permis de rectifier. Il porte le total de la population de l'Espagne, comme résultat incontestable de ses recherches, à 13 millions et demi, et ajoute même, que si on exécutait un recensement avec toute la rigueur et les soins désirables, on trouverait qu'elle n'est pas au-dessous de 14 millions.

N'ayant pas reçu à temps les notes sur les Aldées de la Galice et des Asturies qui appartiennent aux premières let-

tres de l'alphabet, ce supplément contient 1753 articles nouveaux.

M. Miñano offre, après la préface, la table des longitudes et latitudes des principales villes d'Espagne qu'Antillon a donné dans sa Géographie astronomique, *corrigées* par don Phil. Bauzá. Nous donnerons cette table dans un prochain cahier.

L'auteur suit l'ordre alphabétique ; et donne toutes les rectifications qu'il a pu reconnaître nécessaires dans les 10 volumes de l'ouvrage ; mais on se tromperait si l'on croyait que ce volume ne contient que des rectifications, la plus grande partie est composée d'articles nouveaux ou d'additions importantes que de nouveaux renseignemens ont permis d'ajouter à ce qui avait été dit, et en beaucoup de lieux, dans le corps de l'ouvrage.

Nous citerons spécialement les articles *Almazarron*, *Bembibre*, *Coruña*, *España*, *Ferrol* ; cet article, surtout, mérite d'être signalé ; c'est une description très-complète, très-étendue de cet important établissement maritime ; *Hellin*, *Mallorca*, *Murcia*, *Santander*, etc. Nous félicitons M. le Dr. Miñano d'avoir ainsi conduit à sa fin une entreprise si considérable, et d'une utilité si grande pour sa patrie. Il fallait du courage pour l'entreprendre, et une grande persévérance pour l'achever.

F.

128. DELLA COLONIA DEI GENOVESI IN GALATA.—De la colonie des Gênois à Galata, par LUD. SAUL. 2 vol. in-8° ; prix . 9 livres. Turin, 1831 ; G. Bocca.

L'empire de la mer Méditerranée fut, dans le moyen âge, presque exclusivement soumis à la domination des hardis navigateurs italiens. Venise trafiquait déjà avec Constantinople, que le centre de l'Italie languissait encore sous le joug des Barbares. Gênes et Pise chassèrent les Sarrazins de la Sardaigne et de la Corse, détruisirent leurs établissemens sur les côtes de la Provence et dans les îles Baléares, et portèrent les armes sur les côtes de l'Espagne, où régnaient ces infidèles. Les croisades de l'Occident en Orient pour reconquérir la Terre-Sainte, et mettre un frein à l'envahissement des Mahométans, furent des sources de richesses, de gloire et de puissance pour les républiques maritimes de l'Italie. Ils

transportaient en Asie les pèlerins armés de l'Europe. Un seul exemple suffira pour montrer dans quel état était alors leur marine. La France, à cette époque, n'avait point de vaisseaux, et Louis IX, dans les deux expéditions qu'il fit en Orient, ne se servit pas d'autres navires que de ceux de Gênes pour transporter sa florissante armée.

Avant le passage de saint Louis, les croisés flamands s'étaient adressés à Venise pour passer en Syrie; mais l'adroit et brave doge, Henri Dandolo, les conduisit à Constantinople, où ils abattirent l'empereur grec. Il leur laissa la pourpre impériale, trop difficile à conserver en pays ennemi, et prit pour Venise une suite de ports et de stations qui s'étendaient du Bosphore jusqu'à la mer Adriatique, et, en y ajoutant les franchises qu'il obtint, il acquit à la république la domination des mers de la Romanie, et le privilège de commercer avec ces riches côtes.

Les Gênois, presque exclus de l'Hellespont, se joignirent aux Grecs, et aidèrent Michel Paleologue à recouvrer la ville de Constantinople, et à détruire les restes de l'empire flamand. Pour s'assurer le secours d'auxiliaires si puissans, le grec Auguste donna aux Gênois le terrain vis-à-vis Constantinople, de l'autre côté du port. Ce fut là qu'ils fondèrent leur colonie de Galata ou de Péra; profitant plus tard de la faiblesse des successeurs de Michel, ils l'entourèrent de murs, la fortifièrent de tours, et l'ornèrent de palais et de maisons de plaisance.

La colonie des Gênois à Galata devint le comptoir du commerce de la Grèce et de la mer Noire. Sa puissance devint si formidable, que tantôt elle défendait l'empire grec contre tous ses ennemis, et tantôt rabaissait l'orgueil des empereurs et s'arrogeait le monopole de la navigation dans ces mers.

Le célèbre Paoli, ce terrible ennemi des Gênois auxquels il enleva la Corse, entendant un Anglais décrier ce peuple, ne put s'empêcher de dire: « Nous devons nous rappeler que les antiques Gênois furent les dominateurs du Bosphore. »

Les annales de Gênes, pleines des récits des guerres intestines de cette cité, parlent à peine des actions de leurs concitoyens dans la colonie d'Orient. Gibbon a consacré un chapitre éloquent, mais rapide, aux liaisons des Gênois avec

l'empire grec. Dans l'histoire de cet empire, commencé par Lebeau, et continué par Ameilhon, sont minutieusement racontées les aventures des Gênois dans leur colonie byzantine : mais l'auteur de cette histoire se montre animé d'une violente haine contre les ardens et intrépides navigateurs. Il lui manquait en outre le secours de documents précieux, ensevelis dans les archives de Gênes.

M. Ludovico Sauli, usant largement et judicieusement de la faculté qui lui a été accordée de consulter ces archives aujourd'hui rassemblées à Turin, profitant des manuscrits qui lui furent communiqués par quelques savans génois, et confrontant avec soin les historiens byzantins et les chroniqueurs italiens étrangers, a composé l'histoire de la colonie des Gênois à Galata, qui vient d'être mise au jour. Le séjour qu'il a fait à Constantinople au sujet d'une mission diplomatique, l'a mis en état de connaître les lieux témoins des aventures qu'il raconte, et de donner plus d'âme et de vérité à son récit.

La grande question maritime fut, pendant plusieurs siècles, concentrée dans la Méditerranée. La découverte de l'Amérique et celle du passage aux Indes par le cap de Bonne-Espérance, la reportèrent pendant 250 ans dans l'Océan. Mais la puissance anglaise, dans l'Indostan, l'émancipation des colonies de toute la Terre-Ferme d'Amérique, l'occupation de Malte et de Corfou, la renaissance de la Grèce, la domination russe dans le Pont-Euxin, la prise d'Alger et le réveil de l'Égypte, la reportent dans la Méditerranée. La solution de cette question dépend de l'Angleterre, de la France et de la Russie. Quel parti doit à son tour prendre l'Italie, pendant tant de siècles maîtresse de la Méditerranée ; cette question dépend de la solution des problèmes les plus difficiles. Il sera toujours utile aux Italiens de connaître quelle fut la puissance maritime de leurs ancêtres : et de ce côté, non moins que de celui de l'érudition, l'histoire des Gênois à Galata, est digne de l'attention des lecteurs. G—D.

129. MYOS-HORMOS, UND DIE GANZE ÄGYPTISCHE-ÄTHIOPISCHE KUSTE DES CLASSISCHEN ZEITALTERS. — Myos-Hormos et toute la côte égypto-éthiopienne des siècles classiques ; par C.-G.

RICHARD. (*Neue All. Geogr. und Statist. Ephemeriden* ; XXVIII vol., 5°. liv.)

Tous les commentateurs des géographes anciens ont fait de vains efforts pour déterminer clairement la position de Myos-Hormos, qui, dans les siècles d'or de l'Arabie, était un des ports de commerce les plus fréquentés; et, las de l'inutilité de leurs recherches, ils ont conclu qu'il fallait entièrement renoncer à l'espoir d'avoir sur ce sujet des notions exactes, et se contenter des hypothèses qu'il leur a plu de créer. Les modernes n'ont pas mieux fait, quoiqu'ils fussent aidés des recherches faites par les voyageurs qui ont exploré ces contrées, et de cartes fort exactes de la mer Rouge; ils ont placé cette ville qui, selon Ptolémée, est sous le 27° 30' lat. N. dans la baie qui se trouve au-dessous du cap de Djaffatine ou Dsjefatin, un degré au-dessus de Coptos, que le même auteur place au 26° lat. N.; mais ces données sont inexactes, car la plage, en cet endroit, n'offre qu'un vaste désert où l'on ne retrouve aucun vestige ni de l'existence d'une ville importante, ni du chemin qui conduisait à Coptos. Ceux qui ont écrit sur ce sujet ont, pour donner plus de poids à leur opinion, appelé à leur secours le témoignage des anciens, et interprété en faveur de leurs assertions les passages qu'ils en ont tirés. M. Richard a voulu prouver la fausseté et l'inexactitude de leur opinion, et jeter sur ce point encore si obscur, et sur la véritable situation de beaucoup de villes anciennes, toute la lumière désirable. Il a recueilli tous les passages de Strabon, d'Agatharchides, de Ptolémée et de Pline, où il est question de ces villes, et après avoir consulté les recherches faites à ce sujet par Valentia, Salt, Burkardt, Stephano de Garcia et Juan de Castro, il publie le résultat des connaissances les plus précises qu'on a de la géographie ancienne des bords ouest de la mer Rouge.

Selon Strabon, le port le plus remarquable de la côte, vers le nord, est Philotera, que Pline appelle aussi *Ænum*, et que Ptolémée place à un demi-degré de Myos-Hormos; Strabon met auprès les Thermes (*Thermæ*, dans Pline *Tadnos*), dont les eaux se jetaient dans la mer par différentes issues naturelles, mais qu'on ne retrouve plus aujourd'hui; il place dans le voisinage le Miltodes mons (selon Pline *Eos mons*, et

Ptolémée Aias mons), dont le sommet, d'un rouge brillant, servait aux anciens navigateurs à reconnaître la côte. C'est près de là qu'on peut placer en toute assurance Myos-Hormos, au lieu appelé aujourd'hui Schawna, port vaste et très-renommé. Tostro, dans son voyage dans la mer Rouge, rapporte que les habitans et les Indiens disent qu'il existait autrefois sur le même emplacement une ville fort célèbre, habitée par des païens; il ajoute qu'il se trouve dans le voisinage une montagne de couleur rouge, que les pilotes arabes nomment Djebel-Ahmar. Cette notion si précise et si lumineuse est encore corroborée par la conformité de la distance de 6 à 7 journées qui séparait Myos-Hormos de Coptos, et qui existe entre cette ville et Schwna, et par celle de la passe du port, qui, selon Strabon, est très-sinueuse, et qui est indiquée comme telle sur les meilleures cartes. Il y a dans cette opinion plus que de la vraisemblance, tout même prouve en faveur de cette assertion, tandis qu'en plaçant Myos-Hormos dans la baie près de Dsjefatin, on ne s'est pas aperçu qu'on était en contradiction ouverte avec les anciens, qui disent que toutes les marchandises venant des Indes étaient débarquées à Myos-Hormos, transportées à Coptos, pour y être embarquées sur le canal du Nil et dirigées vers le nord. Dsjefatin est 1° N. au-dessus de Coptos, et l'on ne peut supposer que les négocians fissent arriver leurs marchandises dans un port distant de 17 lieues de Coptos, quand ils pouvaient le faire dans un port moins éloigné, et de les faire descendre vers le sud quand elles devaient être expédiées vers le nord. Cette circonstance, si elle avait existé, n'aurait pas échappé à Ptolémée, sous les yeux de qui se passait ce commerce. On ne voit pourtant, sur la carte d'Arabie, dressée par M. Jomard, que deux des trois îles couvertes d'oliviers dont parlent Strabon et Agatharchides, et qu'ils disent exister en face de ce port; il y en a bien une troisième dans le voisinage, mais elle est plus au sud et ne porte aucun nom, elle appartient peut-être au port de Gadenauhi et de Babuto, qu'ont remarqué Valencia et Castro. Ce dernier, qu'une violente tempête et un tourbillon de poussière assaillèrent en vue de Schawna, n'y a pu remarquer aucune île. Ce point est encore à éclaircir.

Dans Ptolémée on trouve après Myos-Hormos, Leucos

portus, port Blanc, qui ne peut être autre que le port de Scharmal-Kimas, dont parle Castro. Ce navigateur place dans le voisinage, à 3 ou 4 lieues plus haut, deux montagnes, l'une noire et l'autre jaune; la première est bien l'Acabe ou Smaragdus mons de Ptolémée; mais quant à l'autre, située plus loin vers Ras el Anf, on ne sait positivement si c'est d'elle qu'a voulu parler Castro; Ptolémée n'en parle pas. Viennent ensuite, en descendant vers le sud, Neckesia, que Burkardt a pris pour Bérénice; le cap Leptos, le Sinus-Immuadas (Foul-Bay des Anglais, peut être le port Komol de Castro); l'Ophiodès, île des Serpens, appelée aujourd'hui Kornaka; Bérénice, dont la distance indiquée entre elle et Coptos et Myos-Hormos ajoute encore à la certitude déjà acquise sur la position de cette dernière ville, Chersonnesus, presque île, à laquelle Burkardt donne le nom de Djebel Makouar, mais qui est reconnue pour être Râz Kalmez. Demetris Scopiak, promontoire mal indiqué par Strabon, dont l'erreur est rectifiée par Ptolémée, et que Castro dit se trouver à l'extrémité S. de la baie de Dooro; le port Dorour de Valencia, Suchac (château de Suchus, aujourd'hui Suakim); Ptolemais Theron (auquel Valentia a donné le nom de Mornington-port; Daraba, aujourd'hui Turhoba, dont parle Valentia), Adule dont le même navigateur a retrouvé les ruines près de Zulla, Mandacthvicus, que Salt désigne sous le nom d'Ally-Manda, et Dire, situé à l'entrée du détroit de Bad el Mandeb. L'auteur ajoute, à la suite des points importants dont nous venons de parler, les noms de lieux intermédiaires dont la position ne pouvait être déterminée qu'après que celle des premiers l'auraient été d'une manière irréfragable; quelques-uns cependant sont encore à vérifier, ce sont: le Pentadactylos mons, que Ptolémée place entre Bérénice et le cap Bazion, mais dont ni Castro ni Valencia ne parlent (ce point est encore douteux) le cap retentissant, Bazion promontorium, bien reconnu par Castro pour Râs-Dsjidid, le Prionotos-Berg, probablement la chaîne de montagnes que Castro a observée entre le port Kilsit et le fleuve Farate; l'Elea portus, Mnemium promontorium de Ptolémée, qui, selon toute apparence, est le Râz Dwaer, et le port Macouar, situé au-dessous; l'Isius mons, que Valentia a remarqué près du port

Jadscha, et nommé montagne de Barn ; le Balhys portus , aujourd'hui Arckea , l'un des ports les plus sûrs de la côte ; le Dioscoron portus , auquel on donne divers noms ; Castro l'appelle le port de Fuschaa ; Valentia , Mirza-Fadcha et Burckardt-Fedja , il est près celui Demetris-Scopiac ; le Melinus portus , Dradate selon Castro , et Mirza-Scheik-Baraud selon Valentia ; l'Aspidis promontorium , pointe de terre entre Suakim et Dooro , où débarqua Castro ; l'Antiphili portus , aujourd'hui Dagorntag (ni Valentia ni Castro ne parlent de ce port) ; le Diogenis promontorium , dont le nom actuel n'est pas connu ; le Jalyrorum mons , qu'on suppose être le Langay ; l'Astaboras ostium , appelé aussi Os Sabaiticum (embouchure de l'Astaboras) , qui vient se perdre dans celle du Shinterâb. On manque encore de lumières à cet égard ; le port Saba , que Castro nomme Schabak , qui existait à l'embouchure de l'Astaboras (Shinterâb) ; les Monodactylos et Gaurus mons , Taurus mons selon Strabon , qui appartiennent sûrement à la chaîne de montagnes que Castro a vu près du port Marata ; le Theon-Soter portus . que l'on croit le port Marata ; le Coloborum portus , auquel Valentia donna le nom de Panther-Bay ; le portus Evangelicorum , Sebasticon-Stoma ; Arac-Amoris promontorium , qui peut être le petit port de Mirza-Mombarck ; Coloborum-Terminus , dont la situation est encore couverte d'incertitude ; Sabat , que l'on est fondé à prendre pour Massovah ou Massawa ; Antiochi-Sélen , peut-être Duroro ; mais il est fort incertain que ces données soient exactes ; Tucios-Fons , aujourd'hui Kussar , près d'un petit village appelé Jarokta ; Pythangeli-Venatic-Elephantorum , que Strabon place près d'Arsinos , et qui est sûrement Paloul suivant Valentia , et Beiloul suivant Salt ; Arsinos , sur l'emplacement de laquelle paraît avec toute vraisemblance avoir été bâtie Asâb ; Isidis portus , dont parle Pline , et dont l'on croit avoir retrouvé la place en face les îles Sowauba ; enfin l'île Are , la plus grande des îles Arœ.

Au-delà du détroit de Bab-el-Mandeb (fances rubri maris) on trouve Tytis insula , peut-être l'île que Salt désigne sous le double nom de Missah et Obac ; dans les terres , le pays de la Myrrhe (Myrrhifera regio) , et plus loin le Venatio lichac ; sur les côtes , Avalites emporium , aujourd'hui Zeyla ,

Pytholai promontorium, le Kurreat-Sheik des Anglais; le pays des barbares, Barbarica regio de Ptolémée; Barbarica gens de Strabon et de Marcian, qu'ils ont, à ce que croit l'auteur, erronément situé sur la côte ouest, tandis que la ville Barbara, Barbora, Berbera, qu'ils ont sûrement voulu indiquer, est située au nord; Malo emporium peut-être l'île Aïs, dont la position est semblable à celle dont parle Plin; Mondu emporium, l'île Metc qui couvre Râs-Umbra; Mossyllon, aujourd'hui Râs-Gory, Gaza, qu'on peut prendre pour Gazim; Cobe emporium, Kaji, dont parle M. Al. Hamilton, Nilotolemacon, Capetège, le bourg des Lions, le port de Pythagèle, Daphnon parvum, sur lesquelles on ne sait rien de certain; Elephax mons et promontorium, ce dernier est un cap fort avancé dans la mer, dont parlent tous les géographes anciens; et près de là doit être un fleuve que Strabon appelle un canal, et qu'Hamilton retrouva à l'ouest du mont Félix, nommé par les Arabes Felluk et Gellis; Daphnow magnum, autrefois Acannac, appelé Accana par Ptolémée, placé par le Périple après le fleuve des Eléphants, au lieu duquel Strabon met Psygma qu'on ne retrouve plus, Aromala emporium et promontorium, aujourd'hui le cap de Gardafuis et Tynouphalorum monumentum, dont Strabon nous a laissé la description, et que l'on ne peut mettre qu'à l'extrémité du cap de Gardafui, qui termine les côtes ouest de la mer Rouge, bien en deçà du détroit de Bab-el-Mandeb.

G—D.

130. COUP-D'ŒIL SUR SINGAPORE. I. COLONIE DE SINGAPORE. (*Orient. Herald.*, fév. 1825, pag. 155; *Asiat. Journ.*, nov. 1826, p. 609; *ibid.*, avril 1827; *Orient. Herald.*, août 1827, p. 369; mai 1828, pag. 358; *Singapore chronicle*, 14 févr. 1828, 27 mars 1828; *Sydney gaz.*, 25 juillet 1827; *Nouv. ann. des Voy.*, sept. 1827, p. 393.)

II. STATISTIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT DE SINGAPORE. (*Asiat. Journ.* oct. 1825, p. 467; *Bull. de la Soc. de Géogr.*, tom. 8, n°. 53, sept 1827, p. 116; *Asiat. Journ.* août 1828, p. 229; *Singapore chron.*, 14 fév. 1829.)

III. COMMERCE DE SINGAPORE. (*Asiat. Journ.*, sept. 1827, pag. 380; juill. 1826, p. 91; *Orient. Herald.*; juin 1826,

p. 555; *Singapore chron.*, 23 avril, 21 mai, 24 sept. et nov. 1829; 11 fév. 1830.)

(Voy. tom. XVIII, 232, et XIX, 217, 219 et 220.)

IV. MINES DE JOHORE. (*Asiat. Journ.*, janv. 1827, p. 64; *Nouv. ann. des Voyages*; mars 1827, p. 418.)

V. PENANGUE, ou île du prince de Galles. (*Asiat. journ.*, août 1827, p. 250.)

Nous avons réuni dans cet article d'ensemble un nombre assez considérable de documens ou articles divers sur la colonie toujours plus florissante de *Singapore*, qui doit à sir Stamford-Raffles, ancien gouverneur britannique dans les grandes Indes, le bienfait d'un commerce libre et des lois égales pour les hommes de toutes castes, de toutes couleurs et de toutes croyances; bienfait d'où est résulté un accroissement rapide de richesse, de population et d'aisance générale. Indépendant des tribus de l'archipel voisin, celui des grandes Indes, la situation de *Singapore* à l'entrée du détroit de Malacca, étaient singulièrement propre à devenir un entrepôt pour les commerçans indigènes de Siam, de Camboge, de Chiampa, de la Cochinchine et de la Chine elle-même. Siam, qui est le grenier des provinces septentrionales de l'équateur, a augmenté promptement son commerce par le débouché de *Singapore*, où l'on peut arriver de la Chine en moins de six jours pour aller dans le même délai à Batavia, aux côtes de Bornéo et de Penang, par une mousson propice.

Nous allons présenter successivement les notions éparses dans les recueils mentionnés en tête de cet article collectif. Il en est quelques-unes peut-être qui n'auront pas pour nos lecteurs l'à-propos de la nouveauté; mais nous ne les rapportons dans le *Bulletin* que comme autant d'indications aux personnes qui seraient désireuses de recourir aux sources mêmes.

Ce fut en 1819 que s'éleva cette colonie où ne se trouvaient alors qu'environ 150 pêcheurs. La Grande-Bretagne, en s'emparant de ce port qui n'était auparavant la propriété d'aucune nation, le déclara port franc ouvert à tous les peuples, et en moins de trois mois, dit le *Singapore Chron.* du 27 mars 1828, sa population s'était accrue de 150 à 3,000 âmes. Elle par-

vint en une seule année à 5,000 , et en deux autres à 10,000 . En 1824, s'était élevée à 30,000. Elle se fût même élevée en 1825 jusqu'à 50,000 habitants. Mais le *Singapore Chron.*, qui nous semble devoir être mieux informé, puisqu'il s'imprime sur les lieux, ne présente pour 1828 qu'un total d'environ 15,000 âmes.

Suivant le numéro du 14 février 1828, voici comment cette population se répartit :

NATIONS.	INDIVIDUS DU SEXE	
	MASCULIN.	FÉMININ.
Européens.	86	23
Chrétiens indigènes.	119	74
Malais.	2,850	2,486
Arméniens.	17	8
Chinois.	5,847	363
Natifs de la côte de Coromandel.	1,072	23
— du Bengale.	237	67
Arabes.	17	2
Buguais.	377	375
Javanais.	247	118
TOTAUX.	11,368	3,517

Ce qui fait un total général de 14,885 qui surpasse de plus de 1,100 individus celui du recensement de 1826. Indépendamment des classes énumérées ci-dessus, on compte dans la colonie, en dehors de la population permanente, 561 militaires et 388 déportés, dont 6 femmes, et un nombre considérable d'individus qui vivent entièrement sur l'eau.

L'accroissement ou la diminution de la population dans chacune des différentes classes d'habitans a eu lieu dans les proportions suivantes :

CLASSES.	ACCROISSEMENT.		DIMINUTION.	
	HOMMES.	FEMMES.	HOMMES.	FEMMES.
Européens.	16	5	»	»
Chrétiens indigènes.	»	14	9	»
Malais.	349	197	»	»
Arméniens.	1	5	»	»
Chinois.	100	22	»	»
Natifs de la côte de Coromandel.	300	18	»	»
— du Bengale.	28	22	»	»
Arabes.	»	»	1	»
Buguais.	211	»	»	201
Javanais.	73	15	»	»
TOTAUX.	1,078	298	10	201
TOTAUX GÉNÉRAUX.	1,376		211	

RÉCAPITULATION.

TOTAL GÉNÉRAL de l'accroissement de la population. . . . 1,376

Dito de la diminution, *dito*. 211

RESTE NET pour l'augmentation de la population. 1,165

Les Caffres qui, dans l'origine, se trouvaient au nombre de deux hommes et de trois femmes, ne sont plus; et les Siamois, qui étaient au nombre de cinq hommes et de trois femmes, ont disparu de l'établissement.

On assure que ce nouveau recensement a été dressé avec toute l'exactitude possible.

D'après le *Singapore Chron.* du 12 février 1829, la colonie renfermait alors une population de 17,664 habitants, sans y comprendre les militaires et les condamnés, ce qui donne un excédant de population de 2,779 sur celle de 1828. L'augmentation la plus considérable se trouve parmi les Chinois.

La population actuelle, en 1829, se compose des diverses races qui habitent Singapore, dans les proportions suivantes :

CLASSES.	MALES.	FEMELLES.	TOTAL.
Européens.	97	25	122
Chrétiens du pays.	169	103	272
Malais.	2,900	2,850	5,750
Chinois.	7,163	412	7,575
Natifs du Bengale.	381	74	455
Natifs du Coromandel.	1,423	17	1,440
Arabes.	29	3	32
Javanais.	461	173	634
Bugesi, Balinèse.	791	569	1,360
Arméniens.	18	6	24
Militaires.	"	"	602
Condamnés.	544	9	553
TOTAUX.	13,976	4,241	18,819

La population de Singapore, pendant les six années dernières, a continué de s'augmenter comme suit :

	Mâles.	Femelles.	Total.
1823	"	"	10,683
1824	8,620	3,231	11,851
1825	9,147	3,708	12,855
1826	10,307	3,425	13,732
1827	11,368	3,517	14,885
1828	13,432	4,232	17,664

D'après la *Sydney Gaz.*, du 25 juillet 1827, le nombre des émigrés chinois arrivés cette année-là dans l'établissement de Singapore est beaucoup plus considérable qu'il ne l'avait été les années précédentes ; en voici l'état sommaire : arrivés, savoir : par des jonques, de la province de Quang-Tong, 3,272 ; par des vaisseaux européens, de la même province, 1,146 ; par des jonques, de la province de Fokien, 1,095 ; ce qui présente un total de 5,513 émigrans, ou de 1,995 de plus que l'année antérieure. Environ 3,000 de ces individus se sont établis, immédiatement après leur arrivée dans ce port, tant à Rhi que dans les districts voisins ; la plupart de ceux qui étaient restés à Singapore se sont depuis fixés comme agriculteurs dans l'intérieur de l'île. En 1827, le nombre des artisans a été plus grand que d'ordinaire, et cet excédent d'ouvriers a eu évidemment pour effet de réduire à un taux comparativement modique dans chaque profession industrielle, principalement à l'égard de la charpenterie, les frais de construction d'habitations qui jusque-là avaient été extrê-

mement élevés, objet d'une importance majeure dans une nouvelle colonie comme celle de Singapore.

Sous le rapport du commerce, l'*Asiatic Journ.*, d'octobre 1825, rapportait les chiffres suivans, qui bien que déjà anciens, n'excitent pas moins d'intérêt pour l'histoire de cette colonie naissante.

Nombre de bâtimens de toute espèce sortis de ce port en 1824 ; 1552, dont 249 navires à voiles carrées, et 1303 embarcations du pays : différence avec les sorties de l'année précédente, savoir : en plus, 41 bâtimens à voiles carrées ; en moins, 109 embarcations indigènes. Ce déficit provient de l'omission faite dans les états de la présente année, des bâtimens dont le chargement ne consistait qu'en bestiaux et autres espèces d'approvisionnement.

Nombre de bâtimens partis en 1824 pour divers ports des Indes occidentales, 51, ce qui fait 4 de plus qu'en l'année 1823. — Navires européens partis pour la Chine, 51. — Jonques indigènes, 8 ; excédant en tout 5 bâtimens. — Départs pour Manille, 14 ; en 1823 ils n'avaient été que de 4. — Vaisseaux européens partis pour Siam, 6 ; en 1823 ils n'avaient été que de moitié. Nombre des jonques siamoises, 44 ; différence en plus, 40 sur l'année précédente. Jonques de la Cochinchine et de Kamboja, 26 ; c'est-à-dire une de moins que l'année précédente. On peut dire que le seul commerce qui ait éprouvé un déclin décidé, est celui de Singapore avec Java, et la cause évidente de ce déclin, il faut sans doute l'attribuer aux restrictions apportées par le gouvernement des Pays-Bas. En 1823, le nombre des bâtimens partis pour Java s'éleva à 29 bâtimens à voiles carrées, et à 53 jonques ou prahus ; et, en 1824, ce nombre se réduisit à 22 des premiers, et à 3 de ceux-ci ; mais dans cet intervalle le commerce des ports indigènes indépendans s'est considérablement accru : celui de Célèbes, par exemple, s'est élevé de 51 à 80 prahus ; celui de Sumatra, de 180 à 221, et celui de Bornéo, de 65 à 119.

Quant au commerce avec l'Europe, il y avait eu, en 1823, deux arrivées directes et neuf départs ; ce nombre, en 1824, s'est élevé à 10 arrivées et à 12 départs.

En 1824, la valeur des exportations de Singapore, a été de
25.

6,604,601 dollars d'Espagne, et celle des importations, de 6,914,536; différence en plus sur l'année précédente, savoir: pour les premières, 1,643,488, et, pour les secondes, 1,263,988 dollars espagnols. Toutefois l'augmentation de la quantité de marchandises importées et exportées est beaucoup plus grande que celle qui résulte de ces évaluations, et ce, à raison de la forte baisse survenue dans le prix de presque tous les articles dont se composent les unes et les autres. Ceci peut s'expliquer par deux exemples: en 1823, le prix du poivre était fait de 10 à 11 dollars le picul, et celui de l'opium à près de 2,000; l'année suivante le premier n'alla pas au-delà de 8 dollars, ni le second à plus de 1,100 à 1,200 doll.

En 1825, d'après l'*Orient. Herald* du mois d'août 1827, le montant des importations à Singapore

avait été de. 6,289,396 dollars.

En 1826 il fut de. 6,863,581

Augmentation. 574,185

Le montant des exportations en 1825

avait été. 5,837,370

Il fut, en 1826, de. 6,422,845

Augmentation. 585,475 dollars.

L'*Asiatic Journ.*, de septembre 1827, contient le tableau suivant, de la valeur en dollars, des importations et exportations de Singapore dans le cours de l'année 1826.

NATURE DES OBJETS.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.	OBSERVATIONS.
	dollars.	dollars.	
Montant total des importations et exportations de toute espèce:	6,863,581	6,422,845	Ce qui présente un excédant sur 1825
Principaux articles de ces importations et exportations.	dollars.	dollars.	de dollars.
Café.	231,110	270,903	import. 574,185
Poudre d'or.	156,492	248,940	export. 585,475
Nanquins.	293,760	21,555	
Pièces de marchandises d'Europe.	895,520	846,512	
Dito des Indes.	895,799	400,965	
Opium.	1,174,712	868,955	
Soie écrue.	428,094	275,370	
Espèces monétaires.	521,567	918,316	
Etain.	827,118	454,375	
Tabac.	199,465	98,068	

L'Asiatic Journ., de juillet 1826, fournissait les données qui suivent :

En 1818, c'est-à-dire dans l'année qui a précédé l'établissement de Singapore, la valeur des exportations de Prince Wales' Island, nom primitif de Singapore, monta à 2,030,757 dollars d'Espagne. En 1824, cette valeur s'était élevée jusqu'à 2,809,863, ce qui fait une augmentation de plus de 38 pour 100. — En 1812, six années avant l'établissement de Singapore, les exportations de Penang étaient de 2,469,288 dollars : le terme moyen de celles de ces six années donne 2,095,619 dollars, et présente par conséquent, non un accroissement, mais bien une diminution de 14 pour 100. En 1824, les exportations de Singapore montèrent à 6,604,601 dollars qui, ajoutés auxdits 2,809,863 dollars, forment un total de 9,414,464 dollars, d'où résultait une augmentation de 7,383,707 dollars d'Espagne sur les exportations de 1818, ou, en d'autres termes, la preuve que le commerce britannique du détroit de Malacca avait, en somme totale, plus que quadruplé dans le cours des six années dont il s'agit. D'après cet exposé, et si on compare l'étonnant accroissement dont il offre le tableau, avec l'augmentation relativement insignifiante qu'a éprouvée, dans la même période, le commerce de Calcutta et de Batavia, et même de tous les autres ports de l'Inde, nous pensons, ajoute le même journal, que l'on ne saurait regarder comme équivoques les avantages que procure aux intérêts britanniques l'établissement de la nouvelle ville d'entrepôt.

D'après *l'Oriental Herald*, de juin 1826, la masse des capitaux employés en 1824 dans le commerce de Singapore, qui avait été déclaré port libre en 1822, s'était accrue de 8,568,000 à 15,773,000 dollars, ou à peu près du double.

Le même journal revenant à la population de cette île, ajoute :

» La population actuelle (en 1826) se trouve distribuée de la manière suivante : la partie centrale de l'établissement occupée par les Européens ne contient que 668 habitants. Le quartier situé au sud-ouest en compte 4296, dont 2619 Chinois. La ville indigène renferme une population de 3063 individus, dont 2332 sont natifs des îles de l'Inde. L'établissement formé depuis deux ans dans le nouveau havre ou dé,

troit, entre Singapore et le groupe des îles situées à l'ouest, possède 1609 habitans, dont 1583 Malais. Enfin une population de 2215 individus se trouve disséminée dans l'intérieur de l'île, à la distance de trois à quatre milles des côtes.

Le trait le plus remarquable qui caractérise le tableau statistique de la population que nous venons d'énumérer, consiste dans la grande *disproportion des sexes*. Dans aucune classe le nombre des femmes n'égale celui des hommes; dans les Bugis, par exemple, cette différence est de plus de moitié; et parmi les Chinois, qui forment à eux seuls la partie la plus effective de la population, les femmes n'y figurent que dans la proportion de 1 à 13; mais ce moindre nombre de femmes et d'enfans que présente la population de Singapore, donne à cet établissement un degré d'activité et d'énergie plus efficace que celui que semblerait indiquer sa composition numérique, et, dans le fait, cette population de 11,851 individus, en admettant l'égalité des sexes d'une population ordinaire, équivaut virtuellement à une population de 17,240 habitans, ou, y compris la population flottante, à celle de 19,340 individus. La force productrice de cette population nominale deviendra encore plus sensible si on considère que les Chinois en forment, à eux seuls, à peu près le tiers, et, sous les rapports du travail, de l'industrie et des capacités intellectuelles, tout Chinois vaut au moins deux autres Asiatiques. Aussi est-il, à cet égard, bon de remarquer que même à Pénang, où les Chinois sont proportionnellement en plus grand nombre que dans tout autre établissement européen, ils forment à peine le $\frac{1}{6}$ des habitans, et qu'ils n'en constituent certainement pas à Java la centième partie.

Il a été importé en 1826, de Siam à Singapore, une petite quantité de bois que l'on croit être de l'ancien fustic à l'usage des teinturiers. Soumis à l'épreuve du muriate d'étain, il donne un jaune brillant qui résiste à l'action des acides. Le bois que les voyageurs ont vu est en grosses bûches; il est depuis long-temps connu des Siamois et des Chinois comme un bois de teinture, sous le nom de *kaleh*, et aussi des Malais qui l'appellent *kadazang*. Il paraît être une des productions de Ligore, la province la plus méridionale de l'empire de Siam. L'ancien fustic des teinturiers croît sous les

latitudes parallèles des Indes occidentales ; c'est une espèce de mûrier, le *morus tinctoria* de Linnaë. Long-temps il s'en fit en Europe une grande consommation pour les teintures, lorsqu'il était considéré, à ce qu'il paraît, comme la seule substance végétale capable de donner des jaunes et des verts indélébiles. La nouvelle espèce de bois dont nous venons de parler, coûte à Siam moins que celui de sapan, et et elle a été, depuis quelques années, cotée très-régulièrement, sur le marché de Londres, au cours de 10 à 12 livres. Le fustic de Cuba est le meilleur, et celui du Brésil le plus mauvais de tous. Si, d'après des expériences convenables, le bois de Siam, que l'on présume être du fustic, était reconnu pour être riche de matières colorantes, et pour posséder en même temps les autres qualités du véritable fustic, cet article pourrait devenir une importante branche d'exportation de cet établissement.

Le *Singapore Chronicle* du 23 avril 1829, présente, quelques détails dignes d'être recueillis sur le commerce de cette île avec la Chine, par les jonques chinoises.

Il en est arrivé 8 en 1829, dont 3 venant d'Amoy, et 5 de Canton ; ils étaient chargés de 250 à 400 tonneaux. Les importations étaient tout-à-fait semblables ; ce sont à peu près les mêmes articles qu'ils apportent tous les ans. Les cargaisons d'Amoy sont principalement composées de poteries, de tuiles, de dalles de granite, de papier pour parasols, de vermicelle, de fruits secs, de bâtons de joss, de papier de joss, de tabac, avec une petite quantité de nankin et de soie écrue ; la valeur du tout est estimée de 30 à 60,000 dollars. Les cargaisons de Canton sont composées des mêmes articles, plus de camelots, de satins, de camphre, de sucre-candi et de thé ; avec une grande quantité de nankin (en bleu, vert et jaune), la valeur est à peu près la même.

Les cargaisons appartiennent presque toujours aux propriétaires des jonques, qui demeurent en Chine ; mais il est alloué aux commandans et aux officiers, aussi bien qu'à tout l'équipage, d'en fournir une partie selon la force de la jonque. En voici les proportions pour une jonque de 7 à 8,000 piculs : pour le commandant, 200 piculs ; à l'officier en chef, 100 ; à deux commis, 50 à chacun, et à

chaque homme, 7. Le commandant a la libre disposition de tout ce qui appartient aux propriétaires, comme aussi de toutes les acquisitions destinées au retour.

Aussitôt qu'une jonque arrive, les marchands chinois, qui habitent Singapore se rendent à bord pour examiner les échantillons des divers articles, et noter la quantité de chacun. Les jours suivans le commandant débarque, après avoir pris connaissance de la rareté ou de l'abondance des marchandises; il dispose de toute sa cargaison dans la huitaine ou dans la quinzaine.

Les différens articles apportés par ces jonques sont principalement propres aux besoins des émigrés chinois (éparpillés dans les îles adjacentes) ainsi que des Malais, des Bugis, etc. Les seules de ces marchandises qui conviennent comme monnaie d'échange pour l'Europe, sont la soie écrue, les nankins et le camphre, dont la plus forte partie est achetée dans cette vue, des marchands chinois, dans les mains desquels passe constamment la totalité de ce commerce. Les autres articles se vendent peu à peu aux prames qui arrivent de tous les côtés, et qui ensuite se répandent dans tout l'Archipel. Les qualités communes dans la couleur jaune, et presque la totalité des nankins bleus et verts, sont enlevées par les habitans de Bornéo et par les Bugis.

Les cargaisons qu'ils emportent pour leur retour sont aussi variées que celles qu'ils amènent; les jonques d'Amoy et de Canton emportent aussi à peu près les mêmes articles. Les retours pour Amoy se composent de nids d'oiseaux, de camphre (Bornéo), de *beech* de mer, de bois de sandal, de bois d'ébène, d'écaille de tortue, de rotins, de pierres de flint, de peaux de buffles, de nageoires de goulus de mer, de camelot d'Europe, de draps d'une grande largeur, avec quelques pièces d'indiennes, de draps d'une grande largeur et de pièces de Bengale, pour leur propre usage. Outre ces articles, les jonques de Canton emportent de l'*agar* (substance marine), de l'étain, du poivre, du gingembre, et de 8 à 10 caisses d'opium chaque.

La construction de ces jonques ne leur permet de naviguer qu'avec le vent en poupe; elles quittent ordinaire-

ment la Chine dans le mois de janvier , pendant toute la force de la mousson , et elles mettent quelquefois de 20 à 30 , et même 40 jours , dans leur traversée. Dans leur navigation , les Chinois ne se servent pas de cartes , mais ils ont des livres de navigation (si toutefois ils méritent ce nom) , qui établissent la ligne qu'ils doivent tenir , d'après les différens points de départ ; comme le vent est toujours bon , ils n'ont pas besoin de beaucoup de connaissances en pilotage et en navigation. En leur faisant voir séparément une carte des mers de la Chine , ils l'expliquaient très-exactement. Après avoir quitté Canton ou Amoy , il paraîtrait qu'ils louvoient le long du rivage jusqu'à ce qu'ils aient atteint le 112°. degré de longitude ; alors ils gouvernent sur un amas d'îles qui gisent à la hauteur N.-E. de l'île de Haïnan ou Hai-lam (comme ils l'appellent) , et se tiennent en vue de cette île , jusqu'à ce qu'ils en aient dépassé l'extrémité ; c'est alors qu'ils se dirigent au sud par la côte de la Cochinchine. Ils ne perdent pas la terre de vue jusqu'à ce qu'ils aient doublé le cap *Padaran* , d'où ils poursuivent leur route vers les détroits de Singapour. Ils mettent presque toujours le même temps à leur retour , et ils quittent d'ordinaire ces détroits quand la mousson du sud-ouest est dans toute sa force.

Une jonque d'environ 350 ou 400 tonneaux a à bord 80 à 100 matelots , nombre qui suffirait pour la direction d'au moins 5 navires européens du même tonnage.

Le total des passagers arrivés par ces jonques , dans une saison , s'élève à près de 2,000 , dont peu sont restés dans l'île. Pendant quelques jours après leur arrivée les *sampan pucats* et les prames , qui commercent avec Rhio , Malacca , Pinang , etc. , étaient , à la lettre , encombrés par ces émigrans , qui se rendent aux divers ports voisins pour trouver de l'occupation dans le trafic du poivre , du café , dans les plantations de gingembre , et dans les mines d'étain , etc. D'autres , en grand nombre , descendent à Java pour s'employer dans les plantations de sucre et à son commerce : d'autres se rendent à Bornéo , et autres lieux , pour s'occuper de la recherche de la poudre d'or. Sans mettre en ligne de compte l'esprit commercial des industriels habitans de

Singapore, nous croyons que le commerce de cette colonie s'élèvera à plus de 7 millions de dollars l'année prochaine, ce qui est peu de chose par comparaison.

Un autre n°. du *Singapore Chronicle*, celui du 21 mai 1829, rapporte ce qui suit sur le commerce de Singapore avec Siam :

Le commerce qui se fait entre ces deux villes par les navires des naturels, est très-considérable, comme on le verra par le coup d'œil suivant :

L'une des plus précieuses branches de commerce de la colonie est celle qui se fait avec Siam. D'après les états d'importation et d'exportation publiés par le *Commercial Register*, il paraît qu'il est arrivé, cette saison, plus de 13 jonques de Bankok ; mais il en est descendu au moins 16 ou 18 cette année ; si cela est ainsi il faut que quelques unes n'aient pas été enregistrées, ou qu'elles aient été placées sous le titre : importation par les navires des indigènes.

Les jonques siamoises sont beaucoup plus petites que celles d'Amoy et de Canton. Leur tonnage est de 100 à 350 tonneaux ; celui de la plus grande partie est de 150 à 200. Leur cargaison se compose de sucre, riz, huile de cacao, bois de sapan, bois de garron, poissons secs, et une petite quantité de gamboge, laque en bâton, dents d'éléphants, soie écrue et oignons. Leur valeur varie de 3,000 à 15,000 piastres.

Beaucoup de ces navires appartiennent en entier à leurs capitaines, et les autres à des sociétés qui demeurent à Siam ; et presque la totalité de chaque cargaison aux propriétaires respectif des jonques. Dans ces jonques, il est permis aux propriétaires qui demeurent à Siam, aux capitaines, aux officiers et aux matelots, d'emporter une certaine quantité de marchandises exemptes de fret, et pour leur propre compte ; quantité qui conséquemment varie selon la grandeur de la jonque. Dans celles qui portent environ 3,000 *piculs*, on accorde d'ordinaire, au capitaine et à son second, 100 *piculs*, au secrétaire, 50 *piculs*, et à chaque matelot 8 *piculs*. Cependant, d'après nos recherches, il ne paraît pas qu'il y ait aucune coutume particulière parmi les propriétaires de ces navires, quant au tonnage

précis accordé à leur équipage : tout dépend absolument des conventions qui ont lieu au moment de l'embarquement ; mais les conventions ci-dessus exprimées sont celles qui sont le plus en usage.

La disposition de cette partie de la cargaison est invariablement laissée au capitaine, et le tout est vendu, immédiatement après l'arrivée, à quelques marchands chinois établis à Singapore, et avec qui ils avaient d'anciennes relations de commerce. Ils en choisissent les marchandises qu'ils prennent en échange chez ceux qui ont acheté les objets importés.

Leur objet le plus essentiel d'importation est le sucre, dont ils amènent chaque saison environ 6,000 *piculs*, d'une belle qualité. Le sucre de Siam est réellement presque le seul article de quelque valeur qui apporté à ce marché, soit regardé absolument comme un moyen de remise sur l'Europe, et sur lequel les marchands qui ne dépendent pas du gouvernement comptent pour en faire leur lest ; la quantité suffit à peine au nombre des commerçans susdits qui se rendent à Singapore. Le bois de sapan, les dents d'éléphants et la gomme, sont aussi, en grande partie, destinés pour l'Europe. Le riz, le sel, le bois de Garro, le tabac, etc. etc., sont enlevés par les divers marchands du pays qui arrivent à Singapore, à des époques réglées.

Entre les nombreuses tribus qui viennent trafiquer ici, les Siamois sont ceux qui emportent la plus grande partie des tissus, tant de l'Inde que de l'Europe. Leurs retours consistent principalement en sannahs de Bengale et en gurrahs, en Perses (de 12 coudées), en moories de Madras (bleus), en longs draps d'Europe, batistes, perses, tissus de laines et de poils de chèvres, un peu de cire d'abeilles, du camphre (baru), de la poudre d'or et des rottins. Outre ces divers articles, on a recherché généralement (pour la première fois) le coton filé. Il ne paraît pas cependant que les marchands du pays en aient acheté une grande quantité, mais il en a été embarqué beaucoup pour Bangkok par les Européens. On sait que l'introduction de l'*opium* est prohibée dans le royaume de Siam, ou du moins qu'elle est soumise à une taxe telle qu'elle

équivalant à une prohibition. Si le gouvernement peut découvrir qu'un individu vend de l'*opium* ou qu'il en a qu'il destine à être vendu, il le force à payer, pour chaque caisse qu'il possède ou qu'il a vendue, dix caisses ou leur valeur; et s'il arrive, ce qui est le plus ordinaire, qu'il ne puisse satisfaire à une demande aussi exorbitante, tout ce qu'il possède est confisqué sur-le-champ; et si elle ne suffit pas à compléter la somme que la loi exige, il est ainsi que toute sa famille, condamné à un esclavage perpétuel. Cependant, malgré la sévérité de cette loi, les jonques emportent de Singapore régulièrement de 1 à 5 caisses chaque, ce qui montre clairement qu'ils espèrent réussir à les passer en contrebande et que les grands profits qu'ils comptent y faire l'emportent chez eux sur la crainte de la punition.

Le commerce de ces navires est fait exclusivement par les Chinois, dont quelques-uns sont nés en Chine, mais dont le plus grand nombre descendent des Chinois qui sont établis depuis long-temps dans ce pays. On représente les Siamois comme une race extrêmement indolente, et privée entièrement de ces habitudes qui tiennent à la patience et à l'industrie, et de cette ardeur entreprenante et aventureuse qui a toujours distingué les Chinois, et qui est si nécessaire pour réussir dans le commerce avec l'étranger.

Nous n'avons que des notions peu nombreuses ou peu satisfaisantes sur la géographie du royaume de Siam, même sur la topographie du pays, ses productions et sa culture. Il paraît que jusqu'à ces dernières années, la récolte principale y était celle du riz. Le sucre a commencé à y être cultivé par les émigrés chinois, il n'y a que peu d'années; il n'y a encore qu'eux qui s'en occupent; l'on assure qu'ils ont donné à cette culture une très-grande extension. Il est certain que le sol et le climat y sont très-favorables, et le pays, d'après son étendue, peut en produire une quantité presque indéfinie. Le prix élevé auquel il s'est soutenu ces deux dernières années, et les demandes qui s'augmentent sans cesse, doivent sans nul doute agir puissamment sur les cultivateurs, et cette production ne peut manquer de devenir très-abondante en très-peu de temps. La culture du riz, et les manufactures de sel sont exclusivement réservées aux Siamois.

Les jonques de Siam, quant à la construction, ressem-

blent à celles de Canton et d'Amoy ; et, comme elles, elles ne sont calculées que pour naviguer vent arrière. Le plus grand nombre de ces jonques quittent Bankok dans le mois de janvier, et les autres en février et mars. Elles descendent constamment le côté oriental du golfe, en serrant la côte de Camboge, parce qu'elles craignent d'être mises en dérive par les vents de N.-E. et par les courans, qui dominent pendant cette époque dans le milieu du côté occidental du golfe, d'où elles ne pourraient sortir même en louvoyant, et où par conséquent elles seraient forcées de rester jusqu'à la nouvelle mousson, et de revenir à Siam, ce qui serait à coup sûr la ruine de leur voyage. Elles quittent ensuite Pulo Oby, qui est situé à la hauteur la plus méridionale de Camboge, se dirigent le plus possible vers l'est pendant cinq ou six jours, et enfin gouvernent vers ces détroits. Elles mettent ordinairement 30, 40, et quelquefois 50 jours à cette traversée. Elles quittent d'ordinaire Singapore avec leurs cargaisons d'échange en mai, et longent constamment la côte Malaie pendant tout le voyage. Les commandans de ces jonques n'ont aucune idée de la navigation comme science. Ils ne font usage ni de livres ni de cartes, et n'ont d'autre instrument nautique que la boussole. Il faut de 25 à 30 matelots pour manœuvrer une jonque de 150 tonneaux.

On lit également, dans le n°. du même journal, en date du 24 septembre 1829, ce qui va suivre, à l'égard du commerce de Singapore avec *Campar* :

Campar est un ancien état malais sur la côte de Sumatra, situé entre les rivières de Siak et de Daneer. L'embouchure du Campar est à environ 0° 38' N. de latitude, et 102° 51' E. de longitude; cette rivière s'étend en une direction sud à peu de distance dans les terres et se divise alors en deux branches, l'une allant à droite et l'autre à gauche. Le pays, situé sur la partie à gauche, se nomme Campar Kiri, et celui de la droite s'appelle Campar Kanan, ou Campar *droite* et Campar *gauche*.

Pendant 12 ou 14 journées, en remontant chacune des branches de cette rivière, le pays passe pour être bas et uni, et des deux côtés, jusqu'à un mille ou deux, on dit qu'il est passablement bien cultivé. Les bords des deux rivières sont par-

semés de villages ; mais la branche droite est plus populeuse, et le pays est mieux cultivé. Ses productions principales sont le riz, le cacao, le bétel, la gomme, la canne à sucre et les rotins. Le peuple de Campar fait un commerce considérable dans l'intérieur et avec Singapore. Les habitants des districts du centre apportent du café, de la casse, qu'ils échangent contre toutes sortes d'objets manufacturés dans l'Inde et en Europe.

Le commerce de Campar avec Singapore est entièrement dans les mains des Malais (il n'y a pas ici de marchands chinois), et se fait avec de petites prames de 50 à 200 *piculs*, qui viennent régulièrement tous les mois, par petites flottes de 10 à 12 prames. On dit que les détroits très-nombreux dans ce pays, et surtout ceux qui avoisinent la côte de Sumatra, sont infestés de pirates qui obligent les commerçans à se réunir en flottes pour se protéger mutuellement. Leurs jonques portent de 15 à 30 hommes, et sont armées de longs canons de fer, de lances, d'épées, etc., qui les rendent redoutables aux pirates ; il est vrai qu'ils sont rarement attaqués ou qu'ils ne le sont jamais.

Leurs cargaisons consistent principalement en café, mais elles se composent aussi de quelques *piculs* de gomme, de cire d'abeilles, de fil retors, et de casse d'une qualité inférieure, de dents d'éléphants, de cornes de rhinocéros et de rotins. Leur montant varie en raison de la grandeur de la prame, de 500 à 2,000 piastres.

Ils vendent immédiatement à leur arrivée la plupart de ces marchandises aux marchands chinois, en échange de draps bleus de Madras non blanchis, de soie et de coton écrus ; de chemises d'Europe, de batistes et de toiles de Perse ; de mouchoirs, de foulards de Batick, d'imitations de ces mouchoirs, de tissus, et de lames de poignards (*kris*), de plomb, de fer, d'acier ; de fil d'or (de la Chine), de tabac de Java, de laque en bâton, etc.

Ces prames appartiennent constamment aux propriétaires qui habitent les environs de l'embouchure de la rivière, et les commerçans qui fréquentent Singapore les frètent pour le voyage. On paie pour une prame de 20 *piculs* de chargement 30 piastres, et l'on prend l'engagement d'être de

retour dans deux mois. La principale partie du chargement appartient au *nakodah* ou capitaine, mais chaque individu de l'équipage y a aussi une petite part. Ils ont l'habitude de rester à Singapore une quinzaine à chaque voyage; mais, comme ils ne peuvent tous finir leurs affaires en même temps, ils s'attendent toujours les uns les autres pour partir de compagnie. A leur arrivée à Campar, après le déchargement de leur cargaison, et quand ils ont remis leurs prames aux propriétaires, ils s'occupent du placement de leurs marchandises qu'ils colportent par tout le pays, et dont ils placent si peu à la fois et si lentement qu'ils restent presque toujours deux ou trois mois à terminer leur vente; ils font presque toujours des échanges contre les productions du pays; et, dès qu'ils ont réuni de quoi charger une prame, ils retournent promptement à Singapore.

On trouve dans le pays de Campar de la cire d'abeilles, de l'ivoire, des cornes de rhinocéros et de la gomme, et l'on peut s'en procurer dans tous les principaux villages sur les bords de la rivière. On dit que les éléphants et les rhinocéros y sont très-nombreux; ils se procurent les premiers par le poison et les derniers en les fusillant. Il paraît que l'éléphant fait de fréquentes incursions dans les plantations de cannes à sucre pendant la nuit, qu'il y cause beaucoup de dégâts, et que si on les laisse faire une fois impunément, et se retirer dans les forêts sans avoir été inquiété, on est sûr qu'ils reviendront la nuit suivante et recommenceront à dévaster le même terrain. Partout où l'on aperçoit les traces de cet énorme animal, les Malais placent des trapes, qui se composent de quelques tiges de cannes à sucre éparses sur une fosse, qui offre dans son milieu les diverses sortes de fruits dont on sait que se nourrissent les éléphants; ces fruits sont pilés d'avance et réduits en une sorte de pâte dans laquelle on a mêlé une forte dose de poison minéral. Pour rendre cette dose plus agréable au palais, les Malais lavent l'extérieur des cannes avec de l'eau salée, ces animaux aimant beaucoup le sel. Les tiges des cannes sont placées dans la terre pendant le jour, là où l'on a découvert les traces de l'éléphant, et le lendemain matin il est trouvé ou mort, ou tellement enivré par le poison, qu'il est incapable de fuir; et d'ordinaire on

le tue à l'instant. Les naturels fusillent aussi l'éléphant avec une espèce de long mousquet fabriqué dans le pays; mais on le détruit principalement comme nous venons de le dire. Quant au rhinocéros, ils le fusillent toujours.

Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, le café est leur principal article d'importation; il paraît qu'on l'apporte de très-loin de l'intérieur dans les environs de Campar, où il est échangé contre les diverses marchandises que les commerçans exportent de Singapore. Selon ce qu'on nous a dit, ce café s'achète dans le riche pays de Menangkabow, l'ancienne résidence des Malais, et du pays de Limapuloh, qui sont situés au centre même de l'île, et sont conséquemment à plusieurs journées dans l'intérieur des terres. Des hommes en apportent toute la quantité du lieu où on le récolte, par petites parties, et sur la tête. Les marchands de l'intérieur arrivent par faibles troupes de 8 ou 10 hommes, dont 2 seulement portent environ un demi-*picul* de café, le reste étant chargé de provisions destinées à nourrir la troupe dans le voyage. Les prames de Campar n'apportent pas moins de 800 à 1000 *piculs* de ce café, et comme toute la quantité est apportée de l'intérieur par une voie aussi lente, il est évident que la population des districts d'où on le tire doit être très-grande. Et comme ce café, d'un autre côté, vient de l'intérieur, on verra que le commerce de Singapore avec Compar seulement est assez considérable; car si nous supposons que 100 de ces prames, apportant chacune 100 *piculs* de café, viennent ici tous les ans, et que cela représente 6 dollars $\frac{1}{2}$ par *picul*, cela nous donnera la somme imposante de 65,000 dollars, pour le montant annuel de notre commerce avec le pays de Menangkabow, pour cet article seulement.

Sir Stamford Raffles fit un voyage de Padang dans l'intérieur de l'île de Sumatra, en 1818, et il représente ce pays comme très-bien cultivé et très-peuplé. Les extraits que nous allons donner du journal de son voyage donneront au lecteur une idée de l'apparence et de la population du pays de Menangkabow, ainsi que de l'importance commerciale et politique de Sumatra.

« Des hauteurs de la ville (Suruasa) la vue s'étendait, au nord et à l'ouest, jusqu'à la montagne de Berapi et aux col-

lines adjacentes; tout le pays, autant que l'œil le pouvait distinguer, était bien cultivé et semé de villes et villages, ombragés par des cocotiers et autres arbres à fruit. J'ose dire que cette vue égalait tous les paysages que j'avais pu voir à Java: il n'en est aucune d'aussi vaste et de plus majestueuse, dont la population soit aussi nombreuse, et la culture aussi riche. » Dans une autre partie de son intéressant mémoire (où il réfléchissait aux conséquences probables que pourrait avoir son voyage), ce voyageur vraiment éclairé et entreprenant fait remarquer que la découverte d'une population nombreuse et très-agricole ne peut manquer d'être intéressante. D'après des calculs modérés, la population, dans une étendue de 50 milles autour de Pageruyong, dans le pays de Menangkabow, ne peut être au-dessous d'un million. D'après les rapports qui lui ont été faits sur les lieux, le nombre paraît être plus grand. Pendant tout son voyage il n'a pas vu un *ladang*. Cette sorte de culture par des émigrés, si exactement décrite par M. Marsden, et si universelle près de la côte méridionale, a depuis long-temps fait place au mode de convertir les terres en *sawahs* réguliers, et à l'établissement d'une propriété permanente du sol. Les manufactures sont plus avancées ici. Menangkabow a toujours été fameux pour ses lames de poignards (*kris*). On y travaille le fer de temps immémorial. Une manufacture considérable de poterie commune, près le lac, fournit de cet article Padang et Bencoolén. Sous le rapport politique, ce pays peut offrir de grands résultats. Il n'y a pas très-long-temps que la souveraineté de Menangkabow était reconnue dans toute l'île de Sumatra, et son influence s'étendait sur presque toutes les îles voisines; le respect que les personnes de tout rang portent encore à ses princes, va presque jusqu'à l'adoration. En s'appuyant de leur autorité, un gouvernement central pourrait aisément se rétablir, et cette foule de petits états, maintenant désunis et plongés dans la barbarie, pourraient être réunis sous un système général de gouvernement. Les rivières qui se déchargent dans l'archipel Oriental peuvent encore devenir les grandes communications avec la capitale, et Sumatra peut encore, selon le voyageur, s'élever à une grande importance politique.

Enfin, un numéro du *Singapore chron.*, du 5 novembre 1829, contient les renseignemens qu'on va lire sur le commerce de cette île avec la côte occidentale de Bornéo.

« Ce commerce a lieu par les différens ports du pays de Bornéo proprement dit, situé entre Tanjong Dattoo et l'extrémité nord de l'île, et par les établissemens hollandais de Sambas, de Mampawa et de Pontianak. La totalité de ce commerce se fait par les Malais et les Bugis, avec des prames qui appartiennent aux différens ports d'où ils viennent, et dont le chargement est de 300 à 1200 *piculs*.

» Les prames de Bornéo proprement dit, sont surtout d'un chargement de 800 à 1200 *piculs*, et elles sont, ainsi que la plupart des bâtimens du pays, bien armées avec de longs canons de bronze (lelas), de lances, d'épées et autres armes légères. Quinze ou vingt bâtimens environ commercent avec ce port et font généralement deux voyages par an. Leurs importations consistent principalement en poivre, camphre, cire d'abeilles, nids d'oiseaux, écailles de tortue, écailles d'huîtres à perles, et perles; et chaque cargaison, selon la grandeur de la prame, peut être évaluée de 2,000 à 8,000 piastres. Ces cargaisons sont très-promptement écoulées par des échanges contre des draps bleus et blancs de Madras, des indiennes d'Europe et des draps longs, du fer, de l'acier, du coton filé, bleu, rouge et blanc, des nankins bleus siamoises, du fil d'or de la Chine, etc. Ces commerçans n'emportent point d'opium, parce qu'il n'est pas permis aux naturels de Bornéo proprement dit, d'en faire usage.

» D'après les particularités que nous avons pu recueillir des marchands chinois qui trafiquent avec ces peuples, et des commerçans eux-mêmes, nous pensons que le montant de nos affaires avec les naturels de cette partie de l'île ne peut être moindre de 60,000 ou 70,000 piastres.

» Cependant notre commerce avec les trois établissemens hollandais est beaucoup plus considérable. Tous les six mois nous voyons arriver 15 ou 20 prames, apportant chacune de 60 à 500 *bunkals* de poudre d'or, selon les moyens du chef.

» Les prames de Sambas ne sont guère chargées d'autres choses que de poudre d'or, à raison des droits excessifs mis

sur tous les autres articles destinés aux ports de l'Angleterre. De Mampawa et de Pontianak, environ 20 ou 30 prames viennent ici deux fois par an avec de la poudre d'or, des diamans, de l'étain et des rotins. Les droits d'entrée sur tous les articles de ces pays sont, en Angleterre, de 12 p. 100, excepté la poudre d'or et les diamans, qui en sont exempts. Les cargaisons de ces établissemens varient dans leur valeur, depuis 2,000 jusqu'à 20,000 dollars, et il en arrive au moins une 50^{aine} à diverses époques dans l'année. En admettant que les arrivées se montent à 50, et que la valeur de chacune d'elles soit de 5,000 dollars, ce que nous croyons beaucoup au-dessous de la réalité, le montant annuel de ces importations serait au moins de 250,000 piastres.

» Les commerçans prennent en échange principalement des marchandises du Bengale et de Madras, et du fer; ils n'emportent ni des toiles anglaises de coton, ni de l'opium, à raison de la protection exclusive que les Hollandais accordent au commerce de la mère patrie et à ses colonies, en supprimant les droits. C'est sans doute dans cette vue que le commerce a été restreint aux divers établissemens hollandais, et que, pour empêcher qu'il ne tombât dans les mains des Anglais, ils ont sagement frappé d'un droit de 35 p. 100 tous les cotons fabriqués en quelque lieu que ce soit d'Angleterre; parce qu'ils connaissent la prédilection que tous les naturels ont pour les marchandises anglaises, et qu'ils espéraient sans doute les empêcher de pénétrer à Java avant eux, où ils savent qu'on n'en pourrait acheter avant qu'ils n'eussent payé au gouvernement de Java un droit d'entrée de 30 p. 100, et en addition duquel le commerçant du pays est forcé d'acquitter un droit de sortie de 6 p. 100, ou parce qu'ils espèrent qu'ils verseront leurs cargaisons dans les manufactures des Pays-Bas. Les Hollandais se flattent que le système qu'ils ont adopté amènera le résultat salutaire de conserver dans leurs mains seules le commerce de leurs nombreux établissemens, afin de pouvoir recueillir tout le bénéfice du commerce qui se fait par les habitans de tous les pays soumis à leur domination. Pour y parvenir on a entassé les obstacles propres à entraver le commerce des peuples qui ont

des relations avec les Anglais; car, quoique les autorités hollandaises ne puissent leur refuser un permis pour Singapore, cependant ils les tracassent par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, et emploient tous leurs efforts pour les engager à se rendre à Java, de sorte que maintenant ces peuples ont pris l'habitude d'en demander pour Samarang, Grisee ou quelque port de l'île de Java. Cela ne les empêche pas de payer les mêmes droits de sortie que s'ils étaient destinés pour Singapore; car les Hollandais ont appris par l'expérience que, malgré leur permis en règle comme sortant d'un port hollandais, ils viennent constamment de Singapore. Les naturels ont été portés à en agir ainsi pour éviter en partie les difficultés auxquelles ils seraient sujets s'ils avaient déclaré qu'ils se proposaient de se rendre à cet endroit, et, pour les éviter, ils paieraient volontiers les droits qui leur seraient extorqués de la sorte par ceux qui prétendent être regardés comme les protecteurs du commerce. Le commerce de l'opium étant un monopole exclusif réservé au gouvernement, il ne permet à aucune condition aux naturels de s'y livrer.

» Le système d'imposer des droits énormes ou des prohibitions sur quelque branche particulière de commerce, afin d'en favoriser une autre, atteint rarement, si jamais il l'atteint, le but qu'on se propose; mais, au contraire, il amène presque toujours des conséquences funestes en général au commerce des villes envers lesquelles on l'emploie, car il tend nécessairement à donner à l'industrie du peuple un débouché opposé au débouché naturel. Telle est la politique des Hollandais dans l'Inde, et il est bien reconnu qu'elle n'a augmenté la prospérité ni des gouvernans, ni des gouvernés. On verra, d'après les observations précédentes, que les réglemens de commerce en vigueur dans leurs établissemens de Bornéo devaient être peu favorables au but que l'on s'était proposé en les imaginant; car s'ils avaient produit les effets qu'on en attendait, on n'aurait jamais vu une seule prame arriver ici d'aucun de ces établissemens; et, quant au bien qu'elles procurent aux manufactures du pays, nous ne pouvons dire en quoi il consiste, car ce n'est pas là un moyen d'engager, encore moins de forcer une prame de plus à se rendre dans

aucun port où la moindre marchandise des Pays - Bas peut se trouver ; et tel est, nous a-t-on dit, le dégoût des naturels pour ces marchandises, que le petit nombre de prames qui commerçaient habituellement avec les ports de Java, n'en ont jamais acheté une pièce, et c'est ce qui n'arrivera jamais, sous quelque prétexte que ce puisse être, ni à Sambas, ni à Mampawa ou à Pontianak. Ces réglemens ont pour but, sans nul doute, de prévenir l'introduction des cotons anglais dans ces places ; mais nous ne prévoyons pas que cette circonstance apporte un avantage réel aux Hollandais, car les toiles des Indes des présidences anglaises du Bengale et de Madras sont importées par les naturels, à leur place, de l'établissement anglais de Singapore. Les marchandises indiennes exportées d'un port d'Angleterre paient double droit dans un port hollandais ; mais il est sûr que les naturels trouveront beaucoup plus avantageux de commercer avec nous et de payer un droit de 12 pour cent sur les marchandises qu'ils remportent, que de trafiquer avec les Hollandais d'après leurs propres conditions ; ou ils ne voudraient pas continuer à faire un commerce aussi étendu avec ce port ; et si les Hollandais préféreraient baisser les droits sur les fabriques anglaises de 12 pour cent également, on ne pourrait guère douter que leurs finances, qui, à ce que nous croyons, ne sont pas dans l'état le plus prospère, ne profitassent sur-le-champ de cette mesure, laquelle ne pourrait causer le moindre tort à leur commerce quant aux manufactures de la mère-patrie, puisqu'un tel commerce n'existe pas. Quant au monopole de l'opium, on ne peut mettre en doute que si le commerce de cet article était favorisé comme celui des autres productions de l'Inde, le revenu provenant de ce commerce exclusif ne s'augmentât avec rapidité. D'après tout ce qui a pu parvenir à notre connaissance, la consommation de l'opium à Sambas, Pontianak, Mampawa et leurs dépendances est très-considérable, quoique le gouvernement ne dispose que d'un petit nombre de caisses, qui, dit-on, ne s'élève pas, dans les trois établissemens, à plus de 20 ou 30 par an. Si ce commerce se faisait comme a lieu dans l'Inde le commerce des toiles, il entrerait légalement dans ces places plus de 400 caisses, et l'on paierait avec plaisir un droit de 12 pour cent, au lieu de celui dont

nous soupçonnons (quoiqu'il ne paraisse pas dans la liste des exportations de cette place) qu'une immense quantité se fait par contrebande, et sur lequel par conséquent on ne perçoit aucun droit. Si on ne levait qu'un droit de 12 pour cent sur tout ce qui entrerait, on retirerait des bénéfices bien plus considérables que ceux qui peuvent provenir d'un très-petit nombre de caisses. Ainsi l'abolition du monopole profiterait et au gouvernement et au peuple, car elle augmenterait le revenu de l'un et donnerait un nouveau stimulant à l'honnête industrie de l'autre. Nous n'osons cependant nous flatter, malgré tant d'exemples mis sous nos yeux, que le gouvernement hollandais se détermine jamais, par aucune considération, à abandonner la ligne politique qu'il a suivie jusqu'ici; elle est également nuisible à ses propres intérêts et à ceux qu'il est appelé à gouverner. »

Un dernier n°. du *Singapore chron.*, en date du 11 février 1830, offre aussi un résultat général du commerce de cet établissement pendant les quatre années 1827, 1828, 1829. On y lit entre autres les rapprochemens qui suivent :

Les importations de 1828-1829 excèdent celles de 1827-1828 de 4,725,201 dollars, et les exportations de 4,174,594 $\frac{1}{4}$ dollars. L'accroissement des importations est principalement dû à la Chine, et celui des exportations à l'Angleterre.

La réunion de *Singapore* avec les établissemens de *Malacca* et de *Penang* eut lieu le 1^{er}. août 1827. Le *Singapore chronicle* du 28 septembre annonce à ce sujet qu'il s'était élevé, entre la cour des directeurs de la compagnie des Indes et le bureau du contrôle, certains différends relatifs aux changemens survenus en Angleterre concernant les droits à percevoir dans ce port. On ajoute que telle est probablement la cause qui avait fait retarder l'émission de la charte légale des établissemens ainsi incorporés. Le même journal déclare toutefois, dans son numéro du 12 octobre, que le gouvernement d'Angleterre avait envoyé l'ordre d'abolir tous droits quelconques à *Penang*, à *Malacca* et à *Singapore*, qui, en conséquence, doivent devenir ports francs.

Le *Bengale-hurkaru*, du 1^{er}. nov., fait, à l'égard de cette incorporation, les remarques suivantes : les effets d'une semblable mesure ne seront pas à beaucoup près aussi préjudi-

ciables à la colonie de Malacca qu'elle pouvait l'être à celle de Pulo-Penang, en ce qu'elle n'était pas, ni ne saurait jamais être, sous un rapport mercantile, rivale de cette dernière, et que, sous une bonne administration, les produits de son agriculture suffiraient pour pourvoir aux besoins de sa consommation et prévenir la disette, qui très-fréquemment se fait sentir dans les marchés de Penang. Les produits de cette île ne suffisent pas à l'approvisionnement de la moitié de sa population, et les ressources en ce genre qu'elle peut tirer des côtes voisines ne sont rien moins que régulières dans leur cours; et il en résulte que par fois le marché se trouve encombré, tandis que l'on ne peut, dans d'autres occasions, s'y procurer qu'à des prix exorbitans les denrées de première nécessité les plus ordinaires; il n'en est pas de même à Singapore. On sait quelle fut la conduite très-repréhensible que tinrent les autorités supérieures de Penang à l'égard de cette colonie, même dès les premiers temps de sa fondation par sir Stamford Raffles. C'est un fait constaté, et nous ne pensons pas qu'on puisse le contester aujourd'hui, que rien de leur part ne fut épargné pour contrarier les vues de sir Stamford, et on tient même à cet égard, d'une source qui n'est pas suspecte, qu'il s'est trouvé des individus qui, par jalousie et par de mesquines craintes de concurrence, faisant cause commune avec les Hollandais de Malacca, les excitèrent et les encouragèrent à entraver de tout leur pouvoir l'établissement de Singapore. L'honorable cour des directeurs conserve certainement une injuste partialité pour celui de Penang, et nous avons entendu dire que l'on y agita vivement, lorsque les réclamations continuelles de Penang obligèrent la cour à accorder aux îles rivales des avantages égaux, relativement aux droits, la question de savoir s'il n'était pas plus à propos d'assujettir le commerce de Singapore et de Malacca aux mêmes entraves qui enchaînaient celui de Penang, ou de rendre ces trois ports également francs. Grâce au système des innovations et des nouvelles théories, ce dernier expédient prévalut; mais pour dédommager, à ce que nous supposons, Penang de la non adoption des suggestions de son gouvernement, on lui annexa, comme dépendances, les deux autres ports. Ces suggestions, ou, pour nous servir des

expressions officielles, ces *recommandations* avaient pour objet d'imposer à chacun des établissemens intéressés le même système de droits, avec toutes les impositions vexatoires d'une douane indigène.

Nous venons de parler de Penang; l'*Asiatic Journal* d'août 1827, dit de sa population que, suivant le dernier recensement qui s'arrête au 31 décembre 1825, cette population pour l'île entière montait à 37,962 individus, parmi lesquels on comptait 13,769 Malais et Bugis, et 7,552 Chinois; le reste se compose de Chulias, de Bengalais, d'Arméniens, etc. Il existe, tant à George-Town, que dans son voisinage immédiat, l'église épiscopale, une chapelle des missions, deux chapelles catholiques romaines, et une chapelle arménienne, quatre temples hindous, trois temples chinois, dix mosquées mahométanes et deux temples siamois.

Un numéro de l'*Oriental Herald*, celui de mai 1828, présente aussi, sur la ville même de *Singapore*, quelques données que nos lecteurs seront bien aises de retrouver à la fin du présent article, comme pour les dédommager de sa longueur un peu sèche.

L'aspect de la ville de *Singapore* ne saurait, à la vérité, entrer en comparaison avec celui de nos grandes cités commerciales de l'hémisphère occidental; mais elle peut prendre un rang distingué parmi les ports de mer de l'Inde. Une grande partie de ses maisons sont bâties en briques et en pierre de taille, et toutes dans le meilleur goût; les habitations de la seconde classe, qui forment le plus grand nombre, le sont en bois et à toits de tuiles. Le bazar, en apparence mal distribué et sujet à être par fois encombré, surpasse de beaucoup celui de Penang.... Sous le rapport du climat, les habitans sont particulièrement favorisés par la nature: on ne pourrait guère s'attendre à trouver, par les 1° 18' de latitude, qui est celle de *Singapore*, une température dont le terme moyen est de 78°. En outre, les nuits sont toujours fraîches et calmantes; les brises de mer et de terre rafraîchissent alternativement l'air.

L'on a vu parfois, réunis dans la rade de *Singapore*, 79 jonques chinoises, du port de 100 à 800 tonneaux, 120 bateaux bugis de 50 à 150 *dito*, et un très-grand nombre d'embarcations de Malacca et de l'Archipel, avec 20 navires européens et

bâtimens mâtés à carré..... La plus petite des barques en usage ici, laquelle est longue de 10 pieds sur 1 de large, et mue avec une double pagaie, peut traverser en parfaite sûreté, et dans toutes les saisons de l'année, la rade de Singapore, qui offre un mouillage sûr et commode pour toutes les flottes du monde entier.

Ici les Chinois, les Choliahs, les Malais, les Bugis, les Javanais, les Arabes et diverses autres tribus vivent entre eux paisiblement et dans une parfaite harmonie sous les Européens, leurs maîtres. Il est peu d'exemples de ces vengeances désespérées, particulières à la race malaise : il est vraiment étonnant de voir régner un tel accord parmi tant de nations différentes.

Nous terminerons cette collection de faits disséminés dans différens recueils ou journaux, en rapportant le récit d'une excursion aux mines de *Johore*, dans l'intérieur de l'île de Singapore, par quelques membres d'une société d'Anglais formée à Singapore même.

En remontant la rivière ils découvrirent le tombeau de l'un des anciens rajahs malais. Ce monument se composait d'un assemblage de grandes pierres plates empilées dans un pourtour, dont le centre était rempli de terre. Deux pierres de la même forme, de 3 pieds de haut, sculptées avec beaucoup de goût, d'une forte pierre à sable, dans un bon état de conservation, espacées d'environ un pied, et assises verticalement, surmontaient le monument. Nos voyageurs débarquèrent ensuite au village de Gongong, pour visiter les mines d'étain que des Chinois exploitaient anciennement sous le règne du sultan. La colline d'où on tirait le minéral a environ 200 pieds de circonférence, et elle se trouve à 600 pieds du bord de la rivière. Le minéral gît à environ 12 pieds au-dessous de la superficie du sol, dans une couche de gros sable de carrière, mêlée d'argile blanche et d'un pied d'épaisseur, sous laquelle on découvre un lit de morceaux de quartz roulés, et d'une superbe argile blanche endurcie, de différentes dimensions et du poids de quelques onces à plusieurs livres. Quelques-uns de ces morceaux d'argile ayant été brisés, avaient à leur centre des traces de fer, mais à leur extérieur ils étaient incolores. Au-dessus de ce sable grossier se

trouve une couche de belle argile blanche, d'environ six pieds d'épaisseur : cette dernière est surmontée d'une argile jaunâtre, et la surface du sol se compose d'une couche mince de terre végétale, sur laquelle croît de la fougère, de l'herbe commune et quelques arbrisseaux rabougris. Il existe une autre mine que l'on suppose du même genre, et dans laquelle le minéral paraissait être en petite quantité. Les indigènes assurèrent qu'ils pourraient gagner 6 fanans par jour à laver le sable et à recueillir le minéral ; mais cette exploitation a été très-négligée jusqu'à ce jour. Le minéral se présente sous la forme d'un très-beau sable, tel que celui des riches mines de Banca. L'argile semble propre à la fabrication des belles espèces de poteries.

ALBERT-MONTÉMONT.

131. TABLEAU DU COMMERCE DE TRIPOLI et de ses rapports avec le commerce de l'Italie ; par le chevalier GRABERG d'HEMSA (*Antologia Giornale di Scienze* ; mars 1830, pag. 75.). (Voyez le Bulletin, tome XX, n^o. 36.) (1).

3^e. Article.

On n'aura pas de peine à concevoir que dans un pays gouverné par des Musulmans qui, il y a quelques années, étaient encore de vrais corsaires, les droits d'importation et d'exportation sur les marchandises doivent être considérés plutôt comme une branche des finances que comme un subside que protège et enrichit le commerce national, et qui, sans détruire entièrement la liberté de transactions commerciales, contribue cependant à faire pencher la balance en faveur du commerce de l'état.

Il s'écoulera encore un grand nombre d'années avant que l'on puisse faire comprendre aux chefs des régences barbaresques, qu'un état qui croit favoriser ses intérêts en frappant d'un nouveau droit d'entrée les marchandises venant de l'étranger, tombe dans une erreur grave, s'il est possible que l'on use de représaille à son égard.

(1) Nous nous empressons de rectifier une erreur qui nous est échappée dans le second article du commerce de Tripoli inséré au Bulletin, tome XX, n^o. 36, page 102 ; au lieu de : plusieurs vaisseaux arrivaient dans l'unique but de trouver des frets avantageux et souvent leurs espérances furent déçues, il faut lire : rarement leurs espérances furent déçues.

En effet, à peine la régence de Tripoli eut-elle augmenté les droits sur certains articles importés ou exportés que le commerce diminua à proportion, et tandis que le revenu des douanes de terre et de mer s'élevait il y a quelques années, pour le pacha, à près de 100,000 piastres fortes, aujourd'hui ce revenu n'arrive pas même à la moitié de cette somme.

La douane d'entrée et de sortie par la voie de mer est généralement affermée d'année en année à des particuliers, le plus souvent de la famille même du pacha, qui la sous-affermement ensuite à quelques gens opulents que leurs richesses mettent à même de payer en tout cas la ferme entière. En ce moment cette douane est affermée au gendre du pacha *rais* ou ministre de la marine, pour 18,000 piastres par an; il y a quelques années elle l'était pour 40,000 piastres environ. Le droit d'exportation sur les esclaves des deux sexes de la Moquette y était alors composé comme aujourd'hui. Maintenant elle renferme en outre l'impôt des cuirs, qui autrefois valait séparément de 3 à 4,000 piastres; le souverain a la propriété pleine et entière de tous les cuirs et de toutes les peaux qui sortent des boucheries ou abattoirs de Tripoli; toutefois il en fait ordinairement l'abandon au fermier de la douane de mer: cependant les *langues* appartiennent au sheik ou chef ancien des Juifs.

La douane de terre et les impôts étaient ainsi donnés autrefois à ferme pour 32,000 piastres par an; mais aujourd'hui elles ne rendent plus au pacha que 6,000 piastres, auxquels il faut cependant ajouter:

- 1°. Le peso grosso, ou le remanai, pour. . . 1,000 piastres.
- 2°. L'introduction et la vente du tabac. . . 1,500
- 3°. Le poids de l'or et de l'argent. 1,000

La vente du vin et de l'eau-de-vie, la distillation du lachi ou liqueur de palmier, et la vente en détail de toutes les liqueurs fortes et spiritueuses, rendaient autrefois 20,000 piastres par an. Aujourd'hui ces objets n'en rapportent plus que 16,000; il n'existe aucune règle fixe pour la vente en détail, les employés de la douane sont maîtres d'exiger des vendeurs ce qu'il leur plaît. Cependant le vin paie ordinairement 3 piastres par baril de Venise ou *millerole* de France, le rhum et l'eau-de-vie paient le double.

Dans cette ferme sont comprises les têtes et la graisse de tout le bétail que l'on tue à Tripoli.

Les droits d'entrée et de vente du savon étaient affermés séparément pour 300 piastres par an ; mais maintenant ils sont donnés en paiement à un nommé Gagigge, créancier du pacha, ancien directeur du bain des esclaves chrétiens, et actuellement grand-maître de l'artillerie.

Le tarif des droits d'entrée et de sortie des marchandises dépend du caprice du souverain ou de l'intérêt du moment, dont il saisit toujours l'influence à la douane de mer. Les sujets juifs de la régence paient, tant à l'entrée qu'à la sortie, 10 p. 100 de la valeur estimative des marchandises ; les sujets mahométans ne paient que 7 p. 100, parce que le fermier leur fait une bonification de 3 p. 100. Les juifs paient 5 p. 100 et les musulmans 3 p. 100 sur la soie qui vient de l'étranger. Mais les chrétiens et les juifs, sujets de puissances européennes, ne paient, en vertu des traités de paix, que 3 p. 100 sur les marchandises importées de quelque nature et dénomination qu'elles soient, à l'exception de celles qui sont soumises à des droits particuliers. Les armes, les munitions de guerre, les bois de construction et toute espèce de comestibles ne paient aucun droit, de même que la bière, les liqueurs douces, et en général tous les objets que les chrétiens font venir pour leur usage et leur approvisionnement, soit à Tripoli même, soit dans les autres ports de la régence.

L'exportation des bœufs se traite toujours à Tripoli avec le pacha lui-même, qui accorde aussi à qui il lui plaît le droit d'exporter les chevaux et les moutons : dans les échelles de la côte, ces accords se font avec les beys ou lieutenans du pacha. On paie actuellement à Tripoli une piastre pour les moutons, et deux à Neuphaxi.

Les négocians étrangers qui font venir des marchandises sujettes à des droits d'importation et d'exportation dépendant de fermes particulières, sont contraints de céder ces marchandises aux fermiers, qui accordent ensuite la faculté de les introduire à qui ils veulent, ou à qui paie le mieux. Les caravanes de Maroc, en passant par Tripoli, jouissent du privilège de ne payer aucun droit pour les marchandises importées par les pèlerins. Le sel et la soude sont aussi

exempts de tout droit de sortie, lorsque la vente en est faite par le pacha ou par ses lieutenans.

A Benghasi-Derne, Seliten, Porsomagra et autres échelles de la régence, on paie en général les mêmes droits qu'à Tripoli. Cependant les gouverneurs, soit par caprice, soit par d'autres motifs, frappent quelquefois d'impôts ou de droits extraordinaires les objets d'exportation qui ne sont pas compris dans les traités de paix, et, dans ce cas, les calculs des spéculateurs sont entièrement renversés. Ainsi, par exemple, les bœufs et les moutons qui ordinairement ne paient dans ces lieux qu'une piastre par tête, ont payé quelquefois, au moment de l'embarquement, jusqu'à 3 piastres.

L'huile d'olives qui, dans les années précédentes, payait à Tripoli une piastre environ par baril, en paie actuellement deux, et cela en piastres effectives, tandis qu'auparavant le paiement pouvait se faire en monnaie du pays. La raison en est que, depuis l'année dernière, cet article forme une ferme spéciale dont le fermier, premier conseiller d'état et de cabinet du pacha, verse par anticipation dans le trésor du souverain la somme de 6,000 piastres par an.

Les laines paient 3 piastres un quart par *centare*, et la senua un sequin du Caire.

On ne peut exporter ni provisions ni comestibles d'aucune espèce, sans un permis qui se paie suivant les circonstances.

Les esclaves nègres, conduits à Tripoli par les caravanes du Fezzan, paient, pour entrer en ville, 3 p. 100, et ceux qui viennent par la voie de Chadams 2 et demi p. 100 sur le prix de la vente. Mais si le propriétaire les fait passer immédiatement dans le Levant ou dans quelque port de l'Albanie, il jouit du bénéfice de transit, et ne paie qu'une légère somme à la douane pour frais d'embarquement.

Les plumes d'autruche paient pour droit d'entrée 10 p. 100 de la valeur estimative, sans préjudice du droit de sortie.

En un mot, le système des fermes et des douanes est sujet à des variations continuelles. Ce système dépend uniquement de la volonté du pacha et des vues du moment.

Monnaie. Il serait trop difficile de faire mention de toutes les monnaies qui, depuis quelques années, ont été mises en circulation à Tripoli, et des variations qu'elles ont subies.

D'un autre côté, ce serait peine perdue, parce que ces monnaies varient à chaque instant, surtout depuis les dernières années. Lorsque j'arrivai dans cette résidence, en 1823, on calculait ou comptait par mille de *borbi*, ou *piastre picciola*, dont 5,000 correspondaient à une piastre d'Espagne.

Les monnaies courantes, à cette époque, étaient :

En or :	le scerif vieux qui valait.	105,000 borbi.
	le scerif neuf.	70,000
	le mahboud.	54,000
En argent :	la piastre d'Espagne.	65,000
	le thaler autrichien.	63,000
Monnaie de billon :	le réau ou piastre de Tripoli. .	9,000
	la demi-piastre.	4,500
	le butenasce.	1,200
	le bu-stamia.	600
Cuivre :	le parà.	150

Les borbi, ou petites piastres, étaient une monnaie fictive, este des anciens réaux ou petites piastres. Il y a vingt-cinq ans, 1,300 de ces piastres valaient une piastre d'Espagne; en 1816, les piastres d'Europe valaient 2,400 borbi; et en 1820, 400. Depuis lors cette monnaie est tellement tombée en discrédit, que si l'évaluation avait été continuée, la piastre correspondrait aujourd'hui à une énorme quantité de borbi.

La fraude et la cupidité ont en tout temps, et dans chaque pays, fait tomber le poids et la valeur intrinsèque des monnaies. Les souverains, qui ont seuls le droit de donner aux monnaies leur empreinte, ont aussi la faculté d'en augmenter la valeur numérique; mais jamais souverain n'a donné à ce droit autant d'extension que le pacha actuellement régnant à Tripoli. Il est arrivé au point de faire battre chaque semaine des espèces nouvelles, à une valeur intrinsèque de vingt fois inférieure à celle que lui assigne le cours du commerce. Il en résulte que les espèces perdent chaque jour de leur valeur numérique, tellement que la piastre, sortie naguère de la monnaie au cours légal (*ragione coattera*) de 5 pour une piastre d'Espagne, n'a pas même été reçue au bout de quinze jours à raison de 150.

Les espèces frappées à la monnaie de Tripoli le sont tou-

jours à l'empreinte du grand-seigneur, avec son togha ou chiffre, et avec le millésime de l'année de son avènement, auquel se joint l'année de son règne et le nom de la monnaie de Tripoli. On concevra aisément qu'il serait non-seulement inutile, mais ridicule, de parler de l'alliage des métaux employés, parce que l'alliage varie toujours d'une semaine à l'autre. Il ne serait pas moins difficile d'indiquer les causes diverses qui produisent ces détériorations. Mais ce qui contribue surtout à confondre les évaluations et à discréditer en même temps la monnaie courante, c'est la variation continuelle des noms et des dimensions que reçoivent les diverses pièces auxquelles on donne successivement les dénominations de *scerif*, de *mahboub*, d'*adelie d'or*, d'*inslicchi*, d'*ecclicchi*, d'*ghersei*, d'*riali*, ou piastres d'argent ou de bilon, etc.; en sorte que les pauvres négocians et petits marchands sont obligés de se rompre sans cesse la tête pour tenir au courant leurs livres, et, en général, les habitans ne savent jamais combien ils possèdent, si immédiatement après avoir examiné la monnaie du pays, ils ne l'échangent à grande perte contre des piastres fortes d'Espagne.

A ce sujet je citerai une anecdote assez caractéristique. En 1827, un bedouin, qui voulait se rendre de Tripoli en Égypte par mer, et de là à la Mecque, ne pouvant renvoyer son chameau, le vendit au bazar pour 20 *scerifs* neufs, sortans de la monnaie, et valant 35 piastres fortes. Il emporta cet argent; mais, ne l'ayant dépensé ni en Égypte ni à la Mecque, il fallait qu'il le rapportât à Tripoli. A son retour, sept mois après, il rencontra à Tripoli son fils, à qui, voulant lui faire cadeau d'un bonnet rouge d'Europe, il alla l'acheter chez un Maltais. Il tira de sa bourse deux *scerifs*, et dit au marchand de lui rendre ce qui lui revenait. Le marchand lui répondit avec étonnement que le bonnet coûtait deux piastres, et qu'il lui fallait par conséquent 36 *scerifs*. Pensant que cela était impossible, le bedouin se rendit à la monnaie pour avoir de l'argent en échange de ses *scerifs*, mais on ne les recevait plus depuis qu'un édit du pacha avait mis les *scerifs* hors de la circulation. Le pauvre bedouin eut beau se lamenter, il fallut qu'il s'en retournât chez lui avec un bonnet rouge en laine, au lieu de son chameau.

On voit, par tout ce qui précède, que la piastre forte d'Espagne doit être considérée comme le type monétaire véritable et permanent du pays, où il porte le nom de *colonnato*, à cause des deux colonnes dont il est orné sur le revers. C'est dans cette monnaie que doivent nécessairement être payés les droits d'entrée et de sortie, les impôts, les gabelles, les taxes, et tout autre paiement fait aux officiers publics, au trésor ou au pacha en personne, tandis que le pacha et ses ministres paient toujours en monnaie courante du pays, suivant le tarif qu'ils ont établi; c'est pourquoi il arrive assez souvent que, quelques jours avant de faire un paiement considérable, on frappe à la monnaie des espèces nouvelles, dont le volume diminue ensuite de jour en jour, suivant le degré de fin, au point que la pièce qui se donnait d'abord pour un quart ou un cinquième de piastre, mais qui en réalité ne valait pas un trentième de ces pièces, finit, au bout de trois semaines, par n'en valoir que la deux centième partie. C'est ainsi qu'au moment de mon départ de Tripoli, au mois de juillet de l'année 1828, la piastre d'Espagne, qui dans les premiers jours du mois s'échangeait contre 25 réaux, en valait plus de mille le 25.

Malgré tout cela il ne faut pas regarder les piastres d'Espagne comme monnaie courante, parce que du moins, entre les mains des chrétiens et des juifs, sujets de puissances étrangères, elle est une véritable marchandise que chacun peut garder ou vendre à volonté. Mais les musulmans et les juifs, sujets du pacha, sont dans une position toute différente. Car lorsque le souverain fait frapper des espèces nouvelles, tout le monde en est averti, tant dans la cité que dans les bazars, afin que personne n'échange la piastre pour une valeur supérieure à celle que le despote vient de fixer arbitrairement. Ceux qui agissent contre les ordres du pacha sont punis d'une amende considérable ou d'un châtiment corporel. Toutefois, malgré les fréquentes bastonnades et condamnations pécuniaires, cette prohibition même contribue de la manière la plus efficace à faire tomber dans un discrédit rapide cette mauvaise monnaie.

Les habitants des montagnes et de la campagne, qui apportent leurs denrées au bazar, sont forcés de recevoir en paie-

ment cette mauvaise monnaie du pays. Mais à peine l'ont-ils reçue qu'ils rentrent en ville et achètent aux Européens mêmes à 20 ou 30 p. 100 de perte des piastres d'Espagne ou des sequins de Venise, qu'ils emportent chez eux; ensuite cet argent ne reparait plus que pour être fondu ou converti en ornemens d'or ou d'argent pour les femmes. Cette perte, éprouvée sur le change, est en grande partie compensée par l'augmentation du prix des denrées, qui deviennent toujours plus chères.

Ces monnaies ou espèces effectives en or et en argent, que les bedouins ou Arabes de la campagne et des montagnes emportent de Tripoli, sont accumulées par eux, si l'on en excepte une faible partie qui passe dans les mains des orfèvres ou dans les régions centrales de l'Afrique, pour achat d'esclaves et d'autres objets de l'économie domestique. Le gouvernement lui-même manque souvent de moyens nécessaires pour faire entrer au trésor, en monnaie effective, les tributs annuels et dîmes auxquels sont assujettis ces bedouins, qui ne paient qu'autant qu'ils y sont contraints par des expéditions militaires, et préfèrent souvent laisser enlever de vive force leurs chameaux et leurs troupeaux plutôt que de se défaire de leur argent comptant.

La monnaie de Tripoli ne fournit point d'espèces d'or, d'argent ou de cuivre, pour les *scerif* et les *mahboud*: les *adelles* sont de cuivre jaune, avec une feuille d'or extrêmement mince; les autres espèces dont j'ai parlé plus haut sont en billon d'alliage à un titre si bas qu'à peine contiennent-elles un quarantième d'argent au moment de l'émission, et deux ou trois semaines après l'émission, pas même un centième.

Les bu-tenasoi, les bustamie et les para se fabriquent avec du cuivre allié d'étain et d'autres métaux de moindre valeur. Souvent même les para ont été frappés en zinc, en fer et en plomb, d'à peine de la grandeur d'un *merro* et *uattreno*.

On suppose en général que la somme totale des espèces en circulation avec l'empreinte de la monnaie de Tripoli, ne dépasse jamais, dans les trois métaux, la valeur de dix mille piastres d'Espagne. Car non-seulement on renvoie à la monnaie les espèces qui n'ont plus cours, lorsque d'autres espèces

nouvelles ont été frappées. Mais aussitôt que les espèces en circulation sont tombées au-dessous de leur valeur intrinsèque, quelle qu'elle soit d'ailleurs, on les envoie par fortes quantités à Malte ou à Livourne, pour en faire opérer la fusion et retirer le peu d'or ou d'argent qu'elles peuvent contenir.

Il est vrai que l'exportation des espèces est prohibée par le gouvernement. Mais comment tenir la main à cette prohibition dans un état qui, comme celui de Tripoli, est toujours débiteur de l'étranger, et dont le gouvernement ne possède pas, comme ceux de Tunis et d'Alger, les moyens de coaction nécessaires pour assurer la visite des navires chrétiens ; cette prohibition d'ailleurs est moins préjudiciable aux intérêts du commerce qu'on ne le pense communément. Comme les marchands de Tripoli sont toujours débiteurs de sommes considérables envers leurs correspondans d'Europe, et que les objets d'exportation, les lettres de change et les espèces sonnantes sont rares à Tripoli, les marchands se trouvent dans la nécessité d'envoyer à leurs créanciers tout ce qui peut servir à leur libération.

A Tripoli la proportion de l'or et de l'argent est un peu plus favorable à l'or qu'en Europe ; on calcule généralement dans la proportion de un à seize. Les espèces en or étrangères sont très-recherchées. Les sequins de Venise et de Hollande se paient souvent jusqu'à 3 piastres. L'or qui arrive à Tripoli des régions centrales est très-fin et se vend environ 220 piastres la *sorra*, poids correspondant à 15 onces $\frac{3}{4}$. Aujourd'hui la plus grande partie de cet or reste dans le pays, et particulièrement dans l'intérieur du château de Tripoli, en la possession des femmes et des concubines du pacha, et d'autres dames de sa famille.

Poids et mesures. Le cantare de Tripoli pèse 100 rosoles, chaque *rosole* pèse 16 onces, et chaque once 8 tomines ; un *occa* pèse 2 rosoles et demi ou 40 onces, et forme ainsi la quarantième partie d'un cantare : le *rosole* pèse précisément 16,584 grains, poids de Hollande, et par conséquent,

Cent *rosoles* de Tripoli font

à Ancône. liv. 150

à Bassano. 148,92

à Parme. liv. 150

à Pavie. 157,65

à Molosne.	140,43	en Piémont.	137,93
à Cività-Vecchia.	149,04	à Pise.	156,10
à Florence.	145,57	à Raguse.	139,95
à Gallipoli.	rotoli. 112,45	à Rome.	148,56
à Gênes.	106,33	à san Remo.	155,40
et en poids (sottcle). liv.	160	en Sardaigne.	128
à Livourne.	148,80	en Sicile.	160
à Lucques poids du comm.	136,60	S. rotoli.	64
poids de la soie.	152,40	J. id.	58,25
à Malte.	rotoli. 65,57	à Syracuse.	liv. 156,60
à Milan p. s. l.	56,40	à Trieste.	fienti. 73
p. 8.	66,50	à Venise. p. s. l.	168
à Modène.	157,90	p. 8. l.	106,35
à Naples.	liv. 158,14	à Vérone. p. s. l.	152,87
rotoli.	58,20	p. 8.	102,30

Le poids de l'or et de l'argent se nomme mutsca ou metacallo ; 6 et $\frac{2}{3}$ metacalli correspondent à une once. Cent metacallo font une sorra, qui, ainsi que je l'ai déjà dit, équivaut à 15 onces $\frac{3}{8}$; en sorte que l'acheteur fait un bénéfice de $\frac{1}{2}$ p. $\frac{2}{3}$. Ce metacallo, avec lequel on pèse dans l'intérieur de l'Afrique la poudre d'or, n'a que 21 *carubbs* ou karats de 4 grains, mais celui de Tripoli en a 24. Cinquante de ces metacallis font un marc poids de Venise, qui renferme 4,970 grains de Hollande, en sorte que 48 metacallis et $\frac{1}{3}$ de Tripoli font précisément un marc de Cologne : par conséquent, un metacallo correspond,

à Florence	} à 37,28 grains ou un peu plus de 4 deniers 1 grain.
à Livourne	
à Gênes.	103,94 . . . ou 4 deniers et presque 8 grains.
à Naples	80,87 anciin ou un peu plus d'un demi-trapeso.
à Rome.	38 grains ou 4 deniers 1 grain.
en Sardaigne.	75 $\frac{1}{2}$. . . ou un peu plus de 3 deniers et 3 grains.
en Italie.	103,09 . . . ou 4 deniers et presque 8 grains.
à Trieste.	83 $\frac{1}{16}$. . . ou 3 deniers et 8 grains $\frac{9}{11}$.
à Venise.	88 $\frac{1}{3}$. . . ou un peu plus de 3 karats et 16 grains.

La mesure de grain et d'autres comestibles se nomme, à Tripoli et dans la langue arabe, *viba*, et plus correctement *veiba*, et non pas *tibera*, dénominations que je trouve dans une foule d'anciens livres de commerce, ni *caffix*, mot qu'on lit encore dans un tableau des rapports des mesures des céréales sur les principales places de commerce, publié en l'année 1821 par le génois N. de Giovanni.

La viba se divise en 4 *tomme*, et la *tomma* en 4 *urbais*; son poids ordinaire est d'un peu plus de 2 cantares. En 1827, la viba correspondait à peu près à 6 *staja* $\frac{2}{3}$ de Livourne, et par conséquent,

à Ancône,	à lappe 4 et sacchi 2 $\frac{1}{2}$.
à Gènes,	à mina 1, quarti 2 et sombetie 10.
à Naples,	à tomoli 3 $\frac{1}{2}$.
à Rome,	à quarti 2, stare 3 et starelli 8.
en Sardaigne,	à statelli 3 et imbuti 2 $\frac{1}{2}$.
en Italie,	à tomoli generali 3 $\frac{1}{2}$.
à Trieste,	à stare 2 $\frac{1}{2}$.
à Venise,	à stajo 1, quarti 3, et mezzo quarternulo.

20 viba font par conséquent un *cassiso*, qui pèse un peu plus que 10 cantares, et s'emploie exclusivement pour peser le sel, la soude et la chaux. Un fait assez curieux, c'est que la viba, pour les comestibles, augmente annuellement en poids et en contenance cubique; ainsi elle ne pesait d'abord (*senza il colmo*), rase, que 120 rasoli ou 1 cantare $\frac{1}{3}$; mais si, d'une part, le poids et la mesure augmentent d'autre part, le prix des denrées que l'on mesure s'élève chaque jour.

L'huile se mesure avec des *arbajes*, qui contiennent 6 carasses pesant chacune 3 rosoli 2 onces, et correspondant à 6 quartucci $\frac{2}{3}$ de Toscane, ou plutôt une *arbjae* contient 4 fiaschi et $\frac{33}{40}$; de sorte que 100 *arbajes* font à Florence et à Livourne 31 barils 25 bocaux 106 quartucci $\frac{14}{16}$. Autrefois une *arbjae* pesait 15 rosoli, mais depuis 25 ans il en pèse 18 $\frac{3}{4}$. Le nom de *mataro* donné dans les livres de commerce à la mesure des liquides à Tripoli est entièrement inconnu dans le pays, et je ne saurais deviner où il a été pris.

D'après le calcul ci-dessus, 100 *arbajes* correspondent,

à Ancône,	à sone	14, et boccali	35.
à Gallipoli;	à salne	6, stage	5 $\frac{1}{10}$.
à Gènes,	à mise	15, quarteroni	97
à Lucques,	à coppi	2, et libre grosse	2 $\frac{1}{4}$.
à Messine,	à cofferi	116, et rotoli	9 $\frac{1}{9}$.
à Naples,	à salne	5, et stage	4 $\frac{2}{3}$.
dans la Pouille,	à salne	6, et stage	6 $\frac{7}{10}$.
à Rome,	à barils	27, et boccali	15 $\frac{27}{40}$.
à Trieste,	à orne	15, et boccali	13 $\frac{1}{4}$.
à Venise,	à miri	63, et larès	24

Le vin, l'eau-de-vie et les autres liqueurs spiritueuses se mesurent avec des giazzes de 2 et 4 bozzes; 24 bozzes correspondent extrêmement au baril vénitien, qui est considéré comme l'équivalent d'une millerose de Marseille ou à un baril 10 fraîche et $\frac{1}{4}$ à Florence, et à un baril 16 $\frac{5}{7}$ à Livourne.

Cent bozzes font,

à Ancône,	boccali	174 $\frac{1}{2}$.		
à Gênes,	barils	2,	et amole	81 $\frac{1}{4}$.
à Messine,	salne	2,	quartucci	80 $\frac{1}{4}$.
à Naples,	barils	5,	caraffe	4
en Piémont,	brente	4,	rubbi	2 $\frac{1}{4}$.
dans la Pouille,	salne	1,	stage	5 $\frac{1}{2}$.
à Rome,	barils	5,	boccali	28 $\frac{1}{2}$.
à Syracuse,	salne	3,	quartucci	18 $\frac{1}{2}$.
à Trieste,	orne	4,	boccali	1 $\frac{1}{2}$.
à Venise,	sacchi	25 $\frac{1}{2}$.		

La mesure de longueur se nomme pic, il y en a de deux espèces, savoir : le pic turc et le picio arabe. Le premier s'emploie dans le commerce étranger, surtout avec les Européens, et correspond à 2 palmes $\frac{1}{2}$ de Gênes. D'après cela, 100 pics turcs font,

à Ancône,	hracci	86
à Cagliari,	rari	100 $\frac{1}{2}$.
à Corse,	palmi	220 $\frac{1}{2}$.
à Livourne,	bracci	92 $\frac{1}{2}$.
à Malte,	canne	24 $\frac{11}{10}$.
à Naples,	canne	26
à Rome,	canne	27 $\frac{1}{2}$.
à Trieste,	bracci	70 $\frac{1}{8}$.
à Venise,	bracci	81 $\frac{1}{2}$.

On ne se sert du pic arabe que dans les mesures de la campagne entre Maures et Arabes, et quelquefois au bazar turc, en ville, pour mesurer le drap de soie (spanne de setos) et autres marchandises du Levant. Ce picio est égal à $\frac{1}{19}$ du picio turc : 100 picchi arabes valent par conséquent 65 braccis à Livourne.

CHAP. IV, — § 4. *Cabotage, frais de port, quarantaine, marine militaire.* — Le port, ou pour parler plus exactement, la rade de Tripoli, offre à chaque époque de l'année un abri vaste et sûr aux bâtimens de commerce (navida carceo). Les petites frégates et autres bâtimens de guerre qui ne tirent

que 18 pieds d'eau , peuvent aussi y stationner en toute sécurité ; le port est formé d'une ceinture de rochers qui a 200 brasses de long ou 2 encâblures environ. Cette ceinture est composée de huit rochers visibles et d'une foule de brisans cachés sous les eaux , qui , de l'extrémité du mole s'étendent vers le N.-E. On pourrait y établir aisément et à peu de frais un excellent mole , qui servirait d'abri contre les vents du N.-E. et du N.-O. , les seuls qui soient dangereux pour les vaisseaux. Le fond est en général très-bon , de sable pur et d'excellente terre ; cependant il faut , dans quelques endroits , tenir les câbles levés au moyen de bouées à cause des roches. La profondeur de l'eau varie beaucoup , de même que la qualité du fond , notamment dans l'intérieur du port et dans sa partie méridionale , où l'on aperçoit une vaste plaine de sable souvent couverte par les eaux de la mer. Au fond du port et en face de la douane , il y a une place favorable au débarquement des hommes et des marchandises.

En s'approchant du port il faut user de précaution et employer la sonde , parce que la côte est en général si basse et si unie , qu'on ne la reconnaît ou qu'on ne l'aperçoit qu'à quelques milles à l'atterrage. Il est vrai que les hautes montagnes de Tarhona et Garian , au S.-O. de la ville , apparaissent à une plus grande distance ; mais on ne peut pas toujours les voir , leur couleur se confondant avec celle du firmament , il arrive quelquefois que l'on se trouve sur la côte avant d'avoir pu les voir. Cependant on reconnaît ordinairement ces deux montagnes à l'aide de deux sommités ou cîmes qui , aperçues de loin , ressemblent à deux promontoires. Lorsque l'on vient du nord , il faut en hiver chercher la terre à l'ouest de la ville , parce que dans cette saison le vent et le courant suivent la même direction , et avec force , du N.-E. au S.-E. , vers le golfe de la Cidra et vers la côte , qui s'étend à l'orient de la ville jusqu'au cap de Museaba. A 10 milles à l'orient de la ville on voit la pointe de Taguira couverte de palmiers élevés et majestueux , et à la même distance vers l'ouest , le village de Zanzur , également environné d'un bois de palmiers. Entre ce village et Tripoli on voit en outre , à trois milles environ de la ville , une haute tour ruinée sur une éminence , au pied de laquelle se trouvent plusieurs jardins pour ainsi dire sur

le rivage de la mer. Ce lieu se nomme Gayarsce , et peut servir de point de reconnaissance à ceux qui cherchent le port en venant de l'ouest. Un marabout ou chapelle maure, nommé El-Indeln , et situé à l'extrémité de la pointe de Taguira , peut servir pour le même but à ceux qui viennent de l'est.

A la distance de deux ou trois milles de la côte , on peut jeter l'ancre partout sur un fond excellent , surtout au Maestro della Scogliera nord des bancs de rochers qui défendent le port. Je ne ferai pas mention du golfe de Siore , qu'on dit être très-dangereux , mais où l'on ne rencontre pas moins beaucoup d'ancrages excellens.

En arrivant à l'ancre , le premier objet digne de remarque qui frappe les yeux aux environs de Tripoli est un jardin avec un palais et d'autres bâtimens appartenant au consul anglais , et situé sur le rivage de la mer , au centre de la forêt de palmiers , qui s'étend à l'orient de la ville jusqu'aux jardins de Taguiva. Le palais est carré , a deux étages , et pourvu d'un toit , de fenêtres et de cheminées à l'européenne. Le fort des Anglais est situé au-dessous sur la plage maritime , et un peu plus loin vers l'ouest on aperçoit un autre petit fort qui est armé de quatre pièces de canon.

La direction suivante pour entrer dans le port de Tripoli peut être considérée comme infaillible. Je me suis assuré moi-même sur les lieux de son exactitude dans toutes ses parties. Depuis les brisans le plus à l'est de la ceinture de rochers (scogliera) s'étend un banc de sable de deux encâblures de long ; à l'extrémité de ce banc de sable à l'est il y a de 25 à 30 pieds d'eau ; au sud de l'extrémité visible de la ceinture de rochers il y a quatre autres petits bancs. Le plus oriental a de 13 à 16 pieds , et le plus méridional de 12 à 13. Le canal d'entrée dans le port passe entre deux bancs , et entre quelques autres bancs situés vers le sud-est sous le fort des Anglais. Celui qui est le plus au nord a de 11 à 13 pieds d'eau. Ce canal n'a pas plus de deux (*gomene*) encâblures de large , et sa profondeur n'excède jamais 22 pieds. Pour entrer on prend le canal en gouvernant en ligne droite vers le fort des Anglais jusqu'à ce que l'on aperçoive le minaret de la mosquée qui s'élève au centre de la ville , et dont la pointe est noire , précisément à l'O. $\frac{3}{4}$ S. O. du compas , et c'est alors qu'il faut amener

cette pointe avec le plus septentrional des deux palmiers qui s'élèvent un peu plus en arrière dans l'intérieur de la ville. On est alors au passage le plus étroit du canal, et l'eau est moins profonde que partout ailleurs, en gouvernant de manière que le plus méridional des deux palmiers soit par le minaret. On arrive sur deux points du fond où l'eau n'a que 18 pieds de profondeur; ensuite, après avoir passé cinq écueils visibles, à partir de l'extrémité du banc de roches, le pavire se trouvera dans le port, et l'on pourra mouiller partout où l'on voudra à deux encâblures du banc sur 22 à 27 pieds de fond excellent; le plus souvent on jette l'ancre dans les directions de sud-est et de nord-est.

Précisément au sud-est de la Boussole, depuis le fort construit à l'extrémité nord-est de la ville, et en droite ligne du nord depuis la pointe du bazar, il y a environ deux encâblures, 28 pieds d'eau. Mais le meilleur mouillage se trouve plus au sud, sur 25 pieds exactement à l'est de la Boussole. A partir du château du pacha, qui est situé à l'extrémité sud-est de la ville, les petits bâtimens de commerce trouvent aussi un abri sûr en pénétrant davantage dans le port vers le lieu de débarquement, sur 20 à 14 pieds. Mais la principale corvette de la régence, qui naturellement ne choisit point la position la moins favorable, est toujours à l'ancre sur 26 pieds, précisément au sud de la petite ouverture du port à travers la ceinture de rochers. Cette petite ouverture, qui donne entrée dans le port à deux encâblures et demie environ du fort dont j'ai déjà parlé, a une encâblure et demie de large, et 10 à 13 pieds d'eau entre le sixième et le septième brisant de l'encâblure de rocher, en comptant toujours de l'est à l'ouest. Elle est toutefois très-dangereuse, à cause d'un banc ou écueil situé un peu à l'ouest du cercle, où l'eau n'a que 7 pieds de profondeur. Immédiatement à l'est de ce banc le passage est parfaitement libre sur un espace de 100 à 120 brasses. Une ouverture entre le cinquième et le sixième brisant sert uniquement aux bateaux pêcheurs, qui connaissent parfaitement la situation de quatre brisans distribués dans le canal. Sur la pointe et aux côtés du mole il y a de 6 à 8 pieds d'eau, en sorte que les canots et les chaloupes de la plus grande dimension peuvent y aborder en usant de précaution.

La ville présente des minarets, dont trois plus élevés que les autres ont la pointe noire à une certaine distance ; le plus méridional semble s'élever au-dessus du château du pacha ; il est cependant un peu plus en arrière. La partie qui sert de signaux aux pilotes de la côte est un peu plus au nord. Le mât qui porte le pavillon portugais, qui, comme le pavillon suédois un peu plus au sud, est le plus rapproché de la marine, et paraît à cause de cela plus élevé que tous les autres.

Aussitôt que l'on est hors du banc de rocher du nord-est au nord-ouest de la ville, on peut jeter l'ancre où l'on veut sur une étendue de 15 à 19 brasses. Mais dans cet endroit le fond de sable est mêlé de roches (rocca) et de gravier. Un peu plus à l'ouest le fond devient meilleur sur 10 à 14 brasses, à la distance de 4 à 10 encablures de la ville ou de son extrémité nord-ouest, formée d'un château ou petit fort presque isolé, auquel on donne ordinairement le nom de fort des Français.

Les vents du nord-ouest ou de l'ouest donnent généralement en automne, en hiver et au printemps, et le vent de nord-nord-ouest est le plus violent ; mais pendant l'été, des vents frais venant du nord-est et du levant s'élèvent toujours à dix heures du matin, et ils soufflent avec une force sans cesse croissante jusqu'à une heure avancée de la nuit. Des vents de terre et d'ouest soufflent ensuite jusqu'au lever du soleil, et même quelques heures après on a observé que les vents de mer même les plus violents qui règnent sur la côte pendant la saison rigoureuse s'étendent rarement jusqu'à 40 milles de la plage, et à cette distance on trouve souvent des vents opposés.

Le port de Benghasi, sur la côte orientale du golfe de la Sidel à la lisière d'une chaîne de montagnes, à trois lieues du littoral, est le seul port de cette régence qui, outre celui de Tripoli, soit fréquenté par les navigateurs européens. On le reconnaît à un château carré qu'on laisse sur la gauche en y arrivant par la mer. En entrant on aperçoit une petite église ou marabout et quelques palmiers. Du côté du (libecqui) sud-ouest, sur l'extrémité appelée Julienne (Juliana), qui reste à droite en entrant, il y a aussi quelques palmiers. L'entrée du

port est extrêmement difficile ; il faut en avoir une connaissance pratique parfaite pour s'y introduire. En tout cas il est de la prudence de prendre un pilote lamaneur (peloso locatiere).

Les navires marchands qui entrent à Tripoli, quel que soit leur tonnage ou leur dénomination, paient cinq piastres un quart d'ancrage pour droit de consulat, et huit pour salaire au pilote lorsqu'on a recours à son ministère. Les vaisseaux de guerre répondent au salut qu'ils reçoivent par un égal nombre de coups de canon; il est actuellement de 33.

Pour donner une idée des mouvemens de la navigation à Tripoli, nous allons faire connaître le nombre et l'espèce des navires qui y sont entrés et qui en sont sortis en 1824 et 1828.

PAVILLON DE CES BATIMENS.	1824.		1828.	
	ENTRÉS.	SORTIS.	ENTRÉS.	SORTIS.
Anglais	24	25	23	22
Français.	19	21	18	18
Autrichiens.	16	14	11	9
Toscans.	14	»	17	17
Tripolitains.	6	15	11	8
Sardes.	5	7	8	7
Américains des États-Unis.	2	2	1	1
Romains.	2	2	»	»
Ioniens.	1	1	»	»
Russes.	1	1	1	1
Hollandais.	1	1	1	1
Napolitains.	1	1	5	4
Turcs.	»	»	5	4
Tunisiens.	»	»	1	»
Prussiens (prise).	»	»	1	»
TOTAUX.	94	101	103	92
ESPÈCE DE CES BATIMENS.				
Frégates.	»	»	6	6
Corvettes.	1	3	3	1
Bricks de guerre.	7	13	9	7
Brigantins marchands.	27	28	33	31
Goëlettes.	9	5	34	19
Bombardes.	30	34	16	18
Trubaks.	10	9	2	2
Chebecks.	3	2	2	2
Polacres.	1	1	»	»
Pinques.	1	1	»	»
Tarlanes.	5	5	3	»
Sneronares.	»	»	»	4
Galéasse prussienne, prise.	»	»	»	»
Belandres.	»	»	2	1
Bâtimens à bombes.	»	»	1	1
TOTAUX.	94	101	103	92

BATIMENS ENTRÉS	1824.		1828.	
de Malte.	19 anglais, 3 autrich., 2 français, 2 toscans, 1 tripoliteain.	27	13 angl., 7 franç., 3 tosc., 2 autrich., 1 sarde. . .	26
Livourne.	8 toscans, 4 autrich., 3 sardes, 2 français, 1 russe, 1 ionien.	19	9 toscans, 4 sardes, 1 autrichien, 1 russe. . .	15
Bengherzi.	3 tripolitains, 4 franç., 2 autrich., 1 anglais, 1 sarde.	11	4 tripolitains, 2 toscans, 1 français, 1 tunisien. .	8
Alexandrie.	3 toscans, 2 anglais. . .	5	2 autrichiens, 2 sardes, 1 français.	5
Trieste.	3 autrich., 1 romain, 1 tripoliteain.	5	2 autrichiens.	2
Tunis.	2 améric. (de guerre), 1 toscan et 1 français (marchands).	4	3 français, 2 autrich., 1 toscan, 1 anglais, 1 sicilien.	8
Gerba.	1 franç., 1 angl., 1 au- trichien, 1 romain. . .	4	1 anglais.	1
Smirne.	1 holland. (de guerre), 1 français et 1 sarde (marchands).	3	1 autrichien.	1
Marseille et Toulon.	4 français.	4	2 français.	2
Golfe de la Sidre. .	2 idem.	2	2 toscans.	2
Missrate.	1 français, 1 anglais. .	2		
Fiume.	2 autrichiens.	2		
Gènes.	1 sarde.	1		
L'île de Chypre. . .	1 français.	1		
Bonne.	1 idem.	1		
Zante.	1 autrichien.	1		
de la mer, en course.	2 tripolitains.	2	5 franç., 4 tripolitains, 4 angl., 1 hollandais, 1 américain, tous de guerre, plus une prise prussienne.	16
		94		
Durazzo.			4 tures, 1 anglais. . . .	5
Modon.			3 tripolitains de guerre.	3
Messine.			3 sicil., dont 2 de guerre.	3
Sfax.			2 anglais.	2
Venise.			1 autrichien.	1
Scutari.			1 turc.	1
Suze.			1 anglais.	1
Tundos.			1 fréq. sarde de guerre.	1
				103

BÂTIMENS SORTIS DE TRIPOLI POUR	1824.		1828.	
Malte.	14 anglais, 2 autrich., 3 français, 1 américain (de guerre), 1 romain, 2 napolitains.	22	18 anglais, 3 autrichiens, 2 toscans, 2 français, 2 sardes, 1 napolitain.	13
Benghazi.	4 tripolitains, 5 anglais, 5 français, 3 autrich., 1 sarde, 1 russe.	19	5 tripolitains, 4 toscans, 2 français, 1 russe, 1 anglais, 2 autrich.	14
Alexandrie.	4 français, 4 toscans, 4 anglais, 2 autrich., 1 sarde, 1 tripolitain	16	2 autrichiens, 2 franç., 2 toscans, 1 sarde.	7
Livourne.	6 autrichiens, 4 sardes, 2 français, 2 toscans.	14	4 toscans, 1 sarde, 1 autrichien.	6
L'Archipel.	L'escadre du Pacha, 1 américain.	8		2
Turin.	2 français, 2 toscans, 1 anglais.	5	2 sardes, 1 toscan, 1 français, 1 autrich.	5
Gerba.	2 franç., 1 angl., 1 autr.	4	1 anglais.	1
Candie et Smirne.	2 toscans, 1 sarde.	3		2
Mi-srata.	2 anglais.	2	1 toscan.	1
Bera et Alger.	2 français.	2	1 français pour Bonné.	1
la course, ou destination inconnue.	2 tripolitains, de guerre.	1	7 franç., 4 angl., 3 tripolitains, 1 holland., 1 amér., tous de guerre.	16
Marseille.	1 français.	1	1 français, 1 toscan.	2
		101		
Sfax et Susp.			3 angl., 2 franç., 1 sicil.	6
Durazzo.			3 turcs.	3
Naples.			2 frég. sicil., de guerre.	2
Gènes.			1 frégate sarde.	1
l'île de Chypre.			1 toscan.	1
				92

Je n'ai pas fait entrer dans ce calcul les bateaux de Tripoli ou de Tunis, qui à chaque époque de l'année font le cabotage entre l'île de Gerba et le port de Tripoli, arrivent régulièrement le lundi et le jeudi, et partent le mercredi et le samedi, lorsque le temps et les vents sont favorables. Ce sont de petits bâtimens à voiles auriques et à moitié pontés, qui portent de 10 à 15 tonneaux, et font aussi les voyages de Porto-Magra, de Selitez, de Memata et du golfe de la Sidra, que les Arabes nomment *Giun el Kebrit*, Golfe du Soufre.

Quarantaine et réglemens sanitaires. — Le pacha de Tripoli, aujourd'hui régnant, a établi dans sa capitale un bureau de santé présidé par un habile médecin maltais, assisté du capitaine du port, du chef des (locatreri) pilotes et de

plusieurs délégués, inspecteurs et gardes de santé. Les vaisseaux qui viennent du Levant ou d'autres pays, dans lesquels règnent pour le moment des maladies contagieuses, et ceux qui arrivent de ce pays avec des marchandises appelées (susceptibles, suscetutile) comme la laine, le coton, le lin, le cuir, ne sont pas admis; on les fait partir immédiatement pour Malte ou pour le Port-Mahon.

Les vaisseaux qui viennent de lieux suspects, ou comme on dit dans le commerce qui ont une patente brute, sont obligés de faire une quarantaine rigoureuse de 20 à 25 jours. Le débarquement des marchandises et des passagers s'opère dans des lieux spéciaux qui se trouvent dans l'intérieur de la forteresse construite à l'extrémité du môle, et séparée du continent par un bras de mer très-profond. C'est dans ce bras de mer qu'entrent par la partie extérieure, et sous l'escorte de gardes, les bateaux parlementaires des vaisseaux qui sont en quarantaine dans un endroit isolé de la rade, sous le château du pacha. Les lettres et dépêches qu'apportent ces bateaux sont parfumées avec une rigueur et une précision qui feraient honneur au meilleur bureau sanitaire de l'Europe.

Les frais de quarantaine sont bornés à une piastre par jour pour le médecin, président du bureau de santé; et la location des chambres et des magasins dans l'intérieur de la forteresse est peu coûteuse.

Pour favoriser le commerce entre l'Italie et la régence de Tripoli, il ne serait pas très-utile d'établir un système de douane, qui faciliterait l'importation des produits de Tripoli dans les ports de l'Italie; mais il faudrait pour faciliter la navigation, reviser les lois sanitaires relativement aux marchandises venant de ces échelles, notamment dans les lazareths de Livourne, Gènes et Trieste. Un fait constaté, c'est qu'il n'y a dans la régence aucune maladie gravement contagieuse qui soit endémique. La peste ne s'y manifeste qu'autant qu'elle y arrive du Levant; ce qui n'est plus possible aujourd'hui, grâce aux sages mesures sanitaires dont je viens de parler.

En effet, jamais ce fléau n'a pénétré à Tripoli venant de l'Égypte par la voie de terre; ce qu'il faut attribuer à la vaste

étendue du désert qui sépare cette contrée malsaine des monts de la Cyrénaïque. Depuis 35 ans la peste ne s'est point introduite à Tripoli par la voie de mer, tandis que cette maladie est indigène en Égypte et dans d'autres lieux de l'Orient : aussi je n'hésite pas à croire qu'une quarantaine de 10 à 12 jours pour les bâtimens, et de 15 à 20 au plus pour les marchandises *susceptibles*, serait plus que suffisante pour les provenances de la côte de Tripoli, lorsque l'on y jouit comme aujourd'hui d'une santé parfaite.

Pour concilier la faveur due à la navigation avec l'exigence des lois sanitaires, il suffirait que les ministres des états de l'Italie rappelaient quelquefois aux agens consulaires l'obligation de tenir les négocians au courant des plus légères variations dans l'état sanitaire de la régence ; il faudrait en même temps recommander aux agens des bureaux sanitaires l'observation rigoureuse de la loi qui défend de considérer comme valables les patentes de santé délivrées aux bâtimens qui vont de Tripoli en Italie, si elles ne sont émanées ou du moins visées par le consul compétent.

Marine militaire. — Outre la corvette *Capitana* dont j'ai déjà parlé, qui est armée de 22 canons, et dont l'équipage se compose de 150 hommes, il y a dans le port de Tripoli une autre corvette nommée *Padrona*, armée de 20 canons, 3 brigantins de 18, 16 et 14 canons, 5 goëlettes de 10, 8 et 4 canons, 10 chaloupes canonnières nommées *Lancine*, plus ou moins en état, et armées chacune d'une pièce. La marine militaire de la régence se compose d'après cela de 20 bâtimens grands et petits, armés de 136 canons. Le service de ces bâtimens se fait par 1400 officiers et marins.

Les puissances maritimes chrétiennes qui ont des relations d'amitié et de commerce avec la régence de Tripoli sont l'Autriche, le Brésil, le Danemarck, la France, la Grande-Bretagne et l'Irlande, les Pays-Bas, le Portugal, la Sardaigne, les Deux-Siciles, les États-Romains, la Suède et la Norvège, la Toscane et les États-Unis d'Amérique. Toutes ces puissances ont des consuls à Tripoli, si ce n'est l'Autriche, qui fait traiter ses affaires par le consul de France ; la Suède, la Hollande et le Danemarck paient de petits subsides annuels, qui sont faibles en comparaison des sommes considérables que

paient à la régence les nations plus puissantes et plus riches pour faire respecter leur commerce et leur navigation par les corsaires de Tripoli, qui ont toujours passé pour les plus audacieux et les plus cruels des trois régences barbaresques.

C. R.

132. **THE NEW ZEALANDERS.** — Les habitans de la Nouvelle-Zélande, ouvrage faisant partie de la Bibliothèque des connaissances amusantes, publiée sous la direction de la Société pour la propagation des connaissances utiles à Londres, 424 p. in-12, avec 46 vignettes en bois. Londres, 1830; Knight.

On se tromperait si l'on ne voyait dans ce petit volume, destiné pour l'amusement des gens du monde, qu'une simple compilation. C'est un exposé habilement rédigé de l'état social, moral et intellectuel des habitans de la Nouvelle - Zélande, d'après les meilleures sources. L'auteur anonyme de ce livre intéressant est au fait de l'histoire des voyages et de la géographie; il choisit judicieusement ses renseignemens, et complète une relation par l'autre. Seulement il aurait pu s'abstenir d'entremêler aussi fréquemment ses réflexions aux faits qu'il cite; il aurait suffi de rapprocher et de comparer ces faits. Il commence par quelques considérations sur les savans de la Nouvelle-Zélande. Parmi tous les peuples qui constituent la grande famille polynésienne, dit-il, les nouveaux Zélandais ont attiré le plus l'attention publique, du moins dans les derniers temps. Leur caractère remarquable, par son énergie, nous présente un grand nombre des vices et des vertus de l'état sauvage. Ils forment un contraste frappant avec les timides et voluptueux Otaïtiens, et avec la race misérable de l'Australie... Ils ne sont ni faibles ni timides; depuis les jours de leurs premières entrevues avec les Européens ils ont rendu coup pour coup. Ils ne se sont pas laissé égorger comme les Péruviens lors de l'invasion des Espagnols, mais ils ont essayé la force de la massue contre les balles de fusil. Ils ont détruit quelquefois, avec perfidie, et toujours avec cruauté, l'équipage de maint vaisseau européen, depuis les jours de la première découverte de leurs îles jusqu'à nos temps; mais il serait difficile de décider s'ils n'étaient pas justifiés en cela par nos agressions, et si dans tous les

cas ils n'agissaient pas par l'instinct de leur propre défense. Ils ignorent quelques-uns des arts les plus communs ; leur habillement est grossier, leur agriculture imparfaite ; ils ne connaissent pas l'usage des métaux, l'écriture leur est inconnue, et pourtant ils se montrent justes appréciateurs de ces avantages qui donnent aux Européens une si grande supériorité sur eux. Plusieurs indigènes ont spontanément entrepris le voyage d'Angleterre pour voir les merveilles de la civilisation, et quand ils ont eu observé nos champs fertiles, nos machines qui tendent à abrégé le travail de l'homme, nos manufactures, ils ont demandé à être ramenés dans leur pays, et d'être mis à même d'imiter ce qu'ils avaient appris à regarder comme des avantages. Leur passion est la guerre, ils la font de la manière la plus terrible que la féroce de l'homme ait jamais imaginée ; ils dévorent leurs ennemis égor-gés. Et pourtant ils sentent que ces expéditions grossières peuvent être secondées par les arts destructeurs qu'emploient les peuples civilisés ; ils viennent chez nous demander des fusils et des sabres pour attaquer ou pour repousser l'agresseur. Tous ces traits de leur caractère, et beaucoup d'autres, montrent une intelligence et une énergie qui conduisent définitivement à la civilisation. Ils ne sont point insensibles aux arts de la vie civilisée, comme l'indigène de la Nouvelle-Hollande, ni garrotté entièrement par les chaînes de la superstition qui compriment les efforts de l'Hindou docile, et tiennent son esprit en tutelle. Ils ne sont ni apathiques comme les Turcs, ni suffisans comme les Tartares ; le sauvage de la Nouvelle-Zélande connaît sa force ; mais il sait aussi que la société européenne possède une force plus étendue et plus solide, et il désire y participer. Ayant ses instrumens en os, il demande pourtant du fer ; il a sa massue, mais il vient chez nous pour demander des fusils. Il méprise les objets futiles. Il a poussé à un degré éminent les arts grossiers des nations sauvages ; il sculpte habilement en bois, et il se tatoue avec un soin minutieux qui n'est pas dépourvu de symétrie et d'élégance. Il n'est pas insensible à l'effet des arts imitatifs d'Europe ; nos sculptures et peintures le charment... Ils s'accommodent aisément aux usages de la meilleure société anglaise, et y montre une assurance aisée ; cannibale chez lui,

il devient promptement gentleman en Angleterre. Ajoutez à tout cela qu'il est autant capable d'amitié que de haine, et vous n'aurez pas de peine à croire que l'habitant de la Nouvelle-Zélande pourra un jour faire voir avec quelle rapidité se forme un peuple barbare, mis en contact avec un peuple qui ne l'insulte ni ne l'opprime, et instruit dans une religion pleine de douceur. »

L'auteur annonce qu'il va recueillir les traits de ces sauvages épars dans les relations des divers voyageurs. Il profitera du journal de voyage inédit d'un matelot anglais qui a été détenu chez ces sauvages pendant plusieurs années. Sous le rapport de la Géographie, la Nouvelle-Zélande mérite d'eux une attention particulière. En effet ce pays, d'une vaste étendue, est voisin d'une des plus grandes colonies anglaises, et ses côtes offrent d'excellens ports pour la marine marchande, qui un jour pourra y chercher des productions précieuses.

L'auteur évalue la superficie des deux îles de la Nouvelle-Zélande à 95 milles anglais carrés. Il rapporte l'histoire de la découverte de ce pays par Dasman, la visite de Cook en 1769, celle de Surville dans la même année; le massacre de Marion Dufresne et de son équipage en 1771; la seconde visite de Cook en 1773, et le massacre de l'équipage du bâtiment *l'Adventure*, dont les détails sont consignés par Burney, dans son *Histoire des Découvertes dans la mer du Sud*. En 1793 les autorités anglaises de la Nouvelle-Galles méridionale ayant résolu de former un établissement dans l'île Norfolk, qui est à 2 ou 3 journées et au nord-ouest de la Nouvelle-Zélande, on s'empara de deux indigènes de ce pays, pour leur faire cultiver le lin si renommé de leur patrie; mais l'un étant guerrier et l'autre prêtre, ils ne connaissaient point cette culture qui, d'ailleurs, selon leur assertion, est la tâche des femmes. On les renvoya chez eux avec des présens, et l'un d'eux fut vu dans la suite par plusieurs marins anglais. Les baleiniers anglais, quoique effrayés d'abord de la férocité des Zélandais, finirent par fréquenter les deux îles, où le gouvernement de la Nouvelle-Galles méridionale envoya des présens à diverses reprises. Un chef puissant, nommé Tippahi, voulut voir avec sa famille la colonie anglaise; à la vue du procédé de la Corderie il fut si étonné, qu'il s'écria, dans un

transport d'enthousiasme : *Nouvelle-Zélande*, rien de bon. En retournant chez lui, il ramena un jeune européen, George Bouce, qui dans la suite devint son gendre, et partagea le gouvernement avec le beau-père. Les Anglais profitèrent de son influence pour fréquenter la Nouvelle-Zélande avec plus de sûreté. Un capitaine de cette nation, ayant reçu à bord Bouce et sa femme, commit le délit d'enlèvement ; ce scélérat, aussi sauvage que les habitants de la Nouvelle-Zélande, débarqua le mari sur la côte de Malacca, et vendit la femme à un autre capitaine anglais. Par l'intervention du gouverneur anglais, les deux époux furent pourtant rendus l'un à l'autre ; on ignore leur sort postérieur.

En 1807, un marin anglais, M. Savage, amena à Londres un insulaire de la Nouvelle-Zélande, nommé Moyhanger, et publia une notice sur ce pays. En retournant dans sa patrie, le sauvage emporta beaucoup d'outils de charpentier et de tonnelier. Moyhanger a été vu par les navigateurs subséquens, tels que Marsden, Nicholas et Dillon. Il ne paraît pas que le voyage d'Europe l'ait beaucoup civilisé. En 1809 le navire anglais *le Boyd*, ayant touché à la côte de la Nouvelle-Zélande, un indigène, à bord de ce navire, que le capitaine avait traité brutalement, excita la vengeance de sa tribu, et fit massacrer le capitaine avec tout son équipage, à l'exception de quatre individus. On a un récit détaillé de cet acte de trahison, par M. Berry, subrécargue d'un autre bâtiment anglais qui se trouvait à la même époque sur la côte de la Nouvelle-Zélande. Les baleiniers anglais vengèrent cruellement ce massacre, en immolant des centaines de sauvages, dont la plupart étaient peut-être innocens. Cependant, les relations entre la Nouvelle-Zélande et les possessions anglaises ne furent pas rompues ; le chef Tappahi envoya son fils en Angleterre. Ce jeune homme mourut peu de temps après son retour dans sa patrie. Un autre chef, Duaterra, servit comme matelot sur les baleiniers anglais, fit le voyage d'Angleterre, où son plus grand désir était de voir le roi, désir qu'il ne put pourtant satisfaire. Traité brutalement par les marins anglais et renvoyé en Australie, il fit la connaissance du missionnaire Marsden, qui le réconcilia avec le caractère européen, mal représenté par des marins grossiers. Il est fâ

cheux qu'aucune loi, aucune police ne prévienne ou ne punisse, de la part de l'Angleterre, les capitaines et autres marins qui, dans ces parages, maltraitent les sauvages, provoquent des vengeances et compromettent l'honneur du nom anglais. Quelques démarches ont pourtant été faites pour mettre un terme à la conduite arbitraire des capitaines. Une mission anglaise, s'étant établie en 1814 à la Nouvelle-Zélande, le chef fut désigné en qualité de magistrat et chargé de protéger les indigènes contre les marins. Le révérend Marsden fit depuis ce temps cinq fois le voyage de la Nouvelle-Zélande. Ce recueil, publié par la Société des missions à Londres, contient ses rapports importants sur ce pays. Dans son premier voyage, M. Marsden fut accompagné par M. Nicholas, qui, de son côté, a publié une relation, peut-être la plus complète qu'on ait. On a une autre relation du capitaine Cruise, qui visita la Nouvelle-Zélande en 1820. Enfin, le capitaine Dillon, allant à la recherche des débris du naufrage de Lapérouse, coucha en 1827 à l'une des îles, ainsi que le capitaine français d'Urville, qui dit-on a levé exactement une partie des côtes. Toutes ces relations modernes fournissent pourtant peu de renseignements inconnus sur la majorité des terres de la Nouvelle-Zélande, même de l'île septentrionale. M. Savage ne paraît avoir vu qu'un ou deux des villages sur ce côté de la baie aux îles. M. Marsden, dans sa première visite, pendant laquelle il était accompagné de M. Nicholas, débarqua au cap Nord et dans une des îles Cavalles, au nord de la baie aux îles, et longea ensuite la côte orientale dans la direction du sud jusqu'à l'embouchure du Thames, où Cook était entré dans son premier voyage. La relation de M. Nicholas contient aussi une description du port de Wangaroua (décrit également par M. Berry), mais ni ce voyageur, ni Marsden n'ont pénétré dans l'intérieur que sur un espace de quelques milles. Pendant son second voyage, Marsden a traversé ce pays en partant de la baie aux îles, et en se dirigeant sur la côte occidentale, où il trouva une grande rivière débouchant dans la mer vers le 36°. degré de latitude, presque vis-à-vis la Bocam-Bay de Cook. Cette rivière est appelée Shukehanga par les indigènes; Marsden lui a donné le nom de Gambier. Quoique traversant une partie de la contrée, immédiatement derrière ce que Cook a appelé

Côte de Serte , ses bords sont couverts de villages peuplés , dont les habitans paraissent avoir un plus beau teint et un caractère plus doux que ceux de l'est de l'île. Marsden , dans son second voyage , pénétra aussi environ 20 milles dans l'intérieur , à un endroit nommé Tiami , à l'est de la route qu'il avait prise pour se rendre au Shukehanga. Ce fut dans son troisième voyage que ce missionnaire explora la plus grande partie de la côte et des districts de l'intérieur. Il est fâcheux que le journal de cette excursion ait été publié d'une manière incomplète. On peut dire que la partie de l'île septentrionale , décrite par les voyageurs anglais , se réduit à la portion qui s'étend au nord de l'embouchure de la rivière de Thames , ou 37°. degré de latitude , ce qui fait à peine le tiers de l'île.

Un matelot anglais , Kutherford , qui , après un séjour de 10 ans dans la Nouvelle Zélande , est revenu en Angleterre en 1828 , et dont la relation orale a été mise par écrit et communiquée à l'auteur de l'ouvrage qui nous occupe , a fourni de nouveaux détails sur ce pays. Il était à bord d'un navire américain , dont le capitaine , séduit d'abord par les prévenances des sauvages , fut massacré avec la plus grande partie de son équipage ; les hommes restans furent entraînés dans l'esclavage ; Kutherford en vit massacrer ; après cela on se mit à rôtir leurs corps et à distribuer leur chair pour les chefs. A ce sujet , l'auteur de l'ouvrage que nous annonçons prouve que l'anthropophagie est réellement une coutume ancienne dans la Nouvelle-Zélande et ailleurs. Elle se fonde peut-être sur des idées superstitieuses. Quelques sauvages croient , par exemple , qu'en mangeant les ennemis qu'ils ont tués , ils acquièrent leur valeur ou d'autres quahtés. A la Nouvelle-Zélande on immole et on mange aussi des esclaves , à la mort de leurs maîtres. L'auteur rappelle les détails fournis par sir Saint-Kastles sur l'anthropophagie des Battas à Sumatra , qui condamnent à être dévorés ceux qui se sont rendus coupables d'adultère , de brigandage nocturne , de mariage dans la même tribu et de trahison , ainsi que les prisonniers qu'ils font dans les guerres de district à district. Dans tous ces cas , les Battas mettent les condamnés en pièces et dévorent leur chair , quelquefois même avant que les coupables aient expiré. C'est chez ce peuple que l'horrible coutume de l'anthropophagie est poussée le plus loin.

Les sauvages de la Nouvelle-Zélande ont une manière particulière de conserver les têtes de leurs ennemis , en les faisant sécher au four, après les avoir vidées d'abord. Ils font un espèce de commerce de ces têtes , et beaucoup de navires européens en emportent comme un objet de curiosité. Les derniers voyages des Français en ont procuré quelques-unes, que l'on conserve maintenant en France.

L'auteur de l'ouvrage que nous analysons décrit au long les guerres des sauvages , leurs horribles triomphes , leurs instrumens de guerre , leurs conseils militaires , leurs fortifications. Il termine par un aperçu composé de la vie sauvage et de la civilisation , et des progrès que les missions ont faits chez ce peuple féroce. Les vignettes en bois , dont le petit ouvrage que nous faisons connaître est orné , représentent les divers objets qui y sont décrits , tels que outils , instrumens , bateaux , tatouage , etc. Si la Société pour la propagation des connaissances utiles , publie beaucoup d'ouvrages de ce genre , elle exercera sans doute une influence sensible sur l'instruction de ses compatriotes , et les autres peuples pourront en profiter à peu de frais.

D—g.

ÉCONOMIE PUBLIQUE.

133. *UEBER DAS NATURRECHT UNSERER ZEIT ALS GRÜNDLAGE DER STRAFRECHTSTHEORIEN.*—Du droit naturel de notre époque , considéré comme base des théories de droit pénal , par ANTOINE ARNOLD DE LINCK. 160 pag. gr. in-8°. Munich , 1829 ; Weber.

Il est peu de sujets qui aient donné lieu à des controverses aussi animées que la théorie des peines. M. de Linck a pensé que , pour s'entendre sur ce point , il faut d'abord tomber d'accord sur le principe du droit et de la justice. En conséquence , il s'est proposé de remonter au droit naturel et d'y rechercher l'origine des deux points de vue absolu et relatif de la pénalité. Également mécontent de tous les systèmes de droit naturel , il cherche à établir qu'aucun ne peut conduire à un résultat positif ni sur le droit en général ni sur le droit pénal en particulier , et il essaie d'indiquer la voie par laquelle , selon lui , on pourrait y parvenir. D'après ce plan tracé dans

sa préface, M. de Linck divise son ouvrage en trois sections. Dans la première il examine le droit naturel dans le système du *rationalisme subjectif*. Après quelques idées générales sur le droit naturel, sur l'état social et sur ce que quelques philosophes ont appelé *l'état de nature*, il distingue deux points de vue, l'un *absolu*, c'est celui de Kant; l'autre *relatif*, c'est celui de Fichte et de Feuerbach. De même que Kant admet un être en soi existant en dehors et au-dessus du sujet qui connaît, tandis que Fichte n'admet d'autre substance existante véritablement par elle-même que le moi pensant qui est sa cause à lui-même, de même Kant reconnaît une loi indépendante de la volonté subjective de l'individu, tandis que Fichte dérive tout rapport juridique des hommes entre eux, uniquement de la volonté de l'individu, et de son droit absolu d'agir comme cause unique dans le monde extérieur. Il nous serait impossible de présenter d'une manière intelligible, dans le peu d'espace qui nous est accordé ici, les conséquences que chacun de ces philosophes tire de son principe fondamental, et de suivre notre auteur dans le jugement qu'il porte de leurs systèmes, en examinant les points où ils se rencontrent et ceux où ils divergent. Nous nous hâtons d'arriver avec lui à l'application de ces deux systèmes de droit naturel à la théorie de la pénalité : c'est l'objet de la seconde section. Les théories relatives, entre autres celle de Fichte, suivie par Feuerbach, qui ne reconnaissent d'autre fondement au droit général que la volonté de l'homme, prendront pour base du droit de punir le consentement immédiat ou médiat des citoyens à la menace et à l'exécution de la peine. Tous les partisans de cette théorie n'admettent d'autre principe de la pénalité que son but même, qui est fondé sur l'utilité, et qui consiste à protéger la liberté et les droits de chacun, en détournant des actions qui les blesseraient. Ils n'examinent pas si la peine est méritée, mais si elle est utile, et ils se mettent ainsi, dit M. de Linck, en opposition avec cette vérité reconnue, que le but ne justifie pas les moyens. Aussi reproche-t-il à toutes les théories relatives de manquer de justice, et c'est vainement qu'on croit répondre à cette objection par la fiction que celui qui subit la peine a consenti indirectement à son application.

Après avoir montré qu'il est impossible de fonder juridiquement la pénalité sur le but futur, qu'on ne peut la justifier que par une loi antérieure qui pourvoit à son observation par la punition des infracteurs, M. de Linck examine comment la théorie pénale *absolue* a résolu le problème, comment Kant, nommément, y a satisfait par son *impératif catégorique*. Ce philosophe, admettant que la liberté des hommes est limitée et régie par une règle supérieure, attribue à la loi supérieure le droit de punir ses infracteurs. L'infraction de la loi étant par elle-même punissable, l'espèce et le degré de la peine seront déterminés par ce principe, et non par le plus ou le moins d'utilité qu'on peut obtenir. La peine n'est jamais aux yeux de Kant simplement le moyen de procurer le bien, soit du délinquant, soit de la société; elle ne doit être prononcée contre lui que parce qu'il a enfreint la loi. M. de Linck examine les conséquences qui résultent de ce système, et montre qu'il peut conduire à des résultats pratiques révoltans.

Ayant ainsi achevé la critique du rationalisme subjectif, M. de Linck passe, dans la 3^e. section, à l'examen de la philosophie du droit et de la pénalité, considérées sous le point de vue du *rationalisme objectif*. Après une courte introduction consacrée à la philosophie de Schelling, il aborde le système de Hegel; il expose d'abord ses vues philosophiques générales, qui consistent à considérer la pensée abstraite comme la seule chose originale et essentielle qui produit toutes les autres. Et, comme l'abîme qui sépare la pensée et l'être, ainsi que la pensée purement formelle et la pensée réelle, saute trop aux yeux pour qu'il pût le négliger, Hegel attribue à la pensée pure un mouvement par lequel elle franchit cet intervalle. En vertu de ce mouvement, cette pensée abstraite se développe en un système de concepts qui ne diffèrent pas des choses elles-mêmes: ce système a donc pour base une pensée indépendante de toute réalité et de tout sujet pensant, une pensée qui n'a pas plus d'objet que de sujet. Après une critique générale du système de Hegel, M. de Linck passe à l'application que cet auteur en a faite au droit. Le principe du droit et de l'état, ou le point de départ du mouvement qui les engendre, est la *volonté*, non pas une volonté

vivante, divine ou humaine; mais l'idée *abstraite* de volonté se transformant, par le développement graduel de ses *momens*, en un empire de liberté et s'y réalisant. De cette progression dialectique de la volonté abstraite, résulte successivement l'unité de la volonté générale et de la volonté particulière, c'est-à-dire de la volonté existant en soi (substantielle), et de la volonté existant pour soi (individuelle). Il serait trop long de montrer par quelle suite de déductions Hegel arrive à l'idée du délit et à celle de la *peine*, qui est pour lui *l'acte par lequel la loi se rétablit elle-même, la réconciliation du droit avec lui-même*; nous ne pouvons non plus suivre M. de Linck dans la réfutation qu'il fait de ce système, auquel il reproche de partir d'une base inintelligible, savoir la pensée sans être pensant, la volonté sans être voulant, de donner de la réalité à des abstractions à qui il ne reconnaît que des qualités négatives, telle que la *volonté générale*, qui n'a d'autre caractère que de n'être pas une volonté particulière et enfin de conduire à ce résultat absurde, que le délit serait aussi nécessaire et aussi inévitable que la peine elle-même, et que, comme l'idée du droit en soi n'obtient sa réalité que pour la peine, le délit serait la condition nécessaire de l'existence du droit comme de celle de la peine.

M. de Linck termine son ouvrage par une *conclusion* où, après un coup d'œil général sur les systèmes qu'il a analysés, il expose ses vues personnelles. En voici la substance. Le point de départ de la philosophie moderne en Allemagne a été l'individu et sa raison. Dans ses efforts pour faire de l'homme lui-même l'unique auteur de ses connaissances, elle est arrivée à faire abstraction de tout ce qui n'est pas lui. Le premier progrès dans cette carrière de l'abstraction s'est terminé à Fichte, le second à Hegel. La différence essentielle de leurs systèmes consiste en ce point-ci : le premier, dans son abstraction, conserve encore le sujet pensant, l'homme, comme la donnée d'où doit partir toute connaissance, par conséquent celle du droit et de la justice; le dernier, au contraire, fait abstraction même du sujet pensant. Il comprend la pensée comme ne supposant rien d'antérieur, comme pensée sans sujet pensant, et la pose pour base de nous-mêmes et de toutes choses. Mais, comme ce n'est pas

cette prétendue pensée ou son incompréhensible abstraction, mais bien son inventeur qui en déduit et pousse en avant toutes ses déterminations ou *momens*, ce système est, dans le fait, aussi subjectif que tout autre. Il n'y a de vraiment objectif que le système qui considère le monde comme l'ouvrage d'une cause libre, d'une cause qui est en dehors et au-dessus de lui. Cette méthode abstraite ne conduit d'ailleurs à aucun résultat. Tous les efforts des auteurs de la philosophie objective, comme ceux de la philosophie subjective, n'aboutissent qu'à la découverte d'une pure forme, d'une *loi purement logique*. La différence des deux rationalismes ne consiste qu'en ce que cette loi n'est, pour le rationalisme subjectif, que *la source de nos connaissances*, tandis qu'elle est, pour le rationalisme objectif, *l'objet même de nos connaissances*. Mais c'est toujours une pure forme de pensée, une loi vide et morte qui est, dans les deux systèmes, le fondement et la mesure des choses, le fondement du bon et du mauvais, du juste et de l'injuste. Avant que cette tendance abstraite fût arrivée à son dernier terme, la tendance historique se réveilla en Allemagne. On reconnut que ce n'était que dans l'histoire de ce qui a été réellement, dans la vie et dans les faits, que l'esprit humain pouvait trouver des solutions qui le satisfissent. Cette manière de voir se lie étroitement avec la croyance à une cause vivante, à un être suprême et créateur.

Jamais une idée sans vie ne peut être posée comme principe des choses, ni dans la réalité ni dans la science. Car, d'abord, indépendamment de ce qu'une pensée sans sujet pensant implique contradiction, une chose inanimée et immobile ne peut être la source de la vie et du mouvement. Un esprit libre, un vouloir personnel au plus haut degré, peut seul être considéré comme auteur des choses et de la connaissance que nous en avons, comme la racine du bien et du juste. Ce n'est que parce qu'il l'a ordonné ou défendu, et après qu'il l'a voulu ou défendu, que quelque chose est bon ou mauvais, juste ou injuste; ce n'est point en vertu d'un principe abstrait qui serait au-dessus de lui et avant lui, sans qu'on sût d'où il vient. Il ne peut y avoir aucune science objective *a priori*; toutes nos connaissances doivent reposer sur les

faits et l'histoire, qui sont la manifestation de cette haute volonté. Il ne peut pas en être autrement dans la science du droit et de la justice. Sa base est dans la conscience qu'ont les peuples, comme les individus, de ce que Dieu a voulu dans les rapports multipliés de la vie publique. Saisir cette conscience dans son développement historique, suivre la marche de son mouvement et de la direction par laquelle la providence la conduit à son but, tel est l'objet d'une philosophie véritable, d'une *philosophie historique du droit*. Car, comme l'état de l'esprit humain n'est pas un état arrêté, mais un état d'effort et de progrès, que le point où il se trouve dans chaque siècle n'est que la continuation et le développement du passé et le germe de l'avenir, de même la conscience du juste ne peut être saisie qu'en état de progression. Il résulte de là que le dernier moment de cette conscience, le moment présent, est le terme auquel doit s'arrêter notre connaissance du juste en tant que *science*; car elle doit, comme telle, avoir un objet *donné* et non encore à *produire* par le résultat futur d'un progrès indéfini. Quant à l'utilité pratique d'une philosophie du droit ainsi conçue, elle ne peut consister à établir une théorie complète des règles absolues auxquelles il suffirait de rapporter logiquement tous les cas qui pourraient se présenter à l'avenir pour en trouver la décision. Cette utilité ne peut consister qu'à éveiller l'esprit et le sens interne qui assure la marche et la direction convenable que doit suivre le développement et le perfectionnement du droit actuel d'un peuple, soit dans son ensemble, soit dans ses détails. Quant à ce développement et à ce perfectionnement, quant à l'activité libre et créatrice de l'homme à laquelle il est dû, cela sort du domaine de la science, pour entrer dans celui de la vie et de l'art, dans les fonctions du législateur et du juge. Ce système est le seul, poursuit M. de Linck, qui concilie la liberté de l'individu avec l'existence d'une loi suprême et de l'ordre de l'ensemble. Seul, en admettant une loi vivante, il permet de concevoir qu'elle ait à la fois plusieurs buts, qu'elle serve en même temps au bien de ceux pour qui elle est donnée, et à l'honneur de celui de qui elle émane. L'idée de la pénalité, qui dans tous les autres systèmes n'est jamais considérée que sous un point de vue partiel

et borné , n'acquiert , suivant M. de Linck , son entier développement que dans le système qu'il expose ; ce n'est que là qu'elle peut satisfaire à ces diverses conditions : réparation et expiation de la violation du droit , prévention de délits futurs , amendement du coupable. C.-A. PELLAT.

134. DAS GESCHWORNENGERICHT. — Le Jury , la publicité , le débat oral , principalement en ce qui concerne le droit criminel ; par J. ZENTNER , avocat , membre de la Société historique de Fribourg. In-8°. Fribourg , 1830.

M. Zentner ne prétend point trancher la question de l'origine du jury ; il expose ses opinions à cet égard , puis il aborde l'histoire de la jurisprudence criminelle chez tous les peuples libres ou gouvernés par des lois : tels sont les Hébreux , les Grecs , les Romains. De ces conquérans du monde il passe aux Germains antérieurs à Charlemagne , à ceux qui le suivirent ; il examine ce qui subsiste encore de ces temps antiques , et jette un coup d'œil rapide sur la jurisprudence criminelle du Nord. Nous recommandons surtout à l'attention des lecteurs les trois chapitres qui terminent la partie historique. L'auteur y a réuni avec une admirable précision , avec une profonde érudition , tout ce qu'il importe de savoir sur la procédure anglaise , sur celles qui sont suivies en France et aux États-Unis. Il n'est pas un ouvrage moderne qui n'ait été mis à profit , pas un qui ne soit signalé à l'attention du lecteur , et tous sont résumés sommairement avec méthode et clarté. Quiconque se voudra bien pénétrer de cette 1^{re}. partie du livre sera plus instruit qu'il ne le faut pour l'homme du monde ; et , s'il lui prend fantaisie de devenir savant , tous les chemins lui sont indiqués. — La 2^e. partie est plus particulièrement appliquée à l'Allemagne. Nous nous étions souvent demandé , nous qui connaissons beaucoup cette contrée , et qui avons bien quelques notions des affaires soumises au jury , pourquoi cette institution ne se propage point chez une nation réfléchie , éclairée , exempte de passions violentes , et par conséquent très-propre à exercer par elle-même un pouvoir aussi important ? M. Zentner réfute toutes les objections qu'on pourrait faire à l'admission du jury en Allemagne ; il présente un affreux tableau

de l'état actuel de la procédure , du sort déplorable des accusés dans ce pays. Le tort des adversaires de l'institution est de la prendre toujours telle qu'ils l'aperçoivent chez telle ou telle nation , sans s'arrêter aux améliorations possibles. Or , M. Zentner , qui examine avec beaucoup de soin toutes celles dont on pourrait faire l'essai , propose de créer et non d'imiter ; il voudrait aussi que la connaissance des lois , qui n'est souvent qu'une vaine présomption de la part du législateur , fût répandue en effet , tant au moyen de l'éducation primaire que de publications renouvelées par les ecclésiastiques. A cet effet , on devrait rédiger une sorte de petit catéchisme pénal , qui apprendrait au peuple ce que les lois défendent , et de quelle gravité est telle ou telle infraction. Il faut bien se garder de repousser cette idée. L'auteur réfute ensuite (en plusieurs chapitres) les objections du célèbre Feuerbach , et cette partie du travail de M. Zentner est fort remarquable ; non-seulement on y voit qu'il possède parfaitement son sujet , mais on y trouve des vues utiles , dont il serait bon de tirer parti pour toutes les législations. L'ouvrage est terminé par une esquisse ou projet de loi sur le jury. Nous regardons cette publication comme très-importante , si les gouvernemens de l'Allemagne lui accordent l'attention qu'elle mérite. P. de GOLBÉRY.

135. ESCLAVAGE DES NOIRS.

I. NEW SLAVE CODE OF CROWN COLONIES, — Nouveau Code de l'esclavage dans les colonies de la couronne. (*Antislavery reporter*; mars 1830.)

II. PROTECTORS OF SLAVE'S REPORTS.—Rapports des protecteurs des esclaves. (*Id.* ; nov. 1829).

Le gouvernement anglais a fait depuis plusieurs années de grands efforts pour améliorer le sort des esclaves noirs dans ses colonies , mais il n'a pu employer que des moyens de persuasion dans les anciennes possessions de la Grande-Bretagne , telles que la Jamaïque ou les Barbades qui , en vertu de chartes particulières , prétendent n'obéir qu'aux lois sanctionnées par leurs assemblées locales , et refusent de se soumettre aux ordres ministériels et même à l'autorité du parlement Britannique. A la vérité , le parlement prétend , de son

côté, que les lois émanées de lui sont exécutoires de plein droit dans toutes les contrées soumises à la couronne d'Angleterre. Mais cette prétention a déjà causé la révolte des États-Unis contre la mère-patrie, et depuis cette époque le gouvernement anglais a sagement évité de faire naître des contestations aussi dangereuses. Les représentations adressées à diverses reprises aux assemblées de ces colonies privilégiées (*chartered colonies*), pour les engager à introduire, dans leurs législations locales, des mesures favorables aux esclaves; ont eu en général peu de succès; la plupart de ces assemblées ont refusé péremptoirement de rien changer aux usages établis; d'autres ont adopté quelques améliorations insignifiantes pour déguiser leur opposition aux vœux du gouvernement, tout en évitant de prendre aucune mesure décisive.

Il n'en est pas de même des colonies récemment acquises par les armes ou par les traités, telles que la Trinité, Berbice, Démérari, Sainte-Lucie, le cap de Bonne-Espérance, Maurice, qu'on appelle colonies de la couronne (*crown colonies*), parce que le ministère y exerce un pouvoir illimité. Là on a pu faire librement des essais de réforme. Plusieurs réglemens partiels y ont été promulgués depuis 1824 pour remédier aux abus les plus criants de l'esclavage; et enfin, le 8 février 1830, il a été donné communication au parlement d'un ordre du conseil qui consolide ces divers réglemens, c'est-à-dire, qui réunit leurs dispositions éparses dans un seul acte déclaré applicable à toutes les colonies de la couronne.

Voici le résumé des principales mesures mises en vigueur par ce nouveau Code :

Le roi nomme dans chaque colonie un protecteur des esclaves chargé de veiller à l'exécution des lois en ce qui les concerne, et de prendre en toute occasion leur défense devant la justice. A cet effet, dans les causes, tant civiles que criminelles, où un esclave est intéressé, tous les actes de la procédure doivent être notifiés au protecteur, qui assiste au procès et le suit jusqu'à sa conclusion, soit en personne, soit par un fondé de pouvoir, et peut même intenter une action en son propre nom s'il vient à apprendre qu'un esclave ait éprouvé quelque vexation illégale.

Le protecteur ne doit posséder ni esclaves, ni terres culti-

vées par des esclaves ; il ne doit même avoir aucun intérêt ou hypothèque sur des esclaves ou des terres cultivées par eux , et il ne peut être gérant ni régisseur d'aucune plantation dans la colonie où il exerce ses fonctions. Cependant il lui est permis de louer des esclaves pour son service personnel , en justifiant de l'impossibilité de se faire servir par des hommes libres. Les gouverneurs sont autorisés à pourvoir provisoirement au remplacement du protecteur, en cas de mort , absence ou démission , et à désigner des assistans chargés de correspondre avec lui , et d'agir sous ses ordres dans les différens districts de la colonie.

Il est formellement défendu , sous peine d'une amende d'une à 3 livres sterlings , d'employer les esclaves à aucun travail le dimanche. Sont cependant exceptés de cette défense les soins à donner aux bestiaux, les occupations domestiques et les travaux de nécessité urgente. Un arrêté du gouverneur doit définir, dans chaque colonie, ce qu'on entend par travaux urgens , et les propriétaires qui font travailler leurs esclaves les jours fériés pour cause d'urgence sont tenus d'en prévenir d'avance le protecteur, ou du moins de lui en donner avis dans les 48 heures. Il est en outre interdit de tenir des marchés le dimanche , et un autre jour de la semaine doit être accordé aux esclaves pour aller au marché et en revenir librement

Il est défendu à toute personne chargée de surveiller le travail des esclaves de porter habituellement à la main un fouet , ou tout autre instrument de punition , et de frapper les esclaves sans motif déterminé. La peine du fouet est tout-à-fait interdite à l'égard des femmes. Il ne peut être infligé aux hommes plus de vingt-cinq coups de fouet pour une seule faute , et dans un même jour. Ce châtiment ne doit jamais être renouvelé avant que les cicatrices des punitions précédentes n'aient été entièrement guéries , et il ne peut être infligé qu'en présence d'une personne libre ou de six esclaves. Toute contravention à ces dispositions est considérée comme un délit (*misdeemeanor*). Les propriétaires et gérans doivent tenir un registre exact des punitions infligées à leurs esclaves , et en remettre tous les six mois un état au protecteur.

Les mariages des esclaves sont reconnus comme valides ,

lorsqu'ils ont été célébrés avec la permission du protecteur par un ecclésiastique ou un prédicateur chrétien , sans préjudice des droits du maître sur la personne des esclaves mariés et de leurs enfans.

Les esclaves auront à l'avenir la faculté d'acquérir, de posséder et de vendre toute espèce de propriété , à l'exception des nègres, des bateaux, des navires, des armes, de la poudre ; ils pourront suivre ou intenter toute espèce d'actions judiciaires, relativement à leurs propriétés, de la même manière que les hommes libres.

Il est défendu de séparer par vente, legs ou donation, le mari de la femme, ou les parens des enfans au-dessous de seize ans. Tout acte contraire à cette disposition sera réputé nul, à moins qu'il n'ait été autorisé par le protecteur, avec le consentement des esclaves intéressés.

Les maîtres peuvent affranchir leurs esclaves par testament, ou par acte entre-vifs. Le maître qui aura affranchi gratuitement un esclave âgé de moins de six ans, ou de plus de cinquante, ou infirme, et hors d'état de pourvoir à sa subsistance, devra fournir un cautionnement de 200 l. st. pour l'entretien de cet esclave, afin qu'il ne tombe pas à la charge du public. En cas d'affranchissement par testament, le cautionnement ne sera pas exigé des héritiers ; mais l'esclave restera à la charge de la plantation.

Les actes pour l'affranchissement des esclaves sont dispensés de tout droit, à l'exception de 20 l. st. pour l'enregistrement. Les propriétaires peuvent traiter avec leurs esclaves pour l'affranchissement à un prix convenu par l'intermédiaire du protecteur. Si un maître refuse d'affranchir son esclave, s'il exige de lui un prix trop élevé, ou si, par une cause quelconque d'incapacité légale, il ne peut valablement consentir à l'affranchissement, la valeur de l'esclave est estimée par trois experts, dont un nommé par le protecteur, l'autre par le maître, et le troisième par le juge, et l'esclave est mis en liberté aussitôt que le montant de l'estimation a été déposé entre les mains du trésorier de la colonie. Cependant l'affranchissement ne peut avoir lieu, s'il est prouvé que l'argent destiné à racheter la liberté de l'esclave lui a été fourni par une personne libre ; si un esclave s'est rendu coupable d'un

vol, il ne peut être affranchi que cinq ans au moins après le délit.

Le témoignage d'un esclave sera désormais reçu par les tribunaux en matière civile et criminelle, comme celui d'un homme libre. Cependant il est recommandé aux juges et aux jurés d'avoir égard dans l'appréciation des faits à la condition servile du témoin, et à ses relations avec les personnes dont il dépend.

Lorsqu'un maître aura été convaincu d'avoir infligé à son esclave des punitions cruelles ou illégales, la cour pourra, en sus des peines portées par la loi, ôter au maître tout droit sur la personne de l'esclave en confisquant ce dernier au profit de la couronne.

Aucun esclave ne pourra être puni pour avoir porté plainte contre son maître, lors même que la plainte n'aurait pas été reconnue fondée, à moins qu'il ne soit prouvé que le plaignant a agi par pure malveillance ou par un motif coupable, auquel cas la punition devra être ordonnée par le tribunal, après une enquête sommaire.

Les contraventions qualifiées de délit (*misdemeanor*) sont punies par des amendes de 10 à 500 liv. st. et par un emprisonnement d'un mois à un an. Les protecteurs sont chargés de recouvrer les amendes, dont un tiers leur appartient. Chaque année, au 24 juin et au 25 décembre, les protecteurs doivent remettre aux gouverneurs un rapport, par écrit et sous serment, exposant la manière dont ils ont rempli les devoirs de leurs charges; leurs salaires ne leur sont payés que sur la présentation de ces rapports, que les gouverneurs doivent adresser au secrétaire d'état des colonies par l'occasion la plus prompte.

Telles sont les innovations sanctionnées par le nouveau code auquel les possesseurs d'esclaves ne se sont soumis qu'avec répugnance, quoiqu'il n'ait pu satisfaire en Angleterre les partisans de l'abolition de l'esclavage dont l'*Antislavery reporter* est l'organe. D'après les doctrines de ce journal, la servitude personnelle est une violation du droit naturel et des préceptes de l'Évangile que rien ne peut excuser, et le maintien de cet état de choses, quelque modification qu'on y apporte, est un crime aux yeux de la morale et de la religion

La question étant envisagée sous ce point de vue, il serait inutile de discuter le mérite d'une réforme partielle; cependant, le rédacteur de l'*Antislavery reporter* a cru pouvoir, sans abandonner ses principes, examiner en lui-même le nouvel ordre du conseil, et il résulte de ses critiques un fait assez curieux : c'est que les lois des colonies anglaises, même avec les changemens opérés dans ces derniers temps par le gouvernement de la Grande-Bretagne, sont encore loin d'être aussi humaines que les anciens réglemens suivis depuis le 16^e siècle dans les colonies espagnoles. C'est aux vieilles ordonnances des rois d'Espagne qu'a été empruntée cette belle institution du protecteur des esclaves, qui est pour ces malheureux la seule amélioration réelle, parce qu'elle seule peut leur assurer la jouissance de toutes les autres. Une des dispositions les plus importantes du nouvel ordre du conseil, est celle qui assure aux esclaves le repos du dimanche, sous la réserve toutefois des travaux urgens; mais il est bon de savoir qu'au nombre de ces travaux sont compris ceux de la récolte du sucre et du café, qui durent plusieurs mois de l'année, pendant lesquels les esclaves travaillent constamment 18 heures par jour. Les anciennes lois espagnoles leur réservaient non-seulement les dimanches, mais encore trente jours de fête par année, et de plus vingt-six jours pour travailler à leur compte sur les terrains réservés à la culture des végétaux dont ils se nourrissent, ce qui faisait en tout cent quatre jours par année. Ces lois étaient en vigueur à la Trinité, lorsque cette colonie fut conquise par les Anglais; bientôt après elles tombèrent en désuétude. Une ordonnance du général Picton, en date du 30 juin 1800, réduisit les trente jours de fête à quatre, et au lieu des vingt-six jours accordés aux esclaves pour cultiver les terrains dont le produit doit nourrir eux et leurs familles, prescrivit aux propriétaires de leur laisser pour cet objet vingt-six demi-journées, c'est-à-dire environ 5 heures de la soirée, après 7 heures de travail à l'ardeur du soleil sur les terres du maître : voilà ce que les nègres ont gagné à passer de la domination de l'Espagne sous celle de l'Angleterre. Les lois espagnoles étaient aussi plus favorables à l'affranchissement que ne l'est même le dernier ordre du conseil; l'*Antislavery reporter* s'élève avec

raison contre la clause de cet ordre qui s'oppose à l'affranchissement dans le cas où l'esclave rachèterait sa liberté avec de l'argent donné par un homme libre. Ainsi le rachat des captifs, cette œuvre de charité si vivement recommandée par le christianisme, et pratiquée même à Alger avant qu'une glorieuse expédition eût détruit ce dernier repaire de la servitude des blancs, est interdite dans les colonies anglaises; un homme de couleur libre n'y pourrait pas, au prix de sa fortune, délivrer ses parens demeurés dans l'esclavage. Dans les colonies espagnoles, au contraire, l'esclave qui n'a pas de quoi payer sa liberté obtient un délai pour chercher un blanc qui consente à le racheter.

Au reste, le meilleur moyen de juger un système est de l'observer dans son application. De 1824 à 1826, des protecteurs ont été institués dans plusieurs colonies britanniques par des actes particuliers; leurs rapports, imprimés et réunis en un volume, ont été mis sous les yeux du parlement, au mois de juin 1829; nous en extrairons quelques documens propres à faire apprécier l'influence du nouveau Code anglais sur le sort des esclaves. A Berbice, le rapport semestriel de M. Bird, protecteur assistant (*deputy protector*), du 1^{er}. septembre 1827 au 1^{er}. mars 1828, constate que 61 personnes, dont 6 magistrats, n'avaient fourni aucun des renseignemens prescrits par la loi, sur les punitions infligées à leurs esclaves, ou n'avaient fourni que des renseignemens incomplets, ou avaient dépassé les limites fixées par la loi dans les punitions infligées. Il y avait eu pendant ces six mois deux mariages entre esclaves, et 41 affranchissemens. Les dépôts faits par les esclaves à la Caisse d'épargne s'étaient élevés à 2106 guilders, dont la majeure partie, fournie par les nègres de la couronne. Un second rapport adressé par M. Power, protestant, embrasse le semestre du 1^{er}. mars au 31 août 1828. Il se plaint de la lenteur apportée par le conseil colonial à la confection d'une loi réclamée depuis longtemps, pour donner aux esclaves les moyens de recouvrer promptement, et sans délai, les petites sommes qui leur sont dues; cette loi avait été déjà discutée pendant un an, et le conseil demandait encore un délai pour en délibérer. Le rapport fait connaître que le nombre total des esclaves punis

pendant l'année du 1^{er} juillet 1827 au 30 juin 1828, s'était élevé à 9,112, dont 5,939 hommes et 3,173 femmes; la population esclave de Berbice étant de 21,500 âmes, il y aurait environ une punition sur deux individus; mais l'*Antislavery reporter* fait remarquer avec raison que ce chiffre est loin d'être exact; car il résulte du rapport de M. Bird, que plusieurs planteurs n'avaient fourni aucun renseignement; et, en second lieu, l'obligation de tenir un registre de punition n'est imposée par la loi qu'à ceux qui possèdent plus de six esclaves: de sorte qu'il est vraisemblable que les 9,000 punitions auront été réparties entre 14 ou 15,000 individus. M. Power ajoute que ces châtimens avaient été infligés en général pour des causes inhérentes à la condition des esclaves et au travail forcé qui leur est imposé. Le prix moyen des esclaves vendus à Berbice, pendant l'année, avait été de 98 l. st. Il y avait eu dans le semestre 20 affranchissemens et 5 mariages; 2,668 guilders avaient été déposés à la Caisse d'épargne, mais toujours principalement par les nègres de la couronne. Un planteur avait été condamné à une amende de 500 guilders, environ 900 fr., pour avoir laissé ses esclaves sans vêtemens. Une poursuite judiciaire avait été intentée contre le régisseur de la plantation d'Augsburg, appartenant à l'église luthérienne, sur la plainte d'une négresse qu'il avait excédée de travail, quoiqu'elle fût enceinte de six mois; ce procès donna lieu de reconnaître que les esclaves appartenant à cette corporation ecclésiastique ne recevaient aucune espèce d'instruction religieuse.

A la Trinité, pendant le semestre finissant au 24 juin 1828, il y avait eu 68 affranchissemens, dont 25 volontaires et gratuits, et 43 à prix d'argent, formant une somme totale de 2,814 l. st., environ 70 l. st. par tête. Dans certains cas, le prix de rachat avait été exorbitant. Une jeune femme de 23 ans avait payé sa liberté 108 l. st.; deux autres femmes avaient payé, l'une 130 l. st., l'autre 141 l. st.; une jeune fille de 23 ans avait été estimée au prix énorme de 216 l. st. (5,400 fr.)

Les rapports pour la colonie de Sainte-Lucie embrassent une période d'un an, du 30 juin 1826, au 30 juin 1827. Le nombre des punitions infligées pendant cette période, d'après

les états remis au protecteur, avait été de 2,876; la population esclave se composant au total de 14,000 individus, c'est une punition sur 5. On avait compté dans le même espace de temps trois mariages et 63 affranchissemens, dont 32 gratuits, et 31 à prix d'argent, y compris 9 enfans baptisés comme libres, moyennant la redevance ordinaire.

Les renseignemens sur le cap de Bonne-Espérance sont peu détaillés; le rapport de M. Rogers, gardien des esclaves, s'étend du 1^{er} août 1826 au 24 juin 1827; un seul mariage avait eu lieu dans tout le cours de cette période. En revanche, il s'était opéré 210 affranchissemens, dont près de la moitié gratuits, et le reste à prix d'argent, au taux moyen de 50 l. st. Il y avait eu quatre fois plus de nègres affranchis que l'année précédente, ce qu'on attribuait à l'abolition des droits considérables que le gouvernement percevait jusqu'alors sur les actes d'affranchissement. Les tribunaux paraissent très-sévères dans cette colonie envers les esclaves qui forment des plaintes contre leurs maîtres. Pour n'avoir pu réussir à prouver complètement les faits allégués, un esclave avait été condamné à recevoir 25 coups de fouet, et une femme esclave à 3 mois de fers. Un nègre s'étant plaint de ce que sa femme lui avait été enlevée par son maître, et n'ayant pu en donner des preuves suffisantes, avait été condamné à recevoir 39 coups de fouet; un autre, pour un motif analogue, à 125 coups de fouet et à deux mois de fers. Il est difficile qu'après des exemples d'une pareille rigueur, les esclaves se hasardent à invoquer le secours de la justice contre les mauvais traitemens dont ils peuvent être victimes. On sait qu'en général, dans les colonies européennes, tout homme de race noire est réputé esclave, lorsqu'il ne peut produire les preuves authentiques de ses droits à la liberté. Ce principe peut se justifier dans des îles où personne ne débarque sans que son origine soit constatée par un acte quelconque; mais, au cap de Bonne-Espérance, il donne lieu à de nombreux procès, et M. Huskisson remarque avec raison, dans une dépêche du 22 avril 1828, qu'il doit y occasionner une infinité d'abus, puisqu'à raison de la position continentale de cette colonie beaucoup de nègres de l'intérieur de l'Afrique peuvent s'y introduire, sans qu'on ait ensuite aucun moyen de vérifier leur naissance et leur filiation.

L'ordre du conseil, qui a institué un protecteur des esclaves à Démérari, a été promulgué en 1826. Néanmoins, l'extrait des rapports du protecteur, mis sous les yeux du parlement, ne donne l'état des punitions infligées aux esclaves d'après les renseignemens fournis par les propriétaires, conformément à la loi, que pour une année, du 1^{er} juillet 1827 au 30 juin 1828. Il n'est question, dans cet état, que des esclaves employés sur les plantations, attendu que ceux qui seront attachés à un service personnel ne sont point soumis à l'inspection du protecteur. Le nombre des esclaves de plantations était, dans le premier semestre de cette année, de 61,453, et dans le second, de 62,352. Le nombre total des punitions avait été, pour l'année entière, de 20,567, dont 12,108 infligées à des hommes, et 8,461 à des femmes; c'est à peu près une punition sur trois individus. Cependant le protecteur croit pouvoir affirmer que les nègres en général lui ont paru contens de leur sort, et qu'ils ont effectivement lieu d'en être satisfaits. Il donne une liste de 45 établissemens dans lesquels aucune punition n'a été infligée pendant tout le cours de l'année; mais ces établissemens ne possèdent que 1,038 nègres, occupés pour la plupart à l'exploitation du bois dans les forêts, genre de travail où les esclaves, étant moins habituellement placés sous les yeux du maître, sont moins exposés aux mauvais traitemens. Ce rapport contient des détails curieux sur la nature des fautes qui ont donné lieu aux 20,000 punitions infligées. Sur ce nombre, on n'en compte que 200 pour délits graves, tels que meurtres, viols, vols avec circonstances aggravantes, destruction de bestiaux, etc..... et 1000 pour vols simples. Viennent ensuite 700 châtimens pour rixes ou tapages, 450 pour ivrognerie, 60 pour mensonge, 25 pour impudicité, 4 pour plaintes mal fondées, 8 pour avoir monté des chevaux pendant la nuit, 1 pour sorcellerie, 1 pour avoir mangé de l'argile (1). Enfin, près de 18000 punitions ont pour causes l'insubordination, le refus du tra-

(1) On sait que dans les forêts de la Guiane, les sauvages mangent quelquefois des boules de terre argileuse à défaut d'autres alimens; il paraît que les nègres sont assez mal nourris pour être aussi tentés d'avoir recours à cette triste ressource, et qu'on les en punit.

vail , la paresse , la lenteur à l'ouvrage , l'ouvrage mal fait , des paroles insolentes , etc. Il est évident que ces dernières fautes , auxquelles s'applique une si énorme masse de châtimens , sont inhérentes à l'état d'esclavage , et n'auraient pas été qualifiées de délits dans un pays libre. En les déduisant du nombre total , il reste encore 1200 crimes ou délits commis par 62,000 individus , ce qui fait à peu près un délit sur 60 personnes , proportion bien supérieure à celle qu'on observe dans les pays les plus corrompus de l'Europe , et qui montre assez à quel point les facultés morales de l'homme se dégradent dans la servitude. Le nombre des mariages , entre esclaves , du 13 novembre 1827 au 29 juin 1828 , avait été de 93 dont 22 célébrés par la mission de l'église anglicane , 40 par un prêtre catholique , et 31 par des missionnaires wesleyens (méthodistes). Du 1^{er} mai au 31 octobre 1828 , 149 esclaves avaient été affranchis gratuitement ; c'était pour la plupart des enfans ou des concubines de ceux qui les affranchissaient. En outre , 36 avaient acheté leur liberté à prix d'argent , au taux moyen de 1210 guilders ou 86 livres sterling.

Il est fâcheux que tous ces rapports ne contiennent aucun renseignement sur les décès , les naissances , et en général sur le mouvement de la population esclave. Le petit nombre des mariages contractés entre ces malheureux , malgré les facilités que la loi leur donne à cet égard , est déjà un fait remarquable. On ne compte , dans l'espace d'un an , qu'un mariage sur 3000 esclaves à Berbice , un sur 4500 à Sainte-Lucie , un sur 400 à Démérari. Quoique dans cette dernière colonie le rapport soit beaucoup plus élevé que dans les deux autres , combien ne s'éloigne-t-il pas encore de celui qu'on trouve généralement dans les pays libres de l'Europe , où l'on compte un mariage sur 100 à 120 individus ? La disproportion , entre les deux sexes , qui existe dans toutes les colonies à esclaves , où les hommes sont souvent deux ou trois fois plus nombreux que les femmes tandis que , dans l'ordre de la nature , les femmes sont partout plus nombreuses que les hommes , peut être une des causes de la rareté des mariages ; mais la principale est sans doute la difficulté de déterminer les esclaves à contracter un lien qui leur

impose des privations sans leur offrir aucun avantage, puisqu'ils n'ont rien à laisser à leurs enfants, et ne sont pas même sûrs de pouvoir les conserver près d'eux. L'union légitime de l'homme et de la femme, fondement de toute société libre, est essentiellement incompatible avec l'état de servitude personnelle ; les anciens ne reconnaissaient point de mariages ni de relations de famille entre leurs esclaves, et les efforts que font les ministres de toutes les sectes chrétiennes pour assujettir les nègres à ce lien sacré ne servent qu'à prouver l'impossibilité de faire concorder l'esclavage avec l'esprit et les principes du christianisme.

Le rapport du nombre actuel des affranchissemens à la population esclave est, à Berbice, de 1 sur 340 individus ; à Sainte-Lucie, de 1 sur 220 ; à Démérari, de 1 sur 240 : ainsi, en supposant que l'importation des nègres dans ces colonies cessât tout-à-fait, l'esclavage y serait presque détruit au bout de deux siècles par le seul effet des affranchissemens. Mais la rapidité avec laquelle la population esclave décroît dans l'état de dégradation physique et morale où elle est plongée doit amener bien plus promptement encore ce résultat. On peut en juger par le tableau que donne l'*Antislavery reporter* du décroissement de la population esclave dans onze plantations de la Jamaïque, appartenant aux propriétaires les plus respectables de la colonie.

NOMS DES PROPRIÉTAIRES.	Nombre des esclaves en mars 1824.	Nombre des esclaves en mars 1826.	Décroisse- ment en deux ans.	Taux du décroissement.
J.-G. Campbell.	1118	1059	59	5 $\frac{1}{2}$ p. 0
J. Widerburn.	1595	1767	28	1 $\frac{1}{2}$ p. 0
J.-F. Barham.	763	739	24	3 $\frac{1}{2}$ p. 0
Sir S. H. Clark Bart. . .	2320	2246	74	3 $\frac{1}{2}$ p. 0
J. Fuller.	223	204	19	9 p. 0
Sir Rose Price Bart. . .	487	469	18	3 $\frac{1}{2}$ p. 0
Le marq ^e . de Sligo. . . .	237	227	10	4 $\frac{1}{2}$ p. 0
J. Dawkins.	1759	1696	63	3 $\frac{1}{2}$ p. 0
C.-N. Bayley.	1060	1013	47	4 $\frac{1}{2}$ p. 0
J. Marryatt.	218	207	11	5 p. 0
F. Dwaris.	221	215	6	2 $\frac{1}{2}$ p. 0
Total.	10201	9842	359	3 $\frac{1}{2}$ p. 0

Le terme moyen de ce décroissement est de $3\frac{1}{2}$ pour 100 en deux ans, ou de 1 pour 100 par année : en sorte qu'à défaut d'importation du dehors la population noire esclave s'anéantirait d'elle-même en moins d'un siècle. Mais, comme ces chiffres se rapportent à des plantations où le nombre des hommes et des femmes est à peu près égal, et qui par le caractère et la richesse de leurs propriétaires sont dans une position particulièrement avantageuse, il est probable qu'il ne faudrait pas plus de 50 à 60 ans pour que l'influence de la mortalité, jointe à celle des affranchissemens, amenât sans secousse et sans violence l'entière abolition de l'esclavage. Aucun homme de bon sens ne demandera pour les nègres un affranchissement immédiat et simultané, qui serait le signal des plus effroyables calamités. Mais que les gouvernemens européens prennent enfin les mesures nécessaires pour interdire sérieusement toute importation d'esclaves dans leurs colonies, qu'ils déclarent libres tous les enfans noirs qui y naîtront à l'avenir, et dans un demi-siècle les dernières traces de la servilité auront disparu chez les nations chrétiennes. **DE PÉTIGNY.**

136. LA SCIENCE DU BONHOMME RICHARD, par Benjamin FRANKLIN, précédée de sa vie et d'un calendrier pour 1830. 2^e. édit. in-18 de 35 p. Saint-Lô, 1830; Elie.

137. UEBER DIE ZWECKMAESSIGTE EINRICHTUNG DER GEWERBS-SCHULEN.—De l'organisation la plus convenable des écoles industrielles et des institutions polytechniques, par H. F. KOEHLER, Mémoire couronné par la Société royale de Göttingue. 62 p. in-8°. Göttingue, 1830; Dieterich.

Pour que l'éducation industrielle opère avec le plus de succès possible, l'auteur pense qu'il faudrait établir des écoles secondaires pour les agriculteurs, artisans, fabricans, etc., dans les principales villes du royaume ou de l'empire, et fonder une école centrale en faveur de ceux dont l'instruction industrielle doit être plus étendue et plus profonde. Cette école centrale pourrait être en même temps, comme l'institution polytechnique de Vienne, un établissement scientifique où les fabricans trouveraient toujours des conseils et des renseignemens, qui dirigerait les expositions publiques, et ferait au gouvernement des rapports sur les progrès de l'industrie.

M. Kœhler indique ensuite les objets qu'il conviendrait d'enseigner dans les écoles secondaires, et les méthodes à suivre pour l'instruction. Il faudrait s'éloigner du système universitaire et faire beaucoup travailler les élèves; il faudrait, en quelque sorte, qu'ils trouvassent eux-mêmes les choses qu'il s'agit de leur enseigner. M. Kœhler a de très-bonnes vues sur cette matière. Il nous semble qu'il aurait dû avoir égard aussi aux écoles industrielles qui existent hors de l'Allemagne, par exemple celle de Châlons, et en indiquer les avantages ou les défauts. L'Angleterre pouvait également lui donner matière à d'utiles réflexions. Il est vrai qu'en Angleterre on préfère généralement la pratique à la théorie. D—g.

138. HANDBUCH FÜR VOLKSSCHULLEHRER. — Manuel pour les maîtres d'écoles primaires, contenant *l'Ami de la pensée*, avec beaucoup d'additions, à l'usage des écoles; par Jean-Ferdin. Schlez; 2^e édit. corrigée et augmentée. Vol. I et II, de 532 et 476 pag., avec le portrait de l'auteur. Giessen, 1830; Heyer père.

M. Schlez a beaucoup écrit pour l'instruction primaire; ses ouvrages, qui ont l'avantage d'être parfaitement à la portée des enfans, même des campagnes, ont eu du succès. Son *Ami de la pensée*, dont nous avons déjà annoncé un abrégé en 1830, est un ouvrage capable de former à la fois l'esprit et le cœur de l'enfance, et de contribuer, non-seulement à leur instruction, mais aussi à leur éducation morale. C'est cet *Ami de la pensée*, agrandi et enrichi de beaucoup d'observations, que l'auteur publie de nouveau. Le premier volume contient d'abord des morceaux destinés à la lecture à haute voix. Ce sont des conversations, des réflexions, des traits de morale, etc., tous appropriés à l'intelligence des enfans, et remplis d'excellentes leçons. La 2^e section de ce volume contient un traité de la somatologie ou connaissance du corps humain, mis également à la portée de l'enfance; puis un abrégé de la psychologie ou connaissance de l'âme, rédigée avec la même simplicité de style.

Le second volume est un manuel d'histoire naturelle pour les écoles. L'auteur convient qu'on pourra blâmer le système qu'il a suivi; mais il pense que c'est ainsi qu'il faut exposer

l'histoire naturelle à l'enfance. Ce volume est intéressant, et ne peut manquer de captiver la curiosité des élèves.

Dans l'un et l'autre volumes, les principes ou sommaires sont imprimés dans un caractère différent du reste, et ont été publiés séparément pour les enfans; tandis que le grand ouvrage est destiné aux maîtres d'école, qu'il peut guider dans les développemens à donner à ce texte. C'est une très-bonne méthode, et on voit par là combien de secours sont préparés en Allemagne aux maîtres d'école pour qu'ils puissent bien remplir leur devoir, tandis que dans d'autres pays de pareils secours leur manquent presque entièrement. D—g.

139. DE L'INFLUENCE DES MISSIONNAIRES PROTESTANS SUR la civilisation des peuples païens; par A.-C.-G. D***. Brochure in-8°. de 16 pag. Paris, 1830; Crapelet.

Suivant cet opusculé, extrait d'une feuille périodique, il y a dix-neuf sociétés de missions évangéliques, ayant un grand nombre de sociétés secondaires. Celle de Paris, quoiqu'une des moins considérables, correspond en France avec environ 200 auxiliaires. Le nombre des missionnaires placés sur 288 points, dont plus de 130 dans l'Inde, environ 140 dans l'Amérique, etc., est de plus de 700 sans leur famille et leurs assistans. Ces séminaires ont été fondés pour former les sujets qui se destinent à ces missions; il y en a un à Paris. Chacun sait combien est grand le nombre des traducteurs de la Bible en différentes langues, auxquelles ces missions ont donné matière; ce nombre s'élève à 140. A la vérité on n'est pas d'accord sur le mérite de plusieurs de ces traductions, non plus que sur leur utilité. Il paraît, par ce qu'on a pu observer jusqu'à présent, que les travaux des missionnaires ont d'heureux résultats parmi les Hottentots, parmi les peuples de la Polynésie et de l'Australasie, et en général là où il n'existait point de doctrines religieuses; mais qu'il n'en est pas de même partout où ces doctrines quelconques préexistaient. Dans les Antilles, les missionnaires protestans se livrent à un ministère de charité qui porte ombrage aux propriétaires d'esclaves; ce ministère est d'autant plus méritoire qu'il n'est pas toujours sans danger pour ceux qui l'exercent. L'auteur de l'article prouve que le christianisme ne saurait faire de

progrès à la Chine , non plus que chez les Birmans ; il veut parler sans doute du christianisme tel que les protestans le professent. Il y a plus de chances favorables pour les missionnaires catholiques , et l'expérience a prouvé qu'ils auraient eu de grands succès sans la division qui se mit entre eux. C. M.

140. DE BELASTINGEN VOORAL DIE VAN DEN HANDEL. — Les impôts , et particulièrement ceux du commerce , considérés dans leur rapport avec les intérêts généraux des peuples ; par A. ELINK-STERK. , xxii et pag. 249 , gr. in-8° ; prix , 2 fr. 80 c. Delft et Amsterdam , 1828 ; Bruins et Groebe. (*De Recensent* ; juillet , 1829 , p. 319.)

L'auteur hollandais traite d'abord des impôts en général , puis il distingue les impôts qui frappent les revenus d'un capital matériel ou du travail , tels que les impôts fonciers , le droit sur les patentes et sur les importations et exportations , d'avec la seconde classe d'impôts , dans laquelle il range l'impôt personnel , les droits-réunis ou accises , les droits d'enregistrement , de timbre , etc. Dans le 2°. chapitre il s'occupe des impôts du commerce ; il fait voir qu'en Hollande les impôts mis sur les importations et exportations se levaient uniquement pour défrayer les convois par lesquels le gouvernement protégeait le commerce maritime. Or , le commerce n'a plus besoin de convois , et il gagne à n'être pas protégé ; d'où l'auteur conclut que la Hollande gagnerait beaucoup à adopter un système plus large et moins prohibitif. Il est probable que n'ayant plus la Belgique à ménager , la Hollande pourra revenir tout-à-fait à la liberté commerciale , que son état de puissance maritime paraît lui prescrire.

D.

VOYAGES.

141. VOYAGE DE LA CORVETTE L'ASTROLABE , exécuté par ordre du Roi , pendant les années 1826 , 1827 , 1828 , 1829 , sous le commandement de M. J. DUMONT D'URVILLE , capitaine de vaisseau , publié par ordonnance de S. M. Paris , 1830 ; Tastu , éditeur-imprimeur.

Ce grand ouvrage sera composé de 12 volumes grand in-8° ,

et d'un atlas de 600 planches ou cartes. Il est partagé en 5 *divisions*, dont la première et la dernière, rédigées par M. le capitaine Dumont d'Urville, comprennent l'*Histoire du Voyage*, 5 volumes grand in-8°, avec un atlas de 5 grandes cartes et 240 planches lithographiées, et l'hydrographie, 1 volume et 53 cartes ou plans gravés par les soins du gouvernement.

Pour donner à nos lecteurs une juste idée des services que cette publication va rendre aux sciences géographiques, à la physique et à l'histoire naturelle, nous placerons ici quelques extraits du rapport que feu M. le contre-amiral de ROSSIZ a fait à l'Académie des Sciences sur le voyage de l'*Astrolabe*.

« Le récit d'un capitaine américain, quoiqu'il laissât beaucoup à désirer (1), vint à l'appui du désir qu'avait le gouvernement de favoriser les progrès de l'hydrographie et des sciences en général, et contribua beaucoup à faire entreprendre une campagne de découvertes dans l'Océan-Pacifique. L'on s'y détermina avec d'autant plus de chances de succès qu'elle pouvait être confiée à un officier distingué qui avait fait précédemment plusieurs campagnes de cette nature, et avait acquis toutes les connaissances que l'expérience peut donner, ainsi que celles que l'on obtient par l'étude et la méditation.

» Des instructions furent rédigées de manière que M. d'Urville pût remplir ces deux objets en même temps : c'est-à-dire qu'il visitât les parages où l'on pouvait supposer que les bâtimens de La Pérouse avaient péri, qu'il nous fît connaître quelques-unes des parties de notre globe qui n'avaient pas encore été explorées, et où il pût, par conséquent, contribuer à l'accroissement des connaissances dans toutes les branches des sciences naturelles. Ce dernier but a été atteint au-delà de nos espérances pendant l'expédition de M. d'Urville, et, par un de ces hasards heureux qui sont hors de la pré-

(1) Ce capitaine, disait-on, après avoir découvert un groupe d'îles bien peuplées et entourées de récifs, avait eu des communications avec les habitans, et avait vu entre leurs mains une croix de Saint-Louis, et des médailles telles que La Pérouse en avait sur son expédition pour distribuer aux peuples de la Mer-Pacifique ou du grand Océan. Ces indices donnaient à penser que les bâtimens de La Pérouse avaient péri sur ces îles.

voyance humaine, il a aussi retrouvé des traces de l'expédition de La Pérouse. Que s'il n'a pas pu jouir d'un bonheur complet en ramenant dans leur patrie quelques-uns de ses infortunés compagnons de voyage, M. d'Urville a eu du moins la consolation de leur élever, sur le lieu même de leur désastre, un monument qui témoignera l'intérêt que leurs compatriotes ont pris à leur sort, et les regrets que leur perte n'a cessé d'inspirer dans les lieux où ils ont pris naissance.

» M. d'Urville s'est attaché avec un zèle et une persévérance infatigables à remplir tous les objets de la mission qu'il avait reçue ; il a été secondé avec le même zèle et une activité surprenante par tous ceux qui ont servi sous ses ordres : les résultats de sa campagne sont immenses. *Cinquante-trois* cartes ou plans des côtes, des ports ou mouillages ont été rédigés pendant la campagne ; *douze* autres plans ou cartes n'ont été qu'esquissés.

» Ces cartes ont été levées et rédigées d'après les meilleures méthodes, et sont assujetties aux résultats d'observations astronomiques susceptibles de précision, et aux longitudes obtenues par des montres marines, dont les mouvemens ont été observés avec le plus grand soin. Un examen attentif des résultats de ces observations, et la comparaison des latitudes et longitudes des différens lieux placés précédemment sur le globe par d'autres navigateurs, et particulièrement pendant la campagne du contre-amiral d'Entrecasteaux, offrent l'accord le plus satisfaisant.....

» L'événement arrivé à l'*Astrolabe* qui a été jetée, pendant le calme, par des courans, sur un écueil dangereux, en occasionnant la perte de la plupart de ses ancres, a entravé singulièrement les opérations subséquentes de la campagne, et M. d'Urville, qui jusque-là s'était attaché à suivre, ponctuellement ses instructions, s'est trouvé dans l'obligation de s'en écarter sur plusieurs points. Néanmoins, quoique dépourvu de câbles et d'ancres, il a entrepris la reconnaissance des îles Fidji qui lui avaient été indiquées comme composées d'un grand nombre d'îles et parsemées d'écueils très-dangereux. La reconnaissance de cet archipel présente une suite d'opérations liées entre elles, et dirigées avec un grand discernement. Elle a procuré une carte sur laquelle on peut compter

que les îles et les dangers aperçus par M. d'Urville seront placés avec exactitude : nous n'avions que des connaissances imparfaites de la position de ces différences îles. La carte que Krusenstern en a donnée est très-incomplète, de l'aveu même de son auteur, car il a été obligé d'y placer des îles vues isolément par différens navigateurs, et a été privé des moyens de rectifier les positions qui leur avaient été assignées.

» Nous remarquerons, en parlant des îles Fidji, que M. d'Urville s'est attaché à restituer aux îles découvertes par divers navigateurs les noms que leur donnent les habitans, et qu'il l'a fait toutes les fois que cette rectification a été possible. C'est par cette raison qu'il a changé le nom des îles Fidji en celui de Viti. Néanmoins, voulant rendre hommage au célèbre navigateur hollandais qui a eu le premier connaissance d'îles et de dangers situés à la partie orientale de l'archipel, il a donné le nom de Tasman à l'une d'elles, et conservé à un danger présumé, découvert par cet illustre navigateur, le nom du bâtiment qu'il commandait.

» Les opérations de la campagne de l'*Astrolabe* ont été liées à celles du voyage du contre-amiral d'Entrecasteaux, en prenant connaissance des îles les plus méridionales de l'archipel de Saint-Esprit; ensuite on a reconnu et levé la carte d'un groupe d'îles nommées îles Loyalty, découvertes par les Anglais, et sur lesquelles ils ne nous avaient transmis que des idées très-confuses. Le travail de M. d'Urville remplit cette lacune qu'ils avaient laissé subsister dans l'hydrographie. Les îles Loyalty ne sont pas très-éloignées au sud d'un groupe de petites îles entourées d'un récif très-dangereux, appelées îles Beaupré par le contre-amiral d'Entrecasteaux, qui en eut connaissance à la pointe du jour, presque au moment où les bâtimens qu'il commandait allaient s'y briser. Enfin on vérifia que la grande chaîne de récifs qui se prolongent au nord-ouest de la Nouvelle-Calédonie, se termine exactement aux derniers qui ont été vus par le contre-amiral d'Entrecasteaux.

» Il était à présumer, d'après les bruits que le capitaine américain avait répandus relativement aux vestiges que l'on aurait retrouvés de l'expédition de La Pérouse, que les îles dont la position avait été si vaguement indiquée devaient être

aux environs de la route que l'on aurait à suivre pour se rendre de l'extrémité nord de la Nouvelle-Calédonie à la Louisiade. Aussi M. d'Urville redoubla-t-il d'attention pendant ce trajet. Il ne fit route que pendant le jour, afin qu'aucun des objets environnans ne pût lui échapper. Aucune île ne fut découverte, et les faibles espérances qu'il avait pu concevoir furent évanouies.

» M. d'Urville, conformément à ses instructions, avait un très-vif désir de passer entre la Nouvelle-Guinée et la Nouvelle-Hollande, pour revenir dans les Moluques; mais, dépourvu d'ancres et de câbles, la prudence ne lui permettait pas de s'engager dans un passage aussi difficile, dont l'entrée est fermée par une chaîne de brisans de l'espèce de ceux près desquels il avait couru de si grands dangers à Tonga-Tabou, et qui ne laissent que de loin en loin quelques ouvertures étroites dans lesquelles il soit possible d'entrer. Pour rendre sa route utile à l'hydrographie, il eût fallu chercher quelques nouvelles passes rapprochées de la Nouvelle-Guinée, avec la certitude de se trouver ensuite dans un parage parsemé de récifs de même nature, de bancs de sable et de rochers sous l'eau peut-être plus dangereux encore que les récifs, parce qu'il est impossible de les voir. M. d'Urville fut obligé de diriger ses vues d'un autre côté, et de rendre sa navigation utile en visitant d'autres portions de côtes mal connues.

» Il quitta les terres de la Louisiade, remonta au nord, et fit la reconnaissance complète des îles Laughlan; de là il se rendit au havre Carteret de la Nouvelle-Irlande, où il fit une courte relâche. Ensuite la côte méridionale de la Nouvelle-Bretagne, qui n'avait été vue que de très-loin par le capitaine Dampier, fut reconnue de plus près, et l'on vérifia que le passage que l'on soupçonnait pouvoir se trouver à l'anse qui avait reçu le nom de port Montague, n'existe réellement pas.

» On découvrit, à l'ouverture de la vaste baie dont il est question, un groupe d'îles remarquables auxquelles on donna le nom d'îles du duc d'Angoulême.

» C'est après avoir dépassé l'extrémité occidentale de la Nouvelle-Bretagne et le détroit auquel Dampier a donné son nom, que M. d'Urville rendit un éminent service à l'hydro-

graphie , en entreprenant la reconnaissance de cette longue suite de côtes comprenant l'espace qui est entre le détroit de Dampier et la baie du Geelwink , et qui borne la Nouvelle-Guinée du côté du nord. L'expédition fut favorisée par un très-beau temps ; ainsi on put en lever une carte exacte sur laquelle toutes les îles qui l'avoisinent se trouveront placées avec précision. Plusieurs de ces îles avaient été vues précédemment ; mais nous n'en avions que des notions imparfaites. Un grand nombre d'autres , très-rapprochées de la côte , ont été découvertes pendant cette nouvelle reconnaissance. Ensuite on fit une relâche au port de Dorey , et l'on vint à Amboine prendre le repos dont les équipages avaient besoin après une si longue navigation. *L'Astrolabe* y mouilla le 24 septembre 1827 à minuit.

» L'expédition quitta Amboine le 12 octobre suivant. L'intention du commandant était de rentrer dans la Mer-Pacifique ou Grand-Océan , et d'y travailler à enrichir l'hydrographie par de nouvelles découvertes. Il se dirigea en conséquence sur l'extrémité méridionale de la terre de Van-Diëmen , et vint mouiller dans le canal de d'Entrecasteaux....

» Qu'il me soit permis d'exprimer les regrets que doivent éprouver les personnes qui ont fait partie de l'expédition à la recherche de La Pérouse , et que je ressens aussi vivement qu'aucun autre. Le 16 mai 1793 , les frégates *la Recherche* et *l'Espérance* ont eu connaissance du sommet de l'île Vanikoro ; elle était alors à quinze lieues au vent. Le nom de la Recherche lui fut imposé , et cette île fut alors confondue dans notre opinion avec la multitude d'autres îles que nous avions vues , et qu'il nous avait été impossible de visiter en détail. Nous étions loin de penser que c'était là où se trouvaient le but et le terme de nos recherches et de tous nos vœux. Il ne peut pas rester de doute à l'égard de l'identité de l'île de Vanikoro et de l'île de la Recherche de d'Entrecasteaux. La position géographique , tant en latitude qu'en longitude , assignée par M. d'Urville à l'île de Vanikoro , s'accorde d'une manière surprenante avec la position assignée à l'île de la Recherche pendant le voyage de d'Entrecasteaux.

» Lorsque M. d'Urville quitta l'île de Vanikoro , le nombre de malades et de gens hors de service lui imposait la nécessité

de se rendre par le plus court chemin dans quelque port habité par des Européens. Deux seuls officiers alors n'étaient point alités, et lui-même se trouvait abattu par la maladie. Il ne pouvait donc plus songer à s'engager dans le détroit rempli d'écueils, qui sépare la Nouvelle-Hollande de la Nouvelle-Guinée. Il fit route pour se rendre directement à Guam, île principale de l'archipel des Mariannes. L'accueil que M. de Freycinet, commandant de *l'Uranie*, y avait reçu, les ressources qu'il y avait trouvées et la salubrité du climat, donnaient la certitude que l'équipage de *l'Astrolabe*, épuisé par la maladie, pourrait s'y rétablir en peu de temps.

» La route qui menait à Guam faisait traverser l'archipel des îles Carolines. On eut connaissance des îles Dublon, dont M. Duperrey, commandant *la Coquille*, avait reconnu la partie occidentale. Malgré le désir qu'avait M. d'Urville, et la nécessité dans laquelle il se trouvait de ne point s'arrêter dans sa course, il crut néanmoins devoir reconnaître la partie orientale de ce groupe d'îles, et compléter la reconnaissance du navigateur qui l'avait précédé. Enfin, le 2 mai 1828, à une heure après midi, *l'Astrolabe* mouilla dans la baie d'Umata.

» Après une relâche de vingt-huit jours, pendant laquelle son équipage se rétablit, M. d'Urville quitta la baie d'Umata, et fit route pour se rendre à Amboine.

» Plusieurs des îles qui forment la prolongation de l'archipel des Carolines, du côté de l'ouest, furent reconnues, et on en leva le plan. La plus importante de ces découvertes est un groupe que les habitans appellent Elivi, et qui, d'après leur récit, est composé d'une vingtaine d'îles.

» Le 7 juin, on passa à trois ou quatre milles de distance de la plus grande des îles Pelew; ensuite, après avoir pris connaissance de la Nouvelle-Guinée, on se rendit à l'île Bourrou, en passant au nord de l'île Waïgiou, et de là *l'Astrolabe* vint faire une seconde relâche à Amboine.

» Au lieu de revenir à l'Île-de-France par les détroits de Timor et d'Ombay, M. d'Urville acquiesça aux propositions que lui fit le gouverneur d'Amboine de l'accompagner jusqu'à Manado, situé sur l'île Célèbes, pays peu connu, et par conséquent où on pouvait espérer d'accroître nos connaissances en hydrographie et en histoire naturelle. Enfin, après

avoir réalisé ses espérances, il mit à la voile le 4 août, fit un très-court séjour sur la rade de Batavia, et arriva le 29 septembre 1828 à l'Ile-de-France..... »

M. de Rossel termine ainsi son rapport à l'Académie (1) : » Je me permettrai seulement d'insister sur le zèle et l'habileté avec lesquels les travaux hydrographiques ont été exécutés. Tous les officiers de l'*Astrolabe* y ont contribué à l'envi les uns des autres. On doit cependant distinguer M. Jacquinot, commandant en second, qui a fait les observations astronomiques avec tout le talent et l'assiduité désirables, malgré la multitude d'autres devoirs qu'il avait à remplir. Il faut aussi faire mention de M. Lottin, lieutenant de vaisseau, qui a levé et rédigé plusieurs cartes ; cet officier est occupé actuellement, par ordre supérieur, à y mettre la dernière main. M. Gressien, lieutenant de vaisseau, et MM. Guibert et Paris, enseignes de vaisseau, ont également coopéré aux travaux hydrographiques, et méritent d'être honorablement cités.

» Il est rare de voir sur un seul bâtiment un aussi grand nombre d'officiers se livrer à un même genre de travail. Tant de zèle leur fait honneur, et nous apprend avec quel talent, quel discernement, le commandant de l'expédition a su maintenir une si grande activité pendant une campagne où les fatigues de toute espèce, et les maladies auraient pu, non-seulement ralentir l'action de tous les individus, mais encore leur inspirer des dégoûts. »

Outre les 5 volumes que le chef de l'expédition a rédigés lui-même, l'ouvrage sera composé :

1°. D'un mémoire sur la météorologie, le magnétisme, la température de la mer à différentes profondeurs, et sur diverses observations de physique générale faites dans le cours de l'expédition. M. ARAGO, de l'Académie des Sciences, s'est chargé de la rédaction de ce mémoire.

2°. De 5 volumes sur la zoologie, rédigés par MM. Quoy et GAIMARD, avec un atlas de 200 planches au moins, grand in-folio, gravées en taille-douce, imprimées en couleur, et relevées au pinceau par les premiers artistes de la capitale.

(1) Lu dans la séance du 17 août 1829.

M. le baron Cuvier a fait sur cet important travail, le 26 octobre 1829, un rapport à l'Académie des Sciences.

3°. Un volume d'entomologie ; le rédacteur est M. Latreille, de l'Académie des Sciences. On y joindra 12 planches coloriées d'après les dessins de M. VAUTHIER.

4°. Un volume de botanique, rédigé par MM. A. RICHARD et LESSON jeune. Atlas de 80 planches au moins, gravées en taille-douce, la plupart coloriées.

142. HISTOIRE GÉNÉRALE DES VOYAGES, ou Nouvelle collection des relations de voyages par mer et par terre, mise en ordre et complétée jusqu'à nos jours, par C.-A. WALKER-NAER. T. XVII. In-8°. de 537 pag. ; prix : 7 fr. Paris, 1829 ; Leleuvre. *Voy. le Bullet.*, t. XXI, n°. 34.)

Le célèbre auteur annonce, dans un avis placé en tête de ce volume, la collaboration de M. Depping à sa vaste entreprise.

Ce volume se compose de la suite des voyages au cap de Bonne-Espérance et le long des côtes occidentales et méridionales d'Afrique, depuis le cap Negro jusqu'au cap Corrientes.

Les voyages de Cornelius Dejang, de 1791 à 1795 ; le voyage de Percival, en 1796 ; celui de Jean Barrow, en 97 et 98 ; celui de Semple, en 1800 et 1801 ; de Truter et de Somerville, en 1801 et 1802 ; le voyage de Henri de Lichtenstein, pendant les années 1803 à 1806 : ce dernier est extrait par M. Depping, et termine le volume.

Nous faisons des vœux pour qu'une entreprise aussi importante se soutienne, et que les volumes en paraissent régulièrement.

D.

143. HISTOIRE DE LA MISSION AU GROENLAND, précédée de quelques détails sur cette contrée et sur les peuples qui l'habitent. In-12, de $\frac{5}{8}$ de f. Paris, 1829 ; Servier.

Cet opuscule fait partie des publications de la *Société des Traités religieux* de Paris, et n'offre rien qui ne soit très-connu.

144. I. ITINÉRAIRE DESCRIPTIF DE L'ESPAGNE. Troisième édit., revue, corrigée et considérablement augmentée ; par M. le comte AL. DELABORDE ; précédée d'une *Notice* sur la confi-

guration de l'Espagne et son climat, par M. DE HUMBOLDT ; d'un *Aperçu* sur la géographie physique, par M. le colonel BORY DE ST.-VINCENT ; et d'un *Abrégé historique de la monarchie espagnole*, et des invasions de la Péninsule, jusqu'à nos jours. 6 vol. in-8^o. de 494-451-453-497-531-499 p., avec plusieurs vignettes et un atlas in-4^o. de 41 cartes ou plans. Paris, 1827-1830 ; Firmin Didot frères.

II. ANALYSE DE CET OUVRAGE. (*Foreign quarterly Review*, n^o 9, sept. 1829.)

Un ouvrage tel que celui de M. de Laborde se perfectionne à chaque édition ; les acquisitions successives qu'il fait sont toujours plus élaborées, et le rapprochent de la perfection qu'il peut atteindre. On se rappelle que la première édition parut à l'époque où Napoléon commença la conquête de l'Espagne ; depuis ce temps la statistique de ce pays a éprouvé des changemens dont il fallait tenir compte. Les deux courtes notices fournies au premier volume, par MM. de Humboldt et Bory de Saint-Vincent, méritent l'attention des géographes, et font sentir l'importance de la mesure des hauteurs, sans laquelle on ne peut donner une idée juste de la figure du terrain. Jusqu'à présent les voyageurs qui ont décrit le fameux palais de l'Escorial n'avaient pas même soupçonné que cette résidence royale n'est pas moins élevée au-dessus du niveau de l'Océan que le sommet des Vosges, et beaucoup plus que toute la fameuse chaîne de l'Oural, qui forme aujourd'hui la limite entre l'Europe et l'Asie. Les hautes plaines des Castilles dominant de plus de cent toises tous les sols qu'on pourrait leur comparer dans toute l'Europe. Quant aux montagnes de la Péninsule, M. Bory de Saint-Vincent les distribue en sept *systèmes*, qu'il nomme *pyrénéique*, *ibérique*, *carpetano-vétonique* (partie des carpétaniques habitées par les Vétons), *lusitanique*, *marianique*, *cunéique* (à l'extrémité sud du Portugal), *bétique*. Les *parameras* (plateaux élevés aux pieds d'une chaîne de montagnes) sont aussi un trait caractéristique de la topographie de l'Espagne. Les plus remarquables sont ceux des provinces d'Avila et de Soria, « vastes steppes dépouillées d'arbres, arides, d'une teinte noirâtre ou brunâtre, monotones, silencieuses, froides, battues

des vents. L'espace situé entre l'Ebre supérieur et la Pisuerga, divers sommets des Pyrénées, les monts ibériques, lusitaniens et ceux de Gredos en contiennent beaucoup sur lesquels on pourrait se croire transporté dans les déserts de la Tatarie centrale. »

M. B. de St.-V. a figuré sur la carte physique de la Péninsule quatre grands versans généraux, qui semblent partager toute cette contrée en autant de régions différentes par la température, les produits, l'aspect général, la *physionomie*. « Le versant *cantabrique* (septentrional) présente un caractère uniquement européen. On s'y croirait toujours, non-seulement en France, mais encore dans les parties les moins chaudes de l'Ouest, telles que l'Armorique, et même les pays de Cornouailles et de Galles en Angleterre ». Le versant *lusitanique* (occidental) comprend les bassins du Tage, de la Guadiana, du Duero et du Miño. Beaucoup de plantes de l'Amérique, de Madère, des Canaries, etc., s'y sont naturalisées. Le versant *ibérique* (oriental) ne renferme qu'un grand fleuve et plusieurs autres médiocres : l'olivier, plusieurs autres végétaux et une partie de la population, sont d'origine asiatique. Enfin, le versant *bétique* (méridional) tient à l'Afrique encore plus quela région précédente ne tient à l'Asie. C'est ainsi que M. B. de St. - V. trouve les quatre parties du monde réunies en Espagne.

A la suite de l'*Abrégé historique de la Monarchie espagnole*, M. de L. B. a placé une *Notice sur les Voyages en général, et sur un Voyage dans la Péninsule ibérique en particulier*. Il ne faut pas chercher l'exposé du plan de cet ouvrage, mais des motifs pour entreprendre un voyage en Espagne, et les instructions dont il faut être muni avant d'entrer dans ce pays.

Nous ne suivrons pas l'auteur dans les intéressans détails qu'il donne sur tout ce qui mérite l'attention du voyageur dans les provinces espagnoles qu'il parcourt. Cependant, comme les Baléares sont moins visitées que le continent de l'Espagne, nous croyons devoir nous étendre un peu sur ces îles plus célèbres qu'elles ne sont connues; nous nous bornerons à ce qui concerne l'agriculture, l'industrie et le commerce.

Selon M. de L. B. , la population du *royaume des Baléares* serait de 186,979 habitans, malgré les causes nombreuses qui continuent à l'affaiblir depuis des siècles, et ces causes ne sont rien moins que des inondations désastreuses, des famines, des pestes, des guerres civiles et étrangères. Cette population surpasse beaucoup la mesure moyenne de celle de l'Espagne continentale, que notre auteur réduit à 10,595,134 habitans. Le *Diccionario geografico*, par le docteur MINAKO porte la population totale de l'Espagne, en 1826, à 13,732,172, et l'Almanach historique et statistique de Hassel l'évalue à 13,953,959, et celle des Baléares en particulier à 242,893. En admettant ces nombres, on trouve que la population moyenne de l'Espagne, à superficie égale, est à celle des Baléares dans le rapport de 1,651 à 2,937.

L'agriculture de Mayorque est assez florissante. Les habitans ont fait avec succès de grands travaux pour mettre les oliviers à l'abri du ravage des eaux. Dans l'île de Minorque, malgré le séjour que les Anglais y ont fait ; et les encouragemens que le gouvernement a donnés à la culture des mûriers et à l'éducation des vers à soie, les progrès ont été moins sensibles qu'à Mayorque. Les habitans d'Ivice, au milieu d'une abondance acquise par un travail facile, ayant tout ce qu'il leur faut pour les besoins réels, et du superflu à échanger pour des commodités et même du luxe, vivant sous un climat d'une salubrité remarquable, où l'hiver n'a point de rigueurs, ni l'été de chaleurs excessives, semblent devoir être placés au nombre des plus heureux qu'il y ait sur la terre. Mais comment ce pays de délices peut-il n'être éloigné que de quelques lieues de l'île Mayorque, où les météores sont quelquefois si terribles et si destructeurs, sur laquelle tant de maux physiques s'accumulent assez fréquemment ?

L'industrie est bornée, dans les Baléares, aux besoins des insulaires. Le commerce consiste dans l'exportation des produits du sol. L'auteur ne parle point de la minéralogie de ces îles ; aucun métal n'y est exploité.

On s'accorde généralement à évaluer à 14,000,000 d'habitans la population totale de l'Espagne, quoique M. de L. B. ne consente pas à la porter au delà de 12,000,000. Les documens qu'il nous donne sur les finances de ce royaume se

rapprochent assez de nos jours, et amènent une conclusion dont voici quelques extraits :

« Les deux emprunts faits par le gouvernement espagnol sous le régime des cortès, et le dernier connu sous le nom d'*emprunt royal*, sont les meilleurs placements que l'on puisse faire en Europe, si le gouvernement suit la marche que la prudence lui trace ; et, dans le cas contraire, les uns et les autres rentrent dans la catégorie des *valès* ordinaires, qui perdent 95 pour 100, et n'ont pas même de cours établi.

» La prospérité de l'Espagne serait entre les mains du souverain qui la gouverne, s'il avait la sagesse et l'énergie nécessaires pour adopter franchement et mettre à exécution le plan qu'il avait approuvé un moment, et que malheureusement on l'a détourné de suivre. Il aurait d'autant plus de mérite à suivre cette entreprise, que sa position est devenue plus difficile aujourd'hui qu'elle ne l'était à cette époque : il est obligé de s'appuyer sur le parti qu'il serait dans son intérêt de détruire ; il a dû rendre au clergé les biens vendus, et lui garantir la conservation des autres, en échange de vains secours de vengeance et de persécutions qui ne remédient à aucun des maux. D'un autre côté, s'il veut se séparer de ses funestes auxiliaires, et ne point adopter cependant un régime constitutionnel, il faut qu'il se compose une force personnelle indépendante : chose assez difficile, lorsqu'on ne possède ni revenu ni crédit..... Loin de nous de tristes présages : mais comment les princes n'aspirent-ils pas à donner au monde le noble exemple de ces souverains supérieurs en lumières à leurs sujets, et luttant contre une partie d'entre eux pour le bonheur de tous ? Tels furent Pierre le Grand, Catherine, Léopold et surtout Joseph II, qui n'eut pas un succès aussi complet que les autres, mais dont la statue, quelques années après sa mort, s'élevait aux acclamations des ceux-là même qui avaient méconnu ses bienfaits. »

Le tableau de l'agriculture espagnole est sombre, mais rien n'y paraît exagéré. L'auteur indique les principales causes de l'abandon auquel un sol aussi fertile semble condamné. Il met en première ligne la dépopulation des campagnes, le petit nombre de cultivateurs qui reste encore suffirait cependant pour obtenir des produits beaucoup plus abondans, et

au niveau des besoins du pays , si l'art était mieux connu et pratiqué. Dans un pays où la population est aussi clair-semée, on est surpris d'apprendre que les denrées de première nécessité, telles que le pain et la viande , sont plus chères en Espagne qu'en France. Au sujet des troupeaux de laine fine , richesse dont l'Espagne n'a plus aujourd'hui la possession exclusive , M. de L. B. nous apprend un fait peu connu et qui mérite d'être cité : « Vers le commencement du XIV^e. siècle , la race des moutons espagnols avait dégénéré. Elle se rétablit par un événement auquel j'attribue l'origine de la beauté des laines espagnoles. Lorsque le prince héréditaire de Castille, fils du roi Henri III, épousa Catherine, fille du duc de Lancastre, en 1394, cette princesse lui apporta en dot un grand troupeau de superbes brebis. Ces animaux s'acclimatèrent si bien dans les deux Castilles qu'ils devinrent bientôt la branche la plus considérable du commerce : les manufactures de draps s'élevèrent en proportion , et si rapidement qu'en 1419 les députés du royaume demandèrent la prohibition des draps étrangers, pour éviter le préjudice qui pourrait en résulter pour les fabriques nationales. »

Notre auteur emprunte à M. JAUBERT DE PASSA d'intéressantes notices sur les canaux d'arrosements qui opèrent en Catalogne et dans le royaume de Valence de véritables prodiges de fertilité. Une grande partie de l'Espagne est susceptible des mêmes améliorations. Parmi les produits sur lesquels le commerce de l'Espagne comptait le plus , il en est un qui décroîtra rapidement , c'est celui de la *barille*, qui , sur les bords de la Méditerranée , donne par incinération la *soude d'Alicante*, matière que la soude artificielle remplace avec avantage.

Les chapitres sur les manufactures et sur le commerce montrent aussi le peu d'abondance, en Espagne, de ces deux sources de richesses publiques et privées. Ce qui peut donner une idée juste de l'état de l'industrie , même dans la capitale, c'est que l'entrée de la manufacture royale de porcelaine de Madrid est interdite à tout le monde. On est encore réduit à faire, chèrement , assez mal et en trop petite quantité, ce que les fabriques d'Angleterre, de France, d'Allemagne, etc., produisent en surabondance et perfectionné : et cet état d'infériorité indu-

strielle est entretenu par le régime des prohibitions. Mais les données statistiques contenues dans cet ouvrage ont besoin, sur cet objet, d'être rapprochées de notre époque. L'Espagne commence à publier des journaux où ces documens sont insérés, et surtout des registres annuels qui paraissent dignes de confiance; depuis 1828 ils ont un caractère officiel. Suivant la balance du commerce (*balanza mercantil*) pour 1826, les importations en Espagne s'élevèrent à 94,336,875 fr., tandis que les exportations ne sont évaluées qu'à 44,987,125 fr.

Une notice sur les ports de commerce de l'Espagne n'est pas sujette aux variations plus ou moins rapides qu'éprouvent d'autres objets de statistique. M. de L. B. passe en revue toutes ces stations du commerce sur l'Océan et sur la Méditerranée. Il passe ensuite aux voies de communication par terre. On est surpris du petit nombre de ponts en bon état sur les routes les plus fréquentées, dans un pays où les voyageurs ont à franchir tant de torrens, de rivières et de fleuves. Quant aux canaux de navigation, plusieurs sont projetés en Espagne; mais il n'en est qu'un seul qui soit actuellement en activité, c'est celui d'*Aragon*. On regrette que l'auteur se soit borné à une trop courte notion de cet ouvrage, quoiqu'il dise qu'il en a été parlé avec un détail assez étendu.

Pour compléter ce que cet itinéraire ne devait pas renfermer, d'après les vues et le plan de l'auteur, consultons un article de la Revue étrangère (*the foreign quarterly Review*) sur ce même ouvrage de M. de Laborde: Le judicieux et savant rédacteur a réuni beaucoup de matériaux épars, de faits récents et bien constatés; nous profiterons avec confiance d'un travail dont tout nous atteste l'exactitude.

En 1827 on compta à Madrid 1,240 mariages. Le nombre des naissances fut de 4,341 légitimes et 1,071 illégitimes. Le nombre des morts fut de 2,111 à domicile et 1,742 dans les hôpitaux. Sur 1,071 enfans admis dans les hospices, il en périt 200 avant qu'on ne put leur administrer le baptême. A l'hôpital des Enfans-Trouvés de Paris, avant 1789, on estimait qu'un seul enfant, sur 100, atteignait l'âge d'un an. Au-delà de cette époque fatale, la jeune population de cet hôpital n'était pas moins vivace que celle du même âge, mieux traitée par le sort.

Madrid a un *Mont-de-Piété* dont la destination est très-différente de celle des établissemens connus sous la même dénomination ; il s'agit de la délivrance des âmes du purgatoire. Depuis 1724, époque de sa fondation, jusqu'à la fin de 1827, ce *Mont-de-Piété* a reçu 18,367,825 fr., et il a fait célébrer 548,921 messes.

On reproche de graves inexactitudes aux tableaux des sentences prononcées par les tribunaux espagnols, malgré le caractère officiel de ces documens. Cependant on les consulte faute de mieux. Voici un tableau des causes criminelles jugées en 1827 :

TRIBUNAUX.	Mort.	Flétrissure et exposition.	Travaux forcés.	Peines, détention ou déportation.	Condamnation à servir dans les armées de terre ou de mer.	Perte d'emploi.	Amendes, surveillance.	Acquittement.	Renvois, faute de preuves.
Cour suprême.	19	22	369	272	66	4	2,596		165
Chancellerie de Valladolid.	28	5	921	230	62				347
— de Grenade.	18		1,385	222	45	33	2,084	131	
Conseil de Navarre.	8	1	396	93	227				
Tribunal de Gallice.	5	11	203	121	20		244	24	309
— de Séville.	7	5	806	43	36	3	22	1	507
— des Asturies.	6		49	19	1	1	476		
— d'Estramadure.	6		370	130		2	972	22	
— de Catalogne.	71	11	481	127	22	3	644	26	231
Totaux.	167	55	4,960	1,217	479	46	7,038	194	1,552

En tenant compte de la nature et du nombre des crimes, ainsi que de la population où ils sont commis, le rédacteur de cet article fait remarquer que l'Angleterre et le pays de Galles sont aussi peuplés que l'Espagne, mais que ces deux pays diffèrent prodigieusement quant à l'état de santé morale. « Pour un meurtre commis en Angleterre, on en compte 81 en Espagne ! Tels sont les résultats d'un bon gouvernement, comparés à ceux d'un pouvoir sans frein ! » F—y.

145. SOUVENIRS D'ESPAGNE PENDANT LES ANNÉES 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, avec les observations sur la richesse et la fertilité de son sol ; par M. LIMOUZIN. In-12 de 5 feuilles $\frac{1}{4}$. Paris, 1829 ; Lecointe.

146. I. ITINÉRAIRE DE PARIS A BORDEAUX, par F.-G. de MALVOISINE. In-18 de 215 p. av. 1 carte. Paris, 1828; H. Bossange.

147. II. ITINÉRAIRE DE PARIS A DIJON, par le même. In-18 de 90 p. et 1 carte. Paris, *id.*, *ibid.*

148. III. ITINÉRAIRE DE PARIS A GENÈVE, par le même. In-18 de 100 p. av. 1 carte. Paris, *id.*, *ibid.*

Ces trois itinéraires devaient faire partie d'une collection qui devait comprendre toutes les routes de France : nous ignorons s'il y en a eu d'autres de publiés. C'était une bonne idée que de mettre ainsi à la portée de tous les voyageurs des moyens d'instruction qui leur manquent le plus souvent. D.

149. VOYAGE PITTORESQUE DANS LE DÉP^t. DE LA SARTHE, dessiné et lithographié par St.-ELME-CHAMP, publié avec des notes par CH.-G. RICHELET. 10 livr. in-4°. , chaque livr. d'une feuille et 4 pl. Prix de chacune, 1 fr. 50 c. Paris, 1829; Ach. Desauges.

C'est une idée heureuse que de reproduire par le dessin les plus beaux sites et les monumens antiques qui existent encore dans un département, et dont successivement les ravages du temps amènent la destruction ; en même temps il faut noter les points historiques qui s'y rattachent, et réunir les renseignemens capables de fixer l'attention des contemporains. Un tel travail, exécuté dans les diverses provinces, aurait sans doute un grand but d'utilité : c'est pour y concourir qu'a été entrepris le voyage pittoresque dans le département de la Sarthe, qui devait n'être que de 10 livr., et sera de 12. Il en a paru 10, qui comportent 40 lithograph. et 10 f. d'impression ; le texte descriptif n'est généralement pas assez étendu ; il présente souvent des détails oiseux, et omet le plus souvent les détails indispensables et intéressans. On sent que l'auteur a été gêné par la fixation des dimensions qui avaient été réglées pour chaque article du texte. Quant aux lithographies, la première est une vue de la ville du Mans, les autres sont des vues de quelques villes ou bourgs du département, des ruines d'anciens châteaux ou abbayes, ou bien elles représen-

tent quelques sites pittoresques: Elles nous ont semblé maigres et en général de peu d'effet. TH.

150. RELATION D'UN VOYAGE DANS LA MARMARIQUE, LA CYRÉNAÏQUE, ET LES OASIS D'AUDJELAH ET DE MARADEH, accompagnée de cartes géographiques et topographiques, et de planches représentant les monumens de ces contrées; par M. J.-R. PACHO; ouvrage publié sous les auspices de S. Exc. le ministre de l'intérieur. Texte grand in-4°, pl. in-fol., 2°, 3°, et 4°. parties du texte, in-4°. de 40 f., 324 p.; atlas, livr. 3 à 9. (Voy. le *Bulletin*, t. VIII, n°. 248.) Paris, Firmin Didot père et fils.

Dans l'article que nous avons consacré à la première livraison du voyage de M. Pacho, nous nous sommes attachés à faire connaître à nos lecteurs le but dans lequel il a été entrepris, ainsi que les divers genres de mérite que présente son intéressante relation; nous avons même suivi pas à pas le voyageur dans les quatre premiers chapitres de son récit, qui contiennent l'exploration de la Marmarique. Dans le compte que nous avons à rendre aujourd'hui des trois dernières parties, nous nous occuperons moins des détails de la narration que des résultats mêmes que la science a tirés de cette importante entreprise.

La 2°. partie du voyage contient la description de la Cyrénaïque orientale, où était située l'ancienne Pentapole libyque. M. Pacho a exploré le littoral du plateau cyrénéen depuis Derne jusqu'à *Grennah*, l'ancienne Cyrène.

La 3°. partie, ornée d'un plan des ruines de l'antique ville de Cyrène, est consacrée à la description de ces ruines importantes, ainsi que de toutes celles qui se remarquent encore dans les environs. On y voit les détails les plus curieux sur la Nécropole: c'est ainsi que l'auteur appelle les vastes excavations pratiquées dans le roc des collines voisines de Cyrène, pour servir de tombeaux aux habitans.

La 4°. partie se compose d'une courte relation du voyage aux Oasis d'*Audjelah* et de *Maradeh*. Cette partie est complétée par la table des matières, l'itinéraire d'*Audjelah* à *Mourzourk*, une liste des mots employés dans la relation et transcrits en caractères arabes par M. Fréd. Muller, suivie

de quelques remarques de M. Agoub ; un fragment d'un vocabulaire du langage des habitans de l'Oasis de Syonah , par M. Fréd. Muller ; l'explication des planches , et enfin des notes sur les inscriptions de la Cyrénaïque , par M. Letronne.

En parcourant cette quatrième partie , le lecteur aura à déplorer , avec tous les amis de la science , la mort prématurée du jeune et intéressant voyageur dont il s'est plu à suivre les périlleuses excursions , toutes entreprises pour l'amour de l'art et de la science. Peu d'années après son retour en Europe , et au moment où il allait publier la dernière partie de son voyage , M. Pacho fut enlevé par une mort déplorable à ses amis et aux sciences , auxquels le succès de sa première entreprise avait déjà fait concevoir de si hautes espérances.

Les principaux résultats du voyage dans la Marmarique et la Cyrénaïque sont des découvertes importantes qui intéressent l'archæologie , la géographie comparée , la géologie et la botanique. Nous ne devons nous occuper ici que des deux premières de ces sciences.

La géographie du nord-est de l'Afrique présentait une lacune que M. Pacho a mis le plus grand soin à remplir. Guidé par les descriptions des anciens , il est parvenu à constater la véritable position de quelques villes antiques. Ces résultats sont surtout importans pour la critique des auteurs anciens , qui ne doit pas négliger même les conjectures. Nous citerons pour exemple celle que l'examen des lieux a inspirée à M. Pacho , sur un passage de Synésius (*Epist.* 51.) M. Pacho voit avec raison le golfe d'*Erythra* , où le P. Petau a entendu le détroit de la mer Rouge. Parti au point du jour du port *Phycus* , Synésius pouvait arriver le soir à *Erythra* , mais il ne pouvait en une journée de navigation arriver au détroit de la mer Rouge , comme l'a prétendu le traducteur , trompé par la ressemblance des noms.

Deux cartes ont été tracées par l'auteur , une topographique , qui comprend la partie de la Pentapole , habitée anciennement , et l'autre sur une échelle plus réduite , qui offre tout l'itinéraire de son voyage , depuis Alexandrie jusqu'à la grande Syrte , et comprend les vases d'*Audjelah* , de *Djallon* et de *Leschkerreh* , celles de *Maradeh* et de *Fared-Ghah* , découvertes par notre voyageur , et enfin celle de *Synoah* ,

qu'il revit après y avoir séjourné un mois , au commencement de l'année 1824.

Les monumens de la Marmarique ne sont point dans le style classique et élégant de ceux de Cyrène ; ils ont plus du caractère égyptien , mais ne sont point d'une si haute antiquité. M. Pacho croit pouvoir affirmer que les Egyptiens n'ont élevé aucun monument, ni bâti aucune ville dans cette contrée avant la conquête des Grecs, et qu'elle était avant cette époque habitée comme elle l'est aujourd'hui , par des peuples nomades.

Le style des monumens de la Cyrénaïque est empreint des souvenirs égyptiens ; mais les dimensions et les détails, quoique réduits et offrant parfois un mélange bizarre , conservent le type grec , et même présentent le style dorique dans une assez grande pureté. Cet ordre d'architecture est celui dont on voit le plus de traces dans la Cyrénaïque, et il justifie l'épithète de dorique que Synésius donne à ses tombeaux dans la *Catastase*, où il déplore les malheurs de la *Pentapole*.

Parmi les monumens de Cyrène , on ne doit pas oublier de citer des peintures qui offrent le plus grand intérêt pour l'histoire de l'art , ainsi qu'un grand nombre d'inscriptions que M. Pacho a copiées avec le soin le plus scrupuleux. Quelques-unes sont romaines , d'autres cufiques , mais la plupart grecques. Un mémoire de M. Letronne offre le texte et la traduction des plus importantes (1).

Les trois parties dont nous venons d'entretenir nos lecteurs sont accompagnées des huit dernières livraisons de l'atlas , composé de 100 planches gravées par les dessins et sous la direction de M. Pacho , par MM. Gourtin et Adam.

Nous ajouterons, non pour recommander davantage l'intéressante relation dont nous pensons que nos lecteurs apprécieraient suffisamment le mérite , mais pour constater un fait , que les travaux de l'infortuné voyageur ont été encouragés par les témoignages les plus favorables de l'Académie des inscriptions et belles-lettres et de la Société de géographie , et que cette dernière lui a décerné le prix proposé par son programme de 1824.

P.

(1) Un extrait de ce mémoire inséré dans le *Journal des Savans* de 1828 (mars, p. 183 ; mai, p. 259), a été donné dans le *Bulletin* (VII^e sect.), tom. XIV, n^o. 202.

TABLE

DES ARTICLES DU CAHIER DE MARS 1831.

Géographie et Statistique.

	Pag.
<i>Historiæ statisticiæ adumbrata, scripsit Mone.</i>	305
<i>Vollstaendiges.</i> — Manuel complet de la géographie mathématique; A. B. Reuter.	306
Attaques malveillantes et bévues d'un critique allemand à propos d'un ouvrage français; Huot.	307
<i>Umrisse.</i> —Esquisses d'après nature; Hausman.	<i>ib.</i>
Aperçu stat. de la France et tableau de sa superficie par nat. de cult. et des revenus.	315
Annuaire du budget; Roch.	317
Conservation géométrique et perpétuelle du cadastre. Gayard.	318
Annuaire des eaux minérales de la France; Longchamp.	321
Nécessité et moyens d'occuper les ouvriers qui manquent d'ouvrage en France; de Lavelleye et Ajasson de Grandsagne.	<i>ib.</i>
Statistique de l'arrondissement de Falaise; Gleron, de Brebisson, etc., VII ^e . liv.	326
Dictionnaire topographique, historique et statistique du département de la Sarthe; Pesche, liv. VI à XVIII.	327
Annuaire statistique et historique du département du Doubs; Laurens.	328
Statistique du département du Lot, Tom. I ^{er} .; Delpon.	332
Quelques observations sur l'île de Texel.	343
<i>Vade mecum</i> , ou Description de Bruxelles, D. K.	351
<i>Historisch</i> , etc.—Vues historiques et politiques, et recherches sur la question du développement pratique des Constitutions des villes d'Allemagne; Reichard.	<i>ib.</i>
<i>Ueber die</i> , etc.—De la restauration du droit allemand; Bernhard.	354
<i>Sammlung</i> , etc.—Collection des lois, ordonnances, instructions, etc., relatives à la police de santé dans le grand-duché de Bade; Baur d'Eiseneck.	356
<i>Auch ein Wort</i> , etc.—Un mot sur la discussion publique et orale dans la procédure judiciaire en Prusse; Wigand.	357
<i>Entwurf</i> , etc.—Projet d'un Code pénal pour un État du nord de l'Allemagne; Strombeck.	358
Rapport sur l'état actuel des prisons en Allemagne.	362
<i>Beitraege.</i> —Documens pour servir à la connaissance de la constitution commerciale et industrielle de l'empire d'Autriche;	

	Pag.
Harkup.	364
<i>Gemaelde</i> , etc.—Tableau de la Hongrie ; C'saplovics.	366
<i>Polen</i> , etc.—La Pologne, Manuel historique, etc., pour les voyageurs ; Zedlitz.	372
Observations barométriques pour déterminer les points culminaux de l'Oural ; Terletsky.	ib.
<i>Suplemento</i> , etc.—Supplément au Dictionnaire géographico-statistique de l'Espagne et du Portugal ; Minano.	374
<i>Della colonia</i> , etc.—De la colonie des Génois à Galata ; Saul. . .	375
<i>Myos-Hormos</i> et toute la côte égypto-éthiopienne des siècles classiques ; Richard.	377
Colonie de Singapore.—Statistique de l'établissement de Singapore.—Commerce de Singapore.—Mines de Johore.—Penangue, ou l'île du prince de Galles.	382
Tableau du commerce de Tripoli ; Graberg d'Hemsa.	410
<i>The New Zealanders</i> , etc.—Les habitants de la Nouvelle-Zélande. .	431
<i>Über das Naturrecht</i> , etc.—Du droit naturel de notre époque ; de Arnold Linck.	437
<i>Das Geschworenengericht</i> , etc. — Le jury, la publicité, le débat oral, principalement en ce qui concerne le droit criminel ; Zentner.	443
Esclavage des noirs.	444
<i>Peber die Zweckmaessigte</i> , etc. — De l'organisation la plus convenable des écoles industrielles ; Koehler.	ib.
<i>Handbuch</i> , etc.—Manuel pour les maîtres d'écoles primaires ; Schlez. .	457
De l'influence des missionnaires protestans sur la civilisation des peuples païens ; D***.	458
<i>De Belastingen</i> , etc. — Les impôts, et particulièrement ceux du commerce ; Elink-Sterk	459

Voyages.

Voyage de la corvette <i>l'Astrolabe</i> ; Dumont d'Urville.	ib.
Histoire générale des Voyages, Tom. xvii ; Wackenaer.	467
Histoire de la mission au Groënland.	ib.
Itinéraire descriptif de l'Espagne ; de Laborde.	ib.
Souvenirs d'Espagne ; Limouzin.	474
Itinéraires de Paris à Bordeaux ; à Dijon ; à Genève ; Malvoisine. .	447
Voyage pittoresque dans le département de la Sarthe ; Richelet. .	ib.
Relation d'un voyage dans Marmarique ; Pacho.	ib.

FIN DU VINGT-CINQUIÈME VOLUME.

PARIS. — IMPRIMERIE ET FONDERIE DE FAIN,
RUE RACINE, N^o. 4, PLACE DE L'ODÉON.

34
HM



